LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES **N°1** • SESSION ORDINAIRE 2011-2012

1re séance	mardi	11 octobre 2011
2e séance	mercredi	12 octobre 2011
3e séance	jeudi	13 octobre 2011

Le Grand-Duc a reçu en audience le Bureau de la Chambre des Députés

© Palais grand-ducal

(1re rangée de gauche à droite) M. Marc Spautz, membre du Bureau, Mme Lydie Polfer, Vice-Présidente, M. Laurent Mosar, Président, S.A.R. le Grand-Duc, Mme Lydia Mutsch et M. Michel Wolter, Vice-Présidents, M. Lucien Lux, membre du Bureau;

(2e rangée de gauche à droite) M. Claude Frieseisen, Secrétaire général, M. Alex Bodry, M. François Bausch, M. Lucien Weiler, M. Lucien Clement et M. Xavier Bettel, membres du Bureau.

Comme il est de coutume à chaque rentrée parlementaire, le 2e mardi du mois d'octobre, et à l'occasion de l'ouverture de la nouvelle session parlementaire 2011-2012, S.A.R. le Grand-Duc a reçu en audience les membres du Bureau de la Chambre des Députés.

Assermentation du nouveau benjamin de la Chambre

Le mardi, 11 octobre 2011, après l'ouverture de la nouvelle session parlementaire 2011-2012, la Chambre des Députés a accueilli un nouveau benjamin, M. Serge Wilmes, né le 6 mai 1982, ayant accepté de terminer le mandat de député devenu vacant suite au décès inopiné, le 25 août passé, de M. Lucien Thiel.

M. Serge Wilmes a prêté serment.

Historien de formation, venant de travailler durant trois ans comme conseiller parlementaire du groupe CSV, M. Wilmes a prêté serment devant le Président de la Chambre des Députés et ses nouveaux collègues de travail.

Dans son premier discours devant l'assemblée, il a notamment insisté sur le fait qu'il fait partie de la nouvelle vague de députés qui n'ont pas encore - ou à peine - dépassé la trentaine. En conséquence, son vœu le plus cher est de s'investir pour les jeunes qui, crise et chômage aidant, ont de plus en plus de mal à se retrouver sur le marché du travail. Un des objectifs de M. Wilmes est donc de tout mettre en œuvre pour que les jeunes de sa génération puissent trouver un emploi et vivre ainsi de façon décente dans la société luxembourgeoise.

Vivre avec 7 milliards de terriens

«À votre avis, combien d'habitants notre planète peut-elle supporter?» À cette question posée par un député de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration de la Chambre des Députés qui l'accueillait le 20 octobre 2011, le Dr Babatunde Osotimehin, directeur exécutif de l'UNFPA (United Nations Population Fund) répondit sagement: «Je ne saurais vous dire! Par contre, je pense que la terre produit toujours les ressources suffisantes pour nourrir les sept milliards d'habitants qu'elle compte à l'heure actuelle à condition bien sûr que ces ressources soient gérées de façon soutenable et responsable et qu'elles soient distribuées d'une manière équitable».

Ce propos, emblématique de l'échange de vues qui allait suivre, résume assez bien la situation de la population mondiale telle qu'elle se présente en ce début du 21e siècle. Selon le responsable exécutif du Fonds des Nations Unies pour la Population, l'humanité se trouve à la croisée des chemins. Globalement, la durée de vie des êtres humains s'allonge, les inégalités entre les pays et à l'intérieur même de beaucoup de pays ne cessent de croître alors que des défis énormes tels que le changement climatique, la sécurité alimentaire, la chasse aux ressources naturelles et les migrations de population nous guettent.

Tandis que fin octobre, nous avons franchi - d'après les statistiques onusiennes - le cap des 7 milliards de terriens, 1,8 milliards d'entre eux, âgés entre 18 et 24 ans, vivent dans des pays en voie de développement. Ces jeunes, en quête d'opportunités et d'une vie meilleure que celle de leurs parents, gagnent à être reconnus, à avoir accès aux services de santé, à des droits politiques, à un travail et une vie décente. D'où, selon M. Osotimehin, la nécessité de renouveler l'engagement mondial pour un monde durable et sain.

En 2010, la contribution luxembourgeoise au Fonds des Nations Unies pour la Population s'est élevée à 4,7 millions d'euros. Certes, un des budgets les plus élevés par tête d'habitant parmi les pays développés! Mais encore infime au regard des sommes qui devraient être déboursées pour que l'UNFPA puisse mener à bien ses missions en ce qui concerne la santé reproductive, l'égalité des sexes ainsi que les stratégies de population et de développement. En effet, la dynamique de la population - y compris les taux de croissance, la structure d'âge, la fécondité et la mortalité, la migration, etc. - influent sur chaque aspect du développement humain, social et économique.

M. Osotimehin reçu par des membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration.

Visite à Dresde, capitale de la Saxe

M. Matthias Rößler et M. Laurent Mosar signant le Livre d'or du Landtag de Saxe.

La situation financière en Europe et l'importance d'une bonne formation des jeunes ont constitué pour l'essentiel les sujets de l'entretien que le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, a eu avec son homologue du Landtag de Saxe, M. Matthias Rößler. Ensemble, ils ont longuement évoqué les différentes options qui se présentent à l'Union européenne face à la crise de l'endettement dont souffrent certains de ses États membres.

Durant sa visite officielle de deux jours à Dresde, capitale politique et économique de l'État libre de Saxe, M. Mosar a également pu rencontrer le Ministre-Président de l'État libre de Saxe, M. Stanislaw Tillich, en poste depuis mai 2008.

DANS CE NUMÉRO

Discours de début de session	p. 2
Politique de coopération	p. 5
Projet Livange	p. 29
Sommaire des séances publiques nos 1-3	p. 38
Sommaire des questions parlementaires	p. Q1

Chaire de recherche en études parlementaires

M. Philippe Poirier et M. Laurent Mosar lors de l'inauguration de la chaire parlementaire.

Depuis le 3 octobre 2011, l'Université du Luxembourg dispose officiellement d'une chaire de recherche en études parlementaires. Sa finalité consiste à contribuer à la connaissance, à l'étude et au fonctionnement du parlementarisme dans le processus décisionnel national et européen de manière comparée. Elle soutient principalement des activités de recherche en sciences politiques requises par la Chambre des Députés dans les domaines de la démocratie, de la législation et des procédure et réglementation parlementaires.

À l'occasion de la séance inaugurale de la chaire à la Chambre des Députés, le Secrétaire général de la Chambre, M. Claude Frieseisen, a notamment souligné l'importance des liens entre recherche et parlementarisme. Le Président du Parlement, M. Laurent Mosar, s'est, quant à lui, penché sur «les défis de la démocratie à l'exemple du rôle des parlements nationaux depuis le Traité de Lisbonne».

En guise de clôture de la cérémonie, le responsable de la chaire, M. Philippe Poirier, et ses collaborateurs ont présenté les finalités, les premières orientations de recherche ainsi que les partenariats initiaux avec d'autres chaires et centres de recherche en études parlementaires dans le monde.

Visite d'une délégation du Parlement suédois

Mme Christine Doerner (CSV) et M. Morgan Johansson, Président de la Commission de la Justice du Parlement suédois.

Le rôle des parlements nationaux dans le contrôle de subsidiarité a occupé le gros des discussions qu'ont eues récemment des parlementaires suédois et luxembourgeois. Depuis la mise en vigueur du Traité de Lisbonne, les députés sont appelés à se prononcer sur des initiatives émanant des instances européennes. Au Luxembourg, la nouvelle procédure de traitement des dossiers européens a été instaurée en 2010.

L'interaction entre les assemblées et les gouvernements respectifs a également été évoquée. Les députés des deux parlements ont été d'accord pour dire que les parlements ne doivent pas devenir des «machines à enregistrer». Ils ont plaidé pour un échange poussé d'informations entre ministres et parlementaires. Ils ont en outre abordé la concertation entre parlements nationaux dans le cadre du contrôle de subsidiarité.

Au programme de la délégation suédoise a encore figuré une visite de la Cour de Justice européenne et une entrevue avec le Ministre de la Justice, M. François Biltgen.

Une délégation lituanienne à la Chambre

Une délégation de parlementaires lituaniens reçue par Mme Anne Brasseur (4e de droite).

Mme Anne Brasseur (DP), Présidente de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire, vient de recevoir à la Chambre des Députés une délégation de parlementaires lituaniens qui assument la même tâche de contrôle dans la République balte.

Venus s'enquérir des meilleures pratiques luxembourgeoises en la matière, les députés lituaniens ont pu constater que conformément à la coutume dans leur propre pays - et ce depuis 2004 -, un membre de l'opposition parlementaire préside cette commission au Luxembourg. D'autres aspects du contrôle de l'exécution budgétaire ont fait l'objet d'un échange de vues approfondi. Finalement, tout le monde était d'accord pour dire que ce type de contrôle est d'une importance vitale pour le bon fonctionnement de la démocratie et sert avant tout à garantir une utilisation gouvernementale appropriée des deniers publics.

Visite de «Minett-Kompost» à Esch-Schifflange

Les députés ont visité le site de «Minett-Kompost».

Dans le cadre des travaux concernant le projet de loi n°6288 sur la gestion des déchets, les membres de la Commission du Développement durable se sont rendus sur le site de «Minett-Kompost» dans la zone industrielle «um Monkeler» à Esch-Schifflange. La nouvelle installation, inaugurée le 16 septembre 2011, comporte non seulement les procédés de compostage, mais également un processus de méthanisation dont le produit, le biogaz, est vendu à Sudgaz. Le traitement de 30.000 t de déchets organiques par an produit 1.600.000 m^3 de bio-méthane et jusqu'à 7.000 t de compost par an.

Les députés se sont notamment renseignés sur l'efficacité d'une telle installation de recyclage et sur les contraintes de la collecte des déchets organiques. Quelles sont, dans le cadre de la gestion des déchets, les obligations à imposer aux responsables communaux et qu'est-ce qui devrait rester du ressort de décision des mandataires parlementaires? Cette question ainsi que bien d'autres sont en train d'être élucidées par une analyse approfondie du projet de loi que les parlementaires souhaitent voter dans les meilleurs délais.

Conférence des présidents de parlement des petits États d'Europe

La diplomatie parlementaire, le partage d'informations et la charge de travail croissante en matière législative ont figuré au centre des débats de la 6e Conférence des présidents de parlement des petits États d'Europe, qui s'est tenue à la Chambre des Représentants de la République de Malte les 6 et 7 octobre 2011 à La Valette.

Cette conférence interparlementaire, lancée en 2006, réunit les Présidents des Parlements d'Andorre, de Chypre, d'Islande, du Liechtenstein, du Luxembourg, de Malte, de Monaco, du Monténégro et de Saint-Marin.

Elle a pour objectif de contribuer au rapprochement entre les petits États d'Europe et de favoriser des approches concertées sur les problématiques communes.

La 6e Conférence des présidents de parlement des petits États d'Europe, à laquelle la Chambre des Députés était représentée par M. Félix Braz (déi gréng), en remplacement du Président M. Laurent Mosar, a notamment décidé de renforcer la visibilité des petits États et de mieux faire entendre la voix des petits parlements dans les différentes instances parlementaires internationales.

Dans le cadre d'un débat sur le rôle des nouvelles technologies dans la diplomatie parlementaire, M. Félix Braz a en outre affirmé que grâce aux nouvelles technologies «être petit n'est plus un handicap».

Lors de la conférence M. Braz a également souligné l'importance des valeurs dans la politique internationale.

La coopération interparlementaire et les assemblées parlementaires internationales contribuent à légitimer la politique internationale et jouent en cela un rôle essentiel complémentaire à celui des gouvernements.

M. le Député Félix Braz et le Président du Parlement de Malte, M. Michael Frendo.

Cette évolution est d'une importance primordiale à un moment où l'échange d'expériences parlementaires peut contribuer à consolider la demande pour plus de libertés et de démocratie dans un grand nombre de pays de la rive Sud de la Méditerranée.

La charge de travail croissante au sein des parlements constitue un autre défi pour les assemblées parlementaires de petite taille.

La manière dont la Chambre des Députés gère les dossiers européens témoigne du fait que les parlements de petits pays sont en mesure d'agir efficacement malgré leur taille et M. Braz a, dans ce contexte, exposé la manière dont la Chambre des Députés s'est adaptée à ses nouvelles responsabilités dans le cadre du contrôle de subsidiarité de l'Union européenne.

La 7e Conférence des présidents de parlement des petits États d'Europe est organisée en 2012 par le Monténégro.

Par ses crédits, la BEI finance l'avenir

Alors que la Banque européenne d'investissement (BEI) est depuis 1968 à Luxembourg et a élu domicile sur le plateau de Kirchberg depuis plus de 30 ans, rares sont les Luxembourgeois et les résidents étrangers au Grand-Duché à connaître sa vraie vocation.

En visitant fin septembre les locaux de la BEI et notamment son nouveau bâtiment-extension - il s'agit du premier bâtiment en Europe à avoir obtenu la certification «haute qualité environnementale» britannique Bespoke BREEAM grâce à un système d'isolation thermique et de ventilation naturelle, sobre en énergie et respectueux de l'environnement - une délégation de la Chambre des Députés sous la direction de son Président, M. Laurent Mosar, a pu se rendre compte de l'étendue et de la qualité des opérations effectuées par la banque de l'Union européenne. Par son savoir-faire financier et technique, elle a comme objectif principal de libérer le potentiel de croissance de l'Europe en investissant dans des secteurs cruciaux susceptibles de générer une croissance durable, de développer l'innovation et l'emploi tout en protégeant l'environnement et de contribuer ainsi à la lutte contre le changement climatique.

M. Alfonso Querejeta, Secrétaire général de la BEI, a fourni aux députés toutes les explications en relation avec les projets et futurs défis de la banque. À l'heure qu'il est, la BEI emploie quelque 2.000 personnes à Kirchberg.

En 2010, elle a accordé des prêts pour une valeur totale de 72 milliards d'euros dont 63 milliards pour la seule Union européenne.

Les crédits consentis ont été investis pour la plupart et en priorité dans des projets de recherche et de développement, dans les secteurs de l'environnement et de l'énergie, dans l'économie de la connaissance, l'éducation et les réseaux transeuropéens de transport et d'énergie, sans oublier les PME, épine dorsale de l'économie européenne.

Le Président et des membres de la Chambre des Députés ont visité la BEI. *© EIB Photolibrary*

M. Laurent Mosar et M. Eckhard Uhlenberg.

M. Eckhard Uhlenberg reçu par le Président de la Chambre des Députés

Les relations bilatérales entre le Luxembourg et l'Allemagne, les perspectives d'une meilleure collaboration au niveau du Benelux ainsi que la situation des dettes souveraines en Europe ont figuré à l'ordre du jour de récents échanges de vues entre une délégation du Landtag de la Rhénanie-du-Nord-Westphalie emmenée par son Président, M. Eckhard Uhlenberg, et une délégation luxembourgeoise composée de M. Laurent Mosar et de députés de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration et du groupe Benelux.

Les deux délégations ont souligné la nécessité d'approfondir les contacts entre les groupes parlementaires respectifs, en charge des questions Benelux. Les parlementaires de la Rhénanie-du-Nord-Westphalie verraient d'un bon œil une participation à part entière de leur Land dans la coopération Benelux. Le nouveau traité Benelux qui entrera en vigueur en 2012 permet en effet une telle coopération transfrontalière.

L'amélioration des transports collectifs entre la Rhénanie-du-Nord-Westphalie et le Luxembourg a également été évoquée. Les députés ont regretté que les trains gaspillent un temps précieux à relier le Grand-Duché aux grandes villes de la région rhénane et de la Ruhr (Cologne, Düsseldorf, Dortmund, etc.), rendant en pratique plus difficile une coopération efficace.

Un lycée binational à l'esprit ouvert

Même si Schengen est avant tout connu pour ses accords ayant permis la suppression des contrôles de personnes dans son espace, le petit village mosellan peut aussi se targuer d'avoir donné son nom à un projet-pilote qui fait avancer l'Europe à petits pas. Situé sur l'autre rive de la Moselle à Perl, le lycée germano-luxembourgeois de Schengen-Perl entend cultiver sa différence (deux pays - un lycée) tout en rapprochant, conformément à l'esprit européen, les identités et les cultures des élèves qui le fréquentent. Une délégation de parlementaires luxembourgeois, avec à sa tête le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, a pu s'en apercevoir en visitant les lieux et en dialoguant avec la direction et les élèves.

Créé fin 2006 par la signature d'un traité binational entre les chefs de gouvernement du Luxembourg et de la Sarre, le lycée germano-luxembourgeois est un type d'école interrégionale qui doit permettre aux jeunes de développer leur sentiment d'appartenance à l'Europe. Mais à vrai dire, il est bien plus que cela: par des méthodes inédites, ce lycée binational vise avant tout à faire acquérir à ses élèves les compétences langagières et professionnelles indispensables pour intégrer le marché du travail au-delà des frontières de leur pays.

Afin de pouvoir tenir cet engagement, les responsables du lycée ont opté pour de nouveaux concepts:

- les élèves se trouvent au centre du concept d'enseignement du lycée qui a pour but de favoriser l'apprentissage individuel en leur apprenant comment étudier et s'investir;

- les enseignants sont perçus comme des accompagnateurs et conseillers en apprentissage et non comme des instructeurs de front;

- le lycée germano-luxembourgeois fonctionne à plein temps (si parents et élèves le souhaitent, de 7h à 18h);

- une culture de l'espace doit favoriser l'apprentissage, l'espace constituant aux côtés des autres élèves et des enseignants le 3e pédagogue.

À cette fin, le lycée s'est vu doter d'une autonomie financière, ses budgets de financement et de fonctionnement étant répartis équitablement entre les ministères de l'éducation luxembourgeois et sarrois. À l'heure qu'il est, 622 élèves, dont 40% sont Luxembourgeois et 60% Allemands, fréquentent le lycée. Il est à noter que le diplôme final délivré par le lycée germano-luxembourgeois de Schengen est reconnu aussi bien par le système éducatif allemand que luxembourgeois.

Le Président et des membres de la Chambre des Députés ont visité le Lycée de Schengen.

Le directeur d'ONUSIDA à la Chambre

M. Ben Fayot (LSAP) et M. Michel Sidibé, directeur exécutif d'ONUSIDA.

«Beaucoup de nos efforts vont dans le bon sens. Nous pouvons faire état de progrès très encourageants, mais les défis restent énormes». C'est en ces termes que l'on pourrait résumer l'intervention à la mi-octobre de M. Michel Sidibé, directeur exécutif d'ONUSIDA, devant les députés de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration et de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale de la Chambre.

En effet, ONUSIDA, programme de l'ONU destiné à coordonner l'action des différentes agences spécialisées de l'ONU pour lutter contre la pandémie du SIDA, peut être fier des récents résultats obtenus:

- 56 pays à travers le monde ont pu diminuer de façon significative les nouvelles infections liées au virus, au premier rang desquels se situent l'Inde et la Chine, les deux pays les plus peuplés;

- non seulement les groupes considérés comme difficiles à atteindre d'un point de vue de la prévention le sont, mais également les jeunes qui veulent être des acteurs du changement;

- de plus en plus, un dialogue autour de l'éducation sexuelle se met en place dans les pays jugés rébarbatifs jusqu'à présent;

- une génération sans SIDA semble possible en Afrique dès 2015;

- les grands groupes pharmaceutiques, jadis principalement intéressés à la rémunération de leurs brevets et licences, sont en train de changer de comportement pour avoir accès aux marchés les plus larges. Ceci induit la fabrication de génériques de bonne qualité et à des prix beaucoup plus accessibles pour les malades.

Néanmoins, tout n'est pas rose, notamment si l'on se réfère aux régions où le virus du SIDA a tendance à progresser encore tel qu'en Europe de l'est et en Asie. Les pays les plus touchés ont alors souvent comme points communs:

- un système de santé peu performant (absence de campagnes d'information, accès difficile aux services et traitements adéquats, etc.);

- un arsenal législatif assez souvent pénalisant (des lois qui stigmatisent les porteurs du virus et poussent ainsi à l'exclusion);

- des clients et touristes du sexe qui ne se protègent pas.

Protection et utilisation de l'eau dans les parcs naturels de la Grande Région

Le 23 septembre 2011, M. Emile Eicher (CSV) avait invité les membres de la Commission «Environnement et Agriculture» du Conseil parlementaire interrégional (CPI) à Longsdorf et à Vianden pour une réunion qui a porté sur le thème de la protection et de l'utilisation de l'eau dans les parcs naturels de la Grande Région.

Les parlementaires de la Grande Région se sont retrouvés au sein du Parc naturel de l'Our dans les Ardennes luxembourgeoises pour discuter avec des experts du développement durable des parcs naturels à l'époque des énergies renouvelables et d'un habitat en expansion.

Lors de la réunion, M. Christian Kayser, directeur du «Naturpark Our», a présenté les défis d'un parc naturel qui rassemble un grand nombre de communes luxembourgeoises et de partenaires européens dans un réseau coopératif multiforme qui a comme mission tant la conservation de la diversité du milieu naturel, de la faune et de la flore, la sauvegarde de la pureté de l'air, des eaux et des sols que la mise en valeur du patrimoine culturel, la promotion d'un développement économique et socioculturel durable ainsi que d'activités de tourisme et de loisirs.

Par la suite, Mme Eva Rabold a présenté le projet Interreg «Contrat de rivière pour la rivière transfrontalière Our» qui a été lancé en 2011 et qui contribue à transformer les cours d'eau qui parcourent la Grande Région en véritables traits d'union rassemblant de nombreux partenaires européens. Le projet Life «Conservation des habitats de la moule perlière» a ensuite permis au Dr Frank Thielen de la Fondation «Hëllef fir d'Natur» de montrer aux députés que la protection de la biodiversité est essentielle non seulement pour la faune et la flore elles-mêmes, mais également pour la santé et le bien-être des citoyens qui habitent dans la Grande Région.

Après la réunion et un débat, sous la présidence de M. Emile Eicher, auquel ont notamment participé M. André Bauler et M. Marcel Oberweis, les membres du CPI ont visité la centrale hydroélectrique par pompage de la Société électrique de l'Our (SEO) près de Vianden et, en particulier, le chantier du projet d'extension dit «M11» qui permettra à la centrale de Vianden d'augmenter d'environ 200 MW la puissance de ses turbines.

Suite à ces travaux, une recommandation sur la thématique de la protection et de l'utilisation de l'eau dans les parcs naturels de la Grande Région sera présentée à l'occasion de la prochaine séance plénière du CPI à Metz, le 2 décembre 2011.

Les membres et les invités de la Commission «Environnement et Agriculture» du Conseil parlementaire interrégional.

Benelux: sauver les forêts, patrimoine de l'humanité

Des parlementaires des trois pays du Benelux et des représentants de l'Assemblée Balte et du Conseil Nordique.

C'est dans le cadre de la forêt du Grünewald que les parlementaires des trois pays du Benelux, auxquels s'étaient associés des représentants de l'Assemblée Balte et du Conseil Nordique, se sont réunis pour tenir une conférence intitulée «Forêts et Climat».

Après les mots de bienvenue du Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, et l'introduction de M. Marcel Oberweis, Président de la délégation luxembourgeoise auprès du Conseil interparlementaire consultatif de Benelux, les participants ont eu droit à des exposés de différents experts.

Une étude dont les résultats ont mis en évidence une mauvaise perception des forêts de la part de l'opinion publique a notamment retenu l'attention des convives. En effet, si la forêt est perçue comme symbole de la nature, sa gestion et la multifonctionnalité concernant l'utilisation du bois se heurtent parfois à un certain scepticisme non fondé.

Au niveau mondial la situation est préoccupante si l'on sait que 2% des forêts disparaissent tous les dix ans, la déforestation étant responsable à elle seule pour la perte de 13 millions d'hectares annuels. Les répercussions sur le climat sont évidentes, puisque ce phénomène engendre une augmentation de CO_2 dans l'atmosphère de l'ordre de 18%, entraînant une hausse générale des températures et une fréquence élevée des phénomènes climatiques extrêmes. Sans parler des conséquences néfastes sur la biodiversité.

Parmi les pays nordiques, la Suède, la Norvège et la Finlande ont pris les devants en matière de gestion forestière. En effet, ils ont mis en place depuis plus d'un siècle un système qui consiste à reboiser massivement leurs terres et à n'utiliser que ce surplus en bois de manière à ne pas entamer le stockage de CO_2 des forêts. De même, la méthode appelée «de substitution» suggère l'utilisation prioritaire du bois dans la construction et l'industrie pour limiter les émissions de dioxyde de carbone. Les résidus du bois sont ensuite utilisés pour produire de l'énergie verte.

La conférence a mis en évidence l'importance de l'aspect social de la gestion forestière et la nécessité de mettre en place une gouvernance durable et transnationale, qui passe à travers un renforcement de la capacité d'adaptation de l'écosystème forestier, une gestion des risques et une action concrète en faveur du stockage de CO_2.

(de gauche à droite) M. Félix Braz, Mme Lydie Err, Mme Anne Brasseur et M. Norbert Haupert.

Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

Du 3 au 7 octobre s'est tenue à Strasbourg la 4e partie de la session ordinaire de 2011 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE). La Chambre y était représentée par Mme Lydie Err (LSAP), Présidente de la délégation luxembourgeoise, M. Norbert Haupert (CSV), Vice-Président ainsi que par Mme Anne Brasseur (DP) et Félix Braz (déi gréng), membres de la délégation. 15 résolutions et 7 recommandations sur les points à l'ordre du jour furent adoptées.

Parmi les points forts de la session d'automne de l'APCE figurait notamment un discours de M. Mahmoud Abbas, Président du Comité exécutif de l'Organisation de Libération de la Palestine et Président de l'Autorité nationale palestinienne. Dans la foulée de cette intervention, le Conseil national palestinien s'est vu octroyer par l'APCE le statut de «Partenaire pour la démocratie», et cela sans préjudice de la reconnaissance de l'État palestinien.

Interpellé tour à tour par Mmes Lydie Err et Anne Brasseur, M. Abbas a affirmé notamment qu'un État palestinien indépendant doit pouvoir vivre aux côtés de l'État d'Israël dans la paix, la sécurité et la stabilité. Il a souligné que le jour où Israël sera d'accord sur les deux États, 57 pays arabes reconnaîtront l'existence d'Israël.

M. Abbas est aussi revenu sur le fait que six pays membres de l'APCE sont également membres du Conseil de sécurité et qu'il est important que ces six pays votent en faveur de la reconnaissance de la demande palestinienne à l'ONU. Selon lui, après les aides pécuniaires, le temps est venu pour l'aide politique: il faut que ces six pays respectent la recommandation de l'APCE invitant à reconnaître l'existence de la nation palestinienne.

Dans un autre rapport, l'APCE a explicitement condamné la pratique de la sélection prénatale en fonction du sexe, c'est-à-dire l'avortement sélectif au détriment des filles et le meurtre de nouveau-nés de sexe féminin. L'Assemblée, rappelant la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, est d'avis que la pression sociale et familiale exercée sur les femmes afin qu'elles ne poursuivent pas leur grossesse en raison du sexe de l'embryon ou du fœtus doit être considérée comme une forme de violence psychologique et que la pratique des avortements forcés doit être criminalisée.

Finalement, l'APCE s'est également saisie de la question de l'impact du Traité de Lisbonne sur le Conseil de l'Europe et en particulier de l'adhésion de l'Union européenne à la Convention européenne sur les droits de l'Homme, soulignant que cette adhésion ouvre de nouvelles perspectives de renforcement du partenariat entre le Conseil de l'Europe et l'Union européenne sur la base de l'acquis et des atouts propres à chacune des organisations. Selon l'Assemblée, un tel partenariat devrait aboutir à terme à la création d'un espace commun de protection des droits de l'Homme sur l'ensemble du continent, dans l'intérêt de tous les citoyens européens.

Le bonheur est dans les serres et les champs

Sur invitation de la Fédération Horticole Luxembourgeoise (FHL), le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, a visité les productions maraîchères sous serres et en plein air de l'entreprise familiale Kirsch-Sauber.

Le Président d'honneur de la FHL, M. Niki Kirsch, et son fils Claude Kirsch, ainsi que le Vice-Président de la Fédération, M. Ernest Brandenburger, l'ont introduit dans les spécificités de la profession horticole du maraîcher. Après avoir fait le tour de toutes les cultures maraîchères (légumes et primeurs) qui grandissent au Grand-Duché, les représentants de la FHL ont rapporté au Président les conséquences de la sécheresse du mois de mai sur les productions. Par ailleurs, il a été question des dégâts causés en 2011 par les craintes des consommateurs liées à l'épidémie de la bactérie EHEC.

M. Laurent Mosar et M. Niki Kirsch.

Défense: entrevue avec M. Christian Schmidt

M. Christian Schmidt entouré des membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration et du Ministre de la Défense, M. Jean-Marie Halsdorf.

De passage au Luxembourg, le Secrétaire d'État parlementaire allemand au Ministère fédéral de la Défense, M. Christian Schmidt, s'est entretenu début octobre avec les membres de la Commission des Affaires étrangères et de la Défense, ainsi qu'avec des membres du Bureau de la Chambre des Députés et des membres de la Délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN.

À l'agenda de la discussion figurait notamment l'approbation des parlements nationaux aux opérations militaires internationales dans le cadre de l'Union européenne et de l'OTAN.

Le consentement parlementaire, très prononcé en Allemagne pour ce type d'opérations, fait que la Chambre basse (Bundestag) doit cautionner la participation militaire de soldats allemands à toutes les interventions menées en dehors du territoire allemand. Ainsi, le refus allemand de participer - même s'il y a eu participation d'un point de vue matériel - aux récentes opérations de bombardement en Libye par les avions de la coalition, puis de l'OTAN fut évoqué.

Autre point à l'ordre du jour: la «smart defence» (défense intelligente) et le «pooling of capabilities», c'est-à-dire la mutualisation des capacités de défense entre États européens dans un souci d'efficience et d'économies de ressources à l'heure où les dépenses militaires dans les budgets nationaux - crise des dettes souveraines oblige - sont nettement revues à la baisse.

Dans ce contexte, M. Schmidt a plaidé pour encore davantage de collaboration et de rapprochement entre États dans l'Union européenne.

Furent enfin abordés les théâtres d'opérations où soldats allemands et luxembourgeois se côtoient (notamment en Afghanistan, au Kosovo et en Bosnie-Herzégovine).

Finalement, M. Christian Schmidt a tenu à féliciter le Luxembourg pour sa participation active dans la lutte contre la piraterie au large des côtes somaliennes (opération Atalanta) où les autorités grand-ducales, par l'implication de la société CAE Aviation dans la surveillance air-mer et la reconnaissance aérienne, prennent une part active dans la sécurisation du trafic maritime international.

Cadre financier pluriannuel et expérience parlementaire avec le Traité de Lisbonne

M. Fernand Boden, Président de la délégation, ainsi que M. Ben Fayot, M. Eugène Berger, M. Félix Braz et M. Gast Gibéryen ont représenté la Chambre des Députés lors de la XLVI[e] COSAC (Conférence des Organes spécialisés dans les Affaires communautaires) qui s'est déroulée à Varsovie du 2 au 4 octobre 2011.

Les travaux de la Conférence, qui réunit traditionnellement des membres des commissions des affaires européennes des parlements nationaux de l'Union européenne, des pays candidats et du Parlement européen, étaient concentrés sur le cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020 et les expériences parlementaires deux ans après l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne.

La COSAC a encouragé les institutions de l'Union à négocier et à adopter le cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020 qui permettra la mise en œuvre complète des politiques de l'Union à moyen et à long terme, en respectant le principe européen de solidarité à l'égard de la crise économique et financière actuelle.

Les parlementaires ont souligné que la politique de cohésion avec une politique agricole commune juste et équitable sont des instruments essentiels et jouent un rôle important en favorisant la solidarité, la réduction des disparités économiques et sociales entre les États membres et la réalisation des objectifs stratégiques de l'Union.

Dans son intervention, le Président de la délégation luxembourgeoise a plaidé entre autres pour le renforcement des ressources propres de l'Union et pour une politique agricole commune capable d'assurer l'autonomie alimentaire de l'Union.

Tirant un premier bilan des expériences parlementaires acquises deux ans après l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne, les membres ont prié la Commission européenne de fournir des réponses plus précises et concrètes aux avis motivés sur les projets d'actes législatifs de l'Union européenne. En effet, plusieurs parlements nationaux ont considéré que les réponses de la part de la Commission européenne devraient davantage mettre l'accent sur les doutes particuliers exprimés dans les avis motivés.

La délégation luxembourgeoise: M. Fernand Boden, M. Ben Fayot, M. Eugène Berger, M. Gast Gibéryen et M. Félix Braz (de gauche à droite).

Appel en faveur de la Somalie

Du 15 au 19 octobre 2011 s'est déroulée à Berne (Suisse) la 125[e] Assemblée de l'Union interparlementaire (UIP), lors de laquelle M. Michel Wolter (CSV), Vice-Président de la Chambre des Députés, a représenté le Parlement luxembourgeois. Fondée en 1889, l'UIP rassemble 159 parlements nationaux et est considérée comme la doyenne des assemblées interparlementaires.

Lors de son allocution de bienvenue, M. Ban Ki-moon, Secrétaire général des Nations Unies, a signalé que «L'année que nous venons de vivre a vu des progrès remarquables. Nous avons entendu l'appel des peuples, en Côte d'Ivoire, au Sud-Soudan, en Afrique du Nord et au-delà. À présent, nous devons faire notre possible pour aider ces nations en transition. Et il nous faut mettre davantage l'accent sur la diplomatie préventive pour préserver la paix et construire des démocraties solides partout dans le monde.»

Dans une résolution consacrée à un point d'urgence intitulé «La famine tragique qui frappe la population en Somalie et l'aide humanitaire des membres de l'UIP», les Parlements, les organisations internationales et la communauté internationale ont été exhortés à redoubler d'efforts pour apporter tout le soutien et toute l'aide humanitaire nécessaires au peuple somalien et de travailler à l'unisson afin que l'aide humanitaire parvienne aux régions affectées.

Mme Isabelle Barra, Secrétaire générale adjointe de la Chambre des Députés, M. Michel Wolter (CSV) et M. Claude Frieseisen, Secrétaire général.

L'Assemblée a également lancé un appel à aider la Somalie à renforcer ses institutions démocratiques dans le respect de sa souveraineté et de son intégrité territoriale, notamment en mettant au point des programmes pour l'aider à instaurer l'État de droit. Elle a demandé aux autorités en Somalie et dans les pays voisins d'assurer la sécurité individuelle et l'action des organisations humanitaires travaillant dans la région.

Outre le point d'urgence, les parlementaires ont débattu entre autres des récents événements au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, de la régulation des marchés financiers, du désarmement nucléaire et de l'économie verte.

d'Chamber online op
www.chd.lu

Situation en Afghanistan, en Afrique du Nord et au Moyen-Orient

Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV) a représenté la Chambre des Députés lors de la 57[e] Session de printemps de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN, organisée du 7 au 10 octobre 2011 à Bucarest.

Dans une déclaration adoptée en séance plénière, les membres de l'Assemblée ont invité les gouvernements et les parlements des membres de l'Alliance «à intensifier leurs efforts pour expliquer à leurs citoyens le besoin actuel d'une présence militaire internationale en Afghanistan et la nécessité de maintenir l'assistance internationale au-delà de 2014, date prévue pour la fin de la mission de combat». Le Président de l'Assemblée, M. Karl A. Lamers, a expliqué à ce propos: «Il est dans notre intérêt d'instaurer une transition paisible et de donner au peuple afghan l'assurance qu'une fois notre mission militaire achevée, nous nous tiendrons à ses côtés pour l'aider dans les secteurs du développement économique et de l'éducation et pour l'épauler dans la mise en place d'une bonne gouvernance.» De son côté, le Gouvernement pakistanais a été invité à poursuivre les efforts pour combattre le terrorisme intérieur, empêcher l'utilisation de son territoire par les insurgés et améliorer la coordination opérationnelle avec la FIAS et les forces afghanes.

Concernant la situation en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, l'Assemblée a invité les gouvernements et les parlements à réaffirmer leur volonté d'aider les nouveaux gouvernements démocratiques de la région à créer pour leurs citoyens un environnement sûr et stable au moment où ils sont confrontés à une transition politique et économique difficile, à permettre à l'OTAN d'accroître son assistance pratique aux pays de la région, à intensifier son dialogue politique avec ces pays et à aider à réglementer les flux migratoires de la région en assurant une coopération étroite avec les gouvernements nationaux et en stimulant le développement économique et les politiques de l'emploi dans la région.

Dans le cadre de leurs travaux, les membres de l'Assemblée ont en outre discuté sur le soutien au peuple libyen, la cyber-sécurité, l'environnement budgétaire difficile ainsi que les menaces biologiques et chimiques.

Mme Nancy Arendt épouse Kemp.

Réunion des présidents des commissions de l'agriculture à Varsovie

Débats autour de la future PAC et de la sécurité alimentaire

Fin septembre, la traditionnelle conférence des présidents des commissions de l'agriculture (réunion bisannuelle ayant lieu à chaque fois dans le pays membre de l'Union européenne qui préside le Conseil) s'est tenue à Varsovie. En sa qualité de Vice-Président de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen y a pris part.

M. Fernand Etgen (DP).

Deux points essentiels figuraient à l'ordre du jour des discussions:

- le futur de la Politique agricole commune (PAC) de 2014 à 2020,

- la qualité et la sécurité alimentaires dans l'Union européenne (UE).

Avant que le Roumain Dacian Cioloş, commissaire européen à l'agriculture et au développement rural, n'ait présenté à Bruxelles - à la mi-octobre 2011 - son projet de réforme de la PAC pour l'après 2013, la réunion fut une bonne plate-forme pour résumer les positions des uns et des autres sur le sujet.

Tour à tour, les différents intervenants abordèrent ainsi leurs positions concernant:

- l'importance de l'agriculture omniprésente dans la vie de chacun;

- les mesures d'écologisation;

- les exigences en matière de qualité, de sécurité et de bien-être des animaux;

- une distribution plus équitable des paiements directs;

- l'excès de bureaucratie;

- l'accès à la profession des jeunes agriculteurs;

- la compétitivité de l'agriculture européenne;

- l'augmentation des attentes des consommateurs,

- ainsi que la transparence de la politique agricole commune.

La 2e partie de la réunion des présidents des commissions de l'agriculture fut réservée à la qualité et la sécurité alimentaires dans l'UE. À cet effet, il fut notamment retenu qu'une production alimentaire durable, garant de qualité et de sécurité alimentaires, doit contribuer à la formation d'un revenu agricole correct et limiter la volatilité de celui-ci. D'où l'importance aussi de mieux coordonner les marchés agricoles, notamment contre les méfaits de la spéculation sur les aliments de base.

L'importance vitale de l'aide humanitaire

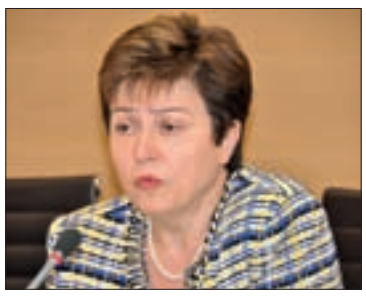
Première commissaire à s'être vu attribuer au sein de la Commission européenne un portefeuille en matière de gestion de crises et d'assistance humanitaire, la Bulgare Mme Kristalina Georgieva s'est entretenue le 17 octobre 2011 avec les députés de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration de la Chambre.

Avant de se prêter à la traditionnelle séance de questions-réponses, la commissaire européenne en charge de la coopération internationale, de l'assistance humanitaire et de la gestion de crises a décrit en détail les activités de son service (600 personnes) et l'environnement dans lequel celui-ci se meut. Force est de constater que depuis les années 1980, les désastres naturels en tous genres (famines, inondations, précipitations extrêmes et tempêtes, etc.) se sont multipliés par cinq. Cependant, ces catastrophes n'ont pas seulement gagné en fréquence, mais aussi en intensité, que ce soit pour des raisons de changement climatique, d'urbanisation galopante ou encore de conflits larvés. D'où l'importance de la plus haute efficience et collaboration possibles en matière d'allocation de ressources dès qu'un désastre se produit.

Alors qu'aucun pays au monde n'est paré contre un sinistre naturel (des nations hautement développées comme le Japon et les États-Unis l'ont appris à leurs dépens en 2011), 31 pays en Europe (UE) - ensemble avec la Norvège, le Liechtenstein, la Croatie et l'Islande - ont mis au point un système d'aide humanitaire et de protection civile efficace pour venir en aide aux plus démunis.

En matière d'aide humanitaire, la Commission européenne a consacré 1,1 milliards d'euros pour la seule année 2010. À l'heure qu'il est, l'UE se trouve avant tout engagée sur trois fronts: la Corne de l'Afrique, la Libye (où elle a permis à 1,2 millions de personnes d'être évacuées) ainsi qu'au Soudan.

Pour les années à venir, Mme Georgieva identifie avant tout trois priorités:



Mme Kristalina Georgieva.

- améliorer encore et toujours l'aide humanitaire en termes d'efficience, de réactivité et de flexibilité;

- mieux analyser les risques de façon à pouvoir, dans la mesure du possible, déjà agir en amont avant que les catastrophes ne se produisent (notamment pour ce qui est des famines et des désastres humanitaires résultant de conflits armés);

- mettre sur pied un nouveau corps humanitaire composé pour l'essentiel de jeunes volontaires européens qui agiraient surtout au niveau de la prévention.

M. Roger Negri (au milieu).

Réforme de la politique commune de la pêche

Afin de rendre la pêche plus durable sur les plans environnemental, économique et social, la Commission a adopté, le 13 juillet 2011, des propositions en vue de réformer la politique commune de la pêche (PCP). C'est dans ce cadre, et en vue des négociations à venir au Conseil et au Parlement européen, que s'est inscrit l'échange de vues, le 19 octobre 2011 à Bruxelles, entre la commissaire européenne aux affaires maritimes et à la pêche, Mme Maria Damanaki, et les différents présidents des commissions responsables de la pêche des parlements nationaux, dont M. Robert Negri (LSAP) de la Chambre des Députés.

Les propositions de la Commission européenne «visent à assurer la durabilité des stocks halieutiques, à améliorer les performances économiques des industries de la pêche et de l'aquaculture, à promouvoir la croissance et l'emploi dans les communautés côtières, à mieux informer les consommateurs et à rapprocher le processus décisionnel des États membres et des parties prenantes.»

La commissaire a dressé un état des lieux du secteur de la pêche dans l'Union, en soulignant l'urgence des mesures à prendre pour contrer la tendance actuelle d'épuisement des stocks halieutiques. Deux mesures sont considérées comme capitales par la commissaire: l'exploitation des stocks à des niveaux qui assurent le «rendement maximal durable» et l'interdiction des rejets des captures non désirées à la mer.

De nombreux députés, plus particulièrement des pays du pourtour méditerranéen, ont souligné qu'il était essentiel de garantir autant la durabilité économique que la durabilité environnementale. Plusieurs parlementaires ont fait part d'expériences nationales fructueuses ayant permis de réduire les rejets de capture à la mer à l'aide de techniques de pêche adaptées. L'importance des spécificités de chaque bassin maritime a été soulignée et le développement de l'aquaculture a été soutenu par plusieurs députés.

Le député luxembourgeois Robert Negri s'est interrogé sur la meilleure manière de sensibiliser le consommateur pour l'aider dans ses choix afin de soutenir une pêche durable par le biais de nouvelles normes de commercialisation en matière d'étiquetage et de traçabilité.

La Chambre des Députés avait adopté le 13 octobre une résolution saluant les propositions de la Commission européenne, tout en soulignant, entre autres, le risque lié à l'introduction de concessions de capture transférables, la nécessité de fixer des quotas de pêche selon des critères de durabilité transparents et scientifiques, ainsi que l'importance de la création d'un réseau de réserves marines.

Chamber TV

Contrôle des services de renseignement et de sécurité

Les 27 et 28 octobre 2011 a eu lieu à Berlin la 7e conférence des commissions parlementaires de contrôle des services de renseignement et de sécurité des États membres de l'Union européenne, de Norvège et de Suisse.

La Chambre des Députés y était représentée par M. François Bausch, Président de la Commission de Contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'État, et MM. Lucien Lux et Xavier Bettel, membres de ladite commission, accompagnés du Secrétaire général de la Chambre des Députés, M. Claude Frieseisen.

Les représentants des différentes commissions parlementaires de contrôle ont passé en revue les défis pour les services de renseignement vingt ans après la fin de la Guerre froide et dix ans après les attentats de New York et Washington, que ce soient la lutte contre le terrorisme international, la cyberguerre, le sabotage d'infrastructures étatiques ou les attaques contre les potentialités économiques des différents pays.

Bien que conscients de la contribution apportée par les activités des services de renseignement et de sécurité à la protection des régimes démocratiques en Europe face aux menaces qui touchent le monde moderne, les participants se sont portés forts pour un contrôle parlementaire adéquat des services de renseignement et de sécurité, le tout dans un souci de sauvegarde des droits fondamentaux et des principes de l'État de droit en Europe.

Ils ont souligné que l'acceptation par le grand public des activités déployées par les services de renseignement et de sécurité et la confiance en ces services dépendent beaucoup de l'efficacité et du degré d'intensité du contrôle exercé par les parlementaires.

Ceci implique qu'il faut assurer que lesdits organes de contrôle soient dotés des moyens nécessaires en matériel et en personnel en vue de pouvoir exercer convenablement les missions qui leur sont dévolues.

Par ailleurs ils ont échangé leurs expériences au niveau des différents mécanismes d'information sur les activités des services de renseignement et ont finalement réfléchi sur l'amélioration du contrôle parlementaire des services de renseignement et de sécurité face à l'internationalisation croissante de la coopération entre services et l'échange d'informations qui en découle.

(de gauche à droite) MM. Xavier Bettel, Lucien Lux, François Bausch et Claude Frieseisen.

Composition des Commissions réglementaires et permanentes (12.10.2011)

A. Commissions réglementaires

Commission des Comptes

CSV	Diane Adehm, Marie-Josée Frank, Ali Kaes, Marc Lies, Gilles Roth
LSAP	Claudia Dall'Agnol, Fernand Diederich, Roger Negri
DP	André Bauler, **Carlo Wagner**
déi gréng	Camille Gira
ADR	Jean Colombera

Commission de Contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'État

CSV	Marc Spautz
LSAP	Lucien Lux
DP	Xavier Bettel
déi gréng	**François Bausch**

Commission des Pétitions

CSV	Christine Doerner, Félix Eischen, Marie-Josée Frank, Ali Kaes, Tessy Scholtes
LSAP	Marc Angel, Claudia Dall'Agnol, Fernand Diederich
DP	André Bauler, Eugène Berger
déi gréng	**Camille Gira**
déi Lénk	André Hoffmann

Commission du Règlement

CSV	Sylvie Andrich-Duval, Christine Doerner, Léon Gloden, Marc Lies
LSAP	Alex Bodry, Ben Fayot, Roger Negri
DP	Xavier Bettel, Lydie Polfer
déi gréng	François Bausch
ADR	**Gast Gibéryen**

Sous-commission «Statut du député»

CSV	Lucien Clement, **Lucien Weiler**
LSAP	Lydia Mutsch
DP	Lydie Polfer
déi gréng	Félix Braz
ADR	Gast Gibéryen
déi Lénk	André Hoffmann

B. Commissions permanentes

Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

CSV	Nancy Arendt épouse Kemp, Fernand Boden (pour les volets Affaires étrangères et européennes et Immigration), Félix Eischen (pour le volet Défense), Marie-Josée Frank (pour le volet Coopération), Norbert Haupert, Martine Mergen (pour le volet Affaires étrangères et européennes, Défense et Immigration), Marcel Oberweis (pour le volet Coopération), Lucien Weiler (pour le volet Défense), Michel Wolter (pour le volet Affaires étrangères et européennes, Coopération et Immigration)
LSAP	Marc Angel, Lydie Err (sauf pour le volet Défense), **Ben Fayot**, Lydia Mutsch (pour le volet Défense)
DP	Xavier Bettel (pour les volets Défense, Coopération et Immigration), Fernand Etgen (pour le volet Défense), Paul Helminger (pour les volets Affaires étrangères et européennes et Coopération), Lydie Polfer (pour les volets Affaires étrangères et européennes et Immigration)
déi gréng	Félix Braz
ADR	Jacques-Yves Henckes (pour le volet Coopération), Fernand Kartheiser (pour les volets Affaires étrangères et européennes, Défense et Immigration)

Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police

CSV	Emile Eicher (pour les volets Affaires intérieures et Grande Région), **Ali Kaes**, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Robert Weber (pour le volet Police), Raymond Weydert
LSAP	Claudia Dall'Agnol (pour le volet Police), Fernand Diederich, Claude Haagen (pour les volets Affaires intérieures et Grande Région), Jean-Pierre Klein
DP	Xavier Bettel (pour le volet Police), Fernand Etgen (pour les volets Affaires intérieures et Grande Région), Paul Helminger
déi gréng	Camille Gira
ADR	Gast Gibéryen

Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

CSV	Fernand Boden, Lucien Clement, Emile Eicher, Félix Eischen, Raymond Weydert
LSAP	Claude Haagen, **Roger Negri**, Ben Scheuer
DP	Fernand Etgen, Carlo Wagner
déi gréng	Henri Kox
ADR	Jean Colombera

Commission des Classes moyennes et du Tourisme

CSV	Nancy Arendt épouse Kemp, **Lucien Clement**, Félix Eischen, Marie-Josée Frank, Marc Spautz
LSAP	Marc Angel, Jean-Pierre Klein, Ben Scheuer
DP	André Bauler, Eugène Berger
déi gréng	Henri Kox
ADR	Jacques-Yves Henckes

Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire

CSV	Diane Adehm, Lucien Clement, Félix Eischen, Robert Weber, Michel Wolter
LSAP	Claude Haagen, Lucien Lux, Lydia Mutsch
DP	**Anne Brasseur**, Fernand Etgen
déi gréng	Félix Braz
ADR	Gast Gibéryen

Commission de la Culture

CSV	Marie-Josée Frank, Marc Lies, **Martine Mergen**, Marcel Oberweis, Marc Spautz
LSAP	Marc Angel, Lydie Err, Ben Scheuer
DP	Anne Brasseur, Lydie Polfer
déi gréng	Claude Adam
ADR	Fernand Kartheiser

Commission du Développement durable

CSV	**Fernand Boden**, Lucien Clement, Marie-Josée Frank, Marcel Oberweis, Marc Spautz
LSAP	Fernand Diederich (pour les volets Travaux publics, Transports et Aménagement du territoire), Lydia Mutsch, Roger Negri, Ben Scheuer (pour le volet Environnement)
DP	Eugène Berger (pour les volets Environnement et Transports), Anne Brasseur (pour le volet Travaux publics), Fernand Etgen (pour les volets Travaux publics, Aménagement du territoire et Environnement), Paul Helminger (pour les volets Aménagement du territoire et Transports)
déi gréng	François Bausch (pour les volets Transports), Camille Gira (pour les volets Environnement et Aménagement du territoire), Josée Lorsché (pour le volet et Travaux publics)
déi Lénk	André Hoffmann

Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire

CSV	Diane Adehm, Félix Eischen, Marc Lies, Marc Spautz, Robert Weber
LSAP	**Alex Bodry**, Claudia Dall'Agnol (pour le volet Économie solidaire), Claude Haagen (pour les volets Économie et Commerce extérieur), Lydia Mutsch
DP	André Bauler, Claude Meisch
déi gréng	Henri Kox
ADR	Jacques-Yves Henckes

Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports

CSV	Sylvie Andrich-Duval (pour les volets Éducation nationale et Formation professionnelle), Nancy Arendt épouse Kemp (pour le volet Sports), Fernand Boden (pour le volet Sports), Emile Eicher (pour les volets Éducation nationale et Formation professionnelle), Marc Lies (pour le volet Sports), Gilles Roth (pour les volets Éducation nationale et Formation professionnelle), Jean-Paul Schaaf, Tessy Scholtes
LSAP	Claudia Dall'Agnol (pour le volet Sports), Fernand Diederich, **Ben Fayot**, Claude Haagen (pour les volets Éducation nationale et Formation professionnelle)
DP	André Bauler, Eugène Berger
déi gréng	Claude Adam (pour les volets Éducation nationale et Formation professionnelle), Josée Lorsché (pour le volet Sports)
ADR	Fernand Kartheiser

Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media, des Communications et de l'Espace

CSV	Diane Adehm (pour les volets Media, Communications et Espace), Sylvie Andrich-Duval (pour les volets Enseignement supérieur et Recherche), Christine Doerner, Norbert Haupert, Marcel Oberweis
LSAP	Claudia Dall'Agnol, Ben Fayot, Claude Haagen
DP	Eugène Berger, Anne Brasseur
déi gréng	Claude Adam
ADR	Jean Colombera

Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Égalité des chances

CSV	Sylvie Andrich-Duval, Emile Eicher, Paul-Henri Meyers, **Jean-Paul Schaaf**, Tessy Scholtes
LSAP	Marc Angel, Claudia Dall'Agnol, Lydie Err (pour le volet Égalité des chances), Vera Spautz (pour les volets Famille et Jeunesse)
DP	Eugène Berger, Claude Meisch
déi gréng	Josée Lorsché (pour les volets Famille et Jeunesse), Viviane Loschetter (pour le volet Égalité des chances)
ADR	Jean Colombera (pour les volets Famille et Jeunesse), Fernand Kartheiser (pour le volet Égalité des chances)

Commission des Finances et du Budget

CSV	Fernand Boden, Norbert Haupert, Gilles Roth, Marc Spautz, **Michel Wolter**
LSAP	Alex Bodry, Lucien Lux, Roger Negri
DP	Xavier Bettel, Claude Meisch
déi gréng	François Bausch
ADR	Gast Gibéryen

Commission de la Fonction publique et de la Simplification administrative

CSV	Fernand Boden, Léon Gloden, **Norbert Haupert**, Paul-Henri Meyers, Marc Spautz
LSAP	Claudia Dall'Agnol, Fernand Diederich, Jean-Pierre Klein
DP	André Bauler, Fernand Etgen
déi gréng	Claude Adam
ADR	Gast Gibéryen

Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

CSV	Christine Doerner, Léon Gloden, **Paul-Henri Meyers**, Lucien Weiler, Raymond Weydert
LSAP	Alex Bodry, Lydie Err, Jean-Pierre Klein
DP	Eugène Berger (pour la proposition de révision de la Constitution 6205 et la proposition de loi 6206), Anne Brasseur, Lydie Polfer (sauf pour la proposition de révision de la Constitution 6205 et la proposition de loi 6206)
déi gréng	Félix Braz
déi Lénk	André Hoffmann

Commission juridique

CSV	**Christine Doerner**, Léon Gloden, Paul-Henri Meyers, Gilles Roth, Lucien Weiler
LSAP	Alex Bodry, Lydie Err, Jean-Pierre Klein
DP	Xavier Bettel, Lydie Polfer
déi gréng	Félix Braz
ADR	Jacques-Yves Henckes

Sous-commission «Création d'un droit européen des contrats pour les consommateurs et les entreprises» de la Commission juridique

CSV	**Léon Gloden**
LSAP	Jean-Pierre Klein
DP	André Bauler
déi gréng	Félix Braz

Commission du Logement

CSV	Félix Eischen, Léon Gloden, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, **Marcel Oberweis**
LSAP	Claudia Dall'Agnol, Ben Scheuer, Vera Spautz
DP	André Bauler, Eugène Berger
déi gréng	Henri Kox
ADR	Jacques-Yves Henckes

Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

CSV	Sylvie Andrich-Duval, Martine Mergen, Paul-Henri Meyers, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz
LSAP	Claudia Dall'Agnol, Lydie Err (pour le volet Santé), Lucien Lux (pour le volet Sécurité sociale), **Lydia Mutsch**
DP	Eugène Berger, Carlo Wagner
déi gréng	Félix Braz (pour le volet Sécurité sociale), Josée Lorsché (pour le volet Santé)
ADR	Jean Colombera (pour le volet Santé)
déi Lénk	André Hoffmann (pour le volet Sécurité sociale)

Commission du Travail et de l'Emploi

CSV	Diane Adehm, Léon Gloden, Ali Kaes, Marc Spautz, Lucien Weiler
LSAP	**Lucien Lux**, Roger Negri, Vera Spautz
DP	André Bauler, Fernand Etgen
déi gréng	Viviane Loschetter
déi Lénk	André Hoffmann

Nom en gras et souligné: **Président**
Nom souligné: Vice-Président

Assemblées parlementaires internationales (11.10.2011)

Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (CE)

Membres effectifs:

Lydie Err (LSAP)

Norbert Haupert (CSV)

Anne Brasseur (DP)

Membres suppléants:

Félix Braz (déi gréng)

Fernand Boden (CSV)

Marc Spautz (CSV)

Délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF)

Membres effectifs:

Laurent Mosar, Président de la Chambre des Députés,
Président de la section luxembourgeoise (CSV)

Michel Wolter, Trésorier international (CSV)

Lucien Lux (LSAP)

Anne Brasseur (DP)

François Bausch (déi gréng)

Délégation luxembourgeoise à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE)

Membres effectifs:

Laurent Mosar, Président de la Chambre des Députés,
Membre d'office de l'OSCE (CSV)

Raymond Weydert (CSV)

Alex Bodry (LSAP)

Paul Helminger (DP)

Viviane Loschetter (déi gréng)

Membres suppléants:

Gilles Roth (CSV)

Lydia Mutsch (LSAP)

Xavier Bettel (DP)

Josée Lorsché (déi gréng)

Délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée (APUPM)

Membres effectifs:

Claudia Dall'Agnol, Présidente de la délégation luxembourgeoise (LSAP)

Martine Mergen (CSV)

Xavier Bettel (DP)

Membres suppléants:

Marcel Oberweis (CSV)

Viviane Loschetter (déi gréng)

Assemblée parlementaire de l'OTAN

Membres effectifs:

Norbert Haupert, Président de la délégation luxembourgeoise (CSV)

Marc Angel, Vice-Président de la délégation luxembourgeoise (LSAP)

Lydie Polfer (DP)

Membres suppléants:

Nancy Arendt épouse Kemp (CSV)

Félix Eischen (CSV)

Claude Adam (déi gréng)

Union interparlementaire (UIP)

Membres effectifs:

Laurent Mosar, Président de la section luxembourgeoise (CSV)

Michel Wolter (CSV)

Lydia Mutsch (LSAP)

Lydie Polfer (DP)

Lucien Clement (CSV)

Alex Bodry (LSAP)

Xavier Bettel (DP)

François Bausch (déi gréng)

Lucien Lux (LSAP)

Lucien Weiler (CSV)

Conférence des Organes spécialisés dans les Affaires communautaires (COSAC)

Membres effectifs:

Fernand Boden, Président de la délégation luxembourgeoise (CSV)

Ben Fayot (LSAP)

Eugène Berger (DP)

Félix Braz (déi gréng)

Gast Gibéryen (ADR)

Délégation luxembourgeoise auprès du Conseil interparlementaire consultatif de Benelux

Membres effectifs:

Marcel Oberweis, Président de la délégation luxembourgeoise (CSV)

Roger Negri (LSAP)

Gilles Roth (CSV)

Marc Angel (LSAP)

Xavier Bettel (DP)

Josée Lorsché (déi gréng)

André Hoffmann (déi Lénk)

Membres suppléants:

Sylvie Andrich-Duval (CSV)

Raymond Weydert (CSV)

Lydia Mutsch (LSAP)

Ben Scheuer (LSAP)

Fernand Etgen (DP)

Camille Gira (déi gréng)

Délégation luxembourgeoise auprès du Conseil parlementaire interrégional (CPI)

Membres effectifs:

Laurent Mosar, Président de la Chambre des Députés, Président de la délégation luxembourgeoise, Membre d'office du CPI (CSV)

Emile Eicher (CSV)

Marcel Oberweis (CSV)

Tessy Scholtes (CSV)

Alex Bodry (LSAP)

Fernand Diederich (LSAP)

Roger Negri (LSAP)

Fernand Etgen (DP)

Paul Helminger (DP)

Claude Adam (déi gréng)

Membres suppléants:

Marie-Josée Frank (CSV)

Félix Eischen (CSV)

Robert Weber (CSV)

Claude Haagen (LSAP)

Ben Scheuer (LSAP)

Vera Spautz (LSAP)

Lydie Polfer (DP)

André Bauler (DP)

Henri Kox (déi gréng)

_____

Clés:

CSV - Chrëschtlech Sozial Volleksspartei (Parti chrétien social)

LSAP - Lëtzebuerger Sozial Arbechterpartei (Parti ouvrier socialiste luxembourgeois)

DP - Demokratesch Partei (Parti démocratique)

déi gréng - les verts

NOUVELLES LOIS

Droit de la concurrence

5816 - Projet de loi relative à la concurrence

Le projet de loi relative à la concurrence remplace la loi modifiée du 17 mai 2004 relative à la concurrence.

Le point principal de cette réforme se situe au niveau structurel. Les deux autorités œuvrant actuellement dans ce domaine sont fusionnées: l'Inspection de la concurrence - un service au sein du Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur -, chargée de mener les enquêtes, sera intégrée au Conseil de la concurrence - autorité administrative indépendante -, chargé d'un pouvoir décisionnel permettant de prononcer des sanctions lorsque des infractions au droit de la concurrence ont été constatées.

Cette réforme relève principalement de considérations d'ordre pratique, comme la simplification administrative, la création de synergies, l'accroissement de l'efficacité de l'autorité de la concurrence, etc.

Les raisons à la base de l'organisation actuelle résultent d'une interprétation de l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'Homme, défendue par le Conseil d'État. Cet article qui a entre autres résulté dans l'arrêt Procola, veut que l'instruction d'une affaire et la décision afférente soient traitées de manière indépendante. À l'époque, le législateur a suivi le Conseil d'État et a confié ces deux fonctions différentes à deux autorités administratives séparées.

Les règles fondamentales de la concurrence restent inchangées.

Dépôt par M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 10.12.2007

Rapporteur: M. Claude Haagen

Travaux de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports

(Président: M. Alex Bodry)

13.11.2008	Désignation d'un rapporteur Présentation du projet de loi

Travaux de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire (Président: M. Alex Bodry):

19.11.2009	Nouvelle désignation d'un rapporteur
25.11.2009	Échange de vues avec M. le Président du Conseil de la Concurrence
04.02.2010	Examen des articles
10.02.2010	Continuation de l'examen des articles
25.02.2010	Continuation de l'examen des articles
04.03.2010	Examen des avis des chambres professionnelles et de l'Union Luxembourgeoise des Consommateurs et de l'Association des Banques et Banquiers, Luxembourg
11.03.2010	Finalisation de l'examen des avis des chambres professionnelles et de l'Union Luxembourgeoise des Consommateurs et de l'Association des Banques et Banquiers, Luxembourg
24.03.2010	Examen du dispositif amendé
30.09.2010	Examen de l'avis du Conseil d'État
14.10.2010	Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'État
21.10.2010	Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'État
09.06.2011	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
16.06.2011	Présentation et approbation d'un projet de rapport

Premier vote constitutionnel: 30.06.2011

Second vote constitutionnel: 12.10.2011

Loi du 23 octobre 2011

Mémorial A, n°218, p. 3756

Finances et assurances

6216 - Projet de loi mettant en œuvre le règlement (CE) n°1060/2009 du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 sur les agences de notation de crédit et portant modification de:

1) la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;

2) la loi modifiée du 8 décembre 1994 relative:

- aux comptes annuels et comptes consolidés des entreprises d'assurances et de réassurances de droit luxembourgeois,

- aux obligations en matière d'établissement et de publicité des documents comptables des succursales d'entreprises d'assurances de droit étranger

Le projet de loi se décline en trois articles indépendants et a pour objet de transposer en droit interne différentes dispositions qui relèvent du droit européen et qui concernent le secteur des assurances respectivement le secteur financier.

Le texte proposé rend d'abord applicable à tous les utilisateurs de notations de crédit soumis à la surveillance de la Commission de surveillance du secteur financier et visés à l'article 4, paragraphe (1) du règlement (CE) n°1060/2009 du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 sur les agences de notation de crédit les droits d'injonction et de suspension dont dispose la Commission de surveillance du secteur financier à l'égard des professionnels du secteur financier, en cas de violation de l'article 4, paragraphe (1) précité.

Ensuite, il rend applicables les pouvoirs dont dispose le Commissariat aux assurances en vertu des articles 46 et 101 de la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances aux utilisateurs de notations de crédit soumis à la surveillance du Commissariat aux assurances et visés à l'article 4, paragraphe (1) précité, en cas de violation de cet article 4, paragraphe (1).

Le projet de loi transpose ensuite une disposition de la directive 2010/76/UE qui modifie les directives 2006/48/CE et 2006/49/CE en ce qui concerne les exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération. La directive en question impose aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement de se doter de politiques et pratiques de rémunération saines qui n'encouragent ni ne récompensent les prises de risques excessifs. Par ailleurs, les pouvoirs dont dispose la Commission de surveillance du secteur financier dans le cadre du processus de surveillance prudentielle sont renforcés. Sont également énumérés certains éléments dont la CSSF tient compte lorsqu'elle vérifie s'il y a lieu d'imposer, dans le cadre du processus de surveillance prudentielle, une exigence spécifique de fonds propres en sus du minimum prescrit.

Le projet de loi transpose enfin, pour le secteur de l'assurance, l'article 2 de la directive 2009/49/CE du 18 juin 2009 modifiant les directives 78/660/CE et 83/349/CEE en ce qui concerne certaines obligations de publicité pour les sociétés de taille moyenne et l'obligation d'établir des comptes consolidés. Désormais les entreprises d'assurances et de réassurances mères dont toutes les filiales présentent, tant individuellement que collectivement, un intérêt négligeable seront dispensées de l'établissement de comptes consolidés. La transposition implique une modification de la loi modifiée du 8 décembre 1994 relative aux comptes annuels et comptes consolidés des entreprises d'assurances et de réassurances.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 04.11.2010
Rapporteur: M. Michel Wolter

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président: M. Michel Wolter):

20.09.2011	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
30.09.2011	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.10.2011
Loi du 28 octobre 2011
Mémorial A, n°223, p. 3856

Loi relative aux chiens

6277 - Projet de loi modifiant la loi du 9 mai 2008 relative aux chiens

Par l'adoption de ce projet de loi, la déclaration du 15 octobre pour le recensement annuel de la population canine au Grand-Duché de Luxembourg sera abrogée.

Dans un but de simplification administrative, il est proposé que le détenteur de chien déclare dorénavant tout décès, perte ou changement de résidence d'un chien à l'administration communale de la résidence du détenteur du chien, afin que les administrations communales connaissent le nombre de chiens détenus sur leur territoire et puissent continuer à percevoir une taxe sur les chiens.

Dépôt par M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, le 14.04.2011
Rapporteur: M. Ben Scheuer

Travaux de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural
(Président: M. Roger Negri):

16.05.2011	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
28.09.2011	Examen de l'avis du Conseil d'État
05.10.2011	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.10.2011

Pont frontalier sur la Moselle

6285 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République fédérale d'Allemagne relative au renouvellement et à l'entretien du pont frontalier sur la Moselle entre Wellen et Grevenmacher, signée à Grevenmacher, le 21 octobre 2010

Le projet de loi a pour objet d'approuver la convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et l'Allemagne relative au renouvellement et à l'entretien du pont frontalier sur la Moselle entre Wellen et Grevenmacher. La convention a été nécessaire pour régler notamment les modalités relatives à la reconstruction d'un pont se situant non seulement sur les territoires luxembourgeois et allemand, mais aussi sur un territoire sous souveraineté commune. Les frais de construction du pont sont répartis entre les deux États contractants proportionnellement à la longueur des parties du pont se trouvant sur les territoires respectifs sous souveraineté exclusive plus la moitié de la longueur du pont se trouvant sur le territoire sous souveraineté commune. La durée des travaux est estimée à deux ans. La dépense totale est estimée à 17 millions d'euros, dont environ deux tiers incombent à l'État luxembourgeois. La convention prévoit de même que le Luxembourg assurera l'entretien et la surveillance du futur pont.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 17.05.2011
Rapporteur: M. Lucien Clement

Travaux de la Commission du Développement durable
(Président: M. Fernand Boden):

25.05.2011	Désignation d'un rapporteur
28.09.2011	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
06.10.2011	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.10.2011

Redressement économique

6291 - Projet de loi portant modification de la loi du 29 mai 2009 instituant un régime temporaire de garantie en vue du redressement économique

Ce projet de loi reconduit, sous une forme adaptée et jusqu'au 31 décembre 2011, le système de garantie introduit par la loi du 29 mai 2009 instituant un régime temporaire de garantie en vue du redressement économique et ceci conformément au cadre tracé par la Commission européenne dans une communication du 1er décembre 2010.

Dépôt par M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 31.05.2011
Rapporteur: M. Alex Bodry

Travaux de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire (Président: M. Alex Bodry):

28.09.2011	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
05.10.2011	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 12.10.2011
Loi du 28 octobre 2011
Mémorial A, n°224, p. 3860

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
d'Chamber live
Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

SÉANCE 1

MARDI,
11 OCTOBRE 2011

Présidence: M. Laurent Mosar, Président

Sommaire

1. Clôture de la session ordinaire 2010-2011 et ouverture de la session ordinaire 2011-2012
- *M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État*

2. Vérification des pouvoirs et assermentation de M. Serge Wilmes
- *M. le Président*
- *Tirage au sort des Députés constituant la Commission de vérification*
- *Interruption de la séance publique de 15.07 à 15.17 heures*
- *M. Ben Fayot*
- *Rapport de la Commission de vérification: Mme Claudia Dall'Agnol*
- *Prestation de serment et discours de M. Serge Wilmes*

3. Composition des organes de la Chambre des Députés
- *Composition du Bureau*
- *Composition de la Conférence des Présidents*
- *Composition des commissions parlementaires*
- *Composition des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales*

4. Octroi du titre honorifique à un ancien Député
- *M. le Président*

5. Discours de M. le Président
- *M. le Président*

6. Communications
- *M. le Président*

7. Horaire de début des séances publiques
- *M. le Président*

8. Ordre du jour
- *M. le Président*

9. 6277 - Projet de loi modifiant la loi du 9 mai 2008 relative aux chiens
- *Rapport de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural: M. Ben Scheuer*
- *Discussion générale: M. Carlo Wagner, M. Jean Colombera, M. Lucien Clement*
- *M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

10. 6216 - Projet de loi mettant en œuvre le règlement (CE) n°1060/2009 du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 sur les agences de notation de crédit et portant modification de:

1) la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;

2) la loi modifiée du 8 décembre 1994 relative:
- aux comptes annuels et comptes consolidés des entreprises d'assurances et de réassurances de droit luxembourgeois,
- aux obligations en matière d'établissement et de publicité des documents comptables des succursales d'entreprises d'assurances de droit étranger
- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Michel Wolter*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *M. André Hoffmann (motive son abstention)*

11. 6285 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République fédérale d'Allemagne relative au renouvellement et à l'entretien du pont frontalier sur la Moselle entre Wellen et Grevenmacher, signée à Grevenmacher, le 21 octobre 2010
- *Rapport de la Commission du Développement durable: M. Lucien Clement*
- *Discussion générale: M. Gast Gibéryen*
- *M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; Mme Marie-Josée Jacobs, MM. François Biltgen, Mars Di Bartolomeo, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler, Mme Octavie Modert, M. Marco Schank, Mme Françoise Hetto-Gaasch et M. Romain Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 15.02 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

1. Clôture de la session ordinaire 2010-2011 et ouverture de la session ordinaire 2011-2012

Ech ginn dem Här Premierminister d'Wuert.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif gären, obschonn dat net üblech ass, dës Sessioun abusivement notzen, fir all deene Kolleegen heibannen, déi dee leschte Sonndeg een neit oder een aalt Mandat vum Wieler erneiert kritt hunn, häerzlech ze félicitéieren.

Ech weess, dass Dir alleguer mengt, ech hätt zur Gemengepolitik eng extrem Distanz. Mä ech wëll soen, dass ech fir déi Leit, déi sech an de Gemengen asetze fir d'Wuel vun de Bierger, fir d'Wuel vun de Leit, fir dat gutt Zesummeliewe vun alle Leit, Lëtzebuerger an Auslänner, enorme Respekt hunn. Ech kéint et net, ech wéilt et och net an ech bewonneren déi, déi et ëmmer erëm maachen, well ech ganz genau weess, dass et kee Mandat hei am Land gëtt mat Ausnahm vun deem kommunalpolitesche Mandat, wat ënner esou extremer sozialer Observatioun steet.

A besonnesch wëll ech deene Merci soen, déi, obscho gutt gewielt, hiert Mandat musse verloossen. Ech mengen am Besonneschen de Buergermeeschter vun der Stad Lëtzebuerg, de Paul Helminger, deem ech hei mäi Respekt fir dat, wat e gemaach huet, wollt zum Ausdrock bréngen. Dat hunn ech net am Numm vun der Regierung gesot, mä ech däerf jo och heiansdo soen, wat ech denken!

Ansonsten huet de Grand-Duc mech duerch ee groussherzogleche Beschluss vum 2. November - 2. September, pardon -, vun dësem Joer habilitéiert, a sengem Numm déi Chambersessioun, déi amgaangen ass, déi vun 2010-2011, zouzemaachen an och a sengem Numm déi ordinaire Sessioun fir d'Joren 2011 an 2012 opzemaachen.

Merci, Här President.

M. le Président.- Ech ginn dem Här Premierminister Akt vu senger Deklaratioun. D'Session ordinaire 2010-2011 ass domadder ofgeschloss an d'Session ordinaire 2011-2012 ass op.

2. Vérification des pouvoirs et assermentation de M. Serge Wilmes

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir huelen haut en neie Member an d'Chamber op, well den Här Lucien Thiel de 25. August 2011 gestuerwen ass. Den Artikel 167 vum Wahlgesetz gesäit Folgendes vir: Déi Kandidaten, déi op jiddwer Lëscht no deene kommen, déi als gewielt proklaméiert goufen, sinn dozou opgeruff, d'Mandat vun deenen Deputéierte weiderzeféieren, dat duerch Demissioun, Stierffall oder aus iergendengem anere Grond fräi gouf.

Den Artikel 9 vum Chambersreglement hält fest, dass de Chamberspresident fir d'Successioun vun deem vakanten Deputéiertemandat suergt, nodeems en de Statsminister doriwwer a Kenntnis gesat huet.

A mengem Bréif vum 7. September 2011 hunn ech mech also un den Här Serge Wilmes aus der Stad gewannt, deen als éischte Suppléant op der Lëscht vun der Chrëschtlech Sozialer Vollekspartei aus dem Wahlbezierk Zentrum steet. A sengem Bréif vum 9. September 2011 huet den Här Serge Wilmes matgedeelt, datt hie bereet ass, d'Mandat vum Här Lucien Thiel weiderzeféieren.

Am Artikel 3 Paragraphen 1, 4 a 5 vum Chambersreglement steet Folgendes:

«(1) La Chambre est juge de l'éligibilité de ses membres et de la régularité de leur élection.

(4) En cas d'admission d'un membre suppléant, la vérification est faite par une commission de sept membres tirés au sort.

(5) La Chambre se prononce sur les conclusions de la commission, et le Président proclame députés ceux dont les pouvoirs ont été déclarés valides.»

Tirage au sort des Députés constituant la Commission de vérification

Ech géif Iech da bieden, d'Kommissioun ze konstituéieren, wéi et am Artikel 3 Paragraph 4 virgesinn ass. Mir lousen elo d'Deputéierten aus, déi an dës Kommissioun kommen: d'Madame Doerner, d'Madame Dall'Agnol, den Här Schaaf, den Här Bettel,...

(Hilarité)

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- ...den Här Braz, den Här Fayot an den Här Weiler.

(Interruptions)

Une voix.- Bravo!

M. le Président.- D'Kommissioun setzt sech also aus folgenden Deputéierten zesummen: déi Häre Fayot, Braz, Bettel, Schaaf a Weiler an déi Dammen Dall'Agnol an Doerner. Ech géif elo d'Kommissioun bieden, am Sall 4-5 zesummenzekommen, fir d'Resultater vun de Wahle vum 7. Juni 2009 ze préiwen, virun allem, wat den Här Serge Wilmes betrëfft, an der Chamber doriwwer Rapport ze maachen.

D'Sitzung ass ënnerbrach.

(Interruption de la séance publique de 15.07 à 15.17 heures)

Déi öffentlech Sitzung geet weider. D'Wuert huet de President vun der Kommissioun, déi mer elo grad konstituéiert hunn, den honorabelen Här Ben Fayot.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Här President, d'Kommissioun, déi Dir elo just duerch d'Lous zesummegestallt hutt, setzt sech aus folgenden Deputéierten zesummen: d'Madame Christine Doerner, d'Madame Claudia Dall'Agnol, den Här Jean-Paul Schaaf, den Här Xavier Bettel, den Här Félix Braz, ech selwer an den Här Lucien Weiler. Déi Kommissioun huet mech zum President bestëmmt an d'Madame Dall'Agnol zum Rapporteur, an ech bieden Iech domat, dem Rapporteur respektiv der Madame Rapportrice d'Wuert ze ginn.

M. le Président.- Merci dem Här President Ben Fayot. D'Wuert kritt elo effektiv de Rapporteur, déi honorabel Madame Claudia Dall'Agnol.

Rapport de la Commission de vérification

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP), rapportrice*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, am Numm vun der Kommissioun ad hoc géif ech Iech dann elo de Rapport virdroen.

Den Här Lucien Thiel ass de 25. August 2011 gestuerwen. Sou wéi den Artikel 167 vum Wahlgesetz an den Artikel 9 vum Chambersreglement et virgesinn, ginn déi Kandidaten, déi op jiddwer Lëscht no deene kommen, déi als gewielt proklaméiert goufen, dozou opgeruff, d'Mandat vun deenen Deputéierte weiderzeféieren, dat duerch Demissioun, Stierffall oder aus iergendengem anere Grond fräi gouf. De Chamberspresident suergt fir d'Successioun vun deene vakanten Deputéiertemandater an informéiert de Statsminister doriwwer.

A sengem Bréif vum 7. September 2011 huet de Chamberspresident sech un den Här Serge Wilmes gewannt, deen als nächste Suppléant op der Lëscht vun der Chrëschtlech Sozialer Vollekspartei aus dem Wahlbezierk Zentrum steet. Deeselwechten Dag huet de Chamberspresident och de Premierminister doriwwer informéiert.

Am Artikel 118 vum Wahlgesetz, a méi speziell am Artikel 3 vum Chambersreglement ass virgesinn: «La Chambre est juge de l'éligibilité de ses membres et de la régularité de leur élection.» Eis Kommissioun hat also d'Aufgab, déi néideg Verifikatioune virzehuelen.

D'legislativ Wahle vum 9. Juni 2009 (veuillez lire: 7. Juni 2009) sinn den 8. Juli 2009 vun der Chamber iwwerpréift an och validéiert ginn. Aus de Procès-verbalë vun dëse Wahle geet ervir, dass den Här Serge Wilmes, wunnhaft an der Stad, effektiv den éischte Suppléant op der Lëscht vun der Chrëschtlech Sozialer Volleks-partei am Wahlbezierk Zentrum ass an dofir dem Här Lucien Thiel seng Plaz anhuele kann.

A sengem Bréif vum 9. September 2011 huet den Här Serge Wilmes eise Chamberspresident informéiert, dass hien d'Mandat vum Här Lucien Thiel wéilt weiderféieren.

D'Kommissioun stellt eestëmmeg fest, dass näischt géint d'Vereedegung vum Här Serge Wilmes schwätzt, a wënscht him vill Gléck bei der Ausübung vu sengem Mandat. Den Dossier, deen der Kommissioun zur Verfügung stoung, gëtt um Bureau déposéiert.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- An ech soen der Madame Dall'Agnol als Rapportrice e grousse Merci.

Ass d'Chamber mat de Konklusioune vun der Kommissioun averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert, an ech géif Iech da bieden, den Här Wilmes erakommen ze loossen.

Prestation de serment de M. Serge Wilmes

Här Wilmes, ech bieden Iech, den Eed ze leeschten, esou wéi en am Artikel 57 vun eiser Verfassung virgesinn ass, an dee folgende Wuertlaut huet:

«Je jure fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État.»

Hieft wann ech gelift déi riets Hand, fir den Eed ofzeleeën, a sot no mir: «Je le jure.»

M. Serge Wilmes *(CSV)*.- Je le jure.

M. le Président.- Ech ginn Akt vum Eed vum Här Serge Wilmes. Här Wilmes, Dir sidd

elo Member vun der Chamber proklaméiert, meng Félicitatiounen! An ech ginn Iech direkt d'Wuert.

M. Serge Wilmes *(CSV)*.- Här President, Här Statsminister, Dir Dammen, Dir Hären, all Mënsch hannerléisst a sengem Liewe Spuren. Spure vun der Léift bei senger Famill a bei senge Frënn, Spure vu senger Aarbecht a sengem Beruff, Spure vu sengem Engagement an eiser Gesellschaft. Déi Spuren, déi de Lucien Thiel an all dëse Beräicher hannerlooss huet, déi sinn esou grouss an esou déif, datt mer se nach laang kloer an däitlech virun eis gesi wäerten. An trotz all dëse Spuren ass et nach ëmmer schwéier, fir ze realiséieren, datt hien elo net méi moies mat engem Apel an der Hand bei eis an d'Fraktioun kënnt a meng Kolleegen a mech freet: „Jongen, wat gëtt et Neits?"

De Luss ass elo net méi do, an et ass dowéinst, wou ech hei elo virun Iech stinn. Et ass mer eng grouss Éier, senge Spure kënnen nozegoen, an ech si frou, datt ech d'Chance hat, hie kannt ze hunn, a mat him och e Stéck vu sengem Wee konnt goen. Ech hu während där Zäit vill vun him geléiert, souwuel Fachleches wéi Mënschleches a virun allem awer och Politesches. Dofir soen ech him Merci an dat wäert ech dem Luss och ni vergiessen.

An all Enn läit allerdéngs och ëmmer en Ufank, a wann ech haut dem Luss säi Sëtz an Ärer Mëtt iwwerhuelen, da fir mat Iech zesummen, léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Vertrieder vum Vollek Verantwortung ze iwwerhuelen an an den nächste Jore Politik am Sënn vun eise Matbierger ze maachen.

Déi Roll, déi ass fir mech zwar nei, mä gläichzäiteg ass mer se net komplett onbekannt. Well fir mech ass dëst Mandat och d'Konsequenz vun enger politescher Aarbecht, vun engem Engagement, wat ech elo schonn zënter e puer Joer maachen, fir d'Éischt als President vun der Chrëschtlech Sozialer Jugend, der CSJ, an dunn als Conseiller an der CSV-Fraktioun. Béides huet mer erlaabt, fir mer kënnen e konkret Bild vun der Lëtzebuerger Politik a besonnesch vun der parlamentarescher Aarbecht ze maachen.

Ech wëll dann och op dëser Plaz vun der Geleeënheet profitéieren, fir all deene Merci ze soen, déi mech bis elo op deem Wee begleet hunn, ugefaange mat menger Famill, menge Frënn, menger Partei an och mengen Aarbechtskolleegen, déi wéi déi ganz Chambersadministratioun hannert de Kulisse vum Parlament eng wäertvoll an engagéiert Aarbecht maachen, fir datt mir kënnen als Deputéierten eis Mandater ënnert deene beschte Konditiounen erfëllen. Stellvertriedend fir si all wëll ech aus dem politesche Sekretariat vun der CSV-Fraktioun dem Nadia Rangan an dem Nico Loes e grousse Merci soen.

Här President, als elo dee jéngsten Deputéierte gesinn ech mech natierlech och als Vertrieder vun där jonker Generatioun, enger Generatioun, déi net méi ouni Suergen an d'Zukunft blécke kann, an dat, well op där enger Säit eng Epoch amgaangen ass, op en Enn ze goen, an op där anerer Säit eng nei wäert ufänken. Well déi Uerdnung, wéi se an der Welt nom Zweete Weltkrich geschaf ginn ass, an dee Wirtschaftssystem, dee se bal 70 Joer laang gedroen huet, si lues amgaangen, ze verfalen.

Däitlech Zeechen dovunner, dat si Banken, déi mat hirem Verschwannen d'Kapitalmäert rëselen; Memberstate vun der Europäescher Unioun, déi virum Bankrott stinn an domat d'Gemeinschaftswährung an déi politesch Kohäsioun bedroen; Atomkatastrophen um aneren Enn vun der Welt, déi drun erënneren, datt mer villes och an der Ëmwelt- an Energiepolitik verpasst hunn, a Revolutiounen an der arabescher Welt, déi d'Geschécker vun der internationaler Demokratie a Fro stellen.

Op all dës Evenementer, fir nëmme si ze nennen, an d'Erausfuerderungen, déi dorunner hänken, huet d'Politik allze dacks keng zefriddestellend Äntwerte méi, an dofir stelle sech och ëmmer méi Leit hei zu Lëtzebuerg déi berechtegt Fro, wat dat alles bedeit fir eist Land a wéi et weidergeet.

Fir mech bedeit et virun allem, datt mer eis net méi kënnen, wéi bis elo, op déi gewinnte Léisunge vun eise Problemer verloossen, well eng Epoch am Wandel an eng verwandelt Gesellschaft, déi verlaange vun eis och, besonnesch als Politiker, datt mer e Mentalitéitswiessel maachen, fir d'Erausfuerderunge vun der Zäit kënnen ze meeschteren.

Elo kann een natierlech ëmmer erëm drop hiweisen, datt mer déi lescht 30 Joer dach ganz gutt am Land hei gelieft hunn an datt et eis och nach haut vill besser geet wéi eisen Nopeschlänner. Dat ass eng Tatsaach. Allerdéngs riskéiert déi Tatsaach och séier zur Meenung ze féieren, datt mer esou weidermaache kënne wéi bis elo, datt mer also näischt ze ännere bräichten. Dat ass eng Astellung, déi kléngt zwar gutt, mä si ass net verantwortlech, besonnesch net vis-à-vis vun deene jonke Generatiounen.

Well eng aner Tatsaach ass nämlech, datt mer net an engem Vakuum liewen, mä an engem internationalen Ëmfeld, dat schlecht drun ass an dat riskéiert, den zentrale Pilier vun eiser Ekonomie, de Finanzsecteur, weider leiden a vun alle Säiten ugräifen ze loossen. An dat bedeit nees, datt dëse Secteur wahrscheinlech an den nächste Joren net méi an därselwechter Mooss zu eiser Wirtschaftsleeschtung an dem Statsbudget ka bäidroen, wéi dat bis elo de Fall war.

16.000 Aarbechtsloser, 2.200 dorënner, déi ënner 26 Joer hunn, Zuelen, déi sech am Laf vun deene leschten zéng Joer méi wéi verduebelt hunn, dat si weider plakeg a batter Realitéiten. An eleng wéinst dëse Fakte musse mer nei Weeër sichen, fir eis Wirtschaft op méi breet Been ze stellen, wat fir e klengt Land wéi eist bekanntlech immens schwéier ass.

Dofir ass et wichteg, datt mer eis, wéi an der Vergaangenheet, och an Zukunft op déi eenzeg natierlech Ressource, déi eisem Land nach bleift, nämlech d'Wëssen a Kënne vu sengen Awunner, verloossen an dat besser notzen. Mir mussen nees derfir suergen, datt eis Schülerinnen a Schüler besser ausgebilt gi wéi an eisen Nopeschlänner, well dat nach ëmmer déi bescht Äntwert op deen héije Chômage ass an eisem Land seng Betriber um Liewen hält.

Derniewent gëllt et awer, an deenen nächste Joren nach op eng aner fundamental Veränneerung vun eiser Gesellschaft eng Äntwert ze fannen, an zwar déi demografesch Struktur. Et muss derfir gesuergt ginn, datt e Gläichgewiicht tëschent där eelerer Generatioun, déi ëmmer méi grouss gëtt, an där manner staark vertruedener jonker Generatioun entsteet. D'Besoinë vun eisen Elteren an eise Grousselteren däerfen nämlech net am Konflikt, mä mussen am Aklang stoe mat dem Wëlle vun där jonker Generatioun: eis Wënsch a Pläng och kënnen am Liewen ze verwierklechen. An dofir musse mer um Niveau vun der Finanzéierung vun de Pensioune genee wéi an der Fro vun der Gesondheetsversuergung an an der Fleeg Reforme maachen, déi dësem Usproch och gerecht ginn.

Bei all dësen Entscheedungen, déi mer ze treffen hunn, däerfe mer net vergiessen, datt se Konsequenzen hunn, déi wäit iwwer eisen eegenen zäitlechen Horizont erausginn. Dofir ass et als Politiker eis Flicht, fir am Entscheedungsprozess net nëmmen op déi aktuell Ëmstänn ze kucken a kuerzfristeg ze plangen an net op d'Interesse vun e puer wéinege Gruppéierunge Rücksicht ze huelen, mä am Sënn vun enger generatiouneniwwergräifender Verantwortung ëmmer fir d'Allgemengheet ze handelen.

Här President, Här Statsminister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir gesitt, datt ech mat Bléck op déi genannte Sujeten nach momentan méi Froe wéi Äntwerten hunn. Dat ass och normal, well ech si selwer jo nach jonk an hunn nach villes ze léieren. Ech kann Iech awer verspriechen, datt ech all meng Energie doranner wäert setzen, fir mat Iech zesummen an deenen nächsten dräi Joer déi Äntwerten ze fannen op déi Froen, déi eist Land beschäftegen. Well nëmmen esou ass et méiglech, datt jiddwer Generatioun hei zu Lëtzebuerg reell Zukunftsperspektive behält. An dat si mir hinnen, dat si mir eisem Land einfach schëlleg.

Dozou gehéiert fir mech zu gudder Lescht, datt mer als Politiker och a schwéieren Zäiten eppes beweisen, an zwar Courage, jo, Charakter. Well wéi sot e fréiere grousse franséische President dach richteg: «Le caractère, c'est la vertu des temps difficiles.»

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem neien Deputéierten, dem Här Serge Wilmes.

Ier mer elo zum eigentlechen Ordre du jour kommen, evakuéiere mer fir d'Éischt nach eng Rei vun administrativen Ugeleeënheeten.

3. Composition des organes de la Chambre des Députés

Composition du Bureau

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann elo zur Zesummesetzung vum Bureau vun der Chamber. Den éischte Paragraph vum Artikel 6 aus dem Chambersreglement gesäit Folgendes vir: «Au début de chaque session, la Chambre nomme un Président, trois vice-présidents et sept membres au plus.» Nom Doud vum Här Lucien Thiel ass d'Chamber opgeruff, en neie Member fir de Bureau ze designéieren. D'CSV-Fraktioun proposéiert, den Här Lucien Thiel duerch den Här Marc Spautz ze ersetzen.

Ass d'Chamber domadder averstanen, d'Zesummesetzung vum Chambersbureau esou ze änneren?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

De Bureau ass deemno fir d'Sessioun 2011-2012 zesummegesat aus mir selwer als President, der Vizepresidentin, där éischter, der Madame Lydia Mutsch, der Madame Lydie Polfer, dem Här Michel Wolter. D'Membere sinn den Här Marc Spautz, den Här Lucien Lux, den Här Xavier Bettel, den Här François Bausch, den Här Lucien Weiler, den Här Lucien Clement an den Här Alex Bodry. Generalsekretär ass den Här Claude Frieseisen.

Esou wéi den Artikel 7 vum Chambersreglement et virgesäit, gëtt de Grand-Duc iwwert dës Zesummesetzung a Kenntnis gesat.

Composition de la Conférence des Présidents

Des Weideren huet d'CSV-Fraktioun eis matgedeelt, datt den Här Marc Spautz d'Fonctioun vum Fraktiounspresident vum Här Lucien Thiel iwwerhëlt.

Composition des commissions parlementaires

Wat d'Kompositioun vun de parlamentaresche Kommissiounen ubelaangt, ass eng Lëscht mat der aktueller Zesummesetzung verdeelt ginn. Doduerch, datt den Här Marc Spautz als neien CSV-Fraktiounspresident ernannt ginn ass, ass natierlech d'Zesummesetzung vun der Commission de Contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'État deementspriechend ze änneren.

Gëtt et iergendwellech aner Ännerungsvirschléi?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Ass d'Chamber mat dëser Ännerung averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Déi gesamt Lëscht vun de parlamentaresche Kommissioune gëtt am Compte rendu veröffentlecht.

(cf. pages introductives au début de ce compte rendu)

Composition des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales

Wat d'Kompositioun vun de parlamentareschen Delegatiounen ubelaangt, ass och eng Lëscht mat der aktueller Zesummesetzung verdeelt ginn an et sinn och nach keng Ännerungsvirschléi agaangen.

Gëtt et dozou iergendwellech Ännerungsvirschléi?

(Négation)

Ech gesinn, datt dat net de Fall ass.

Ass d'Chamber also mat där Lëscht averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Déi gesamt Lëscht gëtt am Compte rendu veröffentlecht.

(cf. pages introductives au début de ce compte rendu)

4. Octroi du titre honorifique à un ancien Député

A senger Réunioun vum 19. Juli huet de Bureau opgrond vun den Artikelen 198 an 200 vum Chambersreglement virgeschloen, dem fréieren Deputéierte Jean Huss den Éierentitel vu senger Fonctioun zouzëerkennen.

Ass d'Chamber mat deem Virschlag averstanen?

(Assentiment)

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Dann ass dat esou décidéiert.

(Applaudissements)

Dem neien Éierendeputéierten eis Félicitatiounen!

Une voix.- Ah!

Plusieurs voix.- Très bien!

(Applaudissements)

5. Discours de M. le Président

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll Iech dann och nach ganz offiziell an häerzlech fir déi éischt Sitzung vun där neier Sessioun begréissen. Wéi dat elo schonn e bësselchen Traditioun ass, wollt ech vun der Geleeënheet profitéieren, fir am Ufank vun dëser Sessioun e puer Iwwerleeungen ze maachen iwwert d'Roll vun den nationale Parlamenter am Allgemengen an der Chamber am ganz Prezisen an der europäescher Architektur, esou wéi se am Vertrag vu Lissabon definéiert ginn ass.

Erlaabt mer awer, fir d'Alleréischt nach eng Kéier meng Satisfaktioun auszedrécken, datt mir op Initiativ vun der Chamber säit Kuerzem eng Chaire de recherche en études parlementaires op der Uni Lëtzebuerg hunn. Dëse Léierstull, dee mir den 3. Oktober hei an dësem Sall inauguréiert hunn, stellt net nëmmen eng nei Etapp an der Zesummenaarbecht mat der Uni Lëtzebuerg duer, mä déi bis elo schonn exzellent Kollaboratioun gëtt heimadder an deenen nächste Joren nach verdéift.

Bis elo sinn am Kader vum Programme de recherche sur la gouvernance européenne mat der Uni virun allem déi legislativ an Europawahlen analyséiert ginn. Bei deem neie Léierstull geet et elo ënner anerem drëm, d'Demokratie, de Fonctionnement vum Parlamentarismus an d'Roll vum Parlament am nationalen an am europäeschen Décisiounsprozess ze analyséieren.

Et ass an eisem wuelverstanenen Interessi, datt de Fonctionnement an d'Evolutioun vun de parlamentareschen Demokratië permanent beliicht an analyséiert ginn. Doduerch kann e Parlament d'Erausfuerderunge vun der Zäit besser ugoen an erausfannen, wou a wat fir eng Reformen oder Ajustementer an der Praxis Verbesserungen oder Verschlechterunge mat sech bréngen.

Och wann eng parlamentaresch Demokratie an engem Land schonn op eng gewëssen Traditioun zréckkucke kann, sou bedeit dat net, datt se en Acquis ass, mä si befënnt sech an enger permanenter Evolutioun. Un enger Demokratie muss all Dag geschafft ginn an hir Institutioune musse sech hirem Ëmfeld upassen.

Rezent Evenementer wéi d'Wirtschafts- a Finanzkris, Manifestatiounen a Griichenland, Spuenien, Groussbritannien an och elo an de Vereenegte Staten, fir nëmmen dës Beispiller ze nennen, kënnen en Afloss op de Fonctionnement vun eise modernen Demokratien hunn. Dofir musse mir iwwert d'Plaz an d'Roll vun de Parlamenter an enger Welt, déi permanent a séier evoluéiert, ëmmer erëm diskutéieren. D'Kooperatioun mat der Uni Lëtzebuerg ass an deem Sënn e wichtegt Element an der Diskussioun.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, der Definitioun vun der parlamentarescher Demokratie no mussen all wichteg Décisioune vum Parlament geholl ginn. Ass dat haut och nach ëmmer de Fall? Déi Fro, déi mer eis haut stellen, schéngt mer éischter folgend ze sinn: Wéi kënne mir derfir suergen, datt d'Chamber och an Zukunft an den nationalen an den europäeschen Décisiounsprozess méiglechst enk agebonnen ass? A wéi kënne mir verhënneren, datt Décisiounen ausserhalb vun eisem Haus geholl ginn?

An enger globaliséierter Welt, wou alles a jiddweree matenee vernetzt ass, muss ee Land effikass reagéiere kënnen. Et bleift awer, datt d'Parlamenter vun deenen Décisiounsprozesser net ausgeschloss kënne ginn. Wann een déi oft komplex Problematike kuckt, musse mir eis als Parlament hannerfroen, ob mir outilléiert sinn, fir hei eis Roll als Législateur voll auszefëllen.

Wat d'Gouvernance mondiale ugeet, mussen nach vill Iwwerleeunge gefouert ginn. Op europäeschem Plang gesinn ech dat Ganzt méi positiv, well mir duerch den Traité vu Lissabon als Parlament zousätzlech Kompetenze kritt hunn. Nach geet et elo drëm, dës Kompetenze richteg ze notzen an domadder eis Positioun weider ze verstäerken.

Erlaabt mer an dësem Zesummenhang, datt ech kuerz iwwer eis Grenze kucken an op déi rezent Evolutioun an eisem Nopeschland Däitschland aginn. Hei huet d'Bundesverfassungsgeriicht zu Karlsruhe virun engem Mount an engem extrem wichtegen Uerteel festgehalen, datt de Bundestag a Finanz- a Budgetsfroen ëmmer dat lescht Wuert muss hunn. Ech freeë mech iwwert dëst Uerteel vun deem héchste Geriicht an Däitschland, wat d'Positioun vum Däitsche Bundestag wesentlech verstäerkt. An et weist alt erëm, wéi wichteg an néideg et ass, fir d'Rechter vun de Parlamenter an hire Memberen ze kämpfen.

Am Uerteel geet et theoretesch just ëm d'Ëmsetze vun deenen europäesche Rettungsmesurë

vum Mee 2010. D'Konsequenze vun deem Uerteel ginn an der Praxis awer méi wäit. Si gëllen och fir all weider finanziell Rettungsaktiounen. Budgetär Décisioune kënnen net ouni an net laanscht d'Parlament geholl ginn. D'Uerteel seet jo zur Demokratie an neen zu politeschen Automatismen. Et ass e Succès fir d'Parlament, mä net nëmmen. Et ass och e Succès an eng Bestätegung fir d'Demokratie a fir all Bierger. „Gewinner ist die parlamentarische Demokratie", sou mäin däitschen Homolog, de Bundestagspresident Norbert Lammert. An ech ka mech där Ausso eigentlech nëmmen uschléissen.

Den Arrêt vun der Cour vu Karlsruhe bestätegt eis an eiser Iwwerzeegung, datt déi national Parlamenter Meeschter iwwert déi Décisioune sinn, déi de Budget betreffen an domadder an d'Autonomie vun de Parlamenter erareechen, mä awer och iwwer all aner wichteg Décisiounen. Nëmme wann d'Roll vun de Parlamenter hei respektéiert gëtt, kréien déi Décisiounen hir demokratesch Grondlag.

Et bedeit awer och, datt d'Parlamenter hir Entscheedungen onofhängeg vun europäeschen Instanzen, aneren EU-Staten oder der Regierung musse kënnen huelen. Dat bréngt awer och mat sech, datt mir als Parlament séier an op eng effizient Aart a Weis op Evolutioune musse kënne reagéieren. Datt d'Chamber dat kann, huet se viru Kuerzem nees bewisen, wéi mer de 15. September an enger speziell fixéierter Plenarsitzung den europäesche Rettungsschierm ugepasst an ugeholl hunn.

Ech wéilt hei och nach eng Kéier ervirsträichen, datt dës Debatt eng interessant, substanzvoll an och kritesch war, déi sécherlech zur Éier vun dësem Haus bäigedroen huet. D'Chamber kann a muss séier agéieren a reagéieren, do wou et néideg ass. An dat ass jo och schonn an der Vergaangenheet déi eng oder déi aner Kéier geschitt.

Mä d'Parlament muss awer och déi Plaz bleiwen, Dir Dammen an Dir Hären, wou sech déi néideg Zäit geholl gëtt, fir a Rou an am Detail iwwer Gesetzesprojeten, awer och Themegebidder ze diskutéieren. Et ass wichteg, datt an engem Parlament, niewent där reng legislativer Aarbecht, mat deem néidege Recul iwwer Visiounen a Konzepter kann diskutéiert ginn, dat an aller Transparenz an am Dialog mam Bierger. Ech si kee Frënd vun enger „fast democracy" an dofir plädéieren ech och, datt mir eis heiansdo déi Zäit ginn, déi mir eis mussen huelen, fir méi déifgrënneg iwwert déi wichtegst Zukunftstheme vun dësem Land ze diskutéieren.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Dammen an Dir Hären, et sinn an de leschte Joren, ganz besonnesch säit dem Akraafttriede vum Lissabonner Vertrag, vill positiv Moossname geholl ginn, fir d'Roll an d'Gewiichtung vun den nationale Parlamenter an der Europäescher Unioun ze stäerken. Mä och wann d'Situatioun sech sécherlech verbessert huet, esou musse mir weider dofir kämpfen, datt mir als national Parlamentarier méi fréi a méi enk an den Décisiounsprozess vun deene politeschen Entscheedunge mat agebonne ginn. Europa brauch national Parlamenter, déi aktiv un der Gestaltung vun der Unioun matschaffen. Lëtzebuerg brauch e staarkt an autonoomt Parlament. Nëmmen duerch eis dagdeeglech Efforten an eise permanenten Asaz ass dat méiglech.

Ech géif mir dofir fir dës Sessioun wënschen, datt mir, éischtens, weider, wéi dat bis elo de Fall war, mat deemselwechten Engagement an därselwechter Iwwerzeegung eis mat deenen europapoliteschen Dossieren auserneesetzen. An zweetens, datt mir nach méi den Dialog mam Bierger verdéiwen, fir engersäits déi national, europäesch an international Sujeten dobaussen ze erklären, awer anerersäits och d'Ängschten an d'Suerge vun de Leit besser an den Décisiounsprozess kënne mat ze integréieren.

Ech géif wëlle schléisse mat engem Zitat, dat ech scho gebraucht hunn a menger Interventioun vum virleschte Méindeg, nämlech vum Louis Armand vun der Académie française, deen ech zitéieren: «Une démocratie est d'autant plus solide qu'elle peut supporter un plus grand nombre d'informations de qualité.»

Fir d'Soliditéit vun der Demokratie an Europa ze garantéieren an ze verbesseren, hunn déi national Parlamenter d'Responsabilitéit, fir dës grouss Zuel vun Informatiounen iwwer Europa un hir Bierger weiderzereechen an an engem permanenten Dialog mat hinnen iwwer dës ze diskutéieren. An deem Sënn géif ech eis alleguerte vill Energie, Gedold an Engagement fir déi nei Sessioun wënschen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

6. Communications

M. le Président.- Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) D'Lëscht vun deenen neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Bureau déposéiert.

2) Folgend Projete goufen an der Administration parlementaire déposéiert: de 15. September vun der delegéierter Ministesch fir d'Fonction Publique de Projet de loi 6330 iwwert d'Identifikatioun, den nationale Regëster an d'Carte d'identité; den 21. September vum Ausseminister de Projet de loi 6332, eng Konventioun mat Tunesien iwwert d'Sécurité sociale; de 27. September vum Justizminister de Projet de loi 6333 iwwert d'Organisatioun vum Notariat; deeselwechten Dag vum Ausseminister de Projet de loi 6334 iwwer e Stabilitéitsmechanismus fir d'Memberstate vun der Eurozon an de Projet de loi 6335, e Memorandum zu engem Accord vun de Benelux-Länner iwwert d'Krisegestioun an d'Grenzen.

Den 29. September da vum Finanzminister de Projet de loi 6336 iwwert d'Steiermesurë fir d'Energieeffizienz ze förderen; deeselwechten Dag vum Ausseminister de Projet de loi 6337, en Accord mat dem Kosovo iwwert d'Réadmission de personnes en situation irrégulière; den 30. September vum Justizminister de Projet de loi 6338 iwwert déi international Widderhuelungsdoten; den 3. Oktober vum Aarbechtsminister de Projet de loi 6339, eng Ofännerung vum Code du travail; de 4. Oktober vum Verdeedegungsminister de Projet de règlement grand-ducal 6340 iwwert déi lëtzebuergesch Participatioun bei der KFOR; a schliesslech de 5. Oktober vum Finanzminister de Projet de loi 6350 iwwert de Budget 2012.

3) Den 3. an de 4. Oktober 2011 war zu Warschau déi 46. COSAC. D'Chamber war vertrueden duerch déi Häre Fernand Boden, Ben Fayot, Eugène Berger, Félix Braz a Gast Gibéryen.

4) Vum 7. bis den 10. Oktober huet déi 57. Session annuelle vun der Assemblée parlementaire vun der NATO zu Bukarest stattfonnt. D'Chamber war vertrueden hei duerch d'Madame Nancy Kemp-Arendt.

5) Den 29. September 2011 huet den LCGB d'Petitioun N°311 (veuillez lire: N°310) iwwert d'Assimilatioun vun de qualifizéierte spezialiséierten Infirmièren un de BTS eragereecht.

Communications du Président - séance publique du 11 octobre 2011

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et le projet de règlement grand-ducal suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

***6330** - Projet de loi relative à l'identification des personnes physiques, au registre national des personnes physiques, à la carte d'identité, aux registres communaux des personnes physiques et portant modification de*

1) l'article 104 du Code civil;

2) la loi modifiée du 22 décembre 1886 concernant les recensements de population à faire en exécution de la loi électorale;

3) la loi modifiée du 30 mars 1979 organisant l'identification numérique des personnes physiques et morales;

4) la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;

5) la loi électorale modifiée du 18 février 2003

Dépôt: Mme Octavie Modert, Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative, le 15.09.2011

***6332** - Projet de loi portant approbation de la Convention de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Tunisienne, signée à Tunis, le 30 novembre 2010*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 21.09.2011

***6333** - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat*

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 27.09.2011

***6334** - Projet de loi portant approbation de la décision du Conseil européen du 25 mars 2011 modifiant l'article 136 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne en ce qui concerne un mécanisme de stabilité pour les États membres dont la monnaie est l'euro*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 27.09.2011

***6335** - Projet de loi portant approbation du Mémorandum d'accord concernant la coopération dans le domaine de la gestion des crises pouvant avoir des conséquences transfrontalières entre le Royaume de Belgique, le Royaume des Pays-Bas et le Grand-Duché de Luxembourg, signé à Luxembourg, le 1er juin 2006*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 27.09.2011

***6336** - Projet de loi déterminant différentes mesures fiscales destinées à encourager l'amélioration de l'efficacité énergétique dans le domaine du logement et portant modification:*

- de la loi modifiée du 30 juillet 2002 déterminant différentes mesures fiscales destinées à encourager la mise sur le marché et l'acquisition de terrains à bâtir et d'immeubles d'habitation;

- de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 29.09.2011

***6337** - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas (les États du Benelux) et la République du Kosovo relatif à la reprise et à la réadmission des personnes en situation irrégulière (Accord de reprise et de réadmission) et du Protocole d'application, signés à Bruxelles, le 12 mai 2011*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 29.09.2011

***6338** - Projet de loi relative à la récidive internationale*

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 30.09.2011

***6339** - Projet de loi modifiant les articles L. 126-1 et L. 541-1 du Code du travail*

Dépôt: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, le 03.10.2011

***6340** - Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 5 décembre 2007 concernant la participation du Luxembourg à la Force de l'OTAN au Kosovo (KFOR)*

Dépôt: M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de la Défense, le 04.10.2011

***6350** - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2012*

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 05.10.2011

3) Les 3 et 4 octobre 2011 s'est déroulée à Varsovie la 46e Conférence des Organes spécialisés dans les Affaires communautaires. La Chambre des Députés y était représentée par MM. Fernand Boden, Ben Fayot, Eugène Berger, Félix Braz et Gast Gibéryen.

4) La 57e Session annuelle de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN s'est tenue à Bucarest du 7 au 10 octobre 2011. Mme Nancy Kemp-Arendt y a représenté la Chambre des Députés.

5) En date du 21 septembre 2011, le LCGB a introduit la pétition n°310 pour l'assimilation des infirmiers spécialisés qualifiés aux diplômés BTS.

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

7. Horaire de début des séances publiques

Eist Reglement gesäit a sengem Artikel 29 Alinéa 4 vir, datt d'Sitzungen um hallwer dräi ufänken, ausser, d'Chamber géif aneschters doriwwer befannen. An hirer Réuniouun vum 6. Oktober huet d'Presidentekonferenz décidéiert, der Chamber virzeschloen, d'Sitzunge méi fréi unzefänken. Dënschdes géif d'Chamber um hallwer dräi zesummekommen a mëttwochs an donneschdes um zwou.

Ass d'Chamber mat dëser Propositioun averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

8. Ordre du jour

D'Presidentekonferenz schléit fir dës Woch folgenden Ordre du jour vir: haut de Mëtteg de Projet de loi 6277 iwwert d'Hënn, nom Basismodell; de Projet de loi 6216 iwwert d'Agences de notation de crédit, nom Basismodell; dann de Projet de loi 6285, en Ofkommes mat Däitschland iwwer eng Grenzbréck op der Musel, nom Basismodell.

Muer de Mëtteg um zwou eng Deklaratioun vun der Madame Kooperatiounsministesch iwwert d'Entwécklungshëllef mat uschléissender Debatt, nom Modell 2; den zweete Vote constitutionnel iwwert de Projet de loi 5816 iwwert d'Konkurrenz; de Projet de loi 6291, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert de Régime temporaire de garantie en vue du redressement économique, och nom Basismodell.

Den Donneschdeg de Mëtteg um zwou eng Orientéierungsdebatt iwwert déi grouss Infrastrukturprojete vum Stat, nom Modell 1; dann eng Aktualitéitsstonn vun der DP iwwert d'Sécherheet vun der Atomzentral zu Cattenom; a schlussendlech eng Aktualitéitsdebatt iwwert d'Positioun vun der Regierung zu de Projeten zu Wickreng an zu Léiweng. D'Fraktiounen hunn hei 15 Minutten, d'Sensibilités politiques fënnef Minutten an d'Regierung 30 Minutten Zäit.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Da komme mer elo zum Projet de loi 6277 iwwert d'Hënn. D'Riedezäit ass hei nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Wagner a Colombera. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Ben Scheuer. Här Scheuer, Dir hutt d'Wuert.

9. 6277 - Projet de loi modifiant la loi du 9 mai 2008 relative aux chiens

Rapport de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

M. Ben Scheuer *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech verweise virewech op de schréftleche Rapport a wäert mäi mëndleche Rapport kuerz faassen. Just ee kuerze Rappel: de Projet de loi 6277 änert d'Hondsgesetz vum 9. Mee 2008. De Projet ass de 14. Abrëll 2011 déposéiert ginn. De Statsrot huet de 16. September säin Avis ofginn. De Rapport ass de 5. Oktober eestëmmeg ugeholl ginn. D'Gesetz vun 2008, dat sougenannte Muppegesetz, ass, wéi et ausgeschafft ginn ass, vill diskutéiert ginn, an elo, bei der Diskussioun vun den Amendementer zu deem Grondgesetz, ass e klenge Bilan gezu ginn.

E puer Remarquen aus der Kommissioun: Am Moment kenne mer d'Zuel vun den Hënn zu Lëtzebuerg net. D'Gemengen hu keng Donnéeën un de Ministère eraginn. D'Fro ass och, ob d'Gemengen iwwerhaapt wëssen, wéi vill Hënn an der Gemeng liewen. D'Fro ass och gestallt ginn, ob Kontrolle gemaach ginn, wéi d'Gesetz respektéiert gëtt. Et schéngt awer esou ze sinn, datt wéineg Reklamatioune géint d'Gesetz agelaf sinn an datt d'Plaintë géint Hondsbesëtzer net zougeholl hunn.

Wat ännert mat dësem Gesetz? Duerch dat heite Gesetz gëtt déi sougenannt Déclaration annuelle ofgeschaf. Beim Recensement gi keng Donnéeë méi iwwert den Hond gefrot. Dëst ass selbstverständlech eng Vereinfachung fir d'Verwaltungen a sécher och eng Vereinfachung fir d'Propriétairë vun engem Hond, déi all Joer Informatiounen iwwer hiert Déier hu missen erareechen. De Statsrot ass och do dermat d'accord.

D'Regierung hat an hirem urspréngleche Text vun dësem Gesetzesprojet virgesinn, datt bei der Umeldung vum Hond de Propriétaire eng Deklaratioun misst ënnerschreiwen, datt hien all senge Verflichtunge géif nokommen. De Statsrot huet awer zu Recht drop higewisen, datt dës Léisung juristesch iwwerflësseg ass. All Bierger ass verflicht, sech un d'Gesetz ze halen. Dat gëllt och fir d'Hondsgesetz. Et mécht dofir kee Sënn, e Bierger zousätzlech ënnerschreiwen ze doen, datt hie sech verflicht, déi gesetzlech Bestëmmungen ze respektéieren.

D'Chamberskommissioun huet sech dem Argument vum Statsrot ugeschloss, fir op déi Déclaration initiale ze verzichten. Et bleift deemno am Prinzip eng eenzeg Modifikatioun, déi doranner besteet, déi jährlech Deklaratioun am Kader vun der Volkszählung falen ze loossen.

www.chd.lu

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soe Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- An ech soen dem Här Scheuer Merci, an als éischte Riedner ass den honorabelen Här Wagner agedroen.

Discussion générale

M. Carlo Wagner *(DP).*- Här President, ech wëll dem honorabele Rapporteur, dem Här Ben Scheuer, Merci soe fir deen exzellente mëndlechen a schréftleche Rapport a ginn domadder den Accord vun der Demokratescher Partei.

M. le Président.- Merci dem Här Wagner. Da kritt d'Wuert den Här Colombera.

M. Jean Colombera *(ADR).*- Merci, Här President. Ech wëll fir d'Éischt dem honorabelen Här Ben Scheuer Merci soe fir de mëndlechen a schréftleche Rapport. Ech wéilt de Minister awer gär froen: Wat ass déi Grondiddi vun enger Hondssteier?

Den Hond, deen huet jo e gewëssen Notzen, gewësse Fonctiounen, zum Beispill als Wuechthond, zum Beispill als Kumpan vun eise Kanner - déi wuesse jo bekanntlech besser op, wa se een Hond hunn, wa se Déieren hunn -, zum Beispill als Accompagnateur vu Leit, déi méi al sinn, déi hire Partner verluer hunn. Oder einfach bei behënnerte Leit, d'Blannenhënn zum Beispill.

Dofir wollt ech froen: Wat ass dann déi Grondiddi dovunner, dass eng Tax opgehuewe gëtt? A firwat nëmme beim Hond a net bei aneren Déieren? A kéint een net vläicht eng Kéier op d'Iddi kommen, vu dass déi Fonctioun vun engem Hond awer eng nëtzbar Fonctioun ass, eng Kéier déi Steier awer einfach falen ze loossen?

Ech soen Iech Merci. Dat gesot, gi mer den Accord zu dem Projet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Colombera. D'Wuert kritt dann den Här Clement.

M. Lucien Clement *(CSV).*- Merci, Här President. Ech wéilt och elei vun der Geleeënheet profitéieren, fir dem Ben Scheuer, dem Kolleeg Ben Scheuer, Merci ze soe fir säin ausféierleche Bericht zu dësem Projet a gi selbstverständlech och den Accord vun der CSV-Fraktioun.

M. le Président.- Merci och dem Här Clement. Dann hunn ech keen agedroenen Deputéierte méi. Et kritt nach d'Wuert den zoustännege Minister, den Här Schneider.

M. Romain Schneider, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Developpement rural.*- Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif fir d'Éischt och vun dëser Plaz aus dem Rapporteur, och der Kommissioun, e grousse Merci soe fir dat séiert Schaffen an dësem Dossier. Relativ séier gouf den Avis vum Conseil d'État dann och unanime an der Kommissioun ugeholl.

Et ass richteg gesot ginn, datt mer hei d'ganzt Gesetz net änneren, mä virun allem hëllefen, eng Simplification administrative fir d'Gemengen ze maachen, well an nächster Zukunft jo virgesinn ass, de Recensement ofzeschafen an doduerch eigentlech, souwuel fir de Bierger wéi och fir d'Gemengen, eng Simplificatioun ze bréngen.

Nun, déi Fro vum Här Colombera, dat mengen ech, ass: An dësem Gesetz bestätege mer nach eng Kéier, datt d'Gemengen d'Méiglechkeet kréien, eng Tax anzeféieren, an et läit selbstverständlech un de Gemengen - autonomie communale -, fir dës Tax an der Héicht festzeleeë respektiv och net unzewennen.

Mä ech géif mengen, datt dës Tax an deenen eenzelne Gemengen och ënnerschiddlech, mä virun allem op engem ganz niddregen Niveau agehale gëtt, sou datt virun allem och do, wou Hënn virun allem Begleetpersoune sinn, dat effektiv och an engem soziale Volet ka geschéien.

An deem Sënn géif ech der Chamber Merci soen, datt mer dëst Gesetz géife stëmmen, an et géif mat Sécherheet derzou bäidroen, fir eng Simplification administrative ze kréien.

M. le Président.- Merci dem zoustännege Minister. Domat ass d'Diskussioun ofgeschloss a mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6277 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Roger Negri), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par Mme Claudia Dall'Agnol);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 6216 iwwert d'Agences de notation de crédit. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht an et hu sech bis elo ageschriwwen: den Här Meisch. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Michel Wolter. Här Wolter, Dir hutt d'Wuert.

10. 6216 - Projet de loi mettant en œuvre le règlement (CE) n°1060/2009 du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 sur les agences de notation de crédit et portant modification de:

1) la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;

2) la loi modifiée du 8 décembre 1994 relative:

- aux comptes annuels et comptes consolidés des entreprises d'assurances et de réassurances de droit luxembourgeois,

- aux obligations en matière d'établissement et de publicité des documents comptables des succursales d'entreprises d'assurances de droit étranger

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Michel Wolter *(CSV), rapporteur.*- Här President, léif Kolleegen, beim virleiende Projet handelt et sech ëm e sougenannten „Omnibus", well an deem Projet hei eng Rei vu verschiddenen Direktiven ëmgesat ginn am Finanzberäich. An zwar sinn et dräi verschidde Voleten, wouvun deen éischte sech mat de Pouvoire vun der CSSF an dem Commissariat aux assurances beschäftegt.

Wéi mer alleguerte wëssen, ass d'CSSF déi national Iwwerwaachungsautoritéit vun de Finanzacteuren op der Lëtzebuerger Finanzplaz. Duerch d'Artikelen 59 bis 63 vum ofgeännerte Gesetz vum 5. Abrëll 1993 iwwert de Finanzsecteur huet d'CSSF e Weisungs- an Entzugsrecht a kann administrativ Sanktioune géint Finanzacteuren ausspriechen, déi an hiren Zoustännegkeetsberäich falen. Dës Pouvoire ginn elo ausgedehnt, an zwar op d'Ratingagenture respektiv Entreprisen an Drëttpersounen, déi fir dës Agenture schaffen, esou wéi dat am Artikel 4 Paragraph 1 vun der europäescher Veruerdnung 1060/2009 vum 16. September 2009 iwwert d'Ratingagenturen definéiert ass.

Den Droit d'injonction et de suspension an déi administrativ Sanktioune kënnen awer nëmmen dee Moment vun der CSSF verhaange ginn, wa géint de virgenannten Artikel 4 Paragraph 1 verstouss gëtt.

Ass d'CSSF déi national Iwwerwaachungsinstanz fir de Finanzsecteur, esou ass dat am Versécherungssecteur de Commissariat aux assurances. Par analogie zur CSSF kritt de Commissariat aux assurances déiselwecht Pouvoire vis-à-vis vun de Versécherungsgesellschafte respektiv Réassurance-Entreprisen, wann déi géint den Artikel 4 Paragraph 1 vun der europäescher Veruerdnung verstoussen.

Här President, deen zweete Punkt an dësem Projet de loi ass d'Transpositioun vu verschiddenen Dispositioune vun enger europäescher Direktiv iwwert d'Eegekapitalofdeckung bei Wäertpabeier-Portefeuillen a Retitrisatioune bei de Finanzinstituter souwéi iwwert d'Iwwerwaachung vun hirer Besoldungspolitik. Am Fachjargon handelt et sech hei ëm d'„Capital Requirements Directive III", ofgekierzt CRD III.

Dës Direktiv imposéiert de Finanz- an Investmentbetriber, datt se hir Besoldungspolitik esou mussen ëmstellen, datt hir Mataarbechter net méi encouragéiert ginn, exzessiv héich Risikogeschäfter anzegoen, déi an der Vergaangenheet deementspriechend entlount goufen. An dësem Kontext mussen dann och an dësen Haiser déi intern Kontrollmechanismen op de Leescht geholl ginn.

Haaptzil vun dëser Mesure ass et, d'Ureizer, fir iwwerdriwwen héich Risiken anzegoen, ze ënnerbannen. Et handelt sech also ëm eng Regelung zur Ofsécherung vun der Bankestabilitéit an domat och zur Ofsécherung vun der ganzer Finanzmaartstabilitéit. An deem Sënn ginn dann d'Artikele 5 a 17 vum ofgeännerte Gesetz vum 5. Abrëll 1993 iwwert de Finanzsecteur adaptéiert.

Fir dës nei Mesuren op hir Effikassitéit hin ze préiwen, ginn d'Pouvoiren, déi d'CSSF am Kader vun der Surveillance prudentielle besëtzt, weider gestäerkt. Esou kann d'CSSF zum Beispill vun engem Finanz- respektiv Investmentinstitut verlaangen, datt se Deeler vun hirem Nettobenefiss musse benotzen, fir hir Assises financières ze stäerken. Ausserdeem kann d'CSSF och imposéieren, datt d'Fonds propres iwwert dem virgeschriwwene Minimum musse leien, deemno wéi eng Risiken déi verschidden Instituter bei hire Geschäfter agaange sinn.

Här President, léif Kolleegen, beim leschte Punkt vun dësem Projet de loi geet et dann ëm eng weider Ëmsetzung vun enger Dispositioun vun enger europäescher Direktiv, dës Kéier zugonschte vum Assurancësecteur. Et handelt sech ëm d'Ëmsetze vum Artikel 2 vun der Direktiv 2009/49/CE iwwert d'Publikatiounsflichte vu mëttelgrousse Gesellschafte souwéi d'Obligatioun zum Erstelle vun engem konsolidéierte Kont.

Duerch d'Ëmsetze vun dësem Artikel ginn d'Mammenhaiser vu Versécherungs- a Réckversécherungsgesellschaften, déi Filiale bedreiwen, déi eng ënnergeuerdnet Roll spillen, vun der Erstellung vun engem konsolidéierte Kont entbonnen. Domadder gëtt de Verwaltungsopwand erofgesat. Et handelt sech ëm eng sougenannten administrativ Vereinfachung, well d'Gesellschaften zum Schluss vum Joer net quasi zweemol deeselwechte Joresofschloss mussen erstellen.

D'Budgets- a Finanzkommissioun huet d'Remarquen, déi de Statsrot formuléiert huet zu dësem Projet, quasi alleguerten iwwerholl an hinne Rechnung gedroen, ier se dann deen definitiven Text ugeholl huet. Et sief nach drun erënnert, datt de Statsrot an engem Bréif vum 5. Mee 2011 weider Informatiounen a Preziounen zu verschiddenen Dispositioune vun dësem Projet de loi bei der Regierung gefrot huet an och den 8. Juni op dës Froe geäntwert krut.

Fir weider Detailer zu dësem Projet de loi an den Explikatiounen op d'Froe vun der Chambre de Commerce notamment verweisen ech op de schréftleche Rapport vun der Kommissioun.

Ech bieden Iech zum Ofschloss vu mengem Rapport am Numm vun der Finanzkommissioun, dëst Gesetz ze stëmmen, a soen Iech Merci fir Äert ugereegtent Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- An ech soen dem Här Rapporteur Michel Wolter Merci. Hie schéngt esou kloer an am Detail op de Projet agaangen ze sinn, datt kee méi wëllt dozou d'Wuert huelen. Ech ginn och net dervun aus, datt d'Regierung nach eppes wëllt soen. Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss a mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6216 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen, géint 1 Enthalung.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen (par M. Roger Negri), Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

S'est abstenu: M. André Hoffmann.

Wëllt ee seng Enthalung begrënnen?

(Interruption)

Den Här Hoffmann freet d'Wuert.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Ech froen nach eng Kéier d'Wuert. Dat do ass eng Form vu Regulatioun vum Finanzsecteur, déi mir net duergeet ugesiichts vun den Auswierkunge vun der Kris.

M. le Président.- Merci dem Här Hoffmann fir déi Begrënnung.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

De leschte Punkt vun eisem Ordre du jour ass de Projet de loi 6285, en Ofkommes mat Däitschland iwwer eng Grenzbréck op der Musel. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht, an et hu sech bis elo ageschriwwen: den Här Gibéryen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Lucien Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

11. 6285 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République fédérale d'Allemagne relative au renouvellement et à l'entretien du pont frontalier sur la Moselle entre Wellen et Grevenmacher, signée à Grevenmacher, le 21 octobre 2010

Rapport de la Commission du Développement durable

M. Lucien Clement *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen, Dir Hären, de virleiende Projet ass de 17. Mee 2011 vum Ausseminister déposéiert ginn. De 15. Juli huet de Statsrot säin Avis dozou ofginn. De 25. Mee huet d'Nohaltegkeetskommissioun mech zum Rapporteur genannt an den 28. September huet déiselwecht Kommissioun de Projet an den Avis vum Statsrot diskutéiert. Deemno konnt dann dëse Rapport de 6. Oktober unanime ugeholl ginn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, obschonns dat hei e renge Finanzéierungsprojet ass, wëll ech dach awer ganz kuerz op en Historique net verzichten. Jiddweree vun eis, deen emol schonns géint fënnef Auer nom Schaffen aus der Stad op Maacher gefuer ass, weess, wat do op en duerkënnt: Stau de Potaschbierg erof bis op d'Bréck. Moies virun aacht ass et ongefeier den ëmgedréitene Wee de Fall.

Et ass effektiv esou, datt déi Maacher Bréck eng vun deene meeschtbefuerene Strecken am Oste vum Land ass. Nodeems déi al Bréck am Krich zerstéiert gi war, ass d'Bréck, wéi mer se elo kennen, zwëschen '53 an '55 nei opgebaut ginn. Si ass 215 m laang, an en Tablier läit op fënnef laange préfabriquéierte Bëtongsputteren.

Wéi gesot, et leeft enorm vill Trafic iwwert dës Bréck, wat ënner anerem mat sech bréngt, datt d'Ponts & Chaussées bei hire regelméissegen Inspektioune verschidde Mängel hu misse feststellen. Et ass doropshi gekuckt ginn, wat ee ka maachen, an et ass een zur Konklusioun komm, datt wirtschaftlech gesinn eng Renovéierung méi sënnvoll wier (veuillez lire: net sënnvoll wier), an aus deem Grond gëtt eng nei Bréck gebaut.

D'Konventioun, iwwert déi mir haut ofstëmmen, regelt all finanziell, steierlech, administrativ an technesch Aspekter vum Projet, déi am Laf vum Bau oder duerno beim Ënnerhalt wäerten op eis duerkommen. No den Diskus-

sioune mat deenen däitsche Vertrieder ass eng Bréck vum Typ „bow-string" festgehale ginn. Dës besteet aus engem metallene Gerüst, dat an engem Saz iwwert d'Musel gespaant gëtt, an zwar op därselwechter Plaz, wéi déi aktuell Bréck ass.

Lëtzebuerg ass federführend bei dësem Bau a mécht och déi noutwendeg Etüden, schreift d'Aarbechten aus an iwwerwaacht och de Chantier. D'Käschte ginn no engem Verdeelungsschlëssel op déi zwee Länner opgedeelt. Et ass virgesinn, datt d'Aarbechten zwee Joer laang dauere wäerten. Insgesamt soll d'Bréck 17 Millioune kaschten, wouvu laut Verdeelungsschlëssel zwee Drëttel op Lëtzebuerg zréckfalen. De Grand-Duché këmmert sech no der Fäerdegstellung och ëm den Entretien an ëm d'Inspektiounen.

Här President, Dir Dammen, Dir Hären, ee Wuert nach zum Statsrot, dee keng prinzipiell Problemer mat dësem dach wichtege Projet fir d'Stad Gréiwemaacher hat, mä deen allerdéngs d'Fro opgeworf huet, ob dës nei Bréck net besser op enger anerer Plaz ausserhalb vu Gréiwemaacher gestanen hätt an esou de Pendlerverkéier aus Gréiwemaacher erauskomm wier an d'gesamt Verkéiersopkommes a Gréiwemaacher zolidd iwwert dëse Wee reduzéiert gi wier.

Eng Fro, déi mat Sécherheet berechtegt ass an déi ech och schonns beim Bauprojet selwer opgeworf hat, déi awer dunn net zréckbehale ginn ass.

Dat gesot, Här President, ginn ech heimadder den Accord vun der CSV-Fraktioun a soe Merci fir Äert Nolauschteren!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Rapporteur Clement Merci a mir waarden dann elo drop, wat den Här Gibéryen eis zu deem Projet ze soen huet.

Discussion générale

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Zäiten änneren heibannen. Mir waren an eisem Grupp, wéi mer dee Projet hei diskutéiert hunn, iwwerzeegt, datt op d'mannst vun all Partei een aus dem Oste géif haut de Mëtteg erauskommen…

(Interruptions diverses)

…an hei d'Wuert ergräifen. A vu datt mir keen Deputéierte méi aus dem Osten hunn, hu mer gesot, well ech d'Liicht vun dëser Welt am Oste fir d'Éischt gesinn hunn, well ech do op d'Welt komm sinn, da misst ech zu dësem wichtege Projet erauskommen an och do e puer Wuert schwätzen, wou ech och wëll fir d'Éischt vun eiser Säit aus dem Kolleeg Lucien Clement Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport.

Ech wëll just eng Fro opwerfen, déi och de Rapporteur opgeworf huet, déi de Statsrot opgeworf huet. De Rapporteur huet et elo grad gesot: Fir den Iwwergank iwwert d'Musel op eng aner Plaz ze leeë wéi grad a Gréiwemaacher, wéi et elo ass, dat wier och vum Statsrot opgeworf ginn, awer et wier net zréckbehale ginn.

Ech géif et als eng Fro stellen un den zoustännege Minister, firwat datt déi Iddi net zréckbehale ginn ass. Well et wier sécherlech méi logesch gewiescht an interessant gewiescht, wann een eng nei Bréck baut, wann een déi an der Émgéigend vum Merterter Hafe gebaut hätt, do wou zum Beispill den Accès op d'Autobunn eropgeet, da wier vill Verkéier nämlech direkt op d'Autobunn eropgaangen, ouni datt en hätt missen duerch Gréiwemaacher goen.

Mir wëssen awer, datt mer net eleng an där Saach do décidéieren, datt mir dës Säit eng Autobunn hu mat engem Accès, deen ënnen op der Musel erauskënnt. Et kann eventuell sinn, datt eis däitsch Noperen nach net esou wäit waren, fir och vun hirer Säit do iwwert d'Musel ze fueren. Duerfir wier ech frou, wann den Här Minister eis géif déi Explikatioune ginn, firwat net déi Alternativ geholl ginn ass, fir iwwer eng aner Plaz iwwert d'Musel ze fueren an doduerch dee ville Verkéier a Gréiwemaacher staark kënnen ze reduzéieren.

Dat gesot, wëll ech awer soen, datt mir och dësem Projet wäerten zoustëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Gibéryen Merci, an elo kritt direkt d'Regierung d'Wuert, den zoustännegen Nohaltegkeitsminister Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Merci, Här President. Ech wäert och meng zéng Minutten net ganz voll ausnotzen, just probéieren, op déi kuerz Fro ze äntwerten, déi elo hei souwuel vum Statsrot wéi vun dem Rapporteur wéi vun dem Här Gibéryen gestallt ginn ass, fir u sech ze soen: Punkt Nummer eent, datt déi Bréck, esou wéi se elo ass a mat deem Stroossennetz, wat sech jo de toute façon op där enger Säit an op där anerer Säit haut schonns befënnt a wat befuerbar ass, do ass et absolut logesch - an dat war och d'Demande vun de Lokal-, vun de Gemengenautoritéiten -, fir déi Bréck, do wou se ass, emol frëschzemaachen, datt se esou ass, datt se kann ouni Sécherheetsbedenken, also mat voller Sécherheet an deenen nächste Jore gebraucht ginn.

Et stellt sech awer fir mech als Zousazfro, net als alternativ Fro, mä als Zousazfro, déi vun enger anerer Bréck, notamment op der Merterter Bréck, wou mer effektiv den Accès op d'Autobunn hunn. Do wësst Der, datt och vun de Ponts & Chaussées scho gekuckt ginn ass, ob et méiglech ass, esou eng Bréck do ze bauen. Einfach vum Techneschen - Faisabilitéitsstudien - ass dat parfaitement méiglech, an et géif eis souguer mat dem Rond-point, deen op Lëtzebuerger Säit da géif bestoen - an en direkten Accès op d'Autobunn -, et géif eis duerchaus arrangéieren.

Mä et muss natierlech gekuckt ginn, datt een, wann een eng Bréck op där Säit ufänkt, och op där anerer Säit se ka lande loossen, well do muss dann och de Stroossentissu esou sinn, datt en dee Verkéier, deen do lafe kann, kann accueilléieren, respektiv datt de Verkéier dohinner kënnt, fir iwwert déi Bréck ze fueren. Mir hunn och mat den däitschen Autoritéite selbstverständlech schonns doriwwer geschwat, dat ugedeit, mä mir sinn awer nach net zu Konklusioune komm, esou datt dee Projet einstweilen nach net konnt weidergedriwwe ginn.

Merci.

M. le Président.- Merci dem zoustännege Minister. Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss, a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6285 ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi n°6285 est adopté par 59 voix pour.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung vun haut de Mëtteg ukomm. D'Chamber kënnt muer nees um zwou Auer zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.07 heures)

SÉANCE 2

MERCREDI, 12 OCTOBRE 2011

Présidence: M. Laurent Mosar, Président; Mme Lydie Polfer, Vice-Président

Sommaire

1. Composition des commissions parlementaires
   - *M. le Président*
2. Déclaration de Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, sur la politique de coopération et d'action humanitaire (suivie d'un débat)
   - *Déclaration: Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire*
   - *Débat: Mme Nancy Arendt, M. Xavier Bettel, M. Marc Angel, M. Félix Braz, M. Fernand Kartheiser, M. André Hoffmann*
   - *Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire*
3. 5816 - Projet de loi relative à la concurrence - second vote constitutionnel
   - *Rapport de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire: M. Claude Haagen*
   - *Second vote constitutionnel*
4. 6291 - Projet de loi portant modification de la loi du 29 mai 2009 instituant un régime temporaire de garantie en vue du redressement économique
   - *Rapport de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire: M. Alex Bodry*
   - *Discussion générale: Mme Diane Adehm, M. André Bauler, M. Jacques-Yves Henckes, M. André Hoffmann*
   - *M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*
   - *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Marie-Josée Jacobs, MM. Jeannot Krecké et Romain Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.00 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire*.- Neen, Här President.

M. le Président.- Merci.

1. Composition des commissions parlementaires

Wat d'Kompositioun vun de parlamentaresche Kommissiounen ubelaangt, ass en Ännerungsvirschlag vun der CSV-Fraktioun eragereecht ginn, an zwar: An der Finanzkommissioun ersetzt den Här Marc Spautz den Här Lucien Thiel.

Ass d'Chamber mat dëser Ännerung averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

2. Déclaration de Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, sur la politique de coopération et d'action humanitaire (suivie d'un débat)

Haut de Mëtteg presentéiert d'Madame Kooperatiounsministesch Marie-Josée Jacobs eng Deklaratioun iwwert d'Entwécklungshëllef. Uschléissend féiert d'Chamber eng Debatt. D'Madame Ministesch huet d'Wuert.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir unzefänke wëll ech Iech soen, datt ech net an iergenden neie Club do gaange si mat menger Dekoratioun op der Stir, mä ech hat de Moien indesch Kanner op Besuch, an déi hu gesot, déi géifen den Owend de Fernseh kucken an da wiere se frou, wa se géife gesinn, datt dat nach ëmmer do wier.

(Hilarité)

Also, da wësst Der, firwat dat esou ass.

(Hilarité et interruptions)

Une voix.- Très bien!

Une autre voix.- Et ass awer net d'Äscherkräiz?

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire*.- Neen, neen, et ass nach net grad esou wäit.

Här President, Excellences, Dir Dammen an Dir Hären: «Chassez le naturel, il revient au galop.» Als Kooperatiounsministesch, mä natierlech och als fréier Ministesch vun der Chancëgläichheet erlaben ech mer, meng Deklaratioun haut unzefänke mat engem Hommage u véier Friddensnobelpräisträgerinnen. Fir unzefänken d'Laureatin vun 2004, d'Madame Wangari Maathai, mat där d'Émwelt Enn September eng vun hire prominentsten Aktivistinne verluer huet. 2011 goufen elo zwou aner afrikanesch Fraen an eng jemenitesch Fra fir hir Aarbecht a

fir hiren Asaz fir méi eng staark Roll vun der Fra geéiert.

Ech hat virun zwee Joer d'Geleeënheet, d'Presidentin vu Liberia, d'Ellen Johnson Sirleaf, perséinlech kennenzeléieren a mech mat hir iwwert d'Situatioun an hirem Land ze ënnerhalen. Dëst Gespréich hat mech deemools a menger Iwwerzeegung bestäerkt, datt d'Froe vu Sécherheet an Entwécklung enk matenee verknäppt sinn an datt een esou fragilë Situatiounen am beschte mat enger regionaler Approche begéint.

An der Stratégie sectorielle „Genre" ënnersträiche mer déi eminent wichteg Roll, déi de Fraen an esou Situatiounen an am Développement am Groussen zoukënnt. Den Zivilcourage, deen déi dräi Laureatinne vun dësem Joer auszeechent, selbstverständlech wéi och déi aner Laureatin, ass natierlech zentral, wann een als Fra an deene leschte Jore mat de Problemer vum Liberia a vum Jemen ze kämpfen hat. De Friddensnobelcomité huet dëst Joer mat senger Décisioun Wäisheet a Wäitsiicht bewisen.

Här President, d'nächst Joer, 2012, ass zu Rio de Janeiro e wichtege Rendez-vous fir all déi, deenen d'nohalteg Entwécklung um Häerz läit. Da sinn et nämlech 20 Joer hier, datt 1992 - och zu Rio - de Weltsommet iwwert den Développement durable ofgehale gouf, mat Verspriechen an Orientatiounen, déi bis haut d'Entwécklungspolitike ronderëm d'Welt mat prägen.

Zu Rio wäert d'nächst Joer versicht ginn, pertinent Äntwerten op déi global Erausfuerderunge vum 21. Jorhonnert ze fannen. Mir, déi bekannterweis d'nohalteg Entwécklung als eng gemeinsam global Erausfuerderung gesinn, wäerten eis mat beschtem Wëssen, mat all eise Moyenen an opgrond vun eisen Erfahrungen an déi Diskussioun abréngen.

Fir d'Lëtzebuerger Kooperatioun wor d'Joer 1992 ëmmer duebel wichteg: zéng Joer nodeems datt mer fir d'Éischt d'Gesetz haten, dat déi staatlech Entwécklungspolitik verankert huet, an 1992 hat zu Rio den deemolege Lëtzebuerger Statsminister Jacques Santer ugekënnegt, datt eis Entwécklungshëllef bis d'Joer 2000 soll op 0,7% vum RNB eropgoen. Een Objektiv, dat jo zilstrebeg vun deenen nofolgende Regierungen ënnert dem Premier Jean-Claude Juncker a mat groussem Asaz vu menge Virgängerinnen a Virgänger, Statssekretärinnen a Statssekretär a Ministere vun der Kooperatioun ëmgesat a souguer eropgesat gouf.

1992 wor fir d'Lëtzebuerger Entwécklungszesummenaarbecht net nëmme wéinst deem quantitativen Zil wichteg, dat festgehale gouf; 1992 wor dat Joer, an deem mir Member vum Comité d'aide au développement, dem CAD vun der OECD, gi sinn. Eng Memberschaft, déi zemools duerch déi regelméisseg Exame vun der Qualitéit vun der Lëtzebuerger Kooperatioun, den „peer reviews", bestëmmt gëtt.

Zënter 20 Joer steet d'Lëtzebuerger Entwécklungszesummenaarbecht deemno op deenen zwee onzertrennleche Piliere vun engersäits zouverlässeger Qualitéit (veuillez lire: Quantitéit) an anerersäits ambitiéiser Qualitéit am Déngscht vun der Aarmutsbekämpfung. Dat ass eng zolidd Basis, op där mer konkret Resultater konnte realiséieren an op där eisen éierlechen an effikassen internationalen Effort berout, dee mer jo och vun dobaussen unerkannt kréien.

À propos konkret Resultater: Erlaabt mer, e puer Resultater a Beispiller opzezielen, op déi mer an deene leschte Jore besonnesch houfreg woren. Et gëtt där Beispiller selbstverständlech vill, mä vill leien der och viru menger Zäit, an dofir wëll ech déi net opzielen, well ech mech net wëll mat deenen anere Leit hire Méritter hei bretzen.

Ech wéilt duerno op dat eminent wichtegt Thema vun der Politikkohärenz kommen, dann drop agoen, wéi eis Aarbecht aus internationaler Perspektiv gekuckt, gepréift an och ageschätzt gëtt, ier ech d'Situatioun an deene verschiddene Partnerlänner kommentéieren a mat der humanitärer Hëllef géif ofschléissen.

Här President, zu de Resultater:

Am Cap-Vert kruten 2011 573 jonk Leit opgrond vun hirer Beruffsausbildung e Stage an enger Entreprise. 2008 woren dat der just 57. Am Senegal goufe 642 Dierfer mat ronn 250.000 Awunner un d'Drénkwaasser an un d'Ofwaasserbesäitegung ugeschloss. Zu Rundu an zu Katima Mulilo an Namibien profitéieren haut 86.000 Leit vun enger geregelter Planung vun hire Wunnquartieren, an dat bedeit Zougang zu Drénkwaasser a Kanal, mä awer och Zougang zu de Mikrokreditter.

An der Hotelschoul zu Hué am Vietnam ginn all Joer 1.000 Schüler ausgebilt, a mir wäerten dem Grand-Duc am November bei der Statsvisite dës Schoul gäre weisen. Am Vietnam ass och e Bewässerungssystem agefouert ginn, deen eng drëtt Räisrécolte méiglech mécht. Pro Hektar ass d'Akommes vun 300 op 1.000 Dollar d'Joer eropgaangen.

Am Bezierk Dosso am Niger sinn d'Scolarisatiounstauxe vun de Kanner am Schoulalter vu 67% op 75% eropgaangen. A wat nach méi wichteg ass: Den Taux vun deene Kanner, déi hir éischt sechs Schouljoren ofschléissen, ass vun 32% op 53% geklommen.

An 13 Gemengen am El Salvador ginn haut 90% vun de Gebuerte vun Hiewannen assistéiert; ee vun deene Sujeten, déi mer d'nächst Woch mam Direkter vun dem UNO-Populatiounsfong wäerten diskutéieren, wann deen hei zu Lëtzebuerg ass.

Am Nicaragua an am Burkina Faso gëtt et haut keng improviséiert Blutttransfusiounen tëschent Familljemembere méi. Virun e puer Joer huet dës geféierlech Behandlungsmethod nach 50% vun den Transfusiounen ausgemaach. Zënterhier ass d'Kollekt vu Bluttreserven am Burkina ëm bal 100% eropgaangen an am Nicaragua iwwer 50%.

Wéinst de Kantinsprogrammen an de Schoule vum Burkina Faso schécken ëmmer méi Pappen hir Meedercher an d'Schoul. Mä d'Josette Sheeran, d'Direktesch vum Welternährungsprogramm, huet eis viru Kuerzem nach eng aner iwweraus begréissenswäert Konsequenz vun eisen Hëllefen op deem Gebitt beschriwwen: Wéinst enger Extraportioun Iesswueren, déi d'Meedercher eng Kéier an der Woch ausgedeelt kréien, halen hir Pappen drop, datt si ëmmer méi laang sollen an d'Schoul goen. Dowéinst gi si dann och méi spéit bestuet a kréien och méi spéit Kanner. Zum Beispill amplaz am Alter vu 14 Joer kréie se elo d'Kanner mat 16 oder 17 Joer, wann hire Kierper och ewell méi staark ass a si domadder och méi gesond Kanner kënnen op d'Welt setzen.

Am Kampf géint den Aids hunn haut sechs Millioune Patienten Accès zur antiretroviraler Behandlung, an d'Zuel vun der Iwwerdroung vun der Mamm op d'Kand ass staark zréckgaangen. Net méi spéit wéi muer wäert de Michel Sidibé, den Direkter vun UNAIDS, hei zu Lëtzebuerg sinn, fir iwwert d'Aids-Problematik an der Welt ze schwätzen. Hien huet jo och eng Entrevue mat där zoustänneger Chamberskommissioun.

Zënter datt mer am Burkina Faso hëllefen, d'Biodiversitéit ze schützen, konnt an engem vun deene rare Bëscher vum Land d'Aartevillfalt vun 49 op 65 Zorten eropgesat ginn, an amplaz vu 96 Beem gëtt et der haut 490 pro Hektar.

Global Partnerschafte fir d'Ëmsetzung vun de Millenniumsziler huet Lëtzebuerg virun allem doduerch ënnerstëtzt, datt mer déi Éischt woren, déi am Juni vun dësem Joer véier Haaptpartner vun de Multilateralen - den UNO-Entwécklungsfong, den UNO-Populatiounsfong, d'Unicef an den UNO-Fong fir lokal Entwécklung a Mikrofinanz - dozou bruecht hunn, een an deeselwechten Accord-cadre mat eis ze ënnerschreiwen, am Sënn vun der Harmoniséierung vun de Prozeduren a fir et eise Partnerlänner am Süde méi einfach ze maachen, mat deene sëllechen Entwécklungsacteuren eens ze ginn. Vill vun eise Partnerlänner sinn elo grad genannt ginn.

Natierlech sinn d'Resultater, déi ech opgezielt hunn, nëmmen an Zesummenaarbecht mat den nationalen Autoritéite méiglech ginn. An deem Kontext géif ech och gären d'Ambassadeuren aus eise Partnerlänner begréissen, déi de Wee op Lëtzebuerg fonnt hunn, fir duerch hir Präsenz de Mëtteg an der Chamber de Geescht vun dem Partenariat ze bezeien, an deem mer zënter Jore matenee schaffen.

Déi meescht vun de Resultater kommen opgrond vu Projeten zustanen, déi mer mat eiser nationaler Agence Lux-Development ëmsetzen. Vun dëser Plaz aus géif ech wëllen e grousse Merci soen dem Generaldirekter Gaston Schwartz a senger Équipe, mä och de Membere vun dem Verwaltungsrot, fir hiren Asaz a fir hire Professionalismus. D'Aktivitéite vu Lux-Development ginn iwwregens an dësem Moment engem Audit vun der Cour des Comptes ënnerzunn. De Ministère steet der Agence a selbstverständlech de Contrôleuren zur Säit.

Et ass deem engen oder deem anere vun Iech sécher net entgaangen, datt d'Lëscht vun deene konkrete Resultater net zoufälleg esou opgestallt gouf. All dës Resultater entspriechen nämlech op d'mannst engem vun deenen aacht Millenniumsentwécklungsziler, wéi se am Joer 2000 vun de Stats- a Regierungschefe bei der UNO ugeholl goufen. Mir wëssen haut, datt mer dës Ziler leider net alleguerten an net iwwerall bis 2015 wäerte kënnen ëmsetzen. Dräi Joer virum Stéchdatum schéngt et mer duerfir ëmsou méi wichteg, preuve à l'appui, net nëmme kënnen nozeweisen, datt eppes geschitt, mä och, wat geschitt a wat funktionéiert.

Opgrond vun de positive Resultater wéi dëse muss et méiglech sinn, an deenen nächste Joren d'Ëmsetzung vun de Millenniumsziler méi séier ëmzesetzen an deenen Honnertdausenden, déi haut nach ausgeschloss sinn, esou séier wéi méiglech ze hëllefen.

Här President, et wor mer wichteg, dësen Échantillon vu konkrete Resultater kënne virzedroen. Ech ginn nämlech dovun aus, datt d'Chamber, mä och all Lëtzebuerger an all Leit, déi hei wunnen, am grousse Ganzen e Recht drop hunn, net nëmmen ze wëssen, wat mat de Lëtzebuerger Entwécklungsgelder geschitt - duerfir maache mir jo de Rapport annuel -, mä si hunn och d'Recht ze gesinn, wat effektiv duerch eis Aktioune bewierkt gëtt a wat derbäi als nohalteg Entwécklung erauskënnt.

Et ass och esou, wéi ech den Ënnerscheed verstinn, deen haut an der internationaler Diskussioun tëschent Efficacité de l'aide an Efficacité du développement gemaach gëtt. Duerfir wäerte mir an Zukunft, am Kader vun eiser Kommunikatiounsstrategie, méi dacks a méi detailléiert Resultater vun der Lëtzebuerger Kooperatioun virstellen.

D'Resultater vun den Evaluatiounen, déi mer regelméisseg vun den Aktivitéite mat eise Partner - der Lux-Development, den ONGen an den internationalen Organisatiounen - an Optrag ginn, wäerten an Zukunft verstäerkt ausgetosch ginn. D'Entwécklungszesummenaarbecht ass keng exakt Wëssenschaft, an och dee beschte Projet kann nach verbessert ginn an och nach ausgebaut ginn.

D'Recommandatioune vun den Evaluatioune weisen eis engersäits, wou et néideg ass nozebesseren, an anerersäits, wat sech als gutt Praxis erwisen huet an derwäert ass, widderholl ze ginn. Am Kontext vun enger Evaluatiounsstrategie sollen dës Erfahrungswäerter kënnen erfaasst ginn an als Orientatioun an d'Gestaltung vun eiser Kooperatiounspolitik afléissen.

Mir wëssen, datt am Développement d'Suen eleng net duerginn. D'Qualitéit an d'Éierlechkeet am gemeinsamen Effort sinn onëmgänglech, fir nohalteg déi Changementer an enger Gesellschaft ervirzebréngen, déi der grousser Zuel vu vernoléissegte Fraen, Männer a Kanner, déi wéinst der Aarmut um Rand vun der Gesellschaft liewen, Zougang zu deenen elementaarste Rechter a soziale Servicer ginn. Den Invest an déi mënschlech an déi institutionell Capacitéite vun eise Partnerlänner ass op d'mannst esou wichteg wéi den Invest an Infrastrukturen an an technesch Équipementer.

Dës Suerg ëm de Renforcement des capacités hu mir kierzlech, no engem Échange mat Lux-Development a mam Cercle des ONG, och a Form vun enger Stratégie sectorielle zu Pabeier bruecht. D'Beispiller, déi ech opgezielt hunn, illustréieren, datt nohalteg Resultater méiglech sinn, wann de politesche Wëllen, dat finanziellt a mënschlecht Kapital an déi néideg technesch Mëttele gebündelt dozou agesat ginn, fir positiv Changementer erbäizeféieren.

Dat verlaangt ee laangwieregen Asaz an eng permanent Bereetschaft, d'Hänn net an de Schouss ze leeën, och wann d'Resultater sech net ëmmer esou séier astellen, wéi ee sech dat géif wënschen, a wann et Réckschléi gëtt, zum Beispill wéinst engem Coup d'État oder enger Weltwirtschaftskris oder heiansdo aus vill méi banale Grënn.

D'Lëtzebuerger Entwécklungs-ONGen, déi Dag fir Dag mat hire lokale Partnerorganisatiounen um Terrain schaffen, wësse vu wat ech schwätzen. An erlaabt mer op dëser Plaz, hiren Asaz, dee jo zum Deel méi laang dauert wéi dee vun der öffentlecher Säit, ze wierdegen an hinnen e grousse Merci ze soe fir déi konstruktiv Zesummenaarbecht mam Ministère, am Interessi vun deenen äermste Populatioune ronderëm d'Welt.

Ech géif wëlle stellvertriedend fir si alleguerten hei den Här Jos Hilger ervirhiewen, deen no 45 Joer aktiver Aarbecht an Asaz fir d'Fondatioun Raoul Follereau dëst Joer a senger Organisatioun de Presidenteposten ofginn huet.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Très bien!

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Mir wëssen d'Begeeschterung vun den ONGe fir d'Saach ze schätzen, grad wéi hir Roll als proaktiven Deel vun enger engagéierter Zivilgesellschaft, déi legitimerweis hire Suergen, Iwwerleeungen, Propositiounen a Fuerderungen Ausdrock muss kënne ginn. Den Dialog mam Ministère leeft zënter Joren iwwer flexibel strukturéiert Weeër, sief et am regelméissegen Aarbechtsgrupp mam Cercle des ONG, am direkte Gespréich mat de Mataarbechter aus dem Ministère oder, wéi kierzlech erëm, während den Assisen.

Mir deelen d'Suerg vun den ONGen ëm d'Nohaltegkeet vum internationalen an och vum nationalen Effort an der Entwécklungszesummenaarbecht, ouni déi d'Fortschrëtter bis haut an d'Perspektive fir muer riskéieren ze verdämpen.

Mir deelen och d'Suerg vun den ONGen ëm d'Effikassitéit vun der Hëllef an ëm d'Kohärenz vun de Politiken, déi Effikassitéit vum Développement soll mat vergréisseren. Als Regierung kënne mer eis natierlech net erlaben, mat öffentleche Gelder kontraproduktiv Politiken ze maachen. D'Gréisst an d'Organisatioun vum Regierungsverwaltungsapparat grad wéi vun eisem öffentleche Liewen am grousse Ganzen erlaabt eis nach ëmmer ze wëssen, datt déi lénks Hand weess, wat déi riets Hand mécht. D'Kohärenz vu Politike kann een deemno zu Lëtzebuerg gutt organiséieren; et kann ee se allerdéngs net dekretéieren!

Fir d'Diskussioun ëm d'Kohärenz vun de Politike fir den Développement ze féieren, hu mer de Comité interministériel, deen, wéi d'Gesetz et virgesäit, vun der Regierung agesat gouf an deen den Optrag huet, zu alle Froe ronderëm d'Kooperatioun, also och zur Kohärenz vun de Politike fir d'Entwécklung, Stellung ze huelen an der Regierung Avisen ze maachen.

Zënter engem gudde Joer huet dëse Comité regelméisseg en Austausch mat den ONGen, an den Direkter vun der Kooperatioun, als President vum Comité interministériel, suergt fir dee konkrete Suivi an engem Fall vu Politikinkohärenz, deen der Entwécklung am Süde kéint schueden. De Comité hélt awer keng Décisiounen. All Comité ass e konsultativt Organ a kann also keng Décisioun huelen. Seng Compte-renduë kréien ech, oder Dir fannt se awer selbstverständlech um Internet. Wann et néideg ass a méi wéi ee Minister betraff ass, gesinn ech mech an der Flicht, de Sujet um adequaten Niveau opzewerfen, zum Beispill am Regierungsrot.

Hei e Beispill, fir ze illustréieren, wéi dat an der Praxis ka goen: Viru genee véier Méint, den 12. Juli, hunn d'ONGen, am Gespréich mam Comité interministériel, bedauert, datt Indien an de Verhandlunge mat der Europäescher Kommissioun ëm en Accord de libre échange bis elo refuséiert huet, eng Klausel iwwert den Développement durable mat anzebauen. Ee Fall vu Politikinkohärenz, deen effektiv d'Suerg ëm d'nohalteg Entwécklung an Indien kéint verwässeren. Deemno d'Fro vun den ONGen un d'Regierung, zu Bréissel ze intervenéieren, fir hirer Revendicatioun, déi eis absolut legitim schéngt, Nodrock ze ginn.

Net méi spéit wéi de 26. September huet beim Ministeschconseil iwwert den Aussenhandel de Lëtzebuerger Vertrieder, zesumme mat de Vertrieder vun Dänemark an Holland, dëse Punkt nach eng Kéier opgeworf, wourop den zoustännege Kommissär Karel De Gucht sech engagéiert huet, dës Fro erëm mat den indeschen Autoritéiten opzewerfen an drop ze insistéieren, wéi wichteg ee Verweis op nohalteg Entwécklung der Europäescher Unioun an engem internationale Vertrag iwwer Aussenhandel ass.

Deemno ass et haut net nëmme virgesinn, datt hei zu Lëtzebuerg d'Ministèren an d'Verwaltunge grad wéi och d'Zivilgesellschaft Froen zur vermeintlecher Politikinkohärenz am Kontext Développement kënnen an engem zoustännege Gremium opwerfen, mä et besteet och, wéi d'Beispill et weist, eng effikass Prozedur, fir Fäll vu konkreter Inkohärenz ze behandelen an ze tranchéieren.

Et ass mir als Kooperatiounsministesch ëmsou méi wichteg, dat behaapten ze kënnen, well de Comité d'aide au développement vun der OECD eis 2008 ugeroden hat, eis ëm eng effikass Manéier ze beméien, fir d'Kohärenz vun de Politike fir den Développement ze garantéieren.

En anert Beispill, bei deem d'Kohärenz vun de Lëtzebuerger Politiken a Fro gestallt gëtt, well negativ Auswierkungen op den Développement vun den Entwécklungslänner ze fäerte sinn, ass de Kampf géint de Klimawandel. An do kréien ech heiansdo ënnerstallt, ech géif näischt verstoen, an d'Kooperatiounspolitik géif no de Prioritéite vun anere Politikberäicher gestalt ginn. Dat stëmmt selbstverständlech net!

Mä de Minister fir nohalteg Entwécklung géréiert de Kyoto-Fong, an net de Kooperatiounsminister; gradesou wéi den Aussenhandelsminister d'Lëtzebuerger Wirtschaft am Ausland promouvéiert, an net de Kooperatiounsminister. Den Immigratiounsminister an de Famillejeminister këmmere sech zu Lëtzebuerg ëm d'Flüchtlingen, an och net de Kooperatiounsminister - wann dat och zoufälleg op enger vun deenen zwou Plazen deeselwechten dës Kéier ass.

De Kooperatiounsminister par contre definéiert déi grouss Stoussrichtunge vun der Entwécklungshëllefpolitik. Mir bedeelegen eis an deem Kontext ganz aktiv un den internationalen Diskussiounen, wéi se an der Europäescher Unioun, an der OECD, bei der UNO an anerwäerts gefouert ginn, a mir huelen international Engagementer, wéi zum Beispill dat ëm Politikkohärenz, net liichtfankeg.

Eng Kéier am Joer, esou wéi haut - an op Wonsch vun der Chamber ass dat jo am Oktober - sti mer hei dem Plenum... Froen an Äntwert... neen, äntwerte mer op Froen, an net nëmmen iwwert de Budget oder iwwert d'Zuel vun den Zillänner, mä generell iwwert déi Politik. D'Chamberskommissioun gesinn ech méi dacks, op d'mannst all Kéier, ier mer en neie PIC mat engem Partnerland sollen ënnerschreiwen oder aner wichteg Dossieren - wéi d'Konferenz vu Busan, op déi ech nach zréck wäert kommen -, an all Kéier, wann de Wonsch vun der Kommissioun besteet. An ech wëll hei dem President, dem Ben Fayot, an alle Membere Merci soe fir déi gutt Zesummenaarbecht, déi mer an der Kommissioun hunn.

Et ass och mëttlerweil eng etabléiert Praxis, datt héichrangeg Gäscht aus de Partnerlänner oder Partnerorganisatioune sech bei d'Chamberskommissioun virstelle kommen, fir déi zentral Froe vun hire Politiken a vun hire Mandater ze presentéieren. D'Kooperatiounspolitik gëtt och vum Public am grousse Ganze vun no suivéiert, an duerfir suergen d'ONGen, wat mer begréissen, well domat d'Leit fir d'Entwécklungshëllef sensibiliséiert ginn.

Nohalteg Entwécklung huet Aspekter aus dem Ekonomeschen, dem Sozialen an dem Ëmweltpoliteschen; duerfir déi heefeg Iwwerschneidungsmomenter tëschent Kooperatiounspolitik an anere politesche Felder. An natierlech gëtt et eng kollektiv Responsabilitéit vun der Regierung, fir de Regierungsprogramm ëmzesetzen. Mä eis Aarbechtsopdeelung an d'Aktivitéiten, déi drunhänken, berouen op kloren a gesonde politesche Choixen, zu deene mer stinn.

Et kann an et soll net jiddwereen alles maachen. Mä Regierungsverantwortung heescht fir mech selbstverständlech och, net a strenge Siloen ze denken an ze schaffen. Réseauen a Querverbindunge mussen net nëmme méiglech sinn, si sollen identifizéiert an zum gréissere Gudden agesat ginn, wéi zum Beispill an der Mikrofinanz, wou d'Zesummenaarbecht tëschent ONGen, Ministèren an dem Finanzsecteur eng alternativ Quell fir de Finanzement vun Entwécklungsaktivitéiten am Süden opgedoen huet.

Et geet jo drëm, datt sektoriell Kompetenzen a Politiken, vun enger Regierung a vun aneren Acteuren, sech géigesäiteg stäerken an net schwächen, och a virun allem am Sënn vun der Entwécklung. Dann ass et méiglech, datt d'Lëtzebuerger Kooperatioun no de Regele vum CAD mat de Partnerlänner Projete fir „Clean Development Mechanisms" identifizéiert, formuléiert an duerno dem Kyoto-Fong fir de Finanzement vun der Ëmsetzung ënnerbreet.

Am Senegal hu mer zum Beispill vu Kooperatiounssäit e Projet positiv aviséiert, fir eng Zockerfabrik esou ze sanéieren, datt se manner Zäregasen ausstéisst. Wa bei der Aktioun um Enn och nach Emissiounszertifikater fir Lëtzebuerg erausfalen, dann hu mer, menger Meenung no, dräimol gutt geschafft, well doriwwer eraus och d'nohalteg Entwécklung vum Partnerland ënnerstëtzt an net verwässert gëtt a well d'Integritéit vun eisem Entwécklungshëlleffeffort doduerch net ugekraazt gëtt.

Här President, d'nächst Joer am Mäerz leeft de fënneften Examen par les pairs un, deem sech d'Lëtzebuerger Kooperatioun ënnerzitt, zënter mer 1992 dem CAD bäigetruede sinn. Da wäert och Rieds vu Politikkohärenz goen. Mir kucken deem Exercice mat konstruktiver Spannung entgéint, déi et eis ewell an der Vergaangenheet erlaabt huet, net nëmme retrospektiv eng gutt Zensur ausgestallt ze kréien, mä eis awer och d'Méiglechkeet gëtt, d'Lëtzebuerger Entwécklungspolitik, mat all hire Facetten, Instrumenter, Aktiounsgebidder a Partnerrelatiounen, am Sënn vun enger méi grousser Effikassitéit an der Aarmutsbekämpfung auszebauen.

An eiser Interventiounsstrategie stelle mer eis an den Déngscht vun enger Welt ouni Honger an Aarmut, ouni Gewalt an Angscht an ouni Ongerechtegkeet an Diskriminatiounen. D'Recommandatiounen aus der „peer review" vum CAD wäerten dozou bäidroen, eis esou opzestellen, datt mer dësem extrem ambitiéisen Zil Stéck fir Stéck méi no kommen. Eis intern Organisatioun, eis Manéier fir ze schaffen an eis Interaktioune mat eise Partner aus dem Norden an dem Süden gi während esou engem Examen op Häerz an Niere gepréift.

De quantitativen an de qualitativen Effort vun der Lëtzebuerger Kooperatioun gëtt genee ënnert d'Lupp geholl. Éischtens, fir ze gesinn, ob mer eis Politik an eis Aktiounen no deenen international gültege Regelen a Referenze gestalten, an zweetens, fir ze préiwen, ob mer se dann och deementspriechend an der deegleicher Praxis ëmsetzen. Duerfir wäerten d'Examinateuren an d'Sekretariat vum CAD sech an enger éischter Phas op Lëtzebuerg déplacéieren, fir sech mat eis an allen Acteure vun der Kooperatioun - also och mat der zoustänneger Chamberskommissioun - auszetauschen.

Duerno ass eng Missioun, ouni eis direkt Bedeelegung, an engem vun eise Partnerlänner geplangt, fir sech virun allem e Bild doriwwer kënnen ze maachen, a wéi engem Mooss d'Lëtzebuerger Kooperatioun op der Plaz no de politeschen a sektoriellen Entwécklungsprioritéite vum Partnerland handelt. Duerno maachen d'Examinateuren dann hire Rapport, zu deem ech am November d'nächst Joer an der Plénière vum CAD wäert Stellung huelen.

Dir gesitt, dësen Exercice ass duerchaus eescht ze huelen, wann ee wëllt, wéi d'Lëtzebuerger Regierung, bei deene sinn, déi d'Entwécklungszesummenaarbecht héichhalen an no héchsten international unerkannte Standarde praktizéieren. Dozou gehéiert natierlech och eng adequat gesetzlech Grondlag. Déi legislativ Prozedur, fir d'Gesetz vum 6. Januar 1996 iwwert d'Entwécklungszesummenaarbecht ze iwwerschaffen, leeft, a mir hoffen, datt mer virun der „peer review" en neit Gesetz hunn, dat op der Erfahrung vun deene leschte 15 Joer fousst, déi néideg Upassunge beinhalt an d'Flexibilitéit huet, fir adequat op en Ëmfeld an der Entwécklungspolitik kënnen ze reagéieren, dat net méi wiesselhaft kéint sinn.

Och de globale Kontext, an deem mer eis dagdeeglech mat eiser Aarbecht bewegen, ännert sech nom Rhythmus vun den internationale Bezéiungen am Groussen an am Ganzen, a vun de Verhandlungen iwwert d'Entwécklungsprioritéiten a -modalitéiten am Speziellen. De CAD huet an der Zäit d'Gesetz vun 1996 als eent vun deene modernste Gesetzer iwwer Kooperatioun gelueft. Ech wënsche mer datselwecht Qualitéitsuerteel fir deen neie Gesetzestext. An de Ministère steet der Chamber selbstverständlech fir deen néidegen Austausch an dësem Dossier zu all Zäit zur Verfügung.

Här President, ier de CAD mat sengem Exame vun der Lëtzebuerger Kooperatioun ufänkt an eis eng nei Zensur ausstellt, wollt ech d'Geleeënheet awer net verpassen, fir drop hinzeweisen, wéi mer och vun anerer Säit gesinn an agestuft ginn. D'lescht Woch huet déi international bekannten hollännesch ONG „Action-Aid" hiren drëtte Rapport erausginn, an deem d'Donateurslänner op de reelle Wäert vun hirer Entwécklungshëllef ënnersicht ginn. „Action-Aid" definéiert d'reell Hëllef als eng Hëllef, déi net u Konditioune gebonnen ass, weder kommerzieller nach anerer Natur; eng Hëllef, déi et dem Partnerland erlaabt, um Chauffeurssëtz vu senger Entwécklungspolitik ze sëtzen; eng Hëllef, déi dem Partnerland och keng onerwënschten Assistance technique opzwéngt.

An deem Rapport ass ze liesen, datt Lëtzebuerg sech och no dëse Kritären am Spëtzegrupp vun den Donateuren erëmfënnt, sief et nom Prozentsaz vun der reeller Hëllef par rapport zu Gesamthëllefen oder zum nationale Räichtum, sief et mat engem nidderegen Undeel vun Assistance technique, oder mat enger Hëllef, déi net u kommerziell Interesse gebonnen ass.

Et schéngt mer wichteg ze sinn, datt positiv Appréciatiounen iwwert d'Qualitéit vun eiser Entwécklungszesummenaarbecht aus verschiddenen Ecke kommen, an net nëmme vun eise Partner oder vun Organisatiounen, an deene mer Member sinn. Dat dréit sécher zur Kredibilitéit vun eisem Effort bäi.

Ëm Glafwierdegkeet wäert et och Enn November um 4. Internationale Forum iwwert d'Effikassitéit vun der Hëllef zu Busan a Korea goen. No deene wichtege Rendez-vouse vu Paräis am Joer 2005 an zu Accra 2008, op deenen d'Donateuren an d'Bénéficiairë vun der Hëllef sech dozou engagéiert haten, fir d'Wierksamkeet vun der Hëllef ze verstäerken, gëtt zu Busan elo Bilan gezunn.

D'Lëtzebuerger Kooperatioun huet an deene leschte Jore grouss Effortë gemaach, fir eisen Engagementer aus der Déclaration de Paris gerecht ze ginn, dat heescht, fir eis besser op d'Prioritéite vun de Partnerlänner ze alignéieren, fir de Partner ze erlaben, sech d'Hëllef unzeeegnen, fir d'Prozedure mat aneren Donateuren ze harmoniséieren, op Resultater hinzeschaffen an eisen Deel vun der Responsabilitéit fir d'Entwécklung an de Partnerlänner ze droen.

Mir hunn duerfir zum Beispill an der drëtter Generatioun vun eise Programmes indicatifs de coopération, de PICen, méi wéi jee de politeschen a sektorielle Prioritéite vun eise Partnerlänner Rechnung gedroen. Mir hu Lux-Development gefrot, hir intern Prozeduren, do wou et méiglech ass, op déi national Finanzmechanismen a Prozedure vum Partnerland ofzestëmmen. Mir si mat aneren Donateuren op de Wee vun der Coopération déléguée gaangen, fir esou wäit wéi méiglech eis respektiv Virdeeler zum Droen ze bréngen.

Konkret heescht dat zum Beispill, datt mer am Norde vum Mali, zu Kidal, trotz der aktueller Sécherheetssituatioun, op Demande vun der Regierung, als ee vun deene leschte Partner am Beräich vum Développement local täteg bleiwen. Dat heescht och, datt mer eis um Cap-Vert virsiichteg un den Appui budgétaire sectoriel am Beräich vun der Beruffsausbildung eruntaaschten. Dat heescht, datt mer zum Beispill am Laos eise Programm am Gesondheetsberäich konnten ausbauen, well déi belsch Kooperatioun sech aus deem Land zréckzitt an eis hire Reschtbudget zur Verfügung stellt.

Här President, iwwert deem internationalen Développementsagenda däerfen natierlech eis bilateral Relatioune mat eise Partnerlänner net ze kuerz kommen. Ouni hei e kompletten Tour d'horizon maachen ze wëllen, schéngt et mer wichteg, op dräi Fäll méi spezifesch anzegoen, ier ech nach e puer Wierder iwwert d'humanitär Situatioun wollt soen.

Wéi mäi Virgänger, de Jean-Louis Schiltz, et ewell 2009 op dëser Tribün ugekënnegt hat, leeft eise bilaterale Kooperatiounsprogramm an Namibien dëst Joer aus. Dat geschitt natierlech an Ofsprooch mat der namibescher Regierung. Namibien ass zënter Joren net méi op der Lëscht vun deenen ärmste Länner, wat fir eis keen absolute Grond ass, fir d'Kooperatioun auszkléngen ze loossen, mä trotzdeem mat an d'Décisioun eragespillt huet. Fir d'Clôture vun eisem Programm an Namibien ofzeronnen, schléissen ech et net aus, nach deen een oder deen anere multinationale (veuillez lire: multilaterale) Programm dohannen ze ënnerstëtzen. Aus Grënn vu Kohärenz géif ech dat éischter awer an engem sous-régionalë Kontext gesinn.

Sécher ass, datt d'Lëtzebuerger Kooperatioun an a mat Namibien vun deene leschten 18 Joer enger Ex-post-Evaluatioun ënnerzu wäert ginn, fir mat deem richtege Recul e kritesche Bléck op verschidde strategesch an operationell Décisiounen ze werfen.

D'lescht Joer am Mäerz hat ech a menger Ried virun der Chamber d'Hoffnung ausgdréckt, datt de Niger esou séier wéi méiglech zréckfënnt op d'Schinn vun der demokratescher Legitimitéit. Ech sinn zefridden, haut feststellen ze kënnen, datt dat mëttlerweil geschitt ass. No engem Joer Militärjunta, déi géint den Expresident Tandja geputscht hat, nodeems dësen 2009 d'Verfassung violéiert hat, ass am Januar no faire Wahlen de Mahamadou Issoufou als neie President ervirgaangen an zënter ufanks Abrëll am Amt. D'Verfassungskris, déi d'Land während 18 Méint politesch gelähmt huet, wor domat eriwwer an déi international Donateuren hunn hir Aktivitéiten erëm opgeholl.

Och d'Lëtzebuerger Kooperatioun, déi während där Zäit all nei Projeten op Äis geluecht hat, kann elo erëm mat der Identifikatioun an de Formulatioune vun neien Aktivitéiten uknäppen. Dat mécht mer ëmsou méi Freed, well d'Populatioun laang genuch duebel gelidden huet: eng Kéier ënnert der schlechter politescher Leedung, an zweetens wéinst der Aarmut an der Liewensmëttelonsécherheet, deenen dëst Land aus dem Sahel bal chronesch ausgesat ass an déi säin Développement ëmmer erëm bremsen.

Enn dës Mounts fiert eng Lëtzebuerger Delegatioun, wou och de Finanzminister derbäi ass, an de Niger, fir sech a Gespréicher mat den neie politesche Responsabelen iwwert d'Manéier ze ënnerhalen, op déi Lëtzebuerg am nëtzlechsten hëllefe kann. D'Suerge vum Niger si laang net eriwwer, an de Réckfloss vun nigereschen Immigranten, déi a Libyen hir Aarbecht verluer hunn, grad wéi eng Flut vu Waffen, déi och ongehënnert an illegal no Süde fléisst, si just déi rezentste vun enger ganzer Rëtsch Erausfuerderungen, déi sech dem Land stellen.

Am Norde vun der Sahara, an Tunesien, wierken d'Konsequenze vum „arabesche Fréijoer" sech glécklecherweis méi positiv aus. Nom Départ vum ale Regime waarde mer gespaant op d'Wahle fir eng Assemblée constituante, déi elo den 23. Oktober solle stattfannen. Am Verglach mam Niger kann Tunesien natierlech vun engem aneren Ausgangspunkt duerchstarten. Trotzdeem sinn d'Problemer net ze ënnerschätzen, déi sech zemools bei der Entwécklung vun de Géigende bannen am Land weisen, déi an der Vergaangenheet staark vis-à-vis vun de Küstegebidder vernoléissegt goufen. D'Gespréicher vun enger Lëtzebuerger Delegatioun mat den tuneseschen Autoritéiten hu gewisen, datt ganz staark op d'Hëllef vu bausse gezielt gëtt.

Op Ufro vun der Europäescher Investitiounsbank si mer amgaangen ze kucken, a wéi engem Mooss mer der BEI hir Hëllef fir de Mikrofinanzsecteur an Tunesien kënnen ënnerstëtzen. Eng konkret Demande ass och un eis erugedroe ginn, fir d'bonne Gouvernance ze festegen. Vusäite vun der Zivilgesellschaft gëtt eng tunesesch Kulturwoch fir deen éischten Anniversaire vun der „Jasmin-Revolutioun" geplangt. Mir hunn eisen Appui do zougesot. Parallell dreiwe mer awer och d'Iddi vun enger trilateraler Kooperatioun tëschent Lëtzebuerg, Tunesien a Partnerlänner aus der Sahelzon am Beräich vun der Beruffsausbildung virun.

An anere Regioune vun der Welt ass eis Hëllef éischter a Form vun Aide humanitaire gefuerdert. D'Situatioun um Horn vun Afrika bleift dramatesch. Iwwer zwielef Millioune Mënsche leiden hei un Honger, akuter Ënnerernährung a Krich. Als Chance am Ongléck muss een héchstwahrscheinlech wäerten, datt d'Zuel vun den Doudesaffer an de Länner ronderëm Somalien net esou héich ass, wéi dat a viregte Krisen de Fall wor.

Preventiv Moossnamen, ënner anerem vum Programme alimentaire mondial an den ONGen op der Plaz, schéngen hei gehollef ze hunn, dat Schroost ze vermeiden. D'Lëtzebuerger Hëllef fir d'Affer vun der Hongersnout beleeft sech bis elo op 3,5 Milliounen Euro, a mir hunn 1,5 Millioune virgesi fir d'Rehabilitatioun no der Kris. Ech wor frou, während den Assisë vun der Madame Josette Sheeran, der Directrice exécutive vum PAM, ze héieren, datt och an dëser Situatioun d'Hëllef vu Lëtzebuerg eng vun deenen éischte wor.

Här President, méi rapid Hëllef versprieche mer eis natierlech och duerch de Projet „emergency.lu". Ech wollt Iech haut kuerz iwwert d'Fortschrëtter vun dëser origineller a villversprieche Initiativ informéieren. A kuerze Wierder geet et heibäi drëm, mat Know-how vu Lëtzebuerg en neie Bausteen zum Dispositif vun der internationaler humanitärer Hëllef bäizedroen, nämlech d'Telekommunikatioun am Fall vun enger humanitärer Katastroph erëm esou séier wéi méiglech hierzestellen. Ouni modern Telekommunikatioun gëtt et nämlech keng effikass Koordinatioun an engem Krisegebitt, an domat versträichen dacks déi éischt 72 nëtzlech Stonnen no enger Katastroph, an deenen nach Mënscheliewe kënne gerett ginn.

De Lëtzebuerger Know-how besteet an dësem Fall aus dem Wëssen, der Erfahrung an de Capacitéite vu verschiddenen Opérateuren aus dem Privatsecteur engersäits, de Firmaen HITEC an SES Astra TechCom, am Beräich Telekommunikatioun a Satellit, an anerersäits der Luxembourg Air Rescue an der Protection civile, well no der Äerdbiewekatastroph op Haiti huet de Ministère d'Initiativ geholl, fir dëst Fachkënnen a -wësse beieneenzeleeën an eng Äntwert op e Besoin ze fannen, deen och ewell vun internationaler Säit erkannt gi wor, op deen et awer bis elo keng zefriddestellend an integréiert Äntwert gouf.

Zënter datt ech Iech an der Chamber fir d'Éischt am Mäerz 2010 heivu geschwat hat, goufen Dosende vu Réuniounen heiheem an dobausse mat internationale Partner an Négociatioune gefouert, déi eis et erlaabt hunn, dëst Joer am Abrëll e Kontrakt mat de Partner aus dem Privatsecteur ze ënnerschreiwen, fir de Projet virunzeentwéckelen a bis Enn dës Joers operationell ze hunn. Et ass eis Intentioun, der internationaler humanitärer Communautéit „emergency.lu" während deenen nächsten dräi Joer als „global public good" zur Verfügung ze stellen, fir en um Terrain ze testen, ze préiwen an ze verfeineren.

Deen héije Käschtepunkt vu 17 Milliounen Euro iwwer véier Joer aus dem Kooperatiounsbudget gëtt doduerch ofgefiedert, well „emergency.lu" virun allem als „public private partnership" geduecht wor. Dat heescht, am Ufank steet déi öffentlech Missioun vun der humanitärer Hëllef, mat öffentleche Fongen. Privat Capacitéiten erlaben et, dës Missioun méi effikass ze maachen an engem objektive Besoin nozekommen. Déi technesch Infrastrukturen a Capacitéiten, déi vun der öffentlecher Hand finanzéiert goufen, kënnen tëschent Urgence-Situatiounen un aner öffentlech a privat Acteure mat Développements- an humanitärem Mandat verlount ginn an droen iwwert dee Loyer zum nohaltege Finanzement vun der initialer öffentlecher Missioun bäi.

Vum PAM, dee bei der UNO federführend fir Telekommunikatioun an Urgence ass, krute mer gesot, datt d'Natur vun hirer Aarbecht net wäert changéieren, mä datt se wéinst „emergency.lu" hir Aarbecht elo wäerte besser a méi séier maache kënnen. Op den Assisë vun der Kooperatioun vu virun engem Mount wor d'Direktesch vum PAM formell: „This will save lives!" D'nächst Woch stelle mer der EU-Kommissärin Georgieva „emergency.lu" vir, duerno am Europaparlament an am Dezember bei dem UN-Koordinatiounsbüro fir humanitär Hëllefen zu New York.

Här President, d'Entwécklungszesummenaarbecht ass an däerf kee Selbstzweck sinn. Esou wichteg et och ass, datt mer zesummen als international Gemeinschaft an och heiheem op nationalem Plang déi richteg Regelen a Referenzen, déi néideg Moyenen a Kontrollen definéieren, duerch déi mer no méi Effikassitéit a besser Effizienz vun der Kooperatioun striewen, däerfe mer awer net iwwert de Prozesser vergiessen, fir wie mer schaffen.

Ob mer an Afrika, Asien oder Latäinamerika mat de Partnerlänner iwwer hir Entwécklungsprioritéite schwätzen, ob mer eis zu New York, Genève oder Paräis fir méi a besser Hëllef asetzen oder ob mer deemnächst dat neit Gesetz finaliséieren a stëmmen, et mussen zu all Ablack d'Kanner, d'Fraen an d'Männer, déi Dag fir Dag ënnert den terribele Konsequenze vun der Aarmut leiden, am Mëttelpunkt vun eisen Iwwerleeungen, Décisiounen an Aktioune stoen. All deenen, déi sech duerfir asetzen an all Dag duerfir schaffen, mäi groussen an éierleche Merci! An dozou gehéieren och meng Mataarbechterinnen a Mataarbechter aus der Kooperatioun am Ausseministère.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, an ech ginn der Madame Kooperatiounsministesch Marie-Josée Jacobs Akt vun hirer Deklaratioun. Mir kommen elo zur uschléissender Debatt. D'Riedezäit ass hei nom Modell 2 festgesat, an et hu sech bis elo ageschriwwen: d'Madame Arendt, den Här Bettel, den Här Angel, den Här Braz, den Här Kartheiser an den Här Hoffmann. Als éischt Riednerin ass déi honorabel Madame Nancy Arendt agedroen. Madame Arendt, Dir hutt d'Wuert.

Débat

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Merci, Här President. Här President, Excellences, Madame Ministesch, Dir Dammen an Dir Hären, am Lidd „Imagine" séngt den John Lennon, mir sollten eis virstellen, wéi et wier, wann et keng Länner géif ginn, keng Reliounen, näischt fir een ëmzebréngen, kee Besëtz, kee Grond fir gaaschteg oder hongreg ze sinn. „Stellt Iech vir", séngt dee legendären, leider verstuerwene Beatles-Sänger, „all d'Mënsche géifen einfach am Fridden zesumme liewen an all eng Welt zesummen deelen".

A gläich drop séngt en: „You may say I'm a dreamer, but I'm not the only one!" Natierlech...

M. le Président.- Här Kartheiser? Erlaabt Der, Madame Arendt, datt den Här Kartheiser lech eng Fro stellt?

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Jo natierlech, Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Merci. Ech sinn e bësschen iwwerrascht. Ech wollt just d'Madame Arendt froen, ob si am Numm vun der CSV elo schwätzt: „Stellt Iech vir, et gëtt keng Reliounen, da géifen d'Leit am Fridde liewen." Ech wier frou, wa si eis dat do nach kéint e bësse méi erklären, well dem John Lennon säi Lidd ass jo ganz schéin, mä et stellt awer eng ganz Rei Froen, déi vläicht sollte gekläert ginn. Ass d'CSV der Meenung: „Stellt Iech vir, et géife keng Relioune ginn an da géife mer all am Fridden zesumme liewen?"

Merci.

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Ech hunn net gesot, wat d'CSV gesot huet. Ech hunn e Sänger zitéiert, dee säi Lidd hei gesongen huet.

(Interruptions)

M. le Président.- Sou, elo schwätzt ganz eleng d'Madame Arendt. Lauschtert emol der Madame Arendt no, Här Kartheiser.

(Brouhaha)

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- A vläicht, fir den Här Kartheiser direkt ze berouegen, si meng nächst Wierder: Natierlech leien tëschent deem, wat gesonge gëtt an der Wierklechkeet dacks Welten.

(Interruption)

Mä mir däerfen dësen Dram an d'Hoffnung, fir de Mënschen, deenen et net esou gutt geet, ze hëllefen net opginn! Grad elo, a wirtschaftlech gesi méi schwéieren Zäiten, ass et wichteg, positiv an d'Zukunft ze kucken. Grad elo musse mer dee Wee vun der Entwécklungshëllef, dësen esou wichtege Beräich fir eist Land, deen eis och an Zwëschenzäit richteg un d'Häerz gewuess ass an op dee mer och houfreg kënne sinn, entschlosse weidergoen.

Grad elo si mer eis och bewosst, datt mer riicht weider sensibiliséiere musse fir dës esou wichteg Thematik.

Dofir si mir als CSV dankbar, datt hei an der Chamber eemol am Joer eng méi laang Debatt iwwert d'Entwécklungshëllef stattfënnt. Dës Debatt gëtt eis d'Méiglechkeet, ëmmer nees op en Neits drop hinzeweisen, ënner wéi engen dramatesche Konditiounen nach ëmmer Millioune vu Leit liewe mussen, an et erlaabt eis och, e Bilan vun den internationalen an nationalen Ziler ze zéien, déi um Niveau vun der Entwécklungshëllef festgehale gi sinn.

Mir sinn och frou iwwer eisem Finanzminister, dem Luc Frieden, seng Ausso net méi spéit wéi d'lescht Woch beim Dépôt vum Budget, datt mer eben „net nëmmen eleng op dëser Welt sinn" an datt mer weider un eisem 1% vum BIP vun der Entwécklungshëllef festhale wëllen, a wou 314.000 Euro méi ageplangt sinn, wat e Plus ass vu 5%, wat eisen Engagement am weltwäite Spëtzepeloton bestätegt.

Léif Frënn, ech fannen et traureg, wa mer eisen Engagement fir d'Entwécklungshëllef verteidege mam Argument, net nach méi Flüchtlinge bei eis op Lëtzebuerg ze kréien, an esou den traurege Message vermëttelen, datt mir Entwécklungshëllef maachen, fir schlussendlech eis selwer alt net erëm ze vill ze schueden.

Entwécklungshëllef soll gemaach ginn, well mer et einfach ongerecht fannen, datt d'Plaz, wou een op d'Welt kënnt, driwwer décidéiert, ob een eng Perspektiv am Liewen huet oder net, well mer net gären an enger verrécktener Welt liewen, wou op där enger Säit Mënsche sech Fett ofsauge loossen, well se ze vill giess hunn, an op där anerer Säit all Dag Mënsche stierwen an erhéngeren, well se net genuch hunn.

An Entwécklungshëllef soll gemaach ginn, well mer dach eis allze modern Welt gären a Fro stellen - wa mer et fäerdegbréngen, Mënschen op de Mound ze schécken a geschwënn Tourismus am All ze entwéckelen, mä wa mer awer net genuch fir all Kand parat hunn, fir datt et iwwerliewe kann.

Léif Kolleegen, a menger Ried wollt ech fir d'Alleréischt am Detail op zwou vun den Haapterausfuerderungen, déi sech an der Entwécklungshëllef stellen, agoen: déi ongerecht Verdeelung an de Bevölkerungszouwuess. Da wéilt ech kuerz op verschidde Millenniumsobjektiver ze schwätze kommen. An engem drëtten Deel wollt ech mech mat der europäescher Entwécklungshëllef auserneesetzen, fir schliesslech da kuerz och nach op den nationale Kontext vun eiser Entwécklungshëllef ze kommen.

Niewent dem Bevölkerungszouwuess, dem Klimawiessel, de klammende Pëtrolspräisser an de Spekulatioune mat Liewensmëttel bleift an ass et virun allem déi ongerecht Verdeelung an eiser Welt, déi deenen engen et erlaabt, hir Piscinë mat Waasser ze fëllen, während déi aner kee Waasser hunn, fir ze drénken. Dëst kann an däerf eis net egal sinn, geneesou wéineg wéi déi batter Realitéit, datt 1% vun der Weltbevölkerung 40% vum weltwäite Räichtum geheieren an datt déi 20% Räich eleng 80% vun de weltwäit produzéierte Gidder konsuméieren.

Dat wierklech Paradoxt un dëser Situatioun ass awer, datt eis Äerd méi wéi genuch z'iesse fir jiddwer Mënsch bitt. Allerdéngs muss ee wëssen, datt e groussen Deel vun den ugebauenen Nahrungsmëttel net fir den Honger ze stëlle benotzt gëtt, mä fir an deene räiche Länner souwuel d'Mënsche wéi d'Déieren am Iwwerfloss ze fidderen respektiv an d'Dreckskëscht ze geheien.

Esou gi 40% bis 50% vun de Kären an de Fëschproduiten, genee wéi och 90% vum ugebautene Soja a 25% bis 40% vun deene verschiddene Mëllechproduiten als Fudder fir eis sougenannten „Notzdéieren" - d'Mënschen an d'Déiere vun eiser Säit also - benotzt.

Nach méi schockant wéi dat ass d'Tatsaach, datt d'Produktioun vu Fleesch a Mëllech oder Eeër eng zimlech ineffizient Aart a Weis ass, fir natierlecht Eewäiss ze kréien, well do enorm vill Planze gebraucht ginn. Et brauch een zum Beispill 16 Kilo Weess, fir nëmmen ee Kilo Fleesch ze produzéieren. Schonn eleng déi 1,5 Milliarde Ranner, déi et op dëser Welt gëtt, verbrauchen esou vill Fudder, datt mer domadder bal zweemol där ganzer Weltbevölkerung kéinten z'iesse ginn.

An dësem Kontext schreift den Direkter vum amerikaneschen „Institute for Food and Development Policy: „Fastfood und die Gewohnheit des Fleischverzehrs unter den Reichen auf dem Planeten unterstützen ein globales Nahrungssystem, das Nahrungsmittelressourcen von den Hungernden abzieht."

An Äthiopien zum Beispill leiden Zéngdausende vu Mënschen ënner enger Hongersnout. Am nämlechte Moment planzt dat total veraarmtent Land awer Käre fir eis an Europa un a verpacht seng Terrainen, déi exklusiv der Regierung geheieren, léiwer fir iwwer 50 Joer un auslännesch Groussentrepreneuren amplaz u seng eege Klengbaueren.

Här President, mir mussen eis Liewensgewunnechten änneren, wa mir deenen Aarmen an eiser Welt tatsächlech hëllefe wëllen. Net nëmme si musse sech änneren, och mir mussen eis änneren!

Nieft der Landwirtschaft an der Handelspolitik ass och an anere Beräicher, wéi zum Beispill dem Klimawandel, eng Änneruing vun eise Konsumgewunnechten dréngendst noutwendeg. Et sinn emol keng esou riseg Ustrengunge verlaangt, fir fir eng méi gerecht Verdeelung vum Räichtum ze suergen.

Hei ass et just wéi beim Klimawandel: kleng Gesten, vläicht och kleng Affer am Alldag kënne global ganz vill erreechen, wéi zum Beispill manner Fleesch iessen, ouni direkt musse Vegetarier ze ginn. En plus kënnt dëst Behuelen dann och dem Klimaschutz an hannen um Enn och eiser eegener gudder Gesondheet zegutt.

Si mir nämlech net prett, un eiser Liewensweis eppes ze änneren, da si mer enger Etüd vun der Däitscher Bank no praktesch gezwongen, bis d'Joer 2050 d'Produktioun vun eisen Iessmëttel ze verduebelen, an dëst eleng, fir kënnen der Demande vun enger weider steigender Weltbevölkerung gerecht ze ginn.

Just fir ee Beispill ze nennen, soll sech d'Weltbevölkerung an de Länner südlech..., d'Bevölkerungszuel - entschëllegt - an de Länner südlech vun der Sahara, wou elo schonns d'Fraen am Duerchschnëtt bal sechs Kanner kréien, vu 767 Milliounen an der nämlechter Period méi wéi verduebelen. Et ass kloer, dass den enorme Bevölkerungszouwuess an deenen aarme Länner deene verschiddene positiven Entwécklungen oft e Strëch duerch d'Rechnung mécht.

Léif Kolleegen, d'Weltbevölkerung wiisst all Joer ëm 80 Millioune Mënschen, allerdéngs och hei net iwwerall gläichméisseg. 98% vum Bevölkerungszouwuess betrëfft d'Entwécklungslänner. Do, wou déi gréisste Fortschrëtter an deenen äermste Regioune gemaach gi sinn, dat ass do, wou et fäerdegbruecht gouf, d'Gebuerteraten ze kontrolléieren. Et ass och do, wou op eemol d'Kanner genuch z'iessen hunn, wou se eng Éducatioun kréien a wou et Zougank zu engem eegene Gesondheetssystem gëtt.

Kee Wonner, datt d'Vereenten Natioune virun allem op méi Verhiddungsmëttel a Sexualberodung pochen. Weltwäit gëtt et all Joer iwwer 80 Milliounen ongewollte Schwangerschaften an den Entwécklungslänner. Heivunner si ganz vill jonk Frae betraff, déi selwer nach Kanner sinn. Ronn 215 Millioune Fraen op dëser Welt si gewëllt ze verhidden, kënnen awer net, well se keen Zougank zu Kondomer oder der Pëll hunn, seet d'Geschäftsführerin vun der däitscher Stëftung vun der Weltbevölkerung, d'Renate Bähr.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Dir sidd also net mam Poopst averstanen?

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Neen, an deem heite Sujet net.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Dir selwer oder Är Partei?

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Ech selwer. Ech schwätzen dann an deem Fall perséinlech.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Genial!

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Et stécht ganz kloer eraus, datt do...

(Hilarité et interruption)

Et stécht ganz kloer eraus, datt do, wou d'Frae selwer entscheede kënnen, wéini a wou se schwanger wëlle ginn, manner ongewollte Schwangerschafte virkommen an d'Gebuerten och vill méi komplikatiounslos oflafen. Esou kann och d'Mammestierflechkeet, wat jo e weidert Zil ass vun den „millennium goals", bis zu 30% gesenkt ginn. Just fir ze soen, datt an deenen äermste Länner nach ëmmer deeglech bis zu 1.000 Fraen - deeglech bis zu 1.000 Fraen! - u Komplikatioune während der Schwangerschaft oder bei der Gebuert stierwen, an dëst meeschtens bei ongewollte Schwangerschaften.

Keng Sexualopklärung an net genuch Verhiddungsmëttel dreiwen net nëmmen d'Bevölkerungszuel an d'Luucht, mä och d'Zuel - an d'Madame Ministesch huet et virdru gesot, wou zwar schonn e grousse Succès ze verzeechnen ass - vun HIV-Infektiounen. Verhiddungsmëttel a ganz virop de Kondom, gradesou wéi - an dat ass e ganz wichtegt Element - d'Matabanne vun de Männer bei der Opklärung, bei der Verhiddung, mussen nach vill méi promouvéiert ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, d'lescht Joer am September gouf um UN-Sommet zu New York, zéng Joer nodeems d'„millennium goals" an d'Liewe geruff goufen, en éischten Tëschebilan gemaach. Deen Tëschebilan ass méi wéi mitigéiert. Et gëtt Ziler, déi méi wäit erreecht gi si wéi anerer, an et gëtt Länner, an deenen d'Ziler besser konnten ëmgesat gi wéi an deenen aneren.

Ech wollt just kuerz zwee vun deenen aacht Millenniumsziler méi genee ënnert d'Lupp huelen, fir ze gesinn, wou mer dann haut stinn.

Dat wär fir d'Alleréischt emol dat éischt Zil, dat seet, datt bis 2015 d'Zuel vun deene Mënschen, déi mat manner wéi mat engem Dollar am Dag liewe mussen, gradesou wéi d'Zuel vun deene Mënschen, déi un Honger leiden, ëm d'Halschent ze reduzéieren ass.

An hirem Rapport aus dem Joer 2009 stellt d'UNO fest, datt d'Zuel vun deenen, déi an extremer Aarmut liewen, vun 1,8 Milliarden op 1,4 Milliarden erofgaangen ass. Dëst ass virun allem e Succès, wann ee bedenkt, datt d'Weltbevölkerung jo vu 5,3 op 6,5 Milliarden eropgaangen ass. Leider fält dëse Bilan fir déi ärmste Regioune wéi d'Subsahara awer éischter schlecht aus. Hei ass den Deel vun deenen, déi mat manner wéi mat engem Dollar den Dag liewe mussen, just vu 57% op 51% gefall.

Dramatesch gëtt et bei der Bekämpfung vum Honger op der Welt: Am Joer 2009 ass et nämlech fir d'éischte Kéier zënter et doriwwer Statistike gëtt, also zënter 1970, datt méi wéi eng Milliard Mënschen un Honger leiden. Dat seet keng aner wéi d'Madame Josette Sheeran, d'Directrice vum UN-Welternährungsprogramm, déi och op Besuch war bei eis hei virun e puer Wochen op den Assisen.

Eng Milliard Mënschen, déi un Honger leiden, dat ass all sechsten Äerdebierger. Den Haaptgrond fir dës Hongersnout sinn déi kombinéiert Effekter vun der weltwäiter Rezessioun an déi drastesch steigend Liewensmëttelpräisser. Derbäi kommen a verschiddenen afrikanesche Länner eng Dréchent, esou wéi mer se am Moment um Horn vun Afrika erliewen, manner Geld aus dem Handel an der Entwécklungshëllef a manner Iwwerweisunge vu Sue vun Immigranten an hir Heemechtslänner an och - an dat ass e ganz wichtege Punkt, wou de Fernand Boden ëmmer drop opmierksam mécht - eng vernoléissegt Landwirtschaftspolitik.

Wa mer de Kampf géint den Honger an extrem Aarmut gewanne wëllen, dann nëmmen, wann d'Industrielänner nees méi an d'Landwirtschaft an an déi ländlech Entwécklung investéieren, wou vill méi Suen nees erëm an dëse Secteur fléisse mussen.

Dat verlaangt ënner anerem och der UNO hir Organisatioun fir d'Liewensmëttel an d'Landwirtschaft. An dësem Kontext erënnert d'FAO nämlech drun, datt am Ufank vun den 90er Joren nach vill méi Mënsche sech an den Entwécklungslänner sat iesse konnten, well ebe vill Suen an den Agrarsecteur vun dëse Staten investéiert gi sinn. Dofir ass et wichteg, datt d'Klengbaueren aus deene klengste Regioune vun dëser Welt nees bessert Geseems, Dünger, Fudder fir d'Déieren an och Maschinne solle kréien.

1980 sinn nämlech bal 20% vun der weltwäiter Entwécklungshëllef an d'Landwirtschaft gaangen, fir dann 2004 op nëmme 4% an hautdësdags souguer knapp op 2% erofzefalen.

Doniewent mussen Agrarreformen ënnerstëtzt ginn, fir deene Leit erëm d'Méiglechkeet ze ginn, fir selwer ze produzéieren an esou en eegent Akommes ze kréien. An et mussen nei Regele fir d'Agrarmäert agefouert ginn, fir datt déi schwaach Konkurrenten an der Landwirtschaft virum Dumping a staarke Präisschwankunge geschützt ginn. Nëmmen esou kënnen déi sëlleche Baueren am Süden nees Hoffnung kréien a kann d'Veraarmung konkret bekämpft ginn.

An Europa erhalen d'Erzeuger am Allgemenge staatlech Hëllefen a Form vun Ausgläichsbezuelungen, déi bei ville bis zu 60% vum Akommes ausmaachen, déi déi Baueren an deenen aarme Länner natierlech net kréien. Et gëtt kritiséiert, datt d'Industrielänner mat Subventiounen eis Präisser fir d'Landwirtschaftsprodukter esou niddreg halen, datt déi aarm Länner net méi mathale kënnen an hir eege Produktioun méi déier op de Marché bréngen, wéi mir eis.

En plus huet déi schnell Afouer vu Liewensmëttel déi lokal Produktioun an den Abseits gedrängt an d'Existenz vu Millioune Baueren zerstéiert. D'Dumpingpräisser hunn zwar vläicht dem Konsument an de Stied Virdeeler bruecht, mä si hunn déi national Produzenten extrem benodeelegt, well se ëmmer manner Keefer fir hir eege Wuere fonnt hunn.

Här President, léif Kolleegen a léif Kolleeginnen, dat véiert Jordausendzil ass dat, wat mir perséinlech am meeschten um Häerz läit, an dat ass, derfir ze suergen, datt tëschent 1990 an 2015 d'Zuel vun de Kanner, déi ënner fënnef Joer stierwen, vun 10,6% op 3,5% erofgesat gëtt.

Och bei dësem Punkt huet sech d'Situatioun an eenzelne Länner verbessert, mä a ville Regiounen - an do gehéiert nees déi ganz Subsahara derzou - bleiwen d'Zuele schlecht. De Risiko fir d'Kanner, u vermeidbare Krankheeten ze stier-

wen, bleift an den afrikanesche Länner südlech vun der Sahara am héchsten. Et gëtt Fortschrëtter, mä trotzdeem stierft an dëser Regioun nach all aacht Kand ënner fënnef Joer.

Och hei dréit déi global Finanz- a Wirtschaftskris hiren Deel derzou bäi, datt Millioune vu Kanner an den Entwécklungslänner an extrem Aarmut falen. Kuerz virum 20. September vun dësem Joer huet d'Unicef gemeinsam mat aneren ONGen déi neiste Schätzungen iwwert d'Kannerstierflechkeet virgeluecht. Laut engem Rapport vun „Child Mortality - Levels and Trends 2011" sinn am subsaharesche Kontinent am Joer 2010 all Dag 21.000 Kanner ënner fënnef Joer gestuerwen. All Dag 21.000 Kanner!

Weltwäit sinn dës Zuelen awer besser: D'Zuel vun den Doudesfäll bei de Kanner ënner fënnef Joer ass an deenen 20 Joer vu méi wéi zwielef Milliounen op 7,6 Milliounen zréckgaangen. Dat entsprécht engem Réckgank vu 35% an 20 Joer. Leider ginn awer dës Fortschrëtter och net duer, fir eis Ziler, déi mer eis bis 2015 gesat hunn, ze erreechen, an d'Kannerstierflechkeet bis zu zwee Drëttel ze senken, gëtt och net erfëllt.

Den Unicef-Exekutivdirekter Anthony Lake erkläert, datt mer, fir käschtewierksam méi Kannerliewen ze retten, ganz cibléiert an déi am schlëmmste benodeelegt Bevölkerungsgruppen investéiere mussen.

Elo scho stierwen op eiser Welt - ech hunn et virdru gesot - 24.000 Kanner u Krankheeten, déi hätte verhënnert oder behandelt kënne ginn. Zousätzlech komme bei eis Zuel dann nach 4.000 Kanner derbäi, well d'Waasser verknascht ass oder keng Hygiène do ass.

Ze dacks gëtt dëse Problem vun ze vill uewen ugepaakt, wann een der US-Wëssenschaftlerin Rita Colwell nolauschtert, déi d'lescht Joer zu Stockholm de Weltwaasserpräis kritt huet. Fir erfollegräich ze sinn, wär et oft besser, mat méi einfache Mëttelen direkt um Terrain ze schaffen. Fir si wär et vill méi wichteg, d'Fraen an aarme Länner ganz einfach emol d'Filtréiere vum Waasser ze léieren, déi dës Fäegkeet dann un esou vill wéi méiglech aner Fraen an Nopeschdierfer géife weiderginn.

Niewent dem knaschtege Waasser sinn d'Longenentzündungen an den Duerchfall aner Grënn, fir wat an deenen anere Länner esou vill Kanner stierwen. Esou stierwe méi kleng Kanner un Duerchfall wéi un der Malaria, Aids an de Masern zesummen. All Kand mat Duerchfall an den Entwécklungslänner misst eigentlech eng OR-Therapie, also eng „oral rehydration"-Therapie kréien, an dat fir ze verhënneren, datt de Kierper ausdréchent.

D'Zuel vun deene Kanner, déi dës Behandlung kréien, ass am Verglach zum Joer 2000 leider just nëmme liicht an d'Luucht gaangen. Et misst een deene klenge Patienten och zéng Pëlle gi géint den Duerchfall, déi se… Entschëllegt! En plus missten déi kleng Patienten och Zénktablette kréie géint den Duerchfall, fir ze verhënneren, datt se ze dacks laang drënner leiden.

Fir eppes géint déi dramatesch Situatioun ze maachen, schloen de Philosoph Thomas Pogge an de Wirtschaftswëssenschaftler Aidan Hollis vir, en „Health Impact-Fong", also e Gesondheetswirtschaftsfong ze schafen. Bei dëser Iddi ass virgesinn, datt d'Pharmafirmen och u Projete schaffen, déi d'Gesondheetssituatioun verbesseren. Eng Firma, déi sech bei dësem Fong mellt, verflicht sech, hiert Produkt op der ganzer Welt fir dee Präis unzebidden, deen et och kascht. Als Géigeleeschtung kréien d'Pharmafirmen aus dem „Health Impact-Fong" Primen, déi op der Basis vun de positive Wierkungen, déi mat deem Medikament erziilt gi sinn..., jo, kréie se da Primen.

Eleng un dësen zwee Ziler gesi mer, datt nach vill Aarbecht gemaach muss ginn, fir eist Versprieche vis-à-vis vun den Entwécklungslänner kënnen anzehalen. Et muss op allen Niveauen eppes geschéien, ugefaange mat deem fir eis vläicht am wichtegsten, deem vun der Europäescher Unioun.

Här President, natierlech ass et a finanziell a wirtschaftlech onsécheren Zäiten net einfach fir d'Europäesch Unioun, hiert Verspriechen ze erfëllen a bis an d'Joer 2015 d'öffentlech Entwécklungshëllef op 0,7% vum Bruttonationalakommes eropzesetzen an dovunner d'Halschent an Afrika ze investéieren, an dach ass et nach ëmmer méiglech an och néideg. Dat Ganzt ass eng Fro vu Wäitsiicht a virun allem vu politeschem Wëllen.

Op Basis vun enger gerechter globaler an EU-interner Verdeelung vun de Laaschte mussen all d'Donateurslänner hiren Deel zur Verwierklechung vun dësem Zil bäidroen. Een entscheedend Element dovunner ass, datt déi Mëttelen - an d'Ministesch huet et virdrun e puermol gesot - och effizient agesat ginn. Dobäi sollt d'EU grad nom Lissabon-Traité besser fonctionnéieren. En Traité, deen aus der Entwécklungshëllef an dem Kampf géint d'Aarmut en eegestännegt Zil vun der europäescher Aussen- an Handelspolitik gemaach huet.

Den Opbau vum europäeschen Aussendéngscht schleeft awer nach ëmmer, an och déi Héich Vertriederin vun der Aussepolitik huet leider bis elo nach net allze vill grouss Akzenter gesat. An awer däerfen all dës Schwieregkeeten net derzou féieren, datt d'Europäesch Unioun an deenen nächste Jore hirer Roll als gréissten Acteur vun der globaler Entwécklungshëllef net méi gerecht géif ginn.

Et ass also wichteg, datt d'Unioun der Welt an hire Memberstaten de Message weidergëtt, datt och a Krisenzäiten déi öffentlech Finanzéierung vun der Entwécklungshëllef net däerf op Äis geluecht ginn. Grad d'Kris huet dach gewisen, datt dës Hëllef fir déi betraffe Länner e Sécherheetsnetz ass, well se sech op déi öffentlech Sue verloosse kënnen, wat bei deene privaten Ënnerstëtzunge vläicht net ëmmer gradesou de Fall ass.

D'Entwécklungslänner kënnen doduerch hir sozial Basisdéngschter a fundamental Wirtschaftsfunktiounen um Lafen halen, wat fir si eng gewësse Stabilitéit an och méi eng wäitsiichteg Planung mat sech bréngt. Eng Studie vun der Europäescher Kommissioun huet nämlech gewisen, datt, wann d'Europäesch Unioun an hir Memberstaten d'Prinzipië vun der Deklaratioun vu Paräis an och vum Aktiounsplang vun Accra geziilt um Terrain asetzen, all Joer dräi bis sechs Milliarden Euro méi kéinte fir d'Entwécklungshëllef agesat ginn.

Et ass evident, datt d'Entwécklungshëllef vun deenen eenzelne Länner nëmmen dann effizient ka sinn, wa se gutt koordinéiert, kohärent a complementaire ass. Déi wesentlech Viraussetzung, fir eng verbessert Wierkung vun der Entwécklungshëllef ze kréien, ass, wann d'Geberlänner sech verflichten, gemeinsam Schwéierpunkten ze setzen, besser Ugaben ze maachen an esou eng duebel Aarbecht ze verhënneren.

Alles muss méi openeen ofgestëmmt sinn a méi no gemeinsamen internationale Standarde gefouert ginn, wat d'Qualitéit, wat d'Quantitéit, de Géigestandsberäich gradesou wéi d'Format vun den Daten, déi agespeist ginn, ugeet. Dëst suergt da fir eng besser Opdeelung tëschent den Aarbechten, méi Transparenz, an et erlaabt hinnen och, besser Rechenschaft iwwert d'Leeschtungen ze bréngen.

D'Partnerlänner solle sech verflichten, hir Entwécklungsstrategië besser ëmzesetzen an d'Roll vun hire Parlamenter besser mat anzebannen, gradesou wéi och méi Wäert op Eegeverantwortung soll geluecht an hir Resultater méi geziilt ënnert d'Lupp musse geholl ginn.

Wéi wäit d'Europäesch Unioun bei der Ëmsetzung vun dëse Prinzipien ass, dat wäerte mer da spéitstens - d'Madame Ministesch huet et och ugekënnegt, an ech huelen och un, datt si eist Land op deem Sommet zu Busan vertrëtt - um véierte Forum vun der Effikassitéit vun der Kooperatiounshëllef gesinn, deen dann a Südkorea wäert stattfannen.

D'EU misst hëllefen, datt och an deene Länner nohalteg Steier- an Douanessystemer geschafe ginn, andeems d'Steier- an d'Douanesverwaltunge reforméiert ginn, fir illegal Kapitalstréim an Douanesbedruch ze bekämpfen. Genausou wichteg ass, datt d'Entwécklungshëllef um Welthandel bedeelegt gëtt, fir iwwert dee Wee u finanziell Recetten, also Eegemëttel, ze kommen.

D'Europäesch Unioun muss sech dowéinst och weider fir international Handelsregelen asetzen, déi der Entwécklungshëllef entspriechen, a sech gläichzäiteg fir d'Wirtschaftspartnerschaftsaccorden asetzen, fir datt déi Länner méi beim globalen a regionalen Handel kënne matmaachen.

Här President, wann Der mer erlaabt, géif ech vun där Zäit, déi mer nach bleift, profitéieren, fir kuerz op den nationale Kontext vun der Entwécklungshëllef ze schwätzen ze kommen. Dat Mannst, wat ee vun der lëtzebuergescher Entwécklungspolitik soe kann, ass, datt se vill besser dosteet, wéi déi meescht vun deenen aneren europäeschen, oder souguer vun de ganze Länner op der Welt.

Net nëmmen, datt mir elo schonn zënter e puer Joer ganz uewen am Spëtzepeloton leien, wat eis Effortë fir eis Kooperatioun ubelaangt, mat eisem enge Prozent vum PIB, wat ronn 300 Milliounen Euro ausmécht, neen, mir versichen, déi Prinzipien, no deenen déi europäesch Entwécklungspolitik fonctionnéiere soll, schonn zënter méi Laangem um Terrain konkret an och konsequent anzesetzen.

Genausou wéi Europa oppasse muss, kohärent a koordinéiert virzegoen, musse mir och hei zu Lëtzebuerg eis Hëllef weider versichen, méiglechst effikass ze organisëieren. No dësem Prinzip wëllt d'Regierung elo eis Entwécklungshëllef nach besser maachen, andeems ganz prezis Beräicher vun der Madame Ministesch definéiert gi sinn, wou mer nach méi an der Zukunft an deene Länner hëllefe wëllen.

Dës Décisioun vun der Regierung geet mat Sécherheet an déi richteg Richtung. Allerdéngs musse mer eis Aen ophalen, datt och all eis Secteuren an der Politik vernetzt an zesumme schaffen. Et ass eng Tatsaach, datt d'Aussepolitik vun den industrialiséierte Länner an de Beräicher wéi dem Handel, der Landwirtschaft oder dem Kampf géint de Klimawandel ee vill méi groussen Impakt op d'Entwécklung vun den aarme Länner wäert hu wéi mir als klenge Fleck op der Weltkaart. Mä och bei eis ass et onëmgänglech, déi verschidde Politiken, déi d'Entwécklungslänner betreffen, zesummen ze verstrécken a méi kohärent mateneen ze verbannen.

Ech wéilt an deem Kontext op eng Motioun zréckkommen, déi ech virun dräi Joer während dëser Debatt erabruecht hunn an déi mir och heibanne gestëmmt hunn: fir méi Fairtrade-Produkter anzekafe beim öffentlechen Akaf. Am Juli 2009 ass am Regierungsprogramm explizit heiriwwer geschwat ginn, fir verstäerkt op dës Produiten zréckzegräifen. Mir sinn elo an der Halschent vun der Legislaturperiod an do sollt e Bilan gemaach ginn, fir ze kucken, wat bis elo geschitt ass. Ech wollt d'Madame Ministesch froen, ob si vläicht weess, wou mer elo bei deem dru sinn.

Ech wollt awer och de Message vläicht weiderginn un eise Chamberspresident. Verschidden Acteuren hunn et virgemaach, sief et an de Schoulkantinen, oder och scho verschidde Ministèren. Mir kënnen och vläicht als Chamber de Kaffi oder déi verschidden Uebsten, op alle Fall déi, déi vläicht net grad hei am Land produzéiert ginn, op dësem Wee akafen. Et ass och als Message wichteg, datt all eis Secteure vun der Politik um nämlechte Seel zéien an datt deen ee Prozent, wou mer investéieren, net erëm duerch déi 99% vun eiser anerer Politik duerch d'Lappe geet.

Dir Dammen an Dir Hären, wéi d'Ministesch scho virdru gesot huet, si mer amgaangen, eist Kooperatiounsgesetz nei ze iwwerschaffen, fir dëst de Realitéite vun haut besser unzepassen. Dëst ass gutt, an dach muss ee bedenken, datt eist aktuellt Gesetz - d'Ministesch huet et scho gesot - elo scho vill Spillraum gëtt an eis erlaabt, eng gutt Kooperatiounspolitik ze bedreiwen. Mä alles ass jo, wéi gewosst, nach ëmmer verbesserungsfäeg.

Mir musse vläicht och iwwerleeën, ob a wéi an der Gesetzespropositioun d'Kritäre fir d'Akkreditatioune souwéi och vun den Appels d'offres vun den ONGe genee festgeluecht solle ginn. Eng éischt Suerg muss natierlech dann déi sinn, datt dës Kritären esou festgeluecht sinn, datt se zu der Effikassitéit vun der Hëllef mat bäidroen. Et muss awer genee opgepasst ginn, datt eenzel ONGen hei am Land, och déi méi kleng, déi effikass Aarbecht leeschten, net op eemol näischt méi kréien, wa mer op de Wee vun den Appels d'offres ginn.

Et ass eng Tatsaach, datt schonn ier déi staatlech Kooperatioun u Form gewonnen huet, sech déi éischt ONGen hei zu Lëtzebuerg organiséiert haten a sech iwwert d'Jore staark professionaliséiert hunn an iwwer eng unerkannten Expertise am Beräich vun der Entwécklungshëllef verfügen. Ouni si hätt eis Kooperatiounsaarbecht hei zu Lëtzebuerg sech net esou konsequent entwéckele kënnen, wa se net esou effikass vun deene begleet gi wär, déi all Dag um Terrain schaffen.

Sou mussen dës Organisatiounen onbedéngt hir fest Plaz an den Diskussiounen iwwert d'Kooperatiounshëllef behalen, oder si misst souguer vläicht nach ausgebaut ginn. Dat ass op alle Fall hire Wonsch. An ech denken, wann et eng Plaz gëtt, wou se méi aktiv sollte matwierken, dann ass et net nëmmen an engem regelméissegen Austausch mat eis hei an der Chamber oder der zoustänneger Chamberskommissioun - mä awer och, wa mer da wëlle kohärent bleiwen, an der Agrarkommissioun, an der Wirtschaftskommissioun, an der nohalteger Entwécklungskommissioun -, mä awer och vläicht nach méi oft op Invitatioun vun deem Comité, deen eigentlech zoustänneg ass fir d'Kohärenz an d'Evaluatioun op dësem Gebitt, nämlech de Comité interministériel.

Madame Ministesch, mir hu leider vu ville Säiten héieren, datt dëse Comité net esou honnertprozenteg optimal fonctionnéiert. Vill Leit wären net ëmmer do an et misst een hei vläicht effektiv kucken, ob een hei kann awierken an dëst optimiséieren.

Sou, Här President, ier ech zu menger Konklusioun kommen, wëll ech nach just gradesou wéi d'Ministesch meng Begeeschterung zum Ausdrock bréngen, datt de Friddensnobelpräis dëst Joer un déi dräi staark Frae vergi gouf.

M. Fernand Boden *(CSV)*.- An un e Lëtzebuerger.

Mme Nancy Arendt *(CSV)*.- Wat gelift? Neen, net de Friddensnobelpräis… Jo, jo. De Friddensnobelpräis, Här Boden. Déi dräi Laureaten, d'Tawakkul Karman, d'Journalistin aus dem Jemen, d'Ellen Johnson Sirleaf, eng liberianesch Friddensaktivistin a Presidentin vum Liberia, an d'Mënscherechtlerin Leymah Gbowee gi gewierdegt fir hiren Asaz am Kampf fir d'Stäerkung vun der Roll vun der Fra.

D'Norweger verginn eng vun deenen héchsten Auszeechnunge vun der Welt op en Neits u Vertrieder vun der Drëtter Welt, wou d'Rechter vun de Fraen ee vun deene sélleche Problemer duerstellen, mat deenen d'Mënsche konfrontéiert sinn. Déi dräi Fraen hunn iwwer Joren all Dag a schwieregste Konditiounen derfir gekämpft, fir deenen Aarmen an Ënnerdréckten aus hire Länner ze hëllefen.

Si weisen, datt et jiddwerengem besser geet, wann d'Fraen iwwerall op der Welt méi Rechter a méi Muecht kréien, an datt d'Länner, déi d'Leeschtung vun de Fraen unerkennen, méi Succès hu wéi déi, déi et net maachen. Dat seet keen anere wéi de Barack Obama, President vun Amerika.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Nancy Arendt *(CSV)*.- Esou sinn ech als Fra méi wéi stolz, datt dëse Friddensnobelpräis un dat Geschlecht geet, dat am energeschsten an den Entwécklungslänner am alldeeglechen Asaz ass, fir hiert eegent Schicksal an de Grëff ze kréien, an déi am meeschten ënnert de Konsequenze vu Kricher an der Aarmut leiden. Dëse Geste setzt e wichtegt Zeechen a verspreet Hoffnung a Freed fir d'Fraen an der Drëtter Welt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi nächst Jore steet déi global Entwécklungspolitik viru groussen Erausfuerderungen. Derbäi kommen eng europäesch Finanz- a Wirtschaftskris, géint déi nach riicht weider muss ugekämpft ginn, wéi och d'Konsequenze vum Klimawandel, mat deenen och hei am stäerksten d'Entwécklungslänner ze kämpfen hunn.

Déi nächst Jore bedeite fir d'Entwécklungslänner allerdéngs och eng grouss Chance. Wa mir nämlech eis Ziler erreeche sollten - an dofir musse mir einfach alles maachen -, da gi mir deene Länner och d'Méiglechkeet, fir eng Wirtschaft opzebauen, déi iwwerliewen a wuesse kann. An net méi spéit wéi d'lescht Woch huet mäi Kolleeg, de Marcel Oberweis, eis an eiser Sitzung op d'Land Ghana higewisen, wat e Wirtschaftswuesstum vun 9% huet a wat weist, datt et also méiglech ass. An dann hu mir en zolidd Fundament fir eng nei Partnerschaft geluecht tëschent Europa an Afrika.

Et gëtt hei zu Lëtzebuerg ganz vill gespent, Här President, mä eleng domadder geet et net duer. Et muss nach besser erkläert ginn, wisou dës Hëllef esou wichteg ass a wat mir an eisem Alldag dogéint maache kënnen - fir et besser ze kréien. Mir mussen d'Éducatioun iwwert d'Entwécklungshëllef an de Schoulen, der Uni an de Gemenge verstäerken, an dëst duerch Formatioune vun deenen, déi de Message weider solle ginn, öffentlech Campagnen a regelméisseg Diskussioune mat de politeschen Entscheeder.

Och d'Press muss hei hir Opklärungsroll spillen an d'Wichtegkeet vum Thema méi kloer ënnersträichen. Wann ee weess, datt a Schweden 64% vun de Leit an der Gesellschaft wëssen, ëm wat et geet, wa mer iwwert d'Millenniumsziler schwätzen, a wann dat hei am Land just knapp 10% sinn, dann ass dat en Zeechen, datt sech an eiser Opklärungspolitik nach eppes ännere muss. Wa mir et also gär esou hätten, wéi den John Lennon séngt, an net nëmme vun enger besserer Welt dreemen oder se imaginéiere wëllen, da muss jiddweree säin Deel dozou bäidroen a gudde Wëlle beweisen, well soss riskéiert dat Ganzt effektiv, just en Dram ze bleiwen!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen der Madame Arendt Merci. An als nächste Riedner ass den Här Xavier Bettel agedroen. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Madame Ministesch, a puncto Entwécklungszesummenaarbecht gëtt sech Lëtzebuerg bekanntlech jo all Méi, fir e virbildleche Schüler ze sinn. '92 gouf jo festgeluecht, dass d'Aide publique au développement op 0,7% bis d'Joer 2000 sollt eropgesat ginn. '99 huet d'Regierung souguer d'Zil op 1% fixéiert. An 2009 gouf dat Zil och erreecht.

An och fir 2010 gëtt de Seuil erreecht. Mat 1,0% vum RNB huet Lëtzebuerg dat virge-

schriwwent Zil vun de Vereenten Natiounen iwwerschratt. Et gëtt am Moment nëmme fënnef Länner op der Welt, déi dëst erreecht hunn. Mat dësen Zuele kënnt eist Land och op déi éischt Plaz vun de 27 Memberlänner vun der Unioun, an op der Weltranglëscht si mir op der zweeter Plaz mat Norwegen.

Eist Land investéiert also trotz schwieregen Zäite weiderhin an d'Entwécklungshëllef. De grousse Konsens en faveur vun der Entwécklungshëllef an der Lëtzebuerger Gesellschaft huet dëse Projet all déi Joren iwwer gedroen. Nom Motto „d'Haut ass mer méi no wéi d'Hiem" hëlt an der europäescher Moyenne d'Wichtegkeet vun der Entwécklungshëllef of, wéi aus dem Eurobarometer vun 2010 erauskënnt. Am Géigendeel zu dësem Trend bekenne sech d'Leit zu Lëtzebuerg zu eiser Entwécklungspolitik. Ëm déi 60% ongeféier halen d'Entwécklungspolitik fir ganz wichteg.

A mir, op jidde Fall d'Demokratesch Partei, akzeptéieren net, dass een a Krisenzäite probéiert, d'Entwécklungspolitik als Thema ze benotzen, fir ze soen: „Kuckt, mir hunn awer och aarm Leit hei am Land an et muss een deenen hëllefen, an dat dote si Suen, déi mer nëmme just duerch d'Fënster geheien an déi souwisou néierens ukommen." Esou Themen, esou pauschal Phrasë kënne mir net akzeptéieren! Mir sollen och wëssen, vu wou mir kommen. A mir waren och frou, wa Leit eis gehollef hunn, wa mir se gebraucht hunn!

Une voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel *(DP)*.- „Tout est au mieux dans le meilleur des mondes possibles", sot Der Iech elo. Mä net ganz, well dës Zuele brauchen eng aner Approche wéi eng, déi sech erëm op de Montant, dee mer an d'Entwécklungshëllef investéieren, bezitt. Geld eenzeg an eleng geet also net duer, et sinn och virun allem d'Resultater, déi hei zielen. Wat bréngen also schlussendlech déi Milliounen, déi mer investéieren, fir deenen Äermste vun den Äermsten ze hëllefen?

Här President, wat ech domadder mengen, wéilt ech gäre mat enger aktueller Katastroph verdäitlechen. Während e puer Wochen hunn eis ganz schlëmm Biller vun Hongerkatastrophen a Somalien erreecht. Kee vun eis ka bei esou Reportagen ewechkucken. Ëm déi zwielef Millioune Leit aus dem Horn vun Afrika riskéieren, virun den Ae vun der ganzer Welt ze stierwen. A wéi dacks bei esou dramatesche Situatiounen, sinn déi schwaachst vun hinnen d'Kanner an d'Fraen.

Säit e puer Wochen awer mécht dës verzweifelt Situatioun net méi d'Schlagzeile vun all den Zeitungen a vun de Journalen - vläicht kritt se e puer Zeile gewidmet -, well et aner Sujete gëtt, déi soi-disant méi wichteg sinn. Contrairement zu deem, wat een awer kéint mengen, geet den Horrorzeenario weider. Ëm 30.000 Kanner sinn eleng an dräi Méint ëm d'Liewe komm!

D'Fro, déi mer eis elo musse stellen, ass déi, ob dës Katastrophen net hätte kënne verhënnert ginn. De Klimawandel huet sécher säin Deel dozou bäigedroen. Nach ni hat et an dëse Géigende schonn esou laang net méi gereent. Et gouf onméiglech, op dësem Land eppes ze kultivéieren oder Déieren ze halen. Fakt ass awer och, dass déi éischt Livraisoun un Aide humanitaire séier um Terrain war, mä dass rebellesch Gruppe Problemer gemaach hunn.

Sou schwéier et ass, sech dat anzegestoen, dass humanitär Katastrophe virauszegesi wieren: Si huet sech lues awer sécher entwéckelt virun den Ae vun der internationaler Communautéit, déi du gemaach huet, wéi wann dës zwielef Millioune Leit vun haut op muer am schlëmmste Misär géife liewen! Et ass awer keen Zoufall, dass am Horn vun Afrika grad déi Regiounen am schlëmmste betraff sinn, déi och scho virdrun déi äermst waren.

Här President, och wa Lëtzebuerg elo keng direkt bilateral Kooperatioun mat Somalien huet, ass dëst awer eng Lektioun fir d'Entwécklungshëllef am Allgemengen. Et geet och net duer, dass mir elo hei an och op anere Plazen erëm de Constat maachen, dass dat heiten ni méi dierf geschéien. Mä et muss ee sech och déi néideg Moyenë ginn, souwuel um aussepolitesche Plang wéi selbstverständlech och um entwécklungspolitesche Plang, mä awer och besonnesch um Plang vum Klimaschutz.

Hei muss jo keen drun erënnert ginn, dass d'Entwécklung vun engem Land e laange Wee ass. Laangfristeg Visiounen a global Projete mussen dofir ëmgesat ginn. Entwécklungshëllef muss - muss! - weider op nohalteg Projete setzen. Am Fall vum Horn vun Afrika kann een op e puer Facteuren hiweisen.

Zum Beispill muss een Deel vun der internationaler Hëllef, deen un d'Landwirtschaft geet, nees erweidert ginn. D'Efforten an deem Domän si ganz staark zréckgaangen. An 30 Joer ass d'international Hëllef an der Landwirtschaft ëm 75% gekierzt ginn. Dat sinn alarmant Zuelen, wann ee weess, dass bal 80% an deem Land vum Secteur vun der Agrikultur ofhängeg sinn. An a Somalien gëtt awer manner wéi 1% vun der Hëllef an d'Landwirtschaft - an an den Nopeschlänner sinn d'Zuelen net vill besser - investéiert.

Derbäi kënnt och nach d'Éducatioun, wat awer ee vun deene wichtegste Piliere fir d'Entwécklung vun engem Land ass an déi net unzetreffen ass. En immens héijen Taux vun Natalitéit verschlëmmert déi scho verzweifelt Situatioun vu chronesch ënnerernierte Kanner. Et ass wouer, dass d'Konditioune fir eng Éducations- a Gesondheetspolitik einfach net do sinn. En Usaz vu Strukturen an Institutiounen ass da meeschtens der Korruptioun verfall, a vun Demokratie brauche mer a verschiddene Länner guer net ze schwätzen.

Mä och an dësen Domäne muss d'international Communautéit duerchgräifen. Mir als kleng Lëtzebuerger hunn net déi Iwwerzeegungskraaft, fir do alles ze änneren. Ech wënschen der Madame Ministesch awer bonne Chance!

Här President, d'Aarmut an der Welt an och de Klimawandel, dee sécherlech d'Konditiounen net verbessert, mussen am Kader vun enger nohalteger Entwécklung bekämpft ginn. Individuell, isoléiert a punktuell Projete sinn do net déi richteg Äntwert. Eng permanent Nees-Afrostellung an Upassung ass déi richteg Approche. Den Triptyque vun der Entwécklung, deen aus dem wirtschaftspoliteschen, sozialpoliteschen an ëmweltpoliteschen Element besteet, muss dobäi fest am A behale ginn. Dëst muss sech a kohärenten an effektive Projeten och dann erëmspigelen.

Déi verschidde Ministèren, déi eng Roll an der Ëmsetzung vum Projet spillen, mussen zesummeschaffen. Nëmme wann déi jeeweileg Kompetenzen hiren Deel bäidroen, kënnen och komplett Projete presentéiert ginn.

D'DP huet zum Beispill an hirem Positiounspabeier op d'Schafung vun enger Klimabank higewisen. Mir hu proposéiert, ze préiwen, awéifern och an der Entwécklungshëllef eng Klimabank eng Roll spille kann.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Do gesinn ech sécherlech weider Opportunitéiten, déi ee weider verdéiwe soll.

Ech wëll awer och hei de groussen Engagement vun deene Leit um Terrain wierklech ervirhiewen. D'Aide humanitaire d'urgence an de Katastrophefäll ass déi éischt Viraussetzung, fir weiderhin d'Land op de Wee vun der Entwécklung ze bréngen. D'Lëtzebuerger Regierung huet eng finanziell Hëllef vun 3,5 Milliounen Euro fir d'Aide alimentaire am Horn vun Afrika virgesinn. Mä soubal déi akut Noutsituatioun behuewe ginn ass, mussen d'Projeten d'Relève huelen, fir do am Land op Dauer weider Katastrophen évitéieren ze kënnen. Fir dëst Zil ze erreechen, muss d'Kooperatioun héichwäerteg sinn, andeems d'Projete kënne laangfristeg a global Resultater matbréngen.

Här President, ech hu virdru vun der Qualitéit an der Entwécklungshëllef geschwat. D'Aarbecht vum Cercle de coopération zur Effikassitéit vun der Hëllef verdéngt, hei och ugeschwat ze ginn. Duerch d'Consultatioune bei sengen ONGen huet de Cercle en Dokument vun de Lignes directrices zesummegestallt. Dës Richtlinië sollen dozou bäidroen, d'Lëtzebuerger Engagementer am Kader vun der OCDE an der Convention de Paris ze verbesseren.

Bei där Konventioun, wéi hiren Numm et och schonn undeit, geet et haaptsächlech drëms, déi gemeinsam international Efforten zesummenzebréngen an dorauser eng kohärent an effikass Hëllef ze maachen. Den nächste Mount wäerten a Südkorea jo op deem véierte Forum iwwert d'Effikassitéit vun der Hëllef d'Mängel vun der Entwécklungshëllef beschwat ginn. Dobäi hoffen ech selbstverständlech, dass dës gutt Virsätz, op déi ech elo aginn, och kënnen ëmgesat ginn.

Entwécklungs- a Kooperatiounshëllef soll aus équitabelen a solidaresche Partenariate bestoen. D'Bedierfnisser vun de Partnerlänner sollen identifizéiert ginn, Objektiver gesat an Evaluatiounen duerchgefouert ginn.

Weiderhi läit jo och de Projet de loi um Dësch, deen d'Gesetz vu ,96 iwwert d'Entwécklung reforméiere soll. Et gëtt och eng Proposition de loi jo vum Här Angel a vun der Madame Err. Dëst aalt Gesetz, also dëst 15 Joer aalt Gesetz soll elo vun engem Projet de loi complétéiert ginn, fir et der heiteger Realitéit unzepassen. D'Action humanitaire géif doduerch och hir rechtlech Basis kréien, a verschidde Konditioune fir d'Hëllef géifen och preziséiert ginn.

Et soll awer och virun allem drëms goen, den nohaltege Charakter vun der Kooperatioun ze verbesseren. An deem Kontext deelt och d'DP den Avis vum Statsrot, deen der Meenung ass, dass dëse Projet net wäit genuch geet. Mir hätten eis e méi ambitiéise Projet gewënscht, deen d'Kritike vun der OCDE - d'„peer reviews" - berücksichtegt. Deemno ass am Domän vun der Kohärenz vun der Hëllef nach en Effort ze maachen. Een interministerielle Comité sollt dëst behiewen. De Projet de loi huet dës Recommandatioun awer net berücksichtegt.

Derbäi kënnt, dass verschidden Definitiounen net iwwerschafft goufen. Et gëtt och kee Wuert iwwert den Evaluatiounssystem vun der Entwécklungspolitik verluer. Och déi nei Roll vun de Gemengen an dëser Politik gouf net genuch analyséiert. Zu de Mandater, déi de Ministère un d'Organisatioune wéi zum Beispill Lux-Dev gëtt an déi eng immens wichteg Roll an de bilaterale Projete spillen, äussert sech de Projet och net. Et ass wichteg, dass dëst héicht a komplett iwwerschaffte Gesetz virgeluecht gëtt.

D'Entwécklungshëllef ass eent vun deene wichtegsten Elementer vun eiser lëtzebuergescher Aussepolitik. A souguer déi traditionell Instrumenter vun enger Aussepolitik spillen do all eng grouss Roll. Do denken ech zum Beispill un d'Arméi, déi am Kader vu Friddensmissioune vun de Vereenten Natiounen, wéi an Afghanistan, oder an der Europäescher Unioun am Kongo Viraussetzunge fir d'Entwécklungshëllef schaaft.

Här President, ëmmer nach am Zesummenhang vun der Qualitéit vun der Hëllef wëll ech nach zwou Approchen uschwätzen. A mengen Ae ginn dës nach vill ze mann berücksichtegt, obwuel een e positivt Resultat erwaarde kéint.

Ouni elo déi eenzeg Form vun Hëllef ze sinn, ass d'Aide budgétaire fir e Partnerland en éischte Schrëtt, fir d'Versprieche vum Partenariat anzegoen. Encadréiert vu kloere Kritären, Rot a gesaten Ziler, soll dës Form vun Hëllef eist Partnerland responsabiliséieren. D'Qualitéit vun der Entwécklungshëllef geet awer och iwwert d'Upassung vun de Bedierfnisser vun engem Land. Hei schwätzen ech vun den Exitstrategië fir d'Länner, déi elo eleng hir Entwécklung droe kënnen. Och hei geet et net drëms, se eleng ze loossen. Dës Transitioun soll an Etappe geschéien, an et soll encadréiert esou gutt wéi méiglech gemaach ginn. Um gudde Wee an déi Richtung si Länner wéi de Vietnam, El Salvador oder Namibien. Hir Autonomie kéint als grouss Réussite fir de Projet vun der Entwécklungshëllef gëllen.

Här President, niewent senge reng bilaterale Projeten engagéiert sech Lëtzebuerg an de groussen internationalen Organisatiounen. Vun den 303 Millioune vun der Aide publique au développement ginn ongeféier 36% un d'multilateral Kooperatioun. D'Vereenten Natiounen an op der zweeter Plaz d'Europäesch Unioun zielen zu den zwou groussen Institutiounen, wou zesummegerechent e Véierel vun der Lëtzebuerger Aide hifléisst. A wéi ech och schonn am Ufank vun der Ried ervirgehuewen hunn, mécht eis Regierung do en exzellente Score.

Mä nees hei: Wat bedeiten dës Zuelen, wann ee weess, dass a puncto Qualitéit och nach Verbesserunge kënne gemaach ginn? Oft riskéieren déi verschidde Politiken, kontradiktoresch ze sinn. Entwécklungshëllef dierf net do als elengstoend Politik betruecht ginn. Et ass nëmmen duerch eng Zesummenaarbecht mat anere Politiken, wou déi bescht Resultater och kënnen erreecht ginn.

Här President, d'Lëtzebuerger Entwécklungshëllef ka sech op der ganzer Welt weise loossen. Konkret Resultater sinn opweisbar, a verschidde vun eise Partnerlänner kënnen elo scho quasi op eege Bee stoen. An och duerch eist Engagement an den internationalen Organisatiounen huet Lëtzebuerg bewisen, een internationalen Acteur kënnen ze sinn.

Lëtzebuerg zielt zu deene wéinege Länner, déi de Prozentsaz vun der Aide publique au développement vun 0,7 erreecht hunn. An der Europäescher Unioun hunn eis 1,0% - nee, 1,09% - déi éischt Plaz verschaf. Esou ee virbildleche Schüler muss seng Positioun kënnen zu Notzen zéien. Si erlaabt eis, ee Leader a puncto Entwécklungshëllef ze sinn an esou aner Länner ze inspiréieren an ze beroden, fir esou séier wéi méiglech eisem Beispill ze follegen.

Dobäi denken ech och nach un d'Opportunitéit, déi e Sëtz am UNO-Sécherheetsrot kéint verschafen. Dëst wier eng eemoleg Geleeënheet, mat eiser Kooperatiounspolitik ee Moosstaf ze setzen. Dës erfollegräich Politik ass eent vun den Elementer, dat Lëtzebuerg zum glafwierdege Member vum UNO-Sécherheetsrot kéint maachen.

Här President, d'Zoustëmmung vun eise Bierger a puncto Kooperatiounspolitik, an dëst och a manner rosegen Zäiten, gëtt eis recht, mat dëser Politik weiderzefueren, mä et bréngt och eng Rëtsch vu Responsabilitéiten. Et wier naiv an och gelunn, wann ee géif soen, dass d'Kooperatiounspolitik am Allgemengen op rengem Altruismus berout.

Wa mir de Problem vun de Flüchtlingen hei zu Lëtzebuerg uschwätzen, ass et net, dass mir dës Leit net wëllen hei hunn. Et ass ganz kloer, dass politesch Réfugiéë mussen Asyl bei eis fanne kënnen. Et sinn déi wirtschaftlech Réfugiéiert, déi mir an eisem Land net kënnen all ophuelen! Derbäi kënnt och, dass et meeschtens jonk Leit sinn, déi hiert Land verloossen. Et sinn awer si, déi grad an hirem Land gebraucht ginn, fir d'Land nees kënnen opzebauen!

An deem Kontext wëll ech och op d'Wichtegkeet vun der Entwécklungspolitik an eise Partnerlänner hiweisen. Mir kënnen hinnen eis gréissten Hëllef ubidden, andeem mir hinnen hëllefen, hiert eegent Land ze entwéckelen.

Ech begréissen och d'Ukënnegung vun der Regierung, fir zesumme mat State wéi Serbien, wou aktuell déi meeschte Flüchtlingen hierkommen, ze kucken, wéi een dëse Flux ka bremsen an d'Situatioun vun de Sinti a Roma a Serbien ka verbesseren. Sech eleng op dës Problematik ze beschränken, wier awer ze kuerzsichteg. Serbien ass en EU-Bäitrëttskandidat an e staarke regionalen ekonomeschen a politeschen Acteur. Et läit eiser Meenung no am Interessi vu béide Säiten, dass gutt ekonomesch Lienen tëschent béide Länner entstinn. Well d'wirtschaftlech Entwécklung vun engem Land ass nach ëmmer déi nohaltegst Form vun Hëllef, déi mir engem Land kënnen ubidden.

Esou „win-win-situations" sollte mer an Zukunft nieft der klassescher Entwécklungshëllef méi oft sichen, fir a Schwellelänner aktiv ze ginn an dobäi zur wirtschaftlecher Entwécklung vum Land bäizedroen. Beispiller wéi déi vun der Kooperatioun tëschent Lëtzebuerg an dem Vietnam um Niveau vun der Bourse sinn e gutt Beispill.

Här President, Dir gesitt, dass d'Entwécklungshëllef sech net eenzeg an eleng op déi Länner bezitt, déi eis de prime abord géifen als evident ervirschéngen. Ech hunn an dëser Ried probéiert, drop hinzeweisen, dass Entwécklungshëllef am 21. Jorhonnert sech net méi eenzeg an eleng drop limitéiert, deenen Äermste vun deenen Äermsten ënnert d'Äerm ze gräifen. D'Entwécklungshëllef ass eng global Erausfuerderung, déi souwuel eng op eenzel Länner bezunnen Approche verlaangt, wéi och eng global Approche verlaangt - zum Beispill Klimawandel.

Et wier mer och wichteg - an dat hutt Der eraushéieren -, ganz staark op d'Qualitéit vun der Entwécklungshëllef hinzeweisen, wou net nëmme mir, mä och déi Länner, déi sech an deem Domän engagéieren, nach grouss Effortë musse maachen.

An deem Sënn soen ech Iech Merci, an Dir wësst, Madame Ministesch, dass Der op eis kënnt als faire Partner zielen, wann et drëms geet, deenen anere Leit ze hëllefen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Bettel Merci. Als nächste Riedner ass den Här Marc Angel agedroen.

M. Marc Angel *(LSAP)*.- Här President, Madame Ministesch, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll gläich am Ufank soen, wéi frou ech sinn, dass mer bei dësem Débat ëmmer d'Diplomatinnen an d'Diplomate vun eise Partnerlänner hei am Sall hunn. Ech mengen, dat ass e Bewäis derfir, dass si déi Aarbecht wierdegen, déi net nëmmen d'Regierung mécht, mä och, dass se gesinn, dass d'Chamber e wichtege Partner ass an der Entwécklungshëllef. Dat honoréiert eis, an ech soen hinne villmools Merci, dass se hei sinn. An ech wollt lech, Här President, Merci soen, dass Der keng Käschte scheit, fir och eng Interpretatioun ze hunn, dass och d'Diplomaten dës Rieden op Franséisch iwwersat kréien.

(Mme Lydie Polfer prend la présidence.)

Ech si frou, dass mer déi Ried iwwert d'Entwécklungszesummenaarbecht elo dëst Joer am Oktober halen. Ech mengen, dat war eng laang Demande vun der LSAP-Fraktioun, well mer ëmmer d'Gefill haten, dass déi Ried ëmmer méi zu enger Formsaach ginn ass, déi weder no baussen nach op d'Politik vun der Regierung vill Impakt hat.

Zum Deel hat dat domat ze dinn, dass mer eis an deene leschte Jore bei dësem Débat op de Rapport annuel vum virleschte Joer ëmmer bezunn hunn. Hätte mer wéi soss d'Kooperatiounsried dëst Joer, wéi all déi Jore virdrun, am Mäerz gehalen, hätte mer als leschte Joresbericht dee vun 2009 virleie gehat. Dat mécht an eisen Aen net vill Sënn. Et geet jo awer och drëm, e Lien hierzestellen tëschent deem, wat bis elo gemaach gouf, an der Ausriichtung vun der Politik an de kommende Joren a Méint.

Besonnesch no 2008, d'Joer, wou déi gréisste global Finanz- a Wirtschaftskris iwwert d'Welt ausgebrach ass, ass et däitlech ginn, dass mer an der Chamber probéiere mussen, d'Kooperatiounspolitik hallefweegs zäitno ze suivéieren, wa mer en éierlechen Interessi drun hunn.

Erlaabt mer och ze ënnersträichen, dass mir als LSAP-Fraktioun frou sinn, dass d'Regierung och während an no der Kris deen héijen Niveau un Engagement an der Entwécklungszesummenaarbecht onverännert bäibehalen huet. Wéi d'Reaktiounen an deenen aneren EU-Länner weisen, ass dat - a mir wëssen dat all - keng Selbstverständlechkeet. Ech wëll domat soen, dass den internationale Kontext, an deem de Kooperatiounsministère schafft, sech heiansdo ganz schnell ka veränneren, an dass d'Chamber, wa se wëllt dës Politik aktiv begleeden, sech net kann drop beschränken, eemol am Joer mat engem gewëssenen Déphasage en Débat ze halen.

Natierlech hu mer och an der zoustänneger Chamberskommissioun jidderzäit d'Méiglechkeet, eis iwwer rezent Entwécklungen ze informéieren an en Avis zu konkrete Sujeten ofzeginn. Doriwwer eraus fannen ech et awer och gutt, wann een iwwert d'Joer e puer fest Rendez-vousen huet, wou d'Kooperatiounspolitik Visibilitéit kritt. Ech denken, dat ass elo de Fall.

Mir kréie virum Summer am Juli de Rapport vum Ministère virgedroen. Am September hu mer d'Assisë vun der Kooperatioun, wou all Acteuren zesummekommen an eng Plattform hunn, fir iwwer nei Entwécklungen, d'Problemer an esou weider kënnen ze diskutéieren, an dann e Mount drop, elo am Oktober, hu mer hei den Débat an der Chamber. Dat schéngt mer eng Verbesserung ze sinn, och wa mer, wéi gesot, dëst Joer am Fréijoer d'Ried hu missen ausfale loossen.

Ech wëll awer och vun dëser Plaz aus mengem Kolleeg, dem Ben Fayot, dem President vun der aussepolitescher Kommissioun, déi jo och dee ganze Volet Kooperatioun an Entwécklungszesummenaarbecht behandelt, Merci soen, well mir hunn dee Sujet an der Kommissioun oft behandelt, an d'Madame Ministesch an hir Mataarbechter sinn all Kéiers komm, wa mer se gefrot hunn.

Dëst Joer - wat nei ass - hu mer eis och iwwert d'PICen ënnerhalen. Mir haten eng exzellent Dokumentatioun kritt, wat de PIC vun Nicaragua ubelaangt. Ech mengen, mir kréien elo Übung an deem Exercice, an ech hoffen, dass an deenen nächste Joren déi Diskussiounen iwwert déi PICen an der Kommissioun dann och nach méi déif a méi intensiv ginn.

Mir haten och de Jean Feyder, e bekannte Lëtzebuerger Diplomat, de fréieren Direkter vun der Kooperatioun, do, deen eis säi Buch virgestallt huet, wou mer eng flott Diskussioun haten. Mir haten d'Madame Sheeran vum PAM an der Kommissioun. Den Här Fayot huet och deen Dossier, wou mer all Joers driwwer schwätzen, iwwert d'APEen, d'Accords de partenariat économique, behandelt, fir dass mer als Chamber deen Dossier och suivéieren. Mir hunn och décidéiert, dass mer, nodeems ech eng Entrevue hat iwwer Greenpeace, organiséiert mat de Fëscher aus Afrika, eis an der aussepolitescher Kommissioun déi COM-Dokumenter, déi mer ëmmer ewechklasséiert hunn, wann et iwwer Fëscherei gaangen ass, awer och elo géifen ukucken.

Mir haten nach virun zwou Wochen en Dokument iwwert d'Konferenz vu Busan - d'Madame Ministesch huet se ugeschwat, d'Nofolgekonferenz vu Paräis a vun Accra -, wou den europäesche Standpunkt duergestallt gëtt, wéi si an där Konferenz wëllen untrieden. An den nächste Méindeg kënnt d'Madame Ministesch an d'Kommissioun mat hire Mataarbechter a wäert eis informéieren, mat wéi enge Vuë si op déi Konferenz geet. Ech mengen, dat ass e Bewäis, dass mer an där Kommissioun déi Theme gutt behandelen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech sinn och ganz zefridden, a virun allem d'LSAP-Fraktioun ass ganz zefridden, dass d'Regierung e Projet de loi virgeluecht huet, fir dass mer dat bestehend 96er Kooperatiounsgesetz iwwerschaffe kënnen. Meng Kolleegin, d'Lydie Err - déi ech iwwregens haut entschëllege wëll, si mécht haut net blo, si ass am Kader vum Conseil de l'Europe an der Commission de Venise ënnerwee am Ausland an huet mech gefrot, se hei ze entschëllegen -, mir hate jo nach um Enn vun der leschter Legislaturperiod eng Proposition de loi déposéiert, well mer ebe festgestallt haten, dass sech zënter dem Akraafttriede vun deem Gesetz vun 1996 ganz villes verännert huet an dass d'Gesetz, dat neit Gesetz, deene Verännerunge soll Rechnung droen.

Dëst Argument gouf och dann duerno vun deenen zwee Koalitiounspartner beim Ausaarbechte vum Regierungsprogramm iwwerholl, an ech fannen, et ass och ganz schnell ëmgesat ginn, well mir hunn och elo e Projet de loi doleien. Do gëtt et natierlech Ënnerscheeder tëschent deem Projet de loi vun der Regierung an der Propositioun vum Lydie Err a vu mir. Mä ech mengen, grad dat gëtt eis d'Geleeënheet, deemnächst an der Kommissioun Punkt fir Punkt iwwert déi verschidden Aspekter vun der Kooperatioun ze diskutéieren.

Mir hunn e gudde Projet de loi, mir hunn eng gutt Proposition de loi, mir hunn e gudden Avis, zwee gutt Avisë vum Conseil d'État, mir hunn e gudden Avis vum Cercle des ONG, an ech mengen, wa mer dat alles verschaffen, da wäerte mer fir dat neit Gesetz - d'Ministesch huet virdru gesot, d'96er Gesetz ass deemools vum CAD als virbildlech ervirgestrach ginn -, da sinn ech och iwwerzeegt, dass mer beim 2011er Gesetz oder 2012er Gesetz och wäerten eng gutt Zensur vum CAD kréien.

Ech ginn net op d'Proposition de loi an. Ech wollt lech just soen, dass et generell dem Lydie Err a mir drëm gaangen ass, méi regelméisseg an e besseren Austausch tëschent der Regierung, der Chamber an aneren Acteuren hei am Land iwwert d'Aarbecht an der Entwécklungszesummenaarbecht ze hunn. Mir sinn der Meenung, dass, iwwert de Krees vu Leit eraus, déi konkret um Terrain schaffen, méiglechst vill Interessenten, och op der Säit vun den Donateuren, solle verstoen, mat wat fir engen Erausfuerderungen a Problemer d'Entwécklungszesummenaarbecht verbonnen ass a wat fir eng Léisunge gewielt ginn, fir dass d'„best practices" sech méi schnell kënnen als Standard duerchsetzen an d'Vertrauen an dës Politik ka gestäerkt ginn.

Am Fall vun der Entwécklungszesummenaarbecht ass dat besonnesch wichteg. Hëllefen, mir wëssen dat all, ass komplex a schwiereg. Erfahrungen, gutt Kenntnisser vun deene Länner a Secteuren, an deenen ee schafft, an d'Bereetschaft, bei alle konkrete Projeten déi eegen Instrumenter flexibel un déi reell Besoinen unzepassen, si gutt Viraussetzungen, fir eng Hëllef unzebidden, déi fir déi betraffe Leit en echte Fortschrëtt bedeit.

Dëst ass nëmme méiglech, éischtens, wann op allen Niveauen engagéiert Leit schaffen, zweetens, wann déi ëmmer erëm no neie Weeër sichen, fir besser virunzekommen, an drëttens, wann dës Leit an engem Kader schaffe kënnen, deen hinnen e gewëssene Fräiraum dofir léisst.

Här President, Madame Minister, Dir Dammen an Dir Hären, mir wëssen awer all, dass d'Entwécklungshëllef just eng Drëps op de waarme Steen ass. Et ass e klenge Coup de pouce fir déi eng oder déi aner Regioun op der Welt, där hir Entwécklung vu ganz anere Facteuren ofhänkt oder och behënnert gëtt. Dat schmälert net de Verdéngscht vun der Entwécklungszesummenaarbecht, mä et misst dozou féieren, dass mer an anere Politikberäicher aktiv ginn a probéieren, en Afloss drop ze huelen, wann et eis an éischter Linn drëm geet, d'Situatioun vu Leit ze verbesseren, déi a batterer Aarmut liewen.

Domat wäre mer bei der Cohérence des politiques ukomm, e wichtegt Thema. Ofgesinn, pardon, oft sinn d'Ursaache vun extremer Aarmut villfälteg a komplex, meeschtens huet och e klengt Land wéi Lëtzebuerg net allze vill Afloss dorop. Eng Rei vu Problemer leien um Niveau vun deem betraffene Land, anerer sinn d'Konsequenze vun internationale Politiken, mä trotzdeem steet Lëtzebuerg a mengen Aen an der Flicht, seng eegen Aktiounen ze iwwerpréiwen an d'Auswierkunge vun der nationaler Politik op aner Länner regelméisseg ze bewäerten.

Interessenskonflikter tëschent verschiddene Politikberäicher musse méi systematesch analyséiert an diskutéiert ginn. Inkohärenzen entstinn, wann all Ministère just seng eegen Interesse verfollegt an net duerno kuckt, wat déi aner Ministèrë maachen.

Verstitt mech awer net falsch. D'Entwécklungszesummenaarbecht ass net deen eenzege legitimen Interessi, deen dëst Land huet, an et ass kloer, dass d'Ziler vun dëser Politik net grad ëmmer kënne Virrang hunn. Et sollt awer net passéieren, dass mer Sue verléieren, well mer politesch Décisiounen treffen, déi sech an hirer Wierkung géigesäiteg ophiewen. A mir sollten öffentlech driwwer kënnen diskutéieren, wéi mer eis Prioritéite vu Fall zu Fall wëlle setzen.

An der aussepolitescher Kommissioun hate mer viru Kuerzem, wéi all Joers virun dësem Débat, eis traditionell Entrevue mat de Représentantë vum Cercle vun den ONGen. Dobäi huet sech ënner anerem gewisen, dass d'ONGe sech virun allem Suerge maachen, dass Drock ausgeübt gëtt, fir dass d'Kooperatiounspolitik sech un d'Ziler vun anere Ressorten upasst. D'ONGe ginn um Terrain oft domat konfrontéiert, dass all méiglech aner Interessen d'Ëmsetzung vun hire Projeten erschwéieren. Dofir ass et och verständlech, dass si verlaangen, dass d'Politik generell méi Rücksicht hëlt op d'Bedierfnisser vun de Mënschen an der Drëtter Welt, an dass si fäerten, dass d'Entwécklungszesummenaarbecht zum Deel instrumentaliséiert gëtt, fir aner Ziler ze erreechen.

Ech denken awer, dass mer zu Lëtzebuerg an där Hisiicht gutt dostinn, well mer bewosst op eng Aide liée verzichten, dat heescht, dass d'Kooperatiounspolitik sech net orientéiere muss un den Ziler vun anere Ministèren. Am Fong, genau geholl, ass dat och eng Form vun Inkohärenz, well mer op Plus-valuë verzichten, déi eventuell fir d'Lëtzebuerger Ekonomie kéinten entstoen, fir sécher ze sinn, dass eis Programmer an der Entwécklungszesummenaarbecht sech ausschliesslech no den Entwécklungsziler vun de Partnerlänner kënnen ausriichten.

Doriwwer eraus musse mer awer kucken, ob mer d'Saach net nach besser kënne maachen, andeems mer am Hannerkapp behalen, dass vill Décisiounen an de Beräicher Landwirtschaft, Handel an Ëmwelt- a Klimaschutz och Auswierkungen op d'Situatioun an den Entwécklungslänner hunn. An eiser leschter Entrevue mam Cercle des ONG, virun zwou Wochen, sinn e puer konkret Beispiller an deem Kontext op d'Tapéit komm. Dorënner ware souwuel positiv Aktiounen, déi kënnen een Impakt hunn, wéi zum Beispill d'Aféiere vu verschiddene Kritäre bei den öffentlechen Ausschreiwungen.

De Cercle des ONG huet awer och negativ Beispiller am Beräich vum Klimaschutz an dem Emissiounshandel beliicht. De Klimaschutz ass en exzellent Beispill, wou mer riskéieren, ganz vill Sue sënnlos ze verschwenden, wa mer net e reelle politeschen Effort maachen. Mir hu souwuel um nationale wéi um internationalen Niveau e Konsens, dass de Klimawandel eis all betrëfft an dass mer probéiere mussen, deen Impakt vu mënschlechen Aktivitéiten dorop esou kleng wéi méiglech ze halen, fir dass herno net Milliounen vu Mënschen ënnert de Konsequenzen ze leiden hunn. Et besteet effektiv e grousse Risiko, dass de Klimawandel weltwäit all Efforten, fir d'Mënschen aus der extremer Aarmut erauszehuelen, erëm zunichte mécht.

Anerersäits huet de Succès vu verschiddene Länner bei der Entwécklung e staarken Impakt op d'Ëmwelt, op de Ressourcëverbrauch an op d'Emissioune vun CO_2. Wann et de Leit a China an an Indien endlech besser geet a si och nëmmen zum Deel de westleche Liewensstandard iwwerhuelen, heescht dat automatesch och, dass si méi Energie notzen, méi natierlech Ressourcë verbrauchen a méi Waasser verknaschten an esou weider.

Souguer wann d'Politik als eenzegt Zil hätt, dass all d'Mënschen op der Welt e mënschewierdegt Liewe féiere kënnen, haut an an Zukunft, gëtt et tëschent den Ziler vun der Entwécklungspolitik an deene vum Klima- an Ëmweltschutz e Konflikt. Dofir solle mir eis et net och nach zousätzlech leeschten, Suen auszegi fir Mesuren, déi weder deem engen nach deem aneren Zil déngen an eis just e puer bëlleg Zertifikater am Emissiounshandel abréngen.

D'Grondiddi vum Emissiounshandel ass net falsch, well fir de Klimaschutz ass et u sech egal, wou op der Welt een investéiert, fir Projeten ze realiséieren, déi CO_2 spueren. An der Praxis, mengen ech, fonctionnéiert et awer net besonnesch gutt. Ofgesi vun deem ganze bürokrateschen Opwand, dee jo och net gratis ass, féiert den Emissiounshandel leider net automatesch dozou, dass déi effizientste Projeten ëmgesat ginn.

Lëtzebuerg gëtt e gudden Deel vun der Verantwortung an dësem Beräich of, andeem mer eis un internationale Fonge bedeelegen. Dat ass sécher méi effizient, wéi wa mer géife probéieren, alles selwer ze maachen, hëlt eis awer d'Kontroll driwwer, wat wierklech mat deene Sue geschitt. Och bei deene Projeten, déi mer am Kader vun de „clean development mechanisms" selwer realiséieren, kann een driwwer diskutéieren, ob virun allem de Präis pro Tonn CO_2 oder d'Sënnhaftegkeet vum Projet am Mëttelpunkt stoungen.

Sou stellen ech mer zumindest Froen, wa mer a Latäinamerika zwielef Milliounen Energiespuerluuchten un d'Haushalter verdeelen, wou dësen Austausch vun der klassescher Bir géint Energiespuerluuchte schonn hei an Europa net onëmstridden ass. Souguer wann een deenen offizielle Quelle gleeft, dass d'Ökobilanz trotz komplexer Hierstellung a Quecksëlwergehalt vun deene Luuchten nach ëmmer positiv ass, froen ech mech awer, ob dat déi effizientste Method ass, fir dem Klimawandel entgéintzewierken.

En anert negativt Beispill, dat vun den ONGen ugeschwat gouf, ass den Agrosprit. D'Bäimësche vun Agrosprit zu den übleche Carburanten ass eng einfach Méiglechkeet, den Undeel vun erneierbaren Energië ganz schnell eropzesetzen. Just d'Ëmweltbilanz ass net besonnesch gutt. Net emol dat ursprünglecht Zil, fir CO_2 anzespueren, gëtt iwwerzeegend erreecht. Wa Bëscher, déi CO_2 späicheren, ofgeholzt ginn, fir Energieplanzen unzebauen - ech mengen, dat wësse mer all -, bréngt dat net ganz vill fir de Klimaschutz an et ass, wéi mer all wëssen, och en immensen Dauerschued fir d'Biodiversitéit an och fir d'Ëmwelt.

Mir kënnen eis also net eisen internationale Verflichtungen entzéien. Mä wann d'EU eng Direktiv beschléisst, déi herno noweislech en Effet pervers huet, da muss Lëtzebuerg, mengen ech, sech aktiv dofir asetzen, dass dës europäesch Gesetzer geännert ginn. Grad an esou Fäll mussen déi zoustänneg Membere vun enger Regierung sech konzertéieren an no baussen eng eenheetlech Linn vertrieden. Et kann een net einfach hinhuelen, dass d'EU trotz schlechter Ëmweltbilanz un der massiver Bäimëschung vum Agrosprit festhält an anererséits et awer net fäerdegbréngt, den Autoskonstrukteure Contrainten opzëerleeën, fir déi grouss Spritfriesser vum Marché ze huelen.

Mir kënnen am Beräich vun der Entwécklungszesummenaarbecht an Europa esou gutt zesummeschaffe wéi mer wëllen, mä wa mer et net fäerdegbréngen, an anere Politikberäicher déi richteg Prioritéiten ze setzen, sinn d'Chancen, dass mer eisen europäeschen Ziler méi no kommen, mengen ech, schlecht. Soulaang mer all d'Spillregelen am Welthandel zugonschte vun deenen entwéckelte Länner ausleeën, kréien d'Klengbaueren an der Drëtter Welt keng Chance! Soulaang mer mat eiser Demande an den Drëttweltlänner eng industriell, exportorientéiert Landwirtschaft ënnerstëtzen, eis eegen Iwwerschëss dank Subventiounen zu Dumpingpräisser verkafen a lokal Marchéen zerstéieren, droe mer zu deene Problemer bäi, déi mer mat eiser Kooperatiounspolitik wëlle léisen.

D'Erkenntnis, dass an deene vergaangene Joren an den Entwécklungslänner net genuch an d'Liewensmëttelproduktioun investéiert gouf, féiert esou lues zu Verännerungen. Et besteet awer - an ech mengen, d'Madame Arendt hat dat och ugeschwat - et besteet awer de Risiko, dass dobäi mat Hëllef vun internationalen Investoren éischter grouss industriell Agrarbetriber en Opschwong erliewen, mat allen negative Konsequenzen. Oft ginn an esou engem Prozess d'Klengbaueren einfach enteegent. Dësen Typ vu Landwirtschaft verbraucht da vill Waasser a belaascht d'Ëmwelt. Déi lokal Bevölkerung huet meeschtens net vill dovun. Esou bekämpft een, mengen ech, net d'Aarmut!

Liewensmëttel an och Waasser si keng Wuer wéi eng aner, a mir mussen endlech international Regelen opstellen, déi deem Rechnung droen. All Stat muss d'Moyenen hunn, fir kleng Produzenten ze schützen, lokal a regional Mäert ze favoriséieren an d'Liewensmëttelsécherheet ze verbesseren. Lëtzebuerg soll seng Partnerlänner bei dësen Efforten ënnerstëtzen, sief et am Kader vun der Entwécklungshëllef oder bei de Verhandlungen um Niveau vun der EU, wann et ëm Handel a Landwirtschaft geet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn elo laang iwwer Sujete geschwat, déi nëmmen „indirekt" - entre guillemets - mat der alldeeglecher Aarbecht am Kooperatiounsministère ze dinn hunn. Ech hunn dat gemaach, fir ze ënnersträichen, dass d'Bekämpfung vun der Aarmut eng Aufgab vun der ganzer Regierung muss sinn.

An eiser Proposition de loi - déi vun der Madame Err a vu mir - hate mer virgesinn, de Comité interministériel ze stäerken an em eng Aufgab ze ginn, regelméisseg Rapport iwwert d'Cohérence des politiques ze maachen. De Statsrot war der Meenung, dass esou eng Aufgab éischter um Niveau vun der Regierung selwer misst gemaach ginn. Dem Lydie Err a mir goung et drëm, dass an Zukunft systematesch sollen Analysen zu der Cohérence des politiques gemaach ginn. Et goung eis net drëm, dass nach méi Pabeier produzéiert muss ginn, ouni dass eppes dobäi erauskënnt. Mir sinn deemno gäre bereet, mat der Ministesch zesummen ze kucken, a wat fir enger Form mer am beschte schaffe kënnen, fir dëst Zil ze erreechen.

Wéi ufanks gesot, freeën ech mech, wéi gesot, an der Kommissioun mat de Kolleegen a Kolleeginnen, mat der Ministesch an hire Mataarbechter un deem Projet de loi ze schaffen. Et muss och net alles, wat an der Proposition de loi steet, textuell iwwerholl ginn. Ech géif mengen, haaptsächlech ass et wichteg, dass mer iwwer all déi Punkten, déi an der Proposition de loi sinn an net am Projet de loi sinn, diskutéieren. Zum Beispill iwwert d'Gemengen, do ginn och vill Suen an d'Kooperatioun investéiert. Dat muss net onbedéngt am Projet de loi drastoen, am neie Gesetz drastoen, mä et muss een awer kucken, dass een e Modus

vivendi fënnt, fir dat nach besser ze organiséieren. Dat nämlecht gëllt fir d'PICen.

Ech wollt nach eng lescht, e puer lescht Remarquë maachen. Ech hu vill iwwert d'Cohérence des politiques geschwat, an da kënnt ëmmer d'Beispill vun den Inkohärenzen. Mä Cohérence des politiques ass a mengen Aen och, wann ee versicht, nei Synergien ze schafen, wann eppes gemaach gëtt, dass et och fir déi aner gutt ass.

An ech wollt drop hiweisen - dat hunn ech immens interessant fonnt: Ech hunn en Artikel gesinn, d'lescht Woch am „Tageblatt", vun der ACSAL, dat ass d'Agence pour la coopération scientifique Afrique-Luxembourg, déi elo muer an iwwermuer, mengen ech, och e Seminär hunn hei zu Lëtzebuerg. Wat einfach flott ass, dat si Fuerscher, Lëtzebuerger Fuerscher an afrikanesch Fuerscher aus der Diaspora, déi versichen, dass een och an der Fuerschung, duerch Fuerschung, duerch Technologietransfer kann hëllefen an Afrika bei der Entwécklung.

An da wollt ech och nach... Ech hunn Iech och virdru gesot, dass mer an der Kommissioun ganz vill COM-Dokumenter, déi d'Kommissioun vu Bréissel schéckt, a SEC-Dokumenter, déi se eis schéckt, ënnert der Opsiicht vum Ben Fayot ëmmer ganz seriö duerchhuelen. An do war eent, do ass och eng Evaluatioun vu Lëtzebuerg, an déi ass jo relativ positiv. Ech fannen dat gutt. Mir gi gelueft, dass mer hëllefe bei der „domestic ressource mobilisation", dat heescht, dass mer Programmer hunn, wou mer hëllefen, d'Douane, „judiciary", d'Steierverwaltungen an den Entwécklungslänner, op verschiddene Kontinenter do hëllefen. Dat ass eng gutt Saach, dass mer och d'Promotioun maache vun de Prinzipië vun der „good governance", an alles, wat de Volet „taxes" ass. Dat ass ganz positiv.

Ech hunn awer an deem Dokument och eng... An da gi mer och gelueft, dass mer verschidde Konventioune géint Korruptioun - Merida an esou weider -, dass mer iwwerall do matgemaach hunn. Et ass just eppes, wou ech wollt froen: Do schreiwe se och, wéi Lëtzebuerg d'Ratifikatioun oder d'„adherence", also d'Adhérence zu internationale Konventiounen an Initiativen iwwer Steieren ugeet. Do gëtt et dann zum Beispill „IMF Regional Technical Assistance Centres" oder „International Tax Dialogue", „International Tax Compact", „African Tax Administration Forum", do steet dann ëmmer „no", „no", „no" hannendrun. Do si mer nach net derbäi. Ech wollt froen: Gëtt do dru geduecht, och do vläicht an deene Gremië méi aktiv matzemaachen?

Da wollt ech eng lescht Remarque maachen, eng Fro stellen iwwert de Cap-Vert. Dir wësst, dat ass e Land, dat mer besonnesch um Häerz läit a wou ech weess, dass d'Ministesch an och d'ganzt Lëtzebuerger Vollek an och d'Lëtzebuerger Politik vill Attachen huet zu deem Land. Mir hu jo do ugefaange mat Appui-budgétaire-Programmer, an ech wollt froen, wéi Der do virukommt, ob déi Projeten Iech zefridde stellen an ob mer dat net nach weider mat engem Land, wou mer esou déif a laang frëndschaftlech an och politesch Bezéiungen hunn, ob een do net nach kann drun denken, dat nach weider auszebauen.

Dat gesot, wëll ech natierlech all deene Merci soen, déi nogelauschtert hunn. Ech wëll awer och all deene Leit, déi der Lëtzebuerger Kooperatioun um Terrain e Gesiicht ginn, déi an den ONGen, déi am Ministère, déi uechter d'Länner, wou mer schaffen, eis vertrieden, vun hei aus am Numm vun der LSAP villmools Merci soen.

Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- Ech soen dem honorabelen Här Angel och Merci, an ech géif dann als nächstem Riedner dem honorabelen Här Braz d'Wuert ginn.

M. Félix Braz *(déi gréng)*.- Merci, Madame Presidentin. Ech wëll fir d'Eischt zwee Mercië lassginn, deen éischten un d'Madame Ministesch an hir Mataarbechter fir déi flott Aart a Weis, wéi mer, zënter dass si dëse Ressort iwwerholl huet, mateneen diskutéiere kënnen, och an der Kommissioun, fir d'Disponibilitéit a besonnesch och de Rapport, deen all Joers gemaach gëtt, dee wierklech, wéi ech fannen, e virbildleche Rapport ass: komplett, detailléiert. Et mécht Spaass, deen ze hunn. An dofir e Merci!

Merci awer och un d'ONGen, deeselwechte Luef verdéngen och d'ONGen an deem heite Beräich. Och déi leeschten e Bäitrag zu der Aarbecht vun der Kommissioun. Och déi leeën e Rapport op den Dësch, deen och ganz exhaustiv an och léierräich ass, fir vläicht en anert Liicht och op d'Kooperatiounspolitik ze werfen. Ouni hiren Apport, mengen ech, wär d'Diskussioun eng aner. An déi zwee Rapporten zesummen erlaben eng anstänneg Diskussioun.

Ech sinn och frou doriwwer, dass mer déi Diskussiounen hei an engem Dag féieren. Dat ass net ëmmer de Fall gewiescht, dass also direkt no der Interventioun vun der Ministesch d'Parlament kann drop reagéieren. Ech wäert dat och probéieren ze maachen, op dat anzegoen, wat Dir virginn hutt, an eis Meenung dozou soen.

Wann een d'Haaptenjeue vun der Kooperatiounspolitik weltwäit kuckt an et considéréiert een dat, wat déi gréisst Ambitioun war an der weltwäiter Kooperatiounspolitik, nämlech d'„millennium goals", da muss ee soen, dass déi weltwäit Kooperatiounspolitik kee Succès ass. D'„millennium goals" sinn net erreecht. Am Contraire, den Trend geet souguer éischter erëm zréck!

Den Honger an der Welt ass an de leschte Joren, no ufängleche Succèsen, nees leider an enger Courbe ascendante. Et muss een, an et kann een et net anescht soen, dass déi Efforten net zum Erfolleg gefouert hunn. Et ass eng dramatesch Feststellung, well directement do hannendru sech och Mënscheliewe befannen.

An déi Satisfaktioun, déi ee gäre wéilt - grad aus Lëtzebuerger Vue - am Beräich vun der Kooperatiounspolitik äusseren, déi muss ee leider dämpfen a konstatéieren, dass se am Concert vun de groussen Natiounen op der Welt net dozou gefouert hunn, dass mer Succès hunn. Vill Länner hu sech engagéiert, déi 0,7% vun hirem PIB an d'Entwécklungshëllef ze stiechen. Och do muss ee feststellen, dass d'Efforten net nëmmen net iwwerall agehale gi sinn - déi allermannst hu se agehalen -, schlëmmer ass, dass vill Länner souguer am Moment hiren Effort zréckgeschrauft hunn ënnert dem Afloss vun der Kris.

Eppes, wat hei zu Lëtzebuerg net gemaach ginn ass. Hei ass nach virun de leschte Chamberswahlen eng Motioun eestëmmeg ugeholl ginn, deemools nach mam Accord vum ADR, dee jo zënterhier op Irrungen an Irrwegen op dësem Dossier ënnerwee ass. Mä zu Lëtzebuerg hu mer awer nach ëmmer eng ganz breet Énnerstëtzung fir eng voluntaristesch Kooperatiounspolitik a fir den Effort net zréckzeschrauwen, am Géigendeel, fir en op engem héijen Niveau ronderëm 1%, also wäit méi wéi déi 0,7%, ze halen. An dat ass och nach ëmmer d'Positioun vun der grénger Fraktioun haut. Mir wëllen, dass déi Effortë gemaach ginn! Et ass richteg, dass mer déi maachen!

Madame Minister, an Ärer Interventioun hutt Dir eng Rei Hommagë gemaach an Dir hutt och eng Rei Satisfaktiounen ausgedréckt. Hommagen notamment u Lux-Dev, awer ech wéilt do ausdrécklech och gären eng ganz Rei ONGe mat abannen an dee Merci, déi wierklech eng exzellent Aarbecht maachen, an huelen da Lux-Dev stellvertriedend dann och fir all déi ONGen, déi mat hinne schaffen.

Dir hutt och eng Rei Satisfaktiounen ausgedréckt. Dir hutt eng Rei Länner genannt, wou mer aktiv sinn a wou mer un enger Rei vu konkrete Projete kënne Succès vermellen, a mir schléissen eis där Satisfaktioun och gären un. Wat gutt ass, soll een och net schlechtrieden an zerrieden. Gutt gemaachen Aarbecht ass eng gutt gemaachen Aarbecht, an dobäi soll et bleiwen.

Dir hutt awer, Madame Minister, net wierklech Iech mat de Problemer och beschäftegt, déi mer an der Kooperatioun hunn, oder mat de Saachen, déi vläicht manner gutt lafen. Ech wëll dat dofir an Ärer Plaz kuerz maachen, well et gëtt och Problemer an der Aide publique au développement.

Éischte Punkt, dat ass deen, deen ech déi lescht Joren ëmmer nees opgeworf hunn, dat ass dee vun der Cohérence des politiques. Dat ass a bleift eng Schwieregkeet. Dat ass a bleift e Problem, en ongeléiste Problem. An Dir hutt an Ärer Interventioun och e bësse virgebaut, wou Der ënnerstrach hutt, dass fir eng ganz Rei Instrumenter zu Lëtzebuerg - ob dat elo den Aussenhandel ass oder d'Gestioun vum Kyoto-Fong oder d'Stéchwuert vun der Problematik vun de Flüchtlingen -, dass do aner Leit oder zumindest aner Departementer, bei deem enge Beispill, zumindest aner Departementer an aner Ministërë responsabel wären. Dir hutt do wëlle virbaue fir de Reproche, dass net genuch géif am Beräich vun der Cohérence des politiques zesummegeschafft ginn.

Ech muss trotzdeem dee Reproche maachen, och wann Der virgebaut hutt. Dat ass ee vun den ongeléiste Problemer zu Lëtzebuerg. Dir hutt och gesot, Dir géift schonn en vue vum Rapport d'nächst Joer vum Comité d'assistance au développement vun der OECD mat enger konstruktiver Spannung waarden.

Ech muss soen als gréng Fraktioun, wann de CAD seng Aarbecht anstänneg mécht, dann dierft et zumindest op engem Punkt net terribel spannend sinn: Um Punkt vun der Cohérence des politiques misste mer nees eng Kéier - well et wär net fir d'Éischt - vum CAD kritiséiert ginn. Mir hunn do keng Fortschrëtter gemaach, iwwerhaapt keng par rapport zu hirem leschte Rapport, wou mer scho kritiséiert gi sinn. Dat ass a bleift a mengen Aen den Haaptschwaachpunkt. An ech erwähnen dat, Madame Minister, well an Ärem Projet de loi, deen Der am Moment an der zoustänneger Kommissioun an der Diskussioun hutt, sinn a mengen Ae keng Elementer dran, fir de Problem ze behiewen.

D'Cohérence des politiques ass awer extrem wichteg. Well et mécht jo kee Sënn, dass mer mat enger Hand fir deiert Geld probéieren ze hëllefen op der Plaz a sënnvoll Projete realiséieren, a gläichzäiteg hei doheem de Problem weider verschäerfen - Stéchwuert Klimawandel, Stéchwuert Réchauffement climatique, CO_2-Emissiounen. Et hëlleft net vill, wann ee mat Projeten op Plazen an der Welt, wou et wéineg Moyenë gëtt, probéiert ze hëllefen, fir CO_2-Emissiounen ze spueren, wann op där anerer Säit mer hei zu Lëtzebuerg am Beräich vun der Mobilitéit oder vun der Industriepolitik justement de Contraire maachen.

Mir suergen hei fir e Problem, net eleng bien entendu, mä och Lëtzebuerg suergt derfir, dass e Problem weltwäit geschafe gëtt, an engem Mooss, wat wäit iwwert dat erausgeet, wat mat der Kooperatiounspolitik op deenen anere Plazen an der Welt kann agespuert ginn. Dee Bilan ass a bleift extrem negativ. An dat mécht, wann een éierlech ass, net terribel Sënn.

Et geet och nach méi wäit: Mir maache vun deene Projeten, déi mer weltwäit realiséieren, och net wierklech e Bilan vun hirem Impakt. Mir observéieren natierlech déi Projeten, mir hunn och e Suivi dovun an et gëtt och op verschidden Aart a Weise bilanzéiert, finanziell an och op aneren Aspekter. Den exakten Impakt, notamment fir d'Emwelt, d'Klimaproblematik, ass awer haut nach ëmmer näischt, wat seriö a kontinuéierlech géif bei all de Projeten analyséiert ginn. An dat ass an eisen Aen definitiv eppes, wat verbessert misst ginn.

Dréi- an Aangelpunkt bei där Diskussioun ass awer och dee Comité interministériel pour la coopération au développement. Den CICD ass an de leschte Joren ëmmer nees an d'Kritik geroden, wann ee sech méi genee domadder beschäftegt. An déi ONGen, déi bei eis an der Kommissioun waren, hunn dat jo och gemaach. Si hunn zimlech genee observéiert, wat den CICD mécht. Si hunn och do scho mat de Virschléi sech presentéiert, wéi een et kéint verbesseren. A mir hunn an der Kommissioun héieren, wat de Bilan ass. En ass och do zimlech ernüchternd.

Den CICD funktionéiert net. E funktionéiert net nëmmen net gutt, e funktionéiert praktesch net. Ech wëll de Bilan net schéirieden. Deen ass einfach net positiv, an dat ass a mengen Aen e ganz seriöe Problem. Ofgesi vun de Présencen oder den Netpréséncen oder de wéinegen Aktivitéiten - et geet wierklech drëms, wéi strukturéiert deen CICD ze schaffen hätt an et bis haut eigentlech net mécht.

Dobäi hätt e genuch Aarbecht. D'ONGen hunn, wéi gesot, schonn eng ganz Rei Virschléi jo och gemaach, mat deene sech den CICD sollt beschäftegen, ob dat ass am Beräich vun de Marchés publics, vun den CDMen, den „clean development mechanisms", bei den Agrocarburanten, dem Fonds de compensation, wat jo och schonn op anere Plazen e wichtegt Thema war, an där Beispiller nach, do ass an eisen Aen eng dréngend Reform gebueden.

D'Gesetz vun ‹96 huet op deem dote Punkt Lacunen. Äre Projet de loi, Madame Minister, huet op deem dote Punkt leider keng Verbesserungen dran. Mir haten et schonn eng Kéier regrettéiert, dass mer eis net méi inspiréiert hunn um Projet de loi (veuillez lire: un der Proposition de loi) vun der Madame Err a vum Här Angel. Mir fannen als gréng Fraktioun dee Projet nach ëmmer…, déi Propositioun nach ëmmer ganz gutt.

Mir hu bedauert, dass d'Regierung e Géigentext mécht, deen och manner wäit geet, dee wierklech an eisen Ae keng Reform duerstellt, dee kleng Punkten nëmmen upeekt. Dat geet an der Ambitioun an an der Envergure an eisen Aen net duer.

Mir hätten et léiwer gesinn, wann d'Regierung d'Proposition de loi Err/Angel amendéiert hätt op deene Punkten, wou en net gutt ass, well mir halen deen Text nach ëmmer fir eng exzellent Basis fir en neit Kooperatiounsgesetz zu Lëtzebuerg. A mir ginn d'Hoffnung net op, dass mer an der Kommissioun an den nächste Wochen a Méint, wa mer driwwer diskutéieren, ënnert dem Stréch awer herno en Text wäerte kënne verabschieden, dee sech ganz enk un déi initial Propositioun vun der Madame Err an dem Här Angel kann uleeën. Deen Text ass nämlech an eisen Aen net schlecht.

Dozou géif gehéieren, dass um Punkt vun dem CICD an deem dann neie Gesetz, wéi mir eis et virstellen, notamment um Punkt vun der Cohérence des politiques do wierklech eng Haaptroll géif an deem CICD do leien, fir e Suivi ze maachen, fir eng Evaluatioun ze maache vun de Projeten, fir eng wierklech Analys ze maachen iwwert den Impakt, den Impact développemental, awer net nëmmen, an dat wierklech an enger Logik vun engem Suivi an och do mat engem Rapport annuel.

Well mir si jo bal iwwerall ëmmer mat enger gewëssener Kontinuitéit engagéiert, an dat ass jo och richteg. Da soll och dovunner e Suivi gemaach ginn, wat den Impakt betrëfft, an der Logik vun der Kohärenz. Net nëmme vun der isoléierter Kooperatioun, mä an der Logik vun der Kohärenz vun de Politiken. A mir mengen, dass déi richteg Plaz dofir den CICD wär.

Dofir muss een net all d'Ministeren do um Dësch sëtzen hunn. De Statsrot huet jo e Virschlag gemaach, deen an déi Richtung geet. Dass bien entendu ënnert dem Stréch déi eenzel Ministere mussen d'Verantwortung dofir droen, dat ass kloer. Mä ech mengen net, dass et eng sënnvoll Iddi wär, fir déi doten Analys um Niveau vun de Ministere maachen ze loossen. Dat soll duerno vläicht do validéiert ginn, fir dass si och befaasst sinn domadder a sech responsabiliséiert spieren. Mä ech denken, am Alldag, wann déi Aarbecht soll seriö gemaach ginn, dann ass et vill Aarbecht, an da mussen och Leit kënnen zum Deel ofgestallt ginn, fir déi Aarbecht do ze maachen.

Zu der Kohärenz gehéiert awer och, dass ee sech mat den Themen - Dir hutt se erwähnt, Madame Minister - beschäftegt vun der Efficacité de l'aide an der Efficacité du développement.

Bei der Efficacité de l'aide, ech mengen, dat ass méi eng Effizienzfro, wou ee probéiert, mat esou mann wéi méiglech Moyenen esou vill wéi méiglech Resultater ze erreechen. Dass een d'Visiten op de richtege Minimum reduzéiert kritt, dass een eng besser Koordinatioun tëschent de Bailleurs de fonds organiséiert, an där Beispiller nach, dat ass haaptsächlech dee Volet.

Wat an eisen Ae méi interessant ass, ass d'Efficacité du développement, dass een also kuckt, och do, no der Cohérence des politiques. Wat ass dat, wat reell als Impakt dobäi erauskënnt? An dass een och wierklech do zilorientéiert schafft an net e bësse wéi an deem Beispill ëmmer vun der lechternacher Sprangprëssessioun, wou d'Richtung net ëmmer déiselwecht ass; dass een och eigentlech mat der Ambitioun schafft, méiglechst séier déi Hëllefe kënnen ofzeschafen.

D'Zil vun der Hëllef vun der Kooperatioun ass jo, derfir ze suergen, dass een déi hoffentlech relativ séier nees kann astellen, well d'Leit eleng eens ginn, well een hinnen d'Moyenë ginn huet, fir an enger méi souveräner Approche kënne sech selwer ze hëllefen. Dat misst permanent mat auditéiert ginn. Si mer, bewege mer eis op engem Wee, wou mer „Hilfe zur Selbsthilfe" leeschten, oder bewege mer eis op engem Wee, praktesch engem missionaresche Wee, wou een eigentlech ëmmer nëmmen d'Leit mat der Hand hëlt an d'Hand net dierf lassloossen? Wat dee falsche Wee wär! Dat muss och richteg a permanent auditéiert ginn. Dat huet mat Efficacité du développement ze dinn.

Och mat Efficacité du développement huet et a mengen Aen ze dinn, wéi eng Stëmm Lëtzebuerg anhëlt an enger Rei internationale Gremien: FMI, OMC. Mir kënnen hei mat engem Prozent vun eisem PIB relativ - relativ - vill Moyenen débloquéieren. Mir kënnen och probéieren, déi méiglechst effikass an intelligent an ouni „hidden agenda", contrairement zu villen anere Länner, unzebréngen. Wa mer awer gläichzäiteg keng kritesch Stëmm hunn an engem Gremium wéi dem Fonds monétaire international, wann do déi ärmste Länner gerode kréien, all hir Taxes douanières ofzebauen, wou ee weess, dass dann déi Marchéë schutzlos ausgeliwwert sinn deenen, déi wierklech organiséiert Ekonomien hunn, wou déi Länner op e Gros vun hire Recettë verzichten!

Déi Taxes douanières, domadder kréien d'Staten, d'Regierungen an deene Länner Moyenen zur Verfügung, fir kënne bestëmmte Politiken och ze finanzéieren, mat enger gewëssener Souveränitéit a mat enger Chance eben, sech ze entwéckelen.

Dat wat geschitt um Niveau vum FMI, wann ee wëllt Sue kréien, dass ee muss en contrepartie - idealerweis, wann een e gudde Schüler wëllt sinn - all seng Taxes douanières ofbauen, do huet een déi Länner mëttellos gemaach a wehrlos gemaach. Dat muss een einfach esou gesinn!

An et ass ëmsou méi scho bal perfid, well mir jo selwer et anescht hei an Europa gemaach hunn, wou mer d'PAC wollten opbauen. Well mer eis eens waren, dass mer misste fir eng gewësse Sécurité alimentaire a Souveraineté alimentaire suergen, hu mer selbstverständlech op den Douanen Taxen opgehuewen a mir hunn eis selbstverständlech an där Opbauphas dogéint geschützt, kënne vu baussen an eisen Opbaubestriewunge gestéiert ze ginn.

Dat heescht, dat, wat mer selwer fir eis als richteg ugesinn hunn, och an der Logik vun der Souveraineté alimentaire, verbidde mer haut iwwert den Ëmwee vum FMI ganz oft deene Länner, déi sech net kënne wieren, a mir brénge se an eng aner Logik, an eng scho bal Scholdespiral och, fir kënnen hir eege Produiten ze finanzéieren a gläichzäiteg zerstéiere mer, schafe mer d'Konditioune fir eng Zerstéierung vun hirer eegener Produktioun vu Produits alimentaires de base.

Och do misst Lëtzebuerg dann um Niveau vum FMI eng eege Stëmm hunn. Wat hëlleft et, dass mir 1% awer vum PIB vun engem Land vu 500.000 Awunner bäisteieren, wann iwwert deen doten Ëmwee Lëtzebuerg eng ganz diskret Stëmm nëmmen duerstellt.

Och dat wär Cohérence des politiques, well mer och do missten dann och vläicht an deem CICD an och um Regierungsniveau eis méi eens sinn, wat mer grad bei esou Dossiere wéi deen dote plädéieren - och Stéchwuert OMC. Ech wëll domadder net soen, dass mir géint e Libre échange sinn. Échange ass och fir déi Länner extrem wichteg, dass se es hunn, mä e muss awer op eng Aart a Weis organiséiert sinn, dass se kënne mathalen.

Libre échange tëschent zwee Partner, déi fundamental ongläich sinn, wou een extrem staark ass an een extrem schwaach, ass kee Libre échange. Dat ass einfach eng eesäiteg Dominatioun, an dat musse mer och als dat identifizéieren. An och do muss Lëtzebuerg, mengen ech, de Courage hunn, heiansdo méi kritesch Téin unzeschloen op aneren Niveauen.

Une voix.- Très bien!

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Zu der Cohérence des politiques, Madame Minister, gehéiert awer och, dass een de Rôle vun de Gemenge méi héichhält. Mir hunn net nëmmen de Stat hei zu Lëtzebuerg als Acteur. Mir hunn net nëmmen d'privat Generositéit als Acteur zu Lëtzebuerg. Och d'Gemenge sinn net nëmme bereet, eppes ze maachen, si maache scho ganz vill a ganz laang, déi eng eleng, déi aner an engem Bündnis wéi dem Klimabündnis zum Beispill, wou och Moyenen zesummegeluecht ginn.

D'Gemengen hu potenziell e ganz wichtege Rôle ze spillen, och an der Informatioun, an der Sensibilisatioun, no bei de Leit. Et ass schued, dass d'Regierung dat Potenzial vun de Gemengen entweder nach ëmmer net richteg erkannt huet oder net richteg aschätzt oder ënnerschätzt oder einfach net als hir juste Valeur wëllt considéréieren.

Mä d'Gemenge leeschten haut schonn en Apport an der Kooperatiounspolitik, mat vill Intelligenz, wéi ech fannen. D'Moyenë si sécher méi kleng wéi déi vum Stat, mä dofir gëtt ganz vill driwwer nogeduecht, wat ee mat deene Moyenë mécht. Dat si ganz sënnvoll Projeten, a si kënnen och par rapport zu de Bierger... Mir wësse jo awer och, dass hei am Land - och wann et e Konsens an der Chamber gëtt - an der Populatioun et awer ëmmer e Besoin gëtt, fir ze informéieren iwwert d'Justificatioun vun deem Effort, dee mer leeschten, fir d'Projeten ze erklären, wat mer maachen.

Dofir begréisse mir et ëmmer, wann d'Ministesch reest a mat Biller heemkënnt fir ze weisen, wat mer wou gemaach hunn. Dat hale mir ëmmer fir sënnvoll investéiert Geld, well et wichteg ass ze weisen, wat mat deene Moyenë geschitt.

Grad do kéinten och d'Gemengen e wichtege Rôle spillen. A mir hoffen och do, Madame Ministesch, dass Der am Kader vun der Reform vum Gesetz a vun deenen Diskussioune mat bereet sidd, op dee Wee ze goen an der Kommissioun, dass mer, wat de Rôle vun de Gemengen, den Apport vun de Gemengen an der Kooperatiounspolitik ugeet, däitlech Schrëtt no vir nach kënne maachen an dass mer deenen hire Rôle och am Gesetz néierschreiwen an och, mengen ech, a senger Bedeitung eropschrauwen.

Zwou oder dräi Remarquen nach, ier ech zum Schluss kommen. Mir haten och eng Kéier an der Kommissioun - dat war och am Kader vun enger internationaler Situation de première urgence - diskutéiert iwwert d'Iddi vun enger Zort Lëtzebuerger THW, „Technisches Hilfswerk", well mer gemierkt hunn, wou mer deemools och op d'Arméi hu missen zréckgräifen... Dat hat wuel den Avantage, dass et kuerzfristeg ofruffbar war. Et hat awer och..., an et ass och eng Aarbecht, déi gutt gemaach ginn ass vun deene Leit, dat hu mer an der Kommissioun scho preziséiert, wat awer net verhënnert, dass dat awer Froen opwërft.

Mir mengen, dass dat Zréckgräifen op d'Arméi net par défaut de Choix misst sinn, deen een huet - dass et deen eenzege Choix ass, deen een en fait huet.

Mir mengen - dat hu mer och deemools gesot, an d'Regierung war net ofgeneigt, och doriwwer nozedenken -, dass ee sech Gedanke mécht: Wéi kéint een hei zu Lëtzebuerg, och fir an enger éischter Urgence kënnen ze reagéieren, Moyenen zur Verfügung stellen, anerer wéi déi militäresch, wou mer da musse Militärautoe wäiss usträiche goen, fir dass se dohannen awer net falsch géife verstane ginn? Dass mer eis mat enger urgenter ziviler Interventiounscapacitéit géife beschäftegen, dass ee sech do wierklech Froen driwwer stellt, wat dat kéint sinn.

Woubäi mir als Gréng, wëll ech och däitlech soen, net insistéieren, dass dat wierklech Moyenë musse sinn, déi permanent zu Lëtzebuerg stinn. Wa mer dat wëllen opbauen, dat kascht immens vill Geld. An ob dat wierklech dat Effikasstst ass, do dierf ee gedeelter Meenung sinn.

Vläicht ass et besser, dass ee seet, mir hu Kontakter hannert der Grenz - wou och ëmmer, a wéi engem Land -, déi mer kéinte kuerzfristeg aktivéieren, fir wierklech ganz, ganz séier do ze sinn, op eng méiglechst effizient Aart a Weis.

Wichteg ass just, dass een eng Äntwert op déi Froen huet: Wéi reagéiere mer? Wéi organiséiert si mer? Wéi strukturéiert si mer, wann erëm eng Kéier esou eppes geschitt, fir kënne ganz séier op der Plaz ze sinn? An dat muss, wéi gesot, net mat eegene Mëttele sinn. Vläicht wär dat net dat Effizientst. Mä mir hunn awer nach keng Äntwert kritt op déi dote Fro, wéi een dat kéint maachen. An ech mengen awer, dass et derwäert ass, sech doriwwer Gedanken ze maachen.

Zweet Stéchwuert, Dir hutt et selwer an Ärer Interventioun erwähnt, dat ass d'Initiativ aus den Affaires étrangères „emergency.lu". Dat ass eng Initiativ, staatlech a privat, déi a mengen Ae ganz vill Potenzial huet. Ech mengen, den Accueil, den éischten Accueil war och zimlech favorabel. Ech hu wéineg kritesch Stëmmen héieren. Mä och do, mengen ech, sinn nach eng Rei Froen, déi sech stellen, notamment par rapport zu de Lëtzebuerger Acteuren am Beräich vun der Kooperatioun.

Ass déi Initiativ „emergency.lu" wierklech fundamental a par vocation do, fir der UNO zur Verfügung ze stoen an enger Rei vun internationalen Acteuren, déi kéinten drop zréckgräifen? Oder ass et och geduecht, dass „emergency.lu" ka vu lokale Lëtzebuerger Acteuren och genotzt ginn? Do sinn der vill dobäi, déi direkt soen: „Fir eis net, dat ass e Beräich, wou mir keng Interventioun am Prinzip hunn." Et kéint awer potenziell dat sinn.

Wichteg ass et do och an eisen Aen, dass „emergency.lu" eng Plattform ass, déi mat méiglechst wéineg Schnëttstellen eens gëtt, dass och do eng méiglechst linear an direkt Zurverfügungstellung ka gemaach ginn. Well all Schnëttstell, déi géif dertëschentgeschalt ginn tëschent „emergency.lu" an dee leschten an der Rei, deen d'Hëllef brauch, mécht natierlech och do d'Interventioun vläicht manner effikass.

Mä do wär ech frou, wann d'Madame Minister eis kéint Informatioune ginn, wéi se gedenkt, Lëtzebuerger Acteuren an déi Plattform oder an d'Notze vun där Plattform „emergency.lu" mat anzebannen.

Lescht Remarque, an dat ass vläicht méi en Appel un d'Chamber selwer: Mir insistéieren als gréng Fraktioun nach ëmmer, dass et wichteg ass, eiser gesamter Kooperatiounspolitik och eng Dimension parlementaire ze ginn. A wat ech méi am Ausland op enger Rei vun internationale Konferenze ka präsent si mat anere Parlamentarier zesummen, grad aus Länner, déi Entwécklungshëllef kréien, déi äusseren dee Wonsch do och. Et ass definitiv wichteg, dass mer eis och déi Gedanke maachen.

Wéi kann een, och mat enger parlamentarescher Dimensioun, Kooperatiounspolitik maachen? D'Parlament huet do méi Fräiheete wéi d'Regierung. D'Regierung huet d'Moyenen, d'Parlament huet vläicht méi Redefräiheet op der Plaz, fir Kontakter opzestellen an och do der Demokratie an engem positiven Austausch, net an enger Einbahn, mä an engem positiven Austausch, och Hëllef kënnen ze leeschten.

Ech weess, dass um Niveau vun der Verwaltung - notamment eise Generalsekretär - eng ganz Rei Preparatiounseffortë gemaach gi sinn. An do hoffe mer als gréng Fraktioun, dass mer an den nächste Méint vläicht och do als Parlament zesumme mat der Regierung kënnen eng Aart a Weis fannen, wéi mer eng Dimension parlementaire an d'Kooperatiounspolitik kréien, déi net als Konkurrenzveranstaltung zu der Regierung ze verstoen ass, mä déi complémentaire ass zu den Effortë vun der Regierung, dass et soll eng Plus-value sinn. Mir hoffen, wéi gesot, dass mer dat doten an den nächste Méint kënnen zesummen décidéieren.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- Ech soen dem Här Braz och Merci an ech géif dann als nächstem Riedner dem honorablen Här Kartheiser d'Wuert ginn.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Madame President, Dir Dammen an Dir Hären, den Här Minister Frieden huet eis hei viru Kuerzem beim Dépôt vum Projet vum Budget fir 2012 ugekënnegt, datt dëse Budget en Defizit vun 395 Milliounen Euro huet. Gläichzäiteg huet hien eis gesot, datt fir d'Entwécklungshëllef praktesch deeselwechte Betrag virgesinn ass, nämlech ronn 1% vum Bruttonationalakommes, also 314 Milliounen Euro.

Eleng schonn de Rapprochement tëschent deenen zwou Zuele weist, datt et ëmmer nees néideg ass, fir sech Gedanke souwuel iwwert d'Opportunitéit wéi iwwert d'Modalitéiten an d'Héicht ze maachen. Wann och d'Entwécklungshëllef selwer als eng moralesch Obligatioun presentéiert an emfonnt gëtt an niewent der Diplomatie an der Verdeedegung als eent vun deenen dräi wichtegsten Instrumenter vun der Lëtzebuerger Baussepolitik gëllt, da verlaangt d'Verantwortung virum Steierbezueler awer, datt mir och dëse grousse Posten am Statsbudget kritesch beliichten.

D'ADR huet sech ëmmer fir eng Entwécklungshëllef agesat, mä fir eng, déi net iwwer 0,7% vum Bruttonationalakommes läit an déi och u Konditioune gebonnen ass, déi et sollen erlaben, datt d'Lëtzebuerger Ekonomie esou vill wéi méiglech ka vun deem Geld profitéieren. Doniewent soll et selbstverständlech nach eng ganz generéis Hëllef am Fall vu Katastrophe ginn. Datt esou Fuerderungen alles anescht wéi onbegrënnt oder ieren onmoralesch wären, weist en informéierte Bléck op d'Zoustänn an der - wéi ee se roueg kéint nennen -„Entwécklungshëllefindustrie".

Well d'ADR jo souwisou schonn dofir bekannt ass, eng gesond, well kritesch, Distanz zur Regierungspolitik ze hunn, wëlle mir eis hei ausdrécklech zousätzlech op eng neutral Quell bezéien an op ee Mann beruffen, deen e wierklechen, onëmstriddenen Expert vun der Entwécklungshëllef a vun Afrika ass, den Här Rupert Neudeck. Wien also géigeniwwer de Kritike vun der ADR aus politeschen Iwwerleeungen eraus wëllt onsensibel bleiwen, dee sollt wéinstens, fir sech eng eege Meenung iwwert d'Entwécklungshëllef ze maachen, esou Bicher liese wéi zum Beispill „Die Kraft Afrikas".

Awer loosst eis emol e puer ganz grondsätzlech Iwwerleeunge maachen. Dat 0,7%-Zil vum Bruttonationalakommes an der Entwécklungshëllef ass viru wäit iwwer 40 Joer festgeluecht ginn. Dat Zil huet zwar e politescht Eegeliewe kritt, mä et muss ee sech awer froen, ob et ekonomesch oder entwécklungspolitesch iwwerhaapt nach ze rechtfertegen ass. Et feelt an der Entwécklungspolitik global gesinn net u Suen, och wann d'Blair-Kommissioun aner Konklusioune proposéiert huet, mä dacks nëmmen un enger gudder Koordinatioun op der Plaz.

Virun allem awer heesche méi Suen net onbedéngt méi Entwécklung. Esou eng linear Fonctioun gëtt et an deem Beräich net. Entwécklung bedéngt virun allem méi Eegeverantwortung vun deene Länner, déi Sue kréien. An do ass et, wou et dacks feelt.

Mir hate vun enger „Entwécklungshëllefindustrie" geschwat, well dee Beräich sech iwwer Jorzéngten ëmmer méi etabléiert a bürokratiséiert huet. Ganz…

(Interruption)

Jo, Madame?

Mme le Président.- Erlaabt Der, datt den Här Braz Iech eng Fro stellt?

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Rechne mer et vun der Riedezäit of, Madame Presidentin?

Mme le Président.- Ech kucken dat, jo. Mir wäerten…

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Also, jo oder neen?

Mme le Président.- Mir wäerten do eens ginn.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Mir ginn eens. Dann däerf den Här Braz mer eng Fro stellen.

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Här Kartheiser, wéi Der virdrun der Madame Arendt eng Fro gestallt hutt, waart Der net esou pingelech.

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Jo, voilà.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Si huet esou vill Riedezäit, Här Braz.

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Jo, jo. Just eng Fro, Här Kartheiser.

(Interruption)

Just eng Fro, Här Kartheiser. Dir hutt elo grad gesot…

(Interruption)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Sidd wann ech gelift roueg, Dir Dammen an Dir Hären. Ech héieren dem Här Braz seng Fro net.

M. Félix Braz *(déi gréng).*- Dir hutt elo just gesot: „Méi Suen heeschen net automatesch méi Développement." Ech wollt Iech just froen oder drop opmierksam maachen: Manner Suen heescht och net automatesch méi Développement. Oder gesitt Dir dat anescht?

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, ech mengen - wann Der mer elo nolauschtert -, datt manner Sue ka méi Développement heeschen. Well et hänkt nämlech net vun enger Mass vu Geld of, mä vun anere Kritären, op déi ech elo ze schwätze kommen, Här Braz.

Mme le Président.- Also, ech wollt festhalen, dat waren elo 20 Sekonnen. Wa mer also herno missten ofrechnen, dat wieren 20 Sekonnen. Voilà!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Ech streiden net mat Iech, Madame President, mä ech probéieren awer elo virunzemaachen a mengem Text. Sou!

Mir hate vun enger „Entwécklungshëllefindustrie" geschwat, well dee Beräich sech iwwer Jorzéngten ëmmer méi etabléiert a bürokratiséiert huet. Ganz Ministèren, Organisatiounen a Carrièren hänken ewell dovun of, och hei zu Lëtzebuerg. A well esou Apparaten net d'Tendenz hunn, Informatioune bekannt ze ginn oder Décisiounen ze huelen, déi kéinten dozou féieren, sech selwer ofzeschafen, kréie mir ëmmer nees gesot, datt d'Ziler nach net erreecht goufen an datt eis Efforten nach musse verstäerkt ginn.

Dës kritesch Bemierkung concernéiert och eng Rei vun ONGen, déi zwar „Netregierungsorganisatiounen" heeschen, a Wierklechkeet awer lues a lues ëmmer méi zu engem parastaatleche Secteur mutéieren. Déi Diskussioun ëm staatlech Contributiounen zu de Fonctionnementskäschte vun deenen Organisatiounen illustréiert dëse Punkt ganz gutt.

Mir kréien ëmmer méi en administrative Waasserkapp an der Entwécklungshëllef. Eng Rei vun ONGen hätte gär eng weider Verstäerkung vun de Strukturen an der Entwécklungshëllef, en Ausbau vu Comitéë mat méi Kompetenzen an nach méi Etüden, an engem Beräich, wou et der jo wierklech scho méi wéi genuch gëtt. D'ADR mengt, datt d'Effikassitéit vun der Entwécklungshëllef net doduerch besser gëtt, datt mir eis Bürokratie ëmmer méi opblosen.

Den Direkter vun SOS Faim huet zum Beispill zejoert am Oktober recommandéiert - elo lauschtert gutt no, Här Braz -, datt d'ONGen ënner sech emol méi sollte koordinéieren a besser zesummeschaffen. Ech zitéieren: «Nous sommes pratiquement une centaine au Luxembourg. Est-ce que cela a vraiment un sens? Le ministère doit être plus stricte et sélectif et surtout revoir ses critères qualitatifs.»

Dir Dammen an Dir Hären, dat mécht an eisen Ae méi Sënn, wéi ëmmer méi Suen a Strukturen ze stiechen. Wie méi Kohärenz fuerdert, soll domadder bei sech selwer ufänken!

Ausdrécklech kritiséiere mir och déi sëllechen an deier international Konferenzen - Dir hutt der e puer genannt: Paräis, Accra; elo geet et a Korea -, déi dacks redundant sinn oder sech fir vill Sue mat modernen, politesch korrekte Wuerthülse beschäftegen. Dat Wuert „nohalteg" huet fréier „laangfristeg wierksam" geheescht. A Kohärenz a verschiddene Politikberäicher gouf et och nach ëmmer iwwerall do, wou Mënschen nogeduecht a geplangt hunn. Jiddefalls ass et näischt Neies.

Natierlech musse mir koordinéiert a kohärent schaffen - dat sinn intellektuell a finanziell Evidenzen -, mä de Problem läit a konkurréierenden Interessen, vun deenen der vill hir eege vollkomme legitim Begrënnungen hunn, an och - a loosse mer dat nëmmen ni vergiessen - an den Entwécklungslänner selwer.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

Här President, d'Entwécklungshëllefziler musse selwer och kritesch beliicht ginn. Heiansdo ginn esou Ziler vun Ufank un esou definéiert, sief et

programmatesch, politesch oder och nëmme statistesch, datt kee ka realistesch unhuelen, datt och nëmmen eng Chance besteet, fir déi Ziler iwwerhaapt ze erreechen. E gutt Beispill heifir sinn d'„millennium development goals". Si gi mat Sécherheet net bis 2015 erreecht. Jo, si kënnen iwwerhaapt net erreecht ginn! Déi Fro, ob déi Ziler iwwerhaapt sënnvoll definéiert goufen, stellt awer bal keen.

Mir bei der ADR géifen eis awer wënschen, datt, ier mir drun denken, fir eis Efforten nach ze verstäerken, virun allem och emol d'Effortë vun deene Länner, wou d'Hëllef higeet, verstäerkt ginn. Zur Illustratioun hei just een Zitat vum Begrënner vun der Cap Anamur - also net vun der ADR: „Die Entwicklungshilfe der vergangenen Jahrzehnte hat keine positive Wirkung gehabt, sie hat im Gegenteil die Ineffizienz und Korruption meistens gefördert, korrupte Machthaber finanziert und stabilisiert und damit eine negative Wirkung auf Afrikas Entwicklung ausgeübt. Das System der Entwicklungshilfe hat es den Regierungen ermöglicht, politische, soziale und wirtschaftliche Reformen zu unterlassen, Armut und Not zu festigen und die Mehrung eigener Macht und persönlichen Reichtums zu betreiben."

Dat ass vläicht och fir eis eng Iddi ze vill kategoresch formuléiert, awer ganz sécher net falsch. Jiddefalls awer ass déi do Kritik méi wéi eng Iwwerleeung wäert.

A wa mer schonns vun der Korruptioun schwätzen, da si mer och scho beim Thema vun der Budgetshëllef, Madame Minister. Dat ass en interessante Sujet. An ech wëll mat engem Auszuch aus engem Interview vum „Lëtzebuerger Wort" ufänken, deen d'Madame Jacobs de 15. September ginn huet. D'Fro vun der Journalistin: „Frankreich wird im Augenblick von einem Skandal erschüttert. Wie es heißt, sollen Gelder aus verschiedenen afrikanischen Ländern direkt in die Taschen einiger Politiker geflossen sein. Wäre ein solcher Fall in Luxemburg denkbar?" D'Madame Jacobs äntwert: „Luxemburg hat sich immer geweigert, direkte Haushaltshilfe zu leisten. Wir geben kein Geld an die Regierungen. All unsere Mittel sind unmittelbar an Projekte gebunden. Das heißt, die Gelder kommen dort an, wo sie auch gebraucht werden."

Haut hutt Der awer hei de Contraire gesot. Dir hutt jo gesot: „Mir taaschten eis virsiichteg erun un déi Saach." An an eiser Kommissiounssitzung, Madame Jacobs, hat Der nach ganz anescht geschwat, well do hat Der gesot, Lëtzebuerg géif zënter enger gewëssener Zäit och Budgetshëllef ginn. Dat ass anescht wéi dat, wat Der den Zeitungen erzielt a wat Der hei sot an an der Kommissiounssitzung.

Also, boert Geld an de Budget oder d'Fonge vu verschiddene Länner, an zwar jiddefalls emol un de Cap-Vert. Do hu mer dat jo gemaach. Natierlech soll dat Geld u gewëssen Zwecker gebonne sinn - Dir hutt gesot: d'Beruffsausbildung - an natierlech soll d'Utilisatioun vun deene Mëttelen och duerch e gemëschtene Grupp kontrolléiert ginn.

Dir sot an der Kommissioun, wann ech mech richteg erënneren, datt d'Erfahrung awer gewisen hätt, ech zitéieren: „datt een net soll verstäerkt op dee Wee goen" - Enn Zitat -, an datt Dir, och wann ech mech richteg erënneren, Ënnerstëtzung fir dédiéiert extrabudgetär Fonge géift ginn, zum Beispill am Gesondheetssecteur an Nicaragua, an dann nach en Appui sectoriel am Statsbudget an anere Länner, mat engem Mécanisme de suivi. Wat also ass wouer, Madame Jacobs? Vläicht kéint Dir eis dat dann haut erklären.

Den Här Neudeck - fir deen nach eng Kéier ze zitéieren - sot iwwregens zu dem Thema Budgetshëllef: „Das soll dem Prinzip der Ownership und der Verantwortung des Empfängerlandes am besten entsprechen. Aber dafür muss ein Land eine wirklich nicht korrupte Führung und Finanzverwaltung haben, was in den wenigsten Ländern der Fall ist. Stattdessen werden damit Korruption und Unterschlagung erleichtert." Iwwert d'Kontrollméiglechkeete sollte mir eis net ze vill Illusioune maachen, et sief dann, mir huelen déi Fiduciaire, déi och bei ProActif esou gutt geschafft huet.

(Hilarité)

Mä loosse mir just emol méi e kritesche Bléck op e puer vun eise Partnerlänner werfen, andeem mir eis hiren net esou terribel respektable Ranking am international percevéierte Korruptiounsindex vun Transparency international ukucken. Cap-Vert: 45, Senegal: 105, Mali: 116, Niger: 123, Burkina Faso: 98, El Salvador: 73, Nicaragua: 127, Laos: 154 a Vietnam: 116.

Här President, mir gi gär zou, datt deen Index vun Transparency international selwer an héijem Mooss kritikabel ass, mä hei ass de Message awer kloer: Mir gi Lëtzebuerger Steiersuen op Plazen, wou d'Kontroll eng reng Illusioun ass. D'Madame Jacobs kann eis vläicht herno detailléiert opzielen, wéi vill Geld vum Lëtzebuerger Steierbezueler schonn iwwert de Wee vun esou Budgetshëllef duerch de Kamäin gaangen ass. Mat deem Geld hätt een och do op der Plaz oder och hei am Land ganz sécher vill méi Sënnvolles kënne maachen!

Loosst mech kloer soen: Wann d'ADR och mat konkrete Projeten am Déngscht vun der Populatioun, vun deenen aarme Leit, selbstverständlech ënner strenge Konditiounen a mat enger onofhängeger Kontroll, kann d'accord sinn, dann awer ganz sécher net mat esou enger Budgetshëllef. Mir hunn zum Beispill eng Budgetshëllef un de Cap-Vert ginn - Nummer 45 am Korruptiounsindex -, an e sougenannte Groupe technique soll dann elo kucken, wou dat Geld hikomm ass. Mir wënschen hinne vill Gléck. Et ass et bëssen d'„Jäger des verlorenen Schatzes".

D'Madame Jacobs mengt, esou sot si an enger Kommissiounssitzung, datt d'Budgetshëllef och soll dozou déngen, datt déi Leit solle léieren, mat Suen ëmzegoen. Also, gemengt sinn déi Länner, wou mer d'Suen higinn. Mä, Madame Minister, dann awer wann ech gelift net mat de Sue vum Lëtzebuerger Steierbezueler. Dir sidd jo net an der Regierung, fir Monopoly mat eise Suen ze spillen!

(Interruption)

Här President, loosst mech vläicht och soen, datt vill vun eise Partnerlänner och nach genuch Sue rescht hunn, fir sech en anstännege Militärbudget ze leeschten. De Senegal: ronn 100 Milliarden CFA am Joer 2010, de Cap-Vert 713 Milliounen Dollar, de Mali 87 Milliarden CFA, an esou virun. Dat sinn d'Donnéeë vum SIPRI. Natierlech sinn esou Zuele schwéier mateneen ze vergläichen, mä mir däerfen eis jo awer och froen, ob déi Länner, deene mir hëllefen a wou mir Suen hischécken, och zum Deel mat direkter Budgetshëllef, wéi Der elo wësst, mat hiren eegene Suen ëmmer vernünfteg genuch ëmginn an ob si déi richteg Prioritéite setzen.

Här President, vill Jore laang krute mir d'Virdeeler vun der Mikrofinanz opgezielt, besonnesch - esou huet et geheescht - fir d'Fraen ze stäerken. Eis gouf hei erzielt, mat deem plakative Sexismus, deen dee moderne politeschen Discours kennzeechent, datt d'Männer systematesch géifen d'Sue versaufen an d'Frae géife sech ëmmer virbildlech ëm alles këmmeren. Dont acte.

D'Madame Jacobs huet zum Beispill enger Organisatioun mam Numm „Women's World Banking" zwou Milliounen Euro gi fir Mikrofinanzprojeten, an dat och nach zu engem Zäitpunkt, wou erauskoum, datt an Indien am Uttar Pradesh mat Mikrofinanzgelder Televisioune kaaft goufen.

D'Realitéit am Beräich vun der Mikrofinanz stellt eis awer virun eng ganz Rei vu Froen, well de Mëssbrauch an d'Gefore vun de Mikrokreditter sinn op enger ganzer Rei vu Plazen dokumentéiert ginn. Am Dezember 2010 huet Norwegen - an dat si jo och där Gudder - eng Rei vun Enquêtë géint d'Grameen Bank vum Professer Muhammad Yunus opgemaach. De Minister Erik Solheim sot: „It is totally unacceptable that aid is used for other purposes than intended."

En Documentaire op der norwegescher Televisioun huet etabléiert, datt ëmmer méi Leit duerch Mikrokreditter a Bangladesch, Indien a Mexiko an eng schwéier Scholdesituatioun gerode sinn. De Journalist sot op der BBC: „I found out that poor people are getting into more an more debt because of micro-credit loans."

Den „Spiegel" schreift am Mäerz 2011: „So habe die Grameen Bank zweckgebundene Entwicklungsgelder aus Norwegen, Deutschland, den Niederlanden, Schweden und aus den USA ohne Wissen der Geber in andere Projekte gesteckt." Do stelle mir eis natierlech Froen: Sinn eventuell och Suen aus Lëtzebuerg an déi Bank gefloss? A wa jo, ass kontrolléiert ginn, wat mat deem Geld geschitt ass?

Trotz alle Problemer, loosse mer hei festhalen: Alles dat sinn Initiativen, iwwert déi ee kann nodenken, déi een eventuell och kann ënnerstëtzen, wa wierklech garantéiert ass, datt esou Initiative seriö sinn, datt si de Leit, de Leit alleguer - de Leit alleguer, Madame Jacobs! - konkret hëllefen an datt se net nei Aarmut verursaachen.

Ob et awer un eis ass, fir anere Länner mat anere Kulturen an aneren Traditiounen no westleche Moossstief wëlle gesellschaftlech Reformen opzedrängen an e sougenannten „society building" ze maachen, ass awer eng ganz komplizéiert Fro, déi och eng ganz Rei ethesch Aspekter huet.

D'ADR plädéiert jiddefalls géint eng westlech kolonialistesch Mentalitéit an der Entwécklungshëllef, a fir de Respekt virun de Mënschen an hire Kulturen an deem materiell manner räichen Deel vun der Welt.

Niewent enger ethescher Fro ass et och eng politesch a strategesch. Aner Länner, déi ouni vill Préconditioune grouss Infrastrukturen an Afrika bauen, kréien do Afloss, Muecht a Buedemräichtum, vun deem mir eis vläicht privéieren. Och dat ass eng Fro vu Kohärenz an der Entwécklungspolitik, an zwar eng besonnesch wichteg: Muss d'Entwécklungshëllef net och, a vläicht fir d'Alleréischt, am Déngscht vun eise baussepoliteschen, ekonomeschen a kommerziellen Interesse stoen? Ass et net nëmmen esou, wéi dat villt Geld, wat mir do ausginn, ka virun dem Steierbezueler justifiéiert ginn? Firwat ass haut den Här Krecké net och hei?

Et ass och eng politesch Fro, ob grad mir Lëtzebuerger méi gescheit an der Entwécklungshëllef si wéi aner europäesch Natiounen. Wa Länner wéi Schweden sech aus Partnerstaten zréckzéien, well si der Meenung sinn, datt déi Länner d'Konditioune fir d'Entwécklungshëllef net méi erfëllen, wéi zum Beispill am Vietnam, firwat solle mir da grad dohi goen? Eise Bäitrag fir esou Länner soll net e PIC de consolidation sinn, mä et gudden Handelsvertrag an eng Missioun vum Commerce extérieur, zum Beispill zu Hanoi oder zu Saigon.

Sécher gëtt et nach vill Aarmut an deene Länner, mä dorëm soll sech déi lokal Regierung këmmeren; ëmmerhin ass et jo am Vietnam och eng kommunistesch. Ähnlech Iwwerleeunge gëlle fir de Laos, wou och eis Benelux-Partner sech bal ganz zréckgezunn hunn. Natierlech solle mir deene Länner weider hëllefen, zum Beispill doduerch, datt mir hirer Leit op eiser Uni, op der School of Finance oder an der Hotelschoul ophuelen. Mä mir mussen awer och wëssen, wéini et endlech un der Zäit ass, fir Entwécklungshëllefpartnerschaften definitiv op en Enn ze bréngen.

D'ADR hat hei schonn an der Vergaangenheet kritiséiert, datt mir am Laos e Spidol op eng falsch Plaz gesat hunn. Eis Press huet dat net opgegraff, an ausser der ADR schéngt kee Politiker sech Froen iwwert d'Verschwendung vun eise Steiergelder fir schlecht geplangte Projeten an der Entwécklungshëllef ze stellen. A leider iwwerhëlt keen déi politesch Verantwortung fir esou Saachen.

Mir recommandéieren awer d'Lecture vun esou Artikelen, wéi dee vum Här Jos Spartz vum Oktober 2010 mam Titel: «Gaspillage irresponsable de notre aide publique au développement», wou hien ënner anerem kritiséiert, datt mir ze vill Projeten an ze ville Länner hunn, ze vill Frais de fonctionnement, vill falsch Projeten, notamment am Laos, keng onofhängeg Evaluatioun vun de Projeten an esou virun.

D'ADR stellt och fest, datt een an deem Rapport vum Ministère… - dee jo net duerch seng Transparenz a seng Objektivitéit glänzt, mä éischter duerch de Pabeier, op deem e gedréckt gouf -, datt mir mat deene Suen aus der Entwécklungshëllef dozou bäidroen, d'Paie vu 70.000 Fonctionnairen an de besate palästinenseschen Territoiren ze bezuelen. Dat sinn der dräimol méi wéi Lëtzebuerg der huet, Madame Jacobs.

Här President, d'Madame Minister huet jo och eng grouss Gender-Dimensioun an hirer Politik, woumat si awer konkret d'Fraerechter mengt. Vläicht ka si eis och eemol soen, wou si sech a leschter Zäit fir Männer agesat hätt, zum Beispill fir Sklavenaarbechter oder Kannerzaldoten, déi jo zu iwwer 95% Jonge sinn.

Mä wat sinn am Kontext vun eisem Thema vun haut Fraerechter? Prinzipiell a ganz selbstverständlech si mir all heibannen d'accord, datt mir d'Gesondheet vun der Mamm a vum Kand während der Schwangerschaft an duerno musse schützen. Datt dofir Mëttele vun der Entwécklungshëllef gebraucht ginn, fënnt bestëmmt och eisen eestëmmegen Accord. Awer bei der Ofdreiwung gëtt et op d'mannst eng Géigestëmm, an zwar meng!

Dofir d'Fro: Wat genee mengt d'Regierung mat esou engem Wuert wéi „Santé reproductive" vun de Fraen? Heescht dat fir si vläicht och Ofdreiwung? D'Fro ass berechtegt, well déi kathoulesch Noriichtenagentur „kath.net" huet de 6. August 2011 en Artikel publizéiert ënnert dem Titel: „Europäische UN-Delegationen setzen Lateinamerika unter Druck", an deem et housch: „Luxemburg drängt El Salvador, den Zugang für Frauen zu Rechten und Einrichtungen sexueller und reproduktiver Gesundheit zu verbessern."

Doropshin hat ech eng parlamentaresch Fro gestallt, an an hirer Äntwert huet d'Madame Minister gesot, datt Lëtzebuerg de Sujet géif thematiséieren a Fäll, wou d'Liewe vun der Mamm a Gefor wär. Domadder kann och meng Partei selbstverständlech d'accord sinn, well hei ass ee Liewen, dat muss geschützt ginn, eventuell op d'Käschte vun engem anere Liewen.

Trotzdeem, d'Madame Minister huet och zouginn, datt Lëtzebuerg El Salvador recommandéiert hat, fir «améliorer l'accès des femmes aux services de santé sexuelle et génétique ainsi que l'exercice de leurs droits dans ce domaine». Do kann ee sech awer nees Froe stellen. Wat heescht hei „santé génétique" an der Madame Jacobs hiren Aen? Dat ass jo jiddefalls…

Ech wollt just soen, Här President, wou Dir fort waart hat ech eng länger Fro an d'Madame Polfer, déi deen Ableck presidéiert huet, hat mer versprach, si géif dat considéréieren.

M. le Président.- Et sinn 20 Sekonnen, déi Der bäikritt.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Jo, Merci. Dat ass ganz generéis, Här President. D'Leit doheem kënnen dat och nomoossen.

Do kann ee sech awer nees Froe stellen. Dat ass jo jiddefalls medezinesch net datselwecht wéi eng liewensbedrohlech gesondheetlech Situatioun fir d'Kand. Wann een dofir plädéiert, wéi eis Regierung dat ze maache schéngt, opgrond vu genetesche Kritären - also „santé génétique" - Liewen ze selektionéieren, da kann ee jo och Situatioune favoriséieren, wou - och dat sief hei gesot - Kanner zum Beispill en fonction vun hirem Geschlecht kënnen ofgedriwwe ginn. Oder wéi eng genetesch Selektioun ass erlaabt a wéi eng net? Kënnen an den Ae vun eiser Regierung Kanner mat bestëmmte Krankheeten ofgedriwwe ginn?

Ech muss Iech soen, datt ech als Katholik strikt refuséieren, eng genetesch Selektioun vu Liewen iwwerhaapt an d'Aen ze faassen. An eng Ministesch, déi fir eng anscheinend chrëschtlech Partei an der Regierung sëtzt, kann eis hei ganz sécher e puer interessant Informatioune ginn.

(Interruption)

Här President, eng weider Fro, déi sech stellt, ass déi, wéi ee politesche Stellewäert mir de bilaterale Relatioune mat eise Partnerlänner ginn. Et ass eis opgefall, datt, wou de Cap-Vert de 35. Gebuertsdag vu senger Onofhängegkeet gefeiert huet, Lëtzebuerg duerch d'Madame Minister fir Entwécklungshëllef vertruede war. Dat ass an eisen Aen net déi richteg Décisioun. Fir esou feierlech politesch Zeremonië soll Lëtzebuerg duerch säi Bausseminister vertruede sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech wéilt - an do, fir Är 20 Sekonnen optimal ze notzen, sidd Der bestëmmt d'accord - der Madame Minister och e Luef ausschwätzen.

(Brouhaha)

Elo kréien ech der bestëmmt nach méi.

De Projet „emergency.lu", Madame Minister, deen zesumme vum Stat a vu privaten Entreprisen op d'Bee gesat gouf, deen huet och eis voll Ënnerstëtzung. Mir hoffen, datt dës Infrastruktur kann dozou bäidroen, ville Leit an Nout eng séier an effikass Hëllef zoukommen ze loossen.

Ech soen Iech Merci - no 20 Minutten, 26 Sekonnen -, villmools Merci, Här President.

M. le Président.- Merci, Här Kartheiser. Als nächste Riedner ass den Här André Hoffmann agedroen. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

M. André Hoffmann *(déi Lénk)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hoffen, dass ech och e puer Froe gestallt kréien zwëschenduerch,…

(Hilarité)

…fir meng Zäit ze verlängeren.

Ech wëll zréckkommen op d'Fro vun der Kohärenz, well dat ass fir mech eng entscheedend Fro an der Fro vun der Entwécklungspolitik. Dat heescht, d'Fro, ob déi verschidde Politiken an deene verschiddene Beräicher mat den Ziler vun der Entwécklungspolitik vereinbar sinn, se souguer ënnerstëtzen, oder awer am Contraire deenen Ziler widderspriechen.

Déi Fro gëllt net nëmme fir d'Politiken am enke Sënn vum Wuert. Déi Fro gëllt och vill méi allgemeng fir eise Wirtschaftssystem, fir eis europäesch Agrarpolitik, fir eis Handelsbezéiungen an iwwerhaapt ganz allgemeng fir eise Gesellschaftsmodell. An déi Froe stelle sech souwuel um nationale Plang wéi och um europäesche Plang wéi och, wéi den Här Braz et ganz richteg ervirgehuewen huet, um Niveau vun den internationalen Institutiounen, wou mir Member sinn a wou mer eis mussen d'Fro stellen, ob d'Politik vum Weltwährungsfong oder vun der Weltbank kompatibel ass mat den Ziler vun der Entwécklungspolitik.

Awer wann een no Äntwerten op déi Froe vun der Kohärenz sicht, da stéisst een direkt emol op eng äusserst mangelhaft Transparenz. E Beispill: A wéi engem Ausmooss dass eis Finanzplaz implizéiert ass a Steierflucht aus den Ent-

wécklungslänner, also Mëssbrauch vu Ressourcen, déi déi Länner dréngend géife brauchen, do gëtt ee ganz wéineg gewuer.

Dir kënnt Iech erënneren, dass, ech menge virun zwee Joer, eng Etüd erauskomm ass hei zu Lëtzebuerg, wou geschat ginn ass, dass déi Steierflucht méi héich léich wéi eis Entwécklungshëllef. Deemools gouf et eng grouss Opreegung an et ass gesot ginn, déi Etüd, déi wär net seriö. Et ass awer ni duerno eng onofhängeg Analys vun där Problematik nogereecht ginn.

D'Weltbank schätzt, dass 1 bis 1,5 Trilliounen Dollaren, dausend Milliarden, dat ass dat englescht Wuert „trillions", illegal finanziell Flëss ausmaachen, dovunner d'Halschent aus den Entwécklungslänner an den Iwwergangslänner. Wéi vill dovunner op Lëtzebuerg kommen, wësse mer ganz einfach net. An an enger rezenter Etüd iwwert den internationalen Index zur Finanztransparenz kënnt Lëtzebuerg net ganz glänzend ewech, wéi ee sech dat jo och erwaarde konnt.

Och iwwert d'Implikatioun vun eiser Finanzplaz oder anere Secteure vun eiser Ekonomie an Aktivitéiten, déi den Ziler vun der Entwécklungspolitik net gerecht ginn oder hinne widderspriechen, wësse mer äusserst wéineg. Wéi eisen ekologeschen oder soziale Foussofdrock ausgesäit a puncto Entwécklungslänner, ass wäitgehend ongewosst.

Ech wëll net ëmmer op eise Fonds de compensation, also de Placement vun eise Rentereserven zréckkommen, mä et ass awer e symptomatesche Fall fir d'Fro vun der Kohärenz. An där laanger Lëscht vun de Kapitalgesellschaften, wou mer investéieren, sinn der Honnerten - Honnerten! -, déi bekannt si fir eng skrupellos Politik an den Entwécklungslänner, eng skrupellos Exploitatioun vun de Mënschen a vun der Natur, wou d'traditionell Landwirtschaft zerstéiert gëtt, d'Liewensgrondlage vun der Populatioun ënnergruewe ginn, wou Geschäfter gemaach gi mat der Ofholzung vun de Bëscher, mat dem sougenannten „land grabbing", dat heescht am Fong geholl d'Besetze vu grousse Fläche vu Land, wat och erëm eng Kéier zur Zerstéierung vun der lokaler Landwirtschaft féiert, wou mat de Liewensmëttel spekuléiert gëtt an esou weider an esou fort.

An deem neie Kooperatiounsgesetz misst déi Fro vun der Kohärenz also vill méi e grousst Gewiicht kréie wéi bis elo, an dat heescht natierlech och, dass Moossnamen an Instrumenter fir méi Transparenz musse geschafe ginn.

D'Madame Nancy Kemp-Arendt huet hei op eng exzellent Aart a Weis d'Fro vun der Verdeelung vun der Aarmut, vum Honger, vun de Millenniumsziler, déi net erreecht ginn, duergeluecht. D'Aarmut, déi weltwäit net erofgaangen ass, sondern gewuess ass an deene leschte Joren, wat eigentlech e Skandal ass, wann ee vergläicht, wat noutwendeg wär, fir d'Aarmut ofzebauen, vergläicht zum Beispill mat de Militärausgaben op der Welt oder vergläicht mat där onverschimmter Accumulatioun vu privatem Räichtum a wéinegen Hänn! An déi weltwäit Ongläichheeten, wou d'Aarmut jo nëmmen een Extrem ass, déi sinn duerch d'Kris nach verschäerft ginn.

Natierlech soll een an däerf een déi politesch Responsabel an den Entwécklungslänner selwer net aus hirer Verantwortung eraushuelen, awer déi entscheedend Décisiounen an Orientéierungen iwwert d'sozial a wirtschaftlech Entwécklungen an der ganzer Welt, also och an den Entwécklungslänner, déi ginn hei geholl. Déi ginn an deenen entwéckeltste Länner geholl. Hei, also virun allem hei, muss eng aner Richtung ageschloe ginn.

Et ass wichteg a richteg, ze bleiwe bei deem 1% Entwécklungshëllef, also 1% vum PIB. Dat kéint souguer nach méi héich sinn. Awer wa mer net insgesamt eng aner Richtung aschloen, da riskéiert déi Entwécklungshëllef och net vill méi ze bleiwen, wéi eng Aspirin géint eng Kriibskrankheet.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Hoffmann. An da kritt nach eng Kéier d'Wuert d'Kooperatiounsministesch, d'Madame Marie-Josée Jacobs.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech géif wëllen alle Spriecherinnen a Spriecher, déi sech hei zu Wuert gemellt hunn, Merci soe fir hir konstruktiv, bal exklusiv konstruktiv Bäiträg, déi se geleescht hunn. Ech entschëllege mech am Viraus, datt ech net op all Froe kann haut eng Äntwert ginn. Ech sinn awer gäre bereet, Här President, fir an der Kommissioun, wann dat de Wonsch ass, op eenzel Punkte sécher nach eng Kéier zréckzekommen.

Dat, wat mer opgefall ass, dat ass eng vun deene Froen, déi sech zënter enger Rei vu Jore stellen, eigentlech iwwer méi laang stellen, mä déi elo an deene leschte Jore méi thematiséiert ginn ass, dat ass d'Fro vun der Landwirtschaft. Wou ee muss soen, datt ee jo am Fong ewell iwwer 20, 30 Joer gesinn huet, datt dat géif e Problem ginn, an datt mer elo am Fong eréischt ufänken, richteg ze thematiséieren, a wou et ganz sécher ass, datt och zënter ëmmer d'Lëtzebuerger Kooperatioun, Associatiounen, ONGen, ech denken un SOS Faim, ech denken un d'„Jong Baueren a Jong Wënzer", dat ënnerstëtzt hunn, ebe just, fir d'Landwirtschaft an deene Länner ze ënnerstëtzen.

Wou een awer och muss soen, datt dat net ëmmer ofhängeg ass nëmme vun dem Wëlle vun deem engen oder deem aneren, well een awer gesäit, datt, deemno wéi och d'Klima changéiert, heiansdo mëttlerweil esou grouss Iwwerschwemmunge kommen, duerno erëm Dréchente kommen an esou virun. Et ass also eppes, wat ee kann a muss ënnerstëtzen, ouni Zweifel, mä wéi gesot, wou een awer och muss wëssen, datt et heiansdo Contraintë gëtt, déi een net iwwert deen dote Wee ka behiewen, oder eleng behiewen.

Dat, wat mech jo wierklech enorm iwwerrascht, dat ass, mir wore jo och Bauere gewiescht a mir haten och keng Suen, mä mir haten awer ëmmer sat ze iessen. An dat ass eigentlech jo eppes, wat an deene Länner komesch ass, datt ee mierkt, datt déi Leit, trotzdeem, datt se schaffen, trotzdeem, datt se Bauer sinn, emol net esou vill erschaffen, datt et duergeet, fir kënne sech an hir Familljen ze erhalen; respektiv et muss gekuckt ginn, och Stocke kënnen ze maache fir dee Moment, wou da wierklech eng Hongersnout kënnt oder esou, fir dann och besser an dem Regionale kënnen dorobber ze äntwerten.

Une voix.- Très bien!

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Eng Rei vu Spriecherinnen a Spriecher hunn och geschwat iwwert d'Millenniumsziler. Et ass net esou, datt d'Millenniumsziler alleguerten erreecht goufen. Et ass awer och net esou, datt iwwerhaapt näischt erreecht gouf. Och dat ass ganz ënnerschiddlech an ënnerschiddlech sougutt an den Ziler wéi och an de Regiounen, wou ee gesäit, datt souguer an eenzelne Länner, an Nopeschlänner, bei deenen engen d'Resultater ganz anerer si wéi op anere Plazen. Sou datt ech awer net ganz gären hätt, wa mer esou generell géife mengen, domadder hätte mer iwwerhaapt näischt erreecht!

Wat och déi Fro vun de Flüchtlingen ubelaangt, also, ech muss éierlech soen, dat ass jo eng vun deenen delikatesten, déi et gëtt, well alles dat, wat een doriwwer seet, ass jo ëmmer nëmmen eng hallef Wourecht a féiert ëmmer erëm dozou, datt deen een oder deen anere sech hannert deem engen oder deem anere ka verstoppen. Ech géif wierklech wëllen - elo si jo d'Gemengewahlen eriwwer - och vun der Geleeënheet profitéieren, all déi Responsabel an de Gemengefroen ze bieden, kooperativ ze sinn an ze hëllefen, datt mer zesummen och dee Phenomeen an dee vum Logement vun deene Leit, déi elo a grousser Zuel op Lëtzebuerg kommen, kënne regelen.

Mir hu Verflichtungen, international Verflichtungen, a mir kënnen eis de Luxus net leeschten, fir ze soen: „Mir wëllen déi net." Mir mussen also kucken, och wa mer déi Prozeduren, déi mer hunn, méi accéléréieren, well déi Leit wahrscheinlech net d'Recht hunn an net kënnen heibleiwen, mä awer ze kucken, datt se déi Zäit, wou se hei sinn, kënnen uerdentlech ënnerdaach kommen.

An da wëll ech all deene soen: och souguer ekonomesch Flüchtlingen! Kee Mënsch geet doheem fort nëmme just aus Plëséier fir fortzegoen. All Mënsch, deen doheem fortgeet, dee seng Famill, dee säi Land, deen alles am Stach léisst, fir éierens aneschters ze goen an ze kucken, fir sech a fir seng Famill e bësselchen e bessert Liewen ze fannen, do kann een net soen, dat ass awer alles, also, déi hunn hei näischt verluer, an dat kann, dat däerf net sinn!

Ech géif emol gären déi vun eis alleguerte gesinn, wa se an där Situatioun wieren, datt se Kanner hätten, déi zéng Joer al wieren, déi ni an enger Schoul woren, déi nach ni bei engem Dokter woren an esou virun, fir ze kucken, ob mir net datselwecht géife maachen. An d'Lëtzebuerger hunn datselwecht gemaach! Mir sinn ausgewandert! Mir, eis Virfahre sinn ausgewandert fir ze kucken, eng besser Situatioun fir hir Familljen ze kréien. Dofir mengen ech, dat, wat mer fir eis selwer an Usproch geholl hunn, do kënne mer net soen, dat geet eis näischt un an domadder hu mer näischt ze dinn.

Sou datt een och..., an dat ass eigentlech och dat, wat e puer Leit elo gesot hunn, och de Félix Braz, et ass jo net, d'Entwécklungshëllef ass jo kee Selbstzweck. Ech hunn do selwer gesot, d'Entwécklungshëllef ass jo dofir do, fir an engem Moment ze hëllefen, wou et deene Länner net esou gutt geet, mä fir awer ze kucken, datt een dorauser erauskënnt, an derfir ze suergen, datt déi Leit eng Autonomie kréien, datt déi Länner eng Autonomie kréien an net méi dorobber ugewise sinn.

An deem Kontext géif ech dann och wëlle soen, och d'Aide budgétaire: D'Aide budgétaire ass jo och e Mëttel, dat ass jo och kee Selbstzweck fir sech. An dat, wat ech iwwert d'Aide budgétaire gesot hunn, dat ass sougutt an der Kommissioun wéi iwwerall: Bis haut hu mir ganz zaghaft op eenzelne Plazen Aide budgétaire gemaach, mat deenen néidege Kontrollen, déi do dermat verbonne sinn, well mer ebe gären hätten, datt och wierklech déi Suen, déi mer do ginn, och solle richteg ugewannt ginn.

Op där anerer Säit muss een awer och gradesou kloer soen, datt, wann déi Leit eng Kéier aus der Aarmut erauskommen... Mir soe jo heiansdo dat eent an och nach de Contraire vun deem engen. Mir soen, op där enger Säit missten hir Capacitéite gestäerkt ginn, si misste kënnen Taxen an Douanen an alles aféieren, wat alles richteg ass. Da musse mer awer och soen, si mussen och d'Capacitéite kréien, fir datt se dat och selwer kënne géréieren.

Wa mer dann awer soen: „Ah neen, neen, neen, Dir kritt kee Frang, a wa mir fortginn, da kuckt Der, wéi Der dann eens gitt!", da musse mer awer och domadder rechnen, datt se dann awer wahrscheinlech och net eens ginn. Dofir mengen ech ewell, datt dat eng Démarche ass, wou ee muss kucken: Wéi kann een dat maachen? A wéi engem Mooss kann een dat maachen? An dann och de Leit d'Méiglechkeet a wéi gesot d'Capacitéiten ze ginn.

Et ass vill op den Assisen iwwert d'Capacitéite geschwat ginn. An ech menge wierklech, datt dat een immens wichtege Punkt ass, datt mer wierklech déi Länner stäerken, datt se kënnen och d'Gestioun sougutt vun hire Gelder wéi och vun hiren Administratioune maachen.

Ech hunn och net gären, wann déi Länner alleguerten duergestallt ginn, wéi wann do lauter Gangster wieren. Also, ech muss éierlech soen, mech genéiert dat, mech genéiert dat och vis-à-vis vun deene Leit, déi hei sinn an déi sech wierklech och an hire Länner enorm Méi ginn. Ech hunn esou fantastesch Leit do kennegeléiert, wéi der vläicht op villen anere Plaze sech kéinten d'Fangere lecken, wa se esou wiere wéi déi: déi sech esou asetze fir hir Leit, déi sech esou asetze fir hir Länner! Da solle mer se net duerstellen, wéi wa se alleguerte korrupt wieren a wéi wa se alleguerten dee leschten Dreck wieren!

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruption)

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Evaluatiounen, do hunn ech och driwwer geschwat a vill driwwer geschwat. Ech wonnere mech ëmmer, wann een..., mä et schwätzt een ëmmer ze séier a vläicht och ze vill. Datt dat eigentlech och alles relativ streng gekuckt gëtt, ech mengen, dat wier zum Beispill ee Punkt, deen een eng Kéier an der Kommissioun nach eng Kéier sollt kucken: Wéi gesinn dann d'Evaluatiounen aus, déi mer maachen?

Ech hunn och gesot, datt mer an Namibien fort géife goen an datt mer do och déi 18 Joer Politik, déi mer do gemaach hunn, géife wëllen evaluéieren. Well ech denken, datt et wichteg ass ze kucken: Wat ass an deenen 18 Joer geschitt? Wat ass gutt gemaach ginn? Wat ass manner gutt gemaach ginn? Wat kann een aneschters maachen? Well wéi gesot, et ass jo näischt esou perfekt, datt een et net kann nach verbesseren.

Iwwert d'Gesetz ass et kloer: Et ass e Projet do vun der Regierung, et ass eng Proposition de loi do an et ass den Avis vum Conseil d'État do. Also solle mer eis zesummesetzen an och emol kucken, wat vun deene verschiddene Punkten iwwerholl ka ginn. Wann eenzel Punkte vläicht esou a priori sech ugesinn als eppes, wat e grousse Fortschrëtt ass, kann dat sech herno an der Realitéit erausstellen, datt dat vläicht awer méi schwiereg ass.

Well, a verschidde Riedner hunn dorobber higewisen, och gesot gouf, et ass eppes, wat ganz séier - an de Marc Angel huet et gesot - changéiert. Da muss een also kucken, datt ee sech net selwer an eng Situatioun setzt, opgrond vun Termen, déi een do gebraucht, déi de Moment déi richteg sinn, d'nächst Joer vläicht awer erëm änneren, datt een dann net erëm eng Kéier an enger Situatioun ass, wou dann net dat eent an dat anert ka mateneen opgoen.

Iwwert d'Gemengen hunn ech ëmmer gesot kritt, datt dat näischt verluer hätt an dem Gesetz iwwert d'Entwécklungshëllef, mä dat wier e Punkt vun dem Gemengegesetz. Elo weess ech, datt et do Leit gëtt, déi soen: „Dat ass iwwerhaapt keng Kompetenz vun de Gemengen." Doranner wëll ech mech net mëschen. Dat maacht Dir ënnereneen aus. Mir ass dat eent gutt, mir ass dat anert gutt. Also, ech hu keng virgefaasste Meenung doriwwer. Mä ech mengen, do musst Dir da selwer kucken.

Ech hunn och gesinn an deem Rapport, dee viru Joren iwwert den Développement vun de Gemenge gemaach gouf, datt do drageschriwwe gouf, datt dat soll eng Kompetenz si vun de Gemengen. Mä, wéi gesot, dat ass dann awer an dem Développement communal an net an der Entwécklungshëllef. Mä, wéi gesot, also mat mir kritt Der doriwwer weder an deem engen nach an deem anere Fall Sträit.

Kohärenz, dat ass, denken ech, och eppes, wou mer méi laang eng Kéier mussen driwwer diskutéieren, well ech jo mierken, datt mer do nach ëmmer net richteg gesinn, wat d'Roll vun deem engen an deem aneren ass.

D'Kohärenz an dem Comité interministériel kann ëmmer nëmme sinn, datt dee Comité, wou jo awer dee Minister, deen dofir zoustänneg ass..., a wann ee vun Iech an enger Regierung wier, géif e jo dee Beschte wahrscheinlech schécken, deen en hätt, fir dat ze maachen. An da mécht dee Comité jo Avisen, fir ze soen: Ass dat doten an der Rei oder ass et net an der Rei? Och extra gefrot, dann zum Beispill - elo ass de Minister Krecké jo do, iwwert deem seng Kompetenzen de Mëtteg och ewell hei Rieds gaangen ass - fir ze kucken: Wat kann ee maachen a wat féiert eventuell zu Problemer, déi sech kënne stellen?

Mir haten d'Fëscher gesinn aus Afrika. An déi wore ganz begeeschtert selbstverständlech, well mer konnte jo do alles soen. Mir hunn net een eenzege professionelle Fëscher, dann ass et jo méi liicht, iwwer esou eppes ze schwätzen. Ech ginn awer gären zou, datt mer eng Responsabilitéit hunn, wa mer se net hei zu Lëtzebuerg hunn, datt mer se dann awer op dem europäeschen Niveau hunn an datt een dat selbstverständlech och do muss maachen. An ech hunn Iech jo gewisen um Beispill vun Indien, datt mer dat och maachen do, wa mer d'Méiglechkeeten dofir hunn.

Mä, wéi gesot, ech mengen, et muss een einfach wëssen, d'Responsabilitéit läit ëmmer bei de Ministeren a kann net bei engem Comité interministériel sinn. Ee Comité interministériel kann Avisë ginn, mä et ass net ee Comité, dee kann Décisiounen huelen. Dat gouf et bis haut net. An ech wiere mech esou laang wéi ech an enger Regierung sinn, datt op eemol sollen Décisioune geholl ginn op Niveauen, wou awer dann herno anerer mussen och d'Responsabilitéiten derfir droen.

Dofir géif ech mengen, mir hätten nach vill Stoff op eisem Ordre du jour an deenen nächste Méint a Wochen. A mir si wéi ëmmer Wuess an Ären Hänn, fir alles dat mat Iech ze diskutéieren an ze kucken, wat do ka gemaach ginn. An da sinn ech dovun iwwerzeegt, ob dat um Niveau vum Gesetz ass oder op anere Plazen, datt mer och do déi Äntwerte fannen, déi och an deenen nächste Joren deenen äermste Leit hëllefen.

An nach eng Kéier géif ech dat wëlle widderhuelen: Et geet drëm, fir deenen äermste Leit op der Welt esou séier wéi méiglech ze hëllefen. Dat ass méi wichteg wéi all déi aner Diskussiounen, déi vläicht interessant si gefouert ze ginn, mä et muss een ëmmer zilführend bleiwe fir dat, wat ee wëllt, an dann, mengen ech, géife mer dat och gemeinsam fäerdeg kréien.

Merci villmools!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen der Madame Kooperatiounsministesch Marie-Josée Jacobs Merci.

Domadder wier d'Diskussioun ofgeschloss an de Punkt och, a mir kéimen zum nächste Punkt

www.chd.lu

vun eisem Ordre du jour, nämlech de Second vote constitutionnel iwwert de Projet de loi 5816 iwwert d'Konkurrenz. Heiriwwer hat den 30. Juni 2011 d'Chamber eng éischte Kéier ofgestëmmt. Ech ginn elo d'Wuert dem Rapporteur vum Projet de loi, dem Här Claude Haagen.

3. 5816 - Projet de loi relative à la concurrence - second vote constitutionnel

Rapport de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire

M. Claude Haagen *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Häre, de Projet de loi 5816 relative à la concurrence, iwwert dee mir haut de Mëtteg eng zweete Kéier ofstëmmen, nodeems mir den 30. Juni 2011 den éischte Vote geholl hunn, huet schonns eng relativ laang Geschicht hannert sech.

Erënnert sief drun, dass dëse Gesetzesprojet d'Séparation organique tëschent der Inspection de la concurrence an dem Conseil de la concurrence opléist, andeems d'Inspection de la concurrence an de Conseil de la concurrence integréiert gëtt. An Zukunft wäert et also just nach eng eenzeg Konkurrenzautoritéit hei am Land ginn, also de Conseil de la concurrence, deen all d'Missioune vun der Enquête bis zur Décisioun erleedegt.

D'legislativ Aarbechte si vun enger fundamentaler Divergence de vues tëschent dem Statsrot engersäits an dem Wirtschaftsministère an der Ekonomieskommissioun anerersäits begleet ginn. Eng ganz Rei vu Kritiken an Oppositions formelles, déi de Statsrot gemaach huet, hunn awer och Agang an de Projet de loi fonnt. Eng Opposition formelle bleift awer bestoen, esou dass de Statsrot a senger Sitzung vum 15. Juli 2011 d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel refuséiert huet.

Bei der Opposition formelle handelt et sech ëm de Règlement intérieur vum Conseil de la concurrence. Dëse Règlement intérieur regelt an éischter Linn den administrativen interne Fonctionnement vum Conseil de la concurrence, touchéiert awer laut Artikel 25 a 26 vum Projet de loi d'Rechter vun deene concernéierte Persounen, andeems de Règlement intérieur och d'Prozeduren, wat d'Communication des griefs an den Accès au dossier ugeet, preziséiert. Well de Conseil de la concurrence keen Établissement public ass, fuerdert de Statsrot, dass esou ee Règlement intérieur vun engem Règlement grand-ducal sanktionéiert muss ginn, d'autant plus, well de Règlement interne och opposable aux tiers ass.

D'Ekonomieskommissioun ass awer net där Meenung, well genau dës Sanktioun géint d'Konzept vun enger Autorité administrative indépendante verstéisst. D'Kommissioun gëtt dem Statsrot awer recht, dass esou ee Règlement intérieur op kee Fall däerf d'Rechter vun de concernéierte Parteien aschränken.

Dat steet och am Commentaire des articles vum Rapport, an ech zitéieren den Auszuch dorauser: «La commission parlementaire tient toutefois à souligner qu'elle partage l'avis du Conseil d'État en ce qu'un règlement interne du Conseil ne saurait restreindre les droits des parties concernées. Pareil règlement doit, au contraire, viser à procurer, au préalable et en toute transparence, des garanties supplémentaires aux entreprises concernées en détaillant le déroulement pratique de la procédure qui sera d'application pour le traitement concret des affaires. Si ce règlement devait toucher aux droits des parties, il serait illégal et ne produirait pas d'effets sur ce point.

Cette façon de procéder est déjà actuellement d'application. Ainsi, des lignes directrices, publiquement accessibles via le site Internet du Conseil de la concurrence et de l'Inspection de la concurrence, sont communiquées aux entreprises lors de demandes de renseignements.

La commission parlementaire juge essentiel, d'une part, que ces „règles du jeu" soient connues au préalable et qu'elles ne soient pas changées en cours de route ou au gré des affaires et que, d'autre part, elles soient publiques.»

Des Weidere verweist d'Kommissioun an hirem Rapport op dat aktuellt Gesetz vun 2004, dat virgesäit, dass de Règlement intérieur net vun engem Règlement grand-ducal sanktionéiert gëtt, a wou et och formell drasteet, dass de Conseil de la concurrence eng Autorité administrative indépendante ass. En plus ass esou ee Règlement intérieur eng Pratique administrative courante, an am Rapport ginn als Beispill ënner anerem och d'CSSF, de Commissariat aux Assurances an den Institut Luxembourgeois de Régulation, also den ILR opgelëscht.

Här President, all dës Considérationen haten d'Kommissioun dovun iwwerzeegt, d'Opposition formelle vum Statsrot ze iwwergoen, an dofir muss eben d'Parlament de Mëtteg dëse Projet de loi eng zweete Kéier stëmmen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci dem Här Rapporteur Claude Haagen. Wëllt soss nach een zu deem Projet d'Wuert ergräifen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn. De Wirtschaftsminister och net?

(Négation)

Dann ass d'Diskussioun ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung.

Second vote constitutionnel

Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi N°5816 ass ugeholl mat 39 Jo-Stëmmen, bei 21 Enthalungen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Jean-Paul Schaaf), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Lydie Err (par M. Roger Negri), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Ben Scheuer).

Se sont abstenus: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Domadder hu mer dann dee Projet am zweete Vote constitutionnel definitiv ugeholl.

Da komme mer elo zum Projet de loi N°6291, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert de Régime temporaire de garantie en vue du redressement économique. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht, an et hu sech bis elo ageschriwwen: d'Madame Adehm, den Här Bauler, den Här Henckes an den Här Hoffmann.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Alex Bodry. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

4. 6291 - Projet de loi portant modification de la loi du 29 mai 2009 instituant un régime temporaire de garantie en vue du redressement économique

Rapport de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire

M. Alex Bodry *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, bei dësem Gesetzesprojet geet et ëm eng Ofännerung vum Gesetz vum 29. Mee 2009, dat en zäitlech begrenzte Regime agesat huet vu Garantie fir Betriber, fir se erëm wirtschaftlech op de richtege Wee ze bréngen. Erënnert Iech un déi Zäit, Fréijoer 2009, do hat d'Regierung vun deemools, déi viregt Regierung hat e ganze Pak vu Moossname proposéiert, fir u sech d'Wirtschaft erëm unzekuerbelen an enger schwiereger Zäit, fir och Betriber, déi a Schwieregkeete gerode kënnen, ze hëllefen.

Mir bewegen eis hei allerdéngs an engem ganz enken, enk gestrécktene Kader, well et ass dee vun de Statshëllefen u Betriber, deen also op europäeschem Plang ganz strikt geregelt ass. An dat Gesetz, wat mer hei och diskutéieren an, ech denken, ofstëmmen, ass e Gesetz, wat sech natierlech och strikt ze halen huet un eng ganz Rëtsch vun europäesche Virgaben, well et u sech am europäesche Konkurrenzrecht a priori net erlaabt ass, dass Statshëllefen un eenzel Betriber ausbezuelt ginn. Dat ass nëmme méiglech ënner ganz strikte Bedéngungen. An d'Kommissioun huet och ënnert dem Drock vun de Memberstaten eben décidéiert, Enn 2008, Ufank 2009, fir e spezielle Regime - zäitlech begrenzt - méiglech ze maachen, op där enger Säit vun direkte Statshëllefen respektiv och vu Statsgarantien.

Déi direkt Statshëllefen, déi sinn net méi méiglech. Deen Deel eigentlech vun deem Regime, dem europäesche Regime, deen ass Enn d'lescht Joer ausgelaf. Par contre huet d'Europäesch Kommissioun awer eng Décisioun geholl den 1. Dezember 2010, déi et méiglech mécht, ënner gewëssen, méi restriktive Konditiounen nach en zäitlech begrenzte Regime vu Statsgarantie fir Betriber, déi a Schwieregkeete sinn, weiderbestoen ze loossen.

D'Regierung huet déi Méiglechkeet opgegraff an huet also e Gesetzesprojet agereecht, wou se déi Méiglechkeet vu Statsgarantië fir Betriber dann och fir d'Joer 2011 méiglech mécht. Am Prinzip leeft deen heite Regime elo och schonn direkt an e puer Méint aus, den 31. Dezember vun dësem Joer. Et muss ee kucken, ob opgrond vun der allgemenger wirtschaftlecher Entwécklung - kee ka jo genau soen, wat an e puer Méint ass - d'Kommissioun vläicht nach eng Kéier eng Verlängerung mécht oder aner Décisiounen an deem dote Kontext vun de Statshëllefe fir Betriber hëlt.

Et ass, mengen ech, och de Moment, fir e Mini-Bilan ze zéien. Wéi wäit huet dee Regime vun 2009 gegraff? Wéi vill Demandë si behandelt ginn? Wat dee Volet ugeet, deen eis haut méi interesséiert, dat ass dee vun de Statsgarantien. Do sinn am Ganze véier Demanden erageereecht ginn an zwou Demandë sinn och akzeptéiert gi vum Ministère.

Deen aneren Deel vun deem Hëllefsregime, dee vun den direkte Bezuschussunge vun de Betriber, hat méi Succès. Do waren et eng ganz Rëtsch vun Dossieren, déi erakomm sinn. No de Beamte vum Ministère waren et eng 40 Demanden, déi traitéiert gi sinn, a ronn 30 wiere positiv begutacht ginn, an et sinn also och Suen ausbezuelt ginn, déi awer meeschtens largement ënnert dem Plaffong vun de 500.000 Euro louchen, deen d'Gesetz virgeschriwwen huet. Insgesamt wieren, iwwert deen dote Regime, eng néng Milliounen Euro vun direkten Aiden ausbezuelt ginn. Dovunner wiere sechs Milliounen Euro, wou ausdrécklech d'Konditioun domat verbonne gi wier, dass déi Suen och missten erëm zréckbezuelt ginn, wann de Betrib géif erëm an eng normal wirtschaftlech Situatioun erakommen.

Mä, wéi gesot, et ass net dee Volet vun den direkten Aiden, deen eis interesséiert, deen ass definitiv Enn d'lescht Joer ofgelaf. Mä et ass de Volet vun de Statsgarantien, deen eis haut interesséiert. D'Regierung huet décidéiert, e weiderzefëieren ënnert deenen neien Oplagen, déi d'Europäesch Kommissioun mécht.

Ech muss allerdéngs soen, dass eng Rei vun Avisen éischter kritesch sinn, erstaunlecherweis och souguer Avisen aus dem Milieu vun der Wirtschaft! D'Chambre des Métiers, déi zweifelt eigentlech un der Nécessitéit, fir esou e Régime de garantie iwwerhaapt nach bäizebehalen. D'Chambre de Commerce ass do méi op, an där doter Fro. Och de Conseil d'État stellt sech d'Fro: Majo, ass et dann iwwerhaapt néideg, esou eppes ze maachen? A sinn déi Konditiounen, wéi se hei am Fong duerch Europa festgeluecht ginn, net esou restriktiv, dass et praktesch de facto net wäert spillen?

Mir waren als Wirtschaftskommissioun awer der Meenung, dass et, wa schonn europawäit d'Méiglechkeet opgemaach gëtt, fir de Betriber ënner gewësse Konditioune kënnen ze hëllefen, dann awer och, mengen ech, net abwegeg ass, dass eng national Regierung seet: Majo, mir wëllen eis zumindest dat Instrument och ginn, dass, wann Demandë kommen, mer och kënnen dorobber reagéieren, esou dass, wann och wahrscheinlech net ganz vill Betriber - wann iwwerhaapt - wäerte vun deem neie Regime hei profitéieren, et awer net falsch ass, fir sech emol theoretesch d'Méiglechkeet ze ginn, fir iwwerhaapt kënnen als Stat dann anzewierken.

Wat sinn elo déi wichtegst Modifikatioune par rapport zu deem bestehende Regime? Déi éischt ass déi, dass, wéi gesot, de Champ d'application méi enk definéiert gëtt, dass e méi restriktiv definéiert gëtt. Bis elo war et esou, dass Betriber, déi a Schwieregkeete ware virum 1. Juli 2008, konnte vun deenen Aidë profitéieren. An Zukunft mussen et awer exklusiv solvabel Entreprisë sinn. Dat heescht, d'Entreprise muss eigentlech de Beleg bréngen, dass se solvabel ass.

Et ass also kloer, doraus ergëtt sech eigentlech, dass am Fong déi Aiden, déi Garantie haaptsächlech geduecht ass, fir d'Restrukturéierung vum Betrib respektiv fir Investissementer an de Betrib matzehëllefen ze finanzéieren, do wou eventuell de Bankesecteur net bereet ass, fir Bankkreditter zur Verfügung ze stellen. Et freet ee sech allerdéngs, wann natierlech e Betrib solvabel ass, fiwat eigentlech eng Bank net och bereet wier, fir Kreditter zur Verfügung ze stellen.

Da gëtt jo traditionell den Ënnerscheed gemaach tëschent Kleng- a Mëttelbetriber an deene grousse Betriber. Bei de Kleng- a Mëttelbetriber ass et esou, dass déi Kreditter, déi garantéiert gi vum Stat, souwuel kënnen Investissementer betreffe wéi och d'Kreditter, fir de Fonds de roulement vun dem Betrib ze reconstituéieren, während bei grousse Betriber, do ass den Accès fir déi Garantie nëmme méiglech, wann et Kreditter sinn, déi fir Investissementer geduecht sinn.

Dann ass et esou, dass och den Deckungsgrad vun der Garantie erofgesat gëtt. Dee louch bis Ufank dëses Joers bei maximal 90%. Dee gëtt elo hei duerch europäesch Virgaben op maximal 80% erofgesat. An et ass och esou, dass fir d'PMEen d'Méiglechkeet vun der Reduktioun vun der Prime fir d'Garantie och beschränkt gëtt par rapport zu deem, wat bis Ufank dëses Joers méiglech war. Et muss also gewosst sinn, dass, wann de Stat also eng Garantie gëtt, en dann och sech dat ka bezuele loossen, natierlech souguer muss bezuele loossen!

Do ass also eng Rémunératioun, déi de Stat kritt, wann en déi Garantie do ausstellt. Wéi gesot, an engem konkrete Fall, dee sech och hei gestallt huet, huet de Stat och - ech mengen, et waren dräi Milliounen Euro - Rémunératioun kritt, Prime kritt vun deem Betrib, deen dann och déi Hëllefen do, déi Garantie zougestane kritt huet.

Et gesäit een aus all deem, dass eigentlech vun der Europäescher Kommissioun aus geduecht war, dass ee soll lues a lues dee speziellen Ënnerstëtzungsmodus hei fir d'Betriber auslafe loossen. Ech mengen, ëmmer méi restriktiv Konditioune weisen eigentlech drop hin, dass deen heite Modell eigentlech en Auslafmodell ass an eigentlech net méi geduecht ass, fir op jiddwer Fall länger Zäit ze daueren. Mä, wéi gesot, et hänkt och e bësse vun der wirtschaftlecher Entwécklung vun deenen nächste Méint of, fir ze gesinn, ob et net awer noutwendeg gëtt, méi staark an deem doten Domän och erëm anzegräifen op europäeschem Plang.

Voilà, ech mengen, dat wieren déi wesentlech Informatiounen, déi ech am Numm vun der Kommissioun hei wollt ginn. Dat misst also och d'Deputéiert à même setzen, fir hei eng Décisioun iwwert deen heiten Text ze soen. Ech géif dann och proposéieren, nodeem de Rapport ugeholl ginn ass an der Kommissioun, dass deen heiten Text soll vun der Chamber gestëmmt ginn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Rapporteur Alex Bodry Merci. Als éischt Riednerin ass d'Madame Diane Adehm agedroen. Madame Adehm, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Diane Adehm *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt géif ech gären dem Rapporteur Merci soe fir säi ganz detailléierte Bericht. Mir stëmmen haut e Gesetz, dat u sech d'Verlängerung ëm ee Joer vum Garantiesgesetz vum 29. Mee 2009 ass. Dëst Gesetz war jo eigentlech e wesentleche Bestanddeel vum Konjunkturpak vun 2009, deen och an deem Moment an dësem Haus gestëmmt gi war, an dee sollt jo eigentlech d'Folge vun der Finanz- a Wirtschaftskris ofschwächen.

Wéi de Rapporteur scho gesot huet, geet et an dësem Gesetz drëm, fir de Betriber ze hëllefen, dass si Accès zu Bankefinanzementer kréien. An de Joren 2009 an 2010 hunn nëmme véier Betriber en Dossier eragereecht, fir dovunner kënnen ze profitéieren. Vun dëse véier Demandë goufen der schlussendlech zwou akzeptéiert. Och wann dat der net vill sinn, esou war et awer ganz wichteg, dass si an de Genoss vun dësem Gesetz komm sinn, well et sech ëm Betriber handelt, déi e strukturéierenden Afloss op d'Lëtzebuerger Ekonomie hunn.

Sou wéi d'CSV-Fraktioun de Konjunkturpak ënnerstëtzt huet, esou ënnerstëtzt se och d'Verlängerung vum Garantiesgesetz ëm ee Joer. An deem Sënn ginn ech heimadder den Accord vun eiser Fraktioun zu dësem Projet.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen der Madame Adehm Merci. Als nächste Riedner ass den Här André Bauler agedroen. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Gesetz vum 29. Mee 2009 war en Deel vun deem Moossnamepak,

deen am Kontext vun der weltwäiter Finanzkris hei am Haus geholl gouf an deen als Zil hat, déi einheimesch Wirtschaft ze stäipen, fir esou eng Sozialkris ze vermeiden.

Iwwer zwee Joer nom Vote vun dësem Gesetz si mer nach laang net iwwert de Bierg. Mir stiechen nach ëmmer an engem äusserst onstabile wirtschaftlechen a finanziellen Emfeld. D'Scholdekris an der Eurozon, déi steigend Aarbechtslosegkeet, virun allem de bedréckende Jugendchômage, d'Volatilitéit op de Finanzmäert an de Réckgang vum Wuesstum weisen, datt sech nach ëmmer e Spektrum presentéiere kann, wou Betriber hir Dieren zoumaache mussen.

Déi rezent Entwécklung an der Stolindustrie, awer och op der Bankeplaz weist, datt vun haut op muer Entscheedungen, déi dacks am Ausland geholl ginn, dozou féieren, datt Honnerte vu Leit keng Aarbecht méi hunn an datt Betriber dem Standuert Lëtzebuerg de Réck zoukéieren.

Wéi den 12. Mee 2009 dëst Gesetz hei an der Chamber gestëmmt gouf, ware ronn 13.000 Mënsche bei der ADEM ageschriwwen, 10.000 waren a Kuerzaarbecht. Haut, zwee Joer a fënnef Méint méi spéit, läit de Chômage bei bal 19.000 Persounen! Dat ënnersträicht eemol méi déi sozial a mënschlech Tragik, déi d'Kris och heizuland ausgeléist huet a virun där mer d'Aen net däerfe verschléissen.

Fir den eenzelnen Demandeur d'emploi ass de Chômage een individuellen Drama. Mir selwer gëtt dat dagdeeglech bewosst, wa Leit mech uschwätzen, déi onverschëllt an de Chômage gerode sinn, oder wa Jonker, déi vun der Schoul kommen, eng länger Zäit keng Léier oder Aarbechtsplaz fannen. Dës Situatioun verlaangt vun eis alleguer eng kollektiv Ustrengung. Si fuerdert eis virun allem op, Weeër a Mëttel ze sichen, fir Betriber, déi fir de Standuert Lëtzebuerg vu grousser Bedeitung sinn, ofzesécheren.

Wa mer also dëst Gesetz modifizéieren, heescht dat, datt mer fir eng weider, wann och kuerz Zäit, Betriber, déi a finanziell Engpäss geroden, awer ganz korrekt gefouert ginn a gesond Betriber sinn, datt mer deene Betriber ënnert d'Äerm gräifen an hinnen déi Garantië ginn, déi si brauchen, fir am Noutfall déi Investitiounen ze tätegen, déi hiert Iwwerliewen ofsécheren. Et ass souzesoen e „Prêt en dernier ressort". Bis ewell hunn eréischt zwee vu véier Betriber vun dëser spezifescher Moossnam Gebrauch gemaach. Mir sollen eis also vun dësem Instrument, dat vu Bréissel aus am Kontext vun der Kris guttgeheescht gouf, net privéieren. Et geet jo drëms, gesonde Betriber ze hëllefen.

Et ass och gutt, datt d'Garantië fir d'mëttelstänneg Betriber vun elo u souwuel bei den Investissementskreditter wéi och bei Kreditter am Beräich vum Fonds de roulement kënne profitéiert ginn. 2009 hu mir dëst Kriseninstrument ënnerstëtzt. Mir sinn och haut bereet, dës Moossnam weider ze ënnerstëtzen, déi virun allem zum Asaz kéim, wa Betriber a Gefor gerode géifen, déi zum Profil vun eisem Wirtschaftsstanduert gehéieren an déi, wa se hir Diere missten zoumaachen, sécherlech net méi géifen erëmkommen. Dat géllt et ze verhënneren, zemools wann ee sech déi wirtschaftlech a sozial Konsequenze virun Ae féiert!

Zum Schluss wëll ech awer nach drop hiweisen, datt een ëmmer nees vu klengen a mëttlere Betriber de Feedback kritt, datt si sech schwéierdinn, Kreditter vu Lëtzebuerger Banken ze kréien, déi et hinnen erlaben, gréisser Opträg duerchzeféieren. Duerch d'Tatsaach, datt zum Beispill d'Handwierksbetriber laang op hir Sue waarde mussen, och a grad beim Stat a bei de Gemengen, musse si grouss Zomme virstrecken a riskéieren esou, an zäitweileg Liquiditéitsschwieregkeeten ze geroden!

Dat geet esou wäit, datt eenzel Handwierker eng Hypothéik op hiert eegent Haus musse maachen, fir Geld zäitweileg geléint ze kréien. Hei muss sech eppes änneren. Entweder d'öffentlech Hand verbessert hir Zahlungsmoral - dat sinn d'Gemengen net all, Här Gira - oder d'Regierung intervenéiert bei Banken, an deene si e Matsproocherecht huet, fir deene Betriber méi Kulanz ze ginn, déi scho laang um Marché präsent sinn an déi eng gesond finanziell Situatioun opweises hunn.

Hei besteet also Handlungsbedarf. Hei musse Stat a Gemenge mam gudde Beispill virgoen. Dëst gesot, wëll ech schléissen, den Accord vu menger Fraktioun ginn an dem Rapporteur Alex Bodry Merci soe fir säin ausféierleche Bericht.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Bauler, an als nächste Riedner ass den Här Henckes agedroen.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, mir stëmmen haut e Gesetz, wou mer gesinn, datt mer an der Vergaangenheet nach zwee Betriber konnten hëllefen. Ech hoffen, datt mer an Zukunft dat dote Gesetz net wäerte gebrauche missen.

Et ass e gewëssene Flou artistique hei an deem Gesetz, well d'Konditioun ass, datt d'Entreprise muss solvabel sinn. Ech géif soen, datt d'Problematik vun esou Entreprisë ganz oft effektiv bei der Zahlungsvitesse ass vun dem Stat a vu Gemengen.

An ech géif d'Regierung opfuerderen, fir ze kucken, datt an Zukunft éischtens d'Marchéspublics-Gesetz integral applizéiert gëtt, dat virgesäit, datt no engem Mount automatesch Zënse musse bezuelt ginn.

Déi zweet Saach, déi misst gemaach ginn, dat ass, datt fir Betriber, déi op där enger Säit Sue vum Stat zegutt hunn an op där anerer Säit un d'Sécurité sociale oder un d'Steieramt Sue musse bezuelen, déi Zomme kéinte kompenséiert ginn. Dat schéngt eppes, wat absolut wichteg ass a wat hei och de Betriber, déi solvabel sinn, kéint hëllefen a Schwieregkeete kéint évitéieren.

Dat gesot, mengen ech, ass dat heiten awer en Instrument, wat ee sollt notzen, wann et ee Fall géif ginn, wou et géif kommen. Dofir wëllt d'ADR och den Accord zu dësem Gesetzesprojet bréngen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Henckes. Als leschte Riedner ass den Här Hoffmann agedroen. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Huelt Iech Zäit.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Jo, da stellt mer e puer Froen. Ech fannen, ech hunn eng Rei Problemer mat dem Gesetzesprojet.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Wat fir eng Problemer hutt Der dann?

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Fir d'Éischt emol fannen ech… Däerf ech dem Här...

M. le Président.- Majo, äntwert dem Här Gibéryen.

(Hilarité)

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Dann ass et awer ganz, dann ass et ganz...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech wollt Iech froen, Här Hoffmann, wat fir eng Problemer dass Der hätt, wann ech gelift.

(Hilarité)

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Majo, Här Gibéryen, ech hunn deen éischte Problem domat, dass am Exposé des motifs an iwwregens och a verschiddenen Avisen ze vill eng optimistesch Aschätzung vun der Evolutioun vun der Kris erauszespieren ass.

Wann d'Krisepolitik derzou féiert, dass d'Kafkraaft an d'Nofro gedrosselt gëtt, an dat ass d'Tendenz an Europa insgesamt, dann trëfft dat och d'Kleng- a Mëttelentreprisen. D'Kris ass net eriwwer!

Dofir hunn ech och Bedenken, wann Entreprisë mat Schwieregkeeten elo aus där dote Form vu Kreditgarantien erausgeholl ginn, an zwar ondifferenzéiert erausgeholl ginn. Et hätt ee jo kënne soen: Mir maache méi eng Differenzéierung vun den Entreprisen a Schwieregkeeten, fir ze kucken, wou kommen d'Schwieregkeeten hier, si se selwer schold drun oder net, an dann do déi Garantië bestoen ze loossen, wou d'Entreprisen net aus eegenem Verschëlde Schwieregkeeten hunn.

An deem Zesummenhang - dat ass den drëtte Punkt, meng drëtt Äntwert op dem Här Gibéryen seng Fro -, an deem Zesummenhang stellen ech mer och déi Fro vun de solvabelen Entreprisen. Hei gëtt gesot, d'Garantië gi limitéiert op solvabel Entreprisë fir Investitiounen - an da ginn ech hellhöreg! -, fir Restrukturatiounen am Sënn vum Assainissement vun eiser Ekonomie.

Wann ech Restrukturatiounen héieren, dann denken ech direkt un Aarbechtsplazen. Dat heescht, wéi ass et also, wann déi Restrukturatiounen zum Ofbau vun Aarbechtsplaze féieren, zum Beispill fir den Aktiëkurs op der Bourse an d'Luucht ze dreiwen, well eng Rei vun deene Kleng- a Mëttelbetriber sinn och Aktiëgesellschaften, a wat geschitt dann am Zesummenhang mat der Protektioun vun den Aarbechtsplazen, wa mer déi Garantien do ginn?

Véiertens, déi Garantien zugonschte vun den Entreprisen, dat si jo och Garantien zugonschte vun de Banke selbstverständlech. An ech verstinn eigentlech net, wisou mir musse mat Steiergelder Risike vun de Banken ofdecken, wann, wéi et hei jo verlaangt ass, déi Betriber kënne beweisen, dass se solvabel sinn. Wa se kënne beweisen, dass se solvabel sinn, pardon, da kënne se dat jo och beweise par rapport zu enger Bank. Wéisou musse mir dann an der Regel sécher och Privatbanken ënnerstëtzen doduerch, dass mir hei eng Garantie ginn?

An dohier kommen ech dann och zu der Schlussfolgerung: Ech sinn der Meenung, wéi vill Ekonomisten iwwregens, dass deen öffentleche Kreditsystem muss ausgebaut ginn. Deen öffentleche Kreditsystem muss ausgebaut ginn am Déngscht och vun de klengen a mëttleren Entreprisen.

Dofir fannen ech et inakzeptabel bis skandaléis, dass d'BIL, wéi elo ugekënnegt gëtt, vun engem internationale Finanzgigant opkaaft gëtt, amplaz dass se zum Beispill mat der Spuerkeess géif fusionéieren, fir dass mer deen öffentleche Kreditsystem géifen ausbauen an deem méi Gewiicht ginn - nach eng Kéier - och am Déngscht vun de klengen a mëttlere Betriber.

Wann déi Undeitunge stëmmen, wien dee Finanzgigant do dann ass, da froen ech mech, wéini dass de Grand-Duché dann endlech mat dem Emirat Katar fusionéiert. Vläicht fanne mer jo och nach an eiser Famill, an eiser Prënzefamill, eng Méiglechkeet, fir eng dynastesch Verbindung, da wär d'Fusioun perfekt.

(Brouhaha)

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Ech stëmmen d'Gesetz net!

Merci.

(Interruption)

M. le Président.- Merci dem Här Hoffmann, an elo kritt d'Wuert den Här Wirtschaftsminister Jeannot Krecké.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Dir Dammen an Dir Hären, ech muss dem Här Hoffmann recht ginn, wann e seet, dass déi Stëmmung, déi beschriwwe gëtt am Exposé des motifs u sech nach eng relativ optimistesch war. Et dierf een och net vergiessen, dass dat hei geschriwwe ginn ass zu engem Zäitpunkt, wou déi Problemer, déi mer haut kennen, net gewosst waren.

Mir hunn och ee Moment gezweifelt, ob mer dat Gesetz sollte weiderféieren, well et zu deem Zäitpunkt éischter ausgesinn huet, wéi wa mer et wahrscheinlech net bräichten. Ech hunn awer drop gehalen, wéi d'Kommissioun bis den Accord ginn huet, fir et ze maachen, dass mer et awer géifen duerchzéien. Mat eise Prozeduren dauert dat dann eben. Mä ech mengen, mir hunn et elo à disposition.

Ech wëll awer drop verweisen, dass dat hei net fir Entreprises en difficultés ass. Dat hei ass fir Entreprisen, déi eng Schwieregkeet vu Liquiditéit hunn, net vu Solvabilitéit. Et muss een oppassen. An dat ass net mir - oder als Regierung oder Ministère -, déi dat definéieren, mä dat ass de Kader, dee mer vu Bréissel virgi kruten.

Et geet also haaptsächlech drëm, deenen ze hëllefen, déi e Liquiditéitsproblem hunn. Dat heescht, och notamment, wa beispillsweis eenzel Clienten net schnell genuch géife bezuelen.

(Interruption)

Mir hunn an all deene Fäll, Här Hoffmann, wou eis gemellt ginn ass, dass e Problem wier vu Liquiditéit - an déi kréie mir gewéinlech gemellt -, do hu mir all Kéier agegraff, sief et beim Bauteministère oder sief et bei engem Ministère oder zumindest engem Institut, wat en charge ass vum Logement an esou weider. Do hu mer all Kéier dann, wann e Betrib…, wann ee gesinn huet, dass Liquiditéitsproblemer sinn, hu mer agegraff.

Mir kréien et net ëmmer mat, mä mir hunn zumindest e Comité ministériel en place, wou ech frou wier, wa mer dee kéinte weiderféieren. Deen hat ech scho viru laanger Zäit eng Kéier proposéiert, wou déi Leit aus der TVA, aus de Salairessteieren an aus der Sécurité sociale zesumme mat de Leit aus dem Wirtschaftsministère sëtzen, well do gesäit een d'Clignotanten direkt, wa se uginn, an do kann een och direkt dann hëllefen, wann de Betrib da Schwieregkeeten huet, fir seng Liquiditéiten ze assuréieren.

Ech hoffen, dass mer et fäerdegbréngen, dat eventuell beim Comité de conjoncture unzesiedelen. Dat wier wahrscheinlech déi richteg Plaz.

Den Här Bauler huet drop higewisen, dass et eng Rei PMEe gëtt, déi Schwieregkeeten hätten, u Suen ze kommen, u Kreditter ze kommen. Ech wëll drop verweisen, dass, wann Der de Rapport vun der SNCI kuckt, mer e Problem hunn, dee méi wäit geet wéi deen. Et ass net, dass se net un d'Kreditter kommen, mä et gi keng Kreditter ugefrot.

Mir hunn e Problem, dass am Moment, säit Méint, an och schonn de Rapport vun dem leschte Joer vun der SNCI weist et, dass en dramatesche Réckgang ass vu Kreditter fir Équipement. An et ass dorunner, wou s de jo gesäis, ob PMEen investéieren oder net.

Dat ass de reelle Problem, dee mer gesinn, dat heescht, wann d'SNCI oder anerer mierken, dass net vill Kreditter gefrot ginn. Si sinn net verworf ginn; si sinn net gefrot ginn. Dann hu mer e Problem, well da gëtt am Moment net ganz vill investéiert. An dat kritt Konsequenzen. Dat mécht mer u sech e bësse méi Angscht.

Ech mengen, et war den… Dir waart et, déi vun der Kompensatioun geschwat hunn, vun… Dir wësst, dass mer dat do schonn x-mol proposéiert hunn. Ech hu mech och iwwerzeege gelooss, dass e Kompensatiounsmechanismus schwéier en place ze setzen ass, well dee quasi misst am Viraus soen, wéi dann elo deng Besteierung ass oder wéi aner Saache sinn. Dat Eenzegt, wat ee kéint envisagéieren, wier e Suspendéiere vum Bezuelen. Dat heescht, wann s du kanns noweisen, dass du Suen ze kréien hues vun de Steieren - net, dass se kompenséiert ginn, mä dass se suspendéiert ginn, wann s de an der TVA dann ze bezuelen häss, dat géif duergoen.

Ech selwer hunn nach '97 eng Propos gemaach fir d'Kompensatioun, hu mech awer iwwerzeege gelooss, dass dat vläicht schwiereg ass, well do eng ganz Rei Berechnunge sinn an den definitiven Dekont deen ass, deen zielt. An da misst de erëm eng Kéier ufänken, deng Kompensatioun zréckzemaachen. Well du weess jo net, wéi den Dekont eventuell kéint sinn. Esou dass eng Suspensioun, dat wier eppes, wat ech géif richteg fannen a wat och haut mat der Informatik machbar ass, dass een dat kéint envisagéieren.

Den Här Hoffmann seet, en hätt Schwieregkeeten, well dat Wuert Restrukturatioun drasteet. Här Hoffmann, säit Jore besteet en Instrument, wat do heescht „Comité de conjoncture" a Chômage partiel proposéiert der Regierung ze ginn. Dee Chômage partiel gëtt ënner verschiddene Konditioune ginn: entweder well et konjonkturell Problemer gëtt oder well et strukturell Problemer gëtt oder well et Dépendanceproblemer gëtt.

Dépendance ass, wann ee Betrib Schwieregkeeten huet, an ech sinn Haaptliwwerant vun deem oder Haaptclient vun deem, da leiden ech dorënner. De Chômage partiel structurel ass geduecht - ech wëll lech dat soen - fir Restrukturatiounen, net fir eppes anescht. Dat ass conjoncturel, wat mer do maachen. An duerfir, dat ass eppes, wat scho säit Laangem en place ass. An ech gesinn och net elo direkt, firwat een do dergéint ka sinn, wann een e Betrib fäerdegbréngt ze restrukturéieren, dass e muer nach besteet, anstatt dass e verschwënnt.

Wësst Der, bei Eenzelnen, déi déi lescht Zäit verschwonne sinn, hätt ech léiwer, mir hätten eng Restrukturatioun virdru fäerdegbruecht, da wiere se haut nach do, an da wiere vläicht net all Aarbechtsplaze gerett ginn, mä da wieren awer zumindest déi emol gerett ginn, well dann hätte mer et net all Kéier, dass de ganze Pak vun de Leit muer op der Strooss ass, wéi mer dat notamment bei der Socimmo gesinn hunn.

Wa mer et do fäerdegbruecht hätten, dee Betrib... - an deen hätt misse restrukturéiert ginn, esou wéi dee fonctionnéiert huet -, dann hätte mer awer do en Deel vun de Leit gerett kritt. Esou sinn anerer placéiert gi bei aneren Entrepreneuren, mä et sinn der awer och eng ganz Rei, déi hir Aarbecht verluer hunn a keng aner fonnt hunn. Ech hu léiwer, mir probéieren dann, d'Betriber iwwert d'Distanz ze kréien, net mat deem heite Garantiesgesetz, do brénge mer dat souwisou net fäerdeg, well mir dierfen dat net…

M. le Président.- Här Minister, erlaabt Der, datt den Här Hoffmann lech eng Fro stellt?

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Selbstverständlech.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Ech sinn d'accord, dass een en Ënnerscheed muss maachen tëschent Betriber, déi wierklech an - ech soen elo emol - beleebaren ekonomesche Schwieregkeete sinn op där enger Säit, a Betriber, déi sech restrukturéieren, well se hir Aktiëcoursë wëllen an d'Luucht dreiwen. An dee Phenomeen, dee kenne mer jo. Et sinn déi, déi ech gemengt hunn!

Ech ka mer net virstellen - ech denken, dass Dir lech et awer och kënnt schwéier virstellen -, dass mir engem Betrib déi heite Garantië ginn, wann d'Restrukturatioun am Fong geholl nëmmen dorop erausleeft, fir Leit ze entloossen oder Aarbechtsplazen ofzebauen, fir den Aktiëcours an d'Luucht ze dreiwen. Dat ass jo och de Sënn iwwregens vun eiser Proposition de loi, wou ech net weess, wou se drunhänkt. Mä déi wär hei eigentlech nëtzlech. Also, et geet net ëm d'Fro vum Chômage partiel.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Mä ech wëll Iech soen, dass mir och keng Garantië ginn hunn u Betriber, déi elo op der Bourse wieren an déi nëmmen doduerch eng Restrukturatioun géife maachen. Dat ass net de Fall. An déi, déi meeschtendeels och viséiert sinn hei, déi och elo hei eng besser Ënnerstëtzung hu wéi anerer, dat sinn d'PMEen. An déi sinn net op der Bourse. Kuckt emol eng Kéier, wéi vill Betriber vun eis op der Bourse sinn. Dat sinn der net deementspriechend vill.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Jo. Jo.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Dat sinn der net vill. Et deet mer leed. Dat ass net esou.

An ech mengen, nach eppes wëll ech net, dass mer eis enger Illusioun higinn. En öffentleche Kreditsystem, dat hu mer. Iwwregens, d'Spuerkeess ass keen öffentleche Kreditsystem fir d'Betriber. D'Spuerkeess, souguer d'SNCI, huet sech un d'Regele vun den Aides d'État ze halen. Souguer d'SNCI kann net maachen, wat se wëllt, an huet am Rumm vun de legale Méiglechkeeten ze bleiwen.

Et a fortiori d'Spuerkeess nach méi, déi als reell an onofhängeg Bank fonctionnéiert. A wann ech och mam Trésorsminister u sech d'Tutelle vun der SNCI hunn an domadder och nach en Awierkungsgrad hätt, dann hunn ech, oder den Här Frieden zumindest, dee bei der Spuerkeess net, déi do en totale indépendance schafft.

Bei der SNCI hu mer Agréffsméiglechkeeten. Mä souguer do kënne mer net soen, wann en Élément d'aide d'État dran ass, dass mir dat kënne verwenden. Da musse mir kucken, dass mer déi Kreditter zu den normalen Zënssätz da ginn, mä net zu vergënschtegten. An duerfir soen ech: Mir mécht méi Suergen, dass bei deem Institut, wou ech e bësse méi eragesinn, dass do am Moment d'Kreditter zréckginn. Dat mécht mir méi Suerge wéi aner Saachen.

Fir de Rescht, mengen ech, hunn ech mech gefrot, ob angesichts vun der Situatioun mer net vun der Kommissioun wahrscheinlech gemellt kréien, dass se bereet wieren, nach eng Ausdehnung eng Kéier ze maachen op ee Joer vun där enger oder där anerer Mesure. Wann dat de Fall wier, géif ech d'Chamber bieden, esou schnell wéi méiglech dann dës Kéier… Also, dat gëllt awer och fir d'Regierung. Ech mengen, da misste mir…

Ech maachen den Text elo schonn. Ech proposéiere menge Leit, si sollen den Text elo scho preparéiere fir de Fall, wou dat do géif verlängert ginn, well da géif ech Iech proposéieren, dat och ze verlängeren. Ech kann net direkt soen, wou a wéi mer et kënne gebrauchen, mä ech mengen, mir missten et dann och direkt uwennen. An ech wier frou… Ech hätt léiwer gehat, dat anert Instrument vum Redressement économique, dat wier verlängert ginn, wéi dat vun de Garantien, well dat ass vill méi restriktiv an ass och méi schwiereg unzewennen.

Fir de Rescht, Här President, sinn ech frou, dass awer trotzdeem mat enger Ausnahm ech eng Ënnerstëtzung hei fannen, fir dee Regime weiderzeféieren.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Minister. Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss, a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6291 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen, géint 1 Nee-Stëmm.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Nancy Arendt), Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Christine Doerner), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Lydie Err (par M. Roger Negri), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Ben Scheuer);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Claude Meisch), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

A voté non: M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer um zwou Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.37 heures)

SÉANCE 3

JEUDI,
13 OCTOBRE 2011

Présidence: M. Laurent Mosar, Président; Mme Lydie Polfer, Vice-Président

Sommaire

1. Résolution relative à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant la définition, la désignation, la présentation, l'étiquetage et la protection des indications géographiques des produits vinicoles aromatisés - COM (2011) 530
- Art. 169 (5) du Règlement de la Chambre des Députés
- *M. le Président*
- *Vote sur la résolution (adoptée)*

2. Résolution relative à la communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions sur la réforme de la politique commune de la pêche - COM (2011) 417
- Art. 169 du Règlement de la Chambre des Députés
- *M. le Président*
- *Vote sur la résolution (adoptée)*

3. 6331 - Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructure réalisés par l'État
- *Exposé: M. Fernand Boden (dépôt d'une motion)*
- *Débat: M. Fernand Etgen (dépôt d'une motion), M. Fernand Diederich, Mme Josée Lorsché, M. Jacques-Yves Henckes, M. André Hoffmann, M. Roger Negri*
- *M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- *Vote sur la motion 1 (adoptée)*
- *Motion 2: M. Ben Fayot, M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- *Vote sur la motion 2 (adoptée)*

4. Heure d'actualité du groupe DP sur les normes de sécurité de la centrale nucléaire de Cattenom et la politique d'information de l'exploitant de la centrale en question
- *Exposé: M. Eugène Berger*
- *Débat: M. Félix Eischen, M. Roger Negri, M. Henri Kox, M. Gast Gibéryen, M. André Hoffmann*
- *M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé*

5. Débat d'actualité sur la position gouvernementale concernant les projets liés de Wickrange et de Livange
- *Débat: M. Claude Meisch (dépôt d'une motion), M. François Bausch (dépôt d'une résolution), M. Gast Gibéryen (dépôt d'une motion), M. Norbert Haupert, M. Ben Fayot (dépôt d'une motion), M. André Hoffmann*
- *M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région, Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre des Classes moyennes et du Tourisme, M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures et M. Romain Schneider, Ministre des Sports*
- *M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur (MM. François Bausch, Paul Helminger et André Hoffmann lui posent des questions)*
- *Motion 3: M. Claude Meisch*
- *Motion 1: M. André Hoffmann*
- *Vote sur la motion 1 (rejetée)*
- *Motion 2: M. François Bausch (motive son abstention), M. Gast Gibéryen, M. André Hoffmann (motive son abstention)*
- *Vote sur la motion 2 (rejetée)*
- *Motion 3: M. François Bausch, M. Gast Gibéryen, M. André Hoffmann*
- *Vote sur la motion 3 (adoptée)*
- *Résolution 1: M. François Bausch, M. Marc Spautz, M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- *Vote sur la résolution 1 modifiée (adoptée)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Jeannot Krecké, Mars Di Bartolomeo, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler et Marco Schank, Mme Françoise Hetto-Gaasch et M. Romain Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.02 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

1. Résolution relative à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant la définition, la désignation, la présentation, l'étiquetage et la protection des indications géographiques des produits vinicoles aromatisés - COM (2011) 530

- Art. 169 (5) du Règlement de la Chambre des Députés

An hirer Réunioun vun haut de Moien huet d'Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural eestëmmeg décidéiert, en Avis motivé un d'Europäesch Kommissioun ze riichten, deen d'Dokument COM (2011) 530 iwwer aromatiséierte Wäin betrëfft. D'Agrikulturkommissioun war am Kader vun der Kontroll vum Subsidiaritéitsprinzip mat engem legislative Virschlag vun der EU-Kommissioun befaasst. Dee Virschlag betrëfft d'Normes de commercialisation.

D'Agrikulturkommissioun koum zur Konklusioun, datt de Subsidiaritéitsprinzip verletzt ginn ass. D'Prozedur, déi applizéiert gëtt, ass geregelt am Artikel 169 vun eisem Reglement. Den Avis motivé vun der Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural läit Iech a Form vun enger Resolutioun vir.

Résolution

La Chambre des Députés,

- considérant l'article 169 du Règlement de la Chambre des Députés;

- rappelant que la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural a été saisie d'une proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant la définition, la désignation, la présentation, l'étiquetage et la protection des indications géographiques des produits vinicoles aromatisés, proposition législative émanant de la Commission européenne (COM (2011) 530) et relevant du contrôle du respect des principes de subsidiarité et de proportionnalité;

- constatant que la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural a

adopté, lors de sa réunion du 13 octobre 2011, un avis motivé au sujet de l'initiative législative précitée;

décide d'adopter cet avis motivé de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural ayant la teneur suivante:

«Considérations générales

Avant d'examiner la compatibilité des dispositions de la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant la définition, la désignation, la présentation, l'étiquetage et la protection des indications géographiques des produits vinicoles aromatisés avec les principes de subsidiarité et de proportionnalité, la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural juge utile de rappeler lesdits principes, consacrés par l'article 5 du Traité sur l'Union européenne.

Ainsi, le paragraphe 3 de l'article précité prévoit que «dans les domaines qui ne relèvent pas de sa compétence exclusive, l'Union intervient seulement si, et dans la mesure où, les objectifs de l'action envisagée ne peuvent pas être atteints de manière suffisante par les États membres, tant au niveau central qu'au niveau régional et local, mais peuvent l'être mieux, en raison des dimensions ou des effets de l'action envisagée, au niveau de l'Union.», tandis que le paragraphe 4 de ce même article précise, en ce qui concerne le principe de proportionnalité, que «le contenu et la forme de l'action de l'Union n'excèdent pas ce qui est nécessaire pour atteindre les objectifs des traités.».

La commission parlementaire juge encore utile de rappeler l'article 290 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) qui réserve le recours aux actes délégués aux seuls cas où il serait nécessaire de compléter ou de modifier «certains éléments non essentiels de l'acte législatif» de base.

Il importe donc de souligner que le choix de recourir aux actes délégués doit se faire avec circonspection et doit être réservé à des cas précis et limités.

Analyse de la compatibilité des dispositions de la proposition de règlement avec les principes de subsidiarité et de proportionnalité

L'article 3, paragraphe 3 de la proposition sous examen stipule que la Commission européenne peut, au moyen d'actes délégués, adopter des méthodes et règles à appliquer en absence de méthodes ou de règles recommandées et publiées par l'OIV permettant notamment «d'établir la composition des produits vinicoles aromatisés…».

Or, de l'avis de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, ces méthodes et règles constituent un élément législatif essentiel comme elles servent à vérifier la conformité des produits vinicoles aromatisés avec les exigences, restrictions et désignations établies aux annexes I et II de la proposition.

La proposition de règlement prévoit, en outre, et ceci notamment à l'endroit de son article 9, de déléguer un large pouvoir à la Commission européenne pour «actualiser» les définitions, exigences et restrictions techniques établies à l'annexe I ainsi que les dénominations de vente et les désignations établies à l'annexe II de la proposition sous analyse.

Également cette délégation de pouvoir est à considérer comme excessive. La Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural est d'avis que l'établissement des définitions, des exigences, des restrictions techniques, des dénominations de ventes et des désignations doit être considéré comme un élément essentiel de l'acte législatif et devra donc faire partie de l'acte de base, seulement modifiable par une procédure législative normale.

En ce qui concerne l'article 8 qui prévoit que «…les États membres peuvent établir des règles plus strictes que celles visées à l'article 3 et aux annexe I et II en ce qui concerne la production et la désignation…», la commission parlementaire doute que cette disposition soit conforme au principe de subsidiarité.

En effet, le texte actuel du règlement (CEE) n°1601/91 prévoit de manière plus générale que «les États membres peuvent appliquer des règles nationales spécifiques relatives à la production, à la circulation interne, à la désignation et à la présentation des boissons obtenues sur leur territoire dans la mesure où ces règles sont compatibles avec le droit communautaire». Cette disposition ne figure plus explicitement dans le texte de la proposition. Tout porte ainsi à croire que dorénavant les possibilités des États membres à adopter des règles spécifiques adaptées aux particularités de leur territoire seront fortement réduites et limitées aux seules «règles plus strictes» que celles à appliquer de manière générale au niveau communautaire. Si tel était le cas, la modification en question serait en contradiction avec le principe de subsidiarité.

La commission exprime également ses réserves en ce qui concerne l'article 29 de la proposition sous examen. Le paragraphe 2 de cet article stipule que la Commission peut «…au moyen d'actes délégués, prévoir les conditions dans lesquelles le cahier des charges du produit peut inclure des exigences supplémentaires au sens de l'article 11, paragraphe 2, point f)». Il s'agit ici des «…exigences applicables en vertu de la législation de l'Union ou de la législation nationale ou, conformément aux dispositions des États membres, prévues par une organisation responsable de la gestion de l'indication géographique protégée, étant entendu que ces exigences doivent être objectives, non discriminatoires et compatibles avec la législation de l'Union».

Les exigences reprises dans les cahiers des charges pour pouvoir bénéficier d'une indication géographique protégée applicable en vertu d'une législation nationale doivent donc être compatibles avec la législation de l'Union. Le fait de donner à la Commission européenne le pouvoir d'introduire des exigences supplémentaires par rapport à la législation nationale par la voie d'actes délégués risque de ce fait non seulement de ne pas respecter le principe de subsidiarité, mais semble superfétatoire.

Finalement, la disposition conférant à la Commission européenne le pouvoir d'adopter au moyen d'actes délégués des mesures spécifiques relatives aux procédures nationales applicables aux demandes transfrontalières (article 29, paragraphe 3, lettre c de la proposition) soulève également des doutes quant à la compatibilité avec le principe de subsidiarité.

Conclusion

Le contrôle effectué du respect des principes de subsidiarité et de proportionnalité par la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant la définition, la désignation, la présentation, l'étiquetage et la protection des indications géographiques des produits vinicoles aromatisés (COM (2011) 530) fait apparaître que l'initiative législative en question comporte un certain nombre de dispositions qui ne sont pas conformes au principe de subsidiarité, ni au principe de proportionnalité.

La proposition de règlement en question donne notamment le pouvoir à la Commission européenne d'adopter des éléments essentiels de la législation par acte délégué, ce qui est en contradiction avec l'article 290 du TFUE, dispositions qui sont en infraction avec le principe de subsidiarité.»

(s.) Fernand Boden, Jean Colombera, Fernand Etgen, Henri Kox, Roger Negri.

E Vote sans débat gëtt virgeschloen.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Vote sur la résolution

Wie mat dëser Resolutioun d'accord ass, ass gebieden, d'Hand ze hiewen.

Dat schéngt mer d'Unanimitéit ze sinn. Ech soen Iech Merci an ech leeden den Avis dann un déi zoustänneg europäesch Instanz weider.

2. Résolution relative à la communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions sur la réforme de la politique commune de la pêche - COM (2011) 417

- Art. 169 du Règlement de la Chambre des Députés

Dann huet nach eng Kéier déiselwecht Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural haut de Moien décidéiert, en Avis politique un d'Europäesch Kommissioun ze riichten, deen d'Dokument COM (2011) 417 iwwert d'Reform vun der gemeinsamer Politik vum Fësche betrëfft.

D'Kommissioun huet wuelverstane kee Problem, wat de Respekt vum Subsidiaritéitsprinzip ugeet, mä wëllt politesch Bedenken zum Ausdrock brengen, esou wéi et den nationale Parlamenter an där sougenannter Barroso-Initiativ erlaabt ass. D'Prozedur, déi hei applizéiert gëtt, ass geregelt am Artikel 169 vun eisem Chambersreglement. Den Avis vun der Agrarkommissioun ass Iech a Form vun enger Resolutioun verdeelt ginn.

Résolution

La Chambre des Députés,

- considérant l'article 169 du Règlement de la Chambre des Députés;

- rappelant que la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural a été saisie d'une série de communications concernant la réforme de la politique commune de la pêche (documents COM (2011) 416, 417, 418, 424 et 425), réforme exposée dans son ensemble dans la communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions, intitulée «La réforme de la politique commune de la pêche» (COM (2011) 417);

- constatant que la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural a adopté lors de sa réunion du 13 octobre 2011 un avis politique au sujet du paquet de réforme précité;

décide d'adopter cet avis politique de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural ayant la teneur suivante:

«Partageant l'avis de la Commission européenne qu'il est urgent de rendre la pêche plus durable aux niveaux environnemental, économique et social, la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural salue l'ambitieuse réforme proposée par la Commission européenne et notamment la volonté de permettre aux stocks de poissons de se régénérer.

Les propositions de la Commission européenne constituent en effet une excellente base pour les travaux législatifs à venir.

Ainsi, une approche éco-systémique sur la base de plans pluriannuels de gestion des pêches permettrait d'organiser la pêche de manière à sauvegarder la biodiversité et d'assurer une meilleure protection des ressources biologiques de la mer.

L'idée de mettre en œuvre une solution réaliste en ce qui concerne la problématique des rejets en mer est également appuyée par la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.

La commission parlementaire insiste en outre sur un soutien ciblé des pêcheries artisanales côtières, ces pêcheries jouant un rôle important au niveau social et culturel dans de nombreuses régions de l'Europe. Dans cet ordre d'idées, une mise en garde s'impose: l'introduction de concessions de capture transférables entre les opérateurs d'un État membre pourrait se solder par une capitalisation excessive des droits de pêche. Ces charges financières supplémentaires pourraient désavantager les plus petites entreprises face aux grandes pêcheries industrielles.

Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, trois quarts des stocks de poissons dans le monde sont surexploités et dans les eaux de l'Union européenne les estimations varient entre 70% et 88% des stocks. La commission parlementaire préconise donc la fixation des quotas de pêche selon des critères de durabilité transparents et scientifiques et tient, par ailleurs, à souligner l'importance de la création d'un réseau de réserves marines. Ainsi, elle se permet d'encourager la Commission européenne à proposer davantage de mesures concrètes permettant d'atteindre les objectifs évoqués et de combattre réellement les problèmes qui contribuent à la surpêche.

Enfin, la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural souhaite apporter son appui à l'idée d'un renforcement de l'information du public par l'introduction de nouvelles normes de commercialisation en matière d'étiquetage et de traçabilité. Une telle mesure devrait permettre au consommateur de réaliser ses choix en connaissance de cause, voire de le sensibiliser au soutien d'une pêche durable.»

(s.) Lucien Clement, Emile Eicher, Félix Eischen, Henri Kox, Roger Negri, Carlo Wagner.

E Vote sans débat gëtt virgeschloen.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Dat schéngt mer de Fall ze sinn.

Vote sur la résolution

Wie mat dëser Resolutioun d'accord ass, ass gebieden, d'Hand ze hiewen.

Dat schéngt mer och d'Unanimitéit ze sinn. Da wier déi Resolutioun ugeholl. Ech soen Iech Merci a leeden den Avis un déi zoustänneg europäesch Instanz weider.

Um Ordre du jour vun haut de Mëtteg hu mer eng Orientéierungsdebatt iwwert déi grouss Infrastrukturprojete vum Stat. D'Riedezäit ass hei nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Hären Etgen, Negri, Henckes, Hoffmann an Diederich.

Als Éischt héiere mir de Rapporteur vun der Orientéierungsdebatt, den Här Fernand Boden. Här Boden, Dir hutt d'Wuert.

3. 6331 - Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructure réalisés par l'État

Exposé

M. Fernand Boden *(CSV), rapporteur.*- Sou, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, léif Kolleeginnen a Kolleegen, no 2006, 2007, 2008, 2009, 2010 fënnt dëst Joer scho fir déi sechste Kéier dësen Débat iwwert de Finanzement vun de groussen Infrastrukturprojeten, déi vum Stat realiséiert ginn, statt.

Dir wësst, datt no laange Joren Diskussioun tëschent der Chamber an der Regierung 2006 eng nei Prozedur agefouert ginn ass, fir d'Plangen an de Bau vu gréisseren Infrastrukture vum Stat méi schnell, méi transparent, méi einfach ze gestalten, ouni awer d'Matsproocherecht vun der Chamber an och d'Kontroll vum Parlament ze beschneiden.

Am Abrëll 2009 ass de finanzielle Seuil vun dëse Projeten, déi der Nohaltegkeetskommissioun all Joers musse presentéiert ginn, vu 7,5 Milliounen op zéng Milliounen Euro eropgesat ginn, sou datt all Projeten, déi méi wéi zéng Milliounen Euro kaschten, fir d'Éischt d'Approbatioun oder den Accord de principe vun der Chamber brauchen, ier d'Projete kënne studéiert ginn. Dir wësst alleguer, datt fir Projeten, déi méi wéi 40 Milliounen Euro kaschten, muss e speziellt Gesetz ausgeschafft ginn an och hei gestëmmt ginn. Dat heescht, do huet d'Chamber direkt Matsprooche- a Kontrollrecht.

Et ass och festgehale ginn, datt de finanzielle Suivi vun de Projeten, déi méi wéi zéng Millioune kaschten, muss vun der Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire gemaach ginn. Dat heescht, de Minister muss all sechs Méint an dës Kommissioun kommen an och soen, wou d'Evolutioun vun den eenzelne Projeten drun ass, wat de finanziellen Aspekt ubelaangt. Dëse Modus vivendi begrenzt sech net nëmmen, wéi gesot, op déi Projete vun engem Impakt vun iwwer 40 Milliounen, mä op all Projet vun engem Impakt vun iwwer zéng Milliounen.

De Minister hat sech och bereet erkläert, fir der Kommissioun, déi zoustänneg ass fir d'Infrastrukturen, also der Nohaltegkeetskommissioun, regelméisseg Bericht ze erstatten iwwert de Weidergang vun de Projeten, déi méi wéi zéng Milliounen Euro kaschten a fir déi d'Ausschaffe vun Etüden a Pläng hei an der Chamber autoriséiert ginn ass. Dës Prozedur erlaabt eis eng méi grouss Flexibilitéit bei de groussen Infrastrukturprojeten. D'Regierung ka méi séier agéieren, an trotzdeem huet d'Chamber nach déi néideg Kontroll iwwert dat Ganzt.

Mä fir datt d'Chamber an all Kolleeg hei am Parlament den Iwwerbléck behält, wou déi eenzel Projeten dru sinn, déi säit 2006 d'Prozedur duerchlaf hunn, huet de Minister eis an der Kommissioun, gradesou och wéi d'lescht Joer, Lëschten ausgedeelt mam État d'avancement vun all deene Projeten, déi hei autoriséiert gi sinn, a mir haten och iwwer vereenzelt Projeten Diskussiounen an der Chamberskommissioun.

Ech hunn a mengem schréftleche Rapport als Annex all dës Dokumentatioune bäigeluecht, fir datt jiddwer interesséierten Deputéierte ka kucken: Wou sinn déi Projeten drun? Wat ass de Werdegang dovun? An da kréie se e bëssen den Iwwerbléck iwwert den „Stand der Dinge", wann ech esou däerf soen, vun all de staatlechen Infrastrukturprojeten, déi ënnerwee sinn. Ech mengen, dat ass scho relativ wichteg fir d'Deputéiert.

Voilà, ech wëll dann no dësem Exkurs op d'Lëscht vun de Projete kommen, déi elo virgesi sinn an déi an der Nohaltegkeetskommissioun presentéiert gi sinn, d'Lëscht vu Projeten, déi de Regierungsrot an der Sëtzung vum 1. September vun dësem Joer ugeholl huet.

D'Chamberskommissioun huet an zwou Sëtzungen all eenzelne Projet vun dëser Lëscht analyséiert, och duerchdiskutéiert, an ech wëll hei op dëser Plaz d'Virstellunge vun de Projete méiglechst kuerz halen. Dir kënnt d'Detailer am schréftleche Rapport noliesen. Ech hu versicht, dat do esou detailléiert wéi méiglech ze maachen, datt jiddwereen, wéi gesot, den Iwwerbléck iwwert dat Ganzt kritt.

Ech wëll dann ufänke mam éischte Projet, oder mat de Projete vun der Bauverwaltung, an an deem Kader ass den éischte Projet en neit Gebai fir d'Direktioun vun der Natur- a Bëschverwaltung zu Dikrech. Dëse Projet ass um Site vum alen Hôtel du Midi vis-à-vis vun der Dikrecher Gare virgesinn an huet eng finanziell Envergure vu ronn zéng Milliounen Euro.

Wat ee ka bei dësem Projet zréckbehalen, dat ass, datt et sech ëm e Projet pilote handelt, mat enger positiver Energiebilanz. Dat heescht, dëst Gebai, dat soll méi Energie produzéieren, wéi et der verbraucht. Dëst gëtt duerch eng ganz gutt Isolatioun engersäits an duerch e minimale Verbrauch vun elektrescher an thermescher Energie anerersäits erreecht. D'Energieproduktioun gëtt duerch verschidden erneierbar Ener-

gië garantéiert, wéi d'Fotovoltaik, d'Wärmepompel, d'Waasser aus der Sauer.

Ech mengen, mir hu jo och der Regierung e puermol scho gesot, datt se soll mam gudde Beispill virgoen, weisen, wat ee kann och an öffentleche Gebaier maachen, fir Energie ze spueren, fir Weeweiser ze sinn. Hei ass esou e Projet.

Mir hunn och d'Verwaltung gefrot: Wat ass dann de Méikäschtepunkt vun esou engem Projet am Verglach mat engem klassesche Gebai? Et ass gesot ginn, dat wäre ronn 10%. Mä dëse Méikäschtepunkt gëtt méi wéi opgewien a relativ kuerzer Zäit duerch d'Avantagë fir d'Ëmwelt an och duerch d'Energieerspuernisser.

Den zweete Projet, dat ass de Lycée technique fir Gesondheetsberuffer zu Käerjeng. Bei dësem Projet gëtt engersäits dat bestehend Gebai, wat e schéint Gebai ass, wat, mengen ech, och souguer klasséiert ass, réaménagéiert, an et gëtt en neie Fligel do ugebaut. Dee ganze Komplex ass am Zentrum vu Käerjeng an der fréierer CITO-Schoul. D'Gebai bitt Plaz fir 430 Schüler, an d'Raimlechkeeten, déi entspriechen den heitege Besoinen.

Dëse Projet spigelt d'ailleurs d'Politik vun der Dezentralisatioun vun de Schoulinfrastrukturen erëm. Et sinn hei am Land dräi Lycéeë fir Gesondheetsberuffer virgesinn: een am Norden, an zwar zu Ettelbréck, een am Zentrum zu Bouneweg, an dann och dëse Lycée fir Gesondheetsberuffer zu Käerjeng. Fir d'Schüler dozou unzereegen, op den öffentlechen Transport zréckzegräifen, ginn zu Käerjeng just Parkméiglechkeete fir d'Personal virgesinn. Do huet de Minister eis och erkläert, datt d'Zuel vun de Parkplazen no engem gewëssene Ratio festgeluecht gëtt, dee fir all Schoulgebaier am Land hei soll ugewannt ginn an deen, wéi gesot, de Gegebenheete vun der Uertschaft och entsprécht, wou de Lycée implantéiert gëtt.

De Budget, dee fir d'Aarbechte virgesinn ass, beleeft sech op 22 Milliounen Euro.

Ech géif dann, léif Kolleeginnen a Kolleegen, op d'Projete vum Fonds des routes kommen.

Den éischte Projet ass do de Boulevard de Merl. Dëse Projet baséiert op engem Mobilitéitskonzept an et gëtt e globalen Accord mat der Stad Lëtzebuerg iwwert de primäre Stroosseréseau am Südweste vun der Stad, notamment eben dëse Boulevard de Merl, de Boulevard de Cessange, d'Pénétrante an de Boulevard vun Hollerech gradesou wéi d'Verbreederung vun der Autobunn A6, der Ëmgehungsstrooss vun der Stad also.

Dësen neie Boulevard, dee verbënnt d'Areler Strooss mat der Lonkecher Strooss an der Autobunn A4. Dir wësst, datt et an deem Deel vun der Stad eng ganz Abberzuel vun Aktivitéits- an Industriezone gëtt, déi duerch dësen neie Boulevard och besser a méi einfach kënne bedéngt ginn. De Boulevard de Merl kritt selbstverständlech eng Busspur an och eng Vëlospist, an insgesamt ass d'Längt dovunner 3,1 km.

Am Süde stéisst de Boulevard de Merl op den zweete Projet, deen ech elo virstellen, an zwar de Contournement vun Zéisseng. Dëse Projet ass genee beschriwwen am Avant-projet vum Plan sectoriel «Transports». Hien huet als Haaptzil, fir e parallelle Réseau ze schafe fir de Verkéier aus dem Südwesten an domat den Transitverkéier an der Stad selwer ze berouegen.

De Contournement vun Zéisseng huet eng Längt vun 2,8 km a féiert vun der Autobunn A4 bis op de Giratoire op d'N4. An all Richtung gëtt et niewent enger normaler Fuerspur och eng Spur, déi fir Busse reservéiert ass. Et gesäit een also an dësem Projet schonn, datt dem öffentleche Verkéier ganz vill Gewiicht bäigemooss gëtt. Weider Detailer fannt Der, wéi gesot, am schréftleche Rapport, a fir alles méi bildlech duerzestellen, hunn ech och versicht, fir an Annexen d'Pläng vun dëse Projete festzehalen.

Drëtte Projet ass de Contournement Nord vu Stroossen. Och dëse Projet ass am Avant-projet vum Plan sectoriel «Transports» virgesinn. En ass e weidert Element vum Réseau vun tangentiellë Stroossen, déi an der urbaniséierter Stater Peripherie néideg sinn. Dëse Contournement verbënnt den Échangeur Briddel mat der Areler Strooss an e brëngt eng ganz staark Verkéiersberouegung am Zentrum vu Stroossen.

Dëse Contournement hätt am Fong scho méi laang solle realiséiert ginn, mä et gouf Problemer mat verschidden Emprisen, sou datt et sech e bëssen an d'Längt gezunn huet. Wann dës Terrainen elo alleguer disponibel sinn - dat ass normalerweis jo eng laang Prozedur, dat wësse mer -, steet enger séierer Realiséierung vum Projet näischt méi an de Féiss.

Véierte Projet ass de Contournement vun Dikrech. Dat ass e Projet, deen zënter den 90er Joren am Gespréich ass, an et geet drëm, fir no Méiglechkeeten ze sichen, fir den Trafic an Dikrech ze verbesseren. An déi eenzeg Méiglechkeet, fir dat ze erreechen, ass fir eng nei Verbindung ze maachen tëschent dem Carrefour Seltz op der N17, dat heescht d'Strooss vun Dikrech op Veianen, an dem Kreesverkéier um Fridhaff. Do muss also eng Verbindung geschaf ginn. Dës Verbindungsstrooss hätt eng Längt vun ongeféier 4 km. Et soll och dovu profitéiert ginn, datt den Härebierg mat där Strooss géif verbonne ginn, fir datt net all de Verkéier op den Härebierg a vum Härebierg erof muss duerch Dikrech fueren.

Ech wëll och soen, datt dëse Projet nach guer net prezis ass. Et ass och net déi éischt Prioritéit, mä Der wësst, wann et kriddelech Projete sinn - hei ass e kriddeleche Projet -, och wat d'Ëmwelt ubelaangt, da muss ee vill Varianten examinéieren, et muss ee laang am Viraus plangen, an dofir soll hei d'Regierung de Feu vert kréien, fir emol eng Planung ze maachen, fir eng hallef Dose virstellbar Varianten op hir Mériten ze examinéieren an dat och da kënnen am Detail ze analyséieren.

De Minister huet eis drop higewisen, datt et sécher keen einfache Projet ass, well en e groussen Impakt op d'Landschaft wäert hunn. Dofir musse mer beschtméiglech op de Schutz vun de Biotopen, op d'Integratioun an d'Landschaft oppassen. An de Ministère du Développement durable wäert dat och maachen. De Minister huet op jidde Fall eis dat verséchert, an ech mengen, dat ass jo ee vun den Avantagë vun dësem grousse Ministère, datt do déi verschidde Kompetenzen an engem Ministère vereent sinn, datt also och vun Ufank u kann op den Impakt op d'Ëmwelt an op d'Biotopen opgepasst ginn.

Fënnefte Projet dann ass de Contournement vun Alzeng. Dëse Projet gëtt gesinn am Kader vun de Plans directeurs «Midfield», iwwert déi jo haut och nach vläicht wäert diskutéiert ginn an engem spéideren Débat, an «Ban de Gasperich». Dëse Projet ass, wéi gesot, och zesumme mat de Gemenge Lëtzebuerg an Hesper analyséiert ginn, a mir all wëssen, wat fir ee Potenzial an dëser Géigend vun der Haaptstad a vun Hesper läit a wat alles an deenen nächste Joren do wäert gebaut ginn.

Et ass also sécher, am Ban de Gasperich an am Midfield, datt do den Trafic wäert ganz staark zouhuelen. Wann ee weess, datt haut schonn an de Spëtzenzäiten do ganz grouss Problemer bestinn, da weess een, datt een do muss reagéieren, datt do muss gehandelt ginn, datt een net derlaanscht kënnt, fir en neit Verkéierskonzept do opzestellen, an zu dësem Konzept gehéiert selbstverständlech och d'Gare périphérique vum Houwald, déi de Ban de Gasperich mat der Zone d'activité Houwald soll verbannen.

Grad wéi beim Projet virdru wëll ech och soen, datt dat hei e Projet ass, deen nach am Fong net weider examinéiert ginn ass, wou et eng Rei vu Variante gëtt. An dëser Phas geet et elo emol drëm, fir datt d'Chamber soll dem Ministère oder der Regierung gréng Luucht ginn, fir dës Alternativen ze examinéieren, fir ze kucken, déi néideg Etüden ze maachen, fir datt dat ka realiséiert ginn. Datt do eppes muss geschéien, dat wësse mer, wéi gesot, alleguer.

Sechste Projet ass de Contournement vun Ëlwen. Dat hei ass e Projet, dee scho méi laang an der Diskussioun ass. E gouf aus finanzielle Grënn zréckgestallt. Sënn an Zweck vun dëser Ëmgehungsstrooss ass et, de Verkéier, a virun allem den Transitverkéier duerch Ëlwen erauszekréien. Déi nei Strooss, déi soll eng zweespureg Route nationale ginn, an dat op enger Längt vu ronn 2,7 km.

Siwente Projet ass den neie Pôle d'échanges intermodal vum Héienhaff. Dëse Projet ass e ganz wichtege Projet. E steet am Zeeche vun der nohalteger Mobilitéit an e concernéiert d'Verkéiersfluxen aus dem Osten an aus dem Nordosten. Eng ganz Rei vun Deputéierte komme jo all Dag praktesch, wa se hei an d'Chamber kommen, aus dëse Géigenden. Et ass wichteg, datt ee versicht, fir do eppes Neies ze maachen, op der Plattform vum Héienhaff. Dës Plattform läit tëschent der Tréierer Autobunn, der A1, dem Cargozenter an dem Findel, an op dëser Plattform sollen d'Autoen an déi regional Buslinne kënnen op den Tram an op den öffentlechen Transport vum Stater Réseau ëmklammen.

Heiduerch mussen d'Bretellë vum Échangeur Sennengerbierg nei agencéiert ginn. Fir datt dat ganzt Konzept och klappt, ass et wichteg, datt do e grousse Park & Ride mat ronn 4.000 Plaze geschaf gëtt an datt och nach en Arrêt fir den Tram kënnt, fir wann den Tram eng Kéier fonctionnéiert, datt deen och do en Arrêt huet, datt d'Leit och kënne sech dann iwwer öffentlech Transporter op hir Aarbechtsplaz beginn.

Ech kommen dann zu de Projeten aus dem Fonds du rail.

Éischte Projet ass do de Point d'arrêt vun Déifferdeng. Dir wësst, datt d'Entrée vun Déifferdeng ganz staark réaménagéiert gëtt, an am Kader vun dësem Réaménagement vun der Entrée vun der Stad Déifferdeng gesäit dëse Projet vir, datt um Arrêt vun Déifferdeng d'Zuchquaien nei gemaach ginn, gradesou wéi de Souterrain mat Trapen an och mat Liften. Dës wichteg Aarbechte ginn zesumme geplangt vun der Déifferdenger Gemeng, déi ganz staark mat implizéiert ass, wéi och vun de Ponts & Chaussées. Fir all Detailer verweisen ech och do op dee schréftleche Rapport.

Vläicht just e Wuert nach zum Käschtepunkt. Et handelt sech momentan ëm en APS, dat heescht en Avant-projet sommaire, an de Schätzungen no leien dës Käschte bei ronn 16 Milliounen Euro. Hei kënnen awer weider Onkäschten derbäikommen, well een de Moment nach net weess, ob de Buedem do staark verschmotzt ass oder net. Awer wann dat de Fall wier, da kéimen do nach weider Onkäschte fir dëse Projet derbäi.

Zweete Projet vun dem Fonds du rail ass d'Moderniséierung vun der Zuchlinn Lëtzebuerg-Klengbetten. Dëse Projet ass d'zweet Phas vun dëser Moderniséierung. De Kolleeg Lucien Clement hat am Kader vum Projet Eurocap-Rail 2006 hei an der Chamber de Projet „Optimisation de la ligne Luxembourg-Kleinbettingen" virgestallt, an d'Chamber hat och duerch eng Motioun gréng Luucht ginn, fir d'Planunge fir dëse Projet ze maachen.

Aus finanzielle Grënn, hat de Minister eis gesot, ass de Projet Eurocap-Rail an e puer Phasen opgedeelt ginn. Wéi gesot, déi éischt Phas, wou mer gréng Luucht ginn hunn, déi ass elo esou wäit, datt an nächster Zäit kann e Projet hei an der Chamber déposéiert ginn, an do geet et drëm, fir d'Stellwierker op der Zuchlinn ze erneieren.

De Projet, deem mer haut solle gréng Luucht ginn, dee stellt déi zweet Phas duer, an hei geet et drëm fir d'Elektroanlagen ëmzestelle vun 3.000 Volt oder vun 3 kV op 25 kV. D'Anlagen, déi haut bestinn, déi si vun 1956 a ginn net méi den heitege Besoinë gerecht. Dat hei ass e käschtenintensive Projet, en ass och nach am Stadium vum APS, vum Avant-projet sommaire, an de Käschtepunkt gëtt op ronn 36,4 Milliounen Euro geschat.

Drëtte Projet vum Fonds du rail ass d'Kreatioun vun engem Point d'échange, wéi et genannt gëtt, zu Hollerech. Dëse Projet ass bis elo am Fong nach net der Öffentlechkeet virgestallt ginn. En huet als Haaptzil d'Entlaaschtung vun der Haaptgare an der Stad. Dir wësst, datt d'Gare périphérique vun Zéisseng, déi wichteg ass, datt déi aus Käschtegrënn zäitlech no hanne verluecht ginn ass, an dëse Projet soll mëttelfristeg eng gutt Léisung brëngen, fir, wéi gesot, d'Gare vun der Stad ze entlaaschten. An dëse Projet kascht och vill manner wéi d'Gare périphérique vun Zéisseng. De Käschtepunkt vun dësem Projet gëtt op ronn 25.342.000 Euro geschat.

Et ass och eng Diskussioun an der Kommissioun gewiescht iwwert d'Abannung vun dësem Point d'arrêt zu Hollerech mat dem Schoulcampus vum Geesseknäppchen. Do huet de Minister eis assuréiert, datt do eng Méiglechkeet geschaf gëtt, datt d'Schüler, déi gutt ze Fouss sinn, oder déi nach wëllen ze Fouss goen - et si ronn 700 Meter, et ass elo net d'Welt -, datt déi kënne sécher ze Fouss op de Campus goen. Hien huet eis och gesot, datt beim Gebai vun den Assurances sociales eng Gare routière geschaf gëtt, datt déijéineg, déi net esou gutt ze Fouss sinn oder net wëllen ze Fouss goen, kënne mat engem Bus dann och op de Schoulcampus geféiert ginn.

Véierte Projet ass den Eisebunnsuschloss Kierchbierg, den neien Arrêt Kierchbierg, deen de Minister viru kuerzer Zäit virgestallt huet. Dat ass also deen neien Arrêt ënnert der Rouder Bréck, dat ass eng nei Haltestell vun der Nordstreck. Si gëtt ënnert där Rouder Bréck gemaach an et gëtt ee Pôle d'échange vum Zuch op den Tram an och ëmgedréit, et gëtt also eng Verbindung gemaach, fir op de Plateau vum Kierchbierg ze kommen.

Dësen neien Arrêt ass esou geduecht, datt e soll déi Leit, déi aus dem Norde kommen, an déi op de Kierchbierg oder de Lampertsbierg schaffe ginn, kënnen direkt do iwwer öffentlech Transporter op de Kierchbierg oder op de Lampertsbierg kommen, datt se net musse bis op d'Gare fueren.

Et ass virgesinn, datt an all Richtung sechs Zich an der Stonn solle fueren, also all zéng Minutte soll do en Zuch stoe bleiwen, an et ass och virgesinn - dat ass och eng ganz interessant Iddi -, datt d'Leit, déi aus anere Géigende kommen, net mussen op der Gare erausklammen, datt se kënne bis op dësen Arrêt fueren an direkt eng Ubannung kréien op de Kierchbierg, well se do schaffen, fir esou méi schnell kënnen op hir Aarbechtsplaz ze kommen.

Dofir ass och virgesinn, datt et op d'mannst all Stonn een Zuch soll ginn a Richtung Thionville, a Richtung Esch-Uelzecht, a Richtung Péiteng-Lonkech, a Richtung Klengbetten-Arel, a Richtung Waasserbëlleg-Tréier, dat heescht an déi Richtungen an och ëmgedréit. Dës Haltestell wäert also eng gutt Verbindung erlaben un de Kierchbierg, un de Glacis an och un de Lampertsbierg.

Et sinn och Diskussioune gefouert gi mam Service vun de Sites et Monuments. Dir wësst, datt Deeler vum Quartier vum Pafendall, deen duerch dëse Projet eng grouss Opwäertung kritt, datt déi UNESCO-Weltkulturierwe sinn, datt do also opgepasst gi muss, datt den Impakt op dëse Quartier an op dëst Weltkulturierwen esou kléng wéi méiglech muss ginn.

Et ass e Projet, dee relativ deier wäert ginn, deen awer ganz vill brëngt, an de Käschtepunkt ass elo de Moment geschat op ronn 100 Milliounen Euro.

De fënnefte Projet ass dee vun der Gare vu Beetebuerg. Do geet et ëm d'Erneierung an ëm d'Moderniséierung vun den Installatiounen, wat d'Signalisatioun an d'Telekommunikatiounen ubelaangt. Well déi nei zweespureg Zuchlinn Lëtzebuerg-Beetebuerg eng absolut Prioritéit huet, mussen dës Aarbechten an der Beetebuerger Gare elo esou schnell wéi méiglech gemaach ginn. D'Stellwierker vu Beetebuerg a vun Dudelange-Usines, déi ginn duerch ee Wierk mat informatiséierter Signalisatioun, dem sougenannte PSI, ersat, wat och de modernen Technologië Rechnung dréit.

Et handelt sech och bei dësem Projet nach ëm en APS, en Avant-projet sommaire, an et ass de Moment nach net richteg bekannt, wat de Käschtepunkt vun dësem Projet wäert sinn.

D'Nohaltegkeetskommissioun huet, wéi gesot, all dës Projeten examinéiert. Si huet keng gréisser Awänn géint déi verschidde Projeten, déi ech elo virgestallt hunn. Si droen, der Meenung vun der Kommissioun no, alleguer zur Verbesserung vun den Infrastrukturen hei am Land bäi. D'Kommissioun gëtt also e positiven Avis of iwwert dës Projeten a si schléit der Chamber vir, der Regierung gréng Luucht ze gi fir d'Ausschaffe vun den Etüden, vun de Pläng, déi néideg sinn, fir dës Projeten eventuell kënnen ze realiséieren.

Ech déposéieren dofir, Här President, Iech eng deementspriechend Motioun. Si ass ënnerschriwwe vu Vertrieder vun dräi Fraktiounen. Wa nach Leit do sinn, déi wëlle mat ënnerschreiwen, déi Méiglechkeet, déi steet nach op. Si huet zwar de Moment scho fënnef Ënnerschréften. Dës Motioun, déi recommandéiert, wéi gesot, der Chamber, der Regierung gréng Luucht ze gi fir dës Projeten, fir datt se kënne studéiert ginn, an déi eenzel Projete gi ganz kuerz résuméiert, an deem Sënn, wéi ech lech dat elo virgestallt hunn.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- vu la nécessité de garantir une transparence optimale lors de l'élaboration des grands projets d'infrastructure;

- vu la volonté du Gouvernement d'assurer la définition, la conception et la mise en œuvre d'une politique intégrée en matière d'aménagement du territoire, de réseaux de transports et de bâtiments publics;

- vu d'autre part:

- l'avis de la Cour des Comptes sur l'adaptation du budget voté des grands projets d'infrastructure du 22 mars 2001;

- la motion de la Chambre des Députés du 29 janvier 2002 prise suite à la présentation de l'avis précité;

- les propositions des groupes parlementaires au sujet d'une amélioration des procédures permettant d'éviter les dépassements des coûts des grands projets d'infrastructure dans le futur, transmises en date du 12 avril 2005 par Monsieur le Président de la Chambre des Députés à Monsieur le Premier Ministre;

- vu la nouvelle procédure à suivre en matière de préparation et de présentation des grands projets d'infrastructure adoptée en date du 3 avril 2006 par la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes sur proposition de Monsieur le Ministre des Travaux publics et dont les points principaux ont été repris dans une motion «grands projets d'infrastructure Travaux publics» du 23 octobre 2008;

- considérant que ladite procédure répond aux préoccupations dans la motion précitée du 29 janvier 2002;

- vu la motion du 13 mai 2009 de la Chambre des Députés invitant le Gouvernement à veiller à

ce que ces procédures soient appliquées, mutatis mutandis, par tous les départements ministériels lors de la mise en œuvre de projets d'infrastructure susceptibles d'atteindre un coût d'au moins 10 millions d'euros;

- vu la liste des projets d'infrastructure susceptibles d'atteindre un coût d'au moins 10 millions d'euros, à soumettre à l'approbation de la Chambre des Députés en vue de l'autorisation pour l'imputation des dépenses pour frais d'études et d'élaboration d'un avant-projet détaillé (APD) à charge du département du Développement durable et des Infrastructures, présentée par Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures lors des séances des 21 et 28 septembre 2011 de la Commission du Développement durable;

- considérant que suite aux informations détaillées fournies par Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures, la Commission du Développement durable a avisé favorablement chaque projet de la liste présentée;

marque son accord à l'élaboration des études nécessaires à la réalisation des projets en cause à partir de l'exercice budgétaire afin de garantir les objectifs suivants:

a) en ce qui concerne le champ d'intervention de l'Administration des Bâtiments publics

- procéder à la réalisation d'un nouveau bâtiment qui accueillera la direction de l'Administration de la Nature et des Forêts à Diekirch. Ce projet s'inscrit dans le contexte de la décentralisation de certaines administrations. Ce bâtiment sera un projet-pilote à énergie positive, c'est-à-dire que la future construction produira plus d'énergie qu'elle n'en consommera;

- réaliser la construction d'un Lycée technique pour professions de santé à Bascharage, projet qui combinera le réaménagement de bâtiments existants et la construction d'une nouvelle aile;

b) en ce qui concerne le champ d'intervention de l'Administration des Ponts et Chaussées

- réalisation du Boulevard de Merl: ce projet a été pensé sur base d'un concept de mobilité global et cohérent. Ce nouveau boulevard se situera au sud-ouest de la ville de Luxembourg et créera une voie de liaison tangentielle entre la route d'Arlon, la route de Longwy et l'autoroute A4. Il permettra en outre de desservir les nombreuses zones d'activités et les zones résidentielles;

- le Contournement de Cessange est inscrit dans l'avant-projet de Plan sectoriel «Transports» et a pour principal objectif de créer un réseau parallèle pour le trafic en provenance du sud-ouest et, partant, de réduire le trafic de transit à l'intérieur de la ville de Luxembourg. Le projet se développera sur quelque 2,8 km et prendra son départ sur l'autoroute A4 à l'extrémité sud du boulevard de Merl et se terminera sur un giratoire sur la N4;

- le Contournement Nord de Strassen s'inscrit dans le réseau des routes tangentielles nécessaires dans la périphérie urbanisée de la ville de Luxembourg. Ce nouveau tronçon de route permettra de déclasser le CR 181 (Chaussée blanche) à Strassen; il passera à l'ouest de cette route et reliera l'échangeur de Bridel à la route d'Arlon. Le nouveau tracé aura une longueur d'environ 1,5 km;

- le Contournement Nord de Diekirch, intégré dans l'avant-projet du plan sectoriel «Transports», constitue la seule solution pour délester le centre de Diekirch et le boulevard urbain de l'axe central Nordstad pour constituer une nouvelle liaison entre le carrefour Seltz, situé sur la N17, et le giratoire Fridhaff sur la N7/B7. Cette nouvelle route de liaison, dont la longueur sera de l'ordre de 4 kilomètres, aura également comme vocation de raccorder le site militaire du Herrenberg au réseau primaire de la voirie nationale par le nord, afin d'assurer la desserte du centre logistique sans passer par les zones d'habitation de Diekirch;

- le Contournement Sud de Alzingen sera réalisé dans le contexte des plans directeurs Midfield et Ban de Gasperich, mis au point par le Gouvernement en partenariat avec les communes de Luxembourg et de Hesperange;

- le Contournement de Troisvierges contournera la localité de Troisvierges en prévoyant soit une déviation par le nord-ouest (2 variantes), soit une déviation par le sud-est. Elle décongestionnera le trafic de transit et sécurisera la traversée de l'agglomération de Troisvierges avec la possibilité d'y prévoir un déclassement de la N12. La nouvelle infrastructure présentera les caractéristiques d'une route nationale à deux voies;

- le Nouveau pôle d'échanges intermodal du Höhenhof est un projet qui s'inscrit dans le cadre d'une nouvelle stratégie de mobilité durable et concerne principalement les flux voyageurs en provenance des régions est et nord-est. Il constitue une plate-forme intermodale captant d'une part la circulation automobile et accueillant d'autre part les lignes de bus régionales pour transférer les usagers vers le réseau des transports publics desservant la capitale et les zones d'attraction périurbaines connexes. La zone d'implantation du pôle d'échanges est située sur le site du Höhenhof et délimitée au nord-est par l'autoroute A1 à hauteur de l'échangeur Senningerberg et du côté sud par les zones aéroportuaires aux alentours du Cargo-Center;

c) en ce qui concerne le champ d'intervention du département des Transports

- procéder à la réalisation d'un Point d'arrêt Differdange avec la mise en conformité des quais à voyageurs, du souterrain avec escaliers et ascenseurs;

- réaliser la Modernisation de la ligne de Luxembourg à Kleinbettingen - deuxième phase avec le renouvellement des installations de traction électrique. La ligne de Luxembourg à Kleinbettingen sera réalisée en trois phases;

- création d'un Point d'échange à Hollerich: il s'agit d'un projet dont le principal avantage sera de décharger massivement la gare centrale;

- raccordement ferroviaire Kirchberg, nouvel arrêt «Pont Rouge»: la construction d'une gare sous le pont Grande-Duchesse Charlotte constituera une importante plus-value pour le quartier du Pfaffenthal et pour le quartier du Kirchberg en permettant notamment aux personnes travaillant au Kirchberg de faire un gain de temps considérable pour leur trajet professionnel;

- Gare de Bettembourg: renouvellement et modernisation des installations de signalisation et de télécommunications. La nouvelle ligne ferroviaire à deux voies entre Luxembourg et Bettembourg étant devenue prioritaire, il est nécessaire de renouveler l'intégralité des installations de signalisation et de télécommunications de la gare de Bettembourg.

(s.) Fernand Boden, Lucien Clement, Fernand Etgen, Roger Negri, Marc Spautz.

Ech wëll dann ofschléissend och nach den Accord hei gi vun der CSV-Fraktioun. Ech wëll dann, ganz ofschléissend, dem Minister Merci soen an all senge Mataarbechter fir déi ganz konstruktiv Mataarbecht an och dofir, datt e bereet war, fir eis ganz am Detail all eenzelne Projet, deen zënter 2006 hei duerch d'Chamber gaangen ass, duerzeleeën, wou en drun ass. An ech mengen, dat ass eng interessant Diskussioun. Mir hunn, wéi gesot, nach net ganz am Fong déi Projeten iwwert de Fonds du rail diskutéiert, dat wäerte mer dann an den nächste Wochen nach weiderféieren.

Wéi gesot, Merci dofir, an Iech Merci, datt Dir mer esou laang nogelauschtert hutt.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Rapporteur Fernand Boden. Als éischte Riedner ass den Här Fernand Etgen agedroen. Här Etgen, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Fernand Etgen *(DP)*.- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, d'Debatt iwwert déi grouss Infrastrukturprojete vum Stat ass ëmmer eng interessant a wichteg Debatt. Interessant fir d'Politik, et sinn Investitiounen an eis Ekonomie, et sinn Investitiounen an d'Zukunft vun eisem Land, et geet drëm, d'Zukunftsfäegkeet vu Lëtzebuerg ënner Bewäis ze stellen.

Dës Debatt ass awer och interessant fir deen einfache Bierger. Firwat ass dat esou? Verkéiersan Infrastrukturprojeten hunn nämlech eppes gemeinsam: Si droen zur Liewensqualitéit vun de Bierger am wäiteste Sënn bäi a genéissen d'Opmierksamkeet vun der breeder Mass vun der Populatioun. Et sinn Diskussiounen, déi och d'Leit kënne bewegen a mobiliséieren, hir Meenung zum Ausdrock ze bréngen: an ONGen, a Biergerinitiativen, an Internetforen. An et ass gutt, datt et dës Biergerbedeelegung gëtt. Dat beschte Beispill hei: Stuttgart 21. Nach ni virdrun hu sech esou vill Leit um politeschen Débat iwwer ee Bauprojet bedeelegt.

Här President, war dës Debatt iwwert de Finanzement vun de groussen Infrastrukturprojeten uganks geduecht, fir ee bessere finanzielle Suivi ze garantéieren, gouf et een Ëmdenken an deene leschten zwee Joer, an et ass geziilt gekuckt ginn, wou déi eenzel Projeten, déi am Laf vun de Joren op d'Lëscht gesat goufen, an der Tëschenzäit dru sinn. An dës Prozedur muss ee weiderentwéckelen.

Entscheedenden Erfollegsfaktor ass, datt de Projektmanagement esou effizient wéi méiglech soll gestalt ginn. All Projet soll op seng Fonctionnalitéit, op d'Käschte-Leeschtungsverhältnis, op d'Nofolgekäschten iwwerpréift ginn. Et gëllt, onnëtz Planungskäschten ze vermeiden. Dat heescht, datt déi verschidden Interesse vun Ufank u musse berücksichtegt ginn. Jo, déi Kritikpunkten, déi de Mouvement écologique gëschter formuléiert huet, si berechtegt!

Et muss een awer Studië kënne maachen. Dës Studië mussen awer a voller Transparenz geschéien! Froen a puncto Landesplanung, Froe vu Mobilitéit däerfen net nëmmen an engem Büro vun engem Beamten am Ministère fir Landesplanung geléist ginn. All aner Acteuren, wéi eventuell concernéiert Regierungsdepartementer, wéi Gemengen, wéi ONGen, wéi eventuell Naturschutzsyndikater solle vun Ufank u matagebonne ginn. D'Transparenz muss vun Ufank un a während där gesamter Planungszäit spillen.

Här President, erlaabt mer am Kontext vun dëser Debatt awer och nach eng Kéier ee Wuert iwwert d'Landesplanung ze verléieren, eng Landesplanung, déi an de vergaangene Wochen am Kontext vun de Projete Léiweng a Wickreng staark strapazéiert ginn ass. Konzepter wéi den IVL ginn an esou Kontexter ëmmer erëm nees op eng allgemeng Wëllenserklärung reduzéiert, un déi dës Regierung sech net gebonne spiert. Als DP bedauere mir, datt de Stat et net fäerdegbréngt, bei sengen Décisiounen déi grouss Linne vum IVL ze respektéieren, an dobäi misst dach grad bei engem integrative Konzept de Stat mam gudde Beispill virgoen!

Zënter 2004 gëtt un de sougenannte Plans sectoriels erëmgedoktert, ouni datt mir ee koordinéiert Konzept hunn. Nach ëmmer wësse mir net, wat een hei am Land op engem bestëmmte Meter carré däerf maachen, well d'Plans sectoriels fir deeselwechte Meter carré verschidden an awer konträr Méiglechkeete virgesinn. Dat ass gläich fir eng Rei Projeten, déi vun 2006 un op der Prioritéitslëscht stoungen, de Fall.

All dës Projete sinn awer Deel vun engem Gesamtkonzept, wéi d'Transportwiese sech hei zu Lëtzebuerg soll weiderentwéckelen, wéi den öffentlechen Transport ausgebaut an organiséiert gëtt, wéi d'Entwécklung vum Stroossennetz dorobber opbauend soll virugoen. Et däerft och net méi virkommen, datt de Stat nei Bauprojeten op een net-IVL-kompatibele Site implantéiert. An hei wëll ech als Beispill nëmmen de Bau vum Lycée technique agricole zu Gilsdref nennen.

Här President, en ausdréckleche Merci un den zoustännege Minister, deen eis dëst Joer een detailléierte Suivi vun deenen eenzelne Projete ginn huet, een interessanten an duerchaus léierräichen Exercice. Een Exercice, deen der Chamber e bessert Versteesdemech gëtt, fir duerno en toute connaissance de cause iwwert déi respektiv Projets de loi ze befannen. Et huet eis awer och d'Geleeënheet ginn, fir festzestellen, datt den Tube vu Projete verstoppt ass.

A mir stelle leider fest, datt et grad Projete vu wichtege Schoulgebaier sinn, déi net rutschen. Am Joer 2005 schonn stoung ee Lycée pôle sud an ee weidere Lycée pôle nord an een drëtte Lycée sud-est um Programm. 2007 gouf et dunn eng méi prezis Etikett: Lycée technique Clervaux, Lycée plateau funiculaire Déifferdeng, Lycée zu Munneref. 2010 huet et du geheescht, datt dës Projete laangfristeg géife gebaut ginn, dat heescht, op den Zäitraum no 2014 zréckgesat géifen. Déi lescht Woch bei der Presentatioun vum Budget fir 2012 huet de Finanzminister dunn ugekënnegt, datt d'Planunge fir d'Lycéeë vun Déifferdeng a Clierf nees opgeholl géifen.

Här President, ech wëll hei nach just kuerz eng Kéier un d'Debatt vum leschte Joer erënneren, wou d'Demokratesch Partei vun de Regierungsparteie schaarf attackéiert ginn ass fir hir Fuerderung, de Bau vun de Lycéeën zu Mondorf, Clierf an Déifferdeng net zréckzesetzen. Ech stelle mat Genugtuung fest, datt d'Regierung nëmmen ee Joer méi spéit op hir Décisioun zréckkënnt an elo awer zwee vun deenen dräi Lycéeën nees an de Plan pluriannuel opgeholl huet. Dësen Zickzackkurs werft awer kee gutt Liicht op d'Investitiounspolitik vun dëser Regierung. Et weist, datt et der Regierung un enger klorer Linn an engem staarke Wëlle feelt, fir prioritär an d'Schoulgebaier ze investéieren.

Gläichzäiteg muss ee sech awer d'Fro stellen, wéi realistesch dëst ass. Well mir mussen net nëmmen an der Infrastrukturpolitik vun der Regierung een Zickzackkurs feststellen, mä och an der Budgets- a Finanzpolitik. Virun e puer Méint nach huet d'Regierung ugekënnegt, datt se fir 2012 schonn, an domadder méi fréi wéi erwaart, een équilibréierte Budget kéint virleeën. Säit dem Dépôt vum Budget 2012 wësse mer awer, datt nees een décke Minus vu méi wéi enger Milliard Euro ënnert dem Strëch wäert erauskommen. Wéi mer do déi néideg finanziell Ressourcë sollen opbréngen, fir déi Projeten ze realiséieren, gëtt eis awer net gesot.

Nach ëmmer waarde mir drop, datt ee Screening vun den Dépensë beim Stat gemaach gëtt. Nach ëmmer waarde mir drop: strukturell Reformen an de Beräicher vun de staatleche Subventiounen, vun der Aarbechtsmaartpolitik a vun der Familljepolitik. Ech stelle fest, datt d'Demokratesch Partei eng kloer Positioun huet, wéi mir héich Investissementer géife finanzéieren. Ech stellen awer och fest, datt bei iwwer enger Milliard Euro Defizit an neie Prêten, déi de Stat muss ophuelen, ee groussen Deel vun de Projeten, déi haut op der Lëscht stinn, vun der Regierung op Pump gebaut wäerte ginn, wa se dann iwwerhaapt gebaut wäerte ginn!

Mä komme mer zréck zu de Lycéeën. Schonn 2005 huet de Plan sectoriel «Lycées» d'Besoinë vun neie Schoulgebaier kloer ëmrass. Däerf ech d'Regierung dorunner erënneren, wat am Plan sectoriel «Lycées» zum Beispill vum Clierfer Lycée steet. Ech zitéieren: «Certains vides scolaires de type relatif, voire absolu, sont clairement apparus, notamment sur les cartes représentant l'accessibilité scolaire. Le plus important d'entre eux se situe dans l'extrême nord du pays et couvre approximativement le grand canton de Clervaux. L'extrémité nord de cette zone constitue même, en raison de son grand éloignement de tout lycée, un vide absolu.»

Här President, de Plan sectoriel «Lycées» huet net méi an net manner gesot, wéi datt d'Kanner an de Regioune ronderëm Clierf, Mondorf an Déifferdeng benodeelegt ginn doduerjer, datt et kee Lycée an hirer Géigend gëtt. Dont acte!

Mat der DP wär bei de Schoulen net gespuert ginn. D'Zuele vum Éducatiounsministère beleeën et, mir brauchen déi Lycéeën elo haut, net muer. Kee kann de Contraire behaapten. D'Regierung spuert hei op där denkbar schlechtster Plaz: bei den Investissementer, bei den Infrastrukturprojeten! Well dat sinn Investissementer an d'Liewensqualitéit vun eise Bierger, et sinn Investissementer an eis Ekonomie, et sinn Investitiounen an d'Zukunft vun eisem Land.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen *(DP)*.- D'DP kann net domadder d'accord sinn, datt Projete wéi déi vu Mondorf op 2016, 2017 oder 2018 zréckgesat ginn. Als Demokratesch Partei bedauere mir ausdrécklech, datt de Lycée fir Munneref nach ëmmer keng Prioritéit vun dëser Regierung genéisst. Sechs Joer nodeem dës Chamber gréng Luucht ginn huet, fir mat der Planung vun dësem Projet unzefänken, ass d'Planung vun dësem Projet op den Zäitraum no 2014 zréckgeréckelt ginn! Duerfir wëll ech eng Motioun déposéieren, fir direkt d'Planung vun dësem Lycée erëm opzehuelen.

M. Carlo Wagner *(DP)*.- Très bien!

Une voix.- Très bien, Här Wagner.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- saluant la décision du Gouvernement de lever la mise en suspens des projets de lycées prévus à Clervaux et à Differdange;

- constatant que le projet d'un lycée dans la région de Mondorf-les-Bains reste toujours suspendu;

- considérant que le plan sectoriel «Lycées» constate un «vide scolaire» pour la région du sud-est du pays;

invite le Gouvernement

à faire avancer dans les meilleurs délais les travaux de préparation en vue de la construction d'un lycée dans la région de Mondorf-les-Bains.

(s.) Fernand Etgen, Eugène Berger, Paul Helminger, Claude Meisch, Carlo Wagner.

M. Fernand Etgen *(DP)*.- Här President, weider Schoulinfrastrukturen, déi am Tube peche bliwwe sinn, sinn Infrastrukturen an der Nordstad, engersäits den Nordstadlycée, de Lycée technique Ettelbréck, den CNFPC, fir deen et säit 2008 heescht: „terrain d'implantation non défini; comité d'acquisition en prospection". An d'Schoulministesch gëtt net midd, fir ze affirméieren oder och vläicht fir ze accuséieren, wa se am Kader vum Comité politique Nordstad seet: „An der Nordstad ass et am schlëmmsten, wat d'Defiziter vun de Schoulinfrastrukturen ubelaangt".

Als Demokratesch Partei géife mir eis och hei méi een zilstrebegt Virgoe vun alle concernéierte Regierungsmembere wënschen. Et ass scho schwéier nozevollzéien, wa bei engem Projet wéi dem Lycée technique du centre, réaménagement et agrandissement, deen 2005 op d'Lëscht gesat gouf, am Joer 2011 steet: „étude de faisabilité en cours". Do fänkt een awer un ze zweiwelen, wann een dann de Finanzminister bei der Budgetspresentatioun

héiert, dee seet, datt d'Schoul fir d'Regierung eng Prioritéit ass.

Här President, absolut positiv dogéint wëlle mer de Bau vun engem neie Gebai fir d'Natur a Fëschverwaltung zu Dikrech bewäerten. Dëst ass e richtege Schrëtt vun Dezentralisatioun vun öffentleche Verwaltungen. Et ass awer och een exzellent Signal fir d'Nordstad als drëtten Entwécklungspôle vum Land.

Här President, leidenschaftlech ass am Gemengewahlkampf iwwert déi verschidden Ëmgehungsstroossen diskutéiert ginn. Eng Ëmgehungsstrooss dréit an der Regel zur Verbesserung vun der Liewensqualitéit vun de Leit bäi an hëlleft, de Verkéier an der Agglomeratioun op ee Minimum ze reduzéieren. Endlech, kann ee scho bal soen, datt d'Nordëmgehung vun Dikrech als eng Prioritéit vun der Regierung ugesi gëtt!

Wa mer an der Nordstad wëllen ee modernen an attraktiven Déngschtleeschtungszentrum schafen, eng Haaptstad respektiv ee Serviceprovider fir déi ganz Ardennen, da musse fir d'Éischt emol d'Infrastrukture geschafe ginn.

Wéi am Süden no 20 Joer déi sougenannt Collectrice du Sud bis fäerdeg war, war et méi wéi einfach, déi wirtschaftlech Diversifikatioun weiderzeféieren. Datselwecht gëllt fir den Nordstadraum. Och hei brauche mer e kohärent Mobilitéitskonzept a kee Fléckwierk, wou mat enger Salamitaktik Décisiounen no hanne verdrängt ginn.

Eppes ass kloer: D'Kärstéck vum Nordstadprojet ass d'Realisatioun vun der nevralgescher Zentralachs Ettelbréck-Dikrech, déi awer verkéierstechnesch eréischt méiglech gëtt mat der Realisatioun vun der Collectrice Nordstad, dat heescht mam Bau vun der Südwestëmgehung vun Ettelbréck, dem Bau vun der Nordëmgehung vun Dikrech an dem Bau vun der Bleesbréck bis op de Fridhaff an dem Ausbau vun der B7 op véier Spuren tëschent Schieren an dem Fridhaff.

(Interruption)

Här President, erfreelech ass et, och ze gesinn, datt weider bei der Eisebunn investéiert gëtt, fir d'Attraktivitéit vum Schinnennetz ze optiméieren. Erlaabt mer, hei d'Neigestaltung vun der Gare zu Déifferdeng ze ernimmen. Hei ass zesumme mat der Gemeng Déifferdeng, de Ponts & Chaussées an den CFL an engem integrative Prozess een innovative Projet développéiert ginn: d'Verbanne vum ale mam neie Staddeel, de Plateau funiculaire, wou hoffentlech geschwënn een neie Lycée kënnt, de Réaménagement vun der Stadentrée mat engem Tunnel fir déi verschidde Quartiere mateneen ze verbannen, den Neibau vu Wunnengen a Commercebetriber direkt bei der Eisebunn an de Bau vun engem Parking direkt beim Zucharrêt. Eng Schaffensaart a -weis, déi een nëmme ka begréissen!

Ech wëll och net weider op all eenzel Projeten agoen, de Rapporteur, de Kolleeg Fernand Boden, huet dat ausféierlech gemaach, an ech wëll him ausdrécklech Merci soe fir säi prezise mëndlechen a schréftleche Rapport.

Här President, all Joer gëtt bei dëser Debatt vill a schéi geschwat vun neien ambitiéise Projeten. De Stat huet eng substanziell finanziell Enveloppe, fir dës Projeten ze finanzéieren. Well den Tube awer verstoppt ass, kënnt besonnesch d'energetesch Sanéierung vu bestehende staatleche Gebaier absolut ze kuerz.

Als DP hätte mir gären e preziist Albausanéierungskonzept fir öffentlech Gebaier. Et wär dëst ee wichtegt Signal un d'Privatbetriber. De Stat muss hei senger Virbildfunktioun nokommen. Et wär dëst ee wichtege Schrëtt, fir den CO_2-Ausstouss ze senken, awer och fir deene Lëtzebuerger Betriber Aarbecht ze ginn.

E gutt Beispill hei ass d'Modernisatioun vun de bestehende Gebaier um Härebierg. Hei ass et d'Fro, ob et net méi opportun wär, déi bestehend Pavillonen ofzerappen an nei funktionell Gebaier ze plangen, déi de reelle Bedierfnisser gerecht ginn. Ee Projet, deen 2009 op d'Lëscht gesat gouf, a bei der Rubrik „État d'avancement septembre 2011" ass näischt - guer näischt! - agedroen.

Zum Schluss wëll ech de Wonsch ausdrécken, datt dës Prioritéitelëscht keng simple Déclaration d'intention ass, mä datt konkret elo op dëse Projete geschafft gëtt an eng Realisatioun a kuerzer Zäit méiglech gëtt. Prioritéite setzen däerf jiddefalls net heeschen, déi Projeten auswielen, déi solle leie bleiwen.

No all deenen Explikatiounen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wollt ech d'Zoustëmmung vun der DP-Fraktioun zu dëser Lëscht, an och wat d'Motioun ubelaangt, ginn. Et geet hei ëm Investitiounen an d'Zukunft, mat Gelder, déi eis vum Steierzueler uvertraut ginn. Ech géif mer wënschen, datt all d'Projeten - well si sinn all néideg - gutt virukommen!

Ech soe Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Etgen Merci, an als nächste Riedner ass den Här Fernand Diederich agedroen. Här Diederich, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Diederich *(LSAP)*.- Merci, Här President. Här Minister, Kolleeginnen a Kolleegen, de Rapporteur war a sengem mëndleche Bericht bal esou ausféierlech wéi mat deem schréftlechen, sou datt et schwéier ass, elo nach alles opzezielen. Ech wëll mech, och nom Exkurs vu mengem Virriedner, geografesch an historesch op déi Projete vun dësem Joer limitéieren.

D'Formatioun vun de Leit aus de Gesondheetsberuffer, där kënnt eng grouss Bedeitung zou fir den Nowuess, a si soll dezentral op jee engem Site am Zentrum, am Süden an am Norden ugebuede ginn. Wa fir Bascharage 22 Milliioune virgesi sinn - de Rapporteur huet dat elo grad scho gesot -, sou si fir de Site Ettelbréck, deen am Joer 2008 dës Prozedur passéiert huet a wou d'Etüde vum Avant-projet détaillé finaliséiert ginn, 29 Milliounen Euro virgesinn. Et wier och gutt, wann d'Aabechten um Site Lëtzebuerg, Här Minister, zu Bouneweg geschwë kéinten ugoen, wou et Problemer mat der genauer Implantatioun gëtt.

D'Gemengen aus der Nordstad... Ech si frou, datt mäi Virriedner och dofir sech asetzt - en ass nach net eran -, mä en hält ëmmer zu eis, wann do d'Iddi vun der Nordstad ze vertrieden ass.

D'Gemengen aus der Nordstad sinn och frou, datt den dezentrale Gedanke sech endlech och an engem konkrete Projet vum Stat zu Dikrech erëmfënnt, an zwar an der Realisatioun vum Gebai fir d'Direktioun vun der Administration de la Nature et des Forêts. Mir hu viru 14 Deeg et fäerdegbruecht, haaptsächlech mat Gemenge vun der Nordstad, eng regional Schwämm vun aacht Gemengen do opzemaachen, anzeweien. An dat ass och wichteg, well mir kréie vun de Leit ëmmer gesot, no all eise schéine Pläng, no all eise Studien, déi mer gemaach hunn, eisem Masterplan, geschitt net genuch konkret um Terrain. Ech mengen, hei ass e gutt Beispill, fir där Saach opzehëllefen, datt mer och um Site vun der Nordstad eng ganz Rei aner Ariichtungen nach kënne kréien.

Et ass net de Moment, fir op all déi eenzel Contournementer anzegoen. Mir mengen awer, datt mer dës Ëmgehungsstroosse brauchen. Och wa Kritiker behaapten, dëst géif den Individualverkéier förderen, sou dénge se awer och dem öffentlechen Transport, an et ass nach ni esou vill investéiert ginn am Budget wéi an de leschte Jore fir den Transport public. Et ass een Deel vum Transitverkéier och aus deene Stroossen eraushuelen, wou en de Leit hir Liewensqualitéit stéiert. Dëst sinn och Iwwerleeungen, déi ee muss féieren.

Ausserdeem huet den Zäitverloscht vu Gefierer, déi am Stau stinn, een negativen Impakt op eis Kompetitivitéit. Déi zwou Stonnen, wou d'Camionnette am Stau steet pro Dag, mussen awer och un d'Salariéë bezuelt ginn a ginn natierlech och un de Client um Enn verrechent.

Wann och jiddweree mengt, bei him wier de Problem am gréissten - et versteet een dat -, sou wëll ech kuerz awer zwee rezent Beispiller nennen. Scho virun der Rushhour, also schonn um hallwer fënnef, geet et ganz lues virun, am Schrëtttempo, vu Walfer op Luerenzweiler, wou eng zweet Brems op eis waart: Wann ee mengt, et géif elo virugoen an den Tunnel, wann deen Tunnel dann, wéi gesot, all zweeten Dag bal gespaart ass, sou datt ee roueg, bei engem schwierege Passage zu Miersch, vu Walfer op Colmer-Bierg fir 18 Kilometer mat wäit méi wéi enger Stonn ka rechnen.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Diederich *(LSAP)*.- Och hei gëtt et Leit mat Terminer, déi een domat onméiglech kann anhalen, wann een esou eng Differenz an der Zäit da muss a Kaf huelen.

Iwwert dat zweet Beispill war virun zwee Deeg e Lieserbréif an der Zeitung, an deem e Mann sech beschwéiert huet, datt d'Autoen, déi an d'Kontrollstatioun zu Sandweiler wollte fueren, bis wäit op d'Strooss zréckgestanen hätten. Ech iwwerloossen et jiddwerengem vun Iech, sech selwer seng Meenung ze bilden, wéi d'Situatioun géif ausgesinn, wa mer de Contournement vu Sandweiler net gebaut hätten.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech iwwerloossen et herno mengem Kolleeg Roger Negri, fir och iwwert d'Eisebunnsprojeten ze schwätzen.

Plusieurs voix.- Aahhh!

M. le Président.- Merci dem Här Fernand Diederich. Als nächst Riednerin ass d'Madame Josée Lorsché agedroen. Madame Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir unzefänken e grousse Merci un den Här Fernand Boden fir seng Erklärungen zu der Hällewull vun de Projeten, ëm déi et haut geet.

Wéi Dir wësst, sinn d'Koalitiounsverhandlungen tëschent der SPD an deene Gréngen zu Berlin kierzlech um Ausbau vun enger Autobunn gescheitert. An och hei am Land wiere mir eis géint Infrastrukturen, déi den Akzent op den Individualverkéier leeën an d'Ziler vum Klimaschutz net respektéieren.

„Onbeléierbar Infrastrukturgéigner", wéi déi Gréng zu Berlin pauschal genannt gi sinn, si mir allerdéngs net. Wann et ëm Infrastrukture geet, déi vu groussem gesellschaftlechen Notze sinn, oder ëm Investissementer an eng ëmweltfrëndlech Mobilitéit, da si mir net nëmmen d'accord mat neien Infrastrukturen, mä da fuerdere mir se och ganz kloer.

De gréissten Deel vun de Projeten, ëm déi et haut geet, ginn an déi gutt Richtung; wat mir begréissen. Fir d'Éischt zu de Gebaier, wou et jo virun allem ëm den Neibau, den Ausbau oder d'Renovatioun vun net manner wéi 20 Schoule geet. Dat si wäertvoll Investissementer an d'Jugend an domat an d'Zukunft vum Land. Och wann an de leschte Joren e gewëssene Ralenti ageluecht gi war, schéngt et jo elo, wéi wann dee beschleunegt géif ginn.

Déi gréng Fraktioun, an net nëmme si, freet sech an deem Kontext och iwwert d'Ukënnegung vum Här Minister Frieden beim Dépôt vum Budget, datt d'Projete vum Déifferdenger a vum Clierfer Lycée nees an de Programm integréiert ginn, nodeems se riskéiert hunn, der Spuerpolitik vun der Regierung zum Opfer ze falen.

Eng Stad mat iwwer 22.000 Awunner wéi Déifferdeng, déi dréttgréisst Stad aus dem Land, brauch e Lycée a soll e kréien, gradesou wéi Clierf, wou duerch dëse Bau de Schüler ganz vill Trajeten erspuert bleiwen.

Eng Schoul, déi ech besonnesch ervirhiewe wëll, ass awer de Centre de logopédie, wou no laanger Zäit endlech Neel mat Käpp gemaach ginn. An de leschten zéng Joer huet d'Zuel vun hörgeschädegte Kanner a vun de Kanner mat Sproochdefiziter sech hei am Land praktesch verduebelt a läit momentan bei iwwer 5.000. Dat sinn der erschreckend vill, woubäi een déi Zuel natierlech muss relativéieren, well net all Kand mat ganz graven Defiziter belaascht ass.

Wa mir déi Kanner esou séier wéi méiglech an den normale Schoulsystem integréiere wëllen an hiren Openthalt an enger isoléierter Struktur zäitlech op e Minimum beschränke wëllen, sou wéi d'Behënnerterechtskonventioun dat virgesäit, da brauche mir net nëmme gutt Personal, mä och effikass an héich funktionell Infrastrukturen.

De Centre de logopédie ass keng Schoul wéi déi aner, well Kanner mat Defiziter eng spezifesch individuell Förderung brauchen an oft getrennte Raim. Dat geet nëmmen, wa genuch Raim zur Verfügung stinn, mat jeeweils enger staarker Schallisolatioun, wa genuch Bewegungsméiglechkeete bestinn a wann d'Gestaltung vun de Klassesäll flexibel bleift.

Well d'Personal aus deem Secteur d'Problematik vun deene Kanner am beschten aschätze kann, wär et a mengen Ae wichteg, déi Leit vun Ufank un an déi konkret Planung anzebannen, an net wann et ze spéit ass.

Iwwert d'Energiestandardë vun de Gebaier ass just bei zwee Projete Rieds gaangen, notamment bei der Direktioun vun der Natur- a Forstverwaltung, déi jo am Hôtel du Midi zu Dikrech soll ënnerbruecht ginn, a beim Ausbau vum technesche Lycée fir Gesondheetsberuffer zu Bascharage, wou d'Planung scho méi konkret gëtt.

D'Fro ass, firwat net d'office bei alle Gebaier esou Standarden ageplangt sinn, amplaz datt just vun zwee Virzeigemodeller geschwat gëtt. Méiglecherweis komme se nach, wann d'Planung méi konkret gëtt.

Aner Froen, déi ech an deem Kontext wëll opwerfen, si folgend: Liwweren d'Baufirme bei staatleche Projeten d'Garantie, datt hir Gebaier deem Standard, deen an de Pläng festgehalen ass, och wierklech entspriechen? A wéi eng Méiglechkeeten huet de Stat, fir dee Standard duerno ze iwwerpréiwen?

Den zukünftegen Energiepass fir öffentlech Gebaier geet a mengen Aen net duer a mécht nëmme Sënn, wann d'Personal oder d'Schüler an de Schoule mat de Portieren agebonne ginn. Well den Energieverbrauch ganz vill vum Verhale vun de Leit am Gebai ofhänkt, sollt dowéinst an Zukunft ganz vill Wäert op d'Astelle vu geschultem Personal geluecht ginn, fir d'Gestioun am Beräich vun der Consommatioun vun der Energie matzegestalten a mat ze iwwerwaachen.

Eng aner Fro ass déi, ob eis Regierung konsequent mat auslännesche Fuerscher an Experten zesummeschafft an ob Schoulunge vum Lëtzebuerger Handwierk a vun de Betriber weidergedriwwe ginn, fir de Lëtzebuerger Marché an domat déi Lëtzebuerger Ekonomie am Beräich vun der Energie weiderzeentwéckelen an ze stäerken.

Schliesslech stellt sech nach d'Fro vun der Baubiologie, déi e groussen Afloss op d'Gesondheet an op d'Wuelbefanne vun de Mënschen huet, déi an deene Gebaier liewen oder studéieren. Do feelt et un ekologesche Kritären, déi dréngend néideg wären, fir schiedlech Aflëss op d'Benotzer vun deenen Infrastrukture vun Ufank un ze verhënneren.

Ech komme bei d'Eisebunn, wou eng ganz Rei vun Transformatiounen an den Ausbau vu verschiddenen Infrastrukturen ustinn. D'Sich no Alternativen zum Auto an d'Verbesserung vum öffentlechen Transportsystem huet fir eis iewescht Prioritéit, sou datt mir dës Projeten an hirer Totalitéit ënnerstëtzen, mat just e puer Remarquen.

Wa mir d'Biergerinnen an d'Bierger wierklech wëllen dozou motivéieren, den Auto an der Garage stoen ze loossen oder souguer ganz drop ze verzichten, fir den öffentlechen Transport zum Alldag ze maachen, da geet et net duer, datt déi regional Verbindunge konsequent ausgebaut ginn, mä da mussen d'Infrastrukturen och méi benotzerfrëndlech ginn.

Wann een an enger Gare beschtefalls nach eng E-go-Kaart ze kafe kritt, da kann de Beamten oder d'Beamtin esou frëndlech si wéi se wëllt, mä d'Gare gëtt doduerch net méi attraktiv. Dofir si mir der Meenung, datt och méi kleng Garen an de Regiounen nees e Gesiicht musse kréien a mat Liewe musse gefëllt ginn, wa mir méi Leit an den Zuch wëlle kréien an zumools och eelere Leit d'Gefill vun enger gewësser Onsécherheet op der Gare a ronderëm wëllen huelen.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Derbäi kënnt, datt nach ëmmer eenzel Garen am Land net behënnertegerecht sinn an domat d'Konditioune vun der héich geluefter Behënnerterechtskonventioun, déi mer jo kierzlech hei ratifizéiert hunn, net respektéieren.

Une autre voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Dann zum leschten an zum heikelste Volet, zumindest aus der grénger Siicht. Dat ass dee vum Stroossebau mat enger Rei vu Contournementen, déi net nëmmen dem Här Minister a senger duebeler Funktioun vun Transport- an Ëmweltresponsabelem Kappzerbrieches maachen, mä och der grénger Fraktioun ganz vill Suerge bereeden.

D'Zil vun enger Ëmgehungsstrooss ass jo eigentlech, fir den Duerchgangsverkéier aus den Uertschaften erauszehalen an domat d'Liewensqualitéit an den Uertschaften eropzesetzen.

Op den éischte Bléck kléngt dat duerchaus positiv. Op den zweete Bléck kléngt et awer scho ganz anescht, well eng ganz Rei Nodeeler duerch de Bau vu Contournemente kënnen entstoen an den Haaptproblem vum iwwerméissegen Individualverkéier, mat all sengen negative Konsequenzen, an eisem Land net geléist gëtt.

Éischtens invitéiert all Strooss, déi gebaut gëtt, zum Gebrauch vum Auto a fördert op déi Manéier en onekologescht Verhalen. Zweetens besteet och de Risiko, datt eng Ëmgehungsstrooss den héijen Trafic respektiv de Stau an d'Nopeschregioun verlagert, sou datt sech ënnert dem Strëch net ganz vill ännert, ausser datt eng aner Uertschaft oder eng aner Regioun betraff ass. Drëttens kënnt et oft zum Konflikt tëschent den Ziler vun der Mobilitéit an deene vum Natur- an Ëmweltschutz, wou d'Natur am Kampf géint eis beharrlech Autoslobby meeschtens zum Verléierer gëtt.

Konkret heescht dat Folgendes: Déi ugekënnegt Ëmgehungsstrooss vun Dikrech - sollt se da gebaut ginn - wäert doudsécher en negativen Impakt op d'Gréngzonen hunn an op d'Biotopen an där Géigend, egal wéi eng vun de sechs Variante schlussendlech zréckbehale gëtt. Dat geet aus de Kommentare vum Plan sectoriel ervir.

Eis Hoffnung ass déi, datt an der ustoender Mobilitéitsetüd fir d'Nordstad och d'Natur hiert Wiertche matzeschwätze kritt an datt et dann iwwerhaapt net zum Bau vun där Strooss kënnt. Ech zitéiere just ee Kommentar aus dem Rapport: «L'impact paysager du contournement est indéniable.» Dat heescht jo awer alles.

Bedenklech ass och de Contournement vun Alzeng, bei deem schonn eleng déi héich Zuel vun zéng méigleche Varianten op eng héich Ëmweltproblematik schléisse léisst.

Als problematesch gëllt donieft och de Contournement vun Ëlwen, wou am Avant-projet vum Plan sectoriel «Transports» op en negative visuellen, akusteschen a fonctionnellen Impakt op de Quartier vun der Gare higewise gëtt, vun der Landschaftszersiedlung emol ofgesinn.

An dann nach - virausbléckend - e Wuert iwwert den ëmstriddene Contournement vu Bascharage an Dippech, bei deem an e puer Méint eng Décisioun wäert geholl ginn, sou wéi den Här Minister dat an der Kommissioun versprach huet. Wat eis an deem Dossier net gefält, ass, datt d'Impaktstudie an zwou Phasen ofleeft an doduerch keng global Analys vun der gesamter Situatioun erméiglecht.

Une voix.- Salamitaktik!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Esou wéi déi EU-Richtlinn et virgesäit, misst schonn am Virfeld déi ganz Regioun, déi hannert dem éischten Deel vun der geplangter Strooss hänkt, an d'Etüd abezu ginn, fir duerno béis Iwwerraschungen ze vermeiden. „Salamitaktik" kann een et nennen!

An deem Kontext stellt sech dann och d'Fro vun den Échangeuren, fir de Contournement un d'Collectrice du Sud unzebannen. Hei riskéiert e wichtegen Naturprojet am Beräich vun der Renaturéierung vun der Chiers a Gefor ze geroden, wat net vertriedbar wär. Woubäi ee muss wëssen, datt dee Projet als Kompensatiounsmoossnam fir eng aner Zerstéierung vun der Natur scho realiséiert ginn ass.

Aus all deenen Iwwerleeungen eraus hu mir bei dëse Projeten eis Bedenken a kritiséieren eng weider Kéier, datt d'Plans sectoriels, also och dee vun de geschützte Landschaften, nach ëmmer keng legal Basis hunn an domat keng gesetzlech Steierungsinstrumenter bestinn.

D'Contournemente sinn à la limite fir eis an Zukunft just da vertriedbar: éischtens, wann an de Gemengen an ausserhalb vun de Gemengen dat ganzt Potenzial vun öffentlechen Transportméiglechkeeten ausgeschöpft ass; zweetens, wa parallell dozou kommunal a regional Vëlosa Foussgängerkonzepter realiséiert ginn a vum Stat ënnerstëtzt ginn, fir den Noverkéier innerhalb an ausserhalb vun den Uertschaften op e Minimum ze beschränken; an drëttens, wann de Konflikt tëschent Mobilitéit an Ëmweltschutz sech net stellt an d'Natur net zum Verléierer ka ginn, esou wéi bei de Boulevardë vu Märel an Zéisseng.

Déi Konditioune sinn hei net erfëllt an dofir wäert déi gréng Fraktioun sech enthalen, trotz begréissenswäerte Projeten am Beräich vun de Gebaier a vum öffentlechen Transport.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Lorsché. Als nächste Riedner ass den Här Jacques-Yves Henckes agedroen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Merci, Här President. Ech mengen, mir hunn hei an der Chamber eng flott Debatt iwwer esou een Investitiounsprojet, well normalerweis misst et jo all Kéiers esou sinn, datt mer eréischt bei Projets de loi iwwer 45 Milliounen missten onsen Avis ginn. Hei hu mer d'Geleeënheet, fir bei deene Projeten iwwer zéng Milliounen och kënne matzeschwätzen an notamment driwwer ze diskutéieren, ob Etüde solle gemaach ginn oder net.

Ech wëll direkt soen, datt mir och d'accord sinn, fir déi Etüden, esou wéi se elo an der Motioun virgehale sinn, kënnen duerchzeféieren, mä mir mengen awer och, datt e puer aner Projete misste realiséiert ginn, notamment de Lycée zu Mondorf, an datt och sollten um Härebierg d'Kasären nei gemaach ginn. Ech mengen, dat ass eng Noutwendegkeet. Dat gesäit ee sur place, datt dat absolut noutwendeg ass.

Mä et sinn awer och nach e puer aner Punkten, déi ech wollt diskutéieren an déi am Rapport stinn, wou ech dem Rapporteur zwar Merci soen, dem Här Boden, datt en dat ganz ausféierlech beschriwwen huet, wat do nach virgesinn ass, mä et sinn awer nach e puer Punkten, wou ech wollt de Minister drop hin interpelléieren.

Dat ass d'Nordstrooss. Hei ass zum Beispill en neie Kredit am neie Projet de loi virgesinn. Wann et en neie Projet de loi ass, huelen ech un, datt et iwwer 45 Milliounen ass. An ech fänken un ze mengen, datt déi Nordstrooss elo bal, wat de Montant global vun den Dépensen ugeet, Weltrekord kritt. Ech wollt dofir froen, wat dann elo am Prinzip misst iwwert dee Projet de loi vun der Nordstrooss do finanzéiert ginn.

Da muss een och soen, datt ganz vill vun deene Projeten, déi mer haut diskutéieren, a Liaisoun si mat de Leit, déi an d'Land schaffe kommen, mä speziell an d'Stad. Hei gëtt et och ganz wichteg Contournementen: de Boulevard de Merl, Contournement Zéisseng, den Norde vu Stroossen, Süd-Alzeng.

Ech mengen, dat si lauter Contournementen, déi mer och begréissen, well se absolut noutwendeg sinn an deem Kontext, individual gesinn. Mä et wier awer och net schlecht, Här Minister, wann Der ons kéint soen, ob dat sech an d'globaalt Verkéierskonzept integréiert. Ech huelen dat un, mä dat steet net am Rapport. An dofir wier et awer gutt, datt een dat géif global nach eng Kéier…

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Et ass awer esou, Här Henckes.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Et steet esou dran. Ech hunn hei just nuren déi eenzel Konture gesinn, mä ech wëll soen, datt vun engem globale Konzept Rieds geet, mä datt et net onbedéngt esou kloer ausgedréckt ass.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Ech erklären Iech et a fënnef Minutten.

M. Fernand Boden *(CSV), rapporteur.*- Da musse mer d'accord dermat sinn.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Jo, dat ka sinn. Mä wéi heescht et schonn: „De Gemengerot heescht esou, well e rode muss, wat de Schäfferot an der Stad Lëtzebuerg décidéiert." Dat wäert nach ëmmer esou sinn an dat ass leider eng Konstant gewiescht an där ganzer Zäit, wou ech am Gemengerot an der Stad wor.

Une voix.- Et ass och op anere Plazen esou.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Mir wäerten Iech vermëssen.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Et gëtt vläicht och nach aner Plazen esou.

Da gesäit een och, datt den Höhenhof, datt mer do beim Cargozenter och wëllen eng Infrastruktur baue fir den Tram, fir d'Bussen. Och do schéngt et mer, datt ganz villes dovunner ofhänkt, ob et iwwerhaapt en Tram gëtt, deen dorobber fiert, datt een och do muss ganz vill Bedenken hunn. An dofir si mer natierlech frou, wa mer eng Etüd kréien, fir elo e bësse méi konkret gewisen ze kréien, wat genau do virgesinn ass.

Da geet hei och Rieds iwwert den Arrêt bei der Rouder Bréck, fir do vum Pafendall aus eropzekomme bis op de Kierchbierg, e Shuttle. Do ass et eng Zahnradbahn, déi do soll eropfueren. Ech wëll do just der Regierung soen, datt a verschiddene Länner, wou ech wor, fir ähnlech Distanzen ze bewerkstellegen do e puer Rolltrape successiv déiselwecht Léisung bruecht hunn a méi Avantagë bruecht hunn.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Här Henckes…

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Ech wëll net soen, datt dat muss esou sinn. Do musse jo d'Experten dofir do sinn, mä ech ginn awer just déi Alternativ och nach mat ze bedenken, wa vläicht aner Saachen do kéinten eng Hëllef bréngen.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Ech wëll just soen, Här Henckes, dat hu mer selbstverständlech gekuckt. Dat wor jo och dat Éischt, wat ech proposéiert hat. Mä d'Experte soe ganz kloer: Wéinst der Quantitéit vun de Leit a wéinst der Zäit fir eropzefueren ass dat hei déi besser Léisung.

A si huet nach en aneren Avantage. Dat ass deen, datt mer fir déi ganz Mobilité réduite, dat heescht, fir handicapéiert Leit, och eng Léisung direkt mat hunn, déi mer soss niewent de Rulltrapen och hätten nach misse maachen. Fir handicapéiert Leit, fir Leit mat Kutschen, fir Leit mat Vëloen ass dat hei déi besser Léisung. De Verglach ass gemaach ginn. Dir hutt recht, et ze froen, mä d'Äntwert ass awer ganz kloer.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här Minister, Dir wësst, datt mer net an där zoustänneger Kommissioun bei Iech sinn. Dofir kritt Der vun ons méi Froe gestallt elo an der öffentlecher Sitzung.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Ech hunn och gär, wann Der mer Froe stellt. Ech ginn Iech och ganz gär d'Äntwerten.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Voilà, voilà! Dann hu mer eng Debatt, déi natierlech och nach d'actualité ass, mä déi awer och schonn e gewëssenen Historique huet. Dat ass déi vum Tram respektiv vun der ënnerierdescher City-Tunnel-Léisung oder RER-Léisung, déi och nach zur Debatt steet.

Hei liesen ech, datt am Rapport Rieds geet vun enger Etüd, déi misst gemaach ginn, wou iwwert den Impact environnemental géif Rieds goen. Do wieren also Geforen, datt, wann deen Tram géif gebaut ginn, dat deen Ablack negativ Aspekter op d'Natur géif hunn. Dofir wollt ech den Här Minister froen, datt, wann ee schonn eppes mécht, fir kënnen ëmweltfrëndlechen öffentlechen Transport ze maachen, een dann net muss op eng Kéier d'Natur och nach futtimaachen oder a Gefor werfen. Dofir wier ech frou, wa mer do kéinten Opklärung kréien, wat déi Problematik ass, déi do soll studéiert ginn.

Dann hätt ech och geduecht, datt sämtlech Etüden, wat den Tram ugeet, ofgeschloss wieren. Ech hunn awer gemierkt, datt bei de leschte Gemengerotswahle vusäite vun der CSV gesot ginn ass, et missten nach Etüde gemaach ginn.

Une voix.- Wat fir eng CSV war dat dann?

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Ech hat éischter geduecht, datt et dorëm géif goen, fir datt och nach Etüde sollte gemaach ginn iwwer eng ënnerierdesch Léisung. Well ech mengen, déi Etüden, déi bis elo virleien, dat si Witz-Rapporten! Dat kann een direkt vergiessen, dat ass net seriö. Mä et wier awer richteg, datt och eng Alternativ misst diskutéiert ginn, wat eng ënnerierdesch Léisung ugeet, entweder déi vum RER oder, wéi se och an der Debatt steet, fir manner déif ze fueren, wat och nach eng Alternativ wier.

An déi zweet Etüd, déi absolut noutwendeg wier, wann eng seriö gemaach géif ginn: wéi laang Zäit ee brauch, wann den Tram géif kommen, fir vun der Gare op de Kierchbierg ze kommen. Do huet een och eppes gelies, wat net seriö ass. Mä déi Etüden, déi bis elo gemaach gi si vu verschiddener Säit weisen, datt een deen Ablack, wann ee géif den Tram huelen, 41 Minutte géif brauche vun der Gare op de Kierchbierg, géigeniwwer 21 Minutten elo mam Bus.

Woufir? Well wa méi Leit transportéiert gi mam Tram an och e méi grousse Contour ass, da brauch et vill méi Zäit, fir d'Leit eran- an erauszeloossen. Dat sinn Etüden, déi gemaach gi sinn. Dofir wier et gutt, wann och eng offiziell an eng neutral Etüd géif gemaach ginn, fir hei de Bierger Opklärung ze ginn.

D'autant plus, datt et viraussiichtlech wäert esou sinn, datt, wat dee Projet do vum Tram ugeet, et héchstwahrscheinlech zu engem Referendum wäert kommen, well 5% vun de Bierger aus der Stad Lëtzebuerg, vun de Wieler aus der Stad Lëtzebuerg kënnen um Gemengenniveau esou e Referendum froen. An dann ass et natierlech gutt, datt natierlech deen Ablack och mat deem Aktiounscomité géint den Tram, wann deen esou eppes mécht, a mat de Bierger zesumme kann eng seriö Diskussioun gefouert ginn, mat allen Informatiounen an alleguerten den Etüden, déi dofir noutwendeg sinn.

Dofir wier ech frou, wann d'Regierung sech géif engagéieren, fir och nach eng Kéier déi Etüden, wat déi ënnerierdesch Léisung ugeet, an Ugréff ze huelen an den nächste Joren, datt mer deen Ablack eng seriö Debatt kéinte féieren zesumme mat de Bierger vun der Stad Lëtzebuerg a vum Land.

Dat gesot, si mer d'accord mat där Motioun, wéi se hei virgesinn ass, datt mer déi néideg Etüden hunn, quitte datt mer ons zu deem engen oder deem anere Projet vläicht nach reservéieren, ons Attitüd definitiv festzehalen au vu vun der Etüd.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Henckes. An als nächste Riedner ass den Här André Hoffmann agedroen. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Här President, all déi Plädoyere fir Schoulinfrastrukturen an öffentlechen Transport an d'Akraaftsetze vun de Plans sectoriels wëll ech selbstverständlech ënnerstëtzen, awer ech wëll d'Geleeënheet notze mat mengen zwou Minutten. An déi Geleeënheet ass wuel déi lescht an dësem héijen Haus fir mech fir e Plädoyer fir ee Projet, deen net op der Lëscht steet, dee mir ganz enk um Häerz läit, dee jiddwerengem heibannen an dobaussen eigentlech ganz enk um Häerz misst leien, deen net méi op der Lëscht vun den Investitioune vun der Regierung steet, zënter dass en am Kader vun de Spuermoossname gestrach ginn ass.

Et ass e Projet, deen net vill ze dinn huet mat Stroossen a Schinnen, e bëssen awer scho mat urbanistescher Gestaltung, indirekt eigentlech ganz vill mat Schoulen, well de Projet ganz vill ze dinn huet mat der Erzéiung vun eise jonke Leit. Deen ze dinn huet mat Informatioun a Reflexioun iwwert d'Dérivë vun deem Jorhonnert vun den Extremer, wéi den engleschen Historiker Hobsbawm dat genannt huet, well en ze dinn huet mat der Fro, zu wat d'Mënsche fäeg sinn ënner bestëmmte Viraussetzungen, vu bal onverständleche Verbrieche géint d'Mënschlechkeet bis hin zum grousse Courage, zum Widderstand, deen och net ëmmer liicht ze verstoen ass, deen also vill ze dinn huet mat de Lektiounen, déi aus all deem do ze zéie sinn.

An elo wësst Der, vu wat ech schwätzen, huelen ech un, nämlech vun eisem nationale Resistenzmusée,…

Une voix.- Très bien!

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- …deen 1956 opgemaach ginn ass op Initiativ vu fréiere Resistenzler an Deportéierten, déi iwwerlieft haten; dee Mëtt den 80er Joren op meng Initiativ - an do sinn ech net wéineg houfreg drop - eng éischte Kéier erneiert ginn ass mat enger thematescher chronologescher Ausstellung, déi awer och elo schonn erëm eng Kéier iwwerholl ass; deen deemools Mëtt den 80er Joren och vum deemolege Kulturminister Robert Krieps als nationale Musée unerkannt ginn ass; deen zënter e puer Joer géréiert gëtt - an dat ass awer eng Initiativ vun der Regierung, déi ze begréissen ass -, mat vill Energie an Aktivitéit géréiert gëtt vun engem Proff, deen dohinner détachéiert ass.

Awer weder vun der musealer Gestaltung hier nach vun de Raimlechkeete kann dee Musée nach senger Missioun gerecht ginn. Dofir gëtt zënter zéng Joer diskutéiert, ënner anerem och tëscht dem Stat an der Escher Gemeng, iwwer en neie Projet. Et ergi sech och nei Méiglechkeete vu Vergréisserung, well Deeler vun deem Gebai fräi ginn, zum Beispill deen Deel, wou d'Friddensgeriicht war.

Awer, nach eng Kéier, obwuel de Projet am Regierungsprogramm stoung, ass en am Kader vun de Spuermoossname gestrach ginn. Och dat ass fir mech net ganz verständlech. Also benotzen ech d'Geleeënheet, hei nach eng Kéier e ganz waarmen Appel un d'Regierung an un d'Chamber ze riichten, sech deem Projet esou schnell wéi méiglech erëm zouzewenden an derfir ze suergen, dass et zu enger schneller Realiséierung ka kommen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här André Hoffmann. Elo kritt nach den Här Roger Negri d'Wuert.

M. Roger Negri *(LSAP).*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt wëll ech dem Présidentrapporteur Fernand Boden Merci soe fir seng exzellent Rapporten. Am Beräich vun den zukünftegen Eisebunnsprojete kommen dëst Joer, wéi scho gesot, fënnef nei Projeten derbäi, deene mer als LSAP-Fraktioun och eisen Accord ginn.

En éischte Projet, d'Erneierung vun de Quaien zu Déifferdeng an der Gare, ass méi wéi néideg. An och den zweete Projet ass déck néideg fir d'Caténairen op der Klengbettener Streck, wou dann elo vun 3.000 Volt Gläichstroum op 25.000 Volt Wiesselstroum ëmgebaut gëtt a wou de Wiessel vu 25.000 Volt Wiesselstroum an der Belsch virun der Areler Gare op 3.000 Volt Gläichstroum realiséiert gëtt, mat deem op der Streck Arel-Namur-Bréissel nach ëmmer gefuer gëtt.

Dat huet zwee Virdeeler fir d'Lëtzebuerger Eisebunn. Éischtens kënnen déi opwändeg Kräizungscaténairen - wéi dat heescht - an der Entrée vun der Gare Lëtzebuerg tëscht de Wiesselstroumstrecke vu Péiteng a vu Beetebuerg an der - wann een esou ka soen - Gläichstroumstreck vu Klengbetten ewechfalen, wat d'Flexibilitéit an d'Produktivitéit vun de Quaisplaze staark verbessert an net méi vun der respektiver Stroumaart ofhängeg mécht.

Och wann déi meescht Lokomotive mat deenen zwou Stroumaarten équipéiert sinn, esou ginn als zweete Virdeel domat endlech déi al Zich, déi nëmmen ënner Gläichstroum fuere kënnen, vum Lëtzebuerger Eisebunnsréseau verbannt, well se awer nu wierklech net méi an e Bild vun engem modernen öffentlechen Transport erapassen, fir dat elo emol nach héiflech auszedrécken. An déi Leit, déi jorzéngtelaang mat dëse Gefierer matgefuer sinn, wäerten der CFL heifir Merci soen.

Den drëtte Projet: Och d'Erneiere vum Beetebuerger Stellwierk op den haut elektronesche Standard ass méi wéi néideg, well et hei ganz einfach ëm d'Zuchsécherheet geet, woubäi dat

neit Beetebuerger Stellwierk d'Capacitéite fir déi nei Streck vu Beetebuerg an d'Stad, déi jo och am Plangen ass, och scho mat virgesäit.

E véierte Projet vun engem zousätzlechen Halt an der Hollerecher Gare fir d'Streck vun Arel-Klengbetten ass eng Plus-value, op déi scho laang gewaart gëtt an déi scho sengerzäit am BTB-Projet virgesi war. Heimat brauchen d'Clienten, déi vun Arel, Klengbetten, Bartreng a Mamer kommen an a Richtung vun Hollerech a Gasperech schaffe ginn, net méi an d'Gare Lëtzebuerg eranzefueren a sech dann op beschwéierlechem Wee mat Bussen erëm op Hollerech féieren ze loossen. Zemools wann de Ban de Gasperich ausgebaut gëtt, gëtt dësen Arrêt ëmmer méi attraktiv fir den öffentlechen Eisebunnstrafic an en hätt eigentlech scho laang kënne gebaut ginn.

Net zulescht ass awer a relativ kuerzer an noer Distanz de Schoulcampus Geesseknäppchen, wou et ënner Ëmstänn och méiglech ass an eng zousätzlech Desserte mat Bussen - bis den Tram da kënnt - och denkbar ass. Dëse Projet vum Arrêt Hollerech souwuel fir déi Péitenger an déi Klengbettener Streck ass net komplizéiert. En einfache Projet! An et wär elo einfach wierklech gutt, wa kuerzfristeg dëse Projet kéint realiséiert ginn.

Dee Projet war awer sengerzäit zréckgesat ginn duerch de Projet vun der Gare périphérique vun Zéisseng, also déplacéiert gi Richtung Weste vun Hollerech op Zéisseng, mat dem Haaptargument vun der Ubannung un déi nei direkt Streck vun Esch an d'Stad.

Hei wëll ech den Här Minister froen, ob dann d'Projete vun der Gare périphérique vun Zéisseng an déi nei Streck vun Esch an d'Stad domat abandonnéiert sinn. Bon, wa jo, misst dann net awer zumindest iwwert de Südtram ronderëm Esch a Belval mat der neier Uni e bësse méi fest nogeduecht ginn?

Här President, dee fënnefte Projet, dee mer fir 2012 studéiere loossen, ass en neien Arrêt op der Streck vun Dummeldeng op d'Gare Lëtzebuerg, just ënnert der Rouder Bréck, fir dann do den Interface mat Kabinnebunnen ze schafen, fir d'Leit esou op de Kierchbierg ze bréngen. U sech eng gutt Iddi, déi ech sengerzäit schonn 1996 fir de Landesverband an engem Dokument als Globalkonzept am Kader vun der Luxtraffic-Etüd ausgeschafft hat.

Dëse Point d'arrêt war net nëmme geduecht, fir d'Leit op de Kierchbierg ze bréngen, mä och fir d'Verbindung mam Pafendall no ënnen hierzestellen, souwuel fir vum Pafendall op direktem Wee dann och op de Kierchbierg ze kommen, an awer och de Leit aus dem Pafendall en direkten Uschloss un d'Eisebunnsnetz ze offréiere Richtung Ettelbréck, mä och Stater Gare an esou weider. Den Avant-projet vun haut gesäit dat jo och esou vir.

Dësen Arrêt war sengerzäit awer als Complément geduecht zum Tram an der Stad a virun allem, fir de Leit aus dem Norden eng direkt Verbindung zum Kierchbierg ze offréieren. De Projet vun haut, deen elo scho mat 100 Milliounen Euro estiméiert gëtt - dat si véier Milliarden där aler Lëtzebuerger Frang! -, an e gëtt bestëmmt nach méi deier, wann ech un all déi Unesco-Oplagen denken, déi do wäerte kommen, dee Projet ass u sech awer schonn eng gutt Saach.

Wat mech awer e bëssen iwwerrascht, ass, dass mer och soen, dass dësen Haltepunkt op der fräier Streck och eng interessant Alternativ fir d'Zich aus deenen anere Richtungen duerstellt, also net nëmme vun Norden, mä och aus deenen anere Richtunge vun der Gare.

Wann nämlech Zich aus Thionville, Beetebuerg, Esch, Péiteng, Lonkech, Klengbetten, Arel, dat heescht aus dem Süden an aus dem Weste vum Land kommen, an och, wéi et dosteet, aus dem Oste vun Tréier a Waasserbëlleg, wat jo guer net méiglech ass, well keng Verbindung virun der Polvermillen mat der Waasserbëlleger Streck op d'Nordstreck besteet an och technesch guer net méiglech wär, da stellen ech d'Fro, wat da mat den Zich geschitt, wa se an der Stad d'Leit op deem neien Arrêt erausgelooss hunn an da jo a Richtung Dummeldeng fuere mussen, an dat all zéng Minutten, wou dann awer zu Dummeldeng keng Plaz ass, fir dës Zich ze garéieren, fir erëm eng Kéier zréckzefuere Richtung Gare Lëtzebuerg. Wéi dat exploitatiounsméisseg als Eisebunn fonctionnéiere soll, dat géif mech elo emol gär interesséieren!

Et kéint ee mengen, dass am Projet vu virdru mat dem Arrêt vun der Hollerecher Gare an dësem Arrêt ënnert der Rouder Bréck zwee Trouschtplooschterprojete vun 125 Milliounen Euro geplangt ginn an domat zugläich den Tram an der Stad e Begriefnis mat sechs Häre kritt.

Här President, ech wëll just drun erënneren: Wa mer an Zukunft e performanten öffentleche schinnegebonnene Verkéier wëllen nohalteg an zukunftsorientéiert plangen, da musse mer d'Zich op der Eisebunn aus dem Süden, aus dem Westen an aus dem Osten direkt via Hamm iwwert de Findel bei d'Hale vun der Luxexpo op de Kierchbierg bréngen a vun do aus den Dispatching mat Tram a Bus maachen.

Wa mer dat net maachen, dann ännert sech eben näischt. Am Contraire, d'Verkéierssituatioun um Contournement vun der Stad gëtt ëmmer méi onméiglech, an dat wäert Der spéitstens gesinn an dräi Joer, wann d'Nordstrooss dee ganze Verkéier op de Kierchbierg ausschëtt.

Mä de Mënsch reagéiert oft ëmmer eréischt ënnert dem Verelendungsprinzip: Wann näischt méi geet, da kucke mer, wéi mer do erauskommen. Ech mengen awer, dass mer als Politiker d'Missioun hunn, nohalteg a virausschauend ze denken an ze plangen. Dofir nach eng Kéier gesot: D'Arrêten „Hollerech" a „Rout Bréck", fir se esou ze nennen, si gutt Projeten, si komplementar zu de Projete vun der „Mobilitéit 2020", mä si dierfen a solle se net ersetzen. Oder net, Här Minister?

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Negri. Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss. Elo kritt d'Regierung d'Wuert, den Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President. Ech wëll ufänken, andeem ech e puer méi generell Saache soen. Éischtens ass dat hei elo esou lues zu engem fixë Rendezvous ginn, deen eis erlaabt, eng Diskussioun iwwer grouss Infrastrukturen, Bauprojeten ze féieren, an net méi eng Diskussioun iwwer finanziell Problemer, déi hei an do an de Bauprojete virkomm sinn.

An ech mengen, ech fannen dat gutt esou, well am Fong déi Aart a Weis, wéi mer elo mateneen diskutéieren, dat ass déi Aart a Weis, déi eis et erlaabt, iwwert den Inhalt vun dem Projet ze diskutéieren. Malgré allen Differenzen, déi kënnen tëschent eis sinn, gëtt et awer eng uerdentlech, korrekt a seriö politesch Diskussioun op där Plaz, wou déi Diskussioun eben da muss gefouert ginn. Duerfir soen ech nach eng Kéier, datt ech frou sinn, datt mer viru véier, fënnef Joer deen hei Typ vun Diskussioun agefouert hunn.

Ech probéieren elo net nach eng Kéier, déi Projeten ze erklären. Dat ass vun de Virriedner an haaptsächlech vum Här Boden als Rapporteur geschitt, an ech soen dem Här Boden an der ganzer Kommissioun villmools Merci fir déi gutt Aarbecht, déi se dëst Joer wéi an deene leschte Jore geleescht hunn.

Mä et sinn awer e puer Froe gestallt ginn, e puer Kritiken ausgedréckt ginn, an ech wéilt awer kloer an däitlech dozou Stellung huelen. Éischt Kritik, oder fir d'Éischt fänken ech emol mat deene generellen un.

Dat Éischt, wat gesot ginn ass, dat ass: „Dir hutt nach keng Plan-sectorielen an duerfir kënnt Der och net déi Politik maachen; déi grouss Projete sollt Der elo net maachen, soulaang déi Plan-sectorielen net defintiv do sinn. An d'Prioritéiten an de Plan-sectoriele sinn och net respektéiert ginn." Grosso modo war dat eng Kritik.

Ech wëll fir d'Éischt soen, datt et wierklech net un eis hänkt, datt déi Plan-sectorielen nach net do sinn. Ech waarde säit laange Méint op deen Avis vum Conseil d'État, fir d'Gesetz vum Aménagement du Territoire kënnen ze stëmmen. Ech sinn elo frou, datt dee virun e puer Woche komm ass. Ech hunn och mam President vun der Kommissioun ofgemaach, datt mer elo esou schnell wéi méiglech deen Text do ënnert d'Analys huelen, datt mer weiderkommen an datt mer och déi Plan-sectoriele kënnen op hire Wee ginn, op de ganze Wee, dee se nach musse maachen, éier se dann effektiv en vigueur trieden. Dat maache mer och elo!

Mä ech soen awer och, op där anerer Säit kréien ech dann eng ganz Rei Kritiken: Et geet net virun; datt am Tube eng Rei Staue sinn, Bouchonen; et ass net an där richteger Vitesse... Mä do soen ech, et kann een awer net alles soen a wënschen a wëllen! Dat, wat mer elo hei maachen, dat ass eng Rei Projeten, déi esou an den Avant-projete vun de Plan-sectoriele virgesi sinn, fir déi och op den Instanzewee..., net op den Instanzewee, mä fir d'Éischt eis emol d'Méiglechkeet ze ginn, se hei an der Chamber ze diskutéieren an duerno an eng Planificatioun ze goen.

Dann ass jo nach keng Décisioun geholl, ob se elo gebaut ginn, wéi se gebaut ginn a wéini se gebaut ginn. An ech fannen, dat ass och absolut normal, datt mer dat hei maachen an datt mer eis och déi Méiglechkeet kënne ginn.

Da gëtt gesot: „Dir schafft net no de Prioritéiten!" Mä ech soen, well Der eng Rei Projeten elo hei frot, déi am Avant-projet de plan sectoriel op Prioritéit zwee oder dräi sinn: Och, wa se op Prioritéit zwee oder dräi sinn, sti se awer dran a sinn et och Prioritéiten. Vläicht déi zweet oder déi drëtt Prioritéit.

Firwat sti se deelweis an der zweeter oder drëtter Prioritéit? Firwat sti se an der zweeter oder drëtter Prioritéit? Mä well mer nach keng Trass definéiert hunn a well mer duerfir se net kënnen an eng éischt Prioritéit setzen am Plan sectoriel, well just alleguer déi Saachen, déi am Plan sectoriel...

Ëm wat geet de Plan sectoriel? De Plan sectoriel geet am Fong finalement drëm, datt mer kënnen op enger ganzer Rei Bauprojeten, ob dat Schinneprojete sinn oder ob dat Projete si fir de Stroossebau, eng Rei Trasse reservéieren, datt mer an deenen nächste 5, 10, 15, 20 Joer dat kënne realiséieren, wat mer laangfristeg geplangt hunn.

An da verstinn ech net, wann ee mer seet: „Et ass awer onsënneg, datt s du elo Saachen, déi an der zweeter, drëtter Prioritéit, wou nach keng Trass fixéiert ass", wou ech also nach net ka soen, wat fir eng Terrainen ech reservéieren, wann ech do gesot kréien: „Elo däerfs de dat dann net plangen oder an d'Etüde ginn, well da kanns de jo emol deng Trass definéieren!" Do ass awer an der Logik vun där Ausso eppes, wat net klappt.

Ech ginn et elo ganz genau an d'Etüden, well ech wëll eng Trass definéieren! Et ass elo nach an der Prioritéit dräi, mä wann ech déi Prioritéit net elo an d'Etüde ginn, kréien ech jo ni eng Trass definéiert! Esou kënne mer awer net fueren!

Ech soe kloer, ech studéieren et elo gär, an dann décidéiere mer, ob et geet, ob et net geet, a wann et geet, wéi et da geet, mat deene beschte Konditiounen, déi mer kënnen anhalen, an da kënne mer dat an déi Prioritéit eng Kéier virréckele loossen, mat engem Monitoring vum Plan sectoriel, fir eng definitiv Trass ze reservéieren.

Dat fannen ech awer ganz einfach eng normal Prozedur, déi hei ageschloe gëtt. Anescht geet et net. An eppes anescht behaapten, dat ass einfach, déi Prioritéiten an déi Aart a Weis, wéi mer schaffen a wéi mer uerdentlech zesumme schaffen, a Fro stellen.

Une voix.- Neen, dat stëmmt net!

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Mir sinn um richtege Wee. Jo, fannen ech och.

Une voix.- An d'Nullvariant?

Une autre voix.- An d'Nullvariant, Här Minister, déi gëtt et fir Iech guer net! Dat ass jo de Problem.

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Ech hunn elo just gesot, da sot mer...

Une autre voix.- Dir sidd schonn an enger Bautelogik.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Ech hunn elo just gesot,...

Une autre voix.- Genau dat ass de Problem.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Zu Dikrech gëtt et keng Léisung.

(Interruptions)

Une voix.- Fir Iech gëtt et keng.

(Brouhaha et hilarité)

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Dat steet dran.

(Interruptions)

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- D'Nullvariant, ech hunn dat och kloer an däitlech op Froen, déi Majoritéitsdeputéierten, wann ech mech gutt erënneren, an der Kommissioun gestallt hunn, gesot, datt mer d'Nullvariant och studéieren.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Très bien!

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Wa mer keng Solutioun fannen, wann et guer net geet, jo, da musse mer zu där Konklusioun en definitif kommen, wat méiglech ass a wat net méiglech ass, an net schonn am Viraus soen: Do gëtt et keng Léisung!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Mä do steet schonn, datt et keng gëtt.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Domat sinn ech net d'accord, well...

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Voilà!

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- An ech soen nach duerno, firwat datt ech mengen, datt verschidde Projete ganz einfach wichteg sinn, wierklech wichteg sinn, an datt ee muss Léisunge fannen, wann ee wëllt am Kader vum Aménagement du Territoire Projeten développéieren, mat deene mer all d'accord sinn.

An ech soen - ech kommen duerno nach eng Kéier drop zréck -, deen Nordcontournement vun Dikrech, wou Der sot, et gëtt keng Léisung,...

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Dat steet am Bericht.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Wou? Mir musse kucken, wat fir eng Léisung ënner wat fir enge Konditioune machbar ass oder net. Mä ech soen awer och, dee ganzen Nordstad-Projet, dee mer awer all wëllen, wou mer awer all soen, dat hätte mer gären, well mer soen, am Kader vum Aménagement du Territoire - an ech kréie reprochéiert, mir géifen net am Kader vum Aménagement du Territoire schaffen! -, well mer awer just soen, wa mer déi Nordstad wëllen, wa mer dat seriö huelen am Aménagement du Territoire, jo, da musse mer awer Léisunge fannen. Dir kënnt net einfach soen: „Ech wëll déi Nordstad-Entwécklung, mä ech wëll awer d'Elementer fir d'Nordstad-Entwécklung net kréien an net maachen."

Duerfir sinn ech frou iwwert dat, wat den Här Etgen gesot huet, deen och déi Noutwendegkeet awer do unerkannt huet. Duerfir géif ech elo gär studéieren, fir ze kucken, wat méiglech ass a wat net méiglech ass. An dann diskutéiere mer driwwer, wa mer dat bis um Dësch hunn a wa mer genau gesinn, zu wat fir enge Konditiounen et geet, net geet, a wat déi sënnvollst Léisung ass, oder ob mer keng Léisung à la limite fannen. Mä da musse mer och nach eng ganz Rei aner Froen hannendru stellen.

Dir sot: „Hei gëtt den Ëmweltschutz net respektéiert." Mä et ass just am Kader vun deene Varianten, déi mer elo studéieren, wou ech soen: „Wat fir eng Variant huet da wat fir eng Influenz op wat fir een Naturgebitt, op wat fir ee Biotop, a wéi kann ech dat, wa mer et maachen, am beschten an de Gréff kréien, a wéi maachen ech déi mannste Schied?"

Ech hunn ni gesot, och net an der Kommissioun, datt mer bei verschidde Saache keng Problemer hätten. Ech hunn ëmmer gesot, datt mer dat hei elo just studéieren, well et mer extrem problematesch schéngt. Genau dat war meng Ausso. Duerfir géif ech gär kucken, wat dann elo wat fir ee Problem stellt a wat fir eng Solutioun sënnvoll a logesch ass.

Une voix.- Hat ech recht?

(Hilarité)

Une voix.- Voilà!

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- An et ass also preziserweis aus Grënn vum Ëmweltschutz, wou ech déi Trassen do wëll an allen Detailer kucken. Wéi gesot, ech hunn dat kloer an der Chamberskommissioun gesot.

Da gëtt gesot: „Dir hutt kee Gesamtkonzept fir déi Mobilitéitspolitik, déi Der do ëmsetzt. Dir hutt kee Gesamtkonzept, an hei sinn eenzel Elementer, déi kommen." Elo muss ech soen, dat ass mäi ganze Problem dauernd an där Mobilitéitsdiskussioun, well mer hei all Kéiers - ech muss heihinnerkommen an Iech eenzel Elementer virstellen, well déi zu engem Gesamtkonzept gehéieren - ëmmer Schwieregkeeten hunn, fir dat Gesamtkonzept uerdentlech duerzestellen. Well wann ech bis ufänken, et duerzestellen, da brauch ech eng bis zwou Stonnen, an ech hunn op dem Radio an op der Tëlee 30 Sekonnen, ech hunn an der Chamber fënnef Minutten. Ech kréien ni d'Geleeënheet, fir d'Gesamtkonzept a sengem Ensembel duerzestellen. All déi aner Elementer gehéieren awer dozou. Duerfir...

(Interruptions)

Une voix.- Zu Hesper hat Der dach gutt Zäit, op der Wahlversammlung.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- ...huelen ech mer elo e puer Minutten, fir Iech ze erklären, wéi all déi...

M. Claude Adam *(déi gréng).*- ...op der Wahlversammlung hat Der et gutt gemaach, Här Minister.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Mäi Gott, ech wëll awer elo net hei... Dat wëllt awer... Merci, Här Adam! Ech wëll Iech just soen, do huet et...

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Et ass awer wouer.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- ...eng Stonn bis eng Stonn an eng hallef gedauert.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Annerhallef Stonn.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Voilà. An hei hunn ech elo fënnef, zéng Minutten. Mä ech wëll Iech awer d'Gesamtelementer trotzdeem eng Kéier erklären, well et gouf genau op dës Projeten zréckgefouert.

Dat Éischt, wat ech am Fong wollt soen, dat war, datt mer evidenterweis an deem Gesamtkonzept eng Prioritéit op den öffentlechen Transport setzen, an haaptsächlech op d'Schinn am Kader vum öffentlechen Transport. An duerfir, alles, wat mer elo maachen, an och dat, wat mer net maachen, ass an deem Konzept dran. D'Prioritéit ass evident: datt mer déi Schinnelinne sollen ausbauen, wou mer am Transfrontalier an d'Ausland domadder fueren.

(Interruption)

Beetebuerg ass eng Prioritéit, dat ass absolut evident. Péiteng, déi Zweegleisegkeet, ass absolut...

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Knapps fäerdeg, da baut Der schonn erëm Stroossen!

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Ech kommen och op d'Stroossen, mä loosst mech emol eng Kéier ufänken! Dir gitt mer 30 Sekonnen an da fänkt Der schonn un ze contestéieren. Ech géif emol gär eng Kéier erklären,...

Une voix.- Jo, et ass därmoosse schlëmm, wat Der maacht.

Une autre voix.- Et ass net einfach!

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Ech hätt gär Klengbettingen, duerfir steet dat haut um Programm, well dat och eng Streck ass, déi an d'Ausland féiert; well mer do all Dag esou vill Dausende Grenzgänger eran hunn, duerfir steet se haut um Programm. Déi aner hutt Der scho gestëmmt. An datselwecht, dat ass Igel, wou mer eis engagéiert hunn, fir souguer am Ausland déi Zweegleisegkeet ze bezuelen, well dat déi eenzeg Verbindung mat Däitschland ass. Dat sinn eis Prioritéiten, dat maache mer och do.

Datselwecht ass fir d'Garen. Et ass virdru gesot ginn: „Dir musst déi Garë méi attraktiv maachen!" Mä kuckt emol, wat mer haut um Programm hunn, a kuckt emol, wat mer déi lescht Joren um Programm haten! Wa mer haut d'Beetebuerger Gare um Programm hunn, wa mer haut d'Déifferdenger Gare um Programm hunn, mä dann ass dat genau aus där doter Ursaach, well ech déi Attraktivitéitspôlen zesumme mat Park & Ridë wëll esou gestalten, datt d'Leit se och kënne gebrauchen.

Wa mer haut eng nei Gare proposéieren, déi Hollerecher, deen Arrêt, fir deen erëm opzemaachen, fir deen ëmzebauen, jo, dann huet dat genau säi Sënn, well ech soen, datt och an der Stad Lëtzebuerg et net duergeet mat enger Gare, mä datt mer der mussen e puer an der Stad Lëtzebuerg och mam Zuch desservéieren. Dat ass dann Hollerech, dat ass den Arrêt Pont Rouge, dat ass den Neibau vun dem Centser Arrêt an dat ass déi Houwalder Gare. Alles Projeten, déi mer maachen eleng fir d'Stad Lëtzebuerg, eleng, fir datt mam Zuch net nëmmen op der Zentralgare, mä an der Stad Lëtzebuerg déi Distributioun uerdentlech ka gemaach ginn.

An all déi, déi Responsabilitéit hunn an der Stad Lëtzebuerg, wëssen, wéi effektiv domat den öffentlechen Transport ka gestalt ginn a wéi mer kënnen och dann deen aneren öffentlechen Transport, de Bus, anescht organiséieren, well mer méi Leit op der Schinn hunn.

An da soen ech iwwerall kloer an däitlech, datt mer deen Tram hei an der Stad Lëtzebuerg och brauchen. Just wa mer esou Point-d'échangë wéi dat do hunn, just wa mer den Arrêt Pont Rouge hunn, just wa mer aner Haltestellen och nach zur Verfügung hunn, an datt dat eis zum Beispill hëlleft, och sënnvoll den Héienhaff virzegesinn, wou e Park & Ride soll kommen a wou mer amgaange sinn ze iwwerleeën, ob et net sënnvoll wär, deen Tram bis dohinner weiderzeféieren.

Ganz einfach an deem Gesamtkonzept: datt mer musse ronderëm Point-d'échangen hunn, datt mer musse Park & Riden hunn an datt mer vun deene Park & Riden, ob dat dann elo Houwald ass, ob dat elo de Parking Bouillon ass, ob dat den Héienhaff ass, ob dat d'Luxexpo ass, datt mer vun deene Park & Riden d'Leit mussen ewechhuelen, fir se mat engem Tram an d'Stad eranzeféieren an do eng Distributioun ze maachen, qualitativ a quantitativ héichwäerteg an uerdentlech. Soss geet dat net!

An déi aner Geschicht dann. Dat ass jo, datt, wa mer dat do maachen, jo, da brauche mer evidenterweis - evidenterweis! - an der Stad Lëtzebuerg Plaz fir den öffentlechen Transport a Plaz, déi dem öffentlechen Transport reservéiert ass. Ech weess dat jo och: Dat gëtt Diskussiounen! Dat ass jo eng vun den Haaptdiskussiounen.

Mä da soen ech awer, wann ech e Generalkonzept maachen, an ech soen, ech wëll net just deen Tram als Tram, well deen Tram mir schéi gefält a well ech elo en Tramsfanatiker wär, well dat sinn ech net, mä ech soen, wann ech e wëll, da muss ech awer och dee Verkéier, dee mer net méi an der Stad kënnen hunn, well keng Plaz méi fir en do ass - dee par ailleurs guer net wëllt an d'Stad goen, well am Boulevard Royal oder well an der Neier Avenue net d'Zilsetzung ass, wou en dohinnerfiert, mä well e groussen Deel vun deem Verkéier duerch de Boulevard Royal an duerch d'Nei Avenue fiert, well en en Transitverkéier ass a vum Norden, vum Süde kënnt oder vum Süden an den Norde fiert an am Fong hannert der Bréck, der Gare den Autobunnsréseau siche geet, dat heescht, guer net do wëllt sinn, wou en awer muss sinn, well e keng aner Alternativ huet -, jo, da muss ech an deem ganze Konzept och nach aner Alternative siche goen, wou ech dee Verkéier, deen awer schlussendlech do ass, well all d'Leit kréien ech net op den Tram, wou ech deen hileeden.

An da soen ech, wann Der haut de Boulevard de Merl an de Boulevard de Cessange dropstoen hutt, jo, dann ass et genau aus deene Grënn, well ech aner Alternative wëll sichen, wou ech dee Verkéier, deen ech am öffentlechen Transport an der Stad muss bewegen a wou ech all Moyenë schafen, fir datt en do ka beweegt sinn, wou ech den Individualverkéier, deen awer nach fiert, kann iwwer aner Weeër leeden, just fir mer Plaz fir den öffentlechen Transport ze schafen. Well anescht geet et net.

A wann Dir da sot, ech huelen ee Stéck vum Konzept, dat ass net gutt, well dat eben Auto ass, an dat anert, dat huelen ech, well dat öffentlechen Transport ass, da soen ech: Mä dat ass kee Generalkonzept! An engem Generalkonzept - an ech hunn déi grouss Chance, dee Ministère ze hunn, wou ech all déi Saache ka maachen -, genau dat ass am Generalkonzept dat, wat ech wëll. Ech wëll dat eent an dat anert.

Jo, ech bauen och Stroossen, well se an d'Konzept gehéieren, mä ech hätt gär den öffentlechen Transport prioriséiert. Mä wann ech e wëll bauen, da muss ech em och Plaz ginn, wou ech e kann hileeden. Dat ass d'Konzept, wat ech proposéieren. An dat ass d'Konzept, wat a mengen Aen honnertprozenteg Sënn mécht, fir weiderzekommen.

Datselwecht gëllt par ailleurs och fir de Contournement Stroossen. Ech menge just, datt do eppes falsch an den Diskussioune verstane ginn ass, wa mer hei vum Contournement Stroossen schwätzen. Well dee Contournement Stroossen ass am Fong e schlechten Numm fir dat, wat mer do virgesinn hunn. De Contournement Stroossen ass am Fong, datt mer vum Échangeur Stroossen op d'Areler Strooss fueren. Dat ass dat, wat hei gemengt ass.

Or, wann Der haut déi Leit, déi wéineg kennen, wou mer dru sinn... Haut hu mer schonn eng Sortie zu Stroossen op där Autobunn a mir fuere ratsch duerch d'Chaussée Blanche, wat eng Strooss ass, déi bewunnt ass, eng Quartiersstrooss, fir op d'Areler Strooss erauszefueren. Dat Eenzegt, wat ech hei froen, dat ass, fir datt ech déi Strooss op eng aner Plaz kann en fin de compte leeën, bis op d'Areler Strooss, wou se net duerch eng Quartiersstrooss fiert, fir net do u sech déi Leit an eng Situatioun ze setzen, wou et ganz schwiereg ass, fir domadder ze wunnen. Dat ass dat, wat ech...

Une voix.- Ass dat e Contournement?

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Neen, et ass kee Contournement, well et sinn am Fong..., et ass eng ganz kuerz Streck. De Contournement, dat ass eppes...

(Hilarité et interruptions)

De Contournement vu Stroossen, dat ass am Fong...

(Brouhaha et hilarité)

De Contournement vu Stroossen, dat sinn aner Stroossen, déi deelweis scho gebaut sinn. Dat ass dat, wat Der vun enger grousser Surface - ech weess net -, vun der Areler Strooss, wann Der do eroffuert ënnert den Tunnel, wou mer virun zwee, dräi Deeg e gravet Accident dran haten, just fir Iech ze beschreiwen, wat fir eng Strooss et ass, déi weiderféiert laanscht d'Tanken ënnenerëm. Deen ass schonn deelweis gebaut. An dat hei ass am Fong en Ufanksteck, wat op d'Areler Strooss stéisst, och an deem Generalkonzept.

An da muss een och kucken, wat mer an der Stad als Entwécklungsgebidder hunn. Mir hunn als Entwécklungsgebidder haaptsächlech elo de Ban de Gasperich an Houwald, IVL-konform, dat hu mer alleguer zesummen décidéiert, hu mer alleguer zesummen hei gestëmmt. Sou, elo entwéckele mer dat - well mer et och wëllen entwéckelen a well mer an dëser Stad, an dësem Land och Plaze brauchen, wou Entwécklung geschitt.

Mä da soen ech awer gradesou kloer hannendrun, wa mer déi IVL-konform Entwécklung gär hätten, da kann ech, muss ech awer och am Verkéier kucken, wat mer do maachen. Da maache mer den öffentleche Verkéier dohinner! Ech mengen, datt mer mussen eng Gare dohinner maachen. Duerfir hu mer se hei an der Chamber gestëmmt. All déi Stroosse si fir de Bus op, a mir kënnen do Buspist" maachen. Mir hunn an der Planificatioun zesumme mat der Stad Lëtzebuerg virgesinn, datt an enger zweeter Etapp den Tram soll do desservéieren an datt eventuell kann e Park & Ride gemaach ginn. Dat hu mer alles geplangt, fir dat uerdentlech hinzekréien am Gesamtkonzept.

Mä da soen ech awer och hannendrun: Ech kann awer net de ganze Fentenger Bierg erop, Hesper, de ganze Verkéier, deen iwwert déi Strooss vu Fréiseng kënnt, da mëtten duerch déi Wunnstroossen do maachen. Do kreéiere mer eis awer en onwahrscheinleche Blocage, wa mer dat maachen. Ech brauch also och eng Méiglechkeet, fir déi Leit virun Hesper erofzekréien op en anere Wee op d'Autobunn, wou den Accès an d'Entrée dee Moment op d'Autobunn oder op de Boulevard, rue des Scillas... dat musse mer nach kucken, wéi mer dat maachen, dat weess ech nach net genau. Ech géif dat awer elo gär studéieren, wéi dat ass, well dat eis awer erlaabt, den Accès vun enger Entwécklungszon uerdentlech a korrekt ze maachen.

An da sot Dir mir: „Dat ass net IVL-gerecht." Mä wat ass et dann? Wat ass dann IVL-gerecht? Wa mer fir déi Entwécklungsgebidder, déi am IVL organiséiert sinn, den öffentlechen Transport total organiséieren a wa mer och nach beim Individualverkéier awer derfir suergen, datt et net zu Problemer féiert, da soen ech wierklech: Wat ass IVL-gerecht, wann dat do et net ass?

Datselwecht gëllt fir d'Nordstad - ech hunn et virdru gesot -, wou e ganzt Konzept ronderëm d'Nordstad selbstverständlech entsteet, wou mer d'Gare als Mobilitéitszentral musse frëschmaachen, mat Busgare, mat Zuchgare, mat Elektromobilitéit, mat Vëloen an esou weider, selbstverständlech an den Zentrum vun der Nordstad. Et gëtt jo d'ailleurs contestéiert. Mir musse kucken, d'Detailer kucken, mä de Prinzip muss awer sinn. Wann d'Nordstad entwéckelt gëtt, brauche mer do déi grouss Mobilitéitspôlen an der Mëtt vun der Nordstad.

An da brauche mer de Süd-Contournement vun Ettelbréck. Deen hu mer d'ailleurs virun engem oder zwee Joer hei diskutéiert, a Feelen - wann ech Iech elo gesinn - hu mer virun e puer Joer hei diskutéiert. Et gehéiert awer dozou! Mir brauchen och, datt mer op der B7 deen Ausbau do maachen. Dir wësst, wat do lass ass all Dag! Dat brauche mer och.

An dozou gehéiert nun einfach de Contournement vun Dikrech als véiert Etapp. Ech soen och net, datt dat prioritär ass. Ech soen awer, datt et awer elo Zäit ass, sech Iwwerleeungen ze... Also, net prioritär par rapport zu deenen aneren, Här Etgen, net datt Der mech elo falsch verstitt a sot, ech... Net prioritär par rapport zu deenen aneren, well ech mengen, an der Reiefolleg mussen déi aner virgemaach ginn. Mä ech géif awer elo emol gär kucken: Geet dat, geet dat net, wéi geet et a wat kann ech do maachen? Et schéngt mer awer an der Logik vun deem, wat mer hei maachen, eppes absolut Sënnvolles ze sinn, an et gehéiert zu deem Gesamtkonzept. An ech si frou, datt ech déi véier Ministèren a sech kann hunn, well an der Landesplanung, Transport, Ëmwelt an Travaux publics dat einfach gemeinsam an zesumme ka gemaach ginn.

Nach e puer prezis Froen, déi awer gestallt gi sinn, op déi ech kuerz wëll agoen. Den Här Etgen huet gefrot, wéi dat mat deene Lycéeën ass. Hie sot esou: „Dat stoung schonn 2005 um Programm." Dat kléngt da gutt, wann Der et als Oppositioun sot. Ech wëll awer just soen, Här Etgen, et stoung...

(Interruption)

Jo, et stoung... Ech wëll déi Lëscht net opzielen, well si ass esou laang, ech verhale se net alleguer, mä et...

M. Fernand Boden *(CSV).*- Et géif ganz laang daueren!

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Et géif ganz laang daueren, an et ass ganz kloer - Här Boden, Dir sot dat richteg -, et ass kaum esou vill an den Enseignement an an d'Lycéeën investéiert ginn, wéi an deene leschte Joren. Mir maachen do onwahrscheinlech Infrastruktur...

(Interruption)

Jo, et ass dat absolut Normaalst, mä mir maachen awer...

Une voix.- Ass dat elo nach e Mérite, datt mer Schoule genuch baue fir eis Schüler? Dat ass dach net erwähnenswäert!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat ass, well Der jorelaang näischt investéiert hutt! Dat ass d'Realitéit. Dir hutt jorelaang näischt investéiert, duerfir musst Der elo vill investéieren!

(Interruptions)

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Dir kënnt ëmmer déi doten..., dat si jo klassesch Aussoen, déi Der do maacht.

(Interruptions)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jorelaang driwwer geschwat an näischt gemaach!

M. le Président.- Ech géif Iech bieden, dem Här Minister nozelauschteren!

(Interruptions)

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Dës Regierung - an déi virdrun - mécht esou massiv vill am Schoulbau, wéi kaum eng aner Regierung, och déi, wou en Deel vun der Oppositioun dra war, gemaach huet.

Une voix.- Jorelaang ass...

Une autre voix.- Eng ganz Generatioun!

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Elo gëtt gesot, datt déi Projeten, déi 2005 schonn um Programm waren, net gemaach... Ech wëll Iech awer just elo soen, 2005 ass e Plan sectoriel «Lycées» gemaach ginn, respektiv déi Jore virdrun, vun der Madame Brasseur nach... - a vum Här Wolter.

(Interruptions et hilarité)

Här Wolter, Dir wësst net, wat ech elo wollt soen. Ech wär elo virsiichteg gewiescht, wann ech...

(Interruptions et hilarité)

Dir hutt e Plan sectoriel «Lycées» gemaach, mä déi Lycéeën, déi dräi, déi mer do genannt hunn, déi stounge précisément an der zweeter Etapp, déi stounge précisément net an der éischter Etapp, fir se ze maachen! A mir hu fir d'Éischt emol all déi Lycéeë fäerdeg gemaach, déi amgaange waren. Mir hunn déi éischt Etapp, an do ass d'Realisatioun quasiment elo ofgeschloss, an da komme mer an där nächster Etapp un déi dräi Lycéeën duerno. Dat ass awer d'Logik vun deem, wat mer maachen. Duerfir kann ee soen...

M. le Président.- Här Minister, erlaabt Der, datt den Här Wolter Iech eng Fro stellt?

M. Michel Wolter *(CSV).*- Ech wollt nach eng Prezisioun ginn, well dat an den Diskussiounen effektiv ëmmer vergiess gëtt. Dat ass, dass deemools gesot ginn ass, dass een och d'Masse critique brauch, nécessairement, an dass eng zousätzlech Etüd misst gemaach ginn, fir ze beleeën, ob d'Masse critique do wier, well een...

(Interruptions)

Neen, wa se entre-temps do ass, ass et jo eng aner Diskussioun. Ech wëll just soen, wat historesch war. D'Zuele mussen et beleeën, well ee soss enger Regioun kee Gefale mécht!

(Interruptions)

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Dat ass absolut richteg, d'Prinzipien, déi den Här Wolter seet. Mir hunn och gekuckt, wéi déi Besoinen evoluéiert hunn, mat engem Monitoring vun deem Plan sectoriel «Lycées», deen déi Zäit entstanen ass, an duerfir sinn och déi Décisiounen esou gefall, wéi se geholl gi sinn, wéi se doraus ervirgaange sinn, dat heescht Clierf an Déifferdeng als Éischt, an da Mondorf do hannendrun.

Ech wëll Iech och soen, déi Planificatioun vu Clierf an Déifferdeng leeft och weider, dat hunn ech deenen eenzelne Gemengen och scho gesot. Clierf, zum Beispill, do ass den APS elo fäerdeg, do si mer beim APD, deen amgaangen ass, gemaach ze ginn, do ginn duerno de Projet d'exécution an d'Sousmissiounsprojete ge-

maach. Dat soll dann an d'Chamber kommen, datt mer am Laf vun 2014 net ufänke mat plangen, mä datt de Bau ugefaange ka ginn, datt d'Pläng fäerdeg sinn. Datselwecht gëllt fir Déifferdeng.

An deem Kontext hunn ech och kee Problem, déi Motioun unzehuelen, déi Der iwwer Mondorf hei déposéiert hutt, well ech menge wierklech, datt d'Planificatioun och elo soll iergendwou gemaach ginn, datt mer, wa mer d'Finanzméiglechkeeten hunn, och direkt kënnen ufänke mat deem Bau, sou datt ech dann hei de Fraktioune proposéieren, datt mer déi, esou wéi se elo formuléiert ass... ausser, Här Etgen, „Clerf" misst Der „Clervaux" schreiwen.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen *(DP)*.- D'accord.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Da sinn ech d'accord dermat, okay!

(Interruptions et hilarité)

An da seet den Här Etgen - ech muss dat awer och verbesseren - Prioritéite setzen ass net, déi Projeten erauswielen, déi net solle gebaut ginn. Ech wëll just soen, dat kann ech unhuelen, mä Prioritéite setzen ass awer och décidéieren, wat fir eng gebaut ginn a wat fir eng net gebaut ginn. Prioritéite setzen heescht awer och, datt een décidéiere muss - a Prioritéite setzen heescht awer net, datt een d'Lëscht vun alle Projeten, déi ee sech nëmme kann erdenken, opzielt a seet, dat do wären déi, déi mir gebaut hätten -, well si sinn alleguer prioritär! Dat heescht awer och, kloer an däitlech, datt ee muss eng Kéier soen, wat ee wëllt bauen a wat een net wëllt bauen, well een et net ka bauen dëse Moment, mä datt een et op spéider verschiebt. Dat heescht awer Prioritéite setzen, précisément.

Dann zu der Madame Lorsché, e puer Punkten, déi ech awer wëll kloerstellen. Dir hutt gefrot: „Wéi kann ee kontrolléieren, wann eng Entreprise eppes baut, datt et och duerno esou ass?" Do gëtt et am Prinzip de Cahier des charges. Wann ee prezis genuch ugëtt, da baut d'Entreprise, an d'Entreprise, déi muss dann..., da gëtt duerno am Fong dat, wat agebaut ginn ass, ofgeholl, an dat muss deene Konditiounen entspriechen, déi am Cahier des charges stinn.

Dat ass am Fong déi eenzeg Aart a Weis, déi een huet, fir ze kontrolléieren, ob et effektiv am Bau esou ass, wéi dat wat geliwwert ginn ass. An duerno mussen d'Resultater natierlech gekuckt ginn, au fur et à mesure vun dem Gebrauch vun engem Gebai. Mä et ass ëmmer d'Prezisioun vun engem Cahier des charges, déi engem d'Méiglechkeet gëtt, eng minimal Kontroll ze maachen. Eppes anescht huet een net.

Wat d'Energiespueren ugeet, do ass et ganz kloer esou, datt mer eis an deene Projeten, déi mer ëmmer maachen, am Fong en Energiesystem erauswielen, deen esou einfach wéi méiglech ass. Genau well mer wëssen, datt déi Leit, déi domat schaffen, d'Portieren oder anerer, déi dat musse kënne bedéngen, natierlech heiansdo Schwieregkeeten hunn - wann s de muss Ingenieur sinn, fir de System ze bedéngen! Duerfir: esou einfach wéi méiglech, natierlech Belëftung, natierlech Ofkillung, natierlech Erwiermung, datt am Fong esou mann wéi méiglech muss gehandhaabt ginn an datt et esou einfach wéi méiglech - haaptsächlech, wann och nach Schüler dra sinn -, esou einfach wéi méiglech ka gemaach ginn.

An déi zwee Projeten, déi mer hunn, den Ettelbrécker LTPS an d'Naturverwaltung, sinn energiepositiv Gebaier, mä si wäerten awer eis elo emol haaptsächlech déngen, wa mer se bauen, datt och d'Administratioun kann Experienze kréien, wéi et geet a wéi mer dat sollen uerdentlech ëmsetzen. A wa mer déi Experienzen hunn, hoffe mer automatesch, datt eis Entreprisen d'Experienz kréien, a sécherlech hunn och d'Entreprisë vu sech aus Formatioune genuch gemaach, fir op déi do Saachen awer hir eenzel Membere virzebereeden. Et ass sécherlech een Challenge, a mir mussen och kucken, datt d'Lëtzebuerger Entreprisen an deem ähnleche Rhythmus kënne mathalen, datt mer dat kënnen ëmsetzen.

Zum Här Henckes e puer Saachen. D'Kasären um Härebierg musse gebaut ginn - mä d'Kasären um Härebierg, Här Henckes, sinn amgaang ëmgebaut ze ginn! Et ass elo de toute façon schonn de ganzen Embau vun de Kanalisatiounen, vun dem ganze System, deen amgaangen ass gemaach ze ginn. Duerno sinn an der Planificatioun déi ganz Projeten, wat den Hall logistique ugeet, an da kommen och déi Projeten, wa mer vun de Kasäre selwer, dem Bau selwer schwätzen, et ass e ganzen Ensemble a fënnef Etappen, wou mer amgaange sinn, wou eng no där anerer selbstverständlech muss ëmgesat ginn.

Dir hutt vum Tram geschwat a vun den Études environnementales, déi do gemaach ginn. Dat, wat domat gemengt ass, Här Henckes, dat ass eng normal Prozedur. Mir nennen dat am technesche Jargon 97/11/CE-Prozedur, wat eng europäesch Direktiv ass, an déi Direktiv gesäit vir, datt s de bei all groussem Projet, deen iergendwelchen Impakt huet, muss déi Etüd maachen. A mir maache se net hei, well et nécessairement en Impakt op den Environnement naturel huet,...

M. le Président.- Här Minister, Dir misst zwar lues awer sécher zum Schluss kommen!

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Lues, awer sécher!

(Interruptions)

Neen, loosst mech elo dem Här Henckes äntwerten. Dir hutt mech elo aus dem Konzept bruecht, Här President.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Mir ginn him nach e bësse Riedezäit vun ons!

M. le Président.- Dir maacht déi Etüd, fir...

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Mir maachen déi Etüd net onbedéngt, well et sech ëm den Environnement naturel handelt - ausser bei enger klenger Partie hanne bei dem Bësch, do, wou mer de Centre de remisage bauen -, mä haaptsächlech, well d'Direktiv och virgesäit, datt mer mussen agoen op den Environnement humain. An evidenterweis huet natierlech en Tram an enger Stad eng Influenz op déi Leit, déi do wunnen, an op hir Ëmwelt. An duerfir muss studéiert ginn, wat dat ass.

An et ass gesot ginn, an et ass och hei virgesinn, datt déi ganz Prozedur - an dat gëtt 2012 da gemaach - eng gréisser Publizitéit muss hunn, datt muss kënne consultéiert ginn an datt d'Leit musse kënnen an all Detail informéiert ginn, an dat ass eben dat, wat 2012 usteet.

(Interruptions diverses)

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- ...well déi geet laanscht de Rousegäertchen op der Paräisser Plaz.

Une voix.- Déi aner wär méi schlëmm gi wéi déi hei!

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Däerf ech weiderfueren?

M. le Président.- Här Minister, fuert virun!

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Okay, dee leschte Punkt ass fir den Här Negri, deem ech wollt soen, datt evidenterweis - Dir hutt vun der Gare Zéisseng geschwat a vun der Streck Esch-Lëtzebuerg - d'Streck Esch-Lëtzebuerg momentan wierklech net dee Besoin ass, dee mer prioritär hunn. Duerfir, et ass eng vun deene Saachen, déi elo net um Programm momentan stinn. D'Gare Zéisseng ass an den Dimensiounen, esou wéi se geplangt war, eng Gare, déi sënnvoll ass, wann ukënnt do op där enger Säit natierlech déi Escher Streck, op där anerer Säit awer och den Tram, dee jo an enger zweeter Etapp soll dohinner gebaut ginn, esou datt mir der Iwwerzeegung sinn, datt déi Hollerecher Gare elo fir déi nächst 10, 15, 20 Joer sënnvoll ass, an den Ausbau.

An da muss ee sech iwwerleeën, wann den Tram eng Kéier bis dorower kënnt - mä dat ass dann an enger zweeter Etapp, wann déi ganz Hollerecher Strooss nei gebaut ass, wann dee ganze Quartier ëmgebaut ass, dat brauch nach eng Rei Joren! -, da musse mer erëm iwwert déi Zéissenger Gare schwätzen, wéi wäit se sënnvoll ass an a wat fir engem Kontext mer se da bauen.

An dat Lescht, dat ass, déi lescht Saach, dat ass déi - neen, den Här Hoffmann huet och nach eng, dann ass dat hei déi virlescht -, dat ass déi Geschicht vun dem Zuch ënnert der Rouder Bréck, wann en do hält, a mir huelen déi Zich aus Frankräich, der Belsch an deelweis aus Däitschland dohinner, do huet d'CFL ganz genau gekuckt, wat d'Planificatioun ka sinn. Et kann ee sechs Zich d'Stonn dohinner leeden, an d'Fro ass: Wou kënne se gedréit ginn? Dat ass och gekuckt ginn: Et sinn Dummeldeng, Luerenzweiler a Miersch, wou op deene Garë Raum genuch ass, fir déi Zich kënne stoen ze loosse respektiv zréckzehuelen. Éier mer esou eppes avancéiert hunn, huet d'CFL dee ganze Plang eng Kéier duerchgekuckt, fir eis déi Méiglechkeeten do ze soen. Ech krut gesot, dat géif kloer an däitlech goen, soss hätte mer dat heiten net avancéiert als Projet, an ech ginn dovunner aus, datt dat och da klappt.

An dat Lescht, dat ass déi Fro, déi den Här Hoffmann gestallt huet. Ech verstinn, datt dat fir hien a fir ganz vill aner Leit eng ganz wichteg Fro ass, well et einfach eng ass, déi vu Sensibilitéit ofhänkt. Mir hu se momentan net am Programm stoen, mir musse kucken, wéini et finanziell méiglech ass. Ech kann Iech awer momentan keng Äntwert doriwwer ginn. Ech huelen deen do Wonsch an déi do Ugeleeënheet, déi Iech um Häerz läit, als lescht Ugeleeënheet da mat.

Merci.

M. André Hoffmann *(déi Lénk)*.- Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Nohaltegkeetsminister. Domadder wier d'Diskussioun ofgeschloss.

Motions

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert d'Motiounen. Fir d'Éischt d'Motioun N°1, déi vum Här Fernand Boden agereecht ginn ass.

Motion 1

Kënne mer do à main levée ofstëmmen?

Vote sur la motion 1

Wien ass mat där Motioun d'accord?

Wien ass do dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder wär déi Motioun mat enger grousser Majoritéit ugeholl.

Motion 2

Da kënnt nach d'Motioun N°2 vum Här Fernand Etgen. Do hunn ech verstanen, datt den zoustännege Minister déi kéint unhuelen. Kann ech dann och dovunner ausgoen?

Den Här Fayot freet awer nach dozou d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Här President, ech wollt just eng Fro stellen iwwert deen éischte Considérant. Do seet d'Motioun: «saluant la décision du Gouvernement de lever la mise en suspens des projets de lycées prévus à Clervaux et à Differdange;». Mir si selbstverständlech frou, wann d'Aarbechten dorunner viruginn, mä ech hat verstanen, wann ech dat elo richteg gesinn hunn, dass mer e Plan sectoriel hätten, an deem waren déi Lycéeën do an der zweeter Rei, no där éischter Rei, wou Jonglënster - wat nach? - do war. Elo froen ech, déi Formulatioun: «lever la mise en suspens», ob dat ganz stëmmt.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Also, ech woen net, wann den Här Fayot d'Interpretatioun an engem franséischen Text mécht - dee fréier mäi Franséischproff war -, him ze soen, wéi ech et interpretéiert hunn, wann dat liicht anescht war, wéi dat wat hie gemaach hätt.

Elo soen ech emol, wéi ech et verstanen hunn. Ech hunn et esou verstanen, datt mer... Mir sinn de toute façon amgaangen, bei deenen do zwee Lycéeë weider ze plangen. Do ass schonn - ech hunn Iech et virdru gesot - den APS bei Clierf fäerdeg, den APD ass amgaange gemaach ze ginn. Mä den Här Frieden huet gesot, si sinn elo fix 2014 och an de Programm, de finanzielle Programm ageschriwwe ginn. An ech hunn dat einfach als eng Interpretatioun vun deem, wat den Här Frieden esou gesot huet, verstanen. Wann et anescht gemengt war, dann hätt den Här Fayot recht. Wann et esou gemengt ass, mengen ech, kann een et esou a priori stoe loossen.

M. le Président.- Gutt, kënne mer dann à main levée iwwert déi Motioun ofstëmmen?

Vote sur la motion 2

Wien ass domadder d'accord?

Dat schéngt mer d'Unanimitéit vun dësem héijen Haus ze sinn. Domadder wär déi Motioun ugeholl.

Fir haut de Mëtteg huet d'DP-Fraktioun eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Sécherheet vun der Atomzentral zu Cattenom ugefrot. D'Riedezäit ass hei nom Artikel 84 Alinéa 2 vum Chambersreglement festgehalen a gesäit Folgendes vir: Där Fraktioun, déi d'Aktualitéitsstonn ugefrot huet, stinn zéng Minutten zou, deenen anere Fraktioune jeeweils fënnef Minutten, de Sensibilités politiques zwou Minutten an der Regierung eng Véirelstonn. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Hären Negri, Gibéryen an Hoffmann.

D'Wuert huet elo den honorabelen Här Eugène Berger als Vertrieder vun der DP-Fraktioun.

Une voix.- An de Buergermeeschter hei vu Réimech.

M. le Président.- Et ass gutt, da schreiwe mer den Här Buergermeeschter vu Réimech nach derbäi.

4. Heure d'actualité du groupe DP sur les normes de sécurité de la centrale nucléaire de Cattenom et la politique d'information de l'exploitant de la centrale en question

Exposé

M. Eugène Berger *(DP)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, den 11. Mäerz 2011 huet definitiv och dee leschte Frënd vun der Atomenergie missen agesinn hunn, datt et keng absolut Sécherheet bei Atomkraaftwierker gëtt. Och wann - ech géif bal soe leider - Fukushima net méi all Dag an der Medienaktualitéit ass, strahlt et weider a Japan, an d'Schied fir d'Ëmwelt an d'Leed fir d'Mënsche sinn enorm!

De Misär fir d'Mënschen a Japan, mä och op anere Plaze vum Planéit - well mir wësse jo och, datt déi Strahlung, déi weidergeet, net nëmmen eleng sech dohannen op Japan begrenzt, mä praktesch iwwer all d'Landesgrenzen ewech um Planéit sech ausdehnt -, dat wäert nach laang undaueren, an et kann een och net ofschätzen, mat wat fir enge Laangzäitfolgen een alles muss rechnen. Eppes also ass definitiv kloer ginn: D'Atomenergie ass net sécher! Si wäert et och ni ginn, an dofir musse mer alles maachen, fir definitiv aus dëser Energie erauszeklammen.

D'DP huet an deene leschte Joren a Méint ëmmer erëm Propositioune gemaach, wéi een dat ka maachen. Mir wëssen dat och alleguerten. Mir hunn och do schonn e relativ grousse Konsens, net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, mä praktesch weltwäit. D'Förderung vun erneierbaren Energien, Energieeffizienz, an och besonnesch hei zu Lëtzebuerg kéint ee ganz vill beim Energiespueren am Hausbau maachen. Ech wëll och nach eng Kéier vun der Geleeënheet profitéieren, wéi ech dat all Kéier maachen, fir och nach eng Kéier eise Modell vun enger Klimabank ze rappeléieren.

Mir wëssen, et gëtt de Moment eng ganz Rei Zentralen, déi a Betrib sinn, wou een net mëttelfristeg mä kuerzfristeg eng Solutioun muss fannen an am beschten och déi Zentralen esou schnell wéi méiglech muss vum Netz huelen. Dat sinn net Zentralen, déi wäit ewech leien, a Japan oder iergendwou wäit a Russland, mä ganz no bei eis: déi verschidden Atomzentralen an der, géif ech soen, Groussregioun, déi ganz problematesch sinn, wéi Chooz, Fessenheim, Biblis - ech wëll se elo net alleguerten opzielen -, a besonnesch jo och eng direkt niewent eiser Hausdier hei, zu Cattenom.

(Mme Lydie Polfer prend la présidence.)

Ouni elo wëllen den Däiwel un d'Mauer ze molen - mir haten am Fréijoer jo eng Debatt -, mä mir sinn eis all bewosst, wann do eng Kéier wierklech géif e Super-GAU zu Cattenom passéieren, da géif Lëtzebuerg wuel vun der Landkaart verschwannen. Mir mussen eis also dofir kloer derfir asetzen, datt all déi Zentralen, a besonnesch Cattenom, esou schnell wéi méiglech zougemaach ginn.

Ech wëll drun erënneren, datt och e groussen nationalen Aktiounscomité géint d'Atomkraaft sech staark dofir asetzt. Bal 23.000 Bierger hunn hei zu Lëtzebuerg - dat sinn der eng ganz Rei! - eng Petitioun ënnerschriwwen a fuerderen och, datt dës Zentralen, besonnesch Cattenom, zougemaach solle ginn. D'lescht Woch ass jo och déi Petitioun déposéiert ginn. Ech gesinn och hei, de Gesondheetsminister ass jo do, an hien hat jo och do d'Éier oder d'Laascht, fir déi schwéier Këscht do dann an de Ministère eranzedroen. D'Regierung ass also gefuerdert, fir dësem Optrag esou schnell wéi méiglech dann nozekommen, oder dëser Petitioun nozekommen.

Et ass jo och kloer: Cattenom däerf och elo net eng Verlängerung vun hirer Lafzäit kréien. Si huet schonns vill Joren um Bockel. An et gëtt dann och ëmmer erëm nach Tëschefäll zu Cattenom. Tëschefäll, wou et schwéier ass, richteg erauszefannen, wéi eng Gravitéit se hunn, a wou - et muss ee soen - d'Informatiounspolitik vun de Bedreiwer, der EDF, an och vun den zoustännegen Autoritéiten a Frankräich ferm ze wënschen iwwreg léisst.

Sou gouf et fir d'Lescht den 19. Juli an der Zentral en Tëschefall, wou anscheinend duerch e Montagefeeler de Killsystem am Reakter 2 net fonctionnéiert huet. Säit Fukushima wësse mer, och alleguerten d'Laie wëssen, wann de Killsystem ausfält, dat kann extrem problematesch ginn.

Ech wëll elo net gesot hunn, datt hei elo wierklech e seriöen Accident geschitt war, mä wat mech, wat d'DP stéiert, dat ass, datt d'Informatioun iwwert deen Inzident eréischt den 28. Juli, also zéng Deeg duerno an d'Öffentlechkeet komm ass. Och wann et vläicht e ganz klengen Inzident war, deen net schlëmm war, ass et

awer an eisen Aen net normal, wann dat eréischt zéng Deeg duerno geschitt, also respektiv, wann zéng Deeg duerno eréischt déi ganz Affär public gemaach gëtt.

Dat ass fir eis keng transparent an och keng effikass Informatiounspolitik. Well wann elo awer eppes geschitt wier, wou een hätt misse reagéieren, wou een hätt misse méi schnell intervenéieren, da wier dat sécher och schwéier méiglech gewiescht, fir zum Beispill d'Bevölkerung ze warnen oder soss Saachen ze ënnerhuelen.

Dat mécht een dann och e bësse mësstrauesch, well et weess ee jo awer, wann een esou d'Geschichte kuckt vun all deenen Accidenter, déi an deene leschte Jorzéngten, oder deenen Incidenten, déi an deene leschte Jorzéngten a verschiddenen Atomkraaftwierker iwwerall op der Welt geschitt sinn, datt do jo d'Bedreiwer gär laang hannert dem Bierg bleiwen, esou laang et geet, wann et ëm d'Informatioune geet.

An et kann ee sech d'Fro stellen, ob hei d'EDF an och déi franséisch Autoritéiten hiren Informatiounsoplagen iwwerhaapt richteg nokomm sinn.

No Fukushima ass d'Weltöffentlechkeet opgeschreckt, a virun allem huet awer, dat muss ee positiv gesinn, déi europäesch Politik ugefaangen ze reagéieren. Mir hunn och am Fréijoer, ech hat et scho gesot hei, verschidden Debatte gehat a Motioune gestëmmt, ënner anerem si jo och Accordë fonnt ginn, fir déi sougenannte Stresstester vun europäeschen Zentralen.

Mëttlerweil sinn dës Tester amgaangen. Zum Deel sinn der ofgeschloss. A laut leschten Echoen, oder deenen Informatiounen, déi ech hunn, si se och net alleguerte gutt ausgefall. Och bei deem vu Cattenom schéngen do eng Rei Defiziter opgewise ginn ze sinn.

Bon, ouni elo kënnen in extenso, ech hunn eng begrenzten Zäit, op déi ganz Problematik anzegoen - ech mengen, si ass och zum groussen Deel jo awer elo bewosst a vill diskutéiert ginn -, wëll ech awer nach eng Kéier haut e puer Froen un d'Regierung stellen.

Déi éischt betrëfft d'Informatiounspolitik: Wat kann d'Regierung maachen oder wat wäert se maachen, fir datt d'Informatiounspolitik vun de Bedreiwer EDF an och vun den Autoritéite verbessert gëtt, fir datt net esou laang Délaie sinn tëschent engem Incident an dann herno, wann d'Press oder och de Lëtzebuerger Stat informéiert gëtt?

Wat sinn definitiv Konklusiounen, wann der virleien, vun de Stresstester, besonnesch vun deem vu Cattenom? Ka vläicht de Minister eis do weider Opschloss ginn? Wann Defiziter a Problemer bei Cattenom bestinn, wat gëtt dann och elo kuerzfristeg ënnerholl, fir déi ze behiewen?

Virun allem, wat mech och géif interesséieren, net nëmme mech, ech mengen, och sécherlech anerer oder d'Parlament hei, dat ass: Wat sinn déi nächst Schrëtt, déi d'Regierung elo vis-à-vis vun der franséischer Regierung…, oder wat fir eng Schrëtt ginn um regionalen oder um europäesche Plang geholl fir eben dann déi Saach, déi Fuerderunge vum nationalen Aktiounscomité, vun deenen 23.000 Biergerinnen a Bierger, datt déi schnellstens ëmgesat ginn?

Une voix.- Très bien!

Mme le Président.- Ech soen dem honorabelen Här Berger Merci an ech géif dann als nächstem Riedner, deen ageschriwwen ass - et war elo den Här Negri, mä den Här Eischen gesinn ech heihinner kommen, an dann ass et un him. Da ginn ech him d'Wuert.

(Interruption)

Dann ass hie vir. Här Eischen, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Félix Eischen *(CSV).*- Merci, Madame Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, den Atom-GAU zu Tschernobyl a Fukushima, gradesou wéi d'Virfäll den 12. September am franséischen Atomkraaftwierk zu Marcoule bei Avignon verbënnt eppes: e schlechte Krisemanagement an déi schleppend, fir net ze soe lamentabel Informatiounspolitik vun de jeeweilege Bedreiwer.

Huet 1986 déi deemoleg sowjetesch Regierung nach probéiert, de Virfall erofzespillen an Zäit ze gewannen, esou ass dat glécklecherweis haut an eiser médiatiséierter Welt jo net méi méiglech. Och wa mir dës Kéier d'Katastroph mat eisen eegenen Ae konnte suivéieren, sou war dach awer laang net gewosst, wéi dat Dénge géif ausgoen a wéi eescht d'Situatioun wierklech war.

Fir an esou engem Moment vu Panik a Schock e klore Kapp ze behalen an d'Leit an der ganzer Welt richteg a séier ze informéieren, ass schwéier. An awer!

Madame Presidentin, de Risque, dass och zu Lëtzebuerg esou eppes ka geschéien, ass reell. Well mir wësse jo alleguerten, wat an der Noperschaft vum Grand-Duché lass ass, wat do steet. An hei geet et jo bekanntlecherweis net nëmmen ëm Cattenom.

Dass d'Leit sech hei am Land seriö Suerge maachen, beweisen net zulescht déi elo grad ugeschwaten 23.000 Ënnerschrëften, déi den Aktiounscomité géint d'Atomkraaft an de leschte Méint hei zu Lëtzebuerg zesummegedroen huet. Dës Bedenke musse mir als Politiker eescht huelen an hinnen och Rechnung droen.

D'Stresstester, déi zënter Fukushima an den Atomzentrale virgeholl goufen, an d'Konklusiounen, déi aus deeneselwechten ze zéie sinn, sinn awer nëmmen ee vu ville Punkten, déi mer intensiivst mussen am A behalen. An och wann déi definitiv Resultater eréischt dat anert Joer sollen dann um Dësch leien, bewierken déi éischt Feststellungen elo dach awer en zimlech ongutt Gefill.

Ech hat mer där Deeg elo um Internetsite vun der EDF den «Rapport d'évaluation complémentaire de la sûreté des installations nucléaires au regard de l'accident de Fukushima» vum 15. September 2011 erausgeholl an eng Kéier duerchgebliedert. Ech sinn elo keen Expert an där Matière, mä duerfir kann ech mech fir de Moment och nëmme schwéier zu de Sécherheetsnorme vu Cattenom äusseren, ausser dass et keng honnertprozenteg Sécherheet gëtt an dass een eleng dowéinst d'Weiderbedreiwe vun der Zentral jo misst eeschthaft a Fro stellen. Mä et sti virun allem nach vill Froen op, wéi mir dann elo an engem Eeschtfall géife reagéieren.

Greenpeace zum Beispill schreift an engem Communiqué vum 29. September no engem éischten Aperçu, an dat ass elo emol onofhängeg vun de Stresstester, dass vun der Autorité de sûreté nucléaire eelef Verstéiss géint d'Virschrëften a gläich 33 verbesserungswierdeg Punkten notéiert goufen. Cattenom gëtt hei als schlecht klasséiert; eng Anlag, déi am mannste gutt ofschneit.

Ob d'Zentral elo zou gehéiert oder net, dat décidéiere mir net hei zu Lëtzebuerg. Dat wësse mer. Ech sinn awer der Meenung, dass mer dëse Rapport eng Kéier an enger Chamberskommissioun missten diskutéiere respektiv vum Lëtzebuerger Expert erklären kréien, fir ze kucken, wéi et da mat dësem Dossier weider soll goen.

Ech wollt an dësem Kontext dann och froen, ob de Minister - eise Minister - vun de franséischen Autoritéiten iwwert de sécherheetsrelevante Saachverhalt vu Cattenom informéiert gouf oder ob hie selwer sech huet missen déi néideg Informatiounen zesummendroen, sou wéi mir dat och musse maachen.

Gëschter koum dann d'Noriicht, dass nach dëst Joer Cattenom vun den Inspektere vun der internationaler Atomenergie ënnert d'Lupp soll geholl ginn. Dat ass eng Chance, well mer jo doduerch eng wierklech onofhängeg Analys zum Istzoustand vu Cattenom kréien, déi weder EDF-nach soss partei- oder aktiounslaaschteg ass.

Ech wënsche mer, dass mir dës Inspekteren och eventuell eng Kéier kéinte begréissen, éier dann endgülteg Entscheedungen an déi eng oder an déi aner Richtung getraff ginn.

Madame Presidentin, eng aner Saach, déi mir awer elo schonns kënnen diskutéieren, ass déi bestehend Informatiounspolitik vun de jeeweilegen Atombedreiwer.

Wat elo konkret d'Atomanlag zu Kettenuewe betrëfft, sou wësse mer duerch dat onermiddlecht Nobueren an Nofroe vun eise grénge Kolleegen, dass et bei der Informatiounspolitik happert, fir et emol gelënd auszedrécken.

Verschidden Tëschefäll an der Vergaangenheet goufen eréischt op Nofro hi public, respektiv et weess een net, ob d'Pressecommuniquéë vun der EDF déi ganz Wourecht soen, well mir net hannert den Zonk gesi vun der Entreprise, wat dann do wierklech geschitt ass.

Ech wëll mer dofir eigentlech net virstellen, wéi déi Informatiounspolitik géif oflafen am Worst-Case-Zeenario. Wann ech mer ukucken, wéi dat den 12. September zu Marcoule vusäite vun der EDF an de franséischen Autoritéite gehandhaabt ginn ass, muss ech feststellen, dass d'Fransousen d'Lektiounen aus Fukushima am Fong net geléiert hunn. Eréischt mat Retardë sinn d'Awunner informéiert ginn iwwert d'Entwécklung sur place respektiv wat wierklech lass war an esou weider. Et ass emol net gesot ginn, ob Radioaktivitéit ausgetratt ass, a wann eventuell jo, wéi vill an esou weider.

Dat bréngt mech nach ganz kuerz derzou, vum Minister folgend Informatiounen ze froen an déi folgend Froen ze stellen.

Opgrond vun enger parlamentarescher CSV-Ufro hat sech de Gesondheetsminister fir déi zentral Lagerung vun de Jodpëllen ausgeschwat, an net, wéi an eisen Nopeschlänner, dass d'Leit se sollten doheem hunn.

Wann ech mir elo den Noutfall virstellen a panikéiert Leit an der Schlaang virun der Gemeng gesi stoen, wou se da fir d'Eischt emol mussen hin an dann drop waarden, bis dass déi Verdeelung dann organiséiert ass, do ass scho vill Radioaktivitéit d'Luucht aus. Wier et dann net ubruecht, dat eventuell nach eng Kéier ze iwwerdenken?

Da wollt ech nach vum Minister wëssen, wéi d'Lienë sinn, déi de Service de radioprotection an der Groussregioun huet. Versteet de Mann zu Zoufftgen dann datselwecht wéi de Betraffenen zu Fréiseng oder zu Pärel, wann et drëms geet, en Noutfallplang ëmzesetzen? Ass séchergestallt, dass den Tëlefonsréseau dann och nach fonctionnéiert? Wéi ass et mat der Logistik am Fall der Fälle?

D'Amerikaner dréien zum Beispill a Katastrophefäll den Trafic op der Autobunn eraus, dat heescht, déi ganz Autobunn geet vum Site fort - jee, dat sinn nëmmen e puer Saachen, wéi si dat dann „handlen", an do gëtt et dann eng Rëtsch Froen, déi een awer zimlech onsécher maachen, zumools wann een den Detail vun där Préifung kuckt, déi ech virdrun ugeschwat hunn.

Do geet zum Beispill Rieds vu falschem Diesel am Noutstroumaggregat. Et wieren net genuch Reserven do iwwerhaapt. Et solle Schief mat Sécherheetsschaltere ginn, wou de Schlëssel feelt. De Rettungsplang soll vun enger eenzeger Persoun koordinéiert ginn. Ech wëll net wëssen, wat geschitt, wann déi da krank ass deen Dag! An d'Tëlefonsverbindunge mat der zoustänneger Präfektur fonctionnéieren och net richteg.

Ech hunn nëmmen e puer Punkten opgezielt, Här Minister, mä och hei géif d'Katastroph esou richteg ausbriechen, wann dat net nëmme wéinst dem Accident selwer, mä och wéinst der Verkettung vu villen eenzelnen Elementer duerno ass.

Här President, oder Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, Dir wësst alleguerten, dass mer den Ament hei zu Lëtzebuerg esou e Prozess…

(Interruption)

Ech si fäerdeg, Madame Presidentin, just mäi leschte Saz. Ech wollt just soen, dass mer den Ament hei zu Lëtzebuerg esou e Prozess erliewen, wou vun enger Uneneereiung vun onglécklechen Ëmstänn Rieds geet, a mir sollten dorauser léieren.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- Merci villmools, Här Eischen. Ech géif dann als nächstem Riedner dem Här Negri d'Wuert ginn.

M. Roger Negri *(LSAP).*- Merci, Madame Presidentin. Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, d'Atomzentral zu Cattenom muss ofgeschalt ginn, an dat esou séier wéi méiglech. Cattenom ass a bleift fir Lëtzebuerg en Damoklesschwert, dat latent ëmmer iwwer eise Käpp hänkt.

Rapporten iwwert déi verstrahlten, verloossen a verfalen Ëmgéigend vun Tschernobyl a Fukushima maachen d'Gefor ëmsou méi däitlech, well Lëtzebuerg am Fall vun engem schroen Accident an der Atomzentral zu Cattenom datselwecht Schicksal géif erleiden.

Wat et net méi einfach mécht, ass de Fait, dass mer kaum en direkten Afloss hunn op dat, wat do geschitt. Kettenuewen ass eben op där anerer Säit nun emol vun eisen nationale Grenzen, an eis franséisch Nopere sinn net einfach dovun ze iwwerzeegen, dass d'Atomenergie net déi propper Energie ass, als déi si se am Hexagone dacks nach duergestallt kréien, mä dass se eben dramatesch Gefore mat sech bréngt an d'Offäll nach ëmmer iwwert Generatiounen ewech e Problem duerstellen.

Wat bleift eis ënnert dësen Ëmstänn un Handlungsspillraum? Et geet natierlech drëm, fir alles drunzesetzen, fir d'Risiken ze begrenzen an d'Geforen esou kleng wéi méiglech ze halen an ëmmer weider erofzedrécken.

Lëtzebuerg beméit sech zënter Jorzéngten, op verschiddenen Niveauen Drock ze maachen, am Kader vu bilaterale Relatioune mat Frankräich, mä och um internationale Plang, fir dass d'Sécherheetsbestëmmungen, d'Kontrollen an d'Kommunikatioun am Zesummenhang mat der Atomenergie ëmmer méi verschäerft a verbessert ginn.

International ass et virun allem d'International Agence fir Atomenergie, iwwert déi eng ganz Rei vu wichtege Konventiounen ausgehandelt an ënnerschriwwe goufen. En plus mussen d'Länner regelméisseg national Rapporten ofliwweren a sech de Froe vun enger Jury stellen. Do geet et drëms, dass d'Länner a Saache Sécherheet am Beräich Atomenergie bewäert ginn an och op Schwaachpunkten higewise ginn.

Bilateral ass et esou, dass Lëtzebuerg zënter 1983 mat Frankräich en Accord ënnerschriwwen huet iwwert den Échange vun Informatioune bei engem Tëschefall oder engem Accident.

1994 goufen eng Commission mixte an zwou technesch Gruppe geschafen, wou praktesch an technesch Froen am Zesummenhang mat der nuklearer Sécherheet, der ziviler Sécherheet an der Radioprotektioun solle geléist ginn.

Ech hu mer soe gelooss, dass déi Zesummenaarbecht mat Frankräich am Ufank ganz schwiereg war, mä dass dat Verhältnis sech am Laf vun de Jore bedeitend verbessert huet.

Frankräich huet och zënter 2006 eng «Loi relative à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire» an huet mëttlerweil ganz streng Bestëmmungen an Oploen an onofhängeg Expertëgremien, déi hei, mengen ech, schonn eng gutt Roll spillen.

Dem Tëschebericht iwwer Cattenom vun der ASN, der Agence de sûreté nucléaire, no goufen eng ganz Rei vu Mängel festgehalen. Dat weist zum engen, dass d'Bedreiwer d'Virschrëften net eescht genuch huelen a grouss Effortë maache mussen. Et weist awer och, dass en A drop gehale gëtt, fir dass d'Sécherheet méi grouss gëtt.

D'Experten erwaarde sech vun de Stresstester, déi jo elo muer ufänken, um Enn, dass nach méi Schwaachstelle wäerten optauchen. Dat ass sécher alles anescht wéi berouegend, mä dat ass awer och déi eenzeg Méiglechkeet, fir déi Schwaachstellen ze behiewen an esou d'Sécherheet…

Une voix.- Très bien!

M. Roger Negri *(LSAP).*- …erop- an d'Geforen erofzeschrauwen.

Lëtzebuerg muss a wäert weider Drock ausüben an Afloss huelen, fir dass dat och elo geschitt.

Et bleift, dass et keen Nullrisiko gëtt bei der Atomenergie an dass déi eenzeg gutt Léisung déi ass, fir erauszeklammen aus der Atomenergie. De Wee dohinner ass, virun allem am Hibléck op eis franséisch Noperen, net einfach an éischter laang, mä op alle Fall muss et an déi Richtung do goen.

Ech wëll och onbedéngt betounen, dass ee sech muss géint eng eventuell - den Här Berger huet dat och scho gesot - Lafzäitverlängerung staarkmaachen. Et steet absolut ausser Zweifel, dass esou Installatioune mat de Joren nach manner sécher ginn, an esou Risike kann an dierf een net op sech huelen.

No Fukushima ass d'Opmierksamkeet an d'Sensibilitéit vun der Populatioun hei zu Lëtzebuerg esou geschäerft ginn, dass ëmmer méi Verbraucher no gréngem Stroum gefrot hunn an och grouss Ubidder ëmgeklomme sinn. Dat ass, trotz deem klengen Undeel vun de Privathaushalter um Stroum- an Energiemarché, deen dat ausmécht, an trotz där klenger Gréisst vun eisem Land, vun eisem Marché, e bemierkenswäerte Schrëtt an déi richteg Richtung.

Madame Presidentin, als LSAP fuerdere mir dofir weider d'Ofschalte vun der Atomzentral zu Cattenom, an dat esou séier wéi méiglech. An et wäert jo net esou sinn, dass dat bis enges Dags hoffentlech net nëmmen duerch e schwéiert Atomongléck geschitt, dat muss passéieren, bis dass Frankräich endlech realiséiert, dass Atomenergie keng Zukunft huet.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- Ech soen dem honorabelen Här Negri och Merci an ech géif dann dem honorabelen Här Kox d'Wuert ginn.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Madame Presidentin, Merci fir d'Wuert. U sech ass jo scho ganz vill gesot ginn. Et ass och scho munches iwwert déi Berichter gesot. Ech wëll dann déi och nëmme kuerz ernimmen.

Eng Kéier ass jo elo de Bericht iwwert d'Autorité de sûrete nucléaire eraus, deen den 23. August presentéiert gouf. Et ass och viru Kuerzem, de 15. September, de Stresstest iwwer 350 Säite presentéiert ginn.

Am éischte Rapport kann ee soen, dass eng ganz Rei Verstéiss ernimmt ginn, am Ganzen eelef. Et sinn 33 Verbesserungsvirschléi genannt ginn. Et muss ee festhalen, dass et u sech éischter méi kleng Verbesserungsvirschléi sinn, déi

awer net den eigentlechen Haaptproblem duerstellen.

Wat een awer ka feststellen, dat ass, dass Cattenom am Verglach zu deenen aneren Atomkraaftwierker a Frankräich eent vun deenen also gefährdetsten ass an och vun deene mat deene meeschte Mängel a Verstéiss, déi ee sech ka virstellen. Esou sinn insbesondere an der Stroumversuergung, dem Noutkillsystem, der Äerdbiewesécherheet, beim Iwwerschwemmungsrisiko, dem interne Sécherheetsplang an dem Unfallmanagement Punkten, déi an deenen zwee Berichter oder an deem éischte Bericht vum August ernimmt gi sinn. Wéi gesot awer relativ kleng, onsignifikant Problemer, déi u sech technesch ze léise sinn.

Och kann ee feststellen, dass iwwert déi lescht zéng Joer iwwer honnert signifikant kleng Accidenter do waren, déi och méi oder manner Problemer geschaf hunn.

Allgemeng kann een awer och erëm feststelle bei de Stresstester, dass et éischter eppes ass, fir d'Atomenergie herno ze legitiméieren. Well et kann ee vergläiche mat der Schoul, well et ass de Schüler u sech, dee sech selwer d'Froe gestallt huet an duerno och dorop äntwert. Also, d'Resultat ass haut scho praktesch bekannt.

Eppes wat awer nach net ernimmt ginn ass vu menge Virriedner, an dat ass den Haaptpunkt u sech, dat ass e ganz grousse Mangel vun de franséischen Atomreakteren, dat ass, dass d'Brennelementer - also d'Ofklénge vun de Brennelementer, wa se bis aus dem Betrib geholl ginn - am Ofkléngbecken net an der Sécherheetshüll gehale ginn, mä ausserhalb. Dat heescht, si si ganz ufälleg. An dat ass e Struktur-, dat ass u sech en anlagebedéngte Mangel fir sämtlech Atomreakteren a Frankräich, wat vun hinne ganz staark zréckgespigelt gëtt.

An dann dat Zweet, wat u sech den Haaptproblem vu Cattenom duerstellt - an et ass och net fir näischt, dass se dat net an de Stresstest wëlle materanhuelen -, dat ass de Fligerrisiko: wann e groussen Jumbo géif op Cattenom eroffalen. Et ass festgehalen, dass Cattenom - dat kann een noliesen - just ausgeluecht ass fir déi kleng Type wéi d'Cessna oder nach aner kleng Fligeren, dat heescht mat klenge Vitessen ënnert oder ëm 360 km/h a mat engem Gewiicht vu 5,9 Tonnen. Vergläichbar mat dem neie Cargofliger - wann deen iwwer Cattenom géif eroffalen, dann hätte mer de Problem, dee mer all net wéilten.

Dann en drëtte Punkt. Wat och ganz bekannt ass, dat ass dat, wat den Expert vum Öko-Institut - virun zwou, dräi Woche wor en hei zu Lëtzebuerg -, de Christian Küppers, seet, dass d'Emissioune vu Cattenom am Verglach zu däitsche Kraaftwierker vill ze héich sinn. D'Ofleedungen an d'Musel si vergläichbar vill ze héich. An et ass net de Stand vun der Technik och, wann déi franséisch Wäerter, Norme relativ héich sinn. Mä déi Norme kënne mëttlerweil vill méi déif ugesat ginn. An do ass och e ganz grousse Problem, wat d'Musel duerstellt, well d'Musel e Floss ass, dee relativ wéineg Waasser féiert an doduerch och onnéideg an d'Luucht temperaturméisseg belaascht ass.

Froe sinn der virdru schonn eng ganz Rei gestallt ginn. Ech wëll der zwou, dräi nach derbäifroen. Dat ass éischtens, scho gesot: Wéi ass den Timing? Wéi gitt Der vir als Regierung? Et ass jo net nëmmen eleng d'Regierung, et ass zesumme mat der saarlännescher a mat Rheinland-Pfalz.

Wéi wäit ass den Dieter Majer, deen do den Expert ass? Op wéi enge Schwéierpunkte gëtt dann elo ënnersicht? Well et ass eis jo bewosst, dass déi 350 Säite vum Stresstest net bis an de leschten Detail vun eisen Experte kënnen ënnersicht ginn. Do wär ech frou ze wëssen, awéiwäit an op wéi enge Schwéierpunkte mer usetzen.

Wéi kréie mer d'franséisch Regierung ënner Drock gesat, dass dee Fligerofstierzrisiko muss gemaach ginn, dass se och an der zweeter Phas vun deene Stresstester obligéiert ginn, fir dat ze maachen?

An en drëtte Punkt, dat ass awer wierklech de völkerrechtleche Prinzip. Frankräich seet, dass d'Atomenergie am sécherheetstechneschen, energietechnesche Sënn eng national Aufgab ass. A si soen eis géigeniwwer: „Do hutt Dir näischt matzeschwätzen." Ech stellen awer den Umkehrschluss a soen: „Wat ass dat fir Lëtzebuerg, wa Cattenom an d'Luucht flitt? Da gëtt et d'Lëtzebuerger net méi!"

Dofir ass et grad aus deem Sënn, wou mer eis missten opstellen op europäeschem Niveau. Wéi kënne mer dat hannerfroen, och de völkerrechtlechen Aspekt vun eiser Säit vis-à-vis vu Frankräich? Well wann effektiv eppes passéiert wéi zu Fukushima, wou haut scho Risiken op 60 Kilometer sinn, da kënne mer vu Lëtzebuerg u sech net schwätzen.

An eng lescht Fro nach, dat ass effektiv: Wéi ass et mat de Lafzäitverlängerungen? Wéi kënne mer eis do juristesch besser opstellen, fir kënnen… Well mir musse wëssen, dass all eenzelne Block elo successiv all Kéiers eng zénggjähreg Lafzäitverlängerung kritt. An do musse mer eis juristesch opstellen, fir deem entgéintzewierken.

Merci.

Mme le Président.- Ech soen Iech och Merci, Här Kox. Ech géif dann dem honorabelen Här Gibéryen d'Wuert ginn.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Madame Presidentin. Ech mengen, et gëtt selten en Thema, wou mer heibannen eis alleguer esou eens sinn, wéi bei där Fro iwwer Cattenom. Ech mengen, mir sinn eis alleguer eens, an dat ass schonn a verschiddenen Debatten hei zum Virschäi komm, datt mer alleguer zesumme fuerderen, datt Cattenom misst zougemaach ginn. Ech ka mech och duerfir all deem, wat meng Virriedner hei gesot hunn, uschléissen. Ech mengen, mir gesinn dat alleguer aus deemselwechte Brëll.

Ech wëll duerfir eng Fro hannendrunhänken, déi mer schonn e puermol an deem Zesummenhang mat Cattenom hei opgeworf hunn, dat ass fir de Fall, wou mer de Super-GAU géifen zu Cattenom oder iergendwou an engem aneren Atomreakter an der Grenzregioun kréien, wou Lëtzebuerg géif evakuéiert ginn. Ech mengen, wa mer dat géife kréien, musse mer wëssen, da gëtt et Lëtzebuerg als solches net méi. Dann ass eist ganzt Land quasi dovunner betraff.

Ech hunn duerfir de 5. Mee eng parlamentaresch Ufro un den Här Statsminister gemaach, a mäi Frënd Jean Colombera huet den 20. Abrëll dëst Joer eng un den Innenminister an deem Zesummenhang gestallt. An ech muss Iech soen, datt ech enorm enttäuscht sinn iwwert déi Äntwert, déi mer vun deenen zwee Ministere kritt hunn, déi och awer identesch sinn.

Ech mengen, fir d'Éischt gëtt eis matgedeelt, datt, wann zu Cattenom eppes géif geschéien, domadder eist ganzt Land net betraff wier. Bon, wa mer wëssen, wat elo zu Fukushima geschitt ass, do ass méi wäit evakuéiert ginn, wéi eist Land grouss ass!

Et muss een och wëssen, datt déi Zentral, nämlech Senneng, déi soll zoustänneg si fir an esou engem Fall, datt déi am Fong am éischte Rayon schonn direkt draläit. A mir ware jo eng Kéier Senneng kucken, do wësse mer, wéi grouss datt d'Sécherheete sinn. Ech sinn der Meenung, wann déi Leit et als éischt gewuer ginn, dat sinn déi éischt, déi wäerte fortlafen. Esou sécher si se zu Senneng am Schlass!

Da seet de Minister eis, wann esou ee Super-GAU géif geschéien, da géif ee schreiwen: «L'envergure réelle d'une évacuation dépend d'une série de facteurs qui doivent être déterminés au moment même.» Dat heescht, et misst een emol kucken, ob géif evakuéiert ginn, jo oder neen. An da kënnt awer déi Fro, déi fir mech déi wesentlech ass: «Dans certaines situations, une mise à l'abri de la population est par ailleurs plus efficace qu'une évacuation.»

Den Här Innenminister huet dat esou geschriwwen: «La mise à l'abri des populations dans leurs maisons est jugée suffisante pour les protéger contre les effets de santé potentiels en cas d'un accident nucléaire.» Dat heescht, de Kolleeg Félix Eischen huet dat virdrun hei gesot, d'Leit gi fir d'Éischt Schlaang stoen op d'Gemeng, fir hir Jodpëllen ze kréien, an da gi se heem an de Keller sëtzen. An da sëtze se doheem am Keller a se waarden, wat geschitt.

Dir Dammen an Dir Häre, ech kann nëmmen alle Lëtzebuerger roden, se solle sech net op d'Lëtzebuerger Regierung mat hiren Evakuatiounspläng verloossen. Wa se eppes héieren, da solle se d'Féiss an de Grapp huelen a sech esou séier wéi méiglech duerch d'Bascht maachen.

(Interruption)

Mme le Président.- Ech soen dem Här Gibéryen Merci. Ech géif dann als leschtem Riedner, deen ageschriwwen ass, dem honorabelen Här Hoffmann d'Wuert ginn.

M. André Hoffmann *(déi Lénk)*.- Ech schléisse mech un an zu all deene berechtegte Froen, déi gestallt gi sinn, hunn ech nach just eng derbäizefügen, déi nach net gestallt ginn ass, déi awer fir mech och eng entscheedend Fro ass. Dat ass nämlech déi vun direkten oder indirekten Investitiounen an d'Atomindustrie a Frankräich an aneschtwou vu Lëtzebuerg aus.

Do si mir gefuerdert! An do muss ech soen, dass do hei zu Lëtzebuerg nach munches ze verbesseren ass an där doter Fro, wat Informatioun an Transparenz ubetrëfft. Dat betrëfft eis, net d'Fransousen!

Mme le Président.- Merci dem honorabelen Här Hoffmann. Ech géif dann elo d'Wuert un d'Regierung weiderginn, den Här Minister Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé*.- Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, Merci fir déi objektiv a motivéierend Diskussioun. Et kënnt effektiv hei aus der Chamber eraus, dass et keng grouss Meenungsverschiddenheeten an deem dote Beräich zwëschen deene verschiddene Chamberssensibilitéiten an der Regierung gëtt.

Ech wëll awer just erënneren, dass d'Aktualitéitsstonn am Zesummenhang mat dem Incident zu Marcoule ugefrot gi war an dass haut eigentlech net méi schrecklech vill doriwwer gesot ginn ass, well och an der Zwëschenzäit jiddwereen erkannt huet, dass Marcoule net mat Cattenom ze vergläichen ass, well Marcoule keng Atomzentral war, mä eigentlech eppes wéi eng Sidor, déi sech ëm den Traitement vun awer méi schwaach radioaktiven Offäll bekëmmert huet, an dass deen Accident, deen zu Marcoule geschitt ass - e bedauerlechen, wou e Mënsch leiebliwwen ass -, och op anere Plazen an aneren Industrië respektiv Betriber ka stattfannen - et kéint souguer theoretesch hei zu Lëtzebuerg geschéien -, mä awer jiddefalls net vergläichbar ass mat engem GAU oder engem Super-GAU an enger Atomzentral.

Ech wëll och soen, dass bei deem Incident zu Marcoule d'Kommunikatioun ganz gutt geklappt huet, well mer eng Stonn nom Accident hei zu Lëtzebuerg informéiert waren, 50 Minutten nodeem d'Krisenzentral ageriicht gi war. Dat ass extrem séier. Vu dass schnell bekannt war, dass kee Risiko war fir d'Populatioun zu Marcoule, war et och evident, dass et kee Risiko géif gi fir Lëtzebuerg an och net fir d'Lëtzebuerger Populatioun, sou dass keng grouss Kommunikatiounen doriwwer gemaach gi sinn.

Bon, ech mengen, wat d'Sécherheetsnorme vun de franséischen Zentralen, also och vun der Cattenom-Zentral, ugeet, huet sech an deene leschte Joren awer munches gemaach. Frankräich huet sech 2006 eng modern Gesetzgebung iwwert d'Transparenz an d'Sécurité nucléaire ginn. 2006 ass och d'Autorité de sécurité oder de sûreté nucléaire geschaf ginn, déi eng onofhängeg Instanz ass. Frankräich passt sech un déi international Normen un, wat dat ëmmer heescht.

Dir wësst, dass d'Sûreté nucléaire eng national Aufgab ass fir déi Länner, déi Atomzentralen hunn, dass awer an der Zwëschenzäit eenzel Prärogativen un d'Communautéit ofgi sinn. Dat geet nach net esou wäit, wéi mir eis dat wënschen, mä dat ass awer eng Evolutioun, déi gutt ass bei internationalen Inspektiounen.

Bei Inspektiounen, déi um internationale Plang virgesi sinn, si leider och net international Experten am Moment derbäi. Wann et zu enger Revisioun vun der europäescher Gesetzgebung wäert kommen, wäerte mir eis derfir asetzen, dass bei deenen Inspektiounen och onofhängeg international Experten derbäi sinn, déi deenen nationalen Inspektiounen op d'Fangere kucken.

Wann een d'Normen, d'Sûretés- an d'Sécuritéitsnormen, a Frankräich kuckt, da stellt ee fest, dass mer mat deenen Normen net an engem Entwécklungsland sinn. Dat sinn Normen, déi sech absolut vergläiche loosse mat deenen anere Länner. Dat ännert awer näischt um Haaptproblem. Wann d'Sécherheetsbestëmmungen an d'Sécherheetsmossnamen och nach esou en héije Standard hunn, wësse mer no Tschernobyl, wësse mer no Fukushima, dass et déi absolut sécher Atomzentral net gëtt.

An ech mengen, mir sollen eis an eiser Argumentatioun dorop fokaliséieren a mir sollen dat als Haaptargument huelen, an net eis fokaliséieren op deen een oder anere raschtege Rouer, well dee ka muer net méi raschteg sinn, an da gëtt gemaach, wéi wann alles an der Rei wär. An dat wär eng falsch Pist. Dofir wäerte mer eis och net drop aloossen, fir ze soen: Wann déi Sécherheetsmängel elo festgestallt gi sinn an déi si besäitegt, dann ass alles an der Rei.

Ech mengen, mir mussen deen Drock behalen, deen no Fukushima entstanen ass. A mer mussen drop oppassen, dass dat net erëm eng Kéier offlaut, wéi dat ganz oft an esou Situatiounen ass. Mir mussen also eis Argumentatioun mat eisen Noperen op dat Wesentlecht ofstëmmen an eis net dem Risiko higinn, dass mer op Nieweschluechtfelder geleet ginn, well da si mer an der Argumentatioun Perdant.

Mir mussen op de Principal och um europäesche Plang insistéieren, well et ass do, wou d'Diskussioun respektiv de Sträit sech décidéiert. An hei si mer an engem Sträit am wahrsten Sinne des Wortes.

D'Stresstester wäerten eis net déi allergréisst Iwwerraschunge bréngen, mä wäerten eis eng Bestätegung bréngen, dass et zum Deel gréisser Sécherheetsmängel gëtt, a wäerten eis och dra bestätegen, dass et déi absolut Sécherheet net gëtt.

Elo kann een zu Recht drop insistéieren, dass mer sollen analyséieren, wéi sécher d'Zentrale vis-à-vis vu Fligerofstierz sinn. Dat soll ee maachen, dat muss ee maachen. Mä ech soen Iech: Fir mech ass d'Konklusioun elo scho ganz kloer, well eenzel Länner den Test gemaach hunn. Net all; zwee, wou ech kennen. Ech mengen, d'Schwäiz a Finnland, déi hunn et gemaach. An déi sinn zu därselwechter Konklusioun komm wéi mir.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

Et gëtt keng Zentral, wou séchergestallt ka ginn oder wou eis d'Garantie ka gi ginn, dass, wann eng Boeing, en Jumbo oder eng nei Cargolux géif dropfalen, dass déi géif resistéieren. Dat Eenzegt, wat mer wëssen, dat ass, dass al Zentralen nach méi vulnérabel si wéi Zentrale vun där allerleschter Generatioun. Also solle mer eis och do net oflenke loossen. Fir eis ass d'Konklusioun vun Ufank u kloer: Et gëtt keng Zentral, déi absolut sécher ass vis-à-vis vun engem Incident majeur oder Accident majeur. An dat ass nun emol e Fligerofstuerz.

Zu der Informatiounspolitik vu Cattenom, mengen ech, soll ee keng Verallgemengerunge maachen. Duerchweegs ass déi Informatiounspolitik an der Rei. Mir ginn d'selwecht informéiert wéi déi Metzer Präfektur; wat net heescht, dass een et net weider ka verbesseren. All déi Rapporten, déi regelméisseg erstallt ginn, déi sinn öffentlech. Déi kann ee consultéieren. Mä d'Iwwermëttlung vun der Informatioun, wann eppes matzedeelen ass, déi klappt.

An den Interventioune vun de Kolleegen ass d'Inspektioun vun der SN opgeworf ginn. An do ass et richteg: Do si Mängel festgestallt ginn, déi, mengen ech, bal alleguer ze besäitege sinn. An den Henri Kox huet zu Recht drop higewisen, dass eigentlech dee gréisste Mangel elo misst bei deenen nächsten Inspektiounen ervirkommen an och bei eisen Analysë muss ervirgestrach ginn: Dat ass d'Versuerge vun de Brennelementer, déi „ausgebrannt" sinn - tëschent Guillemets.

Déi sinn net an der Sécherheetszon. Déi sinn net a Stolbëtonëmmantelungen. Déi sinn an normale Gebaier. An dat ass e seriöe Risiko. Dat hu mer zulescht zu Fukushima gesinn, wou esou e Gebai zesummegebrach ass a wou ganz staark radioaktiv Emanatioune komm sinn. Also, et muss ee sécher dorop insistéieren, grad wéi een op d'Mängel am Killsystem muss insistéieren an, mengen ech, derfir suergen, dass déi Mängel esou séier wéi méiglech behuewe ginn.

Firwat? Ech kommen a menger Konklusioun dorop zréck: Mir wëllen alleguer den Ausstieg. Wat de Roger Negri richteg gesot huet: Do gëtt et keng Konzessiounen. Mä mir wëssen awer pertinemment: Bis dass mer beim Ausstieg sinn, hu mer nach eng Rei vun Zentralen, déi ronderëm fonctionnéieren. Dann hu mer Intérêt, dass an där Iwwergangszäit déi Zentralen esou sécher wéi méiglech sinn, och wann de Principal dat ass, dass mer gär hätten, dass se zougemaach ginn.

Wa se net muer zougemaach ginn, dann hätte mer gär, dass se bis iwwermuer esou sécher wéi nëmme méiglech sinn. Dat ass net d'Unerkennung fir d'Atomzentralen, mä dat ass eigentlech eng logesch Attitüd.

D'Zuele vun den Incidenten zu Cattenom si fir mech net ausschlaggebend, fir ze jugéieren, wéi sécher oder onsécher eng Zentral ass. Fir mech ass et wichteg, dass se matgedeelt ginn, dass een d'Gravitéit op enger Skala ka jugéieren. Mä net déi Zentrale sinn déi onsécherst, wou am meeschten onbedeitend Incidentë gemellt ginn, mä déi sinn am onsécherste, wou iwwerhaapt keng Incidentë gemellt ginn.

An et gëtt eng Rei vu Länner, do gëtt et ni esou Incidenten. Et ginn der ni gemellt, anscheinend entstinn der och ni. Mä ech sinn awer iwwerzeegt, dass do déi gravesten Incidentë passéieren an doduerch ebe keng seriö Kommunikatiounspolitik ass. Wann een déi Échelle hélt vun den Incidenten, esou ass dat eng Échelle, déi haaptsächlech geduecht ass an der Kommunikatioun vun deenen Incidenten. Dofir also och do keng falsch Konklusiounen. Ech wëll dat net minimiséieren, wann Incidentë kommen, mä net d'Zuel vun den Incidenten ass dat Relevantst.

Dann, mengen ech, e wichtege Punkt, dat ass, wat da géif passéieren zu Lëtzebuerg, wann et zu engem GAU géif kommen oder zu engem schlëmmen Incident. Mir sinn zënter enger Rei vu Méint - säit Fukushima - amgaang, eisen Interventiousplang, eise „Plan Cattenom" an enger ganzer Rei vun Aarbechtsgruppen ënnert d'Lupp ze huelen. Déi Aarbechte lafen a mir

wäerten och seriö Adaptiounen un deem „Plan Cattenom" maachen.

D'Fro ass och gestallt gi vun de Jodpëllen. Mir presidéieren am Moment um europäesche Plang e Grupp, wou et zu enger Harmoniséierung bei enger Rei vun Elementer soll kommen, dorënner och déi vum Asaz an der Verdeelung vun de Jodpëllen. Et ass net ausgeschloss, dass et do zu Adaptatioune kënnt, mä am Moment ass déi zentral Léisung do, déi net vun eis agefouert ginn ass, déi an den 80er Joren agefouert ginn ass. Mä dat soll een nach eng Kéier op de Leescht huelen.

Selbstverständlech huele mer den Engagement vun der Société civile, vun dem Aktiounscomité, vun deenen 23.000 Ënnerschrëften eescht. Selbstverständlech verpasse mer keng Geleeënheet, fir a bilateralen an an anere Begéinunge mat de franséischen Autoritéiten eis Meenung kloerzemaachen.

De franséischen Ambassadeur war nach virun e puer Deeg bei mer, fir en Héiflechkeetsbesuch ze maachen, an ech hunn em gesot, si sollen déi Zentral ofschalten. Da geet et jiddefalls emol weider. Wa jiddweree vun eis bei all Geleeënheet dorop hiweist, wat déi Zentral fir eis heescht, just op eiser Grenz, an ech...

Une voix.- Wëssen déi dat dann net?

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé*.- Oh ben, déi maachen esou, wéi wa se et net géife wëssen. Déi maachen esou, wéi wa se et net géife wëssen, dass se do an engem Zwëschefall, an engem graven Zwëschefall d'Existenz vun engem ganze Land kéinten a Fro stellen.

Wat déi Froe vun eenzelne Kolleegen ugeet, bei deem Incident, wou anscheinend et zéng Deeg gedauert hätt, bis dass mir informéiert gi wären. Et mag sinn, dass d'Press mat zéng Deeg Retard informéiert ginn ass. Mir si bei deem Incident - ech mengen, et war den Här Berger, deen en ugeschwat huet - mat engem Ventil zu Cattenom deeselwechten Dag informéiert ginn, sinn awer och informéiert ginn, dass et e Ventil war, deen an engem Killsystem fonctionnéiert huet, wou awer d'Anlag ofgeschalt war. Dat war „en état d'arrêt", also keng Konsequenze méiglech.

Also hu mir och keng Kommunikatioun gemaach, well et am Arrêt war. Mir brauche jo net d'Populatioun opzereegen, wann et an engem Deel stattfënnt, deen iwwerhaapt net a Betrib ass. Dann ass et gutt, wann et direkt behuewe gëtt, mä et brauch een awer net e Communiqué ze maachen, dass eppes geschitt ass op enger Plaz, wou iwwerhaapt näischt konnt passéieren. Et kann een alles op d'Spëtzt dreiwen. Mä wann een honnertmol „Wollef" rifft an de Wollef kënnt wierklech... Bon, Dir wësst, wat ech domat mengen.

D'Fro, wéini dass de Stresstest ausgewäert ass: Mir hunn elo den 18. Oktober erëm eng gemeinsam Réunioun mat eisen däitsche Kolleegen, huelen de Stresstest auserneen, wäerten och gemeinsam Konklusiounen huelen, wäerte se och gemeinsam verteidegen, wäerten och dee Moment gemeinsam Démarchë vis-à-vis vun de franséischen Autoritéite maachen.

Jodpëllen, do sinn ech drop agaangen. Ech komme ganz gär, wann d'Resultater vum Stresstest an d'Analysen do sinn, virun d'Kommissioun. Et sinn anerer bei eis och nach betraff. Ech wëll awer soen, dass mer hei um Lëtzebuerger Plang all d'Autoritéiten, déi betraffen Autoritéiten, matabezunn hunn. D'Affaires étrangères si mat derbäi, den Intérieur ass mat derbäi. Bei deenen Delegatiounen, déi mer mat eisen däitsche Kolleegen hunn, ass den Ausseministère ëmmer mat vertrueden.

Zum Här Negri senger Interventioun - sech wiere géint d'Verlängerung -, jo! Jo! Ech hoffen, mat méi Erfolleg wéi d'Wiere géint de Bau vu Cattenom selwer. Hoffentlech mat deemselwechten Erfolleg, wéi mer e sengerzäit mat der Antiatombewegung bei Rëmerschen haten. Ech sinn duerfir och frou, dass et hei elo eng national Unitéit gëtt, an net wéi deemools d'Land an zwee gedeelt ass, pronucléaire an antinucléaire. Dat schéngt sech an deene leschten 30 Joer geännert ze hunn.

Wéi gesot, wann déi Mängel, déi bei dem Stresstest ervirkommen, och weisen, dass munches zu Cattenom ze maachen ass, kann een net soen, dass Cattenom elo déi vulnérabelst Atomzentral op der Welt wär. Dat do, dat wär e bëssen ze einfach, well dann hätte mer et liicht, fir se fir eis Argumenter zouzemaachen. Richteg ass et, dass den Haaptschwaachpunkt bei de Brennelementer läit.

Ech mengen, ech hätt elo bal...

M. le Président.- Här Minister,...

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé*.- ...op alles geäntwert. Ech soen...

M. le Président.- ...et gëtt esou lues Zäit.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé*.- Jo, ech soen Iech och e ganz häerzleche Merci, well ech wollt op all...

M. le Président.- Dir wollt elo zum Schluss kommen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé*.- Ech wollt zum Schluss kommen. Dir sidd och gradesou generéis mat mir wéi mat mengem Kolleeg Wiseler. Dir hutt haut e gudden Dag.

(Hilarité générale)

Wéi gesot, et ass Iech jo och gutt gaangen.

(Hilarité générale)

M. le Président.- Merci, Här Minister!

Une voix.- Wësst Dir méi wéi mir?

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé*.- An den Evakuatiounsplang - zum Schluss - ass Partie intégrante vun der Revisioun vun dem Cattenom-Plang, wou eng Aarbechtsgrupp sech dorëm bekëmmert.

Dat gesot, Här President,...

(Interruption)

...soen ech Iech villmools Merci fir Är Gedold.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Da beäntwert awer nach dem Här Hoffmann seng Fro!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé*.- Jo, jo, jo.

Une voix.- Et ass seng lescht Fro.

M. André Hoffmann *(déi Lénk)*.- Nach net grad.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé*.- Här Hoffmann, ech hat...

M. André Hoffmann *(déi Lénk)*.- Ech hu gefrot, wéi et steet mat den Investitioune vu Lëtzebuerg aus an d'Atomindustrie am Ausland, well dat ass eis Responsabilitéit. An do hunn ech gesot, an Informatioun an Transparenz, do ass nach munches ze verbesseren.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé*.- Ech deelen Är Meenung.

Une voix.- Aaahhh!

M. André Hoffmann *(déi Lénk)*.- Dat beträfft natierlech...

(Interruptions)

Ee Moment!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé*.- Ech deelen Är Meenung.

M. André Hoffmann *(déi Lénk)*.- Dat beträfft natierlech de Fonds de compensation.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé*.- Ech deelen Är Meenung.

(Interruptions et hilarité)

M. André Hoffmann *(déi Lénk)*.- Da stellen ech eng prezis Fro.

Une voix.- Ah!

Une autre voix.- Endlech!

M. André Hoffmann *(déi Lénk)*.- Heescht dat also, dass déi Investitiounen aus dem Fonds de compensation an d'Atomindustrie definitiv erausgeholl ginn? Als prezis Fro.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé*.- Ah, ech soen Iech, ech hunn Iech op Är Fro geäntwert, dass mir dat seriö kucken.

(Hilarité et interruptions)

Une voix.- Ah! Kucken?!

M. le Président.- Domadder wär d'Diskussioun...

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé*.- Neen, esou ouni Weideres ass et net d'Regierung, déi fir de Placement zoustänneg ass...

M. le Président.- ...ofgeschloss, a mir kommen zum nächsten a leschte Punkt vun eisem Ordre du jour.

(Brouhaha et hilarité)

Mir hunn nämlech haut eng Aktualitéitsdebatt iwwert d'Positioun vun der Regierung zu de Projeten zu Wickreng an zu Léiweng. D'Fraktiounen hu 15 Minutten, d'Sensibilités politiques fënnef Minutten an d'Regierung 30 Minutten. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Meisch, Gira, Gibéryen, Haupert, Fayot an Hoffmann. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Claude Meisch agedroen. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

5. Débat d'actualité sur la position gouvernementale concernant les projets liés de Wickrange et de Livange

M. Claude Meisch *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, op Ufro vun der grénger Fraktioun a vun der DP-Fraktioun hate mer jo déi heiten Debatt elo provozéiert, nodeems mer d'lescht Woch schonn hei an dësem Sall eng ganz Rei vu Kommissiounssëtzungen zesummen haten, nodeems mer dës Woch e Méindeg an enger Finanzkommissioun, an enger Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire zesummesouzen, fir eng Rei vun deene ganz ville Froen, déi opgeworf goufe ronderëm den Dossier Léiweng, ze diskutéieren.

Et ware konkret Froen. Mir hunn och eng Hällewull vun Äntwerte kritt, schréftlech Äntwerten, no deene mëndlechen an de Kommissiounssëtzunge gëschter Mëtten. Eng ganz Rei vu Froen, muss ee soen, si gekläert. Allerdéngs bleiwen awer och nach munnech Bedenken, déi net konnten aus der Welt geraumt ginn. Eng Rei vun Ongereimtheeten existéiere weider respektiv eng Rei vun neie Froen hu sech eigentlech och aus deenen Äntwerten do erginn.

Ech mengen och, datt mer à même sinn, haut eng Rei vu Konklusioune kënnen ze zéien aus deenen Diskussiounen, déi mer ronderëm deen dote Fall haten. Konklusiounen, déi dann awer och weisen, datt et sech hei ëm alles aneschters wéi nëmmen ëm e Stuerm am Waasserglas gehandelt huet, wéi Eenzelner heibannen dat emol bezeechent hunn.

Dat Éischt, wou ech mech e bësse wëll domadder ophalen, dat ass d'Confidentialitéit vun deem Bréif. De Jean-Claude Juncker huet d'lescht Woch an der Kommissiounssëtzung gesot, datt et op Wonsch vum Promoteur vum Projet Wickreng gewiescht wär, datt dee Bréif geheim, confidentiel gehale gi wär. Dat huet de Promoteur e bëssen an d'Liicht gestallt, wéi wann en do wéilt hannert de Geschäftspartner hirem Réck dann awer un engem neie Projet schaffen, fir deen, deen e mat engem anere Geschäftspartner schonn opgebaut huet, fir dee falen ze loossen.

Mir hunn elo an deenen Äntwerten, déi d'Regierung eis zoukomme gelooss huet, eng Rei vu Bréiwer och annexéiert gehat, wou mer jo an deem Bréif vun der Regierung vun deenen dräi concernéierte Ministere vum 2. Abrëll liesen, datt dat eben en Dokument ass, wat net fir d'Öffentlechkeet geduecht ass, wou ee vun deene Promoteuren äntwert den 20. Mee 2009, an ech zitéieren do: «...la partie Rollinger a signé un accord définitif et irrévocable avec ING Real Estate.»

Et war jo dat Argument, wou de Jean-Claude Juncker gesot huet, bis déi doten Diskussioune gekläert wären, sollt déi Ofmaachung, deen Accord tëschent der Regierung an de Promoteure geheim bleiwen.

Zwee Deeg drop, den 22. Mee, äntwert dann awer d'Regierung nach eng Kéier un déi zwee Promoteuren an insistéiert do weiderhin op d'Confidentialitéit, op d'Geheimhaltung vun där Ofmaachung. Ech mengen, datt dat nach eng Kéier weist, datt, jo, déi Diskussiounen, déi ze féiere waren tëschent dem Groupe Rollinger an der ING Real Estate ëm d'Ofwécklung, loosse mer emol esou soen, vum Projet Wickreng, datt dat sécherlech net deen eenzege Grond ka gewiescht sinn, firwat datt dee Bréif do, firwat datt deen Accord do geheim huet misse bleiwen.

Mir bleiwen also och nach wie vor der Meenung, datt et sech bei deem Bréif do ëm - hoffentlech jo emol - en exzeptionellt Dokument handelt, an datt et net déi gängeg Regel ass, wéi dat hei déi lescht Woch vun der Regierung esou duergestallt ginn ass.

Dat Zweet ass nach eng Kéier de Charakter vun deem Bréif do, mat deem ech mech kuerz wëll ausenanersetzen, wou de Jean-Claude Juncker jo gesot huet, et wär schonn en Accord, mä aus deem Accord do wär am Fall vun Netrespekt vun der Säit vun der Regierung jo vun de Promoteure kee Schuedensersaz anzekloen.

An de schréftlechen Äntwerte vu gëschter, wou et dann drëms geet, wou d'Regierung sech engagéiert, en neien Terrain ze sichen, am Fall wann de Projet Léiweng näischt géif ginn, do liese mer, an ech zitéieren: «Ce faisant, le Gouvernement n'a pas contracté une obligation de résultat, mais une obligation de moyens.»

D'Äntwert vun deenen zwee Promoteuren allerdéngs op de Bréif vum 2. Abrëll, déi Äntwert ass datéiert op de 15. Mee 2009, do ass ze liesen: «La partie Rollinger inteprète l'engagement du Gouvernement, à rechercher activement un nouveau site dans le cas prémentionné, comme l'engagement de rechercher et trouver un site ayant l'envergure, l'attrait et le potentiel économique de celui du projet de Wickrange Shopping Center, de manière à préserver l'intérêt économique de la partie Rollinger.» D'Regierung huet zu deem doten Zäitpunkt - op jidde Fall ass eis näischt aneschters bekannt - déi Interpretatioun do vum Promoteur Rollinger akzeptéiert.

Da stellt sech awer och d'Fro: „préserver l'intérêt économique", wat dat heescht. An do kommen ech nach eng Kéier op déi Fro zréck, déi ech d'lescht Woch och hei an der Kommissiounssëtzung gestallt hunn, well et fir mech nach ëmmer net logesch ass, datt jo d'Regierung do einfach engem en Terrain géif weise goen, an dee misst den Terrain da bezuelen, an dat wär eng Kompensatioun fir e Projet, deen en net op engem eegenen Terrain ka realiséieren.

Fir mech bleift do eigentlech nach ëmmer en zentrale Widdersproch an der Argumentatioun, wéi mer se d'lescht Woch hei vun der Regierung duergeluecht kritt hunn.

D'Äntwert vun der Regierung op eis Froe schreift dann och nach eng Kéier ganz kloer, datt keng „dommages et intérêts" sollten hei fälleg sinn, oder nëmmen déi sollte fälleg sinn, am Fall wou da géint deen Accord do géif verstouss ginn. Wann awer elo de Projet Léiweng näischt gëtt, a wann dann awer keen Alternativterrain ze fannen ass, wou dat da sollt drop méiglech sinn, eppes ze realiséieren - an datt dat jo net esou einfach ass, dat hu mer jo d'lescht Woch och hei an den Explikatioune vun ënnerschiddleche Ministeren héieren -, jo, da si mer an eisen Aen awer am Fall vun engem Verstouss géint deen Accord do, an de Stat muss fäerten, nach Schuedensersaz a Milliounenhéicht finalement ze bezuelen.

Deem confidentiellë Bréif no huet d'Regierung also finalement awer just de Choix, entweder ze kucken, alles ze maachen, datt de Projet Léiweng autoriséiert gëtt, en aneren Terrain vun deene concernéierte Promoteuren do ze valori-

Chamber aktuell

Chamber TV vous propose tous les ***lundis*** *entre 20.00 et 22.00 heures les* ***moments forts*** *de l'actualité parlementaire.*

L'émission est ***rediffusée*** *du* ***mardi au vendredi*** *de 20.00 à 22.00 heures, à l'exception des jours de séance.*

séieren, oder en Terrain zur Verfügung ze stellen, oder finalement zur gudder Lescht dann awer ze riskéieren, Schuedensersaz missen ze bezuelen.

Nom Studéiere vun den Äntwerte vun der Regierung stelle sech fir eis eng Rei vu Froen: Huet d'Regierung de Stat mat deem doten Accord, mat deem dote confidentiellë Bréif engagéiert? - Mir mengen, jo. Geet de Bréif iwwer en „memorandum of understanding", wéi et d'lescht Woch hei duergestallt ginn ass, eraus? - Mir mengen, jo. Riskéiert de Stat hei finalement musse Schuedensersaz ze bezuelen? - Mir mengen, jo. Huet de Stat hei, huet d'Regierung hei e finanziellen Engagement geholl, an dat laanscht d'Chamber? - Och do menge mer jo.

Fir awer Kloerheet an deenen dote Froen ze kréien, huet d'Fraktioun vun der Demokratescher Partei en Avis juridique an Optrag ginn, an ech huelen dann un, wa mer dee virleien hunn, da kënne mer nach eng Kéier iwwert déi dote Froe weiderhin diskutéieren.

Da war ee vun den Themen, déi mer d'lescht Woch hei behandelt hunn, déi mer awer och an der Finanzkommissioun an an der Comexbu e Méindeg behandelt hunn, jo d'Relatioun tëschent engem vun de besotene Promoteuren, der Spuerkeess, an och eenzelne private Persounen.

Ee vun de Sujeten do, op deen ech ganz kuerz nach eng Kéier wëll hei zréckkommen, well villes vun deem an der Kommissioun, mengen ech, zum Deel ofschléissend behandelt gi war, ass deen, ob dann elo d'CSSF eng Warnung erausginn huet am Zesummenhang mat den Engagementer, déi d'Spuerkeess geholl huet fir de Promoteur vum Projet Léiweng.

D'Äntwert vun de Responsabele vun der Spuerkeess war ganz kloer neen. Ech hunn och nach eng Kéier nogefrot, ob dat eng Warnung oder eng Recommandatioun oder soss iergendwéi en Dokument oder eng Aktioun gewiescht wär an deem Zesummenhang. D'Äntwert war ganz kloer neen.

Wat awer feststeet, dat ass, datt Warnungen erauskomm sinn iwwert den Immobiliësecteur am Allgemengen, iwwert déi Risiken, déi hei an enger Immobiliëblos amgaange sinn ze entstoen. An dat sollt eis dach, och wann et net am direkten Zesummenhang mat dësem Dossier ass, sollt dat eis net egal sinn a sollte mer dach kucken, eng Kéier seriö doriwwer ze diskutéieren.

Ech mengen, sënnvoll wär et, do d'CSSF, déi jo déi Warnung do ausgeschwat huet, eng Kéier an der Finanzkommissioun ze gesinn, fir ze héieren, wéi eescht datt déi Risiken do ze huele sinn.

Dann an dësem Dossier hu mer iwwer eng Rei vun Interessenskonflikter misse schwätzen. Datt de Generaldirekter vun der Spuerkeess Member ass an dem Conseil d'administration vun enger Société́it, déi dem Promoteur vum Projet Léiweng gehéiert. Datt deen Direkter säin Haus och un deeselwechte Promoteur verkaaft huet. Datt an deem Haus duerno de fréieren Ëmweltminister gewunnt huet. Alles eenzel Faiten, déi sécherlech kee Rechtsverstouss duerstellen, mä trotzdeem dach eng ganz Rei vun Zoufäll sinn hei an engem ganz enken Zäitraum, déi dach matenee jo awer d'Leit erstaunen dinn.

Duerfir wollte mer dat opgräifen, wat och dee leschte Mëttwoch hei schonn an der Kommissiounssëtzung, ënner anerem och vum Premier, mat proposéiert ginn ass, nämlech sech eng Kéier seriö Gedanken ze maachen iwwer e Code de déontologie fir d'Décideuren hei am Land, fir Politiker, fir héich Statsbeamten, fir och Décideuren an där enger oder där anerer staatlecher Entreprise, fir datt esou Interessenskonflikter wéi déi doten net an e falscht Liicht geroden, Phenomeener wéi déi doten, datt ee kloer och kann tranchéieren, wat geet a wat geet net.

De Kolleeg Fränz Bausch vun deene Grénge wäert dann och deementspriechend eng Motioun herno hei abréngen, déi mer zesumme mat hinnen ausgeschafft hunn.

Wat awer och opgefall ass d'lescht Woch hei an där doter Debatt, dat ass, wéi schlecht eigentlech d'Politique foncière vun der Regierung ass. Wann d'Ministere sech heihinner erkläre kommen a soen, fir e Fussballstadion ze baue gëtt et keng aner Plaz am Land wéi déi doten, dann, mengen ech, huet d'Regierung oder vläicht hunn déi Regierunge virdru versot, fir dach dem Stat déi néideg Terraine mat Zäiten ze reservéieren, fir Terrainen opkafen ze goen.

Anscheinend - an och dat ass awer de leschte Mëttwoch hei an der Kommissiounssëtzung gesot ginn an eigentlech och confirméiert gi vu Regierungssäit - si Privatpromoteuren amgaangen, eng Hällewull vun Terraine ganz no bei de Perimeteren, déi ganz interessant och leie fir zukünfteg Développementer hei am Land, opzekafen. Dat, mengen ech, soll eis wierklech ze denke ginn, ob net de Stat do méi aktiv misst virgoen, fir dach op d'mannst mat deemselwechten Engagement wéi eenzel Privatpromoteuren ze kucken, sech eng Rei vun interessanten Terraine mat Zäiten ze reservéieren.

Wat awer mech am meeschten opgereegt huet, dat ass, datt mer aus dem Mond vum Wirtschaftsminister Jeannot Krecké héieren hunn, datt et offensichtlech eng Fuite gëtt, eng Fuite vun Dokumenter iwwert d'Plan-sectorielen, datt offensichtlech Leit dobausse Bescheed wëssen, wat fir eng Terrainen dann an Zukunft wéi hei am Land solle kënne genotzt gi respektiv wéi solle klasséiert ginn! Dat ass dat, wat de Jeannot Krecké d'lescht Woch hei an der Kommissiounssëtzung gesot huet. An dat ass awer och eppes, wat eis net dierf kalloossen, iwwert dat mer net einfach esou däerfen ewechgoen!

Wann dat esou ass, da fannen ech et awer normal, datt déi zoustänneg Ministeren, déi do Kompetenzen hu fir déi Plan-sectorielen, sech drusetzen an eng ganz seriö Enquête interne do lancéieren, fir erauszefannen, wou déi Fuiten dann do wann ech gelift sollten hierkommen. Well wann et esou wär, da wär dat ganz, ganz grave.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Meisch *(DP)*.- Dann zu Lescht awer och nach e puer Wuert zum eigentleche Projet Léiweng, iwwert dee jo och nach eng Kéier an deem heiten Zesummenhang geschwat ginn ass, och wa meng Fraktioun do scho kloer Positioun virdru bezunn hat.

Mä et huet sech nach eng Kéier erausgestallt, datt d'Envergure commerciale vun deem Projet, déi Surfacen, déi do geplangt sinn, 75.000 Quadratmeter, einfach ze vill importent sinn op där enger Säit fir dat, wat Lëtzebuerg kéint packen; op där anerer Säit einfach och doduerjer hierkommen, well hei d'Philosophie jo déi war, datt esou vill Surface commerciale muss geschafe ginn, fir datt op där anerer Säit duerch déi Plus-value, déi geschafe gëtt, e Stadion sech quasi géif matfinanzéieren. Dat ass an eisen Ae sécherlech dee falsche Wee.

Wa mer Geschäftszentre maachen - a mir sollen och nach Geschäftszentren zu Lëtzebuerg schafen -, da musse mer kucken: Wat ass den Équiliber tëschent Offer an der Demande, dee ka gehale ginn? Da musse mer kucken: Wat sinn nei Aarbechtsplazen, déi kënne geschafe ginn? Déi sinn d'lescht Woch hei genannt gi vun der Regierung, awer gläichzäiteg déi och op d'Woleeën op där anerer Säit, déi riskéieren, da verluer ze goen a bestehende Commercer, a bestehende Betriber. An och do kucken, ob dat sech dann op d'mannst den Équiliber kann halen.

Da musse mer awer och kucken: Wou sinn déi richteg Plazen, fir esou Surfaces commerciales hei am Land ze schafen?, virun allem fir dat mat den Ae vun engem kohärenten Aménagement du Territoire kënnen ze gesinn.

Hei ass et ebe just dorëms gaangen, en Terrain ze fannen, deen duerch e Reklassement esou vill Plus-value géif schafen, fir datt e Stadion sech einfach géif matfinanzéieren. Dat solle mer eigentlech an Zukunft net maachen, well do ass dann och eppes derbäi erauskomm, wat absolut net méi eisen eegene Regele vun der Landesplanung entsprécht.

Wa Wickreng, wann d'Regierung seet, de Projet Wickreng war net IVL-konform, a gläichzäiteg seet se, de Projet Léiweng, dee wier IVL-konform, a mer wëssen, datt zu Wickreng awer e klenge Projet eigentlech sollt realiséiert gi par rapport zu deem grousse Megaprojet, deen zu Léiweng sollt realiséiert ginn, dann, mengen ech, versteet kee méi, wéi dat doten, déi doten Attitüd vun der Regierung nach konform ass zu engem IVL, zu de Kritäre vun der Landesplanung.

D'lescht Woch huet dann och an der Chamber hei de fréiere Sportsminister, de Jeannot Krecké, erkläert, wéi et dozou komm ass, firwat en op de Wee gaangen ass, fir zesumme mat privaten Acteuren esou e Projet ze realiséieren, eng national Infrastruktur ze realiséieren, well e gesot huet, en hätt net gemengt, datt d'Chamber him géif den Optrag ginn an de Go ginn, fir dat eenzel als Lëtzebuerger Stat kënnen ze bauen.

Nun, mir mengen awer, datt mer, wann ech dat doten héieren, dann an der Chamber hei sollen deen Optrag do ginn an der Regierung mat op de Wee ginn: Da sicht wann ech gelift en Terrain, wou mer separat e Fussballstadion kënne bauen, wa mer deen da brauchen, wou e gutt läit, wou e gutt ugeschloss ass, wou mer déi Infrastruktur herno och nach vläicht fir aner Zwecker kënnen notzen. A mer vergiessen awer och op där anerer Säit dann déi Kombinatioun tëschent Fussballstadion a Commerce, déi et jo offensichtlech onméiglech gemaach huet, hei en Terrain ze fannen.

Och an deene puer Stonnen, déi mer d'lescht Woch hei zesummesouzen, hate mer jo eigentlech herno bal an der Diskussioun, um Enn vun där Diskussioun e Konsens iwwer e Standuert: Et ass dee vum „Midfield" gewiescht, dee sécherlech, mengen ech, nach eng Kéier herno soll analyséiert ginn, respektiv anerer och nach eng Kéier solle gekuckt ginn. Mir sinn op jidde Fall der Meenung, datt dat dee richtege Wee wier.

Wann et dat war, wat d'Regierung dru gehënnert huet, op deen dote Wee ze goen, datt ebe just den Accord vun der Chamber gefeelt huet, da sollte mer haut deen Accord do ginn. Duerfir hunn och d'Demokratesch Partei, d'Fraktioun vun der Demokratescher Partei, an déi gréng Fraktioun zesummen an deem Sënn eng Motioun hei déposéiert, an ech huelen da jo un, datt mer eng breet Majoritéit derfir haut hei wäerte kréien.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- tenant compte de la volonté du Gouvernement à réaliser un projet de stade de football lié à un centre commercial à Livange;

- considérant les répercussions négatives sur la haute qualité écologique et paysagère du site, qui a amené la commission d'aménagement en 2008 à formuler un avis négatif en vue d'une activité commerciale;

- considérant les répercussions négatives du projet sur le commerce existant, tant dans les pôles de développement de la ville de Luxembourg et d'Esch-sur-Alzette, que sur le commerce local dans les villages avoisinants;

- considérant que les coûts d'infrastructure engendrés par la réalisation du projet de Livange s'élèveront à quelque 70 millions d'euros;

- considérant les déclarations de Monsieur le Ministre des Sports lors d'une réunion jointe de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme et de la Commission du Développement durable en date du 19 mai 2010, qu'il estimerait les coûts de construction d'un seul stade de football à quelque 20 à 25 millions d'euros;

- alarmée par l'évolution des finances publiques qui ne laissent qu'une marge de manœuvre très restreinte à la réalisation de tels projets sportifs;

- constatant néanmoins que le Luxembourg ne dispose actuellement pas d'un stade de football correspondant aux critères de l'UEFA pour accueillir des compétitions internationales;

- saluant les déclarations faites par Monsieur le Ministre de l'Économie et Monsieur le Ministre des Sports lors de la réunion jointe de la Commission du Développement durable et de la Commission de l'Éducation nationale et des Sports du 5 octobre 2011, laissant entrevoir qu'ils seraient favorables à la réalisation d'un stade de football d'envergure nationale, sans que celui-ci soit lié pour autant à la réalisation d'un centre commercial;

invite le Gouvernement:

- à entreprendre les démarches nécessaires en vue d'une réalisation d'un stade de football d'envergure nationale;

- à abandonner le projet d'un stade de football lié à un centre commercial sur le site de Livange.

(s.) Claude Meisch, François Bausch, Eugène Berger, Fernand Etgen, Camille Gira.

Wat fir e Fazit kënne mer aus där doter Affär zéien? Et ass, mengen ech, nach net all Fro definitiv an ofschléissend beäntwert. A wéi ech virdru gesot hunn, eng Rei vun Äntwerten hunn nei Froen opgeworf, an eng Rei vun Äntwerte mussen awer och nach eng Kéier op hir, jo, op hir juristesch Konsistenz hin iwwerpréift ginn. Mir mengen, datt een e PPP, en „public private partnership" wuel ka maachen, mä awer net an där doter Form; datt dat dee falsche Wee war, fir öffentlech Interessien a privat Interessië mat ënner een Hutt ze kréien; datt mer, wa mer e Stadion brauchen, dee vun der öffentlecher Hand solle baue loossen.

Mir mengen awer och, datt dat doten nach eng Kéier de Bewäis ass - an de Mëtteg hu mer jo schonn doriwwer geschwat -, datt mer ganz, ganz drëngend eis Instrumenter brauchen, fir eis Landesplanung dann och wierklech kënnen ëmzesetzen, fir och Planungssécherheet ze kréien, fir och doduerjer méi attraktiv ze gi fir Investisseuren, déi aus dem Ausland kommen.

Well wann der do kommen, déi soen, mir wëllen e Projet zu Wickreng maachen oder zu Léiweng oder soss iergendwou, an all Kéiers gëtt dat deen Duerjerneen, wéi mer en hei hunn, dat ass sécherlech net dat, wat mer brauchen als Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg, deen Image de marque, dee mer do brauchen, fir attraktiv fir Investitioune vu baussen ze sinn.

Mir brauchen eng aner Politique foncière. Dat ass awer och eng ganz nei Konklusioun aus där Debatt, déi mer hei d'lescht Woch gefouert hunn. A mer sollen eis wierklech eng Kéier an aller Rou zesummesetzen, fir ze kucken: Wéi kënne mer esou eventuell Interessenskonflikter tëschent privaten Interessien an öffentlechen Interessien dann och regelen an auserneenhalen? An och, wa Léiweng elo net gebaut gëtt, ech mengen, dës Diskussioun hei, déi wäert eis nach eng Zäitche beschäftegen, an d'Konklusiounen, déi kënnen eis nach wäit bréngen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Meisch Merci. Als nächste Riedner ass den Här François Bausch agedroen. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll op véier Punkten an där Debatt hei agoen, am Zesummenhang mat der Geschicht Léiweng respektiv alles dat, wat sech ronderëm an der Diskussioun erausgestallt huet.

Beim éischte Punkt wëll ech zréckkommen op dat, wat mäi Kolleeg Camille Gira an der Kommissioun d'lescht Kéier hei opgeworf huet, wou e sech beschäftegt huet nach eng Kéier mam Historique vun deenen Terrainen do respektiv domat, wat alles scho virgesi war, a mat den Ursaachen, firwat datt déi fréier Reklassementer net autoriséiert gi si vun deene verschiddenste Ministeren.

An ech wëll virun allem nach eng Kéier zréckkommen op deen zweete Refus vun 1991, deemools vum deemolegen Ëmweltminister Alex Bodry, well mir hu jo elo am Kader vun den Äntwerte vun der Regierung hei eng Duerstellung kritt, déi eigentlech relativ seltsam ass.

Et gëtt, éischtens, sech drop bezunn nëmmen op den eigentlechen Naturschutz a virun allem op d'Iwwerschwemmungsproblematik, an et gëtt gesot, et wier jo par rapport zu deemools haut eng ganz aner Situatioun. Bei den Iwwerschwemmungsgebidder hat de Minister deemools gesot, dat hunn ech iwwregens - also d'lescht Woch gesot - relativ speziell fonnt, et hätt een elo, ech mengen, en hat sech ausgedréckt, mechanesch Méiglechkeete fonnt, fir déi Iwwerschwemmungsproblematik do an de Gréff ze kréien an Zukunft. Dat ass relativ speziell.

Mä wat mech virun allem schockéiert, dat ass an den Äntwerten, wann ech liesen hei, datt gesot gëtt, datt vun deemools op haut eng Rei nei Faits accomplis geschitt wiere ronderëm déi Zon, déi jo eng ganz aner Situatioun géifen hierstellen.

Do gëtt, éischtens, drop higewisen, datt entretemps vis-à-vis en Hotel gebaut gi wier, datt d'Autobunn virgesi wier, fir déi do op sechs Bunnen, also zweemol dräi Spuren auszebauen, an datt donc déi Argumentatioun, déi den Här Bodry 1991 gefouert hat, firwat en e Refus ginn hätt fir deemools dee Projet aus Naturschutzgrënn, net méi gi wier, well jo haut souwisou d'Situatioun eng aner wier.

Bon, éischtens muss ee soen, wa mer den Naturschutz esou seriö huelen, datt mer zwar engersäits mengen 1991, et wier derwäert, datt een dat als Naturschutzzon klasséiert, an dann awer einfach lauter Faits accomplis schaaft ronderëm, an dann einfach herno mécht, seet, d'Situatioun hätt sech geännert, da fannen ech dat relativ schlëmm.

Ech wëll och do soen, datt all normale Bierger, all klenge Mann, deen e Gaardenhaischen nëmme wëllt bauen hannenaus bei sengem Haus, wann et an engem Naturschutzgebitt ass oder nëmmen drukënnt, dee kritt dat refuséiert! A mir ginn do als Stat, als Öffentlechkeet gi mer e Bild of fir den normale Bierger dobaussen, dat desastréis ass, well mer einfach hei soen, et gëtt zwou Kategorië vu Bierger an deem Land: Et gëtt den normale Bierger, dee fir säi Gaardenhaischen net däerf dat maachen, an et gëtt e Promoteur, deen, wann e wëllt, alles duerchgesat kritt, wat e wëllt. Dat ass dat Bild, wat mer ofginn, dat ass einfach desastréis, a mir kënnen esou eng Argumentatioun wierklech net akzeptéieren!

Et kënnt awer dann en anere Punkt derbäi, op dee gëtt nach ëmmer net geäntwert. An zwar huet de Camille Gira d'lescht Woch gesot, datt net nëmmen d'Naturschutzgesetzgebung vum Minister Bodry deemools ugewannt ginn ass, fir de Refus ze maachen, mä och d'Gesetz iwwert de Vulleschutz an d'Vulleschutzdirektiv vun 1979. Am Text stoung, firwat de Refus gemaach ginn ass. An an där Hisiicht huet sech mat Sécherheet näischt geännert, esou datt mir lech wäerten hei viraussoen, datt Der hei wäert Kloe kréie géint déi ganz Geschicht do, an datt déi Kloen och, eiser Meenung no, ganz grouss Chancë wäerten hunn, e Succès ze hunn; wa se en net virun de Lëtzebuerger Geriichter hunn, da mindestens beim Europäesche Geriichtshaff.

Well et ass eng europäesch Direktiv, déi hei dra-

steet, an Dir wësst jo, datt den Droit européen, rechtlech gesinn, iwwert dem Droit national steet. Dat heescht, mir verstoussen och mat deenen Décisioune géint europäescht Recht, op Basis vun där Décisioun, déi de Minister Bodry 1991 geholl huet.

Duerfir, zu dem Punkt 1 sinn déi Froen, déi Äntwerten, déi mer hei kritt hunn, méi wéi onzefriddestellend an och fir eis iwwerhaapt net akzeptabel, well se, wéi gesot, zu engem Deel hei d'Land duerstellen, wéi wann et zwou Kategorië vu Bierger géif ginn: den normale Bierger, dee sech muss un d'Gesetzer halen, an da verschidden aner Kategorien. Déi musse just zahlungskräfteg genuch sinn, da kréie se Saachen einfach emol awer iergendwann duerch Faits accomplis duerchgesat.

Den zweete Punkt, op deen ech wollt dann agoen, dat ass d'Fro vun de Conflits d'intérêts. An ech wëll fir d'Éischt déi Problematik uschwätzen, wéi se sech an der leschter Gemengerotssitzung erausgestallt huet, am Gemengerot zu Réiser.

Ech wëll drop hiweisen, datt dat, wat hei am Text steet, datt déi betreffend Schäffin, d'Madame Ferro-Ruckert, wann de Minister hei schreift, datt hien elo misst nach préiwe loossen iwwert de Commissaire de district, ob déi Madame do bei enger Délibératioun am Schäfferot, déi jo dann zu der Décisioun am Gemengerot gefouert huet, derbäi gewiescht wier, an eréischt da kéint een décidéieren, ob do d'Gesetzer agehale gi wieren oder ob een net misst déi Décisioune réckgängeg maachen. Déi Madame selwer, wëll ech dem Här Minister soen - ech weess net, ob hien net Radio an Tëlee lauschtert -, déi huet um 100,7 selwer zouginn, datt se bei enger Schäfferotsdélibératioun derbäi war a matdiskutéiert huet!

An ech wëll nach eng Kéier drop hiweisen, datt d'Gesetz, d'Gemengegesetz ganz kloer ass. Et geet net ëm e Vote, mä et geet drëms, ëm Präsenz am Sall respektiv virun allem, datt een d'Wuert net däerf ergräifen. Et ass d'Délibératioun, déi ausschlaggebend ass, an net de Vote!

Donc ass et relativ kloer, datt d'Madame Ferro-Ruckert hei e staarke Verstouss gemaach huet géint déi betreffend Gesetzgebung, an datt eigentlech och penal Strofen dorobber stinn - dat wëll ech och emol eng Kéier hei betounen, dat si keng Kavaléiersdelikter -, déi do virgesi sinn, wann een esou eppes mécht. An der Gesetzgebung si penal Strofen als Konsequenz virgesinn! An duerfir ass et fir eis evident, datt déi Décisioun, déi de Gemengerot geholl huet nach kuerz virun de Wahlen, net rechtsgülteg ka sinn an datt déi muss annulléiert ginn, an déi Prozedur muss nei ugefaange ginn.

Da kommen ech bei déi aner Conflits oder eventuell Conflits d'intérêts, déi hätte kënnen do sinn. An ech muss soen, ech ka jo nëmme staunen, wann ech liesen an der Äntwert vun der Regierung, datt hei steet, ech zitéieren: «Ils n'ont en l'occurrence été destinataires d'aucun avantage matériel ou immatériel. Toutes les rumeurs à ce sujet, y compris celles concernant certains hauts fonctionnaires, se sont avérées être dénuées de tout fondement et inventées de toutes pièces.»

Ech sinn iwwerrascht, datt eng Regierung esou eppes äntwert, wann ech weess, datt viru Kuerzem, virun e puer Wochen eng Perquisitioun gemaach ginn ass a verschidden Entreprisë vun deem betreffende Promoteur. A wann ech gesinn, firwat datt déi Perquisitiounen ordonnéiert gi sinn, da weess ech, no wat hei gesicht gëtt.

Da gëtt ënner anerem och no där heite Problematik recherchéiert. An ech wonnere mech jo nëmmen, datt eng Regierung hei ka behaapten, datt guer kee Problem wier a guer näischt dru wier, schonns ier iwwerhaapt de Parquet zu senge Konklusioune ka kommen. Dat ass äusserst seltsam, datt eng Regierung also esou eppes wéi dat heite schrëftlech ka ginn, wéi gesot, ouni datt d'Enquête vum Parquet ofgeschloss ginn ass.

Keen heibanne weess - keen heibanne weess! -, wat herno bei deene Recherchë wäert erauskomme respektiv wat fir eng Konklusiounen datt d'Geriichter hei wäerten zéien. An et steet der Regierung mat Sécherheet net zou, ier - zemools net, wann esou eng Prozedur entaméiert ass -, fir da schonn esou eng Positioun ze huele wéi déi heiten. Duerfir ass fir eis deen Thema net ofgeschloss a mir wëllen ofwaarden, wat do d'Geriichtsinstanzen oder d'Justizinstanze wäerten décidéieren.

Wat awer relativ kloer ass an deem Kontext, dat ass, datt et en dréngenden Handlungsbedarf gëtt zu Lëtzebuerg, fir ze légiféréieren, fir datt mer déi ganz Problematik an déi ganz Diskussiounen a Risike vun de Conflits d'intérêts aus der Welt geschaf kréien.

Dat betrëfft éischtens, an do sinn ech frou driwwer, datt de Minister Frieden an der Kommissioun d'lescht Woch am Kontext mat der Spuerkeess dat och zouginn huet, datt do e gewëssene Problem ka sinn, well keng adequat intern Reglementatioun an der Spuerkeess besteet, ënner wéi enge Konditiounen ee wou ka sëtzen, oder ob net Verschiddenes zu Conflits d'intérêts ka féieren, an datt hien der Spuerkeess geroden huet, schnellstens derfir ze suergen, datt esou e Reglement mat klore Regelen emol opgestallt gëtt.

M. Fernand Boden *(CSV).*- Dat zielt net nëmme fir d'Spuerkeess!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dat zielt net nëmme fir d'Spuerkeess, do hutt Der recht, Här Boden, dat zielt och fir aner Banken am Privatsecteur, ganz sécher. Dat ass och diskutéiert ginn. Mä mir sinn hei elo emol zoustänneg fir den öffentleche Raum. An duerfir sinn ech der Meenung, datt déi Diskussioun derwäert ass.

Dat Zweet ass awer, wa mer gären an Zukunft hätten, datt voll Transparenz ass, an datt Conflits d'intérêts net kënne geschéien, respektiv virun allem, datt se erschwéiert ginn oder mindestens, datt dann och Accusatiounen net kënne gemaach ginn, well jo Transparenz besteet, da musse mer e Code de conduite kréien hei an deem Land, deen d'Regierung betrëfft, deen d'Deputéierte betrëfft, d'Élus locaux betrëfft, dat heescht d'Hauts fonctionnaires selbstverständlech, dat heescht alleguer déi, déi an deem Fall sinn. Da muss et zu enger Offeleeung komme vun den Niewentätegkeete vun all deene Leit, déi ech elo hei opgezielt hunn. An da muss déi voll Transparenz do spillen, well soss komme mer aus deem Schlamassel net eraus!

A kuckt Iech emol déi Diskussiounen un, déi am Europaparlament waren, op Basis vun deem Skandal, dee viru Kuerzem am Europaparlament war, an d'Konklusioune virun allem, déi d'Europaparlament, och déi richteg Konklusiounen, menger Meenung no oder eiser Meenung no, gezunn huet! Mir brauchen dofir och zu Lëtzebuerg endlech déi Diskussioun a mir mussen endlech légiféréieren.

Ech sinn och iwwregens erstaunt doriwwer, datt d'Regierung nach net méi do ze presentéieren huet. Well op Basis vun enger Question parlementaire, déi ech gestallt hunn, scho virun enger Rei Joren, am Zesummenhang mat engem anere Beamten, do hunn ech geäntwert kritt, datt d'Regierung un esou engem Code de conduite géif schaffen. Dat ass awer schonn eng Rei Joren hier. Wat awer och weist, wann d'Regierung jo dru schafft, datt si och selwer der Meenung ass, schéngt ze sinn, datt mer dat brauchen.

Fir deem nach eng Kéier Nodrock ze ginn, Här President, wëllt meng Fraktioun och hei eng Resolutioun déposéieren, pardon, eng Motioun misst et sinn, do ass e Feeler hei am Text dann, oder eng Resolutioun, bon, et hänkt dovun of, wéi een et gesäit, datt mer déi sollen hei unhuelen.

Résolution 1

La Chambre des Députés,

- notant les informations parues dans les médias faisant état d'une relation de loyer entre un ancien membre du Gouvernement et un grand promoteur du secteur immobilier;

- considérant le fait qu'un membre de la direction de la BCEE (Banque et Caisse d'Épargne de l'État) est en même temps président du Conseil d'administration d'une société qui appartient à un des plus grands bailleurs de la banque;

- tenant compte des informations parues dans les médias, qu'un haut fonctionnaire du département de l'Aménagement du Territoire, responsable notamment pour le développement du Plan sectoriel «Logement», a donné suite à une invitation de voyage d'un grand promoteur du secteur immobilier;

- relevant le statut général des fonctionnaires de l'État prévoyant à l'endroit de l'article 14 (1) que «le fonctionnaire est tenu aux devoirs de disponibilité, d'indépendance et de neutralité»;

- notant que le Règlement grand-ducal du 16 octobre 1993 fixant les conditions générales du statut des agents de la Banque et Caisse d'Épargne de l'État retient à l'article 1er «Les agents de la Banque et Caisse d'Épargne de l'État, Luxembourg dénommée ci-après la banque, ont un statut de droit public assimilé à celui des employés de l'État. Sans préjudice des dispositions du présent règlement, sont applicables aux agents de la banque, le cas échéant par application analogique et compte tenu du caractère contractuel de l'engagement: a) les articles [...], 9 à 16 (devoirs des fonctionnaires), [...];

- soulignant ledit article 14 et ses alinéas réglementant l'activité accessoire du fonctionnaire de l'État;

- relevant que la Constitution prévoit à l'article 79 que «[l]es membres du Gouvernement sont responsables» et à l'article 82 que «[l]a Chambre a le droit d'accuser les membres du Gouvernement. - Une loi déterminera les cas de responsabilités, les peines à infliger et le mode de procéder, soit sur l'accusation admise par la Chambre, soit sur la poursuite des parties lésées»;

- considérant l'article 167 du Règlement de la Chambre des Députés retenant que «[l]es députés exercent leur mandat de façon indépendante. Ils ne peuvent être liés par des instructions ni recevoir de mandat impératif»;

- notant que les textes en vigueur ne donnent pas de réponse satisfaisante aux situations évoquées ci-contre;

décide:

- d'instaurer un code de déontologie susceptible de fixer des normes et des règles pour les agents publics, les mandataires politiques locaux et nationaux ainsi que les membres du Gouvernement afin de préserver les valeurs de la fonction publique luxembourgeoise afin d'éviter à l'avenir tout conflit d'intérêts.

(s.) François Bausch, Eugène Berger, Fernand Etgen, Camille Gira, Claude Meisch.

Da kommen ech zum Stadion selwer. Ech kann nëmme staunen, wann ech elo hei liesen, wat hei steet, an ech dat vergläiche mat deem, wat den Här Krecké d'lescht Woch gesot huet, wou en och iwwert d'Stad Lëtzebuerg geschwat huet, wou e jo e bësse bewosst wahrscheinlech dann alles matenee vermëscht huet, well wann ech den Text hei liese vun den Äntwerten, ass et relativ kloer, datt déi zwielef Siten, wou gesicht ginn ass, dat heescht och déi um Territoire vun der Stad Lëtzebuerg, wou en opgezielt huet, datt ëmmer nëmme gesicht ginn ass e Stadion an Zesummenhang mat Commerce ronderëm ze bauen.

Well et steet jo kloer hei am Text dran, datt d'Regierung dee Wee wollt goen a keen aneren. An donc ass et logesch, wann een natierlech de Stadion net isoléiert kuckt, mä ëmmer erëm nëmmen an Zesummenhang mat Commerce, dat heescht esou eng riseg Surface brauch, datt et dann natierlech schwiereg gëtt, a Gemengen en Terrain ze fannen, ass eng Évidence même!

Mä ech mengen awer, wann een nëmme fir en Terrain kuckt, fir e Stadion ze baue vun där Envergure, wou mer jo anscheinend alleguerte wëllen, da mengen ech, datt et keng Schwieregkeet wäert sinn, a Gemengen en Terrain ze fannen, inklusiv och um Territoire vun der Stad Lëtzebuerg. Mä selbstverständlech, déi doten Approche konnt zu net vill féieren.

Da wëll ech soen, datt ech eigentlech schockéiert sinn iwwert déi Approche, déi d'Regierung hei vun Ufank un un den Dag geluecht huet, fir ze mengen, et misst een dat koppelen, an da Vergläicher gemaach huet en plus, déi jo nu wierklech awer net fir zwee Sou d'Strooss halen.

Wou gesot gëtt: Kuckt Iech dat emol am Ausland un! Do ginn Arenae verglach, also riseg Stadië mat 60.000 bis 80.000 Leit, a wéi déi musse fonctionnéieren, déi iwwregens awer och, niewebäi gesot, dann och all Samschdeg an all Weekend effektiv voll si mat 60.000 bis 80.000 Leit. Mir schwätze jo hei vun engem Stadion vun 8.000 bis 10.000 Leit, deen, wann et gutt geet, mer eemol am Joer oder eemol all zwee Joer mat 8.000 bis 10.000 Leit gefëllt kréien. Dat heescht, et ass jo eng ganz aner Envergure.

Da ginn do Vergläicher gemaach, déi mat den Hoer erbäigezu sinn, déi just nëmmen drop aus sinn, fir effektiv de Centre commercial ze justifiéieren, an déi eigentlech mam Stadion glat a guer näischt ze dinn hunn. A wat ech do esou schockant fannen, dat ass, datt dann och déi ganz Diskussioun eigentlech vun der Regierung aus, a virun allem vum Här Krecké, während Jore laang gefouert gëtt hei, wéi wann hei den Intérêt public am Vierdergrond géif stoen, an et eigentlech ëm kommerziell Interesse geet an ëm soss guer näischt!

Une voix.- Très bien!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Da kënnt derbäi, da seet den Här Krecké, mir hu Studien, déi beleeën, datt dee Commerce, dee risege Commerce, deen do geschafe gëtt, datt dat wonnerbar wäert fonctionnéieren, datt d'Kafkraaft do ass, datt dat Aarbechtsplaze schaaft, datt keng op där anerer Plaz verluer ginn.

Éischtens emol, Här Krecké, leet eis déi Studien emol eng Kéier vir, gitt eis déi Studien emol! Dat ass emol dat Éischt. Dat Zweet ass, mir hunn och Studien. An déi Studie, déi d'Stad Lëtzebuerg gemaach huet, dat ass eng, déi ass jo net nëmme gemaach gi fir d'Stad, mä mir hu jo fir de Commerce, mir hunn de Commerce am ganze Land analyséiere gelooss. Aus gudde Grënn, well jo an der Stad eng Rei gréisser Projete geplangt sinn.

Aus där Studie geet mindestens eendäitegerweis ervir - do gëtt scho gesot, datt bei deem, wat mir am Ban de Gasperich maachen, d'Schmäerzgrenz erreecht gëtt fir de Commerce am Land -, mä et gëtt awer gesot, ganz däitlech, wann dat vu Léiweng nach do dropgetässelt gëtt, datt dat ganz eendäitegerweis zu Ongonschte geet vum innerstädtesche Commerce, an datt den innerstädtesche Commerce domadder riskéiert, virun allem an der Stad an an de Südregiounen, ausgeblutt ze ginn. Dat heescht, ënnert dem Strëch, datt wahrscheinlech doduerjer vill, vill Aarbechtsplaze verluer ginn!

An da wëll ech soen, ech kann net verstoen, firwat datt eng Regierung esou festhält un esou enger Logik fir Commerce ze schafen an Aarbechtsplazen am Léiwenger Eck, wäit ewech vun aneren Aktivitéiten! Mir hunn, éischtens, am IVL festgehalen, datt et dräi Entwécklungspôlen am Land gëtt. Dat eent ass Ettelbréck, Dikrech; dat anert ass Esch/Belval, an deen drëtten ass d'Stad mat de Randgemengen.

Zweetens hu mer festgehalen an allen Diskussiounen, an allen Etüden, déi mer déi lescht Jore gemaach hunn, datt mer eppes mussen zu Lëtzebuerg fäerdegbréngen, wa mer wëllen eng seriö Landesplanung kréien, dat ass, datt mer déi Trennung tëschent Schaffen, Wunnen a Fräizäit, datt mer déi mussen opgehuewe kréien. Datt mer net solle weiderfueren, fir iergendwou op der grénger Wiss riseg Saachen ze bauen, déi eis dann déi Fonctionnalitéiten do ni kënnen zesummebréngen. Au contraire, déi nach weider dat förderen, datt se auserneegerappt ginn!

Duerfir, all déi Saachen, déi mer an deene leschte Joren, zéng, 15 Joren zu Lëtzebuerg diskutéiert hunn, déi sinn alleguer contraire zu deem, wat mer zu Léiweng mat deem Projet do wëlle maachen. Et gëtt also keen een Argument, wat eigentlech fir Léiweng an dee Centre commercial ronderëm Léiweng do schwätzt.

Duerfir, nach eng Kéier, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eisen Appel: Kommt, mir bauen en eegestännege Stadion, a kommt, mir loossen dee Projet zu Réiser, zu Léiweng, pardon, falen, well et brëngt dem Land näischt!

Ech wëll emol nach guer net schwätzen - mir kéinten hei nach laang driwwer diskutéieren, duerfir hunn ech leider net méi d'Zäit - iwwer iwwerhaapt d'Konzepter vun Outleten, wéi se haut gesi ginn, par rapport zu deem Stellewäert, deen esou Outlet-Mallen nach hate viru fënnef an zéng Joer. Do gëtt et haut och entretemps Studien, déi ganz aner Saachen diskutéieren. An iwwerhaapt wéi de Commerce sech an deenen nächste 15, 20 Joer wäert entwéckelen, do kënnt jo och e Mentalitéitswandel, deen ass voll amgaang, a mir riskéieren och do, an där Hisiicht, souwisou dernieft ze leien.

Duerfir kommt, mir bauen de Commerce do, wou en higehéiert, am innerstädtesche Beräich! Kommt, mir bauen e Stadion, dee mer fir d'Land jo alleguer wëllen an och brauchen, uerdentlech, mat öffentleche Gelder, an da spuere mer eis vill Diskussiounen a vill Misär a vill Sträit a mir investéieren d'Suen op deene richtege Plazen!

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Bausch. Elo kritt d'Wuert den Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen, mir haten de 5. Oktober heibannen eng Diskussioun, wou zwou Chamberskommissioune mat sechs Regierungsvertrieder derbäi waren, an déi Diskussioun, déi war ganz gutt, an ech mengen, et ass vun zwou Säiten hei ganz villes gesot ginn.

An der Zwëschenzäit hu mer nach vun der Regierung eng schrëftlech Stellungnahm kritt zu enger Rei vu Froen, déi nach net beäntwert waren oder déi doduerch nach eng Kéier schrëftlech beäntwert si ginn.

Ech mengen, wann een d'Konklusioun zitt haut, da kann een déiselwecht zéien, wéi mer se scho viru 14 Deeg gezunn hunn, wéi mer no där Sitzung mat de Regierungsvertrieder hei an der Chamber gesot hunn, datt de Projet Léiweng am Fong gestuerwe wier. An ech mengen, et hat een am Fong queesch duerch d'Parteien dat Gefill, wann ee mat jiddwerengem geschwat huet, datt e gesot huet: „Jo, dee Projet ass dout."

Duerfir menge mer, datt et och duerfir haut eng gutt Geleeënheet wier vun der Regierung, wa se hei géif Fuerf bekennen an hir Meenung soen, ob si wierklech nach dru gleeft, datt dee

Projet eng Chance hätt, oder ob och fir d'Regierung dee Projet dout ass. Da soll se dat kloer soen, da kann een nämlech dat Blat ëmdréien an et kann een un en anere Projet seriö erugoen.

Wann een natierlech elo hei seet als Regierung, dee Projet wier nach net gestuerwen, an et fiert ee virun, iwwer Wochen, Méint, vläicht Joren nach ze diskutéieren, an et kënnt een awer net zu engem Resultat, da muss d'Regierung och selbstverständlech déi Responsabilitéit iwwerhuelen, datt se dann ebe Méint a Jore weiderhin, einfach aus Iwwerhieflechkeet, e Projet wëllt an der Riicht halen, fir einfach net wëllen anzegestoen zu engem fréien Zäitpunkt, datt esou e Projet net gutt wier, datt en net iwwerliewensfäeg wier an datt e gestuerwe wier.

Här President, an deene fënnef Minutten, wou mer bleiwen, wëll ech duerfir op e puer méi prezis Punkten agoen.

Mir waren déi leschte Kéier e bëssen enttäuscht, datt bei deene sechs Regierungsvertrieder am Fong dee Member vun der Regierung, nämlech d'Madame Mëttelstandsministesch, net derbäi war. Et ass sécherlech eng Ursaach ginn. Duerfir si mer haut ëmsou méi frou, datt se hei ass, well et ass nämlech hei un dem Mëttelstandsministère, fir am Fong déi enorm Surface vu Commerce, déi do soll entstoen, ze autoriséieren.

Mir wëssen, datt d'Regierung - den Här Juncker an zwee Ministeren - deene Promoteuren e Bréif geschriwwen huet, wou se am Numm vun der Regierung dee Bréif geschriwwen hunn a gesot hunn, datt d'Regierung géif alles maachen, fir datt déi Projeten do kéinte realiséiert ginn. Duerfir geet d'Fro och un d'Madame Mëttelstandsministesch, ob si deemools - well dat jo am Numm vun der Regierung war, da muss se och Bescheed gewosst hunn -, ob si als Mëttelstandsministesch da wierklech bereet war, deemools an och haut, fir esou eng grouss Surface commerciale ze autoriséieren.

Ech soen nach eng Kéier, déi dräi Ministeren hunn am Numm vun der Regierung geschwat, an den Här Statsminister huet och hei gesot, de Regierungsrot hätt en domadder befaasst, also kënne mer erwaarden, datt dann d'Mëttelstandsministesch ons och ka soen, datt si dee Projet an där dote Gréisstenuerdnung autoriséiert hätt. Oder huet si am Kader vun der Regierung do hir Oppositioun ugemellt?

Dat Zweet, wat ech wëll wëssen, dat ass vun deene Bréiwer, déi tëschent de Promoteuren an der Regierung gelaf sinn, an de Kolleeg Claude Meisch huet et och schonn hei ernimmt. Schwätze mer hei wierklech vun enger Obligation de résultat oder enger Obligation de moyens?

Da soll d'Regierung eis och déi Fro nach eng Kéier hei op dëser Plaz kloer beäntwerten. Well wann et eng Obligation de moyens ass, da wäert d'Regierung jo ni an déi Situatioun kommen, wann aus deem Projet näischt gëtt, datt de Stat belaangt gëtt, fir eng Indemnisatioun ze bezuelen. Duerfir hätte mer also och gäre vun der Regierung an där doter preziser Fro eng Äntwert.

Här President, well dee Projet fir eis gestuerwen ass a well den zoustännege Minister vun der Ekonomie, e fréiere Sportsminister, den Här Krecké, hei gesot huet, hien hätt keen Optrag vun der Regierung, fir soss e Projet als Stadion ze bauen, deen nëmmen e Stadion wier. En huet awer och zur gläicher Zäit gesot, datt et een Terrain hei zu Lëtzebuerg gëtt, nämlech den „Midfield" zu Hollerech…, Gaasperech villméi, doënne bei dem Centre douanier, datt dat een Terrain wier, wou ee kéint ee Stadion esou bauen, ouni Surface commerciale, mä en hätt keen Optrag vun der Regierung, fir esou eppes ze maachen.

Duerfir, Här President, hu mir eis och erlaabt, wéi dat deemools schonn ugekënnegt ginn ass, fir eng Motioun hei ze deponéieren, fir dann eben, wat den Här Minister net vun der Regierung kritt huet, mä da vun der Chamber eben en Optrag ze kréien, fir esou e Stadion op där Plaz do ze plangen an ze bauen.

Ech hunn nëmmen eng Ënnerschréft drënner dropgemaach, Här President, fir och der CSV an der LSAP an deenen anere Parteien d'Geleeënheet ze ginn, fir déi Motioun do kënnen ze ënnerschreiwen.

Motion 2

La Chambre des Députés,

considérant:

- que le stade de football «national» Josy-Barthel, construit en 1931 et rénové en 1989-1990, ne correspond plus aux normes sportives et de confort actuellement requises pour les manifestations sportives;

- que ni le stade Josy-Barthel, ni aucun autre terrain de football situé au Luxembourg, n'est conforme aux normes de la FIFA pour le déroulement de compétitions internationales;

- les débats en cours concernant le projet de construction d'un stade «national» à Livange, dépendant de la construction d'un immense centre commercial, y compris les explications des ministres concernés à la Chambre des Députés;

- les coûts d'infrastructure à charge de l'État en cas de viabilisation du site de Livange qui dépassent le montant de 70 millions d'euros;

- que Monsieur le Ministre des Sports a déclaré le 5 octobre, lors de la réunion jointe des Commissions du Développement durable, des Affaires intérieures et de l'Éducation nationale et des Sports, que le terrain «Midfield» situé à Luxembourg-Gasperich, entièrement en propriété de l'État, offre une surface suffisante pour la construction d'un stade sportif d'envergure nationale;

- l'urgence pour la Fédération luxembourgeoise de football (FLF) de disposer d'un stade aux normes de la FIFA;

demande au Gouvernement

- de réaliser dans les meilleurs délais, en régie propre, un stade sportif répondant aux normes de la FIFA, au lieu-dit «Midfield» à Luxembourg-Gasperich.

(s.) Gast Gibéryen, Jean Colombera, Jacques-Yves Henckes, André Hoffmann, Fernand Kartheiser.

Just e lescht Wuert. Et ass d'lescht Woch vill iwwert d'Spuerkeess geschwat ginn, an ech mengen, mir haten déi vun der Generaldirektiouun vun der Spuerkeess an der zoustänneger Kommissioun. Ech mengen, do muss ee fairerweis soen, datt vun der Spuerkeess-Säit hei an dësem Dossier näischt Falsches, keng Illegalitéite gemaach gi sinn. Dat ass op jidde Fall déi Iwwerzeegung, déi mir no där Sitzung haten.

Dat Eenzegt, wat bleift, dat ass déi Fro vum Conflit d'intérêts, wou och hei schonn d'Kolleege virdru geschwat hunn, fir eventuell e Code de déontologie ze maache fir Politiker, fir héich Fonctionnairen oder fir Leit aus der Spuerkeess, déi och ee kann als Fonctionnairen ugesinn, mä wou ech awer op där anerer Säit soen, Här President, et ass awer op där anerer Säit och en Aarmutszeugnis, wa mir als Politiker higinn a mir soen, mir mussen eis e Code de déontologie ginn, fir datt mer ons ebe korrekt als Politiker verhalen.

Ech géif et besser gesinn, mir géife soen, mir verzichten drop, a jiddwereen, opgrond vu senger Éier a Gewëssen, deen engagéiert sech esou hei an der Politik an a sengem private Liewen, datt en net an déi doten Interessenskonflikter géif kommen.

An ech mengen, mir hunn och doduerch, datt mer déi Diskussioun opgemaach hunn, jo hei enger Rei vu Regierungsmemberen d'Geleeënheet ginn, datt se sech konnten dozou äusseren. D'Spuerkeess-Generaldirektiouun konnt sech dozou äusseren. Ech mengen, op där enger Säit si mir net géint e Code de déontologie, mä ech soen awer genausou kloer, et ass och en Aarmutszeugnis, wa mir als Politiker soen, mir mussen eis e Code de déontologie ginn, fir datt mer eis u verschidde Spillregelen halen, déi menger Meenung no fir all Deputéierten an all Politiker missten eng Selbstverständlechkeet sinn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Gibéryen. Als nächste Riedner ass den Här Norbert Haupert agedroen. Här Haupert, Dir hutt d'Wuert.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Här President, hat ech mech net gemellt?

M. le Président.- Dach, mä Dir kommt nach drun. Dir waart kee vun de Signatairen, duerfir kommt Dir zum Schluss.

Une voix.- Et ass eng Steigerung.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Ah!

M. Norbert Haupert *(CSV).*- Den Här Hoffmann ass elo duerjerneen.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- A wéi geet dat dann?

(Interruptions et hilarité)

M. Norbert Haupert *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, nodeems datt d'lescht Woch am Kader vun enger öffentlecher Kommissiounssëtzung en Débat iwwert d'Problematik vun de Stellungnahme vun der Regierung zu de Projete Léiweng a Wickreng stattfonnt huet, wouriwwer en ausféierleche Rapport virläit, an d'Regierung och nach zousätzlech Äntwerten op weider Froe vun den Deputéierten nogereecht huet, hunn ech mer d'Fro vun dem Sënn an der Noutwendegkeet vun engem weideren Débat hei an der Plénière gestallt.

(Brouhaha)

Et sief, et wéilt een de Projet „Fussballstadion kombinéiert mat engem Akafszenter zu Léiweng" reng sachlech a sengem sportlechen, landesplanereschen, ëmweltproblemateschen a kommerzielle Kontext beliichten. Dat ass bis elo och deelweis geschitt, a well mir den Débat esou verstan hunn, wéilt ech och meng Ausféierung a meng Froen an deem Kontext stellen.

Här President, wat de sportleche Kontext ubelaangt, kann ee sech d'Fro stellen, ob eist Land e moderne Fussballstadion brauch. E Stadion, wou net nëmmen d'Éieregäscht, mä och déi zahlend Zuschauer eng iwwerdeckte Sëtzplaz virfannen. E Fussballsterrain, wou de Spectateur no um Spill deelhuele kann an net duerch eng Lafpist derzou forcéiert gëtt, op Distanz de Fussballsmatch nokucken ze mussen.

Une voix.- Très bien!

M. Norbert Haupert *(CSV).*- Brauche mer en Terrain, wou de Spiller déi néideg sanitär a physiotherapeutesch Installatioune fir Soinë virfënnt? E Fussballstadion, wou d'Press an uerdentleche Konditioune schaffe kann? A last but not least e Stadion, wou d'Federatioun déi néideg Raimlechkeete virfënnt fir en dezenten Empfang an d'Betreiung vun hiren nationalen an internationalen Éieregäscht?

Dës Froe kann eis Fraktioun mat engem kloren „Jo" beäntwerten an dofir hu mir och d'Beméiunge vum deemolege Sportsminister begréisst, fir esou ee Stadion ze fannen. A well et sech ëm en nationale Stadion handelt, si mer och der Meenung, datt d'Regierung sech beméie soll, fir datt de Projet esou schnell wéi méiglech, ouni ze vill administrativ Hindernisser, realiséiert ka ginn.

Well ech awer aus menger berufflecher Vergaangenheet wousst, datt op deem virgeschloene Site an den 90er Joren e Projet fir de Bau vun engem Akafszenter aus ëmweltproblemateschen a landesplanereschen Iwwerleeunge verworf gi war, a well ech vun der Noutwendegkeet vun engem moderne Fussballstadion iwwerzeegt war an och nach sinn, am Géigendeel zu deem, wat verschidde Leit mer deemools ënnerstelle wollten, a well ech net wollt, datt de Fussballstadion esou wéi de Velodrom an enger „never-ending story" ausaarte sollt, hunn ech virun zwee Joer der Regierung d'Fro gestallt, wat déi nei Momenter an d'Iwwerleeunge wären, fir datt d'Ursaachen, fir an den 90er Joren en Akafszenter ze refuséieren, haut net méi géife gëllen, Fro, op déi den Här Bausch och haut schonn agaangen ass.

Här President, d'Fro, déi sech nach stellt, ass déi vun der Kombinatioun vun engem Fussballstadion an engem Akafszenter a vun der „public private partnership" fir de Bau vun esou engem Komplex. Wann eng Privatentreprise gewëllt ass, esou e Projet ze finanzéieren, da kann een dat begréissen, wuel wëssend, datt ee private Promoteur dat net aus renger Léift zum Fussball an ouni kommerziellen Hannergedanke mécht.

Hie brauch Commerçanten, déi bereet sinn, sech an deem Komplex néierzeloossen, fir de Projet ze rentabiliséieren. Dofir brauch hien eng Autorisatioun vum Mëttelstandsminister, dee bei senger Décisioun den Impakt vun esou engem Projet op den nationalen a regionalen Équiliber vum Commerce berücksichtege soll. A well de Projet vun engem moderne Fussballstadion en nationale Charakter huet, kann een d'Beméiung vun der Regierung, fir de Projet Wickreng, wou eng Autorisatioun vum Mëttelstandsminister virlouch, mat dem Projet Léiweng ze kombinéieren, och verstoen. Dës Beméiunge gräifen awer net der Autorisatioun, déi de Mëttelstandsminister am Kader vu Léiweng muss ginn, vir.

Dofir wollt ech vun der Regierung wëssen, ob eng Demande fir de Projet Akafszenter Léiweng virläit a wellech d'Envergure vun dëser Demande ass an ob déi Surface den nationalen a regionalen Équiliber vun eisem Commerce a Gefor bréngt. Des Weidere muss ee sech d'Fro stellen, wat fir eng Nofolgekäschten d'Locatioun an den Ënnerhalt vum Fussballstadion fir d'Federatioun respektiv d'Regierung oder de Lëtzebuerger Stat wäerten hunn, a wat geschitt, wann de Komplex vum kommerzielle Standpunkt eng eidel Schuel sollt bleiwen. Ausserdeem wollt ech vun der Regierung wëssen, wien d'Käschte vun de Stroosseninfrastrukturen um Site vun dësem Komplex dréit.

Här President, net vun ongefäier maachen d'Leit aus den ëmleienden Dierfer sech Suergen iwwert den Impakt vum Akafszenter an och vun de grousse sportlechen Evenementer op de Verkéier an hiren Uertschaften. Dofir ass et wichteg, vun der Regierung ze wëssen, wéi den deegleche Verkéier, bedéngt duerch den Akafszenter, souwéi den zousätzleche Verkéier bei grousse Fussballsmatcher drainéiert ka ginn, fir datt d'Liewensqualitéit vun de Leit aus deene concernéierten Uertschaften net ze staark beaträchtegt gëtt.

Et däerf een awer bei all deem net aus den Ae verléieren, datt mer mat eisen allze vill enk gestréckten Iwwerleeunge riskéiere kënnen, datt ee Promoteur mat engem fir eis Ekonomie, eisen Aarbechtsmaart an eise Sport interessante Projet dësen ouni e Fussballsterrain déi Säit vun der Grenz setze kéint, mat de Follegen, datt mir, esou wéi am Fall vun IKEA, d'Avantagë vum Projet verléieren an d'Nuisancë vum Verkéier behalen.

Här President, zum Schluss wollt ech hei ënnersträichen, datt eis Fraktioun fir de Bau vun engem moderne Fussballstadion ass; datt deen am Kader vun engem kombinéierte Komplex Stadion-Akafszenter realiséiert kéint ginn, ouni datt dat eng Konditioun muss sinn; datt en am Interessi vun eisem Sport esou séier wéi méiglech realiséiert sollt ginn, ouni den Autorisatioune vun deene lokalen an nationalen Instanze virzegräifen; datt dee Stadion um Site Léiweng realiséiert kéint ginn, wann déi landesplanaresch, ëmweltproblematesch a verkéiersproblematesch Konditiounen et erlaben,…

(Brouhaha)

…an d'Bedenke vun den Awunner a Considératioun gezu ginn, an datt alles net ausschléisst, datt ee sech soll Gedanken iwwer en alternative Site maachen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Haupert. Als nächste Riedner ass den Här Ben Fayot agedroen. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

Une voix.- Dir hutt gutt geschwat, héiert!

(Brouhaha)

Une autre voix.- Ech mengen, datt déi sech net vill méi ofschwätzen.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, de Projet Léiweng huet jo virun de Wahlen, virun de Gemengerotswahle grouss Welle geschloen. Och hei an der Chamber,…

Une voix.- Och nach haut!

(Interruptions diverses)

M. Ben Fayot *(LSAP).*- …virun de Wahlen, an och hei an der Chamber, no de Wahlen. An et ass kloer fir jiddwereen, deen e bëssen eppes vu Politik versteet, dass souwuel d'Resultat vun de Gemengerotswahlen zu Réiser wéi och déi politesch Diskussioun zu deem Projet net kann einfach esou op d'Säit gesat ginn a mat deem Projet virugefuer gi wéi wa näischt gewiescht wier.

D'Gemengewahle waren zwar kee Referendum fir oder géint de Projet Léiweng,…

Une voix.- Dach!

M. Ben Fayot *(LSAP).*- …mä déi Gemengewahlen hunn déi politesch Verhältnisser an der Gemeng Réiser geännert, zwar net bouleverséiert, mä geännert. An dofir muss een natierlech och ofwaarden, wat déi Verantwortlech vun där Gemeng an deem Dossier wäerte maachen, wann emol eng nei Koalitioun dosteet.

Natierlech gëtt et an deem Dossier dräi Acteuren. Deen éischten, dat ass de Stat, dat ass jo d'Regierung, där mir vis-à-vis hei stinn. Ech wëll drun erënneren trotzdeem, dass an dem Koalitiounsprogramm vun 2009 dee Projet Léiweng als Programmpunkt steet, deen d'Regierung weider wëllt féieren an dee se wëllt realiséieren.

Ech wëll och drun erënneren, dass de Regierungsrot den 23. Juli 2010 de Masterplang approuvéiert huet, deen en nationale Fussballstadion mat enger kommerzieller Infrastruktur virgesäit, mat Commercen a Servicer, déi de Stadion finanziell solle viabiliséieren, dat heescht, dee Stadion solle finanzéieren.

An ech erënneren och drun, dass de Regierungsrot den 8. Juli 2011 seng Ënnerstëtzung zu deem Projet widderholl huet, an zwar am Zesummenhang mat dem Avis vun der Commission d'aménagement iwwert d'Ëmännerung vum Plan d'aménagement général vun der Gemeng Réiser.

Wat d'Gemeng Réiser ugeet, dat ass jo en incontournabelen Acteur, an d'Zukunft vun deem Projet hänkt natierlech vun deem of, wat an där Gemeng geschitt. Ech mengen, déi politesch Gemengeféierung an där Gemeng, déi zukünfteg politesch Gemengeféierung soll also kloermaachen, wat si mat deem Projet wëllt maachen.

Ech erënneren och drun, dass den Innenminister jo och nach eng Décisioun muss huelen iwwert d'Délibératioune vun där Gemeng zu der Reklasséierung, provisorescher Reklasséie-

rung vum Terrain, dee fir de Projet Léiweng soll a Fro kommen.

An natierlech, mengen ech, muss een och, opgrond vun all deenen Diskussiounen, déi hei stattfonnt hunn an och dobausse stattfonnt hunn, mat de Promoteure schwätzen, fir d'Ängschten, déi am Zesummenhang mat deem Projet opkomm sinn, e Projet vu 76.000 m² vu Fläch fir Commerce, fir Servicer an aner Saachen, fir d'Ängschten, déi an deem Zesummenhang opkomm sinn, eescht ze huelen an och ze disperséieren, wann dat méiglech ass.

Et ass éischtens d'Angscht, dass de Commerce aus der Regioun bis an d'Stad géif negativ influenzéiert ginn.

Natierlech wann een an der Stad vun den Ängschte schwätzt, déi ee kann hu fir de lokale Commerce, kann ee soen, dass d'Stad - wéi den Här Bausch jo richteg gesot huet - och bei engem Projet, ech wëll net soe federführend ass, mä et e Projet op dem Gebitt vun der Stad gëtt, nämlech den Auchan op dem Ban de Gasperich, deen, wéi d'Etüd vun der Stad jo gesot huet, wierklech eng Schmäerzgrenz erreecht, wann net iwwerschreit.

An ech wëll och soen, Här President, dass aner Projeten an der Stad an an der Peripherie vun der Stad natierlech och dozou bäidroen, dass de lokale Commerce ëmmer méi ënner Drock geréit.

(Interruptions diverses)

Dat ass also dat eent. Dat ass déi éischt Angscht.

Dann déi zweet Saach, dat ass, dass mer d'Liewenskonditiounen an der Gemeng Réiser musse genee kucken, wat duerch dee Centre commercial do geschitt.

An drëttens musse mer natierlech och d'Ëmweltproblemer kucken.

An ech wëll jo soen, dass mer jo dofir Prozeduren hunn, déi elo eréischt ulafen. Dat heescht, déi Prozeduren, déi mussen agehale ginn, fir dass de Projet iwwerhaapt bis zu senger Phas vun der Realisatioun kënnt.

Wat kann d'Chamber der Regierung haut mat op de Wee ginn?

Ech mengen, si soll de Promoteuren déi Ängschte vun der Politik a vun de Leit, och vun deene Bierger, déi sech dergéint ausgeschwat hunn, mat virdroen a si soll mat hinnen diskutéieren, fir ze kucken, awéiwäit dass an deem Projet Léiweng kënne Commerce a soss Servicer realiséiert ginn. Also, ech menge schonn, dass een iwwert déi 76.000 m² ganz seriö muss diskutéieren.

Wat kann derniewent an der Gemeng geschéien?

Et ass awer och net onwichteg, dass ee sech iwwert dat, wat d'Gemeng Réiser kéint maachen, hei Froe stellt. Ech mengen, de Gemengerot kann natierlech eng politesch Décisioun huelen, Neen zu deem Projet soen. Dann ass e fort. Dat hänkt jo dann of och dovunner of, wat fir eng nei Koalitioun dass do entsteet. Oder e kann och e konsultative Referendum ofhalen. E kann décidéieren, e konsultative Referendum ofzehalen, an e kann erklären, dass dee konsultative Referendum fir si bindend ass, dat heescht, dass d'Bierger décidéieren iwwert dee Projet, deen zu Léiweng virgesinn ass.

An ech mengen, wann dann de Projet positiv gesi gëtt, da komme jo eréischt all déi reglementaresch Prozeduren. A wa vun Transparenz geschwat gëtt an dësem Zesummenhang, mengen ech, dass d'Transparenz an der Haaptsaach déi ass, dass all déi Prozesser, déi Prozeduren, déi do musse stattfannen, genee nozevollzéie sinn an och öffentlech kënnen nogekuckt ginn. Dat ass d'Transparenz, mengen ech, déi een hei muss ustriewen.

Ech hu Vertrauen an d'Regierung an och an d'Verwaltungen, dass se bei dem Oflaf vun deene Prozedure ganz eendeiteg d'Gesetzer an d'Reglementer anhalen. Ech hu keng Ursaach, fir iergendengem Minister oder engem Beamten ze reprochéieren, e wär do beaflossbar op déi eng oder déi aner Manéier. An dofir mengen ech och, dass, wann d'Gemeng Réiser dee Projet do géif positiv begutachten, dann déi Transparenz an dem Traitement vun deem Dossier géif existéieren.

Et bleift natierlech d'Fro: Wat geschitt, wann elo de Projet vu Léiweng begruewe gëtt? Wat ass de Plan B? Bon, ech hunn hei elo héieren, et ass jo och eng Motioun, eng vum Här Gibéryen, an et ass och eng vun onse gréngen a bloe Kolleegen… An déi Motioun seet jo, de Stat soll selwer e staatleche Stadion bauen.

Ech muss Iech soen, ech si jo och President vun der Sportskommissioun…

Une voix.- Et gesäit een et.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- …an ech sinn och ganz en faveur. Ech ginn zwar net vill an de Stadion, muss ech Iech soen. Ech ginn iwwregens och net vill a Centres commerciaux,…

Une voix.- Dir sidd duerch an duerch trainéiert.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- ...mä ech muss Iech soen, an engem Land, wou de Statsbudget all Joer säit 2007 en Defizit vun 1,4 Milliarden huet,…

(Interruptions et hilarité)

…hunn ech meng Bedenken, fir einfach esou ze soen: De Stat soll de Stadion bauen. Well et geet jo net duer, dass de Stat de Stadion baut, de Stadion muss jo och dann herno géréiert ginn. An d'Fro stellt sech, Här…

(Interruption)

Jo, mä haut hu mer e Stadion, deen d'Stad Lëtzebuerg géréiert. Ech kommen nach dorobber zréck, well ech fannen, dat ass och eng interessant Diskussioun, déi hei eigentlech misst gefouert ginn.

De Stadion vum Stat bauen, vum Stat géréiere loossen, en Terrain kafen, wa mer esou ee fannen, dat ass dat eent, dogéint war eigentlech d'politesch Haltung vun der Regierung a vun der Majoritéit, fir e Stadion bauen ze loosse vun engem Privatmann, net en „public private partnership", mä e Stadion baue loosse vun engem Privatmann, deen iwwer wirtschaftlech Aktivitéite géif finanzéiert ginn.

Dat fannen ech gutt bei esou Saachen, bei esou Infrastrukturen, well ech muss Iech éierlech soen, ech sinn do e bëssen iwwer ons liberal Kolleege verwonnert, well…

(Interruptions diverses)

…mer awer an enger liberaler Wirtschaft sinn,…

(Brouhaha)

M. le Président.- Ech géif Iech bieden, dem Här Fayot nozelauschteren!

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- D'Staunen ass op alle Säiten.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- …wou déi Méiglechkeeten do sinn. An ech wëll Iech soen, meng Prioritéiten am öffentleche Bau, dat sinn d'Schoulen,…

Une voix.- Très bien!

Plusieurs voix.- Aaahhh!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dat ënnerschreiwen ech direkt.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- …dat si Wunnengen…

Plusieurs voix.- Aaahhh! Jo!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dat ënnerschreiwen ech och direkt.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- …an dat ass d'Mobilitéit.

Plusieurs voix.- Aaahhh!

Une voix.- Très bien!

Plusieurs voix.- Mir sinn derbäi.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- An ech wëll Iech soen…

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ech hoffen, datt den Här Schneider Iech - en ass net hei, den Här Schneider -,…

M. Ben Fayot *(LSAP).*- An ech wëll Iech soen…

Une voix.- Hien huet Iech gutt nogelauschtert, Här Bausch.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Ech weess net…

M. le Président.- Ech bieden Iech wierklech, dem Här Fayot nozelauschteren!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Neen, mä…

M. le Président.- Loosst Dir Iech net aus der Fassung bréngen, Här Fayot!

M. François Bausch *(déi gréng).*- … heiansdo muss een awer e klengen Tëscheruff maachen.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Ech mengen also… Jo, et ass jo an der Rei. Et ass guer kee Problem.

Ech wëll just soen, dass, wa mer de Budgetsdefizit hunn, dee mer hunn, a wa mer mussen Investissementer strecken a mir mussen ënner Investissementer wielen, e Choix maachen, net alles beieneen, ech mengen, da muss ee Prioritéite setzen. A fir mech ass déi Prioritéit: Wunnen, Schoul a Mobilitéit. An net Futtballstadion!

Une voix.- Très bien!

(Interruptions diverses)

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Voilà!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Wa mer déi Choixë mussen treffen, si mer direkt mat Iech d'accord.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- A kee Konsum.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Dann ass e jo elo ganz vum Dësch?

(Hilarité)

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Dofir mengen ech, solle mer an dëser Fro ofwaarden, wat déi Réiser Gemeng seet.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ech wéilt dem Här Fayot eng Fro stellen.

M. le Président.- Här Fayot, den Här Bausch wëllt Iech eng Fro stellen.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Här Fayot, Dir hutt dat jo elo gutt erklärt, wat Är Prioritéite sinn. Mä mir hu jo awer erklärt kritt d'lescht Woch, datt och dat, wat zu Léiweng virgesinn ass, dat ass jo net zum Nulltarif ze kréien. Dat kascht jo de Stat tëschent 70 an 80 Milliounen.

Donc an där do Logik, wéi Dir argumentéiert, si mer eis jo dann awer och eens, dann ass dat do och keng Prioritéit. Wa mer esou wäit kommen, datt d'Keess esou knapp ass, datt mer nach just no eise Prioritéite kucken - an déi, déi Der genannt hutt, do géife mir direkt ënnerschreiwe mat zwou Hänn -,…

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Jo.

M. François Bausch *(déi gréng).*- …da soen ech Iech, dann ass et awer kloer: Dann ass Léiweng och fort.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Jo.

Une voix.- Très bien!

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här Bausch, ech wëll Iech just soen, dass jo, esou wéi mer dat erklärt kritt hunn an deene ville Stonnen, wou mer hei zesummesouzen an de Kommissiounen, souwisou zu Léiweng den Échangeur héchstwahrscheinlech muss geännert ginn, wa mer op dräi Bunne ginn a wa mer…

M. François Bausch *(déi gréng).*- Hate mer et esou ausgemaach? Dat kascht awer keng 80 Milliounen, Här Fayot.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Ech bieden Iech wierklech, dem Här Fayot nozelauschteren!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Här Fayot, geheit elo net alles duerjerneen!

(Brouhaha)

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Ech wëll just soen, dass déi Fro vun dem Échangeur natierlech zesummenhänkt mat deem Projet, mä dass de toute façon, dat huet de Minister ons gesot, ob elo Léiweng gebaut gëtt…

M. François Bausch *(déi gréng).*- Déi Eisebunnsinfrastrukture mussen dach net gebaut ginn, Här Fayot. Deen Halt, dee gebaut gëtt fir d'Eisebunn, dat muss dach alles net gebaut ginn, wann net de Stadion gebaut gëtt.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Mä vläicht muss och nach en Halt gebaut gi vun der Eisebunn fir déi Leit, déi do wunnen.

Plusieurs voix.- Oh, ho, ho!

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Voilà!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Mir froen den Här Wiseler. Den Här Wiseler huet eng Lëscht.

Une voix.- Da mussen d'Leit elo 700 Meter méi wäit lafen, fir op d'Gare ze goen.

M. le Président.- De Minister wäert herno op déi Froen äntwerten.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Ech wëll elo nach…

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Sécherlech muss deen Échangeur gebaut ginn, mat oder ouni Centre commercial do. An ech hunn d'lescht Kéier schonn erklärt, esou wéi dat och an Ären Äntwerte kloer an däitlech steet, datt déi Part vun deem Échangeur, dee gebaut gëtt, well e Centre, wann en dann dohinnerkënnt, dee spezifesch dofir gebaut gëtt, datt déi och spezifesch evidenterweis muss vum Promoteur bezuelt ginn.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Den Eisebunnsarrêt och?

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Den Eisebunnsarrêt, dee muss bei all gréisserem Projet souwisou och gebaut ginn, wann e gréissere Projet kënnt.

(Interruption)

Gelift?

M. François Bausch *(déi gréng).*- Gëtt deen och vum Promoteur bezuelt?

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Den Eisebunnsarrêt ass haaptsächlech en Arrêt, dee bei de Stadion kënnt, well am Prinzip Centres commerciaux kaum mat Eisebunnen ugebonne ginn. Esou datt den Eisebunnsarrêt, wann e kënnt, fir de Futtballstadion kënnt. Dat ass… Et kann een net anescht an dësem…

M. François Bausch *(déi gréng).*- Also gi vill Fraisen…

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Jo, selbstverständlech kascht et och eppes.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Ech muss och soen…

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Et sinn och eng Rei…

M. le Président.- Sou! Ech bieden Iech elo wierklech hei! Mir kënnen net alleguer duerjerneeschwätzen. Den Här Minister kritt herno d'Wuert.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Okay.

M. le Président.- Elo kritt den Här Fayot d'Wuert.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Ech kommen duerno nach op Explikatiounen zréck.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Ech wëll och soen, dass ech der Meenung sinn, dass de Stat soll eng Kéier e seriöt Wuert mat der Stad Lëtzebuerg schwätzen. Et gëtt hei vun „Midfield" geschwat. Bon, mir hunn och gesot kritt vum Här Minister fir d'Infrastrukturen, dass „Midfield" och en deiere Spaass gëtt, well mer och all déi Échangeuren do mussen ëmänneren, wann dann do géif en Terrain gebaut ginn.

Mä ech soen Iech: Mir hunn e Stadion an der Stad. Ech weess net, wat d'Stad Lëtzebuerg domat wëlles huet. Et ass oft driwwer diskutéiert ginn, dass deen Areal do an der Stad fir aner Saache kéint gebraucht ginn, dass och eng ganz Partie aner Servicer, déi do sinn, kéinte verluecht ginn. D'Pompjeeskasär kënnt jo scho fort. Mä ech mengen awer, dass et vläicht eng interessant Diskussioun wär, wann de Stat emol mat der Stad Lëtzebuerg géif diskutéieren, fir dee Stadion méi sécher ze maachen.

Dat ass e Gebai vun 1931. Dat ass eng Lokalitéit vun 1931, déi 1989 bis 1990 relativ intensiv erneiert ginn ass, renovéiert ginn ass, mä déi haut awer apparemment deene Regele vun der FIFA an der UEFA net méi entsprécht. An ech kéint mer virstellen, dass hei zwësche Stad a Gemeng e Stadion kéint entstoen, ouni dass een elo misst eng komplett nei Installatioun anzwousch bauen,…

(Interruption)

Här Bausch.

…wou ee menger Usiicht no och zwou Mécke mat engem Schlag kéint kréien, an dass ee kéint also e Veräin aus der Stad, deen en Terrain brauch, wéi zum Beispill de Racing, fir dee mer jo wëllen en neien Terrain bauen, wann een deen dann do géif installéieren, dann hätt een zwou Mécke mat engem Schlag.

An ech mengen, et soll een also,…

(Interruptions)

…wa mer scho kleng Bréidercher musse baken, da fannen ech, soll ee probéieren, elo emol dat ze kucken, wat am nooste läit, éier een dann aner Installatiounen nach mécht.

(Interruptions)

Ech wëll nach just soen zu zwou Froen eppes soen, déi vun de Kolleege vun der Oppositioun hei virbruecht gi sinn. Mir si selbstverständlech mat där Beméiung d'accord, fir iwwer esou e Code de déontologie ze légiféréieren. Ech fannen dat eng wichteg Saach, fir d'Distanz zwëschen der Politik an der Ekonomie kloerzestellen, an och an de wirtschaftlechen Décisiounen, déi am Stat falen, fir dass do d'Responsabilitéite kloer ginn. Do si mer d'accord. Mir sinn och d'accord, fir déi Motioun do - et ass eng Resolutioun, mengen ech - unzehuelen.

An dat Zweet, do muss ech soen, do maachen ech mer och Gedanken iwwert dat, wat hei gesot ginn ass, iwwert d'Spekulatioun zu Lëtzebuerg, dass am Ëmfeld vun de Plans sectoriels géifen Terrainen opkaaft ginn. Ech ka mech erënneren, dass mer scho mam Här Krecké iwwert de Plan sectoriel «Zones d'activités» geschwat hunn, wou hien ëmmer gesot huet: „Mir kënnen dat net erausginn, well d'Gefor ass, dass dann Terrainen opkaaft ginn an dass dann d'Spekulatioun domat ugeet."

Ech mengen, dat ass e seriöe Problem zu Lëtzebuerg, iwwert dee mer ons Gedanke musse maachen. Ech sinn och der Meenung, dass mer als Chamber do héchstwahrscheinlech net ganz vill kënne maachen. Mä ech mengen, d'Regierung muss wierklech och oppassen, dass mer net der Spekulatioun Opdrifft gi mat der gudder Absicht, fir en anstännegen Aménagement du Territoire ze maache mat Plan-sectorielen, déi Kapp a Schwanz hunn. Mir mussen déi Spekulatioun do ënnerbannen.

Merci.

Ah! Entschëllegt, elo hat ech mat deem ganzen Déngen nach bal ons Motioun vergiess.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Wéi? Maacht Dir eng Motioun?

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Ech wollt soen, dass mer als Majoritéitsfraktiounen eng Motioun virleeën, déi grosso modo dat enthält, wat ech a mengen Ausféierungen hei gesot hunn. An ech géif Iech also bieden, och där Motioun do Är Approbatioun ze ginn.

Motion 3

La Chambre des Députés,

- au vu du programme gouvernemental qui retient que «le Gouvernement, en accord avec les principes de l'aménagement du territoire, a désigné Livange comme lieu d'implantation du stade national de football dans le cadre d'un nouvel ensemble commercial. Le Gouvernement accompagnera la Fédération de Football pour ses arrangements conventionnels avec le promoteur qui mettra le stade à la disposition de la FLF»;

- considérant que le Conseil de Gouvernement a approuvé en date du 23 juillet 2010 le masterplan de Livange, en faisant référence dans le résumé public de ses travaux à un accord trouvé entre le Gouvernement et le promoteur, à savoir une planification intégrée en vue de la réalisation d'un projet d'ensemble sur le site en question autour d'un nouveau stade national de football avec les infrastructures commerciales nécessaires à la viabilité financière du projet de stade. À la même occasion, le Conseil de Gouvernement constate que le plan tient compte de toutes les contraintes du site: insertion paysagère, gestion du bruit en provenance de l'autoroute, gestion de l'eau, insertion par rapport à la structure villageoise;

- considérant que le Conseil de Gouvernement a réitéré son soutien à la réalisation du projet en conformité avec le masterplan et dans le respect de toutes les dispositions légales et réglementaires concernées en date du 8 juillet 2011, suite à une discussion menée au sujet du projet d'ensemble autour du stade national de football prévu à Livange dans le contexte de la parution de l'avis de la commission d'aménagement concernant la modification projetée à cet effet du plan d'aménagement général de la commune de Roeser et à l'occasion de la présentation publique du masterplan de Livange;

- soucieuse d'une planification transparente et d'une prise de décision basée sur des critères objectifs;

- soucieuse de respecter la volonté des citoyens concernés et de recueillir leur avis, le cas échéant par la voie d'un référendum consultatif communal à décider par les responsables de la commune de Roeser;

invite le Gouvernement,

- en ordre principal, de poursuivre le contact avec les responsables communaux de la commune de Roeser et avec les promoteurs en cause, en vue de la réalisation d'un stade de football et des commerces nécessaires à sa viabilisation, en prenant en compte les considérations ci-dessus;

- à reconsidérer, dans l'optique du respect de l'équilibre commercial sur le plan régional, les dimensions de l'infrastructure commerciale qui doit permettre la viabilisation du stade de football;

- en ordre subsidiaire, au cas où une décision négative du conseil communal, un référendum négatif ou des incompatibilités avec les dispositions légales et réglementaires en vigueur qui apparaîtraient au cours de la procédure d'autorisation ne permettraient pas la réalisation du projet à Livange tel que prévu par le masterplan, à rechercher un site alternatif pour la construction d'un stade de football national.

(s.) Ben Fayot, Fernand Diederich, Norbert Haupert, Ali Kaes, Roger Negri.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Fayot. Elo kritt den Här André Hoffmann d'Wuert.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Här President, elo wësse mer also nach net, ob de Projet begruewen ass, definitiv oder net, oder ob en erëm opsteet. Ech wëll zu deem, wat den Här Fayot gesot huet, direkt…

(Interruption)

Jo, ech wollt dat och soen, awer ech fannen, dat wär net de goût parfait. Dofir hunn ech et net gesot. Dat war eng Äntwert op keng Fro, mä…

M. le Président.- Ech hunn dat esou verstanen, Här Hoffmann.

(Hilarité)

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Ech wéilt awer zu deem, wat den Här Fayot elo hei gesot huet, vläicht zwou Remarquë maachen.

Fir d'Éischt déi hei: Et ass zwar richteg, dass zu Réiser kann de Projet gestoppt ginn. Et ass awer méi richteg, dass d'Haaptverantwortung bei der Regierung läit. Et ass am Regierungsprogramm, wou steet, de Stadion géif zesumme mat engem Centre commercial zu Léiweng gebaut ginn. Ech weess net, wat deemools zu Réiser gesot ginn ass, mä dat steet am Regierungsprogramm. An do läit also d'Haaptverantwortung.

Dat huelen ech awer elo erëm zréck, well soss géif ech der Séparation des pouvoirs jo net entspriechen. D'Haaptverantwortung läit hei an der Chamber, well d'Regierung ass en Exekutivorgan. Mir décidéieren hei am Prinzip, ob a wéi a wou dass e Stadion gebaut gëtt.

Une voix.- Richteg!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Zweetens, déi Fro vun der Prioritéit. Ech sinn och der Meenung, dass ee misst kënnen driwwer diskutéieren, ob de Fussballstadion eng Prioritéit ass oder net. Et muss ee sech dann awer wierklech entscheeden: Entweder ass de Stadion eng öffentlech Prioritéit oder net. A wann en eng öffentlech Prioritéit ass, dann ass et d'Aufgab vum Stat als öffentlech Exekutiv, dann an deem Moment dee Stadion ze realiséieren an net mussen zréckzegräifen op e private Financier, well dorobber kënnt et jo eraus.

Och wa mer de Projet opginn, wat jo nach e bëssen esou am Raum steet, mengen ech, dass mer domadder d'Diskussioun net ofgeschloss hunn, well ech mengen, dass aus där ganzer Affär hei entscheedend Lektiounen ze zéie sinn. An dat fänkt u mat dem Respekt vis-à-vis vun eisen eegenen Dokumenter, eisen eegenen Texter, souwuel wat d'Landesplanung betrëfft wéi och wat d'nohalteg Entwécklung betrëfft.

Ech géif den Här Wiseler herno gäre froen, ob si als Nohaltegkeetsministère deenen anere Ministèrë wierklech an och sech selwer den nationalen Nohaltegkeetsplang zoukomme gelooss hunn, an ob en iwwerall och opmierksam gelies ginn ass. Well wann dat esou wär, dann hätt dee Projet Léiweng iwwerhaapt net dierfen op den Dësch kommen, well do gëtt et eng ganz Rei vun - ech ka se net zitéieren, ech hu keng Zäit - Unhaltspunkten, wou ee ka soen: Dat do widdersprécht deem, wat mir selwer als Dokument erausginn iwwert d'nohalteg Entwécklung hei zu Lëtzebuerg.

Deen éischten Deel vun deem Nohaltegkeetsplang - dat ass jo deen, deen am meeschte gelueft ginn ass -, dat ass dee vun den negativen Tendenzen hei zu Lëtzebuerg. An ech soen Iech, wa mir Léiweng an där doter Form bauen, da kommen an deem nächsten Nohaltegkeetsplang, wann e seriö ausgeschafft gëtt, nach e puer weider negativ Tendenzen derbäi: dat, wat d'Landesplanung betrëfft, dat, wat d'urban Zentre betrëfft - dat hunn ech schonn hei an der Kommissiounsréunioun gesot -, dat, wat den Naturschutz betrëfft, dat, wat d'Konsumobsessioun betrëfft an esou weider an esou fort.

Dann e Wuert och zu den Aarbechtsplazen. Déi Fro ass schonn hei ugeschnidde ginn. Dat ass jo nawell gären en Argument, fir all méiglech Saachen ze rechtfertegen, andeem een op Aarbechtsplazen hiweist. Da soen ech Iech: Maacht emol fir d'Éischt Är Aufgab zu Schëffleng an zu Rodange!

(Interruptions)

Kuckt emol fir d'Éischt do déi Aarbechtsplazen ze halen, déi a Gefor sinn, a wou ee mat enger gewësser Wahrscheinlechkeet kann ausgoen, wann d'Regierung net do mat der Fauscht op den Dësch schléit, dass dann déi zwee Siten ofgebaut ginn an déi Aarbechtsplazen ofgeschaaft ginn!

Ofgesinn dovunner, an dat ass jo hei scho gesot ginn, wann ee seet „schafen", muss een ëmmer dergéintrechnen, op wéi enger anerer Plaz dass Aarbechtsplazen ofgebaut ginn. Den Här Bausch huet dat scho genuch op eng genau Aart a Weis duergestallt.

Fir mech stellt sech an där ganzer Fro, wat d'Relatiounen tëschent Stat a Privatwirtschaft oder Privatentrepreneuren oder -investisseure betrëfft, stellt sech fir mech eng prinzipiell Fro an eng systemesch Fro, déi mer mat der Deontologie eleng net geléist kréien. Ech sinn also selbstverständlech d'accord, dass mer eis och eng Deontologie gi fir Regierungsmemberen a Statsbeamten. Et stellt sech hei awer vill méi e prinzipielle Problem, nämlech dee vun dem allgemenge Verhältnis tëschent dem Stat als Vertrieder - prinzipiell, theoretesch - vun der Allgemengheet op där enger Säit, an der privater Wirtschaft mat hiren Aktionären op där anerer Säit.

An da soen ech Iech, et liest ee jo heiansdo, de Wirtschaftsliberalismus, dee géif verlaangen, de Stat misst sech aus der Privatwirtschaft erauszéien. Ce n'est pas vrai! De Wirtschaftsliberalismus a sengen extreme Forme verlaangt, dass de Stat d'Privatwirtschaft accompagnéiert, an zwar esou gutt wéi méiglech! Dat heescht, dass en esou gutt wéi méiglech derfir suergt, dass d'Privatwirtschaft floréiert an dass d'Privataktionäre selbstverständlech esou vill wéi méiglech kënnen asäckelen.

An da maache mir dat, wat mer elo maachen. Da maache mer PPPen, mir maache Privatiséierungen op europäeschem Niveau an esou weider an esou fort. An hei loosse mer eis dann e Stadion bauen, wou mer ganz genau wëssen, dee gëtt net gebaut aus Sportsinteressen, mä wou mer ganz genau wëssen, eigentlech geet et dorëm, Aktionären ënnert d'Äerm ze gräifen, fir e gutt Geschäft ze maachen.

Also nach eng Kéier: Ech hoffen, dass mer et fäerdegbréngen, e Stadion ze bauen, wann et eng öffentlech Prioritéit ass, an öffentlecher Hand, an dass mer dee Projet Léiweng opginn, an dass d'Regierung en opgëtt oder dass mir en hei opginn, an dass mer net d'Verantwortung einfach ofleeden op d'Gemeng Réiser.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Hoffmann. Elo kritt d'Regierung d'Wuert. Wien intervenéiert fir d'Éischt?

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.*- Här President, ech…

M. le Président.- Den Här Innenminister.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.*- …hunn déi Éier, unzefänken, fir Kloerheet ze bréngen op engem Punkt, deen eis alleguerten interesséiert. Dat ass deen: Wou si mer drun an der Prozedur vun der Änderung vum Bebauungsplang vun der Gemeng Réiser, wou jo do e Vote provisoire stattfonnt huet?

Ech kann Iech kloer soen, dass, wat déi Prozedur ugeet, do déi ganz Dispositiounen alleguerte respektéiert goufen. Dat heescht, de Projet ass erakomm an enger Étude préparatoire an d'Commission d'aménagement, déi hiren Avis ginn huet de 17. Juni, an duerno huet d'Gemeng hire Vote geholl. Ech hu mech an déi Prozeduren ageklickt, wat u sech net normal ass, well et ëmmer esou ass, dass den Innenminister d'Legalitéit vun der Prozedur kuckt beim Vote définitif. Firwat hunn ech dat gemaach?

Nun, well jo gesot ginn ass an der Press, d'Madame Ferro-Ruckert hätt Terrainen. An duerfir hunn ech dann den Distriktskommissär domat beoptragt, wat ech och schonn déi leschte Kéier gesot hunn, eng detailléiert Enquête ze maachen. A wann ech déi Enquête hunn, da wäert ech och kënne Kloertext schwätzen. D'Fro ass déi, ob d'Madame Ferro-Knepper…, Ferro-Ruckert, pardon, déi bei der Prozedur gehollef huet am Schäfferot, ob hir Präsenz am Schäfferot unzegesinn ass als eng Décisioun, eng Aart Délibératioun oder net. Dat ass e juristescht Gutachten, op dat ech waarden.

Wann et elo nach net do ass, huet dat dermat ze dinn, dass am Fong geholl elo Gemengewahle waren an d'Distriktskommissariater gradesou wéi de Ministère relativ vill mat där Problematik vun de Kandidaten an alles beschäftegt waren. De leschte Sonndeg eleng hu 57 Leit geschafft, sou dass ech dovunner ausginn, dass entweder muer oder d'nächst Woch ech wäert déi detailléiert Enquête hunn an dass ech da wäert soen, wo es langgeht, ob wierklech déi Prozedur iwwert de PAG, iwwert de Bebauungsplang, iwwer eng Modifikatioun dovu ka weidergoen oder ob déi muss gestoppt ginn. Wéi gesot, mir mussen eis nach gedëllege bis d'nächst Woch.

M. le Président.- Merci dem Här Innenminister. Wie schwätzt elo?

(Interruptions)

D'Madame Mëttelstandsministesch Françoise Hetto-Gaasch.

Mme Françoise Hetto-Gaasch, *Ministre des Classes moyennes et du Tourisme.*- Majo, ech si gefrot ginn, ob ech dee Projet… *(interférences sonores causées par un téléphone portable)* … autoriséiert hätt oder net. Also, ech wëll Iech just soen, dass den deemolege Mëttelstandsminister net mat engem Projet befaasst war, mat engem konkrete Projet, an den aktuelle Mëttelstandsminister ass och nach net mat engem konkrete Projet befaasst, sou dass mer am Fong geholl kënne weder e Refus nach eng Autorisatioun ginn.

Ech wëll Iech awer soen - et ass wichteg, dass Der dat wësst -, dass mir haut dat Argument, wat mer soss haten, fir ze soen, mir schwätzen hei vun engem Déséquilibre commercial, dat Argument, dat kënne mer, wéinst der Direktiv „services" an och no der Reform vum Droit d'établissement, net méi huelen.

Mir hunn haut just nëmmen d'Argument, wat spillt: Wat fir eng Auswierkungen huet dee Projet do a Saachen Aménagement du Territoire respektiv och op de Flux de transport? Dat sinn déi Argumenter, déi mir musse mat considéréieren. An dat heescht, do kënne mir net méi vun Déséquilibre commercial schwätzen.

Ech wëll awer och soen, dass mer hei ganz am Ufank vun enger Prozedur sinn. Mir schwätzen hei iwwer eppes, wat kéint dohinnerkommen, mä mir hunn de Projet emol nach net autoriséiert. D'Modification partielle ass emol nach net definitiv gestëmmt.

(Interruptions)

Duerfir, mengen ech, sollt een einfach där ganzer Saach elo emol hir Zäit ginn an dee ganze Prozess duerchlafe loossen.

Da wëll ech awer och soen zum Thema Outlet selwer. Ech sinn iwwerzeegt, dass en Outlet fir Lëtzebuerg Sënn mécht. An zwar ass dat attraktiv fir déi Leit, déi hei wunnen. Et ass attraktiv fir déi Leit, déi permanent op eiser Autobunn derduerchfueren. Et ass attraktiv fir d'Touristen, déi heihinnerkommen. An ech sinn och der Meenung, dass en Outlet soll komplementär sinn zu enger städtescher Offre commerciale.

An duerfir wëll ech dovir warnen, dass mer net erëm et solle verpassen, esou e Magnéit op Lëtzebuerg ze kréien. Well dat wär nämlech net fir d'Éischt. Et wär jo emol flott, wa mer emol eng Kéier e Magnéit géifen op Lëtzebuerg kréien an en och hei behalen.

Dann, wëll ech soen, fannen ech déi Motioun, déi elo just vun der Majoritéit eragereecht ginn ass, begréissen ech. Ech mengen, dat, wat deene meeschte Leit jo och um Häerz hei läit, dat ass de Problem vun der Envergure vun deem Ganzen, wou dat soll kréien. Duerfir fannen ech an deem Sënn déi Motioun do begréissenswäert. Si seet ganz kloer, „à reconsidérer (…) les dimensions de l'infrastructure commerciale", an ech mengen, do kann ech mech als Mëttelstandsministesch nëmme ralliéieren.

M. le Président.- Merci der Mëttelstandsministesch. Dann huet den Nohaltegkeetsminister, den Här Wiseler, d'Wuert.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President. Och zu de Froen, déi u mech elo direkt adresséiert waren.

Éischtens, déi Fro, déi un d'Landesplanung geet, fir ze soen, datt et evident ass, datt mir op déi Instrumenter vun der Landesplanung, déi mer brauchen, gradesou ongedëlleg waarden, wéi d'Oppositioun dat elo ausgedréckt huet. Dir wësst, datt mer haaptsächlech d'Gesetz iwwert den Aménagement du Territoire mussen hunn, wou eng Rei wesentlech Prinzipien drastinn, wéi d'Prozedure fir d'Plansectoriele sinn, mä wou awer och ee grousse Prinzip drasteet, deen enorm wichteg ass, wa mer déi Landesplanung da wëllen esou usichen.

Dat heescht, dat Element, wat eis erlaabt, datt de Stat kann Expropriatioune maachen, wann en Terrainen onbedéngt brauch an anescht net eens gëtt, an d'Expropriatioune ka maachen zu engem Präis vun der Valeur vun den Terrainen, wéi se virun engem Klassement waren. Dat ass dat wichtegst Element, wat mer brauchen.

Da muss natierlech déi Gesetzesmodifikatioun kommen. Dir wësst, datt de Conseil d'État virun dräi Woche ronn säin Avis ofginn huet. Deen Avis, dat hunn ech mam Fernand Boden ofgeschwat, huele mer esou schnell wéi méiglech elo an d'Kommissioun, datt mer och an deem Text do weiderkommen. An da sofort, wann den Text do ass, kënnen déi Plan-sectorielen op de Wee geschéckt ginn. Dat gëtt eis dann Instrumenter, fir déi Landesplanung wesentlech méi effikass ze maachen. Mir waarden ongedëlleg dorop.

Da soen ech awer hannendrun: An dësem Projet, wann ech awer elo kucken, wéi déi Plansectorielen een an deen anere sinn, an ech sinn d'lescht Kéier am Detail drop agaangen, dann, muss ech soen, ass deen hei Projet awer no deene Plan-sectorielen, widdersprécht en de

Plan-sectorielen net. Elo kann een all déi Argumenter, kann een aner Argumenter bewegen, wann ee wëllt. Et kann een aus Gréisstgrënn dergéint sinn. Et kann ee soen, ëmweltméisseg - mä den Här Schank geet nach eng Kéier dorop eran - gesi mir dat anescht. Mä zumindest esou, wéi d'Avant-projets vum Plan sectoriel elo sinn - Dir kennt se, ech sinn d'lescht Kéier am Detail dorop agaangen -, hu mer kee Widdersproch. Domadder wéilt ech déi zwou Saachen do awer auserneenhalen.

Den zweete Punkt, dat ass deen: Et ass gesot ginn, an deene Fuiten, déi an deene Plansectorielen do bestinn, misste mer intervenéieren. Ech verstinn dat als Remarque, muss awer elo haut soen, datt ech momentan kee konkret Element hunn, wou ech kéint iergendeppes drop grefféieren, fir ze soen: Sou, elo maache mer eng Enquête doriwwer. Ech hunn héieren, wat den Här Krecké alles gesot huet. Et huet een heiansdo Impressiounen, mä Impressioune gi mir net duer, fir eng prezis Enquête ze starten.

Ech soen Iech ganz kloer: Wann ech iergendzwousch och nëmmen en halleft Element hätt, wat mer an de Grapp kréichen, fir ze soen, do kann ech elo eppes starten, da maachen ech et sofort. Well all déi Fuiten, wou een heiansdo an Departementer a Ministèrë sech virstellt, datt eppes erausgaangen ass, dat ass net gutt, haaptsächlech bei esou Saachen net gutt. An ech soen Iech, wann ech iergenden Element hunn, fir et kënnen ze maachen, da maachen ech et sofort. Well ech gradesou Problemer, méi Problemer nach, well ech responsabel derfir sinn, domadder hunn, wéi jiddwereen heibannen, sinn ech deen Éischten, deen dat mécht.

Code de déontologie. Och do zwee Wierder dozou. Dat ass hei gefrot ginn. Et ass eng Motioun déposéiert ginn. Ech wëll elo soen, ech ka mam Invite vun där Motioun - ech soen, mam Invite, mat de Considéranten ass elo eppes anescht -, mä mam Invite vun där Motioun selbstverständlech gutt liewen.

Ech war, de Fränz Bausch huet et ugeschwat, Fonction-publiques-Minister, an déi Questions parlementaires, déi hie virun e puer Joer gestallt huet, huet en u mech sengerzäit adresséiert. An ech hunn em effektiv geäntwert: Mir sinn amgaang, drun ze schaffen. Dat ass och richteg.

Et ass och en Text déizäit schonn ausgeschafft gi gewiescht. Deen huet awer eng ganz Rei Froen, eng ganz Rei Problemer opgeworf, déi a laangen Diskussiounen hin an hier och gaange sinn, wou mer en net finaliséiert krute sengerzäit. Dat deet mir leed, datt mer et d'lescht Legislaturperiod net ofgeschloss hunn.

Ech weess awer ganz kloer, datt den aktuelle Fonction-publiques-Minister an d'delegéiert Fonction-publiques-Ministerin aktiv dorunner schaffen. Ech mengen, datt dat och eng Partie vun deenen Diskussioune war, déi elo an der Fonction publique gefouert ginn, an ech weess och, datt de Wëllen elo wierklech do ass, fir esou schnell wéi méiglech souwuel fir d'Fonctionnairë wéi fir d'Politiker esou e Code de déontologie op d'Been ze kréien an duerchzediskutéieren an dann och a reglementaresch, a gesetzlech Basis ze ginn.

Et wär gutt an et wär propper, wa mer alleguer genau wéissten, wat fir eng Prinzipië wéi wären, datt jiddwereen, net déi grouss Prinzipien, déi mer alleguer d'selwecht hunn, mä déi mer heiansdo anescht interpretéieren, datt mer do keng Diskussioune méi driwwer hätten.

Da war nach eng Fro u mech gestallt ginn, dat war déi vun den Terraine fir de Stadion, dat, wat gesicht ginn ass am Kader vum Aménagement du Territoire. Ech confirméieren, datt dat, wat gesicht ginn ass sengerzäit, eppes war, wou mer dee ganze Stadion op där enger Säit an déi Offre commerciale op där anerer Säit zesumme géifen dohinnerkréien, well effektiv gesicht ginn ass, fir e Stadion am Fong iwwert dee Wee gebaut ze kréien. Also sinn déi zwielef Terrainen där Gréisst entspriechend gesicht ginn, fir datt esou e Projet dohinnergepasst hätt. Sicht ee méi eppes Klenges, kommen evidenterweis oder kënnen evidenterweis och nach aner Saachen a Fro kommen. Mä dat ass esou, well d'Objektiv an d'Demande un d'Landesplanung sengerzäit déi waren.

Iwwert de Käschtepunkt an deen, deen de Stat bezilt, wëll ech nach eng Kéier kuerz soen, wat virdru schonn ugeschwat ginn ass. En Deel vun deene Käschten, déi souwisou musse gemaach ginn, egal wat dohinnerkënnt an och, wann näischt dohinnerkënnt, kënnt souwisou op de Stat zou. Et komme ronn 32 Milliounen Euro op eis zou, wat esou en Échangeur kascht, wann en da gebaut gëtt, fir esou e Projet. Dovunner mussen der ronn 13,3 vum Promoteur gedroe ginn - dat ass awer eng Propositioun, déi elo gemaach gëtt, déi ass nach net duerchdiskutéiert; dat ass eng Propositioun, déi vu Ponts & Chaussées ausgeschafft ginn ass - an eppes an déi 18 vum Stat.

Elo wëll ech awer soen: Wat ass dann och den Intérêt nach gewiescht vun dem Bau vun esou engem Stadion iwwert déi do Aart a Weis? Mä den Intérêt ass selbstverständlech och gewiescht, datt eng Rei vun de Strukturen, déi konnte bei engem Centre commercial benotzt ginn, wéi déi grouss Parkplazen, déi een awer muss derbäi hunn, de toute façon vun engem Promoteur géife gebaut gi fir e Centre commercial an zur Benotzung vun engem Stadion kéinte benotzt ginn. Dat ass dee Facteur, deen eng wesentlech Präisreduktioun géif maachen, wann een esou eppes baut.

An deen anere Facteur ass natierlech deen, datt, wann de Stat e baut, en evidenterweis och den Terrainspräis muss bezuelen, an an dësem Fall déi Terraine mat an dee ganzen Ensembel, an dee ganze Projet géifen eragoen. Dir hutt mech gefrot: Wat ass den Avantage dovunner? Ech soen Iech, dat si finanziell elo gesinn déi zwee Avantagen, firwat esou en Terrain da méi rationell wier, wann en an esou engem Ensembel géif gebaut ginn. Just, do kann een elo dovunner halen, wat ee wëllt. Ech wollt just déi Explikatioun op eng einfach Aart a Weis ginn.

Ech sinn och nach gefrot ginn, ob mer deen Nohaltegkeetsplang verschéckt hätten an déi eenzel Departementer. Jo, mir hunn e verschéckt.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Huet jiddwereen e gelies?

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Ob e gelies ginn ass, wollt ech soen, Här Hoffmann, dat kann ech Iech net elo beäntwerten.

(Interruption)

Ech ginn dovunner aus, datt jiddwereen e gelies huet.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Nohaltegkeetsminister. Den delegéierten Nohaltegkeetsminister, den Här Schank, huet elo d'Wuert.

M. Marco Schank, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures.*- Här President, ech wollt kuerz op déi Fro agoen, déi de Kolleeg François Bausch gestallt huet am Kontext mat dem Naturschutz um Site. Ech widderhuele mech net vis-à-vis vun där leschter Woch, wou mer déi Réunion jointe hate vun deenen dräi Kommissiounen, wou ech gesot hunn, datt mir als Departement Environnement nach net formell befaasst sinn, well mer nach ganz am Ufank vun der Prozedur si vun där Modification ponctuelle. Dat wësst Der.

Et ass awer esou, datt mer déi Etüd awer virläit. Déi Impaktetüd, déi EIE, déi datéiert vum September 2011. A mir hunn eis se och komme gelooss, mir hunn eis se ugekuckt. Nach wäerten d'Experten aus dem Ministère se sech dès le moment venu, wann et dann esou wäit kënnt, och am Detail ukucken. A mir wäerten dat och ganz kritesch maachen.

Et ass awer déi éischte Kéier, ech wëll dat betounen, déi éischte Kéier, wou de Site esou genee gekuckt gëtt um Niveau vun där EIE. An ech soen dat ganz bewosst, fir de Lien ze maache mam Historique.

Ech sinn och gefrot ginn, ech wollt och zwee Sätz zum Historique soen. Vun 1979 bis 1990 - ech erspueren Iech elo den Detail - huet deemools d'Forstverwaltung sech an enger Partie Avisen am Fong opposéiert fir d'Kreatioun vun enger Zone d'activité do, wou se am Fong haut ass, Auf Geespelt, am Géigesaz zu Im Weyer, wou dann de Stadion soll hikommen. Dat heescht am Kloertext, do befanne sech dann déi Gebailechkeeten op där Plaz, wou d'Forstverwaltung deemools ni wollt. Notamment et ass ugaange mat dem Centre commercial, Tankstell an aner Gebailechkeeten.

Dann am Mäerz, dat ass gefrot gi vum François Bausch, am Mäerz 1991 gëtt et dee Refus vum deemolegen Ëmweltminister, dem Alex Bodry, am Kontext vun enger Deviatioun vun der Bibeschbaach als préalabel, fir dann eng Zone d'activité do ze kreéieren. D'Motivatioun vum Refus war d'Vigeldirektiv vun '79 respektiv d'Kreatioun vun enger Réserve naturelle Réiserbann.

Da muss een awer soen, mä ausgerechent deen Dall vun der Bibeschbaach, do, wou de Stadion soll hikommen, ass net zréckbehale gi fir souwuel d'Vulleschutzgebitt, also déi Zone protégée communautaire, déi ugeschwat ginn ass, Vallée de l'Alzette respektiv déi Zone humide, also déi Réserve Réiserbann, an déi ass den 8. September '94 deklaréiert ginn.

Dann, wann een - an ech konnt se jo da liesen - d'Analys vum Bureau EFOR-ERSA liest, geet déi vill méi wäit wéi all dat, wat virdrun eng Kéier gemaach ginn ass vun Avisen, Analysë vun der Forstverwaltung oder vu wiem och ëmmer. Wann ech e Wonsch däerf ausdrécken: Ech hätt gären, dass een déi Konklusioune vun där EIE, déi dat géife verdéngen, eng Kéier och wëssenschaftlech géif kucken. An dat maache mir spéitstens wann et dann esou wäit ass, wann d'Prozedur iere virugeet.

Da wollt ech awer nach reagéieren op dat, wat de François Bausch nach sot, wou e seng Angscht ausgedréckt huet, mir géifen zwou Kategorië vu Biergerinnen a Bierger hei am Land kréien, respektiv et géife vill Kloe kommen, wann dat virugeet. Do muss ech dann nach eng Kéier soen, mir sinn an enger Modification ponctuelle, mir sinn an enger Prozedur dran, wou mer dann alles kucken, an den Naturschutz gëtt gradesou kritesch gekuckt wéi op anere Plazen.

A wann ech dat op eng ganz bescheide Manéier ka soen: Ech gesinn am Moment um Niveau vun deem, wat ech gekuckt hunn, ouni datt d'Experten et am Fong gekuckt hunn, gesinn ech am Fong an där Etude d'impact net, wou esou Kloe kéinte provozéiert ginn, déi de François Bausch fäert, wat natierlech ni ausgeschloss ass, et sief dann, et géife keng zolidd an appropriéiert Mesures compensatoires kommen.

An ech zitéieren dann ee Saz aus där Étude d'impact, déi ech och gäre viruginn. Ech hu se net maache gelooss, dat war de Promoteur, mä ech gesinn awer, et ass kee Geheimdokument.

Une voix.- Dat wollt ech just froen.

M. Marco Schank, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures.*- Voilà.

«Le projet ne pourra se faire sans la réalisation d'assez importantes mesures compensatoires, en partie préalablement, en partie parallèlement aux travaux.» Dat heescht, d'Terraine mussen zur Verfügung gestallt gi fir déi Mesures compensatoires, wann et dann esou wäit kënnt. An dat muss natierlech och de Promoteur leeschten.

M. le Président.- Merci dem Här delegéierten Nohaltegkeetsminister. An elo kritt d'Wuert den Här Sportsminister.

M. Romain Schneider, *Ministre des Sports.*- Merci, Här President. Bon, ech brauch am Inhalt, mengen ech, net méi anzegoen op den Historique vum Stadion. Dat gouf en long et en large gemaach an deenen eenzelne jointë Kommissiounssitzungen, déi mer haten.

Ech géif nach eng Kéier kuerz op d'Nécessitéit vun dësem Stadion agoen. Eng Rei vu Spriecher haut de Mëtteg hunn dat widderholl. Virun allem d'Deputéierte Ben Fayot an Norbert Haupert hu schonn op d'Konditiounen higewisen, wéi se de Moment am aktuelle Stadion sinn.

Engersäits d'Konditioune fir d'Spiller, anerersäits de Confort fir d'Zuschauer, fir d'Press, déi muss a Konditioune schaffen, wéi se hautdësdags net méi adaptéiert sinn. Da virun allem awer och d'Sécherheetsmoossnamen, déi net méi garantéiert sinn, a wou mer vu Joer zu Joer mat Autorisations spéciales vun UEFA a FIFA virufueren. An et muss ee regelrecht soen, all déi international Gäscht, déi mer hei empfänken, well mir schwätze jo hei all Kéiers vun internationale Matcher, déi do gespillt ginn, muss ee sech als Lëtzebuerger schumme fir dat, wéi een déi kann ënnert deenen dote Bedéngungen empfänken. Mir hunn dee mannste Stadion an deenen 53 Länner, déi zur UEFA gehéieren!

Dofir hunn ech och begréisst, datt de Mëtteg all d'Fraktiounen esou oder esou gesot hunn, datt se fir de Bau vun engem nationale Stadion sinn. Dat huelen ech ganz gären zur Kenntnis.

(Brouhaha)

Et muss een awer ëmmer erëm soen, an ech mengen, do kommen ech och op dat zréck, wat hei ugedeit gouf, datt mer och selbstverständlech mam Bau vun engem Stadion virun allem och d'Capacitéiten ëmmer erëm duerjerneegeheien.

Ganz kloer schwätze mer hei vun engem Stadion bis 10.000 Spectateuren. A mir sinn och bei der Sich no Modellen, wéi et am Ausland geet. Mir si kucke gaangen, wéi d'Münchener Arena besteet, wéi de Wembley Stadion zu London besteet. Mir si kucke gaangen an Holland op Kerkrade, mir si kucke gaangen an d'Schwäiz, ech selwer op Sankt Gallen respektiv op Thun. Dat si lauter Stadië mat 10.000 Leit, déi fonctionnéiere mat engem kombinéierte Modell, esou wéi en hei virgesinn ass.

Elo kéint et mir jo eigentlech als Sportsminister - tëschent Gänseféisercher - „egal" sinn, ob mer de Modell A huelen, e kombinéierte Stadion, oder e Modell B, dee gebaut gëtt vun de Sue vum Stat. Awer déi Iwwerleeungen, déi de Mëtteg hei eriwwerkoumen, souwuel mëndlech wéi och schréftlech, hu mer gewisen, datt et immens, immens schwéier gëtt, wa mer soen, mir huelen aus dem Statsbudget Suen, fir grad zu dësem Moment ee Stadion ze bauen. 2007, wéi déi heiten Démarchen ugefouert goufen, ware mer genau an därselwechter Situatioun wéi haut: Mir si komm aus enger Tripartite, mir hate ganz schwéier ekonomesch, wirtschaftlech Bedéngungen.

Mir musse jo och wëssen, mir schwätzen net vun 20 bis 25 Milliounen - dat ass de renge Stadion, mat Flutlicht derbäi -, mä do hu mer näischt derbäi vu Parking, vun Accès, vu Sécuritéitsmesuren, vun Terrain. Dat, wat de Claude Wiseler hei zitéiert huet, do komme mer op ee Chiffer vu 70 bis 80 Milliounen Euro!

An da froen ech mech, wien heibannen... Den Här Fayot huet zu Recht, ech ginn him recht, d'Prioritéiten opgezielt, déi jiddwereen op sollt zielen, déi heibannen zielen, vu Schoulen, vu Sozialariichtungen. Ech mengen, dann ass dat heite fir mech déi eenzeg Méiglechkeet, wéi mer an deenen nächste Jore relativ schnell kënnen ee Stadion bauen. Duerfir ass fir mech och ganz kloer, datt d'Solutioun A hei virun zielt, selbstverständlech am Respekt vun den Décisioune vun de Gemengenautoritéite vu Réiser respektiv och an de Prozeduren, déi ustinn.

An deem Sënn hoffen ech drop, datt mer kënne schnellstméiglech virukommen, well mir brauchen, dat widderhuelen ech nach eng Kéier, en adequate Stadion, fir eis international Matcher hei ënner gudden a flotte Bedéngungen ze spillen.

M. le Président.- Merci dem Här Sportsminister. Elo kritt d'Wuert den Här Wirtschaftsminister.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Här President, vu menger Säit am Fong geholl zwou Remarquë punktueller Natur, déi eng, déi vum Här Meisch opbruecht ginn ass, ganz am Ufank. Ech mengen, mir haten iwwert d'Fro vun der Confidentialitéit Rieds. Wann ee kuckt, dee Bréif, do gëtt just nach eng Kéier dra gesot, net dass et confidentiel wier, well et ass nodeem den Accord war, mä dass et kloer ass, wien d'Kommunikatioun mécht.

Ech muss Iech soen, dass dat eng gängeg Praxis ass, déi ech op alle Fall och uwenden. Heiansdo huele mir eis d'Recht, dass mir soen, mir maachen d'Kommunikatioun. Heiansdo gëtt se zesumme gemaach. An heiansdo gëtt ganz kloer gesot, hei ass de Betrib gefuerdert, fir d'Kommunikatioun selwer ze maachen, oder de Betrib selwer freet, fir d'Kommunikatioun ze maachen an net mir. Dat ass en Arrangement, deen ee mécht, an an deem Bréif fënnt ee just en Arrangement erëm, deen eppes mat der Kommunikatioun ze dinn huet. Et ass an deem Bréif jo net méi Rieds vun der Confidentialitéit, mä just, wien d'Kommunikatioun mécht.

Zweet Remarque, déi sech bezitt op déi Etüden. Gradesou wéi Etüde gemaach gi si vum Promoteur iwwert den Naturschutz an den Impakt, deen dat kéint hunn, esou sinn der och gemaach ginn op d'Geschäftswelt. An et ass eng Etüd gemaach ginn, déi op déi Etüd ageet, déi och vun der Stad Lëtzebuerg...

M. le Président.- Här Wirtschaftsminister, erlaabt Dir, datt den Här Bausch Iech eng Fro stellt?

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Jo.

M. le Président.- Här Bausch, wann ech gelift!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Hunn ech richteg verstanen, datt all déi Etüden do vum Promoteur selwer gemaach gi sinn?

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Jo, mä, am Moment, wéi wëllt een dat dann aneschters maachen? Mir maachen dat jo net.

Plusieurs voix.- Ooohhh! Aaahhh!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Also fannt Dir dat normal? D'Stad Lëtzebuerg huet d'Etüd iwwert de Commerce selwer an Optrag ginn an och selwer bezuelt. Fannt Dir et normal, datt bei engem Projet wéi deem doten de Promoteur selwer, dee jo en Intérêt huet doranner, och all d'Etüde mécht, fir ze kucken, ob säi Projet kompatibel ass mat anere Saachen? Fannt Dir dat normal?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Den Här Krecké fënnt dat normal.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Jo, well dat gëtt... Här Bausch, an all Projet, sief et iwwert d'Auswierkungen op d'Geschäftswelt, sief et iwwert d'Auswierkungen op d'Ëmwelt, muss ëmmer -

dat hei huet näischt mat Promoteuren ze dinn - de Betrib bezuelen. Ëmmer!

(Interruptions diverses)

Neen, dat ass ëmmer esou!

(Interruptions diverses)

Et deet mer leed, dat ass d'Regel. De Betrib bezilt.

M. François Bausch *(déi gréng).-* Här Krecké, hei geet jo...

M. le Président.- Här Bausch.

M. François Bausch *(déi gréng).-* Mä ech muss awer soen... Här President, hei geet et jo net... Den Ausléiser, fir dat hei ze kréien, ass jo net ee Privaten, deen iergendeppes wëllt maachen, mä et ass d'Regierung, déi Demandeur ass, am Numm vun der öffentlecher Hand, fir eppes ze kréien. An do ass et fir mech awer net normal, datt an esou enger Situatioun de private Promoteur all d'Etüde finanzéiert an och maache léisst! Hei hätt d'Regierung misse kucken, fir dat vu sech aus ze maachen.

Wann ee Privaten dat mécht, wann ee Privaten e Projet huet vu sech aus selwer, ouni datt d'Regierung en Intérêt huet, ass dat dat Normaalst vun der Welt, mä net an deem heite Fall. Dat ka jo net sinn!

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.-* Also, ech bleiwen nach eng Kéier derbäi, d'Regierung huet hei net agegraff. Et ass e private Projet. Et ass jo kee PPP. Et ass e private Projet. An e Promoteur geet hin a geet eng Etüd maachen. Dat ass säi Recht, fir ze kucken, ob beispillsweis d'Zone de chalandise, ob déi entsprécht an ob déi mat sech bréngt, dass esou eng Zon iwwerhaapt machbar a rentabel ass. Dat huet hien interesséiert, an en huet dat maache gelooss. Mä, wann Dir se gär hätt, frot en! Ech ka se net...

(Interruption)

Lauschtert, wann ech gelift, dat si Konklusiounen, déi hien zitt. An dat huet bei him...

M. Xavier Bettel *(DP).-* Fir säin Intérêt!

M. François Bausch *(déi gréng).-* Fir säin Intérêt. Dat ass jo evident.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.-* Ma neen, hie geet kucken...

M. le Président.- Här Bettel, loosst de Minister äntwerten!

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.-* Hie geet... Also, Här President, wann ech gelift, ech hu si jo och net ënnerbrach.

(Interruption)

M. le Président.- Jo, jo. Dir kritt déi Äntwert elo, an da kënnt...

M. François Bausch *(déi gréng).-* Dir sidd elo e bësse schlecht drun.

(Interruptions diverses)

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.-* Et ass evident, et ass an all Projet esou. Wann ech muer e Geschäft opmaachen, kucken ech, ob op där Plaz, mat deem Angebot, wat ech wëlles hunn ze maachen, ob dann déi Rechnung bei mir opgeet. Duerfir maachen ech fir d'Éischt...

(Interruption)

M. le Président.- Neen, Här... Loosst elo fir d'Éischt de Minister äntwerten!

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.-* Duerfir maachen ech fir d'Éischt eng Etüd, an déi ass gemaach ginn. An déi gehéiert dem Promoteur. A wann ee se gär consultéiere géif, da geet e bei en an e freet en, ob en déi kann... Et ass eng reng privat Etüd, an e wäert nach staunen, wat do vu Konklusiounen erauskomm ass, wat d'Etüd vun der Stad Lëtzebuerg ubelaangt.

Une voix.- Eng reng privat Etüd.

M. le Président.- Do waren awer dräi Froen, Här Wirtschaftsminister, wann Der erlaabt. Mä vläicht der Rei no, den Här Helminger hat d'Wuert gefrot, den Här Hoffmann an nach eng Kéier den Här Bausch.

M. Paul Helminger *(DP).-* Här President, et ass dach en Ënnerscheed tëschent engem Businessplang, deen effektiv e Promoteur opstellt, fir ze justifiéieren, ob säi Plang opgeet oder eng Chance huet, fir opzegoen oder net. Hei si mer jo awer net nëmmen... oder wa mer dat elo haut héieren, da muss ech soen, da verstinn ech d'Welt awer guer net méi. Wa mer elo haut nëmmen nach an engem Projet vu privater Promotioun sinn, da verstinn ech iwwerhaapt net, woufir dass d'Regierung sech engagéiert a seet, et wier e Projet d'intérêt national.

Wann et awer e Projet d'intérêt national ass, mat allem, wat dozougehéiert, dann ass et déi verdammte Flicht vun der Regierung, fir ze kucken, wat fir eng Répercussiounen dee Businessplang, deen de Promoteur virleet, op de Rescht vum Land huet. An et ass net um Promoteur, fir déi Etüd ze maachen, mä et ass un der Regierung, fir déi ze maachen!

A wann Dir doriwwer Problemer hutt mat där Etüd, déi d'Stad Lëtzebuerg gemaach huet, da solle mir eis vläicht eng Kéier zesummesetzen, fir ze kucken, wou déi Problemer sinn. Et kann dach net sinn, dass Dir einfach tëschent dem Promoteur an enger Etüd, vun där Dir anscheinend schonn, opgrond vun de Konklusioune vum Promoteur, mengt, se wier näischt wäert, géift décidéieren, dat do ass an der Rei. Dat kann et dach net sinn!

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.-* Bon, ech proposéieren - mä et ass awer net meng Décisioun -, dass déi Etüden öffentlech gemaach ginn, da ka jiddweree sech domat ausenanersetzen a sech selwer e Bild maachen, ob et seriö genuch ass oder net. Dat ass dat Éischt.

M. Paul Helminger *(DP).-* Ma, ech fannen et iwwerhaapt komesch, dass hei de Wirtschaftsminister an net de Mëttelstandsminister de Promoteur vun deem Déngen ass.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Ech hätt elo gären, wa mer géifen der Rei no fueren. Den Här Hoffmann hat d'Wuert gefrot.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).-* Also, de Punkt ass net, ob déi Etüd öffentlech gemaach gëtt oder net - dat ass zwar och interessant a wichteg, mä dat ass net de Punkt. De Punkt ass, wat eng Etüd ënnersicht vun engem private Promoteur a wat op där anerer Säit eng Etüd ënnersicht, déi vun der Regierung selwer an Optrag gi gëtt.

De private Promoteur, dee ka rechnen. Hien zitt en Deel vun der Kafkraaft, hie bréngt et fäerdeg, hien zitt en Deel vun der Kafkraaft aus anere Regiounen op sech. Dann ass hien zefridden. Wann domadder op anere Plaze Geschäfter futtiginn, respektiv op enger anerer Plaz Aarbechtsplazen ofgebaut ginn, da spillt dat am Businessplang keng Roll. Am Géigendeel, dat ass dann en faveur vun deem private Promoteur.

Fir déi do Auswierkungen...

M. Claude Meisch *(DP).-* Wat eng Leçon fir d'Sozialisten!

M. André Hoffmann *(déi Lénk).-* Fir déi do Auswierkungen ze iwwerkucken, do brauch een eng onofhängeg Etüd. An déi kann nëmme vun der Regierung an Optrag gi ginn an natierlech dann och vun der Regierung finanzéiert ginn.

M. le Président.- Okay. Elo kritt nach...

M. André Hoffmann *(déi Lénk).-* Wéi mir zu Esch konfrontéiert ware mam Standuert Belval, hu mir enger däitscher Firma, déi näischt mat engem Promoteur ze dinn hat, den Optrag ginn - Empirica war dat -, fir ze kucken: Wéi entwéckelt dat do sech? Wéi entwéckelt do d'Verhältnis sech tëschent Belval an dem Stadzentrum vun Esch? An esou weider an esou fort. Wéi gutt déi Etüd ass, dat ass eng aner Fro. Mä esou ass awer de Wee!

CHAMBRE
DES DÉPUTÉS

Chamber TV

**weist all
öffentlech
Sëtzung
live an integral**

An der Stad
***um Kanal S29 (Coditel) oder
um Kanal S40 (Eltrona/Siemens)***
•
Zu Esch
um Kanal S24 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Déifferdang
um Kanal S29
•
An der Gemeng Diddeleng
um Kanal S32
•
An der Gemeng Nidderaanwen
Kanal S29
An der Gemeng Bartreng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Walfer
um Kanal S29 / 367.25 Mhz
•
Zu Biwer an zu Wecker
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bous
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bërmereng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Konter
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dippech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dikrech
um Kanal S19 / 287.25 MHZ
•
Zu Iermsdref
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Esch-Sauer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Nidder- an Uewerfeelen
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Gréiwemaacher
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Hieffenech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Hesper
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Kielen (& Brameschhaff),
Keespelt, Meespelt,
Ollem an Nouspelt
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Mamer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Manternach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Medernach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

M. le Président.- Gutt. Vläicht nach den Här Bausch, an dann äntwert den Här Krecké op all déi Froen. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Här President, ech kann et kuerz maachen, well den Här Hoffmann huet dat elo exzellent formuléiert, wat ech am Fong och wollt soen.

Ech wollt dem Här Krecké just soen, datt, wéi d'lescht Woch den Här Gira Iech nach eng Kéier d'CIMA-Etüd - déi mir als Stad Lëtzebuerg an Optrag ginn hunn, déi de Commerce am ganze Land an d'Kafkraaftstréimungen ënnersicht huet - iwwerreecht huet, hutt Dir gesot: Mir hunn och esou eng gemaach, esou eng Etüd.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Neen, net mir. Dat hunn ech net gesot.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Jo, dann eben, den Här Becca huet dann och esou eng gemaach. Mä den Här Becca huet also net esou eng gemaach, ganz kloer, mä en huet just eng gemaach, wéi Dir et richteg formuléiert hutt: Hie kuckt, datt bei him d'Rechnung opgeet, dat heescht, wéi hie méiglechst vill Kafkraaft ka bei sech zéien. Well et ass jo evident, datt de Promoteur keen... Deem ass dach e Geschäft an der Stad oder zu Ëlwen esou laang wéi breet. Dee kuckt, datt säi Commerce a säi Businessplang opginn. Dat ass säin eenzegen Objektiv, deen en huet.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Gutt. Den Här Wirtschaftsminister, wann ech gelift.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Här Bausch, mir hunn eng politesch Ausenanersetzung zu enger Orientatioun, wou mer eis einfach net eens sinn. Ech sinn der Meenung perséinlech, dass en Outlet-Zenter…

Une voix.- Et ass elo e grousse Kuddelmuddel.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- …op Lëtzebuerg gehéiert. Ech sinn der Meenung, dass, wann ee wëllt en attraktive Geschäftszentrum ginn, da muss ee sech déi Moyenë ginn, fir dass dat och méiglech ass. Ech sinn der Meenung, dass een dem Konsument net permanent ka soen, wat en ze maachen huet a wat en net ze maachen huet.

Ech sinn der Meenung, an d'Regierung huet dat och befollegt, dass mer am Regierungsprogramm nach eng Kéier festgehalen hunn, dass et keng Méiglechkeet gëtt, fir dee Stadion eleng ze bauen, aus finanzielle Grënn, an dass - dat steet jo am Regierungsprogramm dran - nach eng Kéier confirméiert ass, dass déi Virgehensaart a -weis, déi mer geholl haten, fir dat zesumme mat Verkafsflächen ze maachen, déi richteg ass.

Duerno leeft déi ganz Prozedur un. An do ka vläicht erauskommen, dass „at the end of the day" vläicht de Promoteur oder anerer soen, dass dat net geet. Dat ka muer bei den Naturschutzdispositioune sinn, dat kann och bei anere Dispositioune sinn. Mä mir sinn net méi an der Lag, fir ze soen: „E Privatmann, deen e Projet wëllt maachen, eng Verkafsfläch, dee muss elo eng Etüd maachen." An där Phas si mer net méi. Mir dierfen dat iwwerhaapt net méi froen. Dat kann hien nach fir sech maachen, mä mir dierfen dat net méi froen. D'Direktiv „services" ass ganz evident a ganz kloer op deem Punkt.

Mir sinn hei an enger politescher Ausenanersetzung, wou mer eis net eens sinn. Dir sidd do anerer Meenung wéi ech selwer. Ech mengen, wat Dir och guer net a Betruecht zitt…

(Interruption)

Wann ech gelift, Här Bausch! Ech hunn Iech net ënnerbrach!

M. le Président.- Här Bausch, loosst dach elo den Här Wirtschaftsminister schwätzen!

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Ech weess net, wat fir eng Situatioun an där Chamber hei ass, dass een net zwee Sätz hannerenee ka soen, ouni ënnerbrach ze ginn. Ech war 15 Joer hei, ech weess, wéi ee sech behëlt an der Chamber!

Plusieurs voix.- Ooohhh!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Boh! Dir sidd grad dee Richtegen, fir Lektiounen auszedeelen!

(Interruption)

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Äntwert op d'Froen!

M. le Président.- Sou! Loosst elo den Här Krecké op déi Froen, déi gestallt gi sinn, äntwerten!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Genau!

M. le Président.- Ech bieden Iech wierklech, elo nozelauschteren!

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Ech mengen och, wat feelt an deene ganzen Iwwerleeungen, déi mir hei féieren, dat ass och ze kucken, wat fir een direkten Notzen net nëmmen d'Gemengefinanzen, mä och d'Statsfinanzen un esou engem Projet hunn.

Hei gëtt jo nëmme geschwat vun engem Käschtefacteur, wa mir missten un der Stroosseféierungen eppes änneren oder wa mer aner Agréffer misste maachen, wou mir eppes missten als Stat investéieren. Ech froe mech, wien hei gekuckt huet, wat d'Retombéeë sinn um Niveau vun den direkte Steieren, um Niveau vun de Salairessteieren, um Niveau vun der TVA, um Niveau vun de Gemengefinanzen.

(Interruption)

An ech mengen, esou ee Projet… A mir hu jo Beispiller op der Grenz, wou awer nu wierklech alles, wat vu Retombée financière positive doraus erauskënnt, den IKEA-Projet, bleift op där anerer Säit vun der Grenz.

(Interruption)

Wa mer nach eng Kéier gären eppes Ähnleches hätten, an ech soen Iech, en Outlet-Zenter kënnt méi wéi sécher an eis Géigend. Wann een nëmmen op Zweebrécken kucke geet, dat gesäit een, wann een d'Reklamme gesäit, déi déi Firma hei zu Lëtzebuerg permanent mécht, da gesäit een, dass et e Besoin gëtt. Wann een d'Plaquë kuckt vun de Lëtzebuerger, déi dohinnerginn, da gesäit een, dass et e Besoin gëtt.

(Interruption)

Hei, Här President, sinn einfach eenzel Leit anerer Meenung. Ech sinn enger anerer Meenung wéi den Här Bausch a wéi anerer, mä dann ass et eben esou. Mä mir hunn Iech hei d'Äntwerte virgeluecht. Mir sinn eis op verschiddene Punkten net eens. Esou ass et eben an der Politik.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Gutt! Merci dem Här Wirtschaftsminister. Mir sinn domadder um Enn vun der Diskussioun...

Une voix.- Wéi bëlleg!

M. le Président.- …a mir kommen elo zu der Ofstëmmung vun de Motioune respektiv vun der Resolutioun.

Motions et résolution

Motion 3

M. Claude Meisch *(DP).*- Här President?

M. le Président.- Jo? Här Meisch, wann ech gelift.

M. Claude Meisch *(DP).*- Ech wëll zur Motioun soen, déi d'Majoritéit eraginn huet, datt déi Diskussioun, déi mer elo haut de Mëtteg hei haten, awer nach eng Kéier gewisen huet, a wat fir eng Situatioun mer elo komm sinn. D'Regierungsmemberen hu selwer hei x-mol gesot, datt et nach kee kompletten Dossier ass, datt nach ganz vill Saachen net gekuckt gi sinn, datt dee Projet eigentlech guer net konkret ass.

Trotzdeem ass déi Virgängerregierung 2009 higaangen an huet awer en extrem fermen Engagement ausgeschwat, fir dee Projet do zu Léiweng - Fussballstadion a Commerce zesummen - an där doter Envergure wëllen ze autoriséieren. Dat ass de Mëtteg awer nach eng Kéier kloer ginn. An et ass eis nach eng Kéier kloer ginn, a wat fir engem Kuddelmuddel datt dat dote gëendegt huet, well eigentlech kee méi weess, wat dann elo wéi a wou an duerch wien a vu wiem da richteg soll gemaach ginn.

Duerfir geet eis dat, wat an der Motioun vun der Majoritéit steet, net duer. Virun allem och, well mer net d'accord sinn, datt elo hei d'Responsabilitéit ganz einfach op d'Réiser Gemeng ofgi gëtt. Dat fannen ech net akzeptabel.

Ech fannen, datt déi Décisioun hei an d'Chamber gehéiert, ob mer dat dote wëllen oder ob mer dat net wëllen. Awer mir kënnen et net einfach an éischter Linn do responsabel maache vun enger Koalitiounsbildung an der Réiser Gemeng a wéi déi sech dann doriwwer eenegen, wann et virun allem, wéi d'Regierung selwer gesot huet, e Projet vun nationalem Interessi ass.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Den Här Bausch, wann ech gelift.

Mir sinn zwar elo emol bei der éischter Motioun. Den Här Meisch huet elo schonn zu der Motioun N°3 geschwat. Kënne mer vläicht der Rei no fueren?

M. François Bausch *(déi gréng).*- Kommt, mir fueren der Rei no, Här President!

Motion 1

M. le Président.- Ech wollt elo fir d'Éischt d'Motioun vum Här Claude Meisch huelen. Wëllt do nach een d'Wuert derzou ergräifen? Dat ass also d'Motioun N°1. Den Här Hoffmann, wann ech gelift.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Här President, ech wëll just preziséieren, dass ech den éischten Tiret vum „Invite" interpretéieren als e Stade de football an der öffentlecher Hand.

Merci.

M. le Président.- Gutt. Wëllt soss nach een zu der Motioun N°1 Stellung huelen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Kënne mer dann doriwwer ofstëmmen? Ech ginn dervun aus, datt de Vote électronique verlaangt ass.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

D'Motioun 1 ass verworf mat 38 Nee-Stëmmen, géint 21 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par Mme Viviane Loschetter), Camille Gira (par M. Henri Kox), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden (par M. Lucien Clement), Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Lucien Weiler (par M. Paul-Henri Meyers), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz.

Motion 2

Da kéime mer zu der Motioun N°2 vum Här Gast Gibéryen. Wëllt nach een dozou d'Wuert ergräifen? Wann dat net de Fall ass, kënne mer och direkt doriwwer ofstëmmen. Ech ginn och dervun aus…

(Interruption)

Jo? Den Här Bausch, wann ech gelift.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ech wéilt just soen, datt mer eis do wäerten enthalen, aus deem einfache Grond, well d'ADR sech fixéiert huet just op ee Site. An dat ass dat, wat eis gestéiert huet. Also, duerfir enthale mir eis.

M. le Président.- Den Här Gibéryen, wann ech gelift.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, mir haten och een Ableck wëlles, kee Site prezis dranzesetzen. Mä well den Här Krecké awer viru 14 Deeg gesot huet, dee Site géif sech eegenen, fir e Stadion ouni Geschäfter ronderëm ze implantéieren, hu mer geduecht, da kënne mer och deen direkt nennen. Mir sinn och dervun ausgaangen, datt mer doduerch déi gréissten Ënnerstëtzung vun de Majoritéitsparteie kéinte kréien.

(Hilarité)

M. le Président.- Den Här Hoffmann, wann ech gelift.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Ech hu mat ënnerschriwwe pour appui. Ech enthale mech awer aus deeneselwechte Grënn wéi den Här Bausch, well ech mengen, et ass einfach verfréit, an der aktueller Situatioun e prezise Site ze nennen.

M. le Président.- Gutt! Kënne mer dann doriwwer ofstëmmen?

Vote sur la motion 2

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

Och d'Motioun 2 ass verworf mat 38 Nee-Stëmmen, géint 4 Jo-Stëmmen a 17 Enthalungen.

Ont voté oui: MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt), Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Lucien Weiler (par Mme Martine Mergen), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Ben Scheuer), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz.

Se sont abstenus: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par Mme Viviane Loschetter), Camille Gira (par M. Henri Kox), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

M. André Hoffmann.

Ech ginn net dervun aus, datt nach ee wëllt seng Enthalung begrënnen.

Motion 3

Da kéime mer zu der Motioun N°3, déi eragereecht ginn ass vum Här Fayot. Wëllt nach dozou een d'Wuert huelen? Den Här Bausch, wann ech gelift.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Här President, ech fannen et jo ganz interessant, wat hei d'Majoritéit selwer schreift an den „Invite le Gouvernement". Dat ass natierlech eng wonnerbar an d'Akaul vum Här Krecké selwer, deen ons elo grad nach wollt erklären, datt jo gutt vill Etüde gemaach gi wären, datt den Impakt op de Rescht vum Commerce kee Problem géif duerstellen, datt dat alles wonnerbar analyséiert gi wär.

Well hei steet an där Motioun vun der Majoritéit dran: «- à reconsidérer, dans l'optique du respect de l'équilibre commercial sur le plan ré-

gional, les dimensions de l'infrastructure commerciale…» Also, d'Majoritéit selwer gëtt hei zou an där Motioun hei, datt dat doten e gravéierenden Aspekt huet op den Équilibre commercial an der ganzer Regioun, léisst esou eppes hei zur Ofstëmmung. An den Här Krecké erkläert eis hei viru fënnef Minutten, d'Regierung hätt dat zesumme mam Promoteur alles wonnerbar analyséiert an et wär kee Problem fir de Commerce régional.

Also, Här Krecké, Dir kënnt Äre Majoritéitsfraktioune Merci soen, well selten hunn ech gesinn, wéi e Minister esou désavouéiert gëtt vu senger eegener Majoritéit an enger Motioun!

(Interruptions)

Zweete Punkt, Här President. Da wëll ech soen, wat dann hannendru kënnt, dat ass nu wierklech… Also, do kann een nëmmen nach driwwer schmunzelen, well hei verlagere mer jo nëmmen d'Verantwortung vun der Regierung. Et stoung am Bréif dran, et ass jo e Projet d'envergure d'intérêt national.

Mir verlageren déi ganz Décisioun dovunner, déi waarm Gromper, bei de Gemengerot vu Réiser. Also, bravo! Bravo! Esou vill Eegeverantwortung muss ee wierklech nach fäeg si vun dëser Regierung ze huelen.

An Dir verstitt, Här President, mir hätten zwar scho bal wéinst dem zweeten „Invite"… Et hätt eis scho gereizt, just deen eenzel kënnen ofstëmmen ze loossen, well dat esou schéin ass. Mä mir stëmme selbstverständlech awer géint déi Motioun hei.

M. le Président.- Den Här Gibéryen huet d'Wuert gefrot.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech ka mech nëmmen deem uschléissen, wat mäi Virriedner, de Kolleeg Bausch, hei gesot huet, mä ech géif mengen, datt an deem Considérant, wou steet: «- à reconsidérer, dans l'optique du respect de l'équilibre commercial…», am Fong de politeschen Hannergedanken ass.

Mir wëssen, datt mer an der Réiser Gemeng eng CSV hunn, déi wëllt mat der LSAP an eng Majoritéit goen, déi awer virun de Wahle sech géint de Projet ausgeschwat huet. Duerfir ass den Här Weber de Mëtteg och wahrscheinlech net hei.

(Interruption)

An hei kritt d'CSV aus dem Réiserbann eng Dier opgemaach. Herno geet d'Regierung hin a se seet: „Ma da maache mer 10.000 Metercarré oder eppes manner, an da kann d'CSV am Réiserbann soen, si hätt sech duerchgesat, an duerfir kéint se och elo dem Projet zoustëmmen."

M. le Président.- Den Här Hoffmann, wann ech gelift.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Also, ofgesi vun där Fro vun der Verantwortung stëmmen ech och dergéint. Awer och wéinst deem zweeten „Invite", well u sech gëtt jo d'Logik vum Projet, wéi e bis elo besteet, an deem zweeten Tiret do bestätegt, quitte dass et e bësse reduzéiert gëtt, wéi et elo den Här Gibéryen gesot huet.

Mä et gëtt eigentlech nach eng Kéier bestätegt, et ass eng „infrastructure commerciale qui doit permettre la viabilisation". Dat heescht, et ass eng Infrastructure commerciale. Et sinn also kommerziell Intérêten, déi sollen derzou déngen, e Stadion ze realiséieren. Dat ass déi Logik vum Projet, wéi en elo doläit. An do sinn ech net dermat d'accord.

M. le Président.- Gutt. Ech soen dem Här Hoffmann Merci.

Wëllt soss kee méi d'Wuert zu där Motioun ergräifen?

(Négation)

Da stëmme mer doriwwer of.

Vote sur la motion 3

De Vote fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

D'Motioun 3 ass ugeholl mat 37 Jo-Stëmmen, géint 22 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden (par Mme Christine Doerner), Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Lucien Weiler (par Mme Martine Mergen), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Alex Bodry), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri et Ben Scheuer.

Ont voté non: Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Carlo Wagner), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par Mme Viviane Loschetter), Camille Gira (par M. Claude Adam), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Résolution 1

Da kéime mer nach zu der Resolutioun, déi vum Här François Bausch agereecht ginn ass. Ech wëll just drop opmierksam maachen, datt et hei ëm eng Resolutioun geet. Dat heescht, mir fuerderen eis selwer op, e Code de déontologie opzestellen, deen dann och fir d'Regierung, fir d'héich Fonctionnairen a fir d'Deputéierte valabel soll sinn.

Ass dat dat, wat gewënscht ass vum Här Bausch? Den Här Bausch kritt dozou d'Wuert.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Här President, ech ka vläicht kuerz preziséieren, well, ech mengen, mir kënne selbstverständlech net herno dat fir d'Regierung maachen, mä ech ginn awer dervun aus, datt, wa mir dat fir d'Deputéiert, also fir d'Chamber gemaach hunn, an e bëssen ähnlech wéi d'Europaparlament et gemaach huet fir d'Europaparlament, da schéngt et mer evident ze sinn, datt d'Regierung net méi derlaanscht kënnt, dat nämlecht ze maache fir d'Regierung a fir d'Beamte vum Stat.

Respektiv mir kënne jo dann, wa mer dann eens sinn, wa mir eis e Code de déontologie ausgeschafft hunn a fir Transparenz gesuergt hunn, eng Motioun hei nach nodréiglech erabréngen, wou mer soen: „Mir hätten elo gär, datt d'Regierung horgenee dat nämlecht mécht fir d'Regierung a fir d'Beamten."

M. le Président.- Den Här Spautz, wann ech gelift.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Jo, ech wollt just soen, dass ech Problemer hunn net mat dem „décide", mä vir mam „invite". An ech wollt froen, wa se déi dräi éischt Tirete kéinte sträichen, da kéint een do d'Zoustëmmung derzou ginn.

M. le Président.- Den Här Bausch, wann ech gelift.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Här President, ech ka verstoen, datt natierlech d'Majoritéit mat deenen dräi éischten Tireten e bësse Bauchwéi huet. Mir zéien déi selbstverständlech ënner Ausso fir eis net zréck, mä mir sinn awer d'accord. Well et geet jo hei ëm d'Saach, wat mer gär hätten, datt mer endlech dee Code de déontologie kréien. Aus deene Grënn si mer bereet, déi dräi Tireten erauszehuelen, fir datt d'Motioun och kann hei mat enger breeder Majoritéit gestëmmt ginn.

M. le Président.- Gutt. Wëllt soss kee méi dozou d'Wuert huelen?

Ech widderhuelen also nach eng Kéier: Wa mer déi Resolutioun stëmmen, well ech ginn dervun aus, déi gëtt vun enger grousser Majoritéit gestëmmt, wäerte mir als Chamber och e Code de déontologie opstellen, deen - ech liese vir -: „des règles pour les agents publics et les membres du Gouvernement" och fixéiert. Et muss een dat just wëssen. Ech wëll dat just hei betounen. Wann dat kee Problem ass, kënne mir bien entendu elo iwwert déi Resolutioun do ofstëmmen.

Den Här Minister Wiseler huet d'Wuert.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Ech wëll just als Bemierkung maachen, datt d'Regierung sech engagéiert huet an deem ganze Kader vun deenen Diskussiounen iwwert d'Fonction publique, e Code de déontologie iwwert d'Fonction publique selwer, dat heescht iwwert d'Beamten op där enger Säit, an och iwwert d'Politiker, d'Regierungsmemberen, well mer kënnen et net iwwert d'Chamber maachen, datt mer dat décidéiert hunn, fir eis ze maachen an dat och virzeleeën.

Dat heescht, deen Engagement huet de Statsminister d'leschte Kéier an der Diskussioun hei an der Kommissioun ginn. Et läit och vir vum Fonction-publiques-Minister, deen amgaangen ass dorun ze schaffen op Basis vun engem Text, dee scho wäitgehend fäerdeg ass. Dat bedéngt jo natierlech och Consultatioune mat de Statsbeamten. Evidenterweis kann dat jo net einfach esou geholl ginn, mä et mussen eng ganz Rei Diskussioune mat deene Concernéierte gefouert ginn.

M. le Président.- Okay. Den Här Bausch nach eng Kéier.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ech mengen, dat ass jo gutt.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Jo.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Wa mir parallell dozou och eis Aarbecht maachen, da ginn ech jo dervun aus, datt de part et d'autre genuch Drock besteet, fir datt mer dat zesumme relativ séier kënnen elo och zur Ofstëmmung bréngen.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Mä nach eng Kéier: Et ass awer kloer a mengen Aen, datt et soll sinn, datt hei d'Regierung fir d'Regierungsmemberen a fir d'Beamten dee Code de déontologie vun eis aus mécht. Dat ass dat, wat ech hei wollt preziséieren.

Résolution 1 modifiée

La Chambre des Députés,

- relevant le statut général des fonctionnaires de l'État prévoyant à l'endroit de l'article 14 (1) que «le fonctionnaire est tenu aux devoirs de disponibilité, d'indépendance et de neutralité»;

- notant que le Règlement grand-ducal du 16 octobre 1993 fixant les conditions générales du statut des agents de la Banque et Caisse d'Épargne de l'État retient à l'article 1er «Les agents de la Banque et Caisse d'Épargne de l'État, Luxembourg dénommée ci-après la banque, ont un statut de droit public assimilé à celui des employés de l'État. Sans préjudice des dispositions du présent règlement, sont applicables aux agents de la banque, le cas échéant par application analogique et compte tenu du caractère contractuel de l'engagement: a) les articles […], 9 à 16 (devoirs des fonctionnaires), […];

- soulignant ledit article 14 et ses alinéas réglementant l'activité accessoire du fonctionnaire de l'État;

- relevant que la Constitution prévoit à l'article 79 que «[l]es membres du Gouvernement sont responsables» et à l'article 82 que «[l]a Chambre a le droit d'accuser les membres du Gouvernement. - Une loi déterminera les cas de responsabilités, les peines à infliger et le mode de procéder, soit sur l'accusation admise par la Chambre, soit sur la poursuite des parties lésées»;

- considérant l'article 167 du Règlement de la Chambre des Députés retenant que «[l]es députés exercent leur mandat de façon indépendante. Ils ne peuvent être liés par des instructions ni recevoir de mandat impératif»;

- notant que les textes en vigueur ne donnent pas de réponse satisfaisante aux situations évoquées ci-contre;

décide

- d'instaurer un code de déontologie susceptible de fixer des normes et des règles pour les agents publics, les mandataires politiques locaux et nationaux ainsi que les membres du Gouvernement afin de préserver les valeurs de la fonction publique luxembourgeoise afin d'éviter à l'avenir tout conflit d'intérêts.

(s.) François Bausch, Eugène Berger, Fernand Etgen, Camille Gira, Claude Meisch.

M. le Président.- Gutt. Also kënne mer dann iwwert déi Resolutioun ofstëmmen à main levée?

(Assentiment)

Vote sur la résolution 1 modifiée

Wien ass mat där Resolutioun d'accord?

Une voix.- Jiddwereen.

M. le Président.- Dat schéngt mer d'Unanimitéit ze sinn.

Da géif ech lech Merci soen. Domadder wier dee Punkt ofgeschloss, a mir sinn och um Enn vun eiser Sitzung.

Déi nächst Sitzunge si virgesi fir de 15., 16. a 17. November.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.48 heures)

Sommaire des séances publiques nos 1, 2 et 3

Clôture de la session ordinaire 2010-2011 et ouverture de la session ordinaire 2011-2012 p. 1

Vérification des pouvoirs et assermentation de M. Serge Wilmes p. 1-2

Composition des organes de la Chambre des Députés p. 2

Octroi du titre honorifique à un ancien Député p. 2

Discours de M. le Président p. 2-3

Communications p. 3

Horaire de début des séances publiques p. 3

Ordre du jour p. 3

6277 - Projet de loi modifiant la loi du 9 mai 2008 relative aux chiens p. 3-4

6216 - Projet de loi mettant en œuvre le règlement (CE) n°1060/2009 du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 sur les agences de notation de crédit et portant modification de:

1) la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;

2) la loi modifiée du 8 décembre 1994 relative:

- aux comptes annuels et comptes consolidés des entreprises d'assurances et de réassurances de droit luxembourgeois,

- aux obligations en matière d'établissement et de publicité des documents comptables des succursales d'entreprises d'assurances de droit étranger p. 4

6285 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République fédérale d'Allemagne relative au renouvellement et à l'entretien du pont frontalier sur la Moselle entre Wellen et Grevenmacher, signée à Grevenmacher, le 21 octobre 2010 p. 4-5

Composition des commissions parlementaires p. 5

Déclaration de Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, sur la politique de coopération et d'action humanitaire (suivie d'un débat) p. 5-15

5816 - Projet de loi relative à la concurrence - second vote constitutionnel p. 16

6291 - Projet de loi portant modification de la loi du 29 mai 2009 instituant un régime temporaire de garantie en vue du redressement économique p. 16-18

Résolution relative à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant la définition, la désignation, la présentation, l'étiquetage et la protection des indications géographiques des produits vinicoles aromatisés - COM (2011) 530 p. 18-19

Résolution relative à la communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions sur la réforme de la politique commune de la pêche - COM (2011) 417 p. 19

6331 - Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructure réalisés par l'État p. 19-26

Heure d'actualité du groupe DP sur les normes de sécurité de la centrale nucléaire de Cattenom et la politique d'information de l'exploitant de la centrale en question p. 26-29

Débat d'actualité sur la position gouvernementale concernant les projets liés de Wickrange et de Livange p. 29-38

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°1** • SESSION ORDINAIRE 2011-2012

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
Session ordinaire 2010-2011		
1501	Marcel Oberweis	Suppression de plusieurs passages à niveau sur la ligne du Nord CFL
1546	Claude Haagen	Rétablissement du plein emploi
1548	Claude Haagen	Soutien financier des initiatives sociales pour l'emploi
1556	Eugène Berger	Chantier sur la bretelle reliant l'autoroute A1 à l'autoroute A3
1563	Nancy Arendt	Congé extraordinaire en cas de déclaration de partenariat
1573	Josée Lorsché	Protection des données de la jeunesse
1585	Lucien Clement	Relèvement des indemnités d'apprentissage dans le domaine de l'artisanat
1606	Jean Colombera	Répercussions de l'introduction d'une taxe sur les billets d'avion au départ de l'Allemagne sur l'Aéroport de Luxembourg
1607	Jean Colombera	Recherche dans le domaine des sciences humaines et sociales
1613	Marc Spautz	Incendie sur le site industriel à Dommeldange
1616	Anne Brasseur et André Bauler	Groupe de travail sur les relations futures entre l'État et les communautés religieuses
1617	Jean Colombera	Effets de l'hormone de synthèse diéthylstilbestrol (DES) commercialisé sous le nom de Distilbène et de Stilboestrol
1621	Claude Haagen	Radio socioculturelle 100,7
1623	Fernand Kartheiser	Position de la diplomatie luxembourgeoise par rapport à la politique sanitaire d'autres pays et notamment par rapport à l'avortement
1624	André Bauler	Accompagnement spécifique d'élèves dits «surdoués»
1627	Camille Gira	Règlement grand-ducal du 10 juillet 2011 qui permet la chasse au sanglier pendant toute l'année cynégétique
1628	Gilles Roth	Actes translatifs de propriété
1629	André Bauler	Travaux d'infrastructure à différents endroits de la ligne ferroviaire Luxembourg-Troisvierges-Gouvy
1632	Marc Spautz	Allergies alimentaires
1633	Eugène Berger	Réorganisation du service de tri et de distribution de l'Entreprise des Postes et Télécommunications
1634	Fernand Kartheiser	Château de Colpach
1636	Fernand Kartheiser	Centre de soins pour la faune sauvage à Dudelange
1638	Eugène Berger	Fuites d'huile malgré l'installation d'un nouveau bassin de rétention à l'aire de Berchem
1639	Fernand Etgen	Détection d'une épidémie de la fièvre Q dans deux exploitations agricoles au Luxembourg
1641 cf. 1649	Claude Adam	Éventuelle infection massive du courrier électronique par des virus
1642	François Bausch et Josée Lorsché	Différence de prix du tabac en France et au Luxembourg
1645	Eugène Berger	Masterplan Livange
1646	Félix Braz	Position du Gouvernement par rapport aux prisonniers innocentés de Guantánamo
1649 cf. 1641	Anne Brasseur	Augmentation des e-mails infectés par un virus au Luxembourg
1654	Jean Colombera	Distribution et administration de médicaments dans le cadre des soins à domicile
1655	Jean Colombera	Libre choix de l'entreprise de transports en ambulance et taxi
1656	Jean Colombera	Réorganisation de la distribution du courrier
1658	Jean Colombera	Utilisation du nom de jeune fille des patientes dans le milieu hospitalier
1662	Claude Adam	Exclusion du «Parti Pirate» de la Foire de l'Étudiant
1664	Ben Fayot	Recouvrement de la nationalité luxembourgeoise
1668	Félix Braz	Contrat d'accueil et d'intégration
1669	André Bauler	Phobie sociale auprès des adolescents
1672	Claudia Dall'Agnol	Label «hôpital ami des bébés»
1674	Eugène Berger	Projet de Livange
1675	Claudia Dall'Agnol	Reconnaissance officielle du langage des signes
1676 urgente	Félix Braz	Fermeture du bureau d'accueil pour demandeurs d'asile
1681	Emile Eicher et Marcel Oberweis	Utilisation du cuivre comme produit anticryptogamique
1682	Marcel Oberweis	Rapport de l'European Nitrogen Assessment (ENA) sur l'épandage excessif d'engrais chimiques en Europe
1686 urgente	Josée Lorsché	Dysfonctionnements dans l'organisation du vote par correspondance
1693	Camille Gira	Sommet de la terre Rio+20

Session ordinaire 2010-2011

Question 1501 (8.6.2011) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **suppression de plusieurs passages à niveau sur la ligne du Nord CFL:**

Depuis un certain temps les responsables ont exprimé leur souhait de supprimer plusieurs passages à niveau sur le tronçon de la ligne du Nord CFL. Il s'agit notamment du passage à niveau à Lorentzweiler qui devra relier le giratoire de la «route du Nord» avec la rue de Hunsdorf, du passage à niveau vers le «Stafelter» à Walferdange et du passage à niveau à Dommeldange.

En célébrant la «Journée mondiale de la sécurité aux passages à niveau» le 9 juin 2011, il me semble opportun de planifier et d'exécuter ces différents projets dans les meilleurs délais.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quel est l'avancement des trois projets de construction des trois passages à niveau sur le tronçon de la ligne du Nord entre Luxembourg et Mersch?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que les projets du passage à niveau à Dommeldange et Lorentzweiler devraient obtenir une priorité dans le planning des grands projets d'infrastructure?

Réponse (11.8.2011) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par la question parlementaire n°1501 l'honorable Député Marcel Oberweis souhaite s'informer sur l'avancement des projets de suppression des trois passages à niveau sur la ligne du Nord et plus particulièrement le PN13 à Dommeldange, le PN17 à Walferdange et le PN20b à Lorentzweiler.

En ce qui concerne tout d'abord le PN13 à Dommeldange, la ville de Luxembourg est en train de mener une étude de faisabilité en vue de remplacer le passage à niveau par un souterrain pour piétons au droit de la traversée routière actuelle.

Quant à la suppression du PN17 à Walferdange, il faudra examiner avant tout autre progrès en cours la faisabilité d'un tel projet. L'Administration des Ponts et Chaussées est actuellement occupée avec l'élaboration d'un contrat d'ingénieur afférent.

Finalement, pour ce qui est de la suppression du PN20b à Lorentzweiler, les études afférentes sont poursuivies en vue de demander toutes les autorisations nécessaires pour l'exécution des travaux.

Comme non seulement l'octroi des autorisations, mais aussi l'acquisition des emprises nécessaires à l'exécution du projet risquent de reculer ce projet dans le temps et au vu du fait qu'il s'agit d'un véritable point noir pour le transport en commun par rail et par route et pour le trafic en général, je viens d'autoriser l'Administration des Ponts et Chaussées à faire une étude de sécurité, englobant le passage à niveau tout comme les carrefours à proximité de la route nationale N7, pour examiner la possibilité de sécuriser dans la mesure du possible la traversée des voies ferrées, ainsi que la circulation aux abords du passage à niveau en intégrant le signal du relais activant la fermeture des barrières automatiques dans l'organisation du flux de la circulation.

Question 1546 (29.6.2011) de **M. Claude Haagen** *(LSAP)* concernant le **rétablissement du plein emploi:**

La loi du 3 mars 2009 a pour objet de rétablir le plein emploi. Elle règlemente l'intervention de l'État dans l'organisation et le financement d'initiatives prises par les employeurs en matière de lutte pour l'intégration des demandeurs d'emploi difficiles à insérer ou réinsérer sur le marché du travail et ce indépendamment de la situation conjoncturelle.

Comme le stipule l'article L.591-4. du Code du Travail, la mise en œuvre et le suivi du rétablissement du plein emploi sont confiés à l'Administration de l'emploi.

Dans ce cadre, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:

- Quel est l'état d'avancement de la mise en œuvre de la loi du 3 mars 2009 contribuant au rétablissement du plein emploi?

- Monsieur le Ministre dispose-t-il de chiffres exacts quant au nombre de demandeurs d'emploi actuellement pris en charge par des initiatives sociales pour l'emploi? Combien d'entre eux ont pu être intégrés sur le marché du travail en 2010?

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer que les jeunes de moins de 29 ans sont exclus de ces initiatives sociales? Dans l'affirmative, quelle en est la raison?

Réponse (22.9.2011) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Claude Haagen, je peux fournir les éléments suivants:

Un groupe de travail «initiatives sociales» a été mis en place depuis le 24 novembre 2009 en vue de la mise en œuvre de la loi du 3 mars 2009 contribuant au rétablissement du plein emploi. Les discussions portant entre autres sur la stratégie, le financement et la philosophie de la mise en œuvre de ladite loi.

Les réflexions menées au sein du groupe de travail ont conclu qu'avant de pouvoir mettre en place un nouveau régime basé sur la loi du 3 mars 2009, il était absolument nécessaire d'apurer le passé.

À cet effet, les audits commandités par le Ministère du Travail et de l'Emploi devraient fournir les explications nécessaires aux éléments constituant le passé, permettant ainsi de proposer des conséquences financières et des restructurations éventuelles qui en découlent.

Cet exercice devrait être achevé d'ici la fin de l'année 2011. L'audit relatif à l'a.s.b.l. ProActif sera disponible sous peu.

Les trois grandes initiatives sociales, à savoir les a.s.b.l. Objectif Plein Emploi, Forum pour l'emploi et ProActif encadrent actuellement en moyenne sur une base mensuelle:

- Objectif Plein Emploi: 880 demandeurs d'emploi

- Forum pour l'emploi: 350 demandeurs d'emploi

- ProActif: 410 demandeurs d'emploi

Sur base des informations qui nous sont renseignées par les initiatives sociales, le nombre de demandeurs d'emploi réintégrés sur le marché de l'emploi se chiffre pour 2010 à:

- Objectif Plein Emploi: 164 demandeurs d'emploi

- Forum pour l'emploi: 87 demandeurs d'emploi

- ProActif: 84 demandeurs d'emploi

Dans le cadre de la politique de l'emploi en faveur des jeunes (de moins de 29 ans), un certain nombre de critères ont été établis permettant d'identifier les jeunes ayant des difficultés d'insertion particulière et qui sont de ce fait susceptibles d'être encadrés dans le cadre des activités des initiatives sociales.

Question 1548 (29.6.2011) de **M. Claude Haagen** *(LSAP)* concernant le **soutien financier des initiatives sociales pour l'emploi:**

Le Titre IX du Code du Travail sur le rétablissement du plein emploi stipule dans son article L.593-1 (1) que «Le ministre ayant dans ses attributions l'emploi subventionne, à charge des crédits en provenance du fonds pour l'emploi, les activités de tout employeur en matière d'insertion ou de réinsertion professionnelle respectivement en matière socio-économique de personnes définies à l'article L.591-2. (2) Cette subvention est subordonnée à l'obtention d'un agrément ministériel ainsi qu'à la conclusion d'une convention de coopération. (3) Dans le cadre de la convention de coopération, le ministre ayant dans ses attributions l'emploi accorde des avances trimestrielles à l'employeur pour le financement des activités de réinsertion professionnelles et les activités socio-économiques.»

Dans ce cadre, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:

- Quel est le budget mis à disposition par l'État en faveur des initiatives sociales pour l'emploi?

Monsieur le Ministre peut-il confirmer l'information selon laquelle certaines initiatives ont momentanément des difficultés de trésorerie du fait que certains montants ne leur ont pas été virés?

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer qu'une évaluation régulière a été effectuée, voire si des audits concernant les initiatives sociales pour l'emploi sont en préparation?

Réponse (22.9.2011) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Claude Haagen, je peux fournir les éléments suivants:

Le montant total des conventions et avenants signés entre le Ministère du Travail et de l'Emploi et les Initiatives Sociales (IS) se chiffre pour l'exercice 2010 à 43,3 millions d'euros.

Il est à souligner que les conventions signées entre le Ministère et les trois a.s.b.l. OPE, ProActif et Forum pour l'emploi prévoient, par ailleurs, la possibilité à ces trois IS d'encadrer un nombre de demandeurs d'emplois en sus du montant plafond tel que prévu dans les conventions signées. Étant donné que l'encadrement de ces unités supplémentaires n'est pas plafonné en nombre, le financement effectivement réalisé dépasse les budgets prévus dans les conventions et avenants signés.

Par conséquent, le montant total du financement mis à disposition des initiatives sociales pour l'exercice 2010 se chiffre à 50,7 millions d'euros[1].

Les trois initiatives les plus importantes en terme de financement, à savoir les a.s.b.l. OPE, ProActif et Forum pour l'emploi bénéficie au total d'un financement de 43 millions d'euros[2], soit 84,92% de ce financement total de 50,7 millions.

Parmi ces trois initiatives sociales, deux sont confrontées à des problèmes de trésorerie qui trouvent leur origine dans le passé, à savoir largement au niveau des exercices 2005 à 2009.

L'origine de ce problème de trésorerie réside notamment pour une des IS dans le fait que les conventions n'étaient pas adaptées à l'évolution des frais de structure et de fonctionnement. Pour une autre, le problème réside dans la non-prise en compte dans le financement de 144 demandeurs supplémentaires encadrés.

Pour vérifier, valider et quantifier l'origine et l'ampleur du problème de trésorerie, des audits sont en cours de réalisation étant donné qu'une simple assistance à la documentation telle qu'effectuée par l'IGF n'a pas permis d'identifier un solde de tout compte.

Une autre raison pour ce problème de trésorerie est l'absence de décomptes finaux pour certaines des IS, qui n'ont pas été vérifiés, validés et par conséquent virés par le Ministère dans le passé.

C'est notamment, les résultats des audits commandités par le Ministère du Travail et de l'Emploi qui devraient identifier exactement tous les éléments nécessaires à la détermination des problèmes de trésorerie et d'opérer un solde de tout compte pour les années 2005-2010.

Par ailleurs, la question des déclarations des éligibilités des dépenses de la part des IS envers le Ministère font l'objet d'une analyse approfondie dans le cadre de ces audits.

Pour l'année 2011, dans le cadre de l'établissement du budget, il a été retenu d'un commun accord avec le Ministère des Finances d'allouer les mêmes budgets aux IS que pour l'année comptable 2010 en attendant le résultat des audits permettant de chiffrer le solde de tout compte. Un avenant a été signé par après afin de tenir compte de la hausse du salaire social minimum et de l'indexation des salaires.

Question 1556 (30.6.2011) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant le **chantier sur la bretelle reliant l'autoroute A1 à l'autoroute A3:**

Depuis plusieurs semaines les panneaux électroniques du CITA signalent aux automobilistes un chantier sur la bretelle reliant l'autoroute A1 à l'autoroute A3. Une piste de la bretelle a même été barrée dans ce contexte. Il me revient toutefois que, malgré la signalisation et la fermeture d'une piste, les travaux n'ont pas encore commencé à l'endroit en question.

Sachant que les bretelles d'autoroutes constituent un point particulièrement dangereux du réseau autoroutier, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- De quelle nature sont les travaux effectués sur la bretelle d'autoroute en question? Dans quels délais ces travaux débuteront-ils? Quand est-ce qu'ils seront finalisés?

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des explications au sujet de la signalisation prématurée du chantier en question?

Réponse (11.8.2011) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

En réponse à la question parlementaire n°1556 de l'honorable Député Monsieur Eugène Berger relative au chantier sur la bretelle d'autoroute reliant l'autoroute A1 à l'autoroute A3, il échet de préciser tout d'abord qu'à la fin de ladite bretelle, des accidents viennent de se produire régulièrement, notamment en cas de pluies abondantes après une période de sécheresse, en combinaison avec des vitesses excessives.

Bien conscient du fait que la mise en place d'une réduction de la vitesse maximale autorisée ne garantisse pas le respect de celle-ci et que le tronçon en question est quasi inaccessible pour y effectuer des contrôles de vitesse, des mesures supplémentaires ont dû être prises. C'est ainsi que la voie rapide dans la bretelle a été barrée. Suite à cette mesure une diminution considérable des accidents pendant des périodes météorologiques comparables a été constatée.

Par conséquent, le barrage de la voie rapide sera maintenu en attendant que l'Administration des Ponts et Chaussées ait pu examiner de façon précise les conditions qui ont mené aux accidents et trouver une solution adéquate au problème lié aux conditions météorologiques décrites ci-dessus.

Question 1563 (8.7.2011) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant le **congé extraordinaire en cas de déclaration de partenariat:**

La loi du 3 août 2010 a modifié e. a. l'article L-233-16 du Code du Travail en prévoyant un congé extraordinaire de six jours pour le salarié en cas de déclaration de partenariat alignant ainsi le régime du partenariat encore davantage sur celui du mariage. Or, certains employeurs se plaignent que cette disposition soit parfois utilisée de manière abusive dans le sens où certains salariés vont déclarer et puis dénoncer pour re-déclarer peu de temps après un partenariat afin de bénéficier du congé extraordinaire plusieurs fois de suite. Il est vrai que les modalités de dénonciation d'un partenariat sont particulièrement souples, contrairement à celles d'un mariage, permettant ainsi à de telles situations de se produire.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres de la Justice et du Travail et de l'Emploi,

1. s'ils sont au courant de situations d'abus telles que je viens de les décrire.

2. Dans l'affirmative, comment comptent-ils y réagir?

3. Existe-t-il des statistiques sur le nombre de dénonciations et de re-déclarations de partenariats?

4. En tout état de cause, ne pensent-ils pas qu'il faudrait prévoir des limites dans la loi en prévoyant p. ex. qu'un salarié qui aurait dénoncé son partenariat ne saurait profiter d'un nouveau congé extraordinaire en cas de nouvelle déclaration de partenariat qu'après un certain laps de temps à partir de la dénonciation du premier partenariat ou qu'un salarié ne saurait bénéficier que d'un nombre limité de congés extraordinaires en cas de déclaration de partenariat quel que soit le nombre réel de partenariats auxquels il se sera engagé?

Réponse commune (11.8.2011) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Justice*, et de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 3 août 2010 modifiant notamment la loi du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats et l'article L.233-16 du Code du Travail, Monsieur le Ministre de la Justice et Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration n'ont pas eu connaissance de situations d'abus telles que décrites par l'honorable Députée.

Actuellement l'article L.233-16 du Code du Travail, qui énumère les congés extraordinaires pour raisons d'ordre personnel et notamment celui dont peuvent bénéficier les salariés du fait de leur mariage ou d'une déclaration de partenariat, ne prévoit, pour aucun de ces congés une limitation à la fréquence d'utilisation.

D'après les données fournies par le Répertoire civil auprès du Parquet général, jusqu'au 14 juillet 2011, 3.551 déclarations de partenariat ont été inscrites au Parquet général; à la même date 234 dénonciations de partenariats y ont été inscrites depuis la loi du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats. Il n'y a pas de statistiques quant à des dénonciations et re-déclarations de partenariats.

Dès lors, vu les développements qui précèdent, il n'y a pas lieu, à ce stade, de modifier les dispositions en vigueur.

Question 1573 (13.7.2011) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant la **protection des données de la jeunesse:**

Le Gouvernement a l'intention d'introduire un système de paiement à l'acte par forfaits mensuels, journaliers et horaires pour les organismes œuvrant dans le domaine social, familial et thérapeutique. Ce mode de financement engendre certaines questions en relation avec le traitement des données à caractère personnel:

L'article 38 de la loi du 10 août 1992 relatif à la protection de la jeunesse interdit formellement «de publier ou de diffuser de quelque manière que ce soit les débats des juridictions de la jeunesse. Il en est de même de la publication ou de la diffusion de tous éléments qui seraient de nature à révéler l'identité ou la personnalité des mineurs qui sont poursuivis ou qui font l'objet d'une mesure prévue par la présente loi.»

- Comme la plus grande majorité de placements d'enfants et de jeunes auprès d'une institution ou d'une famille d'accueil sont ordonnés par mesure de protection juridique, est-ce que la transmission des données concernant des mineurs et leurs familles entre l'instance juridique et l'Office national de l'enfance peut se faire sans entrer en conflit avec la loi pénale précitée?

D'après nos sources, l'Office national de l'enfance envisagerait d'établir une banque de données rassemblant des informations concernant tous les bénéficiaires d'une mesure d'aide prestée par un service agréé par le Ministère de la Famille.

- Est-ce que ce fichage de personnes privées est conforme aux dispositions de la loi relative à la protection des données à caractère personnel, respectivement aux conventions internationales et directives européennes y relatives?

Selon les statistiques officielles du 1er avril 2011 publiées sur la page Internet de l'Office national de l'enfance, 1.184 enfants et adolescents sont placés en institution et en familles d'accueil, 197 sont placés en famille d'accueil jour, 169 enfants, adolescents ou familles bénéficient d'une aide d'une structure en milieu ouvert.

- Est-il exact que le Gouvernement demande à tout prestataire d'une aide sociale de fournir un minimum de trois rapports d'évolution succincts et un rapport annuel détaillé sur la situation familiale à laquelle il est confronté?

- Le cas échéant, face à l'ampleur de cette documentation déposée dans une administration, est-ce que l'obligation de rendre systématiquement des comptes aux fonctionnaires de l'ONE ne constitue-t-elle pas une sérieuse entrave à un travail social et psychologique de qualité qui se baserait plutôt sur des relations de confidentialité et de confiance?

Réponse (11.8.2011) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration*, et de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Justice:*

1) L'Office national de l'enfance a été créé par la loi du 16 décembre 2008 relative à l'aide à l'enfance et à la famille.

L'article 5 de cette loi prévoit en ses alinéas 2 et 3 ce qui suit: «Dans le respect des compétences reconnues par la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse aux autorités judiciaires, l'ONE a la mission de veiller à la mise en œuvre de l'aide sociale des enfants et des jeunes adultes en détresse. Dans tous les cas, l'intervention des cours et tribunaux prime sur celle de l'ONE. En cas de procédures pendantes devant les cours et tribunaux, l'ONE ne peut intervenir qu'à la demande expresse des instances judiciaires.»

La loi du 16 décembre 2008 relative à l'aide à l'enfance et à la famille règle dès lors de façon explicite l'intervention de l'ONE en cas d'une mesure de placement ordonnée par une autorité judiciaire, l'ONE ne pouvant alors intervenir qu'à la demande expresse des instances judiciaires. Il va sans dire que pour mener à bien cette mission, il est nécessaire de transmettre à l'ONE les données relatives à l'instance en cours.

Il n'y a de ce fait aucun conflit avec l'article 38 de la loi du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse dont l'objectif consiste à interdire la diffusion à des tiers, non concernés par la procédure en cours, des éléments sur l'identité ou la personnalité des mineurs qui font l'objet d'une mesure prévue par cette loi, mais qui n'empêche pas la communication de ces données aux institutions qui ont pour mission, entre autres, à coopérer à la mise en œuvre des décisions judiciaires.

2) Le traitement de données à caractère personnel, que l'honorable Députée appelle «fichage de personnes privées», a été mis en place par le législateur par l'entremise de l'article 7 de la loi AEF, article dont voici le texte: «Au vu des initiatives énumérées à l'article 6 ci-avant, il est créé un traitement de données à caractère personnel dont le responsable du traitement est l'ONE. Le dossier nominatif de chaque enfant peut être consulté par ses parents et l'enfant capable de discernement. Il est anonymisé à la demande de la personne concernée dès qu'elle a atteint l'âge de la majorité. Les données transmises à des fins de statistiques, de documentation et de recherche, préalablement, doivent être rendues anonymes.»

En outre le «Règlement grand-ducal 1. réglant l'organisation et le fonctionnement de l'Office national de l'enfance, et 2. modifiant le règlement grand-ducal modifié du 7 juin 1979 déterminant les actes, documents et fichiers autorisés à utiliser le numéro d'identité des personnes physiques et morales» précise certains points en la matière.

Par ailleurs la Commission nationale pour la protection des données (CNPD) a certifié à l'ONE par courrier du 21 juin 2010 que la notification des traitements informatiques a été faite en bonne et due forme et elle a délivré l'accusé de réception requis conformément à l'article 19 du règlement intérieur de la CNPD.

L'ONE a par ailleurs mis en place des standards de sécurité informatique très élevés: accès réservé aux collaborateurs de l'ONE et des services CPI, sécurisation des serveurs dans le firewall de l'État, accès uniquement par carte LuxTrust, log de l'ensemble des consultations et écritures, déclaration individuelle en matière de protection des données à signer par chaque intervenant, collaboration étroite avec les équipes CASES - sécurité de l'information du Ministère de l'Économie et du Commerce etc.

Mis à part les standards de sécurité informatique et de protection des données de l'ONE et des services de Coordination des projets d'intervention (CPI), un mouvement profond de sécurisation des données auprès des prestataires a été entamé depuis quelques mois, de même qu'en matière de transmission des données vers ou à partir de l'ONE.

3) L'obligation de documentation découle de la définition des missions de l'ONE décrites au niveau des articles 5 et 6 de la loi AEF, dans la mesure où l'ONE doit veiller à la mise en œuvre des mesures d'aide sociale et à leurs réévaluations régulières. Elle est inscrite de façon formelle au niveau de l'article 13 de la loi citée.

Lors des nombreuses réunions de concertation entre prestataires et représentants de l'État, les modalités précises de documentation des mesures d'aide sociale à l'enfance et à la famille ont été élaborées et inscrites au niveau des conventions-cadre. Ces modalités peuvent, dans certains cas, comporter au maximum un rapport annuel détaillé et trois rapports succincts pour permettre à l'ONE et aux services CPI dans une situation donnée de suivre l'évolution du jeune ou de la famille concernée.

4) L'ensemble des prestataires dans le secteur de l'aide à l'enfance et à la famille sont engagés depuis des années dans des démarches de documentation cohérente de leurs interventions. Dans ce secteur il n'en va pas autrement que dans les secteurs de la santé, de l'enseignement ou de l'aide sociale. À partir du moment où la collectivité finance des interventions lourdes, sur des durées importantes et à un coût élevé, la collectivité a le droit d'être informée sur les mesures mises en œuvre et sur leur réussite ou non.

Par ailleurs cette documentation est également la base qui peut servir à déterminer l'efficacité ou non de certaines mesures d'aide mises en œuvre et peut donc guider les politiques futures.

En outre il est un fait que dans de nombreuses situations un nombre important de spécialistes interviennent en parallèle, il est du devoir de l'État de veiller à une cohérence de ces interventions. Or, ceci n'est possible que dans la mesure où les interventions sont dûment documentées.

[1] Le total des 50,7 millions d'euros comprend le montant estimé des décomptes finaux pour 2010 qui se chiffre à 2,3 millions d'euros. Certains décomptes doivent encore être remis au Ministère pour contrôle, validation et paiement.

[2] Sous réserve de la validation du décompte final par le Ministère

En dernier lieu signalons que la documentation demandée ne reprend bien entendu pas le contenu des interventions éducatives ou thérapeutiques, mais leur cadre. Ainsi, il ne s'agit nullement d'intervenir dans une relation de confiance entre un intervenant et son client, mais de veiller à une utilisation optimale des deniers publics.

Question 1585 (22.7.2011) de **M. Lucien Clement** *(CSV)* concernant le **relèvement des indemnités d'apprentissage dans le domaine de l'artisanat:**

Le 20 juillet 2011, le Ministre du Travail et de l'Emploi a présenté plusieurs pistes pour lutter contre le chômage des jeunes qui devraient encourager ces derniers à s'orienter davantage vers l'artisanat. Il est ainsi louable que le Gouvernement envisage d'augmenter de 27 à 40% le remboursement de l'indemnité d'apprentissage pour les patrons d'entreprises qui encadrent un apprenti au niveau du certificat de capacité professionnelle.

Or, la rémunération des apprentis constitue également une incitation indéniable à entamer une formation dans l'artisanat.

Dans ce contexte, j'ai déjà soulevé à maintes reprises la problématique des indemnités d'apprentissage qui sont en règle générale nettement inférieures au salaire social minimum.

En mai 2010, Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi avait indiqué que Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle avait saisi les chambres professionnelles d'une proposition sur les indemnités d'apprentissage et que la Chambre des Métiers n'avait pas encore émis une proposition.

En novembre 2010, Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi avait demandé aux Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle ainsi qu'au Ministre des Classes moyennes d'étudier des mesures susceptibles d'encourager des jeunes à s'orienter vers les métiers de l'artisanat y compris une adaptation des rémunérations des apprentis.

Dans ce contexte, j'aurais aimé savoir de Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi et de Mesdames les Ministres de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et des Classes moyennes:

- Quelles ont été les propositions des chambres professionnelles quant à une hausse des indemnités d'apprentissage?

- Quelles sont les conclusions que le Gouvernement a tirées de ces propositions?

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer les résultats des discussions menées par Mesdames les Ministres de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et des Classes moyennes?

Réponse commune (23.9.2011) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*, de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*, et de **Mme Françoise Hetto-Gaasch,** *Ministre des Classes moyennes et du Tourisme:*

Suite à la mise en œuvre de la réforme de la formation professionnelle le principe de fixer une indemnité d'apprentissage par année scolaire ne peut plus être appliqué pour les qualifications du DAT (diplôme d'aptitude technique et professionnelle) et du DT (diplôme de technicien), puisqu'on ne peut plus parler de la réussite d'une année scolaire.

En effet, les apprenants continuent leur formation et ne doivent rattraper que les modules qu'ils n'ont pas réussis en cours de formation.

Les nouveaux montants des indemnités d'apprentissage sont arrêtés dorénavant avant et après réussite du projet intégré intermédiaire qui se situe en principe au milieu de formation.

Par contre pour la qualification du CCP (certificat de capacité professionnelle) les indemnités d'apprentissage sont fixées par année scolaire puisque ce niveau de qualification ne connaît ni le projet intégré intermédiaire ni le projet intégré final.

En ce qui concerne le niveau des d'indemnités d'apprentissage, les propositions des chambres professionnelles ont été reprises dans la majorité des cas par le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et les nouvelles indemnités d'apprentissage ont donc été légèrement augmentées.

De plus le Gouvernement prévoit, dans le cadre d'une prochaine modification du règlement grand-ducal sur les aides et primes de promotion de l'apprentissage, d'augmenter le montant des primes d'apprentissage en espérant ainsi créer un attrait supplémentaire pour les jeunes à s'engager dans la formation professionnelle.

Question 1606 (2.8.2011) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant les **répercussions de l'introduction d'une taxe sur les billets d'avion au départ de l'Allemagne sur l'Aéroport de Luxembourg:**

Den Medien ist zu entnehmen, dass in den ersten sechs Monaten dieses Jahres die Zahl der Passagiere auf verschiedenen deutschen Flughäfen zurückging. Dieser Rückgang sei vor allem in Grenzregionen zu verspüren und wird ursächlich auf die im Januar dieses Jahres umgesetzte Einführung der deutschen Steuer auf Flugtickets zurückgeführt.

So weist der „Stern" in einem Artikel Zahlenmaterial auf, aus dem hervorgeht, dass viele bisherige Passagiere, die über Flughäfen wie Frankfurt-Hahn im Hunsrück transitierten oder auch den Flughafen Weeze am Niederrhein benutzten, heute ins nahe Ausland ausweichen. So habe beispielweise der Flughafen Eindhoven in den Niederlanden im ersten Halbjahr 2011 einen Zuwachs von 30% an Fluggästen zu verzeichnen.

In diesem Kontext möchte ich folgende Fragen an den Herrn Minister für nachhaltige Entwicklung richten:

1) In welchem Maße profitiert der Flughafen Luxemburg heute von veränderten Kundenströmen aus Deutschland? Liegen dem zuständigen Minister Daten vor, die dieses Phänomen für den Flughafen Luxemburg aufschlüsseln?

2) Was gedenken die Regierung, der zuständige Minister, der Betreiber lux-Airport sowie die hier operierenden Fluggesellschaften zu unternehmen, um gegebenenfalls diesen zusätzlichen Kundenstrom längerfristig für den Flughafen Luxemburg zu gewinnen?

Réponse (6.10.2011) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Der ehrenwerte Abgeordnete erkundigt sich bezüglich der Entwicklung der Passagierzahlen am Flughafen Luxemburg im Hinblick auf die Einführung der Luftverkehrsabgabe in Deutschland seit Beginn des Jahres 2011.

Bezüglich veränderter Kundenströme aus Deutschland gilt es zu beachten, dass die betroffenen Kunden sich bisher hauptsächlich an „Lowcost"-Fluggesellschaften wendeten. Insofern stellen die Flughäfen wie Eindhoven und Maastricht, wo ebenfalls „Lowcost"-Fluggesellschaften sich angesiedelt haben, eine geeignete Alternative für diese Kundschaft dar.

Der Flughafen Luxemburg bietet wohl verständlich attraktive Flugreisen an, dennoch entspricht das kommerzielle Produkt, sowohl des Flughafens als auch der Fluggesellschaften, nicht den „Lowcost"-Produkten, an die diese Kunden gewöhnt sind. Folglich hat der Flughafen Luxemburg keinen unmittelbaren Einfluss von den in der deutschen Presse erwähnten veränderten Kundenströmen verspürt und der Anteil im Passagierzuwachs im ersten Halbjahr 2011 ist demnach als sehr geringfügig einzuschätzen.

Wie schon in der Antwort auf die Anfrage Nr.1387 erläutert *(cf. compte rendu n°13/2010-2011)*, betreibt die Betreibergesellschaft des Flughafens ein kontinuierliches und langfristiges Marketing, welches die qualitativen Vorteile des Flughafens Luxemburg hervorhebt.

Die Einführung zum 1. Januar 2011 der Flugverkehrssteuer in Deutschland ist und war kein Grund für eine spezielle Marketingkampagne der Betreibergesellschaft des Flughafens. Dabei wird noch einmal auf die vorgesehene zeitliche Befristung dieser Steuer verwiesen sowie auf die Tatsache, dass der Zuwachs auf den grenznahen Flughäfen wie Maastricht und Eindhoven größtenteils auf eine Repositionierung von Flugzeugen von sogenannten „Lowcost"-Fluggesellschaften zurückzuführen ist, die schon angekündigt haben, diese rückgängig zu machen, sobald die Flugverkehrssteuer nicht mehr in Deutschland erhoben wird.

Obwohl der Flughafenbetreiber sowie alle am Flughafen tätigen Fluggesellschaften gerne neue Kunden in Luxemburg empfangen, ist die Einführung einer Steuer in einem Nachbarland, in diesem Falle die Einführung der Luftverkehrssteuer in Deutschland, kein Anlass, das Marketingkonzept zur Positionierung des Flughafens Luxemburg als Referenzflughafen der Großregion mit einem guten Preis-Leistungs-Verhältnis zu ändern.

Nur durch effizienten und zuverlässigen Service sowie hohe Qualitätsstandards können die Betreibergesellschaft lux-Airport sowie die in Luxemburg ansässigen Fluggesellschaften Kunden nachhaltig für sich und somit den Flughafen Luxemburg gewinnen.

Question 1607 (2.8.2011) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant la **recherche dans le domaine des sciences humaines et sociales:**

In den letzten zehn Jahren hat Luxemburg im Bereich der wissenschaftlichen Forschung Fortschritte gemacht. Dennoch bleibt ein Nachholbedarf in einzelnen Bereichen, z. B. für die Geistes- und Sozialwissenschaften, wo nur wenige Themenschwerpunkte zurückbehalten wurden.

Da es in Luxemburg, anders als in unseren Nachbarländern, keine privaten Einrichtungen gibt, die geistes- und sozialwissenschaftliche Forschung fördern, bedeutet dies, dass Themen, die außerhalb der zurückbehaltenen Schwerpunkte liegen, nicht erforscht werden können.

Deshalb möchte ich folgende Fragen an den Herrn Forschungsminister stellen:

1) Wie viel Geld steht für Forschung auf dem Gebiet der Geistes- und Sozialwissenschaften in Luxemburg zur Verfügung?

2) Welche Themenschwerpunkte werden gefördert?

3) Wer legt diese Themenschwerpunkte fest und nach welchen Kriterien?

4) Wer sind die wichtigsten Nutznießer dieser Forschungsgelder und welche Projekte wurden gefördert?

5) Wie wird sichergestellt, das auch Forscher, die andere Themenfelder bearbeiten und außerhalb von staatlichen Einrichtungen arbeiten, Zugang zu staatlichen Fördergeldern erhalten?

6) Wie wird sichergestellt, dass die Forschung auf dem Gebiet der Geistes- und Sozialwissenschaften in Luxemburg zu einer kritischen Aufarbeitung der Geschichte des Landes und zu einer wertfreien Analyse aktueller sozialer, politischer und ökonomischer Fragestellungen beiträgt?

7) Welche Möglichkeiten bestehen, um private Stiftungen zu fördern, die im Wissenschaftsbereich tätig sind, um z. B. Alternativen und Ergänzungen zur „institutionellen" Forschung zu liefern?

Réponse (27.9.2011) de **M. François Biltgen,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

Die Förderung der öffentlichen Forschung in Luxemburg erfolgt bekanntlich im Wesentlichen sowohl über die mit dem Forschungsministerium vereinbarten Leistungsverträge als auch über die Fördermaßnahmen des Fonds national de la recherche (FNR), wobei folgende strategische Zielsetzungen angestrebt werden: Aufbau von wissenschaftlicher Qualität und Exzellenz, Verbesserung der institutionellen Infrastruktur sowie Förderung der Wissenschaftskultur.

Die vom FNR für Forschungsarbeiten in den Sozial- und Geisteswissenschaften bewilligten Fördermittel erreichen ca. 20-30% des gesamten Fördervolumens. Dazu ist zu bemerken, dass ein Großteil der Förderinstrumente des FNR fachübergreifend ausgerichtet sind, d. h., es können Projekte aus allen Fachbereichen eingereicht und nach positiver Begutachtung finanziert werden. Eine Ausnahme stellt lediglich das thematisch gebundene Programm CORE dar, welches sich nach den von der Regierung definierten nationalen Prioritäten orientiert und sich auf sechs nationale Themenschwerpunkte konzentriert, von denen zwei den Sozial- und Geisteswissenschaften zuzurechnen sind. Diese zwei nationalen Themenschwerpunkte beinhalten Forschungsvorhaben mit konkreten Fragestellungen zum nationalen Arbeitsmarkt, zu den Erziehungswissenschaften, zum hiesigen Finanzsektor, zum Zivil- und Sozialschutz, zur Identitäts- und nationalen Geschichtsforschung, zur Politikwissenschaft sowie zur Sprachenvielfalt und Diversität in der luxemburgischen Gesellschaft. Auf diesem Weg trägt die Forschung auf dem Gebiet der Geistes- und Sozialwissenschaften in Luxemburg zu einer kritischen Aufarbeitung der Geschichte des Landes und zu einer wertfreien Analyse aktueller sozialer, politischer und ökonomischer Fragen bei.

Diese Themenschwerpunkte bzw. nationalen Prioritäten wurden in den Jahren 2006-2007 auf der Grundlage einer durch den FNR im Auftrag des Forschungsministeriums durchgeführten Foresight-Studie erarbeitet. Sie wurden nach Kriterien bezüglich der wirtschaftlichen und gesellschaftlichen Relevanz für Luxemburg geprüft, durch den Regierungsrat verabschiedet und finden u. a. im CORE-Programm ihren Niederschlag.

Die größten Nutznießer dieser Fördermaßnahmen sind Forscher aus öffentlichen Forschungseinrichtungen Luxemburgs. Beim Forschungsbeihilfe-Programm „aide à la formation-recherche" (AFR) sind dies Nachwuchsforscher sowohl an inländischen als auch an ausländischen Forschungseinrichtungen. Die sogenannten Begleitmaßnahmen des FNR (Zuschüsse für Publikationen, Teilnahme an oder Organisation von Konferenzen, Schulungen und Förderung der Wissenschaftskultur) sprechen einen größeren Interessentenkreis, also auch Forscher ohne Anbindung an hiesige öffentliche Forschungsinstitute, an. Weitere Informationen zu den geförderten Projekten können den Jahresberichten sowohl des FNR als auch der Forschungseinrichtungen entnommen werden.

Eine in Ausarbeitung befindliche Gesetzesnovelle zum FNR sieht eine Ausweitung der möglichen Förderungsempfänger vor. Nach wie vor werden jedoch alle Projekte vorab aufgrund internationaler Expertisen (basierend auf dem Peer review system) hinsichtlich ihrer wissenschaftlichen Qualität und Relevanz begutachtet.

Question 1613 (8.8.2011) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant l'**incendie sur le site industriel à Dommeldange:**

Dans la nuit de vendredi à samedi plusieurs halls servant de dépôt à l'entreprise d'ArcelorMittal sur le site de Dommeldange ont été ravagés par un énorme incendie.

Les pompiers ont mis plus de trois heures pour éteindre l'incendie notamment à cause de l'absence de portes coupe-feu à l'intérieur des bâtiments et parce que les bouches d'incendie étaient vides. En plus, la présence de matières inflammables et notamment de bombonnes de gaz à l'intérieur des halls a empêché les pompiers d'éteindre le feu rapidement.

Au vu de ce qui précède, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration et à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

- L'exploitation des halls à Dommeldange est-elle conforme à la législation sur les établissements classés?

- Les entreprises qui utilisaient ces halls disposaient-elles des autorisations d'exploitation nécessaires?

- L'Inspection du Travail et des Mines a-t-elle effectué des inspections sur le site en question et, le cas échéant, a-t-elle détecté des infractions aux dispositions légales?

Réponse commune (6.10.2011) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*, et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

L'ancien site d'ARBED Dommeldange est actuellement utilisé par la firme ArcelorMittal Dommeldange et par la firme AMP.

AMP dispose d'un droit de superficie depuis 1980 pour une durée de 50 années sur les terrains et les halls qui ne sont pas sous la responsabilité d'ArcelorMittal Dommeldange.

Le bâtiment ravagé en partie par l'incendie survenu dans la nuit du 5 au 6 août dernier fait partie des halls sur lesquels la société AMP a un droit de superficie.

Les parties du bâtiment en question où avait sévi l'incendie étaient louées comme entrepôts par AMP à deux entreprises de construction, stockant surtout des produits de construction, mais aussi du matériel utilisé sur les chantiers de construction.µ

Comme les congés collectifs venaient de débuter, les deux entreprises avaient également déposé dans les locaux à leur disposition des engins et véhicules ainsi que de l'outillage provenant de leurs chantiers.

L'envergure pris par le sinistre et les problèmes rencontrés par les sapeurs-pompiers s'expliquent surtout par l'absence d'hydrantes sur le site.

Il découle de l'utilisation des parties sinistrées du bâtiment en question que les activités y exercées ne tombent pas sous les dispositions de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés et que partant les entreprises concernées ne devaient pas disposer d'autorisation d'exploitation.

Vu l'utilisation exclusive comme entrepôt des locaux en question, l'Inspection du Travail et des Mines n'avait pas effectué les deux dernières années d'inspection de ces locaux.

Les activités d'ArcelorMittal sur le site de Dommeldange sont par contre inspectées régulière-

ment, sans que n'aient été détectées les dernières années d'infractions graves aux dispositions légales tombant sous les compétences de l'Inspection du Travail et des Mines.

Question 1616 (9.8.2011) de **Mme Anne Brasseur** et **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **groupe de travail sur les relations futures entre l'État et les communautés religieuses:**

Lors du récent débat tenu à la Chambre des Députés sur les relations futures entre l'État et les communautés religieuses, il avait été retenu de créer un groupe de travail appelé à élucider l'ensemble des questions qui se posent dans ce domaine.

Partant, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Cultes:

- Pour quand au plus tard Monsieur le Ministre instituera-t-il un groupe chargé d'entamer les travaux nécessaires et préalables à une telle réforme?

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des informations sur la composition de ce groupe de travail?

- Dans quels délais le groupe en question devrait-il présenter ses conclusions?

Réponse (17.10.2011) de **M. François Biltgen,** *Ministre des Cultes:*

Le Gouvernement entend contacter les experts pouvant faire partie du groupe de travail avant la fin du mois d'octobre et finaliser le mandat avant la fin de l'année 2011.

Il est difficile de spéculer sur le délai qu'il sera possible d'imposer rationnellement avant la remise du rapport du groupe d'experts, vu la complexité du sujet et les travaux d'audition et de réflexion à mener par les experts. En Belgique, les travaux d'élaboration d'un rapport comparable ont duré 24 mois.

Le Gouvernement ne peut pas donner à ce stade des informations sur la composition du groupe. Il a cependant finalisé ses réflexions sur les experts qui pourront utilement faire partie du groupe de travail.

Avant tout progrès dans ce dossier le Gouvernement entend d'abord informer la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle.

Question 1617 (10.8.2011) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant les **effets de l'hormone de synthèse diéthylstilbestrol (DES) commercialisé sous le nom de Distilbène et de Stilboestrol:**

Le Diéthylstilbestrol (DES), commercialisé sous le nom de Distilbène et de Stilboestrol, est une hormone de synthèse qui a été prescrite de 1948 à 1976 à des femmes enceintes pour prévenir de fausses couches. Des tumeurs vaginales chez les filles et des malformations génitales chez les garçons sont les effets secondaires connus chez les enfants dits «Distilbène». Une récente étude épidémiologique menée par le professeur Charles Sultan du CHRU de Montpellier portant sur les effets transgénérationnels de cette hormone montre que la prévalence des malformations congénitales chez les petits-enfants des femmes traitées par Distilbène apparaît être 40 à 50 fois supérieure à celle attendue. Une association française parle de 160.000 enfants victimes de ces effets secondaires.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé:

1) Quelles conclusions Monsieur le Ministre tire-t-il de cette étude?

2) Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur l'usage du Distilbène et du Stilboestrol au Luxembourg?

3) Le Luxembourg dispose-t-il de statistiques renseignant sur les malformations génitales apparues suite à la prescription du Diéthylstilbestrol sur les enfants et petits-enfants de femmes concernées?

4) Les urologues et les gynécologues sont-ils sensibilisés à ce problème afin de pouvoir aider efficacement les victimes et afin de réunir des statistiques fiables?

5) Quelles sont les aides spécifiques que le Luxembourg apporte aux «enfants Distilbène» et à leurs parents? À qui les victimes peuvent-elles s'adresser?

Réponse (28.9.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

L'étude épidémiologique menée par le professeur Charles Sultan, auquel l'honorable Député se réfère, affirme effectivement que la prévalence d'une malformation de l'urètre est 40 à 50 fois plus élevée chez les petits-enfants de femmes traitées au DES que chez la population non traitée.

Les conclusions et résultats des travaux du professeur Sultan doivent néanmoins encore être confirmés par des études ultérieures.

Le distilbène est interdit au Luxembourg depuis le début des années 80. Jusqu'à cette date, le distilbène avait été utilisé en tant que comprimés et implants.

Il est aujourd'hui impossible de retracer l'usage qui a été fait du distilbène et mes services ne disposent pas de statistiques relatives à des malformations génitales chez des enfants qui auraient pu être la suite d'une prescription de distilbène lors de la grossesse de leur mère.

Le rôle des médecins et en particulier des gynécologues et gynéco-obstétriciens est important pour informer les femmes qui pourraient être concernées soit en raison d'un traitement pendant leur grossesse soit en raison d'une exposition in utero connue au DES.

Une enquête récente de l'Agence française de la sécurité sanitaire des produits de santé (Afssaps) auprès des gynécologues, dont les résultats peuvent être consultés sur le site Internet de l'Afssaps (http://www.afssaps.fr), a démontré que seule la moitié d'entre eux connaissaient précisément l'ensemble des conséquences de l'exposition au DES et que 40% d'entre eux souhaitaient la mise en place d'une nouvelle campagne d'information.

Une telle enquête n'ayant pas eu lieu au Luxembourg, je ne puis que supposer que la situation au Luxembourg devrait être sensiblement la même.

L'Afssaps a publié une information actualisée au 17 juin 2011 intitulée «Mise au point: Complications liées à l'exposition in utero au diéthylstilbestrol». Cette publication est également consultable sur le site Internet de l'Afssaps.

Mes services vont rendre les professionnels de santé concernés attentifs à cette sensibilisation faite par l'Afssaps.

La direction de la Santé se tient à la disposition pour toute information supplémentaire liée à l'utilisation du distilbène.

Question 1621 (10.8.2011) de **M. Claude Haagen** *(LSAP)* concernant la **radio socioculturelle 100,7:**

Le 29 juillet, un journaliste de la radio publique 100,7 a fait un commentaire sur le rôle des ONG face aux crises humanitaires. Dans ce contexte, il a critiqué une couverture médiatique souvent trop complaisante et superficielle des activités de ces ONG, en incluant expressément la radio 100,7 dans cette critique. Quelques heures plus tard, dans le cadre du «Mëttes-Panorama», la radio 100,7 a pris formellement ses distances vis-à-vis de cette partie du commentaire et fait savoir que le journaliste lui-même ne maintenait pas la critique qui visait sa propre rédaction.

Ces faits sont relatés par l'hebdomadaire «d'Lëtzebuerger Land» qui estime que «cet accroc n'est qu'une expression vers l'extérieur d'un désaccord flagrant de la rédaction avec le rédacteur en chef Jay Schiltz sur le profil des informations à la radio publique. L'ambiance fin de règne sous Fernand Weides devient de plus en plus palpable avenue Monterey.»

- Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils me dire quelle est leur impression face à cette réaction du rédacteur en chef qui oblige un de ses journalistes à se rétracter en public? Partagent-ils l'analyse du «Lëtzebuerger Land», selon lequel cet incident ne serait que l'expression d'un malaise général au sein de la rédaction dû en partie à une certaine lassitude au niveau de la direction de la radio publique?

- Comment les missions de la radio socioculturelle sont-elles définies dans son cahier des charges et de quels moyens le Gouvernement dispose-t-il pour garantir le respect de ces dispositions?

Réponse commune (27.9.2011) de **M. François Biltgen,** *Ministre des Communications et des Médias*, et de **Mme Octavie Modert,** *Ministre de la Culture:*

L'honorable Député aimerait savoir quelle est l'impression que les faits relatés par l'hebdomadaire «d'Lëtzeburger Land» sur la radio 100,7 dans son édition du 5 août 2011 ont suscitée auprès des ministres concernés.

La radio 100,7 est un établissement public créé par l'article 14(2) de la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques et est officiellement dénommée «établissement de radiodiffusion socioculturelle».

Les organes de cet établissement public sont le conseil d'administration et le directeur. Le règlement grand-ducal du 19 juin 1992 pris en exécution de l'article 14(2) de la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques décrit les fonctions du directeur comme suit:

«La direction et la gestion courante de l'établissement sont confiées à un directeur qui exécute les décisions du conseil d'administration. Le directeur est compétent pour régler toutes les affaires non dévolues spécialement au conseil d'administration. Il jouit d'une large autonomie dans l'exécution de ses fonctions.

Dans le cadre des orientations générales retenues par le conseil d'administration, le directeur est responsable de la programmation et de la réalisation des programmes.

Le directeur est le chef hiérarchique du personnel et il est seul habilité à soumettre au conseil d'administration des propositions en matière d'engagement et de licenciement du personnel.»

Par ailleurs, en vertu de ce règlement, la définition par le conseil d'administration des orientations générales précitées en matière de programmation se fait sur «la base d'une proposition émanant du directeur» et n'est pas subordonnée à l'approbation du ministre de tutelle.

Il s'ensuit que la structure retenue ainsi que la répartition des compétences entre les deux organes de l'établissement public ont été conçues de manière à garantir l'indépendance de l'établissement vis-à-vis des pouvoirs publics aussi bien au niveau de son fonctionnement qu'au niveau de sa programmation.

L'autorité publique est soucieuse de respecter cette volonté et au nom du principe de non-ingérence estime dès lors qu'elle doit s'abstenir à évaluer les faits commentés dans la presse.

L'honorable Député souhaite encore être renseigné sur la manière dont les missions de la radio socioculturelle ont été définies dans le cahier des charges et les moyens dont dispose le Gouvernement pour garantir le respect de ces dispositions.

Aux termes de l'article 14, paragraphes 1 et 2 de la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques, il est créé un établissement public dans le but d'exploiter une ou plusieurs fréquences de radiodiffusion luxembourgeoise et d'organiser des programmes («services de radio») à finalité socioculturelle, dont il assume la responsabilité. Un règlement grand-ducal, à prendre sur avis du Conseil d'État, en fixe les modalités de structure et de fonctionnement.

L'article 14(4) de cette même loi stipule que les programmes de la radio socioculturelle fourniront un large accès à l'antenne aux «organisations sociales et culturelles du Luxembourg».

Le règlement grand-ducal du 19 juin 1992 pris en exécution de l'article 14(2) de la loi précitée stipule dans son article 2(4) que

«Dans l'accomplissement de sa mission, et dans le respect du cahier des charges assorti à la permission de radiodiffusion, l'établissement doit notamment promouvoir la vie culturelle, favoriser la création artistique, contribuer à la communication sociale, y compris la vie interculturelle et la coopération transfrontalière, participer à l'information libre et pluraliste et fournir un large accès à l'antenne aux organisations sociales et culturelles du pays.»

Le cahier des charges assorti à la permission, dans ses articles 4 et 5, fournit des précisions supplémentaires quant au contenu du programme à finalité socioculturelle.

Article 4

(1) Les programmes à finalité socioculturelle doivent être de qualité et avoir une vocation de culture, d'information et de divertissement.

(2) Ils attacheront une importance particulière aux objectifs culturels suivants:

- la promotion de la création culturelle et artistique;

- la sensibilisation culturelle du public;

- le renforcement de l'identité culturelle luxembourgeoise;

- la connaissance de l'histoire nationale;

- la promotion de la langue luxembourgeoise;

- la coopération culturelle avec les régions voisines.

(3) Sur le plan de l'information, ils chercheront notamment à favoriser:

- la communication sociale de toutes les couches sociales;

- l'intégration sociale des personnes âgées, des personnes affectées par un handicap, des minorités et celle des différentes communautés ethniques et culturelles dans le respect de leurs cultures d'origine;

- le respect des divers cultures, croyances, courants de pensée et d'opinion;

- la prise de conscience de l'interdépendance complexe des réalités sociales, économiques et culturelles;

- la connaissance des réalités politiques, économiques et sociales;

- le respect de l'environnement naturel et humain et du patrimoine culturel et la compréhension des problèmes du développement;

- l'éducation du consommateur.

Article 5

(1) Le programme doit respecter les sensibilités intellectuelles et morales du public.

(2) Il ne peut ni mettre en péril la sécurité nationale ou l'ordre public, ni constituer une offense à l'égard d'un État étranger.

(3) Il doit se conformer aux bonnes mœurs ainsi qu'aux lois luxembourgeoises et aux conventions internationales en vigueur au Grand-Duché.

Il doit respecter en particulier les dispositions de la législation sur les droits d'auteur, sur la presse, sur la liberté d'expression dans les médias et sur la protection de la vie privée.

(4) Il doit respecter la personne humaine et sa dignité, et ne peut contenir aucune incitation à la haine pour des raisons de race, de sexe, d'opinion, de religion ou de nationalité.

(5) Sont interdits tous les éléments de programme susceptibles de nuire gravement à l'épanouissement physique, mental ou moral des mineurs, notamment des éléments de programme comprenant des scènes de pornographie ou de violence gratuites; sont également interdits tous les autres éléments de programme susceptibles de nuire à l'épanouissement physique, mental ou moral des mineurs, sauf s'il est assuré, par le choix de l'heure d'émission ou par toutes mesures techniques, que les mineurs n'entendent pas normalement ces éléments de programme.»

La surveillance du contenu du programme diffusé par l'établissement de radiodiffusion socioculturelle relève de la compétence du Conseil national des programmes qui peut, lorsqu'il prend connaissance d'une éventuelle violation, déclencher la procédure prévue à l'article 35 de la loi modifiée de 1991.

Question 1623 (11.8.2011) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **position de la diplomatie luxembourgeoise par rapport à la politique sanitaire d'autres pays et notamment par rapport à l'avortement:**

Unter Bezugnahme auf die Rechte, welche den Mitgliedern des Parlaments durch die diesbezüglichen gesetzlichen Bestimmungen zustehen, erlaube ich mir, Sie höflichst darum zu ersuchen, folgende Anfrage an die Frau Ministerin für Entwicklungshilfe weiterzuleiten. Meine Anfrage betrifft die Rolle der luxemburgischen Diplomatie im Hinblick auf die Gesundheitspolitik fremder Staaten, insbesondere im Zusammenhang mit deren Haltung in der Abtreibungsfrage.

Bereits am 29. Juni 2011 hatte ich eine parlamentarische Anfrage in luxemburgischer Sprache (Nr.1551) *(cf. compte rendu n°16/2010-2011)* zu diesem Thema an die Frau Ministerin für Entwicklungshilfe gestellt, die folgende Punkte betraf:

„1. Ënnerstëtzt Lëtzebuerg an iergendenger Form Kliniken oder aner medizinesch oder para-medezinesch Ariichtungen, Berodungsinstitutiounen oder ganz allgemeng Politiken, déi d'Ofdreiwung vun ongebuerene Kanner virhuelen, recommandéieren oder toleréieren?

2. Wann d'Madame Ministesch géif gewuer ginn, datt mat Lëtzebuerger Geld Ofdreiwungen an Entwécklungslänner praktizéiert oder direkt oder indirekt ënnerstëtzt oder finanzéiert ginn, géif si dann esou Zoustänn direkt ënnerbannen?

3. Trëtt d'Madame Ministesch an hire Rieden an internationalen Optrëtter konsequent fir de Schutz vum ongebuerene Liewen an, a kämpft si géint all Form vun Ofdreiwung?"

In ihrer Antwort vom 13. Juli antwortet die Frau Ministerin wie folgt auf diese Anfrage:

„De Gesondheetssecteur gehéiert zu den Haaptinterventiounssecteure vun der Lëtzebuerger Entwécklungshëllef. Eis Aktivitéite reflétéieren d'Demande vun eise Partnerlänner. Mat anere Wierder, mir passen eis Aktivitéiten de Prioritéite vun den Autoritéiten an deem jeeweilege Land un, souwäit wéi dat och mat onsen Objektiver a Prioritéite kompatibel ass. Dat geschitt natierlech am Respekt vun der Législatioun an de Partnerlänner.

Am Fall vun engem Land, dat den Avortement och da verbitt, wann therapeutesch Konterindikatioune virleien, thematiséiere mir dat an eise bilaterale Gespréicher."

Diese Aussage steht nicht im Einklang mit folgender Meldung der katholischen Nachrichtenagentur kath.net vom 6. August 2011, deren Wortlaut ich hier wiedergebe:

„Europäische UN-Delegationen setzen Lateinamerika unter Druck

Auch mit wirtschaftlichem Druck versuchen europäische Staaten mittels der UNO, die Abtreibungsgesetze in Lateinamerika zu liberalisieren.

New York (kath.net/C-FAM) Westliche Regierungen setzen über die UNO lateinamerikanische Staaten unter Druck, ihre Abtreibungsgesetze zu liberalisieren. Das berichtet das katholische Institut für Familie und Menschenrechte (C-Fam) in New York. Betroffene Staaten sind in letzter Zeit: El Salvador, Costa Rica, Chile, Brasilien, Bolivien, Belize und Argentinien.

Das Druckmittel ist dabei ein UN-Instrumentarium namens „Universal Periodic Review (UPR)". Es ist ein Dialogprozess zwischen Delegationen verschiedener Staaten zur Menschenrechtssituation in einem bestimmten anderen Staat. Manchmal führt dieser zu Empfehlungen der Delegationen, dass einer souveräner Staat seine Gesetze ändern soll, um deren Richtlinien zu entsprechen.

Während der letzten drei Jahre haben sich europäische Delegationen vor allem auf lateinamerikanische Staaten konzentriert. Ein vorrangiges Anliegen sind dabei alle Themen um sexuelle und reproduktive Gesundheit. Europäische Staaten haben hier mehrfach Druck ausgeübt, dass ein fehlender Zugang zu Abtreibung eine internationale Menschenrechtsverletzung darstelle.

Luxemburg drängt El Salvador, den „Zugang für Frauen zu Rechten und Einrichtungen sexueller und reproduktiver Gesundheit zu verbessern", Großbritannien verlangt, dass Costa Rica „Frauen mit angemessener Information versorgen soll, wie sie Zugang zu medizinischer Versorgung haben können, inklusive legaler Abtreibung". Schweden empfiehlt, dass Chile sich mehr bemühen soll, sicherzustellen, dass „seine Abtreibungsgesetze mit Chiles Menschenrechtsverpflichtungen übereingestimmt werden".

Piero Tozzi, Rechtsexperte des „Alliance Defense Fund", ein Verein zur Verteidigung von Meinungs- und Religionsfreiheit, sagt: „Im internationalen Recht existiert kein „Recht" auf Abtreibung. UN-Einrichtungen und extern Agierende überschreiten ihre Kompetenz maßlos, wenn sie verlangen, dass souveräne Nationen ihre eigenen Gesetze zum Schutz der Ungeborenen ändern. Staaten sollten solche unbefugten Forderungen kategorisch ablehnen."

Aufgrund wirtschaftlichen Drucks, weil westliche Staaten ihre Hilfe davon abhängig machen, haben etwa El Salvador und Belize schon zugesagt, die verlangten Änderungen durchzuführen.

Die „Universal Periodic Review", eingerichtet durch die UNO-Generalversammlung in der Resolution 60/251 im März 2006, ist ein Prozess, der alle vier Jahre durchgeführt wird, um die Menschenrechtssituation in allen 192 UN-Mitgliedstaaten zu überprüfen. Jeder Staat ist dabei aufgefordert, zu berichten, welche Aktionen zur Verbesserung der Menschenrechtssituation er bei sich vorgenommen habe."

Daher möchte ich folgende Fragen an die zuständige Ministerin richten:

1. Welches sind die „therapeutischen Gegenindikationen", welche in den Augen der Frau Ministerin für Entwicklungshilfe die Thematisierung der Abtreibung durch Luxemburg erlauben?

2. Auf welche internationalen Rechtsnormen beruft sich Luxemburg in seinen bilateralen Gesprächen, wenn es die Abtreibung thematisiert, und wie genau lauten die von der Regierung vorgebrachten Argumente beziehungsweise Forderungen?

3. Werden in irgendeiner Form Leistungen der luxemburgischen Entwicklungshilfe an die Erfüllung bestimmter Vorgaben der Empfängerstaaten in Bezug auf deren Haltung zur Abtreibung geknüpft?

4. Hat Luxemburg El Salvador in irgendeiner Weise dazu aufgefordert, den „Zugang für Frauen zu Rechten und Einrichtungen sexueller und reproduktiver Gesundheit zu verbessern", und wenn ja, in welchem Zusammenhang, aus welchem Grund und mit welcher Zielsetzung?

5. Warum hat die Frau Ministerin in der Antwort auf meine parlamentarische Anfrage Nr.1551 verschwiegen, dass diese Thematik nicht nur Inhalt bilateraler Gespräche ist, sondern auch in UN-Foren zur Sprache gebracht wird?

Réponse (15.9.2011) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire:*

1. Im Falle einer unmittelbare Gefahr für das Leben der schwangeren Frau.

2. Es gibt keine verbindliche internationale Rechtsnorm zur dieser Frage. Die Antwort zu Punkt 1 ergibt sich aus Gründen der Kohärenz mit der aktuell geltenden luxemburgischen Gesetzgebung.

3. Nein.

4. Das Zitat, das der Herr Abgeordnete Kartheiser in seiner Anfrage hervorhebt, gilt es in seinen Zusammenhang zu setzen. Die folgenden Auszüge sind einem offiziellen und öffentlich zugänglichen Bericht der UN entnommen. Sie dürften die Position Luxemburgs sowie die Reaktion des Vertreters von El Salvador klarstellen.

(extraits du rapport)

Le groupe de travail sur l'examen périodique universel, créé conformément à la résolution 5/1 du Conseil des droits de l'Homme en date du 18 juin 2007, a tenu sa septième session du 8 au 19 février 2010. L'examen concernant El Salvador a eu lieu à la 4e séance, le 9 février 2010. La délégation d'El Salvador était présidée par Monsieur Carlos Alfredo Castaneda Magaña, Vice-Ministre des affaires étrangères pour l'intégration et la promotion économique. À sa 8e séance, le 11 février 2010, le groupe de travail a adopté le présent rapport concernant El Salvador.

(…)

67. Le Luxembourg a félicité El Salvador de l'adoption d'une loi visant à protéger les enfants et a salué les récentes améliorations en matière de fréquentation scolaire, de sécurité et de lutte contre la violence à l'égard des femmes et des enfants. Il s'est déclaré préoccupé par le taux élevé d'homicides. Il a également évoqué le partenariat qu'il avait conclu avec El Salvador dans les domaines du développement et de la coopération aux fins d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement. Ce partenariat permettrait de promouvoir le droit à l'éducation et d'améliorer les services de santé et la bonne gouvernance. Le Luxembourg a formulé des recommandations.

II. Conclusions et/ou recommandations

81. El Salvador a examiné et approuvé (wir unterstreichen) les recommandations suivantes qui ont été formulées au cours du dialogue:

(…)

35. Accélérer la réforme législative en cours afin de lutter contre l'insécurité et la violence qui vise les femmes et les enfants, et renforcer cette initiative par d'autres mesures telles que l'amélioration de la collecte de statistiques ou la mise en place, dans les écoles, de programmes éducatifs sur les droits de l'Homme et l'égalité des sexes (Luxembourg);

(…)

4. Améliorer l'accès des femmes aux services de santé sexuelle et génésique ainsi que l'exercice de leurs droits dans ce domaine (Luxembourg);

5. Die Frage galt meinen Reden in internationalen Foren. Der Arbeitsgruppe der „allgemeinen regelmäßigen Überprüfung" des UN-Menschenrechtsrats habe ich noch nicht beigewohnt.

Question 1624 (17.8.2011) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant l'**accompagnement spécifique d'élèves dits «surdoués»:**

J'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle au sujet de l'accompagnement spécifique d'élèves dits «surdoués» dans notre enseignement fondamental et postprimaire:

- Comment et par qui ces élèves sont-ils généralement pris en charge?

- Existe-t-il un système de «mentoring» dans ce contexte?

- Le SCRIPT organise-t-il des formations continues pour les enseignants appelés à accompagner les élèves en question?

- Au cas où l'intégration d'élèves «surdoués» dans notre système scolaire s'avérerait très difficile, le Ministère entretient-il des contacts avec des établissements scolaires établis à l'étranger afin de proposer des offres concrètes aux élèves concernés?

Réponse (23.9.2011) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

En ce qui concerne l'encadrement spécifique d'élèves dits «surdoués» dans l'enseignement fondamental et dans l'enseignement secondaire et secondaire technique, aucune prise en charge particulière n'est prévue actuellement. Il faut souligner que la détection de la précocité intellectuelle s'avère difficile puisqu'elle est souvent accompagnée, à des degrés divers, de troubles du comportement comme la recherche systématique de l'attention des adultes, l'hyperémotivité, le désintérêt pour les matières scolaires, etc. Cependant, certains éléments de la réforme de l'école fondamentale permettent de proposer des solutions à la situation des enfants dits «surdoués». L'observation des progrès des élèves à travers les bilans intermédiaires, la mise en place de cycles d'enseignement et la possibilité de terminer un cycle en un an permettent aux enfants de progresser à leur rythme. De plus, la mise en place des commissions d'inclusion scolaire permet d'identifier plus tôt les situations particulières de ces enfants. Il est dès lors possible d'accorder des ressources supplémentaires, si cela s'avère nécessaire, pour permettre à l'enfant un programme adapté à sa situation.

Lors du passage à l'enseignement secondaire et secondaire technique, le suivi de ces élèves est assuré par le service de psychologie et d'orientation scolaires des différents lycées pour établir un diagnostic en vue de favoriser leur intégration dans l'enseignement qu'ils souhaitent suivre.

Au cas où des mesures locales avec des plans de prise en charge personnalisés ou des intervenants externes ne permettent pas de remédier aux difficultés constatées, le placement d'enfants dans des institutions spécialisées à l'étranger peut être organisé sur décision de la commission médico-psychopédagogique nationale. Les frais de scolarisation sont alors pris en charge par le service de l'éducation différenciée du MENFP. Actuellement, le nombre de prises en charge d'enfants dans des institutions à l'étranger se limite à un ou deux enfants par an.

Dans le cadre de son offre de formation, le SCRIPT propose depuis 2004 au moins une formation continue par an en relation avec la situation spécifique des enfants intellectuellement précoces. Les formations offertes se concentrent sur des sujets comme: «Lichtblick für helle Köpfe: Praktische Begabungs- und Begabtenförderung in der Schule; Hochbegabte Kinder in der Grundschule finden und fördern; Problématique des enfants à hauts potentiels».

Question 1627 (19.8.2011) de **M. Camille Gira** *(déi gréng)* concernant le **règlement grand-ducal du 10 juillet 2011 qui permet la chasse au sanglier pendant toute l'année cynégétique:**

Le règlement grand-ducal du 10 juillet 2011 concernant l'ouverture de la chasse prévoit la chasse au sanglier pendant toute l'année cynégétique.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:

- Quelles sont les raisons de l'extension de la durée de la chasse au sanglier à toute l'année cynégétique?

- La chasse au sanglier pendant toute l'année cynégétique ne risque-t-elle pas de perturber les autres espèces présentes sur le territoire?

Réponse (26.10.2011) de **M. Marco Schank,** *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:*

En premier lieu, il convient de souligner que la période de la chasse au sanglier n'a pas changé. Depuis l'apparition de la peste porcine il y a dix ans, la chasse au sanglier est ouverte pendant toute l'année.

L'on ne saurait nier que la chasse au sanglier - constat qui est également valable pour toute autre chasse - risque de perturber les autres espèces présentes sur le territoire. Ceci dit, il ne faut pas perdre de vue les raisons qui ont conduit à définir les conditions en question.

Il est bien connu qu'en Europe en général et au Luxembourg en particulier, les populations de sangliers ont augmenté de manière substantielle pendant les 25 dernières années, le taux d'augmentation des populations étant de 200 à 300% par an. Cette augmentation est due à une multitude de facteurs tels que le changement climatique qui a rendu les hivers plus doux, le nourrissage artificiel, la protection des femelles âgées lors des chasses, etc.

La régulation respectivement la diminution de la population de sangliers est indispensable, notamment si l'on considère l'augmentation considérable des dégâts causés par cette espèce dans les cultures agricoles. Au vu de l'évolution décrite plus haut, la seule interdiction du nourrissage artificiel - elle a été introduite par la loi du 25 mai 2011 relative à la chasse - ne suffit pas et l'ouverture de la chasse pendant toute l'année reste nécessaire.

Par ailleurs, je précise que le sanglier n'est pas la seule espèce que l'on peut chasser pendant toute l'année. En effet, le raton laveur et le rat musqué n'ont également pas de période de fermeture de la chasse.

Question 1628 (19.8.2011) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **actes translatifs de propriété:**

Dans le contexte de la polémique entourant des achats de terrain par un bourgmestre d'une commune limitrophe de la capitale, il se pose la question générale de la transparence des actes translatifs de propriété réalisés à titre privé par des membres d'un collège échevinal.

Je voudrais dans ce contexte poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

- Est-ce que le Gouvernement n'est pas d'avis qu'il serait dans l'intérêt d'une plus grande transparence mais également dans l'intérêt propre des membres d'un collège échevinal que les actes translatifs de propriété réalisés par eux directement ou indirectement à titre privé sur le territoire de leur commune soient soumis pour information à l'autorité de tutelle?

- Dans l'affirmative, est ce que le Gouvernement entend créer une base légale pour cette obligation d'information?

Réponse (22.9.2011) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

La question de l'honorable Député concerne les actes translatifs de propriété réalisés à titre privé par un membre d'un collège des bourgmestre et échevins.

L'honorable Député demande dans ce contexte, si une «obligation d'information» incombant aux membres d'un collège échevinal ne serait pas «dans l'intérêt d'une plus grande transparence mais également dans l'intérêt propre des membres d'un collège échevinal».

Qu'il soit rappelé à cet endroit que la loi modifiée du 25 septembre 1905 sur la transcription des droits réels immobiliers prévoit à l'article 1er que «tous les actes entre vifs, à titre gratuit ou onéreux, translatifs de droits réels immobiliers autres que les privilèges et hypothèques, seront transcrits au bureau de la conservation des hypothèques (…)».

Il s'ensuit que la législation en vigueur prévoit actuellement la publicité des actes entre vifs translatifs de propriété et que dès lors l'utilité d'une simple obligation d'information incombant à certains élus n'est pas établie. En effet, il est loisible à chaque citoyen de s'informer sur les transactions immobilières d'une personne déterminée auprès du bureau des hypothèques concerné.

La question de l'honorable Député évoque en outre la possibilité que cette obligation d'information soit établie à l'attention de l'autorité de tutelle. Or, cette proposition ne paraît guère compatible avec l'acceptation du principe de l'autonomie communale telle qu'on l'entend au Grand-Duché où l'État se voit en général reprocher par les élus communaux de s'immiscer trop dans les affaires locales.

Rappelons que le rôle de l'autorité de tutelle se confine au contrôle de la légalité des actes des communes et exclut les activités purement privées de mandataires communaux à moins qu'il ne s'agisse de comportements rentrant dans le cadre des articles 41 et 63 de la loi communale. Il est à constater en outre que l'évolution de notre législation va dans un sens de l'allégement de la tutelle administrative et je viens par ailleurs d'annoncer une réforme encore plus profonde en la matière.

Instaurer une obligation d'informer l'autorité de tutelle sur des activités purement privées des élus locaux me semble donc aller contre le sens de l'évolution de la législation communale.

Toutefois, si davantage de transparence est souhaitée dans les arcanes de la politique communale, rien n'empêche les membres des conseils communaux, soucieux de transparence dans ce domaine, d'informer le conseil communal en séance publique de la situation de leur patrimoine foncier sur le territoire communal, ainsi que des changements qui y interviennent par actes entre vifs. Rien non plus ne s'oppose à ce que les conseils communaux, en toute autonomie, se dotent d'un code de bonne conduite en la matière, certes à portée juridique toute relative, mais avec une valeur politique et éthique certaine.

Question 1629 (22.8.2011) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **travaux d'infrastructure à différents endroits de la ligne ferroviaire Luxembourg-Troisvierges-Gouvy:**

Ces dernières années le Gouvernement a fait réaliser des travaux d'infrastructure à différents endroits de la ligne ferroviaire Luxembourg-Troisvierges-Gouvy.

Voilà pourquoi je m'empresse de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quels sont les chantiers qui ont pu être finalisés jusqu'à présent et quel a été le coût (provisoire) de ces travaux?

- Quels projets restent à achever voire seront programmés à l'avenir?

- Afin d'assurer de meilleures correspondances train/autobus (notamment dans le contexte de la ligne du Nord), le Gouvernement prévoit-il d'inviter les CFL à optimiser leurs moyens d'information en faisant valoir une approche pragmatique qui répond au mieux aux besoins des citoyens et aux défis journaliers du système de transport national (imprévus, retards, travaux, etc.)?

- Est-il prévu d'introduire, si besoin en est, un système du type «Ruffbus» (assuré par des entreprises de transport privées et complémentaire au réseau RGTR) en vue d'accroître l'attractivité de la ligne du Nord et en réduisant le trafic croissant sur la N7 entre Diekirch et Wemperhardt?

- Le parking (Park & Rail) de la gare de Kautenbach a été récemment agrandi. Le Gouvernement envisage-t-il de procéder à d'autres agrandissements d'aires de parking le long de la ligne ferroviaire en question afin de délester la N7?

- Est-il prévu d'introduire une cadence horaire en direction de Liège (depuis Luxembourg) pour développer le lien avec le réseau européen TGV? Quels travaux d'infrastructure devraient être mis en œuvre dans ce contexte?

- Le Gouvernement luxembourgeois est-il déjà intervenu auprès des autorités belges en vue de développer un concept de transport interrégional (p. ex. des lignes de bus transfrontalières comme celles fonctionnant à l'est et au sud du pays) bénéficiant notamment aux travailleurs frontaliers venant tous les jours de la province de Liège et notamment de la région autour de St Vith?

Réponse (18.10.2011) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire n°1629 du 22 août 2011, l'honorable Député André Bauler souhaite s'informer au sujet des travaux d'infrastructure sur la ligne ferroviaire Luxembourg-Troisvierges-Gouvy.

Le maintien de la sécurité et de la pérennité sur la ligne du Nord nécessite des investissements à un niveau constant. Ainsi, les dépenses annuelles pour l'entretien courant de la ligne du Nord s'élèvent à quelque 5,5 millions € HTVA. Des dépenses à caractère d'investissement, mais tout aussi récurrentes, concernant p. ex. l'entretien et la consolidation des tranchées rocheuses s'élèvent à un million € HTVA par an.

Au niveau de la voie ferrée, la superstructure actuelle qui remonte aux travaux de modernisation, réalisée dans les années 1980, est en fin de vie et doit être intégralement renouvelée. Une loi du 24 juillet 2000 a autorisé les tronçons Luxembourg-Heisdorf (15 mio € HTVA) et Ettelbruck-Kautenbach (18,4 mio € HTVA). Un nouveau projet de loi complémentaire s'élevant à 96 millions € HTVA est en procédure d'approbation.

À côté des dépenses récurrentes, l'État et les CFL investissent dans l'attractivité de la ligne du Nord à travers un certain nombre de projets d'investissement. Les principaux projets d'investissement récemment finalisés sont notamment la remise en état du viaduc Pulvermühle (14 mio € HTVA), le renouvellement de voie entre Troisvierges et la frontière (4 moi € HTVA), la consolidation du pont-rivière près de Michelau (2,6 mio € HTVA), le renouvellement complet de la ligne Ettelbruck-Diekirch et de la gare de Diekirch (2 mio € HTVA), la reconstruction du pont-rivière à Troisvierges (1 mio € HTVA) et la construction d'un nouveau bâtiment de service à Ettelbruck (1 mio € HTVA).

En outre, les projets pratiquement terminés dont la finalisation des décomptes financiers est encore en cours sont le renouvellement complet de la ligne Kautenbach-Wiltz (32 mio € HTVA), le renouvellement du pont-rivière sur l'Alzette à Ettelbruck (16 mio € HTVA), la construction/reconstruction des souterrains à voyageurs dans les gares de Dommeldange, Mersch et Clervaux (6,5 mio € HTVA), la suppression du passage à niveau 23a en gare de Mersch (5 mio € HTVA) et la remise en état des ponts-rivière sur la Clerve et à Wilwerwiltz (2,6 mio € HTVA).

Enfin, d'autres grands projets à entamer sont notamment l'optimisation des sections de block entre Luxembourg et Ettelbruck et la modification du poste de signalisation à Ettelbruck (41 mio € HTVA).

En ce qui concerne les projets programmés à l'avenir, les grands projets concernant la ligne du Nord faisant partie du programme «mobil 2020» sont le raccordement ferroviaire du plateau de Kirchberg avec la nouvelle gare «pont rouge» (évalué au stade de l'étude de faisabilité à 100 mio € HTVA) et la gare d'Ettelbruck avec l'adaptation du plan des voies, le réaménagement complet des alentours, la création du P&R en élévation, le renouvellement des quais et marquises, la mise en conformité pour personnes à mobilité réduite et la construction d'un nouveau bâtiment-voyageurs (47,5 mio € HTVA).

Afin d'assurer les meilleures correspondances train/bus, les CFL ont prévu la mise en service du logiciel ARAMIS pour 2012/2013. Ensemble avec les composantes du schéma directeur pour la mise en œuvre de la télématique dans les transports publics qui est en élaboration par le Verkéiersverbond et le Ministère du Développement durable et des Infrastructures, une amélioration substantielle des correspondances sera garantie.

En ce qui concerne la question relative à l'introduction éventuelle d'un système «Ruffbus» dans le Nord du pays, j'aimerais préciser que mes services sont en train d'élaborer un concept de mobilité global et cohérent dont un des principes majeurs est de privilégier le réseau ferroviaire, de sorte qu'il y a lieu d'analyser la fonction de raccord du réseau bus par rapport aux différentes gares se situant sur la ligne du Nord.

En ce qui concerne la question relative au Park & Ride, il y a lieu de noter que dans le cadre du concept global de mobilité précité, une étude est en voie de finalisation dont l'objet est l'analyse des différents P&R existants susceptibles d'être agrandis et la réalisation d'éventuels P&R futurs.

Pour les gares de Mersch, Ettelbruck et Lorentzweiler, la construction de parkings P&R en élévation est envisagée dans le contexte des réaménagements urbains actuellement en étude sous l'égide des administrations communales et en concertation avec le département de l'Aménagement du Territoire et les CFL.

L'introduction d'une cadence horaire pour les trains en direction de Liège depuis Luxembourg n'est pas prévue. En effet, les comptages réalisés sur ces trains, dont le nombre moyen de voyageurs au-delà de Gouvy est d'environ dix personnes par jour dans les deux directions, ne justifient pas l'introduction d'un tel horaire.

Enfin, en ce qui concerne les relations avec les autorités belges pour développer un concept de transport interrégional, l'on précise qu'une première réunion a eu lieu avec les autorités belges afin de lancer l'élaboration d'un SMOT-schéma de mobilité transfrontalière avec la Belgique.

Question 1632 (25.8.2011) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **allergies alimentaires:**

De plus en plus de personnes souffrent d'une allergie alimentaire et présentent une intolérance au gluten, aux arachides, aux œufs etc. Les concernés ont souvent une qualité de vie réduite, non seulement à cause de leur pathologie, mais aussi parce qu'il s'avère parfois très compliqué de manger dans un restaurant, comme les menus ne donnent que très rarement des informations détaillées sur les ingrédients des différents plats.

Dans un souci de vouloir aider les personnes atteintes d'une allergie alimentaire et de promouvoir le secteur Horesca au Grand-Duché, j'aimerais poser les questions suivantes aux Ministres concernés:

- Le Gouvernement pourrait-il envisager l'introduction d'un label concernant les allergies alimentaires pour le secteur Horesca?

- Le Gouvernement n'estime-t-il pas qu'un guide touristique avec les hôtels et restaurants participant au label susmentionné pourrait promouvoir le tourisme au Luxembourg?

Réponse commune (3.10.2011) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch,** *Ministre des Classes moyennes et du Tourisme*, et de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

La Ministre des Classes moyennes et du Tourisme ainsi que le Ministre de la Santé partagent le point de vue de l'honorable Député quant à l'existence de ce problème dont souffre un nombre grandissant de personnes et quant à la pertinence d'une proposition de remède susceptible d'atténuer les effets négatifs de cette pathologie, notamment dans le domaine de la restauration.

Ils se demandent toutefois si l'introduction d'un label spécifique concernant les allergies alimentaires serait le moyen le plus adéquat pour circonscrire cette véritable maladie de civilisation.

Vu la pléthore de labels existant actuellement dans le secteur Horesca au niveau de l'environnement, de la consommation d'énergie, de la qualité des produits et des services etc., un label supplémentaire risquerait de ne pas avoir l'effet escompté auprès du consommateur, parfois désemparé face au flux d'informations dont il est asséné.

Pour ces raisons, les Ministres précités, en concertation avec Horesca, plaident plutôt pour l'organisation d'une campagne de sensibilisation et d'information, voire de formation, dans le secteur alimentaire et plus particulièrement dans celui de la restauration, afin de mettre ses ressortissants en mesure de mieux informer le client sur la composition des plats et le cas échéant sur l'intolérance due à tel ou tel ingrédient, et de les inciter à informer le client sur les menus offerts sur leur carte ou leur site Internet qui tiennent compte des diverses allergies.

Le Ministre de la Santé tient à réitérer les observations formulées lors de sa réponse à la question parlementaire n°1443 de l'honorable Député relative à un régime sans gluten *(cf. compte rendu n°14/2010-2011)*, en insistant notamment sur la nécessité d'une sensibilisation accrue auprès des médecins en charge afin qu'ils portent une attention particulière à la bonne information des patients.

Finalement, la réglementation applicable en matière d'étiquetage et de présentation des denrées alimentaires soumet les additifs, les auxiliaires technologiques et les autres substances qui ont des effets allergènes à des règles d'étiquetage (règlement grand-ducal modifié du 14 décembre 2000).

Question 1633 (26.8.2011) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant la **réorganisation du service de tri et de distribution de l'Entreprise des Postes et Télécommunications:**

De nombreux problèmes au niveau de la distribution du courrier se sont manifestés depuis que l'Entreprise des Postes et Télécommunications a procédé à une réorganisation de son service de tri et de distribution.

Ainsi, il me revient que récemment le courrier d'une initiative citoyenne n'a pas été correctement distribué à tous les ménages de la commune de Roeser. En effet, dix jours après l'envoi du courrier, bon nombre de ménages n'ont pas encore reçu le courrier en question. Un sondage dépendant de ce courrier toutes boîtes ne peut plus être réalisé dans les délais fixés par l'initiative susmentionnée.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Quelles sont les raisons qui empêchent toujours une distribution correcte du courrier par l'Entreprise des P&T?

- Quelles sont les mesures mises en place pour remédier à la situation?

- Plus précisément, j'aimerais savoir de la part de Monsieur le Ministre quelles mesures seront prises dans l'immédiat pour que le courrier susmentionné soit enfin correctement distribué à tous les ménages dans la commune de Roeser.

- Est-ce que l'initiative citoyenne lésée par ce dysfonctionnement a droit à un dédommagement pour les préjudices matériel et moral subis?

- Monsieur le Ministre estime-t-il que le service postal universel est toujours garanti au Grand-Duché et que la confiance des utilisateurs dans les services des P&T est encore de mise?

Réponse (28.9.2011) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

En ce qui concerne la distribution des envois non-adressés d'une initiative citoyenne dans la commune de Roeser, il est à signaler que:

- les envois concernés n'avaient initialement pas été distribués correctement à tous les ménages de la commune de Roeser;

- une distribution supplémentaire a par la suite été assurée dans les localités de Peppange et Livange;

- des erreurs humaines auprès de l'EPT sont à l'origine des difficultés de distribution rencontrées et afin de remédier à cette situation, les procédures internes seront revues et le personnel sensibilisé davantage afin qu'une telle situation, aussi exceptionnelle qu'elle soit, ne puisse se reproduire dans le futur;

- des pourparlers entre l'EPT et le client concerné ont permis d'identifier un accord qui donne entièrement satisfaction à ce dernier.

S'il est évident que la distribution d'envois non adressés a, dans ce cas isolé, en effet été touchée par des irrégularités regrettables, elles n'ont cependant aucun lien avec la réorganisation proprement dite de la distribution postale lancée en mai dernier.

Concernant la question du service universel, elle n'est pas pertinente comme le cas précité concerne par ailleurs des envois non-adressés, et non pas du courrier (adressé). La distribution d'envois non adressés ne fait pas partie du service postal universel et les procédures de distribution sont indépendantes de celles du courrier adressé. Les envois de l'initiative citoyenne dans la commune de Roeser et les incidents y survenus ne peuvent donc pas être mis en relation avec le service postal universel. Par conséquent, il n'y a donc pas lieu de conclure sommairement sur un service postal universel déficient ou une qualité imparfaite de la distribution postale dans son ensemble.

J'ai demandé à l'Entreprise des Postes et Télécommunications, qui s'est d'ailleurs excusée de ces malheureux événements, d'entreprendre des efforts substantiels pour éviter de pareils incidents dans le futur et pour continuer à offrir un service de qualité qui soit à la hauteur des attentes légitimes des clients et des citoyens.

Question 1634 (26.8.2011) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **Château de Colpach:**

Ce château, qui appartenait jadis à Émile Mayrisch et à son épouse Aline de Saint-Hubert, a été légué à la Croix-Rouge luxembourgeoise qui l'exploite actuellement en tant que maison de repos.

En visitant le château et son parc, on doit malheureusement se rendre compte de l'état désastreux dans lequel se trouvent le bâtiment même et ses alentours immédiats. Un des hauts-lieux de l'histoire culturelle du Grand-Duché se trouve maintenant dans un état de délabrement avancé. On a l'impression que le propriétaire ne se soucie nullement du château qui souffre en plus de travaux de construction dans sa proximité immédiate.

Par ailleurs, il convient de rappeler que le domaine du château de Colpach-Bas est classé monument national depuis 2002.

Au lieu de mettre le site en valeur, on a choisi de construire d'importantes bâtisses à quelques mètres seulement de l'édifice historique. Bien que le château n'appartienne pas à l'État luxembourgeois, je tiens à rappeler les liens très forts qui existent entre l'État et la Croix-Rouge luxembourgeoise.

Par conséquent, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture:

1. Madame la Ministre est-elle consciente de l'état de délabrement dans lequel se trouve le Château de Colpach?

2. Le Gouvernement est-il disposé à entamer un dialogue avec la Croix-Rouge luxembourgeoise sur l'avenir et sur l'entretien de ce château?

3. Le Gouvernement veut-il mettre en valeur l'héritage historique du Château de Colpach?

Réponse (25.10.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Durant de longues années la Croix-Rouge a exploité le château comme une partie du centre de convalescence de Colpach. Le château abritait des salles de réunion, l'administration ainsi que des chambres de patients. Or, l'exploitation du château n'étant plus du tout conforme aux exigences en vigueur, la Croix-Rouge, avec l'aval et le soutien du Ministère de la Santé, de la Commission permanente pour le secteur hospitalier et finalement de la Chambre des Députés (Loi du 21 décembre 2004 modifiant la loi modifiée du 21 juin 1999 autorisant l'État à participer au financement de la modernisation, de l'aménagement ou de la construction de certains établissements hospitaliers) a décidé de construire un nouveau centre de convalescence. Dès le départ, il était prévu par la Croix-Rouge de rénover le château dès la mise en service de ce nouveau bâtiment. Cette mise en service a eu lieu l'année passée après quatre années de construction.

Les «bâtisses à quelques mètres seulement de l'édifice historique» ont donc été construites en vertu d'une loi de financement spéciale et ce, après consultation du service des Sites et Monuments et en respect des exigences émises.

À ce stade, il y a donc lieu de confirmer que le château ne se trouve pas dans un état de délabrement, mais dans un état de chantier. Les premiers travaux d'un chantier complexe ont donc démarré et il a fallu entreprendre en premier lieu une opération de désamiantage de l'immeuble. En plus, les éléments historiques de l'immeuble, escaliers en pierre taillée, menuiseries, etc. ont été soigneusement protégés. Toutes les œuvres d'art se trouvant à l'intérieur du bâtiment ont été entreposées.

La glycine qui couvre la façade sud étant une des plus anciennes du Grand-Duché va être taillée par un homme de l'art afin de pouvoir être préservée.

Des études sur les structures existantes sont en cours afin de déterminer les mesures constructives à entreprendre pour donner au château une réelle utilité au niveau du site sans pour autant toucher aux parties historiques. Il faut remarquer que certaines parties du château ont eu, au fil du temps, diverses affectations, ce qui a entraîné des aménagements et modifications structurelles ponctuelles qui nécessitent une rénovation complète. Ce constat vaut notamment pour la partie ouest donnant vers le nouveau centre. L'ancienne cuisine du centre de convalescence, qui constitue une annexe assez récente, sera démolie pour redonner l'aspect original au bâtiment. La partie est par contre a été préservée dans son aspect historique et elle sera restaurée soigneusement dans le style de l'époque.

À court terme la Croix-Rouge veille à sécuriser le chantier afin qu'il n'y ait pas de dégradation durant la phase des travaux préparatoires, les études et plus particulièrement la saison hivernale (vidange du réseau de chauffage pour éviter le gel, protection totale des sols et des murs par du plancher spécialement posé, mesures anti-vandalisme et traçabilité des accès avec clés intelligentes, protections contre les dégâts des rongeurs).

En ce qui concerne l'intervention du Ministère de la Santé par le biais du Fonds spécial des investissements hospitaliers, des travaux de rénovation sont prévus pour les parties du château qui seront utilisées dans le cadre de l'exploitation du centre de convalescence de Colpach.

La Croix-Rouge est en dialogue avec l'État en ce qui concerne la rénovation et la préservation du patrimoine historique, voire son éventuel entretien pour la partie qui ne relève pas du centre de convalescence proprement dit.

Question 1636 (26.8.2011) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **Centre de soins pour la faune sauvage à Dudelange:**

Le Centre de soins pour la faune sauvage à Dudelange fait un excellent travail mais semble être soutenu, malgré l'importance de ses interventions, assez faiblement par les autorités étatiques et communales.

C'est pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres de l'Agriculture et du Développement durable:

1. Messieurs les Ministres estiment-ils que ce centre est actuellement suffisamment grand et bien doté pour répondre à tous les besoins en la matière sur le plan national?

2. Messieurs les Ministres accordent-ils tous les moyens nécessaires au bon fonctionnement de ce centre?

3. À combien s'élèvent les subventions de l'État au centre de soins précité et comment ont évolué les subventions étatiques au cours des dernières années?

Réponse commune (27.9.2011) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*, et de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Le Centre de soins pour la faune sauvage à Dudelange a été fondé en 1988 et a comme vocation de soigner les animaux sauvages en vue d'un retour à la liberté. Il est géré par l'a.s.b.l. Lëtzebuerger Natur- a Vulleschutzliga. Plus de 100 espèces d'animaux y sont accueillis chaque année. Le nombre total d'animaux hébergés et soignés en 2005 a été de 2.200.

Le financement des activités de ce centre se fait au moyen de fonds en provenance de l'administration communale de Dudelange, du département de l'Environnement du Ministère du Développement durable et des Infrastructures, du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural ainsi que de dons privés.

Le Gouvernement est conscient des efforts que le centre effectue en faveur de la faune sauvage et, en conséquence, contribue de deux manières aux frais de fonctionnement.

D'une part, le département de l'Environnement intervient, au moyen d'une convention conclue avec l'a.s.b.l. Lëtzebuerger Natur- a Vulleschutzliga, dans les frais pour un ouvrier à raison de 38.100 € pour 2008, 40.700 € pour 2009 et 41.072 € pour 2010.

D'autre part, le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural participe, depuis 2007, au salaire du vétérinaire chargé du traitement des animaux avec une subvention forfaitaire annuelle de 10.000 €.

Question 1638 (29.8.2011) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant les **fuites d'huile malgré l'installation d'un nouveau bassin de rétention à l'aire de Berchem:**

Il me revient que, malgré l'installation d'un nouveau bassin de rétention à l'aire de Berchem en direction de Luxembourg, des fuites d'huile ont été tout récemment constatées dans les alentours de la station.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Est-ce que Monsieur le Ministre et ses services ont connaissance de ces incidents?

- Quelles sont les origines et les raisons de ces nouvelles fuites d'huile?

- L'huile s'est-elle répandue dans les canalisations de Berchem et, le cas échéant, y a t-il un danger par évaporation de gaz?

- Plus généralement, j'aimerais savoir quelle pollution est à déplorer par ces fuites d'huile.

- Quelles mesures sont prises pour remédier dans les plus brefs délais à cette situation?

- Conformément au principe pollueur-payeur, qui devra régler les frais causés par cette pollution?

Réponse (31.10.2011) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite avoir des informations relatives à d'éventuelles fuites d'huile aux alentours de la station «Aire de Berchem».

En effet, en date du 27 août 2011, un incident s'est produit au niveau des déshuileurs d'installation de traitement des eaux de surface en provenance de l'aire de service. Cette situation irrégulière s'est produite suite au colmatage des filtres des déshuileurs par des particules fines alluvionnées par la pluie après un temps sec. Par conséquence, des traces d'hydrocarbure ont été constatées à la surface du ruisseau au lieudit Méckenheck. Cette situation est comparable avec celle décrite dans ma réponse à la question parlementaire n°0423 du 28 janvier 2010 *(cf. compte rendu n°10/2010-2011)*.

En outre et afin de déterminer le degré de pollution, l'Administration des Ponts et Chaussées a chargé un bureau de contrôle pour prendre des échantillons sur place. Les analyses des échantillons confirment qu'il n'y a pas eu de nouvelle pollution dans le fossé après l'incident du 27 août 2011.

Afin de réduire le risque de colmatage des filtres des déshuileurs, des travaux de modification et d'amélioration des installations ont été réalisés au cours des derniers mois. Par ailleurs, je peux vous informer que les nouvelles installations ont été mises en service définitivement pour le 21 octobre 2011 de sorte que l'on puisse présumer qu'une situation comparable ne se reproduira plus à l'avenir.

Enfin, il convient de souligner que l'État est le propriétaire des installations, et, pendant les travaux de modification, l'Administration des Ponts et Chaussées a repris la gestion de ces dernières. En appliquant le principe du pollueur-payeur, les frais causés par cette pollution seront donc à la charge de l'État.

Question 1639 (29.8.2011) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant la **détection d'une épidémie de la fièvre Q dans deux exploitations agricoles au Luxembourg:**

Dans un communiqué du 17 août 2011, l'Administration des Services vétérinaires a fait savoir que l'épidémie de la fièvre Q a été détectée dans deux exploitations agricoles au Luxembourg.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:

- Quelles sont les dispositions de précaution actuellement en vigueur?

- Quels sont les risques pour les moutons et les chèvres?

- Est-ce qu'il y a également un risque de contamination pour l'espèce bovine?

- Quelles sont les catégories d'animaux pour lesquelles une vaccination rentrerait en ligne de compte à Luxembourg?

- Est-ce que toutes les chèvres enregistrées au Grand-Duché de Luxembourg ont été vaccinées?

- La possibilité de vacciner les animaux domestiques existe-t-elle?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'il faudrait recommander à la population voisine des exploitations positives de garder les animaux domestiques autant que possible à l'intérieur des maisons?

- Est-ce que toutes les mesures de contrôle ont été prises afin de garantir la sécurité sanitaire de nos produits alimentaires?

- Comme la fièvre Q peut se transmettre à l'homme, est-ce qu'une campagne d'information a été lancée pour les exploitations caprines, les riverains des exploitations positives et le personnel des laboratoires et abattoirs?

- Est-ce qu'il existe des normes à respecter en ce qui concerne la distance entre les troupeaux des petits ruminants et les quartiers d'habitation?

- Existent-ils des conditions particulières pour la construction d'étables servant à abriter des chèvres?

- Est-ce que Monsieur le Ministre est disposé, ensemble avec le secteur agricole, à mettre sur pied à moyen terme un programme de prévention ainsi qu'une stratégie de précaution?

Réponse (26.9.2011) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

La fièvre Q est une maladie animale qui peut toucher pratiquement toutes les espèces du règne animal: animaux domestiques (chats, ovins, caprins, bovins), animaux sauvages (oiseaux, serpents, amphibiens) et les arthropodes (tiques). En outre il s'agit d'une zoonose, c'est à dire une maladie qui est potentiellement transmissible à l'homme. Alors que dans nos régions les animaux essentiellement atteints sont les petits ruminants (moutons, chèvres), dans d'autres endroits la maladie concerne surtout les bovins.

L'agent étiologique de la maladie est une bactérie, Coxiella burnetii, qui se transmet soit par voie directe (aérosol) soit par voie indirecte via les tiques. En général, la maladie est inapparente mais peut se manifester par une augmentation des avortements qui souvent est le seul signe clinique observé dans les troupeaux de chèvres ou moutons.

La surveillance des troupeaux peut se faire par recherche des anticorps (sérologie) ou par la recherche de l'agent pathogène (PCR). Cette dernière méthode est préférable puisqu'elle permet de faire des analyses de routine au niveau du lait de tank afin de détecter une contamination de l'exploitation.

L'Administration des Services vétérinaires préconise la vaccination uniquement pour les troupeaux testés positifs en prenant en compte les coûts de la vaccination et les éventuels effets indésirables de cette dernière (p. ex. diminution de la production de lait). Le programme de vaccination est établi pour l'exploitation concernée en étroite collaboration avec le vétérinaire traitant.

La vaccination des animaux domestiques n'est pas prévue de même qu'il n'existe aucun vaccin à destination humaine. Le risque de contamination pour les animaux domestiques est peu élevé et ne justifie pas une recommandation de maintenir les animaux à l'intérieur des habitations d'autant plus qu'une telle recommandation serait à l'encontre de la réglementation sur le bien-être animal.

En ce qui concerne la sécurité alimentaire, la transmission de l'agent pathogène par voie digestive peut être exclue. La transmission de la maladie se fait essentiellement par contact direct avec les animaux contaminés ou éventuellement par aérosol à partir de matières contaminées. Les mesures prescrites par l'Administration des Services vétérinaires au niveau des exploitations positives, comme la pasteurisation du lait avant sa mise sur le marché, servent à minimiser cette voie de transmission. La transmission indirecte entre animaux mais aussi des animaux vers l'homme peut se faire via les tiques, ces dernières étant d'ailleurs responsables pour la transmission d'autres maladies.

La fièvre Q est certes une zoonose mais ne constitue pas pour autant un problème majeur de santé publique comme l'ont montré les résultats d'analyses effectuées au niveau national. En conséquence, il n'est pas nécessaire de lancer une compagne d'information au niveau des personnes potentiellement à risque. Les personnes qui de part leur profession sont continuellement en contact avec des agents pathogènes sont informées sur les mesures d'hygiène qui s'imposent.

Au niveau réglementaire, il n'existe pas de normes concernant la distance entre les troupeaux des petits ruminants et les quartiers d'habitations mais il existe des recommandations qui divergent suivant les auteurs.

Les conditions pour la construction de bâtiments servant à abriter des chèvres sont les conditions générales reprises dans la réglementation concernant la protection des animaux dans les élevages mais ne sont pas spécifiques pour les chèvres.

L'Administration des Services vétérinaires continue à surveiller de près la situation en matière de santé animale et émet, le cas échéant, les recommandations appropriées pour les exploitations touchées par la maladie.

Question 1641 (1.9.2011) de **M. Claude Adam** *(déi gréng)* concernant l'**éventuelle infection massive du courrier électronique par des virus:**

Selon une étude récente (Symantec Intelligence Report: August 2011) de l'entreprise «Symantec» le Grand-Duché de Luxembourg serait après la Suède le pays dont le courrier électronique est le plus infecté par des virus (un e-mail sur 85,1).

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Est-ce que les Ministres peuvent confirmer les conclusions de l'étude en question?

- Dans l'affirmative, quelle en serait l'explication d'après le Gouvernement?

- Sachant qu'une infection massive du courrier électronique au Luxembourg par des virus pose un problème réel pour l'attractivité du site économique luxembourgeois, notamment à l'égard de la branche informatique, quelles mesures le Gouvernement entend-il adopter afin de pouvoir contrecarrer ce phénomène?

Question 1649 (1.9.2011) de **Mme Anne Brasseur** *(DP)* concernant l'**augmentation des e-mails infectés par un virus au Luxembourg:**

Selon une analyse récente de spécialistes de la sécurisation des systèmes informatiques, le nombre d'e-mails infectés par un virus aurait doublé au Luxembourg entre le mois de juillet et le mois d'août. Le Luxembourg occuperait ainsi, avec un courriel sur 85 infecté, la deuxième place au classement des pays les plus visés par de telles attaques.

Dans ce contexte, j'aimerais savoir:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer les faits relatés ci-dessus?

- Quelles sont les raisons de cette hausse considérable de courriels infectés au cours des dernières semaines?

- Des secteurs spécifiques comme le secteur public, le secteur informatique ou le secteur financier ont-ils été particulièrement visés au Luxembourg par ces attaques?

- Quelles sont les répercussions sur l'économie luxembourgeoise par de telles attaques, tout en sachant que les réseaux de communications électroniques constituent aujourd'hui l'échine de notre économie?

- La nouvelle unité CERT (Computer Emergency Response Team) dont la mission est la prévention et la réponse de cyberattaques, a-t-elle été saisie dans ce contexte?

Réponse commune (17.10.2011) de **M. François Biltgen,** *Ministre des Communications et des Médias*, de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*, et de **Mme Octavie Modert,** *Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative:*

Selon le «Symantec Intelligence Report: August 2011», au mois d'août de cette année, en moyenne un e-mail sur 85 (soit 1,2%) adressé à un client localisé au Luxembourg aurait été infecté par un malware. Le même rapport indique que la moyenne mondiale aurait été d'un e-mail infecté sur 203 envoyés, ce qui correspond à un taux d'infection de 0,49%.

Le rapport de Symantec laisse supposer que les clients de Symantec qui utilisent des noms de domaine luxembourgeois (.lu) auraient été la cible de ces attaques. Toutefois, les chiffres tels qu'avancés, devraient à notre sentiment être relativisés pour plusieurs raisons:

- Il échet de relever que Symantec n'a pas fourni les précisions nécessaires pour retracer de quelle manière a été effectuée la localisation géographique des incidents reportés.

- Il est dès lors probable que ces statistiques aient été élaborées sur base de paramètres qui ne permettent cependant pas de conclure que l'infrastructure ciblée soit dans tous les cas hébergée au Luxembourg.

- D'après les informations dont nous disposons, les chiffres émaneraient des solutions Cloud de Symantec et n'auraient donc qu'une représentativité limitée, étant donné que la société Symantec ne dispose que d'une part de marché d'environ 2,5% dans ce domaine.

- L'été est la période pendant laquelle il y a le plus d'activité de malware. D'abord parce qu'en août se tiennent les grandes conférences de sécurité comme la Defcon ou encore la BlackHat pendant lesquelles de nombreuses failles de sécurité sont publiées, failles qui sont peu après exploitées dans les nouvelles versions des codes malicieux. Ensuite, l'été est tout naturellement aussi la période où de nombreux touristes se connectent à leur e-mail ou encore à leur e-banking dans des cybercafés où les ordinateurs sont infestés de codes malicieux. En conclusion le ratio infections/non-infections tend naturellement à croître en été.

- En comparaison des chiffres avancés par Symantec, les statistiques qui ont été relevées par les trois CERT (Computer Emergency Response Team) luxembourgeois (le CERT gouvernemental, CIRCL et RESTENA-CSIRT) pour certaines grandes infrastructures e-mail situées au Luxembourg et donc plus représentatives dressent un tableau beaucoup moins alarmant:

- les serveurs mail gérés par le CTIE: 0.053% des 936.076 e-mails scannés en août 2011 étaient infectés (un vingtième du chiffre avancé par Symantec),

- les serveurs mail gérés par RESTENA: 0.041% des 1.123.227 e-mails scannés en août 2011 étaient infectés (en juin 2011: 0.012% et en juillet 2011: 0.0067%).

Il s'ensuit qu'il faut interpréter les chiffres publiés avec prudence sachant qu'il peut y avoir un certain nombre de sources d'incertitudes qui pourraient avoir une influence sur leur pertinence.

Le Luxembourg, comme les autres pays d'ailleurs, est une cible d'attaques dans le domaine des infrastructures informatiques.

Les infrastructures et réseaux de communication électroniques sont aujourd'hui le moteur principal de la croissance économique. Le Luxembourg étant un important centre financier international et un lieu attractif pour les entreprises actives dans le domaine des nouvelles technologies, la qualité et la sécurité des infrastructures de communication sont vitales pour le pays. Les réseaux de communication constituent également une infrastructure de base pour de nombreux autres secteurs et services et leur non-fonctionnement causerait d'importants dommages pour la population et l'économie.

Vu l'importance vitale du secteur, la protection des infrastructures de communication électroniques doit constituer une priorité pour notre pays.

Aujourd'hui, en cas d'incident sur les systèmes informatiques de l'État, les éléments ciblés sont isolés de l'attaquant avec comme objectif de rétablir le fonctionnement normal des services impactés. Il s'ensuit une analyse approfondie des sources et des impacts de l'incident. Les résultats de cette analyse serviront à l'amélioration des mesures de prévention, de détection et de réaction pour de futurs incidents.

Il y a lieu de noter qu'en corrélation avec les occurrences d'attaques qui vont en croissance, le Gouvernement n'a pas manqué dans le passé à intensifier ses efforts en matière de prévention auprès des acteurs économiques. Une attention particulière est portée au réseau gouvernemental dont la protection est assurée par des systèmes de détection et de prévention d'intrusions de pointe. De plus, il y a lieu de relever que les infrastructures gouvernementales sensibles sont régulièrement soumises à des audits aussi bien internes, qu'externes.

Force est de constater que sur le plan mondial les attaques perpétrées moyennant l'utilisation des réseaux informatiques se multiplient, que les actions malveillantes recensées récemment deviennent de plus en plus sophistiquées et que les cibles visées sont de plus en plus stratégiques. Aussi, sur initiative de Monsieur le Ministre des Communications et des Médias, le Gouvernement a-t-il décidé en juillet dernier de renforcer davantage la sécurité de nos infrastructures informatiques, que ce soit au niveau de la prévention ou de la capacité de riposte et de réaction. Dans ce contexte, il a décidé de créer:

- un Cyber Security Board, un comité fonctionnant sous l'autorité du Premier Ministre et composé de représentants des ministères concernés, avec pour mission la définition et l'élaboration d'une stratégie en matière de sécurité des systèmes d'information,

- un Computer Emergency Response Team (CERT) qui est rattaché aux services du Ministère d'État et qui est en charge de mettre en œuvre les mécanismes de prévention et les mesures de réponse à incidents pour autant que les systèmes d'information publics et les infrastructures critiques soient visés.

Signalons qu'il existe depuis plusieurs années déjà, deux autres structures, le CIRCL (Computer Incident Response Center Luxembourg) et le RESTENA-CSIRT (Computer Security Incident Response Team) dont chacune a comme mission principale de réagir au quotidien et de façon efficace à des incidents de sécurité dans leur domaine de responsabilité respectif. À l'avenir, ces trois structures poursuivront leur coopération, que ce soit au niveau de la collaboration dans le cadre de projets de recherche ou de l'échange d'informations qu'elles obtiendront sur les menaces et les vulnérabilités actuelles et émergentes.

Dans le même ordre d'idées, la coopération sur le plan national entre tous les acteurs concernés, privés et publics, ainsi que la coopération avec les autorités sur le plan européen et international sera intensifiée.

Question 1642 (1.9.2011) de **Mme Josée Lorsché** et **M. François Bausch** *(déi gréng)* concernant la **différence de prix du tabac en France et au Luxembourg:**

Selon les informations diffusées par la presse, les taxes du tabac vont être augmentées en France respectivement de 6% en octobre de cette année et de 6% en l'année 2012, ceci dans le cadre des mesures de rééquilibrage des finances publiques. L'écart de prix entre un paquet en France et au Luxembourg sera dès lors de 30% (6,50 € contre 4,50 €) et risque en conséquence d'augmenter encore le «tourisme du tabac» vers le Luxembourg.

D'après les estimations d'un représentant des vendeurs de tabacs, la zone d'attraction va passer de 50 km au-delà de 80 km, sachant que déjà à l'heure actuelle des habitants de Nancy font régulièrement le trajet au Luxembourg pour s'approvisionner en tabac.

Au-delà de l'impact négatif provoqué par le différentiel de prix élevé sur le plan de rigueur budgétaire français, le Luxembourg doit se poser la question de l'impact de ce différentiel de prix sur l'état de la santé publique.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre des Finances:

1. Y a-t-il des estimations quant aux rentrées fiscales issues de la vente au Luxembourg de tabac aux non-résidents? Si oui, à quel montant s'élèvent ces rentrées? Si non, est-ce qu'il ne faudrait pas y remédier le plus rapidement possible?

2. Le Gouvernement compte-t-il réagir au mouvement de hausse des prix du tabac amorcé par la France ou bien poursuit-il cette politique contradictoire qui, d'un côté et à juste titre, s'efforce de renforcer la lutte antitabac au Luxembourg, mais qui de l'autre supporte la vente massive de tabac aux résidents des pays limitrophes par un différentiel de taxe élevé?

Réponse (10.10.2011) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

L'Administration des Douanes et Accises ne dispose pas de chiffres exacts concernant les produits de tabac vendus aux non-résidents mais se base sur les chiffres fournis par le secteur. Ainsi, le taux des cigarettes vendues aux non-résidents se situe entre 85-90%.

En admettant un taux de 85% on peut estimer que la vente aux non-résidents représente environ 400 millions d'euros en recettes accises hors TVA.

Depuis l'entrée en vigueur du marché intérieur, le Grand-Duché a poursuivi une politique fiscale accisienne modérée tout en respectant les minima communautaires.

La charge fiscale totale sur les cigarettes (TVA incluse) s'élève actuellement pour un paquet Maryland au prix de 5,00 € à un pourcentage de 69,33% ce qui représente 3,466 € par paquet.

Les prix de vente d'un paquet de 20 cigarettes Marlboro se situent dans un contexte international comme suit:

LU:	4,40 €	BE:	5,00 €
DE:	5,15 €	FR:	5,90 €
IT:	4,90 €	ES:	4,25 €
PT:	4,00 €	NL:	5,50 €

Quant au différentiel qui existe entre le Grand-Duché et les pays limitrophes, celui-ci se chiffre pour ce même paquet à -34% avec la France, -17% avec l'Allemagne et -13,5% avec la Belgique.

À titre complémentaire ci-après les différentiels qui existent avec les pays limitrophes à la France: à la frontière France-Belgique le différentiel est de -18% en faveur de la Belgique, à la frontière France-Allemagne le différentiel est de -14,5% en faveur de l'Allemagne, à la frontière France-Italie le différentiel est de -20,4% en faveur de l'Italie et finalement à la frontière espagnole le différentiel est de -38,8% en faveur de l'Espagne (base septembre 2011).

Aussi faut-il souligner que suivant les estimations de l'Administration des Douanes et Accises, les 85% de ventes aux non-résidents sont en majeure partie des ventes à des frontaliers qui se rendent de toute façon quotidiennement au Luxembourg et à des camionneurs en transit.

Force est de constater que le marché intérieur permet depuis 1993 à ses résidents de s'approvisionner en toutes marchandises sans restrictions aucune à l'intérieur de l'Union européenne, sous condition que certains produits (notamment les boissons alcooliques et produits de tabac) soient destinés pour le besoin personnel de l'acheteur et qu'ils soient transportés par lui-même.

À titre complémentaire il ne faut pas oublier que pour les accises frappant le tabac à rouler des cigarettes, la situation est pareille et que d'ici à 2013 l'accise minimale doit augmenter des 40% actuels à 43% du prix de vente.

Il est évident que, d'ici 2013 respectivement 2014, suite aux dispositions communautaires, le Grand-Duché connaîtra inévitablement des augmentations des prix de vente des produits de tabac. Ces augmentations réduiront automatiquement les différentiels avec les pays limitrophes, ceux-ci n'ayant pas besoin d'un relèvement aussi sensible que le Grand-Duché, notamment en ce qui concerne les cigarettes. En effet, nos trois pays voisins se retrouvent déjà aujourd'hui proche ou au-dessus des 60%, pourcentage que le Luxembourg doit atteindre en 2014 (BE 59,45%, DE 60,65%, FR 64,25).

Question 1645 (2.9.2011) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant le **masterplan Livange:**

Lors de la présentation publique du masterplan Livange les bureaux d'études n'ont pas formulé d'objections spécifiques quant aux aspects concernant les inondations sur le site «Im Weyer» où est prévue l'implantation d'un centre commercial et d'un terrain de football.

Or, dans un arrêté ministériel du 23 mars 1990 le Ministre de l'Intérieur précise que le site en question est régulièrement inondé et que, par conséquent, il ne se prêtait pas à l'implantation d'un établissement quelconque.

Dans un arrêté du 26 janvier 1991 le Ministre de l'Environnement fait état de la directive européenne 409/79 et constate que plusieurs espèces de l'avifaune européenne figurant à l'annexe I de la directive en question ont été identifiées sur le site en question et le Ministre précise que la destruction de ce milieu humide serait contraire aux dispositions de la directive prémentionnée.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

- Dans quelle mesure le Ministre de l'Intérieur et l'Administration de la Gestion de l'Eau ont été impliqués dans les études du masterplan Livange?

- Est-ce que toutes les études nécessaires concernant les aspects des inondations et des zones humides ont été effectuées conformément aux différentes directives européennes?

- Pour quelles raisons les avis et conclusions des autorités compétentes datant des années 1990 et 1991 ne sont plus maintenus et respectés?

Considérant les avis pertinents établis à l'époque par les experts des différentes administrations publiques:

- Pourquoi le site en question n'a pas été repris sur la carte des zones inondables du Grand-Duché?

- Pour quelles raisons la commune de Roeser ne figure pas dans le plan d'aménagement partiel «zones inondables et zones de rétention»?

Réponse (10.10.2011) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

La question parlementaire de l'honorable Député Eugène Berger a pour objet les aspects relatifs à la gestion des risques d'inondation dans le contexte du masterplan de Livange.

D'emblée il y a lieu de noter que les projets de cartes des zones inondables et des cartes des risques d'inondation pour lesquelles la consultation du public et des communes est venue à échéance en avril 2011 conformément aux dispositions de la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau et de la directive 2007/60/CE ne reprend que 15 cours d'eau. Le choix de ces cours d'eau a été fait en tenant compte de l'envergure de la surface du bassin tributaire, ainsi que d'une évaluation préliminaire des risques d'inondation concernant les conséquences négatives potentielles pour les personnes, les biens et l'environnement.

Dans une phase transitoire avant l'entrée en vigueur de la nouvelle cartographie précitée par le biais de règlements grand-ducaux, les zones inondables sur les cours d'eau de l'Alzette, de l'Attert et de la Sûre inférieure restent régies par les dispositions de la cartographie établie sous le régime de la législation en matière d'aménagement du territoire pour lesquelles des plans d'aménagement partiels «zones inondables et zones de rétention» ont été déclarées obligatoire soit par voie de règlements grand-ducaux soit par une réglementation reprise au niveau du plan d'aménagement général (PAG). Il y a lieu de noter que pour la commune de Roeser une réglementation précise concernant les zones inondables et les zones de rétention n'est pas existante.

Le Bibeschbaach, dont le bassin versant ne représente qu'une superficie de 10,7 km², ne fait ni partie de l'ancienne ni de la nouvelle cartographie. Ainsi, d'après la carte des zones inondables (cf. eau géoportail.lu), le lieu-dit: «Im Weyer», prévu pour recevoir le centre commercial avec terrain de football à Livange, ne se trouve pas dans la zone inondable de l'Alzette. Par contre, la photo aérienne qui a été réalisée lors de la crue exceptionnelle de l'Alzette le 23 janvier 1995 montre que des eaux stagnantes se présentaient sur le site en question, provenant du Bibeschbaach. En effet, vu la capacité d'évacuation réduite des ouvrages hydrauliques près de la route nationale N31, les eaux de crue du cours d'eau débordaient du lit d'écoulement, par effet de refoulement.

L'Administration de la Gestion de l'Eau a participé à plusieurs réunions entre les différentes parties concernées par le projet en question qui ont eu lieu au cours des années 2009 et 2010. Lors de ces réunions, les promoteurs du projet ont été informés qu'une autorisation sur base de la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau est requise. Cette autorisation établira les conditions concernant l'aménagement du lit d'écoulement du Bibeschbaach, la compensation du volume de rétention dudit cours d'eau au cas où celui-ci serait supprimé suite aux travaux d'aménagement et l'assainissement du site en système séparatif avec écrêtement des eaux de ruissellement générées par les surfaces imperméabilisées. Jusqu'à ce jour, l'Administration de la Gestion de l'Eau n'a pas encore été saisie d'une demande d'autorisation de la part des promoteurs.

Question 1646 (2.9.2011) de **M. Félix Braz** *(déi gréng)* concernant la **position du Gouvernement par rapport aux prisonniers innocentés de Guantánamo:**

Une dépêche diplomatique datée du 22 octobre 2009 rendue publique par la plate-forme WikiLeaks qui a été établie par l'ambassade des États-Unis au Luxembourg suite à la visite au Luxembourg de Mme Albright, ancienne Ministre des Affaires étrangères des États-Unis, fait état d'une déclaration du Premier Ministre Jean-Claude Juncker rappelant la position de son parti, à savoir le refus d'accueillir un prisonnier de Guantánamo dont l'innocence aurait été démontrée, position en contradiction complète avec celle défendue par Monsieur le Ministre des Affaires étrangères au nom du Gouvernement luxembourgeois. Par contre, le Luxembourg serait disposé à aider financièrement des pays disposés à accueillir des prisonniers de Guantánamo et mettrait à disposition l'Aéroport de Findel pour les déplacements à condition que cette coopération ne soit pas rendue publique.

(voir: http://www.wikileaks.org/cable/2009/10/09LUXEMBOURG302.html)

Dans la dépêche en question, cette position est commentée positivement étant donné que par le passé la position du Luxembourg aurait été encore plus négative.

Pourtant, au Luxembourg et à l'étranger, le Gouvernement a toujours affiché une disponibilité pour accueillir un prisonnier innocenté de Guantánamo.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État et à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères:

1. Est-il vrai que le Premier Ministre et/ou le Gouvernement étaient d'accord pour que des opérations secrètes de transfert de détenus de Guantánamo aient lieu via l'Aéroport de Findel?

2. Est-ce que l'Aéroport de Findel a finalement servi au transfert de prisonniers de Guantánamo? Vers quelles destinations?

3. Quelle était la véritable position du Gouvernement luxembourgeois en automne 2009 - je ne me réfère pas à telle ou telle position de l'un ou l'autre parti de la coalition - quant à l'accueil de réfugiés de Guantánamo?

4. Quelle est sa position aujourd'hui? Pourquoi, le cas échéant, a-t-elle changé?

Réponse commune (28.9.2011) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État*, et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères:*

La dépêche à laquelle se réfère Monsieur le Député Braz, divulguée sur Internet par WikiLeaks, n'engage que ses auteurs.

1. Le Gouvernement a été et reste d'avis qu'il faut soutenir les efforts de l'administration américaine du Président Obama pour fermer le centre de détention de Guantánamo. Dans le cadre des discussions avec l'administration américaine concernant ledit soutien, le Gouvernement luxembourgeois avait proposé la mise à disposition de l'Aéroport de Findel à des fins exclusives de ravitaillement d'avions servant de moyen de transfert de détenus en provenance de Guantánamo vers leurs pays d'origine respectifs, afin de procéder à leur libération. Le degré de publicité d'un tel transfert aurait dû, le cas échéant, être apprécié au cas par cas par les autorités compétentes en matière de sécurité, en prenant en compte notamment la nécessité d'assurer la sécurité des personnes concernées.

En aucun cas, le recours à des infrastructures luxembourgeoises à des fins de transfert de détenus vers le centre de détention de Guantánamo n'a été autorisé.

2. À la connaissance du Gouvernement, l'Aéroport de Findel n'a pas servi au transfert de détenus de Guantánamo.

3. En référence à la réponse donnée sous (1), le Gouvernement confirme que sa position en automne 2009 a été d'être disponible pour soutenir les efforts des autorités américaines pour fermer le centre de détention de Guantánamo. Des pourparlers avec l'administration américaine étaient alors en cours pour explorer les différentes options selon lesquelles ledit soutien aurait pu se matérialiser. L'accueil de réfugiés de Guantánamo, une option posant de nombreuses questions d'ordres juridique, administratif et sécuritaire, fit partie des options discutées avec la partie américaine. Dans ce contexte, il est également fait référence aux réponses fournies aux questions parlementaires n°3021 du 10 décembre 2008 *(cf. compte rendu n°7/2008-2009)*, n°3097 du 25 janvier 2009 *(cf. compte rendu n°8/2010-2011)*, n°19 du 31 juillet 2009 *(cf. compte rendu n°1/2009-2010)* et n°827 du 5 août 2010 *(cf. compte rendu n°17/2009-2010)*.

4. La position du Gouvernement, précisée ci-dessus, reste inchangée. Notons encore que le Gouvernement n'est actuellement pas engagé dans des pourparlers avec l'administration américaine à ce sujet.

Question 1654 (12.9.2011) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant la **distribution et administration de médicaments dans le cadre des soins à domicile:**

In einem vor knapp einem Jahr im Rahmen einer TV-Sendung ausgestrahlten Beitrag wurde offensichtlich, dass die Verteilung und Vergabe von Medikamenten in der häuslichen Pflege nicht als Maßnahme der aktuellen „Nomenclature des actes et services des infirmiers pris en charge par l'assurance maladie" vorgesehen ist. In diesem Beitrag wurde darauf hingewiesen, dass die Gremien, die diese Aufnahme in die „Nomenclature" bestimmen, eben diese Maßnahme nicht als Dienstleistung des Katalogs zurückbehielten.

In der häuslichen Pflege, die von den Pflegediensten angeboten wird, wird diese Maßnahme oft angefordert und ausgeführt. Die Antragsteller zahlen einen bestimmten Tarif für die Stellung der sogenannten Medikamentenschachtel (Pillbox) oder auch für die Medikamentenvergabe unter Aufsicht.

Fragen:

1) Wie legal ist diese Maßnahme mit Bezug auf den Umstand, dass sie nicht Teil des aktuellen validierten Katalogs der „Caisse Nationale de Santé" ist?

2) Sind die Pflegefachkräfte, die diese Maßnahmen umsetzen, rechtlich abgesichert?

3) Wie sieht die aktuelle rechtliche Rahmengesetzgebung für die Umsetzung dieser Maßnahmen (Medikamentenvorbereitung, Medikamentenvergabe) aus?

4) Gibt es Jurisprudenzen, in denen aufgrund von Vorkommnissen Aspekte dieser Maßnahmen vor Gericht verhandelt wurden?

5) Muss die Medikamentenvorbereitung und Medikamentenvergabe durch eine rechtsgültige „Ordonnance médicale" abgedeckt werden?

6) Wenn ja, in welcher Form muss sie dann abgedeckt werden und wie lange ist diese „Ordonnance médicale" dann rechtsgültig?

7) Welche Qualifikationen muss eine Pflegekraft aufweisen, um die Medikamentenvorbereitung respektive Medikamentenvergabe vorzunehmen?

8) Welche Kontrollmaßnahmen müssen eingehalten werden (z. B. doppelte Kontrolle der vorbereiteten Medikation)? Muss dieselbe Person, die die Medikamente vorbereitet hat, sie auch verabreichen?

9) Können Familienmitglieder diese Aufgabe übernehmen? Wie weit gehen die Verantwortlichkeiten?

Réponse (14.10.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Die Verteilung und die Verabreichung von Medikamenten ist sowohl Bestandteil des Berufsbildes des Apothekers als auch des Krankenpflegers. Die Ausgabe von Medikamenten im nicht stationären Bereich obliegt den Apothekern, die Verabreichung von pharmazeutischen Behandlungen fällt in den Kompetenzbereich der Krankenpfleger.

Das großherzogliche Reglement vom 21. Januar 1998 über die Ausübung des Krankenpflegerberufs zählt im Anhang die Zuständigkeiten des Krankenpflegers auf. Unter Punkt 2.1.3. „Soins et actes techniques relevant du traitement médical" steht unter anderem:

„préparation en vue de leur administration, reconstitution et administration de substances médicamenteuses suivant prescription (…)".

Der Text beinhaltet jedoch keine weiterführenden Erklärungen über die Natur der „préparation". Man muss allerdings der Vollständigkeit halber sagen, dass diese Zuständigkeit unter dem Titel 2 „Soins et actes techniques que l'infirmier doit réaliser sur prescription médicale" zu finden ist. Alle in dieser Rubrik aufgeführten Akte unterliegen einer streng definierten, ärztlichen Verschreibungspflicht:

„2) Soins et actes techniques que l'infirmier réalise sur prescription médicale

Pour pouvoir être administrés, ces médications, soins et actes techniques doivent être précédés d'une prescription médicale compréhensiblement écrite. Une telle prescription doit nécessairement comprendre:

1) les éléments quantitatifs et qualitatifs indispensables à la précision des médications, soins ou actes techniques,

2) les dates du début et de la fin des médications, soins ou actes techniques,

3) la date, les coordonnées et la signature du médecin prescripteur.

À titre exceptionnel, une prescription médicale peut être adaptée par ordre médical à distance.

Hormis le cas d'urgence, dûment consigné comme tel au dossier du bénéficiaire et où l'infirmier agira comme décrit sous 2.3. ci-après, la prescription ainsi modifiée devient exécutable dès réception de la confirmation écrite, transmise notamment par voie de télécommunication. (…)."

Zurzeit geschieht das Auffüllen der „Pillbox" durch Krankenpfleger und sogar durch Hilfspflegekräfte gegen Bezahlung eines nicht von der Gesundheitskasse übernommenen Betrags.

Die Probleme hinsichtlich der beruflichen Qualifikationen, der Kontrolle und der Verantwortlichkeiten haben bis jetzt verhindert, dass eine diesbezügliche Position in die Nomenklatur der Krankenpfleger aufgenommen wurde.

Question 1655 (2.9.2011) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant le **libre choix de l'entreprise de transports en ambulance et taxi:**

Laut Artikel 137 vun de Statute vun der Krankeversécherung huet de Patient ënner anerem d'fräi Wiel vu senger Taxisentreprise am Fall vun Ambulanz- oder Taxifahrten, déi vun der Krankekeess remboursériert ginn. Dës fräi Wiel vun enger Taxisentreprise ass dëst Joer ënner anerem am Norden net méi ginn, well eng Taxisentreprise vum Dokter selwer engagéiert gëtt. Dëst verstéisst géint d'Regele vun der Krankekeess.

Dëst eesäitegt Begënschtege bréngt eng ganz Rei vun Taxi- an Ambulanzservicer am Norde vum Land a finanziell Schwieregkeeten, hate si dach hir Servicer zënter der Konventioun aus dem Joer 2001 op de Besoin vun hirer Clientèle ausgebaut. Elo komme verschidden Entreprisen an Existenzschwieregkeeten.

An dësem Kontext géif ech gären dës Froen un de Gesondheetsminister riichten:

1) Ass dem Här Minister dësen Tatbestand bekannt, well ëmmerhin eng Taxisentreprise an dësem Kontext ee Bréif un d'Direktioun vun der CNS geriicht huet, dee bis haut onbeäntwert bliwwen ass?

2) Wat gedenkt den Här Minister an dëser Saach ze ënnerhuelen?

Réponse (14.10.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Wéi den honorabelen Deputéierten et scho selwer bemierkt huet a senger Ufro u mech, ass de fräie Choix vun engem Prestataire ee vun de Prinzipien, déi souwuel statutaresch wéi och an de Konventiounen tëschent der Gesondheetskeess an deenen eenzelne Gruppementer vu Prestatairë festgeschriwwe sinn.

Wann d'Gesondheetskeess iwwerzeegend Bewäiser huet, dass e Prestataire sech Onregelméissegkeete par rapport zu der fräier Wiel vum Patient, fir sech e Prestataire erauszewielen, erlaabt, dann intervenéiert se.

Wat dee vum Deputéierte Colombera ugeschwatene Fall ugeet, huet d'Gesondheetskeess den 20. Juni 2011 eng Plainte vun engem Gérant vun engem Taxisbetrib erakritt, laut där en net mam Numm genannten Dokter vum Centre Hospitalier du Nord, laut den Aussoe vun engem vu senge Patienten, selwer de regelméissegen Transport vu senge Patienten an de Centre Baclesse géif organiséieren. D'Gesondheetskeess huet du versicht, iwwert de Centre Baclesse méi Informatiounen iwwert de mëssleche Fall ze kréien, an huet bei där Geleeënheet och un de Prinzip vun der fräier Wiel vum Patient erënnert.

Ech sinn der Meenung, dass d'Gesondheetskeess an deem Fall alles ënnerholl huet, wat méiglech an noutwendeg war. Wann den honorabelen Deputéierten awer sollt iwwer zousätzlech Detailer verfügen, da sollt e mir déi zoukomme loossen.

Question 1656 (3.9.2011) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant la **réorganisation de la distribution du courrier:**

Mit der Reorganisation des Postwesens hat sich viel in der Austeilung von Briefen, Werbung, Zeitungen und Paketen geändert. Hierfür sind verschiedene Firmen zuständig und die Kundschaft ist nicht immer zufrieden mit der gebotenen Leistung. So haben sich mehrmals in den Postämtern Personen beklagt, dass die Zulieferungsfirma für Pakete wegen Zeitmangels ihrer Aufgabe nicht immer gerecht wird. Der Zusteller hinterlässt ohne an der Tür zu klingeln ein Formular im Briefkasten mit der Aufforderung, das Paket im regionalen Postamt abzuholen, was natürlich mit Zeitaufwand und Verspätung der Dienstleistung für die Kunden verbunden ist und Zusatzarbeit für die Beamten in den Postämtern bedeutet.

Fragen:

1) Wurden dem Minister Reklamationen in dieser Problematik vorgetragen?

2) Wie sind die ersten Resultate der Testphase im Bezug auf die Umschichtung des Postwesens?

3) Wie gedenkt der Minister diese Unannehmlichkeiten aus dem Weg zu schaffen?

Réponse (14.10.2011) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

La distribution des colis est, depuis des années déjà, assurée pour une partie du pays par une filiale de l'Entreprise des Postes et Télécommunications (EPT). Dans le cadre des récentes réorganisations de la distribution postale, et notamment dans un souci de soulager les facteurs dans leurs tournées de distribution pour ce qui est des envois encombrants que sont les colis, cette même filiale assure maintenant la distribution des colis sur l'entièreté du territoire luxembourgeois.

Par ailleurs, il semble utile de préciser que rien n'a changé en ce qui concerne la procédure de remise des colis dans le cas où le destinataire ne se trouve pas à son domicile au moment de la livraison. En effet, la pratique consistant à informer le destinataire par voie d'un formulaire l'invitant à récupérer son colis dans un bureau de poste de sa région existe telle quelle depuis des décennies.

Quant aux questions soulevées, plusieurs remarques sont à formuler.

1) Je n'ai pas connaissance de réclamations fondamentales quant à la qualité de distribution des colis, que ce soit en relation à leur distribution par une filiale de l'EPT ou à la procédure de notification des destinataires et de la récupération des colis par ces derniers. L'EPT a cependant constaté qu'un certain nombre de colis a été avisé par erreur à un guichet de postes, alors que le destinataire était bel et bien présent et en aurait pu directement prendre réception. Or, une telle pratique n'est manifestement ni prévue, ni tolérée par les procédures internes de l'EPT. Les porteurs concernés sont par conséquent avertis et sensibilisés davantage sur cet aspect particulièrement important en termes de service aux clients.

2) Comme la question de l'honorable Député concerne les colis, je comprends que les questions 2 et 3 rentrent également dans ce contexte. La reprise susmentionnée de la distribution de l'intégralité des colis par une filiale de l'EPT date déjà de juillet 2011. Grâce à un encadrement et une préparation adéquate, et mise à part une phase de rodage relativement courte, ce système a rapidement atteint un très bon niveau de qualité et fonctionne maintenant à la pleine satisfaction des clients, qu'ils soient expéditeurs ou destinataires des courriers.

3) Comme les changements susmentionnés dans la distribution des colis n'ont pas donné

lieu à des difficultés significatives, seuls quelques peaufinages et interventions mineurs sont encore en cours afin d'atteindre un niveau de qualité maximal.

Question 1658 (3.9.2011) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant l'**utilisation du nom de jeune fille des patientes dans le milieu hospitalier:**

Sieht man sich die derzeitige Situation der offiziellen, in der Öffentlichkeit getragenen Namen an, so kann man feststellen, dass es eine uneinheitliche Praxis gibt.

Nehmen wir z. B. „Marie Müller" mit sogenanntem Mädchennamen, verheiratet mit „Pierre Schmit". Sie nimmt bei der Eheschließung den Familiennamen ihres Mannes an und nennt sich von nun an „Madame Schmit-Müller". Diese Frau will in der Öffentlichkeit demnach normalerweise als „Madame Schmit" angeredet werden. Sie praktiziert ihre Identifikation dann auch in diesem Sinne.

Kommt dieselbe Person nun in gewisse Kliniken unseres Gesundheitswesen, wird der von derselben Person gewählte Familienname, also „Madame Marie Schmit" in „Madame Marie Müller" abgewandelt, also ein Rückgriff auf den initialen Mädchennamen. Dies kommt daher, dass gewisse Kliniken aus „Marie Schmit née Müller" eine „Marie Müller épouse Schmit" machen.

Ruft nun der Familienarzt in der Klinik bezüglich dieser „Madame Schmit" (in der Klinik alias „Madame Müller") an, um über klinische Fragen Austausch zu halten, kann es gut sein, dass es zu mehrstufigen Verifikationsmaßnahmen kommt, um sicherzustellen, dass es sich um ein und dieselbe Person handelt.

Fragen:

1) Auf welcher regulatorischen Grundlage werden die Namen für Frauen, die in einer Klinik unseres Landes hospitalisiert werden, geführt?

2) In welcher Standard-Auslegung werden die Namen von Frauen in den Akten geführt?

3) Ist diese Standard-Auslegung verpflichtend für jede Klinik unseres Gesundheitswesens?

4) Wenn eine Frau angibt, auf den Familiennamen ihres Ehemannes zu hören, muss dann das betreuende Personal in einer Struktur unseres Gesundheitswesens auf diesen Wunsch eingehen?

5) Wer übernimmt die Verantwortung für etwaige Verwechslungen bei eigenwilligen und vermeintlich eigenmächtigen Vorgehensweisen bei der Benutzung von Familien- oder Mädchennamen bei hospitalisierten Frauen?

6) Gibt es eine Aufstellung der Kliniken, die den sogenannten Mädchennamen als Rufnamen im Kommunikations- und Dokumentationsgeschehen während des Klinikaufenthalts verwenden?

7) Denkt der Minister nicht auch, dass die Kliniken gut daran täten, im Sinne der Patientensicherheit, die im öffentlichen Leben geführten Namen zu verwenden, anstatt den Patienten realitätsferne Praktiken bei der Namensführung während der Kliniksaufenthalte aufzuzwingen?

8) Denkt der Minister nicht auch, dass es aufgrund der stetigen Informatisierung der Unterlagen im Klinikwesen eine gemeinsame Vorgehensweise für Personennamen geben müsste und ein einheitlicher nationaler Standard eingehalten werden müsste?

9) Gibt es bereits heute diesen einheitlichen nationalen Standard, und wenn ja, wo ist dieser hinterlegt?

Réponse (14.10.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Das Gesetz vom 6. Fructidor des Jahres II (23. August 1794) besagt in Artikel 1 dass:

„aucun citoyen ne peut porter de nom ni de prénom autre que ceux exprimés dans son acte de naissance."

Durch die Ehe erwirbt jeder Ehegatte das Recht, den Familiennamen des anderen Ehegatten zu benutzen. Die luxemburgische Tradition, dass verheiratete Frauen in Luxemburg ausschließlich oder zusätzlich den Namen ihres Ehegatten benutzen, basiert dementsprechend auf einer hohen Toleranzschwelle, die jeder legalen Basis entbehrt.

Weder die Gesundheitskasse noch die Krankenkassenunion hat jemals auf vertraglichem Wege versucht, den Versicherten eine wie auch immer geartete Benutzung des Familiennamens aufzudrängen oder gar vorzuschreiben. Das Projekt des großherzoglichen Reglements betreffend die Einführung einer Modellpatientenakte sieht diesbezüglich drei Rubriken vor: Name, Name des Ehegatten und Vorname.

Was die Gefahr der Verwechslung für den Patienten auf Grund der Benutzung der verschiedenen Namen angeht, stelle ich mir die Frage, ob zusätzliche Angaben betreffend die Benutzung des Familiennamens der verheirateten Frauen tatsächlich die Sicherheit des Patienten erhöhen. Die Kontrolle der Matrikelnummer scheint mir in diesem Zusammenhang viel effizienter zu sein.

Question 1662 (20.9.2011) de **M. Claude Adam** *(déi gréng)* concernant l'**exclusion du «Parti Pirate» de la Foire de l'Étudiant:**

Le 10 et le 11 novembre le Centre de Documentation et d'Information sur l'Enseignement Supérieur (CEDIES) tiendra la 25e Foire de l'Étudiant. Traditionnellement le CEDIES admet des partis politiques comme exposants à cette foire. Néanmoins, selon les dires du «Parti Pirate» du Luxembourg, depuis deux années, la demande de celui-ci à participer à la Foire de l'Étudiant aurait été refusée au motif que «le CEDIES n'admet comme exposants à la Foire de l'Étudiant que des partis ou groupements politiques représentés à la Chambre des Députés» (communication e-mail CEDIES du 23 août 2011). La demande auprès du CEDIES du 25 août par les responsables du «Parti Pirate» de présenter le règlement prévoyant un tel choix des exposants n'aurait pas eu de réponse.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Est-ce qu'un règlement existe qui prévoit que seuls les partis politiques présents à la Chambre des Députés peuvent participer comme exposants à la Foire de l'Étudiant?

- En l'absence d'un tel règlement, sur quelle autorité se base la décision du CEDIES de refuser la demande du «Parti Pirate»?

- Au cas où un tel règlement ou directive de la part du CEDIES ou du Ministère existe, comment expliquez-vous la participation d'organisations politiques autonomes non représentées dans la Chambre des Députés (comme p. ex. «déi jonk gréng», «Jeunesses Socialistes Luxembourgeoises» ou «Adrenalin»)?

- Monsieur le Ministre, juge-t-il opportun pour la culture démocratique au Luxembourg d'exclure un seul parti politique d'un tel événement?

Réponse (13.10.2011) de **M. François Biltgen,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

J'ai l'honneur d'apporter les éléments de réponse suivants à la question parlementaire de l'honorable Député Claude Adam relative à la participation de la «Piratepartei» à la Foire de l'Étudiant 2011.

La Foire de l'Étudiant, organisée annuellement par le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche/CEDIES, a pour objectifs de présenter aux élèves des classes terminales des lycées et des lycées techniques un large éventail d'institutions d'enseignement supérieur internationales ainsi qu'une palette d'acteurs du monde du travail. Le choix des exposants est opéré en fonction de ces deux objectifs.

Depuis un certain nombre d'années, les sections de la jeunesse des partis politiques luxembourgeois participent à la Foire de l'Étudiant. Ces sections de la jeunesse sont toutes membres de la Confédération générale de la Jeunesse luxembourgeoise et en tant que telles elles concourent à la sensibilisation et à la formation politiques des jeunes.

La «Piratepartei» ne dispose pas d'une telle section de la jeunesse, membre de la Confédération générale de la Jeunesse luxembourgeoise, de sorte que, pour l'édition 2011 de la Foire de l'Étudiant, une participation de la «Piratepartei» n'est pas possible.

Ceci étant, je suis d'avis que la question soulevée par l'honorable Député mérite une réflexion approfondie; à cet effet, je vais discuter avec la Confédération générale de la Jeunesse luxembourgeoise de la participation des sections de la jeunesse des partis politiques à la Foire de l'Étudiant.

Question 1664 (21.9.2011) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant le **recouvrement de la nationalité luxembourgeoise:**

La loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise prévoit dans son article 29 que «le descendant en ligne directe paternelle ou maternelle, même né à l'étranger, d'un aïeul Luxembourgeois à la date du premier janvier mil neuf cent et que celui-ci respectivement l'un de ses descendants a perdu la nationalité luxembourgeoise sur base des dispositions légales antérieures, peut recouvrer la nationalité luxembourgeoise par une déclaration à faire dans les dix ans qui suivent l'entrée en vigueur de la présente loi».

Il semble qu'un certain nombre d'étrangers obtiennent ou veulent obtenir ainsi la nationalité luxembourgeoise. Étant Luxembourgeois, ces personnes acquièrent aussi le droit de vote.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Quel est à l'heure actuelle le nombre de recouvrements accordés ainsi que celui des refus? D'où viennent ces nouveaux Luxembourgeois?

- Puisque ces personnes obtiennent par la nationalité le droit de vote à toutes les élections, Monsieur le Ministre de l'Intérieur peut-il me dire quelle est la procédure appliquée à l'égard de ces Luxembourgeois dont la plupart continuent sans doute de vivre à l'étranger (inscription sur les listes électorales, participation au scrutin)?

- Finalement, Messieurs les Ministres ne pensent-ils pas qu'il y a un problème de logique à accorder la nationalité luxembourgeoise et donc le droit de vote à des personnes parties depuis longtemps et souvent sans lien avec le pays et à continuer à demander des conditions de résidence pour obtenir le droit de vote à des résidents étrangers vivant depuis longtemps au Luxembourg?

Réponse commune (25.10.2011) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Justice,* et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

1. Sur base de l'article 29 de la loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise, le Ministre de la Justice a accordé le recouvrement de la nationalité luxembourgeoise en 2009 à 22 demandeurs et en 2010 à 80 demandeurs. Pendant la période du 1er janvier au 30 septembre 2011, 136 demandes ont été accordées. Le Ministre de la Justice n'a rendu aucune décision de refus de recouvrement pendant la période du 1er janvier 2009 au 30 septembre 2011.

En 2009 et 2010, le nombre des dossiers est relativement faible. Ce n'est qu'au cours du premier trimestre 2011 que l'engouement pour la procédure dite «recouvrement 1900» a réellement commencé. Il est rappelé que cette procédure a fait l'objet d'une large médiatisation dans nos pays voisins, et surtout en Belgique.

Pendant la période du 1er janvier au 30 septembre 2011, le Ministère de la Justice a été saisi d'environ 2.500 demandes de «recouvrement 1900». Les demandeurs sont dans une très large mesure des ressortissants belges.

2. En estimant que les personnes concernées obtiendraient «par la nationalité le droit de vote à toutes les élections», l'honorable Député semble confondre le droit de vote au niveau national et le droit de vote au niveau communal.

D'autre part, l'honorable Député semble s'inquiéter du fait que le droit de vote serait accordé «à des personnes parties depuis longtemps et souvent sans lien avec le pays». Or, la procédure du «recouvrement 1900» est également introduite par des personnes qui ont leur résidence au Grand-Duché. En outre, de nombreux demandeurs résidant dans nos pays voisins ont des liens étroits avec le Grand-Duché, notamment par le fait qu'elles exercent une activité professionnelle au pays et qu'elles contribuent au développement de notre économie.

Il faut clairement distinguer entre élections législatives et élections communales:

Quant aux élections législatives, l'article 52 de la Constitution réserve le droit de vote à ces élections aux personnes de nationalité luxembourgeoise. D'après l'article 1er, paragraphe 4 de la loi électorale modifiée du 18 février 2003, les Luxembourgeois domiciliés à l'étranger sont admis aux élections législatives par la voie du vote par correspondance. Afin de pouvoir exercer ce droit, l'article 169 de la loi électorale exige que les intéressés en avisent le collège des bourgmestre et échevins de la commune d'inscription et qu'ils demandent, par simple lettre, une lettre de convocation. Est à considérer comme commune d'inscription au Grand-Duché, la commune du domicile, à défaut la commune du dernier domicile, à défaut la commune de naissance, à défaut la ville de Luxembourg.

En ce qui concerne les élections communales, l'article 2, paragraphes 3 à 5, de la loi électorale soumet le droit de vote à ces élections aux conditions suivantes: D'abord, il faut être domicilié au Grand-Duché. Cette obligation s'applique à la fois aux Luxembourgeois et aux ressortissants étrangers. Ensuite, les ressortissants étrangers doivent avoir leur résidence au pays pendant au moins cinq ans. La condition de la durée de résidence trouve son fondement dans la considération qu'il faut permettre aux nouveaux arrivants de se familiariser tant avec l'organisation et le fonctionnement des institutions communales qu'avec le contexte local.

3. L'allusion de l'honorable Député à un «problème de logique» soulève les observations suivantes:

Tant le Ministre de la Justice que le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région exécutent les lois votées par la Chambre des Députés dont les dispositions sont claires et dont ils supposent qu'elle a parfaitement soutenu la logique. S'il s'avérait qu'une loi devait être réformée, il appartiendrait au Parlement de le faire.

Conformément à ses engagements pris, le Ministre de la Justice va élaborer un rapport détaillé sur l'exécution de la loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise. Ce rapport sera présenté à la Chambre des Députés au cours du premier semestre 2012.

Si la Chambre des Députés décidait d'organiser un débat à la suite de la présentation du rapport d'évaluation, le Ministre de la Justice s'en féliciterait. Des orientations claires de la Chambre des Députés faciliteraient l'élaboration d'un projet de loi portant modification de la loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise.

Statistiques de la procédure de recouvrement visée à l'article 29 de la loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise

Recouvrements accordés en 2009

Nationalité d'origine	Demandes accordées
Allemagne	2
Belgique	9
États-Unis d'Amérique	2
France	6
Royaume-Uni	1
Suisse	2
Total	22

Recouvrements accordés en 2010

Nationalité d'origine	Demandes accordées
Allemagne	6
Argentine	1
Belgique	22
Canada	1
États-Unis d'Amérique	7
France	36
Irlande	1
Italie	2
Royaume-Uni	1
Sans nationalité	1
Suisse	2
Total	80

Recouvrements accordés pendant la période du 1er janvier au 30 septembre 2011

Nationalité d'origine	Demandes accordées
Allemagne	1
Belgique	72
Brésil	1
Canada	1
États-Unis d'Amérique	6
France	51
Italie	1
Suisse	3
Total	136

Question 1668 (22.9.2011) de **M. Félix Braz** *(déi gréng)* concernant le **contrat d'accueil et d'intégration:**

Suite à ma question parlementaire n°1494 au sujet du contrat d'accueil et d'intégration *(cf. compte rendu n°15/2010-2011)* vous m'avez

fait état des dépenses effectuées en 2009 et 2010 pour un total de 283.067,27 €.

Il est question de rémunération de tiers, en l'occurrence

a) d'agences de publicité pour 159.617,07 €,

b) de consultants pour 39.547 €,

c) de sociétés de consultance pour 63.163 €,

d) de sociétés de traduction pour 20.740,20 €.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

- Comment le choix de ces sociétés et experts a-t-il été effectué? Y a-t-il eu appel à offres?

- Quelles ont été les sociétés retenues?

- Quelle était la tâche respective de ces intervenants extérieurs?

- Comme pour le budget 2011 un crédit non limitatif de 144.000 € est prévu, j'aimerais savoir comment il est engagé à ce jour.

- Quand est-ce que les premiers CAI pourront être offerts?

Réponse (21.10.2011) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

- Les budgets des différentes tâches confiées à des sociétés ou experts externes n'ont pas nécessité un appel d'offres selon les règles de la comptabilité de l'État.

Le choix a été motivé par les compétences et disponibilités des partenaires respectivement en fonction d'expériences de collaborations précédentes. Certains partenaires ont été choisis en collaboration avec le Service Information et Presse du Gouvernement.

- Pour votre information, en 2009 et 2010 les sociétés et experts suivants ont été impliqués (par ordre alphabétique).

- A-Part (graphisme, mise en page des documents à remettre au signataire du CAI et de matériel d'information et de promotion CAI)

- Cefis (Sesopi en 2009) (coordination de la construction du cours d'instruction civique)

- Comed S.A. (conception d'un site Internet interactif à l'usage des signataires)

- Display Center (fourniture de spots halogènes, dans le cadre de la réalisation du DVD produit pour les signataires, informant sur le Grand-Duché en général et le CAI plus spécialement)

- Eurotraduc (traductions du texte du DVD en 13 langues)

- Imprimerie Hengen (impression de dépliants en prévision du CAI)

- Maya El Alaoui (traductions des cours civiques enseignants et participants)

- Media65 Europe (production et conception du DVD)

- Melusina (développement de la formation de formateurs cours civiques)

- Mouvens Études et Conseil (appui à la mise en place d'un référentiel pour la gestion du CAI)

- Public Domain (élaboration et réalisation de la formation pour formateurs cours civiques)

- Stoldt Associés (élaboration d'un concept pour la journée d'orientation)

- Université du Luxembourg (développement de la formation de formateurs cours civiques).

- En 2011, les frais suivants ont été engagés pour:

- la réalisation et production de documents et de supports à l'intention des candidats signataires respectivement destinés à la promotion et l'information sur le CAI,

- l'élaboration et la mise en œuvre d'une séance de débriefing de la formation pour formateurs,

- la révision du dossier d'instruction civique,

- les traductions des différents documents et DVD,

- du matériel de bureau,

- des jouets pour enfants,

- des envois postaux.

- Le premier CAI a été signé en date du 3 octobre 2011.

Question 1669 (26.9.2011) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant la **phobie sociale auprès des adolescents:**

Il me revient de la presse quotidienne que la «Goethe-Universität» de Francfort-sur-le-Main a réalisé une étude représentative sur les jeunes qui pâtissent d'une phobie sociale. L'étude a révélé que quelque 13% des adolescents âgés entre 14 et 20 ans souffrent d'une telle phobie. Il en ressort également que presque 60% des jeunes concernés sont de sexe féminin. À l'heure qu'il est, le département de psychologie clinique et de psychothérapie de la «Goethe-Universität» étudie l'efficacité de deux méthodes thérapeutiques qui sont fréquemment mises en œuvre dans ce contexte.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle ainsi qu'à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

- Mesdames les Ministres peuvent-elles me fournir des informations sur d'éventuelles études effectuées sur ce phénomène au Luxembourg?

- Dans l'affirmative, quelles sont les conclusions de ces analyses?

- Le personnel des maisons relais et des établissements scolaires (services de psychologie, équipes multi-professionnelles,...) suit-il des formations spéciales qui lui permettent d'accompagner au mieux les jeunes souffrant d'une phobie sociale?

Réponse commune (25.10.2011) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*, et de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Il n'appartient ni au Ministère de la Famille et de l'Intégration ni au Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle de faire un relevé des phobies des enfants et adolescents placés sous leurs auspices.

Le Ministère de la Santé n'a pas connaissance d'une étude similaire pour le Luxembourg. Les chiffres avancés par l'honorable Député semblent exagérés pour le Luxembourg. Il y a des études récentes sur les phobies spécifiques des enfants qui évoquent un taux de 3 à 4% d'enfants concernés (Kashani et al, 1998, Essau et al. 2000).

Le DSM-IV, Diagnostic and Statistical Manual of Mental Disorders - American Psychiatric Association, décrit la phobie sociale comme: Une peur persistante et intense d'une ou de plusieurs situations sociales ou bien de situations de performance durant lesquelles le sujet est en contact avec des gens non familiers ou bien peut être exposé à l'observation attentive d'autrui. Le sujet craint d'agir (ou de montrer des symptômes anxieux) de façon embarrassante ou humiliante.

Selon les sources, les indications relatives à la prévalence de la phobie sociale varient sensiblement et dépendent de la prise en compte éventuelle d'autres troubles auxquels elle peut s'associer.

S'il y a lieu de sensibiliser les enseignants et les intervenants socio-éducatifs à la problématique évoquée, il ne leur appartient cependant pas d'en assurer le traitement, dont la responsabilité revient à des spécialistes du domaine thérapeutique.

Les psychologues intervenant au sein des équipes multiprofessionnelles et des Services de psychologie et d'orientation scolaires sont outillés de par leur formation pour juger de l'opportunité des suites à réserver dans le cas d'une présomption afférente. Après concertation avec les parents, les enfants et les jeunes concernés peuvent être adressés aux services compétents de la pédopsychiatrie et de la psychiatrie juvénile. Les traitements en question sont remboursés par la Caisse Nationale de Santé.

L'apport que le personnel éducatif et enseignant peut fournir en faveur de l'encadrement des élèves susmentionnés concerne donc avant tout la prise de conscience de la problématique évoquée et l'orientation précoce des enfants et jeunes concernés vers des spécialistes. Il en est de même pour tous les arrangements didactiques qui se fondent sur l'évaluation des compétences acquises plutôt que sur le constat et la sanction des insuffisances.

Des formations relatives à la prise en charge d'élèves en situation précaire sont offertes annuellement aux enseignants par l'Institut de Formation continue du Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT) du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle. Une centaine d'instituteurs et de professeurs s'inscrivent chaque année.

Ci-après, le relevé des cours de formation continue proposés dans ce domaine durant l'année scolaire 2011-2012:

- L'autisme et le Syndrome Asperger

http://focoweb.script.lu:8080/script/ScriptServlet/Catalogue?id=result&formID=9879

- Kinder mit Autismus-Spektrum-Störungen (= ASS) an Regelschulen

http://focoweb.script.lu:8080/script/ScriptServlet/Catalogue?id=result&formID=9866

- Der diagnostische Blick im Umgang mit verhaltensauffälligen Schüler/-innen

http://focoweb.script.lu:8080/script/ScriptServlet/Catalogue?id=result&formID=10028

- Entwicklungsberatung für Lehrer/-innen und Erzieher/-innen von auffälligen Kindern

http://focoweb.script.lu:8080/script/ScriptServlet/Catalogue?id=result&formID=10036

- Bausteine sozial-emotionaler Kompetenzen als Voraussetzung für einen erfolgreichen Schulbesuch

http://focoweb.script.lu:8080/script/ScriptServlet/Catalogue?id=result&formID=10030

- Sozial unsichere Kinder: ...die Kinder, die wir manchmal kaum bemerken

http://focoweb.script.lu:8080/script/ScriptServlet/Catalogue?id=result&formID=9796

Dans le domaine de l'accueil extrascolaire des enfants au Luxembourg, le Ministère de la Famille et de l'Intégration est par ailleurs en train d'opérer une mise en réseau des maisons relais pour enfants avec les services de conseil et de consultation. Cette mise en réseau doit permettre de mieux former les intervenants dans les maisons relais pour enfants dans différents domaines, dont celui de la reconnaissance et de l'orientation en cas de problèmes sociaux ou familiaux qui peuvent être rencontrés auprès des enfants accueillis.

Des formations continues sont aussi offertes en permanence aux professionnels du secteur de l'enfance et de la jeunesse. Ceci se fait à travers un site commun www.enfancejeunesse.lu qui permet à chaque professionnel de consulter l'offre de formation et de s'inscrire. Sur ce site sont regroupées toutes les formations des différentes structures concernées. Les professionnels du secteur de l'enfance et de la jeunesse ont aussi la possibilité de s'inscrire aux formations proposées par le SCRIPT du MENFP.

Question 1672 (28.9.2011) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant le **label «hôpital ami des bébés»:**

Selon les informations fournies par le Portail Santé (www.sante.public.lu) le Luxembourg a adopté en 2006 les recommandations de l'OMS pour l'allaitement maternel exclusif durant les six premiers mois de la vie. L'une des actions prévues par le plan d'action national visant à protéger, promouvoir et soutenir l'allaitement maternel au Luxembourg pendant la période 2006-2010 consistait à «encourager les hôpitaux et les maternités à adopter et poursuivre une politique et des pratiques favorables à l'allaitement maternel en accord avec les critères 'hôpitaux amis des bébés'».

Or, toujours selon le Portail Santé, actuellement seulement le Centre Hospitalier de Luxembourg (CHL) et le Centre Hospitalier Emile Mayrisch (CHEM) ont obtenu le label de l'UNICEF «hôpital ami des bébés» - la maternité de la Clinique Saint Joseph de Wiltz ayant fermé ses portes le 31 juillet dernier.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Monsieur le Ministre de la Santé les questions suivantes:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si les services du Ministère de la Santé ont tiré un bilan du plan d'action susmentionné? Dans l'affirmative, quels en sont les résultats?

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si les hôpitaux qui disposent d'une maternité et auxquels l'UNICEF n'a pas encore décerné le label «hôpital ami des bébés» ont mis en œuvre une politique visant à l'obtenir?

- Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas que toutes les maternités fonctionnant au Luxembourg devraient faire des efforts pour obtenir ce label?

Réponse (27.10.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Depuis 1979 déjà, le Ministère de la Santé est engagé dans la promotion de l'allaitement. En 1995 il a organisé une première conférence sur les «hôpitaux amis des bébés». Ce projet, dénommé en anglais «Baby Friendly Hospital Initiative» (BFHI), vise la promotion de la santé tant des bébés que de leurs mamans ainsi que la création de conditions favorables à l'allaitement dans les hôpitaux et maternités. Depuis cette date, ledit projet a été continuellement soutenu et promu par mon département.

À l'occasion d'une conférence de presse en date du 4 octobre 2011 j'ai présenté, avec mes services, la 3e étude nationale sur l'allaitement au Grand-Duché de Luxembourg, ALBA 2008. Cette étude avait pour but d'évaluer l'alimentation des bébés dans notre pays, le vécu des mères, les facteurs ayant des influences positives ou négatives sur l'allaitement. Un chapitre particulier de l'étude traite les différences entre établissements, notamment l'aspect «hôpitaux amis des bébés».

L'étude a permis d'évaluer un certain nombre d'initiatives du 1er plan d'action couvrant la période allant de 2006 à 2010, élaboré pour la mise en œuvre du programme national pour la promotion, la protection et le soutien de l'allaitement. En outre les résultats de l'étude ont servi à la formulation du plan d'action 2011-2015, qui a été présenté au cours de cette conférence de presse.

En analysant le taux d'initiation à l'allaitement, le taux de l'allaitement à la sortie des maternités, le taux d'allaitement en relation avec la possibilité du «rooming-in» (présence 24h/24h du bébé dans la chambre de la mère), de même que les taux d'allaitement chez les prématurés et des mères qui ont accouché par césarienne, je ne saurais que féliciter les efforts réalisés par les maternités en faveur et de la santé du couple mère-bébé et en faveur de l'allaitement.

En effet, les maternités qui portent le label «hôpital ami des bébés» présentent souvent de meilleurs taux, notamment en ce qui concerne l'allaitement exclusif et prolongé.

L'octroi du label BFHI, conditionné par des évaluations rigoureuses, a des influences positives sur les maternités.

Le plan couvrant la période 2011 à 2015 prévoit de faire du projet BFHI un projet national qui implique toutes les maternités du pays.

Question 1674 (29.9.2011) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant le **projet de Livange:**

Dans un document publié en date de ce jour «Les non-dits du projet Livange», le Mouvement écologique évoque un certain nombre de questions ayant trait au projet de Livange. Le Mouvement écologique soutient que le promoteur du projet de Livange aurait contracté des crédits «très importants» auprès d'une grande banque luxembourgeoise.

De plus, il relève qu'un membre de la direction de ladite banque ferait également partie du conseil d'administration d'une société regroupant une large majorité des activités dudit promoteur. Ainsi, le Mouvement écologique pose la question: «Ist der Staat noch frei, um politische Entscheidungen über Großprojekte aufgrund einer Sachabwägung zu treffen, oder ist er vermeintlichen Sachzwängen ausgesetzt, die zu einer präferenziellen Bevorzugung bestimmter Projekte eines Promotors führen?»

Le Mouvement écologique continue: «Angesichts der Tatsache, dass der Verwaltungsrat der Sparkasse zu einem großen Teil aus VertreterInnen von Ministerien besteht bzw. der Staat über einen «Commissaire du gouvernement» verfügt, erscheint eine Klarstellung der Regierung notwendig.»

Aussi, j'aimerais poser la question parlementaire suivante à Monsieur le Ministre des Finances:

- Le Ministre peut-il prendre position par rapport aux liens évoqués par le Mouvement écologique mettant en question le processus décisionnel dans le cadre du projet de Livange?

Réponse (4.10.2011) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

Dans le contexte des questions soulevées par l'honorable Député, je tiens à apporter les précisions suivantes:

- Le processus décisionnel concernant le projet Livange est en cours. Le Ministre des Finances n'a pas de compétence dans la procédure d'approbation. Dans ce contexte, il faut préciser que les relations bancaires d'un promoteur ne sont pas pertinentes dans le processus décisionnel.

- Le Ministre des Finances n'intervient pas dans la gestion quotidienne de la BCEE et n'est pas consulté en matière de prêts accordés par la BCEE.

- Le directeur général de la BCEE siège au conseil d'administration du fonds d'investissement spécialisé mis sur pied par le promoteur en question en tant que représentant de sa banque. Cette présence résulte de la relation

bancaire qu'entretient ce promoteur avec la BCEE et doit permettre à la banque de mieux suivre les investissements de son client.

Question 1675 (30.9.2011) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant la **reconnaissance officielle du langage des signes:**

Le 13 juillet dernier, la Chambre des Députés a voté le projet de loi 6141 portant approbation de la Convention relative aux droits des personnes handicapées, faite à New York, le 13 décembre 2006. Par la publication de la loi du 28 juillet 2011 au Mémorial, le Luxembourg a donc ratifié officiellement ladite convention ainsi que son protocole additionnel. Les principes directeurs de cette convention sont e. a. la non-discrimination, la participation et l'intégration pleines et effectives à la société, l'égalité des chances et l'accessibilité.

Dans ce contexte, la communication joue un rôle primordial. Or, pour les personnes malentendantes et les handicapés auditifs, le langage des signes est le moyen de prédilection pour communiquer avec leur entourage. En général, chaque langue parlée a son pendant en langage des signes.

Selon la Commission européenne, trois pays ont reconnu leur langage des signes national dans leur Constitution, de nombreux autres États membres ont donné un statut officiel à leur langage des signes par des lois ou d'autres mesures. Ainsi, ces pays suivent une recommandation du Parlement européen de 1988 et réitérée en 1998, invitant la Commission et les États membres à promouvoir le langage des signes.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

- Madame la Ministre peut-elle m'informer du statut du ou des langages des signes utilisés au Luxembourg?

- Étant donné que le Luxembourg reconnaît trois langues officielles du pays, faudra-t-il reconnaître divers langages des signes?

- Est-ce que des mesures ont été prises pour une reconnaissance officielle? Le cas échéant, lesquelles?

- Madame la Ministre ne pense-t-elle pas qu'une reconnaissance officielle du ou des langages des signes est de mise, surtout suite à la ratification de la convention susmentionnée?

- Quelles mesures Madame la Ministre envisage-t-elle pour arriver à ce but?

Réponse (21.10.2011) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

La langue des signes jouit d'une reconnaissance de fait au Luxembourg. Les tribunaux p. ex. engagent au besoin des interprètes en langue des signes et prennent en charge les frais afférents.

Depuis 2007 le Gouvernement assure le financement d'un interprète en langue des signes. Il intervient gratuitement lors de réunions et d'évènements organisés par les associations de et pour personnes malentendantes, comme p. ex. les Kofo (Kommunikationsforum), des conférences, les assemblées générales, etc. En ce qui concerne les démarches administratives, les visites médicales, les réunions des parents à l'école ou d'autres occasions comme les fêtes privées, des modalités de participation aux frais pour la mise à disposition d'un interprète ont été arrêtées en étroite collaboration avec les personnes concernées.

La culture de la langue des signes est désormais bien ancrée dans la société luxembourgeoise. Les associations de personnes malentendantes sont très actives, et les cours de langue des signes sont très convoités par les personnes non malentendantes.

En vue de la mise en œuvre de la Convention de l'ONU relative aux droits des personnes handicapées, le Gouvernement entend promouvoir l'utilisation de la langue des signes. Il y voit un moyen de prédilection pour favoriser l'inclusion des personnes malentendantes dans les différents contextes de vie. Une reconnaissance de la langue des signes aura lieu notamment par le fait que la langue des signes allemande sera enseignée au Centre de Logopédie, à côté des langues allemande et française écrites. L'enseignement de la langue des signes française est une perspective à envisager dans un deuxième temps.

Q12

Question urgente 1676 (3.10.2011) de **M. Félix Braz** *(déi gréng)* concernant la **fermeture du bureau d'accueil pour demandeurs d'asile:**

Selon des informations de l'association «ASTI Luxembourg», le bureau d'accueil du Service des réfugiés sous la tutelle du Ministère de l'Immigration aurait fermé ses portes pour une durée non déterminée.

Dans ce contexte, et considérant la situation de vie dramatique des personnes concernées, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:

- Quelle est la raison pour la fermeture du bureau d'accueil? Qui a pris cette décision? Est-ce qu'elle se trouve en conformité avec les obligations découlant des traités et obligations souscrites par le Grand-Duché?

- Quand est-ce que les services du bureau d'accueil seront disponibles de nouveau?

- Qu'adviendra-t-il des demandeurs d'asile se présentant entre-temps au Luxembourg?

Réponse (13.10.2011) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

L'honorable Député n'est pas sans savoir que le Luxembourg se trouve actuellement confronté à une situation exceptionnelle en ce qui concerne le dépôt de demandes de protection internationale par des personnes originaires des pays des Balkans de l'Ouest. Situation comparable à celle qui existait il y a dix ou douze ans lorsque les personnes fuyaient la guerre du Kosovo, sauf qu'il n'y a pas de guerre en ce moment, mais que les gens sont autorisés à entrer dans l'Espace Schengen en toute liberté, sans visa, du moment où ils sont titulaires d'un nouveau passeport biométrique et que lors de leur passage de la frontière extérieure de cet espace, ils peuvent justifier être en possession de moyens suffisants pour subvenir à leur besoins durant leur séjour dans l'Espace Schengen. Rappelons que l'obligation de visa a été abolie il y a un certain moment pour les ressortissants serbes, monténégrins et macédoniens, plus récemment pour les ressortissants bosniens et albanais, dans le but de permettre aux ressortissants de ces pays, candidats ou futurs candidats à l'adhésion à l'Union européenne, une plus grande liberté dans leur circulation.

Or, depuis le mois de septembre 2010, le nombre de demandeurs de protection internationale en provenance des pays des Balkans de l'Ouest ne cesse d'augmenter. Il vient d'exploser au cours des trois derniers mois.

Malgré ses effectifs réduits au niveau de l'accueil, le Service des refugiés a pu et su gérer en 2010 la première vague de demandeurs de protection internationale serbes et macédoniens. Depuis le mois de janvier 2011 toutefois, alors que quelque 1.550 personnes ont déposé une demande d'asile, dont 668 personnes de nationalité serbe et 302 personnes de nationalité macédonienne, la bonne gestion du dépôt des demandes d'asile ne peut plus être assurée. Et pour cause. Au cours de la seule semaine du 26 septembre, 165 personnes se sont présentées auprès du Service des réfugiés, dont 104 Serbes et 35 Macédoniens, pour y déposer leur demande de protection internationale. Pour le seul matin du lundi 10 octobre, on a pu enregistrer 42 primo-arrivants en provenance de la Serbie et de la Macédoine.

Étant donné que cet afflux est actuellement impossible à gérer par le personnel mis en place, j'ai pris, vendredi dernier 30 septembre 2011, la décision de fermer de manière temporaire le bureau d'accueil.

Cette décision fut renforcée par les informations inquiétantes provenant de notre Bureau de Coopération de Pristina. Ainsi, dans un rapport du 22 septembre 2011 à l'attention de Madame la Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire le chef de ce bureau constate «qu'une nouvelle vague d'émigrants pour le Luxembourg était en train de se préparer pour partir encore avant l'hiver». Cette constatation rejoint celles de Caritas Luxembourg, dont le chargé de direction du service «Solidarité et Intégration», après une visite en Serbie en début d'été de cette année, retient: «…ils ont entendu parler du Luxembourg comme un pays en bonne santé économique et calme, et cela les aurait poussés à venir au Luxembourg. Pourtant leur souhait n'était absolument pas de demander asile, mais à leur arrivée, il n'y avait pas d'autre alternative pour assurer la prise en charge du quotidien.»

Rappelons que les personnes arrivant de Serbie et de Macédoine sont titulaires d'un passeport valable, muni d'un tampon d'entrée dans l'Espace Schengen, apposé à la frontière serbo-hongroise. Ces personnes seraient en parfaite situation régulière sur le territoire si par ailleurs elles disposaient des moyens nécessaires à la subvention de leurs besoins au cours de la période de trois mois qu'il leur est permis de «séjourner» dans l'Espace Schengen.

Par ailleurs, une concertation avec les autorités belges qui sont confrontées à un problème similaire est en cours en vue d'en saisir la Commission européenne qui doit veiller à ce que la suppression de l'obligation de visa ne crée pas de telles tensions.

Pendant les jours de fermeture du bureau d'accueil, les agents du service en question ont procédé à l'enregistrement et à l'ouverture des dossiers des personnes arrivées avant le 30 septembre. Cette tâche étant désormais clôturée, le bureau pourra de nouveau être accessible.

En même temps, alors qu'un renforcement du personnel dans l'immédiat n'est pas possible, et que ce nouveau personnel devrait par ailleurs être formé avant de pouvoir vaquer à ses tâches, il a été procédé à une réaffectation d'agents de façon à renforcer l'occupation du bureau d'accueil. Ces agents laisseront évidemment de nouvelles lacunes dans la chaîne du traitement des demandes de protection internationales. Certaines auditions ne pourront pas avoir lieu aux dates prévues; certaines décisions seront retardées.

Pour le surplus il a été décidé d'introduire un système de canalisation des demandes. Ainsi un nouvel arrivant recevra dès son arrivée un numéro d'ordre avec indication de la date à laquelle il est invité à se présenter avec les membres de sa famille qui l'accompagnent, pour que son dossier puisse être définitivement ouvert. En attendant, il sera prié de compléter un formulaire qui lui est remis, ce qui permettra d'accélérer la procédure d'ouverture du dossier.

La procédure du dépôt de la demande de protection sera ainsi fractionnée, procédure ne s'opposant pas, après vérification, aux «obligations découlant des traités et obligations souscrites par le Grand-Duché». Il y aura d'abord la présentation de la demande par le demandeur d'asile; celle-ci sera acceptée immédiatement. Par après, sur rendez-vous, le demandeur se présentera au bureau d'accueil pour permettre aux agents en charge de procéder au dépôt du dossier et d'entamer le traitement de la demande.

Question 1681 (4.10.2011) de **MM. Emile Eicher** et **Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant le **rapport de l'European Nitrogen Assessment (ENA) sur l'épandage excessif d'engrais chimiques en Europe:**

Conformément à la directive européenne 2092/91, le cuivre peut être utilisé en agriculture biologique sous forme d'hydroxyde de cuivre, d'oxychlorure de cuivre, de sulfate de cuivre et d'oxyde de cuivre. Il est en particulier utilisé en viticulture biologique pour lutter contre le mildiou.

Depuis le 31 mars 2002, la réglementation européenne prévoit que les viticulteurs biologiques sont tenus d'utiliser des doses de cuivre métal inférieures à 6 kg/ha/an, ces doses étant calculées en moyenne sur cinq ans, afin de tenir compte des variations de pression parasitaire. Il n'en reste pas moins que l'utilisation du cuivre comme produit anticryptogamique reste fortement décriée par certains qui arguent que le cuivre présente l'inconvénient de s'accumuler dans les sols.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:

1) Quelles sont les doses de cuivre tolérées et utilisées dans la viticulture biologique luxembourgeoise?

2) Est-ce que les taux actuellement admis sont compatibles avec la vie du sol et sont cohérents avec le respect de l'environnement revendiqué par l'agriculture biologique?

3) Existe-t-il des solutions alternatives à l'usage du cuivre dans la lutte contre le mildiou suffisamment efficaces?

Réponse (31.10.2011) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

Remarque préliminaire: La directive européenne 2092/91 à laquelle se réfèrent Messieurs les Députés, n'était en fait pas une directive, mais un règlement du Conseil qui a été remplacé à partir du 1er janvier 2009 par le règlement (CE) modifié n°834/2007 du Conseil du 28 juin 2007 relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques et abrogeant le règlement (CEE) n°2092/91. Le règlement (CE) n°834/2007 précité a été complété par le règlement (CE) modifié n°898/2008 de la Commission du 5 septembre 2008 portant modalités d'application du règlement (CE) n°834/2007 du Conseil relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques en ce qui concerne la production biologique, l'étiquetage et les contrôles. Tous ces règlements sont d'application directe dans tous les États membres de l'Union européenne.

1) Différentes formes de cuivre (oxyde de cuivre, sulfate de cuivre, oxychlorure de cuivre) sont admises au niveau de la viticulture biologique. Depuis peu de temps, une nouvelle forme de cuivre, l'hydroxyde de cuivre, est disponible. Cette forme de cuivre se révèle particulièrement efficace dans la lutte contre le mildiou.

Les doses de cuivre utilisées aujourd'hui dans la viticulture sont nettement inférieures à celles utilisées autrefois. Avant 1950, date de mise sur le marché des premiers fongicides de synthèse, le cuivre était le seul fongicide existant en viticulture efficace contre le mildiou de la vigne. Les doses d'utilisation étaient au moins de l'ordre de 20 kg/ha de bouillie bordelaise par traitement, atteignant ainsi dans certaines années 50 kg/ha de cuivre pur.

Le règlement d'application (CE) n°889/2008 précité prévoit, dans son annexe II, point 6, que le cuivre peut être utilisé sous différentes formes en tant que fongicide et ce, jusqu'à une dose maximale de 6 kg par an et par ha. Dans les cultures pérennes, dont la viticulture, cette dose de 6 kg par ha doit être respectée en moyenne sur une période de cinq ans afin de permettre une utilisation plus importante pendant une année de cette période, en cas de conditions météorologiques particulièrement favorables au développement de maladies cryptogamiques.

À noter que les labels Bio-Label et Demeter ne tolèrent pas des doses excédant 3 kg par hectare et par an.

Les doses utilisées par les viticulteurs biologiques luxembourgeois respectent largement ces conditions. Sur les neuf exploitations enregistrées en 2010 auprès de nos services et contrôlées annuellement, les besoins en cuivre variaient entre zéro et 2,48 kg Cu/ha.

2) Les chiffres cités au point 1) montrent que les doses utilisées en viticulture luxembourgeoise sont parfaitement compatibles avec les exigences environnementales revendiquées par l'agriculture biologique.

Le cuivre étant non seulement un fongicide mais également un élément nutritif essentiel pour les plantes, il n'est pas à considérer de la même manière que les pesticides chimiques de synthèse. D'autre part, les viticulteurs biologiques sont obligés de veiller à une bonne qualité de sol, à garantir une vie active de celui-ci et à en empêcher l'érosion, vu qu'il doit être en mesure de livrer tous les nutriments nécessaires aux ceps de vigne. C'est pourquoi les interlignes sont cultivés avec des mélanges spéciaux d'engrais verts et ne sont pas laissés à nu, afin de fixer les éléments nutritifs et empêcher le sol de glisser. Ces cultures contribuent également à fixer une partie du cuivre épandu.

3) Actuellement, de nombreux projets de recherche sont en cours au niveau de divers pays européens, avec le soutien des fonds de recherche européens, afin de trouver une ou des alternatives satisfaisantes au cuivre, mais ces recherches n'ont pas encore livré de produit alternatif équivalent. En usage alternatif au cuivre, il existe un produit naturel à base d'algues brunes et de phosphonates. Ce produit porte le nom de Frutogard et est admis dans la viticulture biologique. Il ne s'agit pas d'un pesticide, mais d'un produit qui renforce l'autodéfense de la plante vis-à-vis d'organismes nocifs. À côté du cuivre, les phosphonates constituent pour le moment le produit le plus efficace dans la lutte contre le mildiou.

La lutte phytosanitaire en agriculture biologique est toujours basée sur le principe de précaution. Dans la pratique, différentes mesures contribuent à la réduction des doses de cuivre nécessaires:

- culture de cépages résistants contre les maladies fongiques (PIWI = pilzwiderständige Rebsorten);

- utilisation de modèles pronostiques, se basant sur des données météorologiques et servant à mieux déterminer le moment d'atteinte le plus critique par le mildiou. (www.agrimeteo.lu);

- techniques culturales comme p. ex. la défoliation qui contribue à un meilleur séchage de la masse foliaire et qui diminue le risque d'atteinte;

- utilisation préventive de doses minimales de cuivre;

- combinaison du cuivre avec des produits servant à renforcer la défense naturelle du cep (Pflanzenstärkungsmittel).

Le développement constant de la viticulture biologique va surement conduire les producteurs à s'investir davantage dans la recherche de produits naturels efficaces contre le mildiou.

Dans nos conditions météorologiques et faute de produits alternatifs aussi efficaces, la viticulture biologique ne peut cependant pas renoncer à l'heure actuelle au cuivre dans la lutte contre le mildiou.

Question 1682 (4.10.2011) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant le **rapport de l'European Nitrogen Assessment (ENA) sur l'épandage excessif d'engrais chimiques en Europe:**

Une récente étude menée par 200 chercheurs issus de 21 pays et dont un premier rapport a été publié le 11 avril 2011 dans le cadre du premier rapport de l'ENA (European Nitrogen Assessment) a évalué le coût annuel des dommages dus a un épandage excessif d'engrais chimiques en Europe entre 70 et 320 milliards d'euros par an.

L'azote n'est rien d'autre que le principal composant de l'air que nous respirons, un gaz inerte et inoffensif. Au long du siècle dernier, le recours de plus en plus massif aux engrais azotés en agriculture a fini par constituer un problème. En effet, on estime que la moitié de l'azote utilisé se dégrade en ammoniac et en nitrates qui, eux, ne sont pas anodins du tout. La présence de nitrates dans les nappes phréatiques et les cours d'eau suscite le débat depuis de longues années.

D'après l'étude ENA plus de dix millions de personnes en Europe sont potentiellement exposées à des niveaux d'azote dépassant les seuils réglementaires lorsqu'elles consomment de l'eau. Les dépôts atmosphériques d'azote auraient quant à eux entraîné la réduction de 10% de la biodiversité forestière. L'ammoniac participe à la formation de particules fines inférieures à 2,5 micromètres dans l'atmosphère.

Selon les auteurs de l'étude, la part de responsabilité de l'agriculture est de 50 à 60% pour la pollution des eaux (de 5 à 10% pour l'ozone, de 30 à 70% pour les particules fines et de 4% pour les émissions de gaz à effet de serre). Ils annoncent que les dommages sont deux fois plus élevés que les bénéfices résultant de l'utilisation de l'azote dans l'agriculture européenne.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:

- Est-ce que le Gouvernement a connaissance de cette étude?

- Notre pays a-t-il participé à l'étude précitée?

- Quelles sont les conséquences que le Gouvernement entend en tirer?

Réponse (27.10.2011) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

1) Le Gouvernement a connaissance de cette étude, dénommée «Évaluation Européenne sur l'Azote» ou «European Nitrogen Assessment». Il s'agit d'un rapport publié par Cambridge University Press, qui résume les travaux menés par 200 scientifiques issus d'une vingtaine de pays européens dans le cadre d'un programme de recherche quinquennal intitulé «Nitrogen in Europe» financé par l'European Science Foundation.

Ce projet a étudié les méfaits des émissions et rejets des différentes formes d'azote telles que les oxydes d'azote, l'ammoniaque, les nitrates, etc., provenant de diverses activités comme l'industrie, les transports, l'agriculture, l'urbanisation, l'épuration des eaux, la production d'énergie, etc., sur la qualité de l'air, des sols et des eaux ainsi que les effets sur le réchauffement climatique et la biodiversité.

Il s'ensuit que, contrairement à ce que laisse entendre la question parlementaire de l'honorable Député Marcel Oberweis, l'«Évaluation Européenne sur l'Azote» ne porte pas exclusivement sur le secteur agricole, voire en particulier sur l'épandage d'engrais minéraux, mais sur les nuisances pour l'environnement dues à l'azote rejeté par la totalité des activités humaines (agriculture, transport, énergie, urbanisation, etc.).

Les chercheurs estiment les coûts de cette pollution azotée entre 70 et 320 milliards d'euros par an pour l'ensemble du continent européen et l'ensemble des activités économiques citées plus haut. Il est donc inexact d'attribuer ces coûts estimés aux seuls engrais minéraux, comme le sous-entend l'honorable Député dans sa question parlementaire.

2) Le Grand-Duché de Luxembourg n'a pas participé à cette étude.

3) Le Gouvernement partage les conclusions de cette étude, qui mettent en évidence la nécessité d'entreprendre des actions en vue d'optimiser l'utilisation d'engrais azotés en agriculture, d'économiser de l'énergie, de promouvoir une meilleure efficacité énergétique dans le secteur de l'énergie et du transport, de développer les énergies renouvelables ainsi que d'utiliser de nouvelles technologies pour l'épuration de l'eau. À travers les différentes politiques sectorielles en place, le Gouvernement entend y contribuer.

Question urgente 1686 (4.10.2011) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant les **dysfonctionnements dans l'organisation du vote par correspondance:**

De nombreuses personnes ayant introduit une demande pour exercer leur droit de vote par correspondance se plaignent de problèmes d'organisation.

Ainsi, nombre d'enveloppes ne seraient pas parvenues à leurs destinataires, certaines enveloppes contiendraient des instructions insuffisantes, des enveloppes pour le retour sans adresse ou avec adresse incomplète, un nombre insuffisant de timbres pour l'affranchissement.

Par conséquent ces personnes sont privées de leur droit de vote qui constitue un droit et un devoir fondamental ancré dans notre Constitution. Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

- Quelles instructions les communes ont-elles reçues pour garantir le bon déroulement du vote par correspondance?

- Comment Monsieur le Ministre explique-t-il qu'apparemment certaines communes accompagnent leur envoi d'un nombre insuffisant de timbres pour l'enveloppe de transmission?

- Comment est-il possible que les enveloppes de transmission soient dépourvues d'une adresse postale complète et correcte?

- Comment les personnes en question peuvent-elles encore exercer leur droit de vote?

Réponse (10.10.2011) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Je voudrais d'abord marquer ma surprise devant la question de l'honorable Députée alors qu'aucune contestation concernant les difficultés d'application du vote par correspondance y visées n'est remontée à mon office. Je relève simplement que selon des informations relayées dans la presse de ce jour, ces problèmes concerneraient notamment la commune de Bettembourg, aucune autre commune n'étant mentionnée nommément.

En ce qui concerne les quatre questions posées, voici les réponses que je suis en mesure de donner:

1. Quant aux trois premières questions, il y a lieu de rappeler qu'il s'agit d'élections communales, ce qui implique donc en grande partie l'intervention des organes locaux, tant l'administration communale, en premier lieu le collège des bourgmestre et échevins, que le bureau électoral principal de la commune. Comme chacun de ces organes est censé connaître la loi, je renvoie aux articles afférents de la loi électorale:

«Art. 266.

Dès réception de la demande, le collège des bourgmestre et échevins vérifie si elle comporte les indications et pièces requises. Il vérifie si le requérant est inscrit sur les listes électorales.

Si le requérant remplit les conditions de l'électorat, le collège des bourgmestre et échevins lui envoie, au plus tard vingt jours avant le scrutin, sous pli recommandé avec accusé de réception, la lettre de convocation comprenant la liste des candidats et l'instruction annexée à la présente loi, une enveloppe électorale et un bulletin de vote dûment estampillés conformément aux dispositions de l'article 78 de la présente loi ainsi qu'une enveloppe pour la transmission de l'enveloppe électorale, portant la mention «Élections - Vote par correspondance», l'indication du bureau de vote destinataire du suffrage à l'angle droit en bas et le numéro d'ordre, le nom, les prénoms et l'adresse de l'électeur avec le paraphe du président du bureau de vote principal de la commune à l'angle gauche en haut.

Si le requérant ne remplit pas les conditions du vote par correspondance, le collège des bourgmestre et échevins lui notifie son refus au plus tard vingt-cinq jours avant le scrutin.

Art. 267.

Les enveloppes électorales fournies par l'État doivent être opaques et de type uniforme pour tous les votants.

Les enveloppes ainsi que les bulletins de vote requis pour le vote par correspondance sont déposés auprès du président du bureau principal de la commune qui les transmet à chaque collège des bourgmestre et échevins qui en fait la demande.»

Les informations et instructions relatives au vote par correspondance ont été rappelées aux communes de manière exhaustive dans ma circulaire n°2926 du 20 juin 2011 dont copie est jointe en annexe.

Comme il ressort des articles précités que le vote par correspondance relève de la seule responsabilité des collèges des bourgmestre et échevins, je ne suis pas en mesure de fournir de plus amples détails.

2. Quant à la quatrième question, la réponse se trouve également dans la loi électorale:

Art. 271. (Loi du 13 février 2011) «Les enveloppes contenant le suffrage doivent parvenir au bureau de vote destinataire du suffrage au plus tard avant quatorze heures du jour du scrutin.»

Par ailleurs, il ressort de l'article 268 alinéa 2 que les votants portés sur le relevé alphabétique des électeurs ayant demandé à voter par correspondance «ne peuvent pas choisir un autre mode de vote».

Question 1693 (10.10.2011) de **M. Camille Gira** *(déi gréng)* concernant le **sommet de la terre Rio+20:**

Du 4 au 6 juin 2012 se tiendra au Brésil, à Rio de Janeiro, la Conférence des Nations Unies sur le développement durable dite «Rio+20». Ce sera l'occasion de recréer l'élan civique et l'engagement politique suscités par le Sommet de la Terre en 1992 et d'aboutir à une réforme simple et ambitieuse de la gouvernance internationale de l'environnement.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Quel est le processus prévu par le Gouvernement en vue de l'élaboration d'une position luxembourgeoise pour le sommet de la terre Rio+20?

2. Est-ce que le Gouvernement a notamment prévu de constituer un comité préparatoire réunissant des représentants des organisations et organismes impliqués dans le pacte pour le climat?

3. À quel moment les ONG luxembourgeoises seront-elles impliquées dans ce processus? Quel sera leur rôle et quels seront les moyens mis à disposition pour remplir ce rôle?

4. À quel moment, le Gouvernement a-t-il prévu d'impliquer la Chambre des Députés dans ces préparatifs?

5. Quelles sont les idées que le Gouvernement compte apporter aux discussions sur le renforcement de l'économie verte, sujet central de la conférence.

6. Comment le Gouvernement compte-t-il renforcer les structures de gouvernance du développement durable au Luxembourg, notamment le CSDD et la CIDD?

Réponse (26.10.2011) de **M. Marco Schank,** *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:*

La Conférence des Nations Unies sur le développement durable, nommée «Rio+20» en référence au Sommet de Rio en 1992, aura lieu du 4 au 7 juin 2012 à Rio de Janeiro.

Les objectifs de ce sommet consistent à reconduire un engagement politique en faveur du développement durable, d'évaluer le progrès réalisé vers des objectifs de développement durable pour lesquels il existe un accord international, ainsi que d'adresser de nouveaux défis émergents.

Le Sommet se concentrera sur deux thèmes clé, à savoir «une économie verte dans le contexte de l'éradication de la pauvreté et du développement durable» et «un cadre institutionnel pour le développement durable».

Lors de sa réunion du 10 octobre, le Conseil Environnement avait adopté des conclusions relatives aux objectifs de l'Union européenne en vue d'une décision lors de la conférence de Rio en juin 2012.

Dans le cadre de la réponse à la question parlementaire n°1100 *(cf. compte rendu n°8/2010-2011)*, il a été annoncé que le Conseil supérieur pour le développement durable (CSDD) sera étroitement associé au processus de préparation de cette conférence.

Le processus de discussion et de concertation prévu par le Gouvernement en vue de l'élaboration d'une position luxembourgeoise pour le sommet de la terre Rio+20 intégrera dès lors le CSDD mais également le comité de pilotage du partenariat climat - ce qui permettra de garantir entre autres la participation des ONG.

En date du 18 octobre respectivement du 20 octobre 2011, le Ministre délégué a demandé au comité de pilotage du partenariat et au Conseil supérieur du développement durable de participer au processus précité.

Le comité de pilotage du partenariat a décidé que le groupe de travail «Kriterien globaler Klimapolitik und ihre nationale Bedeutung» serait chargé des travaux de préparation de la position luxembourgeoise, notamment en ce qui concerne les liens entre la gestion, respectivement la prévention du changement climatique et les objectifs de développement durable tels que retenus au niveau international. Au sein du CSDD, l'accord a été unanime pour élaborer un avis en vue d'une position luxembourgeoise pour la conférence de Rio+20.

À l'heure qu'il est, il reste à clarifier si les travaux afférents seront organisés sous forme d'un comité préparatoire ad hoc ou sous forme de réunions jointes CSDD/Partenariat.

L'honorable Député désire encore savoir si les organisations et organismes impliqués dans le pacte pour le climat seront également impliqués dans ce processus.

Il convient de préciser à ce sujet que la préparation du pacte climat a été effectuée par des représentants du département de l'environnement du MDDI, des Ministères de l'Intérieur et des Finances ainsi que par le GIE «My Energy». Le Syvicol a été consulté à plusieurs reprises au cours du processus. Le Gouvernement est d'avis que ce sont surtout les communes qu'il s'agira d'impliquer à l'exercice «Rio+20».

Comme déjà mentionné ci-dessus, les ONG seront directement associées par le biais du partenariat, étant entendu que le CSDD est naturellement libre de les consulter également au sujet des questions fondamentales qu'il sera principalement appelé à traiter.

Le Gouvernement a prévu de saisir une première fois la Commission du Développement durable de la Chambre des Députés au moment où il disposera d'un premier document de synthèse élaboré à partir des apports fournis par le partenariat et le CSDD.

Le Gouvernement s'est donné avec le plan d'action «Eco-technologies» présenté en janvier 2009, un premier instrument destiné à renforcer l'économie verte. Un cluster «Eco-Dev» a été lancé par Luxinnovation. Le plan d'action «Eco-Technologies» est mis en œuvre par le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur en collaboration avec le département de l'Environnement du Ministère du Développement durable et des Infrastructures dans le cadre d'un groupe interministériel de suivi.

Il convient de noter enfin que le Gouvernement va se pencher sur le renforcement des structures de gouvernance du développement durable au Luxembourg - à savoir le CSDD et le CIDD - dans le cadre d'un exercice de réflexion qui intégrera également l'apport du partenariat climat et qui pourra trouver son aboutissement dans un projet de réforme concernant la loi du 25 juin 2004 relative à la coordination de la politique nationale du développement durable.